



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2023

Volume II

Détails des
charges et des
revenus

Canada^{ca}

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2023

Ce document est disponible en formats substitués
sur le site Web du receveur général du Canada à
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

Disponible également en format PDF auprès des
Publications du gouvernement du Canada
www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Volume II

Comptes publics du Canada 2022-2023

Table des matières

Section

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
Introduction		
1. Tableaux sommaires et appendices	9	9
2. Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.....	129	331
3. Affaires mondiales	147	235
4. Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	167	169
5. Agriculture et Agroalimentaire.....	175	123
6. Anciens Combattants.....	189	503
7. Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	199	405
8. Conseil du Trésor	207	489
9. Conseil privé	221	427
10. Défense nationale	235	367
11. Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap....	249	177
12. Environnement et Changement climatique.....	265	193
13. Femmes, Égalité des genres et Jeunesse.....	279	513
14. Finances	287	207
15. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté.....	305	275
16. Innovation, Sciences et Industrie.....	315	299
17. Justice.....	347	347
18. Parlement	369	413
19. Patrimoine canadien	383	135
20. Pêches, Océans et Garde côtière canadienne.....	407	225
21. Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord...	417	157
22. Ressources naturelles	431	389
23. Revenu national.....	449	379
24. Santé.....	459	255
25. Sécurité publique.....	479	439
26. Services aux Autochtones	503	285
27. Services publics et Approvisionnement.....	517	463
28. Transports.....	529	475
29. Index	543	521

Introduction aux Comptes publics du Canada

Nature des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada sont publiés en trois volumes.

- Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles
- Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement
- Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires

Le contenu du volume II se résume comme suit :

Tableaux sommaires et appendices (section 1)

La section 1 comprend des tableaux sommaires qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles.

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

Sections ministérielles (sections 2 à 28)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les ministères et les organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des descriptions des responsabilités essentielles. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

Sommaire du portefeuille ministériel

Présente par ministère et organisme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

Détail budgétaire par affectation

Présente par ministère et organisme la répartition des crédits budgétaires par affectation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de même que les dépenses connexes de l'exercice en cours. Les détails pertinents à cet état sont présentés ci-dessous :

- **Affectations bloquées**
Les affectations bloquées sont créées lorsqu'on exige que les ministères et les organismes annulent l'utilisation de fonds ou lorsque l'accès à des fonds est limité jusqu'à ce qu'une condition particulière soit remplie. Les affectations bloquées sont créées pour une variété de raisons, y compris le report de projets aux années à venir.
- **Affectations à but spécial**
Les affectations à but spécial sont utilisées pour restreindre l'utilisation des fonds à certains programmes ou initiatives. Ces restrictions empêchent les ministères et les organismes de réaffecter leur financement à but spécial à d'autres priorités.
- **Annulées ou (dépassées)**
Annulées ou (dépassées) est calculé à partir du total des autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs. La valeur calculée des affectations annulées, également connue sous le nom de « annulées brutes » comprend les fonds inutilisés, placés dans une affectation bloquée ou dans une affectation à but spécial.

Responsabilités essentielles

Présente par ministère et organisme le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque responsabilité essentielle sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert, revenus affectés aux dépenses et non budgétaires).

Paiements de transfert

Présente par ministère et organisme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

Présente par ministère et organisme la nature des revenus et rentrées, lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

Revenus

Présente par ministère et organisme la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1 (ex. : les données de l'état des paiements de transfert peuvent être retracées à l'état des responsabilités essentielles, lesquelles peuvent ensuite être retracées au sommaire du portefeuille ministériel; les données du sommaire du portefeuille ministériel peuvent être retracées aux tableaux sommaires (5, 6 et 7) de la section 1).

Provenance et utilisation des autorisations

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aussi près que possible le format et le contenu du Budget principal des dépenses. Certains tableaux sommaires et appendices et le Sommaire du portefeuille ministériel des sections ministérielles montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

Disponibles des exercices antérieurs

Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les rentrées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds renouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.

Budget principal et budgets supplémentaires des dépenses

Comprennent les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses ainsi que les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

Redressements, mandats et virements

Les redressements, mandats et virements comprennent :

- virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5, 10, 15, 25, 30 et 35 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles
- virements des crédits d'exécution du budget du Conseil du Trésor
- les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert
- les montants non engagés de ou à d'autres portefeuilles ministériels comme des affectations réputées, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*
- les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État
- les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice et le produit de la vente de biens excédentaires de l'État
- les mandats spéciaux du gouverneur général pour couvrir les paiements requis lorsque le Parlement est dissous pour une élection générale

Total disponible pour emploi

Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).

Employées au cours de l'exercice

Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).

Annulées (écart positif)

Le montant des autorisations annulées correspond au total des autorisations disponibles pour l'emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs.

Dépassées (écart négatif)

Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.

Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs

Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.

Employées au cours de l'exercice précédent

Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les autorisations ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé « Crédits (Éléments) non requis pour l'exercice en cours ».

Section 1

Comptes publics du Canada 2022-2023

Tableaux sommaires et appendices

	<i>Page</i>
Tableaux sommaires	
Tableau 1 – État consolidé des revenus et charges	11
Tableau 2 – Dépenses ministérielles par catégorie	12
Tableau 2a – Récapitulation des charges externes par catégorie.....	18
Tableau 2b – Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel	20
Tableau 3 – Dépenses ministérielles par article courant	21
Tableau 3a – Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges	30
Tableau 4 – Revenus ministériels	31
Tableau 4a – Récapitulation des revenus externes par provenance.....	36
Tableau 4b – Ventes de biens et de services	38
Tableau 5 – Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel	41
Tableau 6 – Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel	47
Tableau 7 – Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)	49
Appendices	
Appendice 1 – Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	54
Appendice 2 – Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	102
Appendice 3 – Autorisations disponibles des exercices antérieurs	115
Appendice 4 – Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice.....	122
Appendice 5 – Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	124

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Tableau 1

État consolidé des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier clos le 31 mars 2023. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des Comptes publics du Canada.

(en milliers de dollars)

Revenus	2023	Charges	2023
Revenus fiscaux		Charges de programmes	
Revenus d'impôt sur le revenu		Paiements de transfert	
Particuliers	207 871 498	Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	69 392 256
Sociétés	93 945 338	Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement	47 140 657
Non-résidents	13 187 444	Transfert canadien en matière de santé	15 938 157
Total des revenus d'impôt sur le revenu.....	315 004 280	Accords fiscaux	27 140 419
Autres taxes et droits		Abattement du Québec	(7 409 645)
Taxe sur les produits et services	45 961 920	Autres principaux transferts	7 974 562
Taxes sur l'énergie			90 784 150
Taxe d'accise – Essence	4 335 066	Assurance-emploi et mesures de soutien	21 835 443
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel	1 321 503	Prestations pour enfants	24 553 404
	5 656 569	Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs.....	(3 544 276)
Droits de douane à l'importation.....	6 057 225	Subvention salariale d'urgence du Canada	(256 715)
Autres taxes et droits d'accise		Retour des redevances en provenance du cadre sur la tarification de la pollution.....	6 995 613
Droits d'accise	5 418 691	Autres paiements de transfert.....	99 199 331
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	758 068	Total des paiements de transfert	308 959 206
Diverses taxes et droits d'accise	371 159		
	6 547 918	Autres charges, excluant les pertes actuarielles nettes ¹	129 595 469
Total des autres taxes et droits	64 223 632	Total des charges de programmes, excluant les pertes actuarielles nettes.....	438 554 675
Total des revenus fiscaux	379 227 912	Frais de la dette publique	34 954 843
Cotisations d'assurance-emploi.....	26 913 697	Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	473 509 518
Redevances en provenance du cadre sur la tarification de la pollution.....	8 041 499	Déficit annuel avant les pertes actuarielles nettes	(25 694 747)
Autres revenus		Pertes actuarielles nettes	(9 627 103)
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques		Déficit annuel lié aux activités	(35 321 850)
Quote-part des bénéfices (pertes) annuels	3 877 966		
Intérêt et autres.....	2 574 420		
	6 452 386		
Revenus nets des opérations de change			
Compte du fonds des changes	835 923		
Fonds monétaire international	366 076		
Autres	58 442		
	1 260 441		
Autres			
Revenus de placements	1 112 549		
Ventes de biens et de services	13 289 454		
Revenus divers.....	11 516 833		
	25 918 836		
Total des autres revenus.....	33 631 663		
Total des revenus.....	447 814 771		

¹ Le détail des autres charges ministérielles est présenté par portefeuille ministériel au tableau 2a à la section 1 de ce volume.

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses nettes déclaré pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ¹					Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse ²	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec				
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités									
	Bureau de l'infrastructure du Canada.....	–	–	–	–	–	6 549 862	236 470	42 627	6 828 959
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	–	–	–	–	–	–	4 162 705	–	4 162 705
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	–	–	–	–	6 300	–	6 300
	Commission des débats des chefs.....	–	–	–	–	–	–	699	–	699
	Bureau du directeur général des élections	–	–	–	–	7 351	7 351	205 782	–	213 133
	Commissariat aux langues officielles	–	–	–	–	–	–	22 433	–	22 433
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	–	–	–	–	–	–	205 278	–	205 278
	Autorité du pont Windsor-Détroit	–	–	–	–	–	–	793 291	–	793 291
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	6 557 213	5 632 958	42 627	12 232 798
3	Affaires mondiales									
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	–	–	–	–	6 750 387	2 503 817	–	9 254 204
	Corporation commerciale canadienne	–	–	–	–	–	–	13 000	–	13 000
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)....	–	–	–	–	–	–	1 606 431	–	1 606 431
	Centre de recherches pour le développement international.....	–	–	–	–	–	–	159 036	–	159 036
	Commission mixte internationale (section canadienne).....	–	–	–	–	–	–	8 953	–	8 953
	Investir au Canada	–	–	–	–	–	–	33 024	–	33 024
	Agence de développement économique du Pacifique Canada ..	–	–	–	–	–	194 740	27 343	–	222 083
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	6 945 127	4 351 604	–	11 296 731
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	–	–	–	–	–	491 563	52 552	–	544 115
5	Agriculture et Agroalimentaire									
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	–	–	–	–	–	2 832 755	773 790	–	3 606 545
	Commission canadienne du lait.....	–	–	–	–	–	–	4 543	–	4 543
	Commission canadienne des grains.....	–	–	–	–	–	–	23 088	–	23 088
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	2 832 755	801 421	–	3 634 176

6	Anciens Combattants									
	Ministère des Anciens Combattants	-	-	-	-	4 177 857	4 177 857	1 244 488	-	5 422 345
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	-	-	-	-	-	-	13 620	-	13 620
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	4 177 857	4 177 857	1 258 108	-	5 435 965
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général	-	-	-	-	956	956	24 284	-	25 240
8	Conseil du Trésor									
	Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	892	892	4 161 299	-	4 162 191
	École de la fonction publique du Canada	-	-	-	-	-	-	88 863	-	88 863
	Commissariat au lobbying.....	-	-	-	-	-	-	5 220	-	5 220
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	-	-	-	-	45	45	5 749	-	5 794
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	937	937	4 261 131	-	4 262 068
9	Conseil privé									
	Bureau du Conseil privé.....	-	-	-	-	2 835	2 835	240 102	-	242 937
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	-	-	-	-	-	-	36 814	-	36 814
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	-	-	-	-	-	-	18 289	-	18 289
	Bureau du commissaire au renseignement.....	-	-	-	-	-	-	2 485	-	2 485
	Commission de la fonction publique	-	-	-	-	-	-	98 874	-	98 874
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	2 835	2 835	396 564	-	399 399
10	Défense nationale									
	Ministère de la Défense nationale	-	-	-	-	1 324 750	1 324 750	25 602 673	2 737	26 930 160
	Centre de la sécurité des télécommunications	-	-	-	-	-	-	868 363	62 885	931 248
	Comité externe d'examen des griefs militaires	-	-	-	-	-	-	7 089	-	7 089
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	-	-	-	-	-	-	4 659	-	4 659
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	1 324 750	1 324 750	26 482 784	65 622	27 873 156
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	69 413 083	-	-	-	16 036 959	85 450 042	2 702 195	-	88 152 237
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	-	-	-	-	8 498	8 498	10 569	-	19 067
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	-	-	-	-	-	-	13 155	-	13 155
	Total du portefeuille ministériel.....	69 413 083	-	-	-	16 045 457	85 458 540	2 725 919	-	88 184 459
12	Environnement et Changement climatique									
	Ministère de l'Environnement	-	-	-	-	653 153	653 153	1 276 217	312	1 929 682
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	-	-	-	-	14 690	14 690	57 816	-	72 506
	Agence Parcs Canada.....	-	-	-	-	75 020	75 020	1 081 528	61	1 156 609
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	742 863	742 863	2 415 561	373	3 158 797
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse									
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	-	-	-	-	259 383	259 383	63 726	-	323 109
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	259 383	259 383	63 726	-	323 109

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ¹					Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes	
		Prestations de sécurité de la vieillesse ²	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec					Autres ³
14	Finances										
	Ministère des Finances.....	–	47 140 657	15 938 157	26 563 419	(6 834 101)	2 074 137	84 882 269	844 398	31 588 323	117 314 990
	Agence de la consommation en matière financière du Canada .	–	–	–	–	–	–	–	53 952	–	53 952
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	88 153	–	88 153
	Bureau du vérificateur général.....	–	–	–	–	–	–	–	127 856	–	127 856
	Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	–	–	–	–	–	–	239 746	–	239 746
	Total du portefeuille ministériel.....	–	47 140 657	15 938 157	26 563 419	(6 834 101)	2 074 137	84 882 269	1 354 105	31 588 323	117 824 697
15	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	–	–	–	–	–	2 800 540	2 800 540	2 408 577	–	5 209 117
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	–	–	–	–	–	–	285 478	–	285 478
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	2 800 540	2 800 540	2 694 055	–	5 494 595
16	Innovation, Sciences et Industrie										
	Ministère de l'Industrie.....	–	–	–	–	–	2 916 654	2 916 654	727 018	–	3 643 672
	Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	–	–	–	–	–	351 386	351 386	81 740	–	433 126
	Agence canadienne de développement économique du Nord ...	–	–	–	–	–	82 081	82 081	22 996	–	105 077
	Agence spatiale canadienne.....	–	–	–	–	–	85 065	85 065	413 171	–	498 236
	Commission canadienne du tourisme.....	–	–	–	–	–	–	–	156 225	–	156 225
	Commission du droit d'auteur.....	–	–	–	–	–	–	–	3 996	–	3 996
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	–	–	–	–	446 260	446 260	53 148	–	499 408
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	–	–	–	–	553 087	553 087	46 100	–	599 187
	Conseil national de recherches du Canada.....	–	–	–	–	–	612 326	612 326	858 431	–	1 470 757
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	–	–	–	–	–	1 315 534	1 315 534	65 995	–	1 381 529
	Conseil de recherches en sciences humaines.....	–	–	–	–	–	1 014 866	1 014 866	47 835	–	1 062 701
	Conseil canadien des normes.....	–	–	–	–	–	–	–	17 968	–	17 968
	Statistique Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	682 679	–	682 679
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	7 377 259	7 377 259	3 177 302	–	10 554 561
17	Justice										
	Ministère de la Justice.....	–	–	–	–	–	602 352	602 352	380 971	–	983 323
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	–	–	–	–	–	–	–	82 595	–	82 595
	Commission canadienne des droits de la personne.....	–	–	–	–	–	–	–	39 352	–	39 352
	Service administratif des tribunaux judiciaires.....	–	–	–	–	–	–	–	108 055	–	108 055
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	–	–	–	–	–	–	–	712 162	–	712 162

	Bureau du directeur des poursuites pénales	-	-	-	-	-	-	208 726	-	208 726
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	-	-	-	-	499	499	46 847	-	47 346
	Registraire de la Cour suprême du Canada	-	-	-	-	-	-	43 554	-	43 554
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	602 851	602 851	1 622 262	-	2 225 113
18	Parlement									
	Chambre des communes	-	-	-	-	1 425	1 425	551 127	-	552 552
	Bibliothèque du Parlement	-	-	-	-	-	-	52 354	-	52 354
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	-	-	-	-	-	-	7 580	-	7 580
	Bureau du directeur parlementaire du budget	-	-	-	-	-	-	6 496	-	6 496
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	-	-	-	-	-	-	966	-	966
	Service de protection parlementaire	-	-	-	-	-	-	101 612	-	101 612
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	-	-	-	-	-	-	2 851	-	2 851
	Sénat	-	-	-	-	622	622	104 278	-	104 900
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	2 047	2 047	827 264	-	829 311
19	Patrimoine canadien									
	Ministère du Patrimoine canadien	-	-	-	-	2 005 767	2 005 767	294 788	-	2 300 555
	Conseil des Arts du Canada	-	-	-	-	-	-	423 423	-	423 423
	Société Radio-Canada	-	-	-	-	-	-	1 287 297	-	1 287 297
	Musée canadien des droits de la personne	-	-	-	-	-	-	30 817	-	30 817
	Musée canadien de l'histoire	-	-	-	-	-	-	77 559	-	77 559
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	-	-	-	-	-	-	8 957	-	8 957
	Musée canadien de la nature	-	-	-	-	-	-	33 006	-	33 006
	Fondation canadienne des relations raciales	-	-	-	-	-	-	5 116	-	5 116
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	-	-	-	-	-	-	15 025	-	15 025
	Bibliothèque et Archives du Canada	-	-	-	-	2 520	2 520	192 873	5 108	200 501
	Société du Centre national des Arts	-	-	-	-	-	-	66 219	-	66 219
	Office national du film	-	-	-	-	-	-	72 446	2	72 448
	Musée des beaux-arts du Canada	-	-	-	-	-	-	50 373	-	50 373
	Musée national des sciences et de la technologie	-	-	-	-	-	-	39 737	-	39 737
	Téléfilm Canada	-	-	-	-	-	-	171 050	-	171 050
	Commission des champs de bataille nationaux	-	-	-	-	-	-	13 860	-	13 860
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	2 008 287	2 008 287	2 782 546	5 110	4 795 943
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
	Ministère des Pêches et des Océans	-	-	-	-	402 101	402 101	3 374 602	125	3 776 828
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	402 101	402 101	3 374 602	125	3 776 828
21	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	-	-	-	-	7 113 284	7 113 284	2 019 297	-	9 132 581
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	-	-	-	-	7 783	7 783	26 352	-	34 135
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	7 121 067	7 121 067	2 045 649	-	9 166 716

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ¹					Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes	
		Prestations de sécurité de la vieillesse ²	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec					Autres ³
22	Ressources naturelles										
	Ministère des Ressources naturelles	–	–	–	–	–	1 654 422	1 654 422	885 705	–	2 540 127
	Énergie atomique du Canada, Limitée.....	–	–	–	–	–	–	–	1 083 200	–	1 083 200
	Régie canadienne de l'énergie	–	–	–	–	–	1 264	1 264	111 153	–	112 417
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	–	–	–	–	–	4 328	4 328	148 638	–	152 966
	Administration du pipe-line du Nord.....	–	–	–	–	–	–	–	299	–	299
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	1 660 014	1 660 014	2 228 995	–	3 889 009
23	Revenu national										
	Agence du revenu du Canada.....	–	–	–	–	–	7 364 933	7 364 933	5 746 541	–	13 111 474
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	7 364 933	7 364 933	5 746 541	–	13 111 474
24	Santé										
	Ministère de la Santé.....	–	–	–	–	–	1 963 225	1 963 225	2 359 083	–	4 322 308
	Agence canadienne d'inspection des aliments	–	–	–	–	–	120 801	120 801	887 644	–	1 008 445
	Instituts de recherche en santé du Canada	–	–	–	–	–	1 258 419	1 258 419	78 493	–	1 336 912
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	–	–	–	–	–	12 022	–	12 022
	Agence de la santé publique du Canada	–	–	–	–	–	645 308	645 308	5 140 470	–	5 785 778
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	3 987 753	3 987 753	8 477 712	–	12 465 465
25	Sécurité publique										
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	–	–	–	3 045 103	3 045 103	266 470	–	3 311 573
	Agence des services frontaliers du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	2 594 542	–	2 594 542
	Service canadien du renseignement de sécurité.....	–	–	–	–	–	–	–	672 447	–	672 447
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	12 480	–	12 480
	Service correctionnel du Canada.....	–	–	–	–	–	4 962	4 962	3 010 475	–	3 015 437
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	5 762	–	5 762
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	–	–	–	–	–	–	68 776	–	68 776
	Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	–	–	530 747	530 747	5 276 109	583	5 807 439
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	–	–	–	–	4 878	–	4 878
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	–	–	–	3 580 812	3 580 812	11 911 939	583	15 493 334

26	Services aux Autochtones									
	Ministère des Services aux Autochtones	-	-	-	-	17 706 871	17 706 871	4 849 491	-	22 556 362
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	-	-	-	-	117 738	117 738	14 340	-	132 078
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	17 824 609	17 824 609	4 863 831	-	22 688 440
27	Services publics et Approvisionnement									
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	-	-	-	-	(54 740)	(54 740)	4 394 115	110 416	4 449 791
	Société canadienne des postes.....	-	-	-	-	-	-	22 210	-	22 210
	Commission de la capitale nationale	-	-	-	-	-	-	194 228	-	194 228
	Services partagés Canada.....	-	-	-	-	-	-	2 529 924	8 177	2 538 101
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	(54 740)	(54 740)	7 140 477	118 593	7 204 330
28	Transports									
	Ministère des Transports.....	-	-	-	-	1 138 784	1 138 784	1 140 867	-	2 279 651
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	-	-	-	-	-	-	865 964	-	865 964
	Office des transports du Canada.....	-	-	-	-	-	-	41 130	-	41 130
	Marine Atlantique S.C.C.....	-	-	-	-	-	-	132 121	-	132 121
	La Société des ponts fédéraux Limitée.....	-	-	-	-	-	-	4 423	-	4 423
	VIA Rail Canada Inc.....	-	-	-	-	-	-	689 628	-	689 628
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	-	-	1 138 784	1 138 784	2 874 133	-	4 012 917
	Total des dépenses ministérielles nettes	69 413 083	47 140 657	15 938 157	26 563 419	(6 834 101)	97 272 150	249 493 365	109 588 025	31 821 356
										390 902 746

Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Les paiements de transfert d'assurance-emploi sont présentés au tableau 2a.

² Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

³ Comprend les autres principaux transferts et les autres paiements de transfert.

Tableau 2a

Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les courus et autres redressements, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes.

(en milliers de dollars)

Description	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	Charges externes totales
Charges de programmes							
Paiements de transfert							
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	69 413 083	–	(20 827)	–	–	–	69 392 256
<i>Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement</i>							
Transfert canadien en matière de santé.....	47 140 657	–	–	–	–	–	47 140 657
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	15 938 157	–	–	–	–	–	15 938 157
Accords fiscaux.....	26 563 419	–	577 000	–	–	–	27 140 419
Abattement du Québec.....	(6 834 101)	–	(575 544)	–	–	–	(7 409 645)
Autres principaux transferts	8 909 346	–	(934 784)	–	–	–	7 974 562
<i>Total des principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement</i>	<i>91 717 478</i>	<i>–</i>	<i>(933 328)</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>90 784 150</i>
Assurance-emploi et mesures de soutien.....	–	21 835 443	–	–	–	–	21 835 443
Prestations pour enfants.....	(1 480)	–	3 676	–	24 551 208	–	24 553 404
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	24 406	–	(3 568 682)	–	–	–	(3 544 276)
Subvention salariale d'urgence du Canada	–	–	–	–	(256 715)	–	(256 715)
Retour des redevances en provenance du cadre sur la tarification de la pollution	6 995 613	–	–	–	–	–	6 995 613
Autres paiements de transfert ¹	81 344 265	188 972	10 179 568	(34 134)	7 520 660	–	99 199 331
Total des paiements de transfert.....	249 493 365	22 024 415	5 660 407	(34 134)	31 815 153	–	308 959 206
Autres charges							
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.....	5 632 958	–	(4 126 633)	(371 667)	–	(9 414)	1 125 244
Affaires mondiales.....	4 351 604	–	(1 190 606)	81 000	–	(25 395)	3 216 603
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	52 552	–	14 369	–	–	(551)	66 370
Agriculture et Agroalimentaire	801 421	–	92 486	170 637	–	(12 916)	1 051 628
Anciens Combattants	1 258 108	–	(844 070)	–	–	(5 999)	408 039
Bureau du secrétaire du gouverneur général	24 284	–	1 387	–	–	(132)	25 539
Conseil du Trésor	4 261 131	–	637 809	–	–	(1 625)	4 897 315
Conseil privé	396 564	–	3 840	–	–	(6 535)	393 869
Défense nationale	26 482 784	–	4 969 796	–	–	(197 360)	31 255 220
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	2 725 919	2 170 456	1 370 539	–	–	(359 123)	5 907 791
Environnement et Changement climatique	2 415 561	52 390	124 187	–	–	(121 494)	2 470 644
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	63 726	–	(194)	–	–	(1 310)	62 222
Finances	1 354 105	–	(32 055)	(383 248)	–	(11 604)	927 198
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	2 694 055	–	335 811	–	–	(124 043)	2 905 823

Innovation, Sciences et Industrie	3 177 302	–	412 665	4 907	–	(40 134)	3 554 740
Justice.....	1 622 262	–	14 921	–	–	(15 793)	1 621 390
Parlement	827 264	–	(12 507)	–	–	(4 225)	810 532
Patrimoine canadien	2 782 546	1	19 220	1 193 755	–	(10 405)	3 985 117
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne.....	3 374 602	12	(607 558)	–	–	(73 631)	2 693 425
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord.....	2 045 649	51	7 715 384	–	–	(61 181)	9 699 903
Ressources naturelles.....	2 228 995	4 373	4 408	(706 906)	–	(20 383)	1 510 487
Revenu national.....	5 746 541	–	5 323 742	–	–	(143 238)	10 927 045
Santé.....	8 477 712	–	(165 224)	–	–	(129 169)	8 183 319
Sécurité publique.....	11 911 939	–	2 702 248	–	–	(325 421)	14 288 766
Services aux Autochtones.....	4 863 831	–	1 298 453	–	–	(20 688)	6 141 596
Services publics et Approvisionnement	7 140 477	34 215	(533 910)	(92 923)	–	(267 857)	6 280 002
Transports.....	2 874 133	4 306	48 170	764 883	–	(43 155)	3 648 337
Total partiel	109 588 025	2 265 804	17 576 678	660 438	–	(2 032 781)	128 058 164
Provision pour évaluation et autres éléments	–	–	1 537 305	–	–	–	1 537 305
Total des autres charges, excluant les pertes actuarielles nettes.....	109 588 025	2 265 804	19 113 983	660 438	–	(2 032 781)	129 595 469
<i>Total des charges de programmes, excluant les pertes actuarielles nettes</i>	<i>359 081 390</i>	<i>24 290 219</i>	<i>24 774 390</i>	<i>626 304</i>	<i>31 815 153</i>	<i>(2 032 781)</i>	<i>438 554 675</i>
Frais de la dette publique	31 821 356	–	3 357 194	(223 707)	–	–	34 954 843
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	390 902 746	24 290 219	28 131 584	402 597	31 815 153	(2 032 781)	473 509 518
Pertes actuarielles nettes	–	–	9 627 103	–	–	–	9 627 103
Total des charges	390 902 746	24 290 219	37 758 687	402 597	31 815 153	(2 032 781)	483 136 621

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

Tableau 2b

Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert déclarés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

Portefeuille ministériel	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Cours et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	Charges externes totales
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.....	4 288 246	–	4 006 926	–	–	–	8 295 172
Affaires mondiales.....	6 945 127	–	145 244	–	–	–	7 090 371
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	491 563	–	(148 467)	–	–	–	343 096
Agriculture et Agroalimentaire.....	2 832 755	–	(533 148)	–	–	–	2 299 607
Anciens Combattants.....	4 177 857	–	(4 130 293)	–	–	–	47 564
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	956	–	(956)	–	–	–	–
Conseil du Trésor.....	937	–	(257)	–	–	–	680
Conseil privé.....	2 835	–	–	–	–	–	2 835
Défense nationale.....	1 324 750	–	7 390	–	–	–	1 332 140
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap.....	11 533 182	188 972	128 899	–	–	–	11 851 053
Environnement et Changement climatique.....	741 014	–	(7 283)	–	–	–	733 731
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse.....	259 383	–	(467)	–	–	–	258 916
Finances.....	1 123 405	–	4 994 125	–	–	–	6 117 530
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté.....	2 800 540	–	(5 282)	–	–	–	2 795 258
Innovation, Sciences et Industrie.....	7 377 259	–	(589 502)	(40 775)	–	–	6 746 982
Justice.....	602 851	–	(8 022)	–	–	–	594 829
Parlement.....	2 047	–	(183)	–	–	–	1 864
Patrimoine canadien.....	2 008 287	–	(9 518)	–	–	–	1 998 769
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne.....	402 101	–	(9 343)	–	–	–	392 758
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord.....	7 121 067	–	9 879 908	–	–	–	17 000 975
Ressources naturelles.....	1 660 014	–	(54 234)	–	–	–	1 605 780
Revenu national.....	371 168	–	–	–	7 520 660	–	7 891 828
Santé.....	2 787 456	–	(24 976)	–	–	–	2 762 480
Sécurité publique.....	3 580 812	–	(3 103 371)	–	–	–	477 441
Services aux Autochtones.....	17 824 609	–	(135 808)	6 641	–	–	17 695 442
Services publics et Approvisionnement.....	(54 740)	–	51 296	–	–	–	(3 444)
Transports.....	1 138 784	–	(72 318)	–	–	–	1 066 466
Total partiel.....	81 344 265	188 972	10 380 360	(34 134)	7 520 660	–	99 400 123
Provision pour évaluation et autres éléments.....	–	–	(200 792)	–	–	–	(200 792)
Total des autres paiements de transfert.....	81 344 265	188 972	10 179 568	(34 134)	7 520 660	–	99 199 331

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne « Total des dépenses brutes » représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses déclaré pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes		
															Revenus externes	Revenus internes	Total			
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités																			
	Bureau de l'infrastructure																			
	du Canada.....	142 572	1 376	740	57 878	3 187	19 076	167	7 151	3 704	6 549 862	42 627	619	6 828 959	–	–	–	–	6 828 959	
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4 162 705	4 162 705	–	–	–	–	4 162 705	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3 453	806	21	1 282	515	–	51	–	157	–	–	15	6 300	–	–	–	–	6 300	
	Commission des débats des chefs.	508	4	13	173	1	–	–	–	–	–	–	–	699	–	–	–	–	699	
	Bureau du directeur général des élections	110 810	6 612	10 361	48 991	21 392	654	5 221	(1)	1 419	7 350	–	324	213 133	–	–	–	–	213 133	
	Commissariat aux langues officielles.....	19 074	261	184	1 657	235	95	50	–	861	–	–	16	22 433	–	–	–	–	22 433	
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	205 278	205 278	–	–	–	–	205 278	
	Autorité du pont Windsor-Détroit.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	793 291	793 291	–	–	–	–	793 291	
	Total du portefeuille ministériel	276 417	9 059	11 319	109 981	25 330	19 825	5 489	7 150	6 141	6 557 212	42 627	5 162 248	12 232 798	–	–	–	–	12 232 798	
3	Affaires mondiales																			
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	1 483 735	151 646	26 870	360 268	233 149	30 199	44 314	39 653	60 674	6 750 387	–	123 856	9 304 751	49 751	796	50 547	–	9 254 204	
	Corporation commerciale canadienne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13 000	13 000	–	–	–	–	13 000	
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)..	–	–	–	252 880	–	–	–	–	–	–	–	1 353 551	1 606 431	–	–	–	–	1 606 431	
	Centre de recherches pour le développement international ..	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	159 036	159 036	–	–	–	–	159 036	

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total		
	Commission mixte internationale (section canadienne)	5 083	555	229	2 266	572	5	23	–	201	–	–	19	8 953	–	–	–	8 953
	Investir au Canada.....	10 233	1 231	15 808	4 165	960	1	33	–	597	–	–	(4)	33 024	–	–	–	33 024
	Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	19 342	797	754	5 356	521	–	49	–	412	194 740	–	112	222 083	–	–	–	222 083
	Total du portefeuille ministériel	1 518 393	154 229	43 661	624 935	235 202	30 205	44 419	39 653	61 884	6 945 127	–	1 649 570	11 347 278	49 751	796	50 547	11 296 731
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	43 566	685	308	5 172	1 779	43	126	–	774	491 563	–	99	544 115	–	–	–	544 115
5	Agriculture et Agroalimentaire																	
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	553 872	9 048	11 274	122 387	11 123	13 886	42 056	23 988	35 254	2 832 755	–	9 719	3 665 362	31 367	27 450	58 817	3 606 545
	Commission canadienne du lait....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4 543	4 543	–	–	–	4 543
	Commission canadienne des grains.....	48 992	2 508	513	3 227	5 851	1 990	1 152	–	2 833	–	–	(21)	67 045	43 474	483	43 957	23 088
	Total du portefeuille ministériel	602 864	11 556	11 787	125 614	16 974	15 876	43 208	23 988	38 087	2 832 755	–	14 241	3 736 950	74 841	27 933	102 774	3 634 176
6	Anciens Combattants																	
	Ministère des Anciens Combattants.....	343 553	28 534	4 630	525 587	22 498	8 443	304 196	302	5 881	4 177 857	–	864	5 422 345	–	–	–	5 422 345
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	12 400	378	7	496	99	–	171	–	37	–	–	32	13 620	–	–	–	13 620
	Total du portefeuille ministériel	355 953	28 912	4 637	526 083	22 597	8 443	304 367	302	5 918	4 177 857	–	896	5 435 965	–	–	–	5 435 965
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général	19 077	1 087	660	1 447	591	26	794	–	531	956	–	71	25 240	–	–	–	25 240
8	Conseil du Trésor																	
	Secrétariat du Conseil du Trésor...	4 840 116	1 309	1 194	158 529	36 496	707	273	–	3 887	892	–	5 190	5 048 593	578 354	308 048	886 402	4 162 191
	École de la fonction publique du Canada.....	76 359	519	1 093	8 758	7 089	226	69	–	2 933	–	–	(8 183)	88 863	–	–	–	88 863
	Commissariat au lobbying.....	3 577	70	49	1 325	83	6	8	–	93	–	–	9	5 220	–	–	–	5 220

Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	4 356	95	42	913	67	2	13	–	248	45	–	13	5 794	–	–	–	5 794
Total du portefeuille ministériel	4 924 408	1 993	2 378	169 525	43 735	941	363	–	7 161	937	–	(2 971)	5 148 470	578 354	308 048	886 402	4 262 068
9 Conseil privé																	
Bureau du Conseil privé.....	173 777	5 970	6 873	38 910	8 645	1 952	743	–	10 354	2 836	–	245	250 305	396	6 972	7 368	242 937
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports....	30 531	1 355	171	2 722	761	423	210	–	622	–	–	19	36 814	–	–	–	36 814
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	10 251	364	17	3 677	240	3 643	39	–	48	–	–	10	18 289	–	–	–	18 289
Bureau du commissaire au renseignement	1 360	23	48	617	316	92	17	–	12	–	–	–	2 485	–	–	–	2 485
Commission de la fonction publique.....	94 582	155	236	9 425	1 284	94	228	–	1 996	–	–	588	108 588	74	9 640	9 714	98 874
Total du portefeuille ministériel	310 501	7 867	7 345	55 351	11 246	6 204	1 237	–	13 032	2 836	–	862	416 481	470	16 612	17 082	399 399
10 Défense nationale																	
Ministère de la Défense nationale. Centre de la sécurité des télécommunications	11 441 686	808 379	27 423	4 792 313	685 691	1 833 408	1 274 270	557 077	3 831 979	1 324 750	2 737	701 296	27 281 009	338 000	12 849	350 849	26 930 160
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	403 837	–	–	–	–	–	–	13 456	–	–	62 885	467 770	947 948	645	16 055	16 700	931 248
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	6 066	20	11	338	577	32	13	–	32	–	–	–	7 089	–	–	–	7 089
	3 520	46	50	535	401	6	7	–	95	–	–	(1)	4 659	–	–	–	4 659
Total du portefeuille ministériel	11 855 109	808 445	27 484	4 793 186	686 669	1 833 446	1 274 290	570 533	3 832 106	1 324 750	65 622	1 169 065	28 240 705	338 645	28 904	367 549	27 873 156
11 Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap																	
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	3 454 322	82 005	112 237	963 191	289 335	4 307	5 329	–	38 408	85 450 042	–	371 668	90 770 844	483 926	2 134 681	2 618 607	88 152 237
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité.....	6 290	273	246	3 358	257	–	7	–	13	8 498	–	125	19 067	–	–	–	19 067
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	10 910	241	36	1 131	521	22	60	–	234	–	–	–	13 155	–	–	–	13 155
Total du portefeuille ministériel	3 471 522	82 519	112 519	967 680	290 113	4 329	5 396	–	38 655	85 458 540	–	371 793	90 803 066	483 926	2 134 681	2 618 607	88 184 459
12 Environnement et Changement climatique																	
Ministère de l'Environnement.....	903 175	37 364	31 556	224 358	40 842	16 176	41 685	1 359	43 425	653 153	311	4 674	1 998 078	44 264	24 132	68 396	1 929 682
Agence canadienne d'évaluation d'impact	49 225	1 020	445	6 319	105	27	117	–	1 486	14 690	–	504	73 938	1 432	–	1 432	72 506
Agence Parcs Canada	538 151	21 585	9 888	159 885	27 341	22 685	61 059	124 293	34 488	75 020	61	82 153	1 156 609	–	–	–	1 156 609
Total du portefeuille ministériel	1 490 551	59 969	41 889	390 562	68 288	38 888	102 861	125 652	79 399	742 863	372	87 331	3 228 625	45 696	24 132	69 828	3 158 797

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total		
13	Femme, Égalité des genres et Jeunesse																	
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	49 493	757	4 446	6 611	938	35	64	196	968	259 383	–	218	323 109	–	–	–	323 109
	Total du portefeuille ministériel	49 493	757	4 446	6 611	938	35	64	196	968	259 383	–	218	323 109	–	–	–	323 109
14	Finances																	
	Ministère des Finances	124 283	2 477	4 790	15 866	1 787	428	87 526	–	1 959	84 882 269	31 588 323	605 282	117 314 990	–	–	–	117 314 990
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	29 677	373	1 616	10 222	3 035	4	66	5 735	3 047	–	–	177	53 952	–	–	–	53 952
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	60 993	3 177	1 693	9 268	8 721	1 248	270	–	2 776	–	–	7	88 153	–	–	–	88 153
	Bureau du vérificateur général	111 211	2 250	1 126	9 743	1 994	437	152	–	1 550	–	–	28	128 491	635	–	635	127 856
	Bureau du surintendant des institutions financières	187 667	2 733	2 274	23 954	16 101	807	192	1 447	4 335	–	–	236	239 746	–	–	–	239 746
	Total du portefeuille ministériel	513 831	11 010	11 499	69 053	31 638	2 924	88 206	7 182	13 667	84 882 269	31 588 323	605 730	117 825 332	635	–	635	117 824 697
15	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté																	
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	1 056 045	78 277	16 783	1 333 039	218 743	2 564	72 920	–	19 135	2 800 540	–	23 885	5 621 931	408 970	3 844	412 814	5 209 117
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	227 898	1 483	655	35 255	6 876	9 902	346	–	2 612	–	–	451	285 478	–	–	–	285 478
	Total du portefeuille ministériel	1 283 943	79 760	17 438	1 368 294	225 619	12 466	73 266	–	21 747	2 800 540	–	24 336	5 907 409	408 970	3 844	412 814	5 494 595
16	Innovation, Sciences et Industrie																	
	Ministère de l'Industrie	712 731	12 770	16 340	213 765	35 195	11 564	4 339	–	23 551	2 916 654	–	3 604	3 950 513	271 532	35 309	306 841	3 643 672
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	72 222	1 590	615	3 446	1 944	109	249	–	785	351 386	–	780	433 126	–	–	–	433 126
	Agence canadienne de développement économique du Nord	15 883	1 494	19	2 920	2 262	139	77	–	91	82 081	–	111	105 077	–	–	–	105 077
	Agence spatiale canadienne	101 644	8 857	2 532	278 175	5 817	4 910	1 639	1 203	5 853	85 065	–	2 541	498 236	–	–	–	498 236
	Commission canadienne du tourisme	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	156 225	156 225	–	–	–	156 225
	Commission du droit d'auteur	3 235	39	46	510	70	17	6	–	74	–	–	(1)	3 996	–	–	–	3 996

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	43 704	1 042	1 087	6 121	1 200	646	135	–	1 439	446 260	–	5	501 639	–	2 231	2 231	499 408
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	39 464	369	547	4 724	217	19	58	–	507	553 087	–	195	599 187	–	–	–	599 187
Conseil national de recherches du Canada.....	533 533	10 352	1 227	84 677	15 858	25 351	48 880	52 456	65 317	612 326	–	20 780	1 470 757	–	–	–	1 470 757
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	55 484	674	1 114	5 432	1 352	116	56	–	1 731	1 315 534	–	36	1 381 529	–	–	–	1 381 529
Conseil de recherches en sciences humaines	38 726	447	1 314	5 200	836	76	42	–	1 136	1 014 866	–	58	1 062 701	–	–	–	1 062 701
Conseil canadien des normes.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	17 968	17 968	–	–	–	17 968
Statistique Canada.....	750 385	16 438	7 988	39 565	17 151	724	665	522	6 500	–	–	2 090	842 028	23 026	136 323	159 349	682 679
Total du portefeuille ministériel	2 367 011	54 072	32 829	644 535	81 902	43 671	56 146	54 181	106 984	7 377 259	–	204 392	11 022 982	294 558	173 863	468 421	10 554 561
17 Justice																	
Ministère de la Justice.....	738 137	6 284	4 114	45 988	9 853	2 348	2 397	–	8 336	602 352	–	1 436	1 421 245	1 215	436 707	437 922	983 323
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	92 836	1 815	1 400	9 927	3 099	1 658	346	–	951	–	–	42	112 074	15 994	13 485	29 479	82 595
Commission canadienne des droits de la personne	33 868	361	354	4 736	642	37	99	55	1 178	–	–	62	41 392	–	2 040	2 040	39 352
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	74 380	3 565	773	16 317	5 209	914	2 699	1 103	2 963	–	–	132	108 055	–	–	–	108 055
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	664 421	18 316	107	19 322	1 623	116	28	–	125	–	–	8 129	712 187	–	25	25	712 162
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	160 417	7 430	415	44 430	2 756	2 212	1 518	–	2 028	–	–	3 821	225 027	65	16 236	16 301	208 726
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	40 223	541	403	3 767	994	116	46	–	871	499	–	95	47 555	–	209	209	47 346
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	34 440	1 511	381	2 763	1 276	227	1 291	–	1 656	–	–	9	43 554	–	–	–	43 554
Total du portefeuille ministériel	1 838 722	39 823	7 947	147 250	25 452	7 628	8 424	1 158	18 108	602 851	–	13 726	2 711 089	17 274	468 702	485 976	2 225 113
18 Parlement																	
Chambre des communes.....	425 653	43 976	12 962	26 191	20 972	10 178	11 909	–	29 197	1 425	–	791	583 254	4 296	26 406	30 702	552 552
Bibliothèque du Parlement	44 726	221	2 242	1 430	476	41	3 352	–	410	–	–	7	52 905	551	–	551	52 354
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 237	75	115	585	47	–	41	–	478	–	–	2	7 580	–	–	–	7 580
Bureau du directeur parlementaire du budget.....	5 260	79	80	387	298	–	276	–	115	–	–	1	6 496	–	–	–	6 496
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	819	19	–	117	1	–	6	–	1	–	–	3	966	–	–	–	966
Service de protection parlementaire	86 245	361	64	9 860	512	1 398	1 069	–	2 902	–	–	369	102 780	109	1 059	1 168	101 612
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement .	1 644	39	8	1 051	98	–	5	–	4	–	–	2	2 851	–	–	–	2 851

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total
	Sénat	87 663	7 939	1 039	2 855	2 082	1 076	523	–	1 019	622	–	82	104 900	–	–	–	104 900
	Total du portefeuille ministériel	658 247	52 709	16 510	42 476	24 486	12 693	17 181	–	34 126	2 047	–	1 257	861 732	4 956	27 465	32 421	829 311
19	Patrimoine canadien																	
	Ministère du Patrimoine canadien.	235 189	3 107	2 691	34 587	5 610	1 367	1 903	–	877	2 005 767	–	20 625	2 311 723	7 749	3 419	11 168	2 300 555
	Conseil des Arts du Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	423 423	423 423	–	–	–	423 423
	Société Radio-Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 287 297	1 287 297	–	–	–	1 287 297
	Musée canadien des droits de la personne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	30 817	30 817	–	–	–	30 817
	Musée canadien de l'histoire	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	77 559	77 559	–	–	–	77 559
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	8 957	8 957	–	–	–	8 957
	Musée canadien de la nature	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	33 006	33 006	–	–	–	33 006
	Fondation canadienne des relations raciales	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5 116	5 116	–	–	–	5 116
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	65 452	898	1 721	5 000	1 897	417	168	–	1 294	–	–	215	77 062	62 037	–	62 037	15 025
	Bibliothèque et Archives du Canada	91 631	490	131	20 966	4 350	808	2 920	59 315	3 653	2 520	5 108	11 060	202 952	135	2 316	2 451	200 501
	Société du Centre national des Arts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	66 219	66 219	–	–	–	66 219
	Office national du film	44 723	2 934	1 506	13 591	11 178	438	241	–	1 904	–	3	65	76 583	4 135	–	4 135	72 448
	Musée des beaux-arts du Canada ..	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	50 373	50 373	–	–	–	50 373
	Musée national des sciences et de la technologie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	39 737	39 737	–	–	–	39 737
	Téléfilm Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	171 050	171 050	–	–	–	171 050
	Commission des champs de bataille nationaux	5 475	157	416	2 278	155	692	828	–	1 004	–	–	2 855	13 860	–	–	–	13 860
	Total du portefeuille ministériel	442 470	7 586	6 465	76 422	23 190	3 722	6 060	59 315	8 732	2 008 287	5 111	2 228 374	4 875 734	74 056	5 735	79 791	4 795 943
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne																	
	Ministère des Pêches et des Océans	1 506 244	103 825	10 829	809 229	68 912	154 129	186 371	174 584	371 775	402 101	125	35 755	3 823 879	47 051	–	47 051	3 776 828
	Total du portefeuille ministériel	1 506 244	103 825	10 829	809 229	68 912	154 129	186 371	174 584	371 775	402 101	125	35 755	3 823 879	47 051	–	47 051	3 776 828

21	Relations Couronne- Autochtones et Affaires du Nord																	
	Ministère des Relations Couronne- Autochtones et des Affaires du Nord.....	239 977	5 586	726	402 475	6 121	394	678	3 803	823	7 113 284	–	1 392 556	9 166 423	–	33 842	33 842	9 132 581
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	11 400	2 458	967	3 424	1 314	3 013	2 189	153	1 201	7 783	–	233	34 135	–	–	–	34 135
	Total du portefeuille ministériel	251 377	8 044	1 693	405 899	7 435	3 407	2 867	3 956	2 024	7 121 067	–	1 392 789	9 200 558	–	33 842	33 842	9 166 716
22	Ressources naturelles																	
	Ministère des Ressources naturelles	580 511	15 156	18 491	175 183	20 118	6 361	27 780	7 829	46 033	1 654 422	–	12 891	2 564 775	18 128	6 520	24 648	2 540 127
	Énergie atomique du Canada, Limitée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 083 200	1 083 200	–	–	–	1 083 200
	Régie canadienne de l'énergie.....	90 134	2 436	219	14 676	1 366	1 173	320	–	818	1 264	–	11	112 417	–	–	–	112 417
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	116 793	5 033	1 073	17 561	4 261	1 342	423	–	2 070	4 328	–	82	152 966	–	–	–	152 966
	Administration du pipe-line du Nord.....	53	–	–	236	10	–	–	–	–	–	–	–	299	–	–	–	299
	Total du portefeuille ministériel	787 491	22 625	19 783	207 656	25 755	8 876	28 523	7 829	48 921	1 660 014	–	1 096 184	3 913 657	18 128	6 520	24 648	3 889 009
23	Revenu national																	
	Agence du revenu du Canada	5 133 394	88 112	21 597	491 730	290 292	69 719	15 502	–	64 678	7 364 933	–	12 084	13 552 041	–	440 567	440 567	13 111 474
	Total du portefeuille ministériel	5 133 394	88 112	21 597	491 730	290 292	69 719	15 502	–	64 678	7 364 933	–	12 084	13 552 041	–	440 567	440 567	13 111 474
24	Santé																	
	Ministère de la Santé	1 104 803	11 552	39 861	303 373	35 008	19 311	1 007 235	6	46 184	1 963 225	–	4 727	4 535 285	180 010	32 967	212 977	4 322 308
	Agence canadienne d'inspection des aliments.....	701 194	18 207	5 303	90 873	11 362	11 056	26 464	–	18 653	120 801	–	4 532	1 008 445	–	–	–	1 008 445
	Instituts de recherche en santé du Canada.....	69 174	517	789	4 715	2 125	168	218	–	527	1 258 419	–	260	1 336 912	–	–	–	1 336 912
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	9 721	129	814	1 003	189	9	6	–	125	–	–	26	12 022	–	–	–	12 022
	Agence de la santé publique du Canada.....	502 685	16 288	62 810	611 192	47 237	7 413	3 838 508	403	37 772	645 308	–	17 063	5 786 679	844	57	901	5 785 778
	Total du portefeuille ministériel	2 387 577	46 693	109 577	1 011 156	95 921	37 957	4 872 431	409	103 261	3 987 753	–	26 608	12 679 343	180 854	33 024	213 878	12 465 465
25	Sécurité publique																	
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	170 159	3 029	7 009	31 878	5 811	23 595	396	–	4 378	3 045 103	–	22 758	3 314 116	462	2 081	2 543	3 311 573
	Agence des services frontaliers du Canada.....	1 850 874	60 039	2 895	512 249	11 668	45 094	20 361	34 061	71 845	–	–	12 554	2 621 640	27 098	–	27 098	2 594 542
	Service canadien du renseignement de sécurité	415 819	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	256 628	672 447	–	–	–	672 447
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	10 206	150	33	754	279	4	61	–	630	–	–	363	12 480	–	–	–	12 480
	Service correctionnel du Canada... Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	2 066 941	27 347	732	477 941	32 672	37 525	177 532	123 377	56 206	4 962	–	128 771	3 134 006	7 330	111 239	118 569	3 015 437
		4 673	235	59	499	50	–	12	–	50	–	–	184	5 762	–	–	–	5 762

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ¹ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux ² (8)	Acquisition de machinerie et matériel ³ (9)	Paiements de transfert ⁴ (10)	Frais de la dette publique ⁵ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total		
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	57 827	1 641	152	8 457	359	58	149	–	763	–	–	25	69 431	655	–	655	68 776
	Gendarmerie royale du Canada.....	5 433 325	228 248	3 996	672 093	173 890	92 675	187 003	86 626	303 588	530 747	583	113 714	7 826 488	2 017 471	1 578	2 019 049	5 807 439
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	3 781	75	20	596	30	8	44	–	77	–	–	247	4 878	–	–	–	4 878
	Total du portefeuille ministériel	10 013 605	320 764	14 896	1 704 467	224 759	198 959	385 558	244 064	437 537	3 580 812	583	535 244	17 661 248	2 053 016	114 898	2 167 914	15 493 334
26	Services aux Autochtones																	
	Ministère des Services aux Autochtones.....	783 894	469 606	10 512	876 099	21 372	6 620	650 214	29	59 482	17 706 871	–	2 020 108	22 604 807	6 336	42 109	48 445	22 556 362
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	10 349	256	110	1 672	26	955	24	–	80	117 738	–	868	132 078	–	–	–	132 078
	Total du portefeuille ministériel	794 243	469 862	10 622	877 771	21 398	7 575	650 238	29	59 562	17 824 609	–	2 020 976	22 736 885	6 336	42 109	48 445	22 688 440
27	Services publics et Approvisionnement																	
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 812 915	70 644	33 677	2 252 157	1 296 532	1 508 813	354 502	662 171	153 428	(54 740)	110 416	371 309	8 571 824	465 404	3 656 629	4 122 033	4 449 791
	Société canadienne des postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22 210	22 210	–	–	–	22 210
	Commission de la capitale nationale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	194 228	194 228	–	–	–	194 228
	Services partagés Canada	986 599	660 834	3 920	477 340	617 399	291 396	6 650	16 786	360 126	–	8 177	2 471	3 431 698	5 204	888 393	893 597	2 538 101
	Total du portefeuille ministériel	2 799 514	731 478	37 597	2 729 497	1 913 931	1 800 209	361 152	678 957	513 554	(54 740)	118 593	590 218	12 219 960	470 608	4 545 022	5 015 630	7 204 330
28	Transports																	
	Ministère des Transports	737 265	24 636	7 480	227 181	19 001	18 521	20 570	87 759	70 892	1 138 784	–	17 142	2 369 231	39 426	50 154	89 580	2 279 651
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	865 964	865 964	–	–	–	865 964
	Office des transports du Canada ...	35 063	420	433	2 610	1 827	104	40	–	626	–	–	7	41 130	–	–	–	41 130
	Marine Atlantique S.C.C.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	132 121	132 121	–	–	–	132 121

La Société des ponts fédéraux																		
Limitée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 423	4 423	-	-	-	4 423
VIA Rail Canada Inc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	689 628	689 628	-	-	-	689 628
Total du portefeuille ministériel	772 328	25 056	7 913	229 791	20 828	18 625	20 610	87 759	71 518	1 138 784	-	1 709 285	4 102 497	39 426	50 154	89 580	4 012 917	
Total des dépenses																		
ministérielles nettes	56 467 851	3 228 497	595 628	18 591 373	4 484 980	4 340 821	8 555 149	2 086 897	5 960 850	249 493 365	31 821 356	18 950 381	404 577 148	5 187 551	8 486 851	13 674 402	390 902 746	

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

¹ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 3 du volume III.

² Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.

³ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.

⁴ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.

⁵ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.

Tableau 3a

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges

Le tableau 3a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les courus et autres redressements, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

Description	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Moins :		Total des charges externes
						Charges internes	Revenus internes affectés aux charges	
Paiements de transfert	249 493 365	22 024 415	5 660 407	(34 134)	31 815 153	–	–	308 959 206
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes.....	56 467 851	–	8 763 293	2 125 018	–	–	–	67 356 162
Transports et communications	3 228 497	–	(61 531)	118 479	–	30 671	115 115	3 139 659
Information.....	595 628	–	(4 856)	82 485	–	40 917	153 569	478 771
Services professionnels et spéciaux	18 591 373	–	(163 474)	1 492 127	–	895 315	3 360 298	15 664 413
Location.....	4 484 980	–	(255 291)	247 846	–	193 588	726 574	3 557 373
Réparation et entretien	4 340 821	–	(47 048)	326 711	–	92 518	347 237	4 180 729
Services publics, fournitures et approvisionnements.	8 555 149	–	(210 472)	739 188	–	14 053	52 743	9 017 069
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	2 086 897	–	(2 086 897)	–	–	–	–	–
Acquisition de machinerie et matériel.....	5 960 850	–	(5 960 850)	–	–	–	–	–
Frais de la dette publique	31 821 356	–	3 357 194	(223 707)	–	–	–	34 954 843
Autres subventions et paiements	18 950 381	(255 136)	8 761 952	(4 991 642)	–	539 257	1 436 837	20 489 461
Amortissement des immobilisations corporelles.....	–	–	5 152 642	491 193	–	–	–	5 643 835
Perte nette sur cession de biens.....	–	–	38 964	29 033	–	–	–	67 997
Total brut.....	404 577 148	21 769 279	22 944 033	402 597	31 815 153	1 806 319	6 192 373	473 509 518
Autres éléments :								
Frais d'administration								
Compte des opérations de l'assurance-emploi	–	2 520 940	–	–	–	226 462	2 294 478	–
Revenus affectés aux dépenses								
Revenus externes.....	(5 187 551)	–	5 187 551	–	–	–	–	–
Revenus internes.....	(8 486 851)	–	–	–	–	–	(8 486 851)	–
	(13 674 402)	2 520 940	5 187 551	–	–	226 462	(6 192 373)	–
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	390 902 746	24 290 219	28 131 584	402 597	31 815 153	2 032 781	–	473 509 518
Pertes actuarielles nettes	–	–	9 627 103	–	–	–	–	9 627 103
Total des charges	390 902 746	24 290 219	37 758 687	402 597	31 815 153	2 032 781	–	483 136 621

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 4

Revenus ministériels

Le tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des revenus ministériels » représente les revenus provenant de toutes sources. Elle représente les revenus fiscaux et les autres revenus de sources externes et internes. Elle présente le total des revenus ministériels présenté à l'état des « Revenus » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a fait concorder le total des revenus ministériels avec les revenus externes déclarés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'État consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus						Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ¹	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ²	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers ³		
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités								
	Bureau de l'infrastructure du Canada.....	–	1 580 000	37 648	2 539	–	–	1 620 187	1 620 187
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	–	113 728	–	–	–	10 368	124 096	124 096
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	–	–	23	–	–	1 521	1 544	1 544
	Commission des débats des chefs.....	–	–	103	–	–	–	103	103
	Bureau du directeur général des élections.....	–	–	231	–	3	132	366	366
	Commissariat aux langues officielles.....	–	–	47	–	1	–	48	48
	Total du portefeuille ministériel.....	–	1 693 728	38 052	2 539	4	12 021	1 746 344	1 746 344
3	Affaires mondiales								
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	–	7 071	11 448	101 578	2 108	425 723	547 928	547 928
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	–	823 350	–	–	–	69 265	892 615	892 615
	Commission mixte internationale (section canadienne).....	–	–	4	–	–	–	4	4
	Investir au Canada.....	–	–	634	–	–	–	634	634
	Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	–	–	4 243	–	–	21 318	25 561	25 561
	Total du portefeuille ministériel.....	–	830 421	16 329	101 578	2 108	516 306	1 466 742	1 466 742
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	–	3 432	–	35	121 570	125 037	125 037
5	Agriculture et Agroalimentaire								
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	–	471 940	42 985	66 355	6 673	40 177	628 130	628 130
	Commission canadienne du lait.....	–	–	8	–	–	–	8	8
	Commission canadienne des grains.....	–	–	3	47 477	33	57	47 570	47 570
	Total du portefeuille ministériel.....	–	471 940	42 996	113 832	6 706	40 234	675 708	675 708
6	Anciens Combattants								
	Ministère des Anciens Combattants.....	–	–	32 848	–	6	236	33 090	33 090
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	–	–	57	–	–	–	57	57
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	32 905	–	6	236	33 147	33 147
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	–	–	25	–	–	36	61	61

Tableau 4

Revenus ministériels – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Revenus de placements ¹	Autres revenus			Total des autres revenus	Total des revenus ministériels	
				Recouvre- ments de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ²	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers ³
8	Conseil du Trésor								
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	7 577	886 463	15	4 484	898 539	898 539
	École de la fonction publique du Canada	–	–	173	11 009	2	–	11 184	11 184
	Commissariat au lobbying	–	–	22	–	–	–	22	22
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	–	34	–	–	–	34	34
	Total du portefeuille ministériel	–	–	7 806	897 472	17	4 484	909 779	909 779
9	Conseil privé								
	Bureau du Conseil privé	–	–	556	7 368	14	–	7 938	7 938
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports ...	–	–	111	105	3	7	226	226
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	–	37	–	–	–	37	37
	Commission de la fonction publique	–	–	618	9 720	–	1 899	12 237	12 237
	Total du portefeuille ministériel	–	–	1 322	17 193	17	1 906	20 438	20 438
10	Défense nationale								
	Ministère de la Défense nationale	–	940	77 459	353 073	16 205	16 602	464 279	464 279
	Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	1 183	18 982	22	1 049	21 236	21 236
	Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	34	–	–	–	34	34
	Total du portefeuille ministériel	–	940	78 676	372 055	16 227	17 651	485 549	485 549
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap								
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	–	14 559	309 696	546 648	78	2 946 701	3 817 682	3 817 682
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	–	100	–	–	–	100	100
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–	5 772	–	–	5 772	5 772
	Total du portefeuille ministériel	–	14 559	309 796	552 420	78	2 946 701	3 823 554	3 823 554
12	Environnement et Changement climatique								
	Ministère de l'Environnement	–	–	13 997	72 896	1 248	310 420	398 561	398 561
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	836	2 133	–	–	2 969	2 969
	Agence Parcs Canada	–	–	5 079	201 920	–	104	207 103	207 103
	Total du portefeuille ministériel	–	–	19 912	276 949	1 248	310 524	608 633	608 633
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse								
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	–	603	–	1	–	604	604
	Total du portefeuille ministériel	–	–	603	–	1	–	604	604

14	Finances								
	Ministère des Finances.....	-	2 675 804	2 122	-	-	1 113 588	3 791 514	3 791 514
	Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	-	-	-	50 405	-	-	50 405	50 405
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	-	-	58	-	1	1 820	1 879	1 879
	Bureau du vérificateur général.....	-	-	215	1 367	3	25	1 610	1 610
	Bureau du surintendant des institutions financières.....	-	-	-	241 551	3	2	241 556	241 556
	Total du portefeuille ministériel.....	-	2 675 804	2 395	293 323	7	1 115 435	4 086 964	4 086 964
15	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté								
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	-	-	24 776	1 709 098	4	1 162	1 735 040	1 735 040
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	-	-	3 469	-	1	-	3 470	3 470
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	28 245	1 709 098	5	1 162	1 738 510	1 738 510
16	Innovation, Sciences et Industrie								
	Ministère de l'Industrie.....	-	12 988	46 392	767 252	72	147 152	973 856	973 856
	Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	-	-	18 264	-	49	74 472	92 785	92 785
	Agence canadienne de développement économique du Nord.....	-	-	2 573	-	-	35	2 608	2 608
	Agence spatiale canadienne.....	-	-	375	679	619	642	2 315	2 315
	Commission du droit d'auteur.....	-	-	3	-	-	-	3	3
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	-	-	5 483	2 667	-	52 626	60 776	60 776
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	-	-	20 808	-	-	63 047	83 855	83 855
	Conseil national de recherches du Canada.....	-	-	3 307	176 704	348	134	180 493	180 493
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	-	-	5 584	159	-	5	5 748	5 748
	Conseil de recherches en sciences humaines.....	-	-	2 123	106	-	4	2 233	2 233
	Statistique Canada.....	-	-	1 114	194 710	17	2	195 843	195 843
	Total du portefeuille ministériel.....	-	12 988	106 026	1 142 277	1 105	338 119	1 600 515	1 600 515
17	Justice								
	Ministère de la Justice.....	-	-	9 856	537 369	1	1 265	548 491	548 491
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	-	-	217	-	-	35 846	36 063	36 063
	Commission canadienne des droits de la personne.....	-	-	138	2 040	-	441	2 619	2 619
	Service administratif des tribunaux judiciaires.....	-	-	341	1 745	-	1 686	3 772	3 772
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	-	-	3	25	-	19 319	19 347	19 347
	Bureau du directeur des poursuites pénales.....	-	-	2 215	19 225	-	78 692	100 132	100 132
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	-	-	133	209	2	-	344	344
	Registraire de la Cour suprême du Canada.....	-	-	191	83	22	126	422	422
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	13 094	560 696	25	137 375	711 190	711 190
18	Parlement								
	Chambre des communes.....	-	-	816	30 651	51	(15)	31 503	31 503
	Bibliothèque du Parlement.....	-	-	109	551	-	-	660	660
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	-	-	4	-	-	1	5	5
	Bureau du directeur parlementaire du budget.....	-	-	3	-	-	-	3	3
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	-	-	11	-	-	-	11	11
	Service de protection parlementaire.....	-	-	328	1 168	2	-	1 498	1 498
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	-	-	14	-	-	-	14	14
	Sénat.....	-	-	85	-	7	2	94	94
	Total du portefeuille ministériel.....	-	-	1 370	32 370	60	(12)	33 788	33 788

Tableau 4

Revenus ministériels – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Revenus de placements ¹	Autres revenus			Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
				Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ²	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
19	Patrimoine canadien							
	Ministère du Patrimoine canadien	–	–	3 435	11 189	14	86 517	101 155
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	–	146	208 698	–	767	209 611
	Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	134	3 017	3	13	3 167
	Office national du film	–	–	21	4 048	–	–	4 069
	Commission des champs de bataille nationaux.....	–	–	–	2 395	–	–	2 395
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	3 736	229 347	17	87 297	320 397
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne							
	Ministère des Pêches et des Océans	–	–	26 592	92 469	3 266	9 546	131 873
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	26 592	92 469	3 266	9 546	131 873
21	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord							
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	–	4	6 259	34 490	–	9 786	50 539
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	–	–	295	332	–	–	627
	Total du portefeuille ministériel.....	–	4	6 554	34 822	–	9 786	51 166
22	Ressources naturelles							
	Ministère des Ressources naturelles	–	–	19 311	452 724	188	1 608	473 831
	Régie canadienne de l'énergie	–	–	305	125 094	–	24	125 423
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	–	–	546	126 470	4	95	127 115
	Administration du pipe-line du Nord.....	–	–	–	299	–	–	299
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	20 162	704 587	192	1 727	726 668
23	Revenu national							
	Agence du revenu du Canada.....	307 278 706	–	8 908	1 049 484	179	17 793 639	18 852 210
	Total du portefeuille ministériel.....	307 278 706	–	8 908	1 049 484	179	17 793 639	18 852 210
24	Santé							
	Ministère de la Santé.....	–	–	49 250	515 002	623	2 056	566 931
	Agence canadienne d'inspection des aliments	–	–	2 843	52 368	308	444	55 963
	Instituts de recherche en santé du Canada	–	–	6 693	–	–	3	6 696
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	84	31 234	–	–	31 318
	Agence de la santé publique du Canada	–	–	26 903	16 260	786	11	43 960
	Total du portefeuille ministériel.....	–	–	85 773	614 864	1 717	2 514	704 868

25	Sécurité publique								
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	17 392	2 543	7	468	20 410	20 410
	Agence des services frontaliers du Canada.....	40 158 053	–	6 842	29 361	1 018	76 420	113 641	40 271 694
	Service canadien du renseignement de sécurité.....	–	8	3 348	3 182	233	10	6 781	6 781
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la								
	Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	25	–	–	–	25	25
	Service correctionnel du Canada.....	–	–	10 253	121 152	2 319	357	134 081	134 081
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	–	–	52	–	–	–	52	52
	Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	–	–	111	655	24	1	791	791
	Gendarmerie royale du Canada.....	–	12	68 523	2 948 230	399	3 608	3 020 772	3 020 772
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	45	–	–	–	45	45
	Total du portefeuille ministériel.....	40 158 053	20	106 591	3 105 123	4 000	80 864	3 296 598	43 454 651
26	Services aux Autochtones								
	Ministère des Services aux Autochtones	–	109	49 605	49 122	385	53 197	152 418	152 418
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	–	–	524	–	1	3 049	3 574	3 574
	Total du portefeuille ministériel.....	–	109	50 129	49 122	386	56 246	155 992	155 992
27	Services publics et Approvisionnement								
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	10 000	49 712	4 112 032	508	161 090	4 333 342	4 333 342
	Direction des opérations de la paye et de la gestion des services ⁴	–	–	22 504	–	–	–	22 504	22 504
	Services partagés Canada.....	–	–	7 533	891 734	53	40 150	939 470	939 470
	Total du portefeuille ministériel.....	–	10 000	79 749	5 003 766	561	201 240	5 295 316	5 295 316
28	Transports								
	Ministère des Transports.....	–	29 224	13 421	526 925	3 816	12 028	585 414	585 414
	Office des transports du Canada.....	–	–	37	–	–	323	360	360
	Total du portefeuille ministériel.....	–	29 224	13 458	526 925	3 816	12 351	585 774	585 774
	Total des revenus ministériels	347 436 759	5 739 737	1 104 636	17 482 311	41 783	23 818 958	48 187 425	395 624 184

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

¹ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 10 du volume III. Le montant total comprend 946 533 \$ qui se rapporte aux comptes des opérations de change (835 923 \$ pour le compte du fonds des changes et 110 610 \$ pour le Fonds monétaire international), 4 269 321 \$ pour les sociétés d'État entreprises, et 523 883 \$ pour les autres revenus de placement. Les montants qui se rapportent aux revenus des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État ont été respectivement reclassifiés au tableau 4a de ce volume.

² Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b de ce volume.

³ Inclut les redevances en provenance du cadre sur la tarification de la pollution de 8 041 499 \$, les pièces de monnaie canadienne de 123 565 \$ et le gain net de change de 557 376 \$. Le montant de 557 376 \$ a été reclassifié aux revenus des opérations de change au tableau 4a de ce volume.

⁴ Les paiements de transition pour la mise en œuvre de la paye en arrérage ont été transférés à un compte central administré par la Direction des opérations de la paye et de la gestion des services qui n'est pas un organisme nommé dans la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais qui est une direction relevant de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada qui exerce un rôle de soutien administratif central pour l'ensemble du gouvernement.

Tableau 4a

Récapitulation des revenus externes par provenance

Le tableau 4a fait concorder le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes déclarés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, les revenus des sociétés d'État et autres entités, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des revenus internes.

(en milliers de dollars)

Description	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes ¹	Total des revenus externes
Revenus fiscaux							
Revenus d'impôt sur le revenu							
Particuliers.....	179 725 211	–	(24 000)	–	28 170 287	–	207 871 498
Sociétés							
Sociétés.....	91 027 428	–	–	–	2 917 910	–	93 945 338
Subvention salariale d'urgence du Canada.....	256 715	–	–	–	(256 715)	–	–
Subvention d'urgence du Canada pour le loyer.....	11 082	–	–	–	(11 082)	–	–
Programme d'embauche pour la relance économique du Canada.....	(362 221)	–	–	–	362 221	–	–
Programmes de relance pour le tourisme et l'accueil et les entreprises les plus durement touchées.....	(632 532)	–	–	–	632 532	–	–
	90 300 472	–	–	–	3 644 866	–	93 945 338
Non-résidents.....	13 187 444	–	–	–	–	–	13 187 444
	283 213 127	–	(24 000)	–	31 815 153	–	315 004 280
Autres taxes et droits							
Taxe sur les produits et services.....	45 961 920	–	–	–	–	–	45 961 920
Taxes sur l'énergie							
Taxe d'accise – Essence.....	4 335 066	–	–	–	–	–	4 335 066
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel.....	1 321 503	–	–	–	–	–	1 321 503
	5 656 569	–	–	–	–	–	5 656 569
Droits de douane à l'importation.....	6 057 225	–	–	–	–	–	6 057 225
Autres taxes et droits d'accise							
Droits d'accise.....	5 418 691	–	–	–	–	–	5 418 691
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.....	758 068	–	–	–	–	–	758 068
Diverses taxes et droits d'accise.....	371 159	–	–	–	–	–	371 159
	6 547 918	–	–	–	–	–	6 547 918
	64 223 632	–	–	–	–	–	64 223 632
Total des revenus fiscaux.....	347 436 759	–	(24 000)	–	31 815 153	–	379 227 912
Cotisations d'assurance-emploi.....	–	27 422 129	–	–	–	(508 432)	26 913 697
Redevances en provenance du cadre sur la tarification de la pollution.....	8 041 499	–	–	–	–	–	8 041 499

Autres revenus

Sociétés d'État							
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques							
Quote-part des bénéfices (pertes) annuel(le)s.....	1 694 901	–	–	2 183 065	–	–	3 877 966
Intérêt et autres.....	2 574 420	–	–	–	–	–	2 574 420
	<i>4 269 321</i>	–	–	<i>2 183 065</i>	–	–	<i>6 452 386</i>
Autres programmes							
Revenus de placements.....	523 883	–	492 628	96 497	–	(459)	1 112 549
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	1 104 636	–	(1 104 636)	–	–	–	–
Ventes de biens et de services							
Droits et privilèges.....	1 879 718	–	1 085 863	–	–	(8 969)	2 956 612
Location et utilisation de biens publics.....	1 541 734	–	28 754	46 900	–	(828 033)	789 355
Services de nature réglementaire.....	2 908 018	–	45 675	724	–	(540 190)	2 414 227
Services de nature non réglementaire.....	6 580 656	–	1 195 650	481 840	–	(3 152 035)	5 106 111
Ventes de biens et de produits d'information.....	2 282 143	–	38 660	895 025	–	(2 123 811)	1 092 017
Autres frais et droits.....	2 290 042	–	(597 626)	197 012	–	(958 296)	931 132
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	41 783	–	(39 787)	–	–	(1 996)	–
Revenus divers							
Intérêt et pénalités.....	10 079 371	–	576 218	–	–	–	10 655 589
Autres.....	5 140 712	(307 575)	(1 370 256)	304 206	–	(2 905 843)	861 244
	<i>34 372 696</i>	<i>(307 575)</i>	<i>351 143</i>	<i>2 022 204</i>	–	<i>(10 519 632)</i>	<i>25 918 836</i>
Revenus nets des opérations de change							
Compte du fonds des changes.....	835 923	–	–	–	–	–	835 923
Fonds monétaire international.....	110 610	–	255 466	–	–	–	366 076
Autres.....	557 376	–	(498 934)	–	–	–	58 442
	<i>1 503 909</i>	–	<i>(243 468)</i>	–	–	–	<i>1 260 441</i>
Total des autres revenus.....	40 145 926	(307 575)	107 675	4 205 269	–	(10 519 632)	33 631 663
Total des revenus.....	395 624 184	27 114 554	83 675	4 205 269	31 815 153	(11 028 064)	447 814 771

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

¹ Le montant total des revenus internes réduit de 10 519 632 \$ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 2 032 781 \$ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 8 486 851 \$ de revenus disponibles pour être dépensés.

Tableau 4b**Ventes de biens et de services**

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des sources internes et externes.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités							
	Bureau de l'Infrastructure du Canada	–	2 539	–	–	–	–	2 539
	Total du portefeuille ministériel	–	2 539	–	–	–	–	2 539
3	Affaires mondiales							
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	48 233	52 426	919	–	–	101 578
	Total du portefeuille ministériel	–	48 233	52 426	919	–	–	101 578
5	Agriculture et Agroalimentaire							
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	5 669	1 907	8 928	21 831	–	28 020	66 355
	Commission canadienne des grains	–	–	47 557	1 818	–	(1 898)	47 477
	Total du portefeuille ministériel	5 669	1 907	56 485	23 649	–	26 122	113 832
8	Conseil du Trésor							
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	–	–	–	886 463	886 463
	École de la fonction publique du Canada	–	–	11 009	–	–	–	11 009
	Total du portefeuille ministériel	–	–	11 009	–	–	886 463	897 472
9	Conseil privé							
	Bureau du Conseil privé	–	–	–	307	779	6 282	7 368
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	–	–	–	–	–	105	105
	Commission de la fonction publique	–	–	–	9 720	–	–	9 720
	Total du portefeuille ministériel	–	–	–	10 027	779	6 387	17 193
10	Défense nationale							
	Ministère de la Défense nationale	–	139 856	9	143 027	67 146	3 035	353 073
	Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	–	–	–	18 982	18 982
	Total du portefeuille ministériel	–	139 856	9	143 027	67 146	22 017	372 055
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap							
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	–	–	138 680	407 960	–	8	546 648
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–	–	5 761	11	5 772
	Total du portefeuille ministériel	–	–	138 680	407 960	5 761	19	552 420
12	Environnement et Changement climatique							
	Ministère de l'Environnement	–	5 733	4 902	16 827	43 330	2 104	72 896
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	–	2 133	–	–	2 133
	Agence Parcs Canada	–	36 310	–	151 569	2 524	11 517	201 920
	Total du portefeuille ministériel	–	42 043	4 902	170 529	45 854	13 621	276 949

14	Finances							
	Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	-	-	44 805	-	-	5 600	50 405
	Bureau du vérificateur général.....	-	-	-	-	-	1 367	1 367
	Bureau du surintendant des institutions financières	-	-	227 171	14 363	-	17	241 551
	Total du portefeuille ministériel	-	-	271 976	14 363	-	6 984	293 323
15	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté							
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	627 128	-	1 081 649	-	13	308	1 709 098
	Total du portefeuille ministériel	627 128	-	1 081 649	-	13	308	1 709 098
16	Innovation, Sciences et Industrie							
	Ministère de l'Industrie	570 266	-	72 434	2 532	352	121 668	767 252
	Agence spatiale canadienne.....	47	-	-	632	-	-	679
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	-	-	-	-	-	2 667	2 667
	Conseil national de recherches du Canada.....	5 297	5 687	-	156 905	3 376	5 439	176 704
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	-	-	-	-	-	159	159
	Conseil de recherches en sciences humaines.....	-	-	-	-	-	106	106
	Statistique Canada	-	-	-	-	194 710	-	194 710
	Total du portefeuille ministériel	575 610	5 687	72 434	160 069	198 438	130 039	1 142 277
17	Justice							
	Ministère de la Justice	-	-	6 768	23 368	-	507 233	537 369
	Commission canadienne des droits de la personne.....	-	-	-	-	-	2 040	2 040
	Service administratif des tribunaux judiciaires	-	-	1 736	-	9	-	1 745
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	-	-	-	25	-	-	25
	Bureau du directeur des poursuites pénales.....	-	-	-	19 225	-	-	19 225
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	-	-	-	-	-	209	209
	Registraire de la Cour suprême du Canada	-	-	-	7	2	74	83
	Total du portefeuille ministériel	-	-	8 504	42 625	11	509 556	560 696
18	Parlement							
	Chambre des communes.....	-	-	-	15 695	14 831	125	30 651
	Bibliothèque du Parlement.....	-	-	-	-	551	-	551
	Service de protection parlementaire.....	-	-	-	952	107	109	1 168
	Total du portefeuille ministériel	-	-	-	16 647	15 489	234	32 370
19	Patrimoine canadien							
	Ministère du Patrimoine canadien.....	-	19	-	7 826	10	3 334	11 189
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	123 710	-	84 988	-	-	-	208 698
	Bibliothèque et Archives du Canada.....	-	-	-	-	403	2 614	3 017
	Office national du film	1 211	-	-	29	2 780	28	4 048
	Commission des champs de bataille nationaux	-	-	-	-	-	2 395	2 395
	Total du portefeuille ministériel	124 921	19	84 988	7 855	3 193	8 371	229 347
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne							
	Ministère des Pêches et des Océans.....	45 474	655	-	45 713	627	-	92 469
	Total du portefeuille ministériel	45 474	655	-	45 713	627	-	92 469
21	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord							
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	643	-	-	5	-	33 842	34 490
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	-	332	-	-	-	-	332
	Total du portefeuille ministériel	643	332	-	5	-	33 842	34 822

Tableau 4b

Ventes de biens et de services – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
22	Ressources naturelles							
	Ministère des Ressources naturelles.....	372 522	1 502	1 801	16 008	1 499	59 392	452 724
	Régie canadienne de l'énergie.....	–	–	124 926	–	–	168	125 094
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	–	–	126 470	–	–	–	126 470
	Administration du pipe-line du Nord.....	–	–	299	–	–	–	299
	Total du portefeuille ministériel	372 522	1 502	253 496	16 008	1 499	59 560	704 587
23	Revenu national							
	Agence du revenu du Canada	461	–	442 334	510 705	132	95 852	1 049 484
	Total du portefeuille ministériel	461	–	442 334	510 705	132	95 852	1 049 484
24	Santé							
	Ministère de la Santé	116 362	1	122 611	237 045	–	38 983	515 002
	Agence canadienne d'inspection des aliments.....	15	–	50 701	–	–	1 652	52 368
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	–	–	–	–	31 234	31 234
	Agence de la santé publique du Canada.....	1 884	22	–	14 175	–	179	16 260
	Total du portefeuille ministériel	118 261	23	173 312	251 220	–	72 048	614 864
25	Sécurité publique							
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	–	–	–	2 543	–	–	2 543
	Agence des services frontaliers du Canada	389	–	20 474	8 482	–	16	29 361
	Service canadien du renseignement de sécurité.....	–	–	853	–	–	2 329	3 182
	Service correctionnel du Canada.....	–	524	–	37 503	78 333	4 792	121 152
	Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	–	–	655	–	–	–	655
	Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	39 961	2 906 981	–	1 288	2 948 230
	Total du portefeuille ministériel	389	524	61 943	2 955 509	78 333	8 425	3 105 123
26	Services aux Autochtones							
	Ministère des Services aux Autochtones.....	1	–	–	7 012	–	42 109	49 122
	Total du portefeuille ministériel	1	–	–	7 012	–	42 109	49 122
27	Services publics et Approvisionnement							
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	866 957	175 083	840 952	1 863 999	365 041	4 112 032
	Services partagés Canada	–	–	–	891 721	13	–	891 734
	Total du portefeuille ministériel	–	866 957	175 083	1 732 673	1 864 012	365 041	5 003 766
28	Transports							
	Ministère des Transports.....	8 639	431 457	18 788	64 141	856	3 044	526 925
	Total du portefeuille ministériel	8 639	431 457	18 788	64 141	856	3 044	526 925
	Total des ventes de biens et de services	1 879 718	1 541 734	2 908 018	6 580 656	2 282 143	2 290 042	17 482 311

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'État du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités									
	Bureau de l'Infrastructure du Canada.....	–	9 349 874	15 053	16 646	9 381 573	6 828 959	2 552 614	–	8 962 081
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	–	3 548 650	1 857 822	(518 318)	4 888 154	4 162 705	725 449	–	4 042 530
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	–	6 056	–	360	6 416	6 300	116	–	4 894
	Commission des débats des chefs.....	–	454	–	335	789	699	90	–	3 206
	Bureau du directeur général des élections.....	–	203 509	–	10 780	214 289	213 133	1 156	–	627 288
	Commissariat aux langues officielles.....	–	22 240	–	1 275	23 515	22 433	1 082	–	23 114
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.....	–	280 005	–	510	280 515	205 278	75 237	–	235 144
	Autorité du pont Windsor-Détroit.....	–	961 830	144 664	–	1 106 494	793 291	313 203	–	481 288
	Total du portefeuille ministériel.....	–	14 372 618	2 017 539	(488 412)	15 901 745	12 232 798	3 668 947	–	14 379 545
3	Affaires mondiales									
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	23 809	7 469 060	1 888 357	285 106	9 666 332	9 254 204	387 832	24 296	8 074 211
	Corporation commerciale canadienne.....	–	13 000	–	–	13 000	13 000	–	–	–
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	–	–	–	1 606 431	1 606 431	1 606 431	–	–	1 255 643
	Centre de recherches pour le développement international.....	–	153 701	–	5 335	159 036	159 036	–	–	155 251
	Commission mixte internationale (section canadienne).....	–	8 841	760	812	10 413	8 953	1 460	–	8 318
	Investir au Canada.....	–	33 612	–	1 697	35 309	33 024	2 285	–	34 487
	Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	–	255 011	107 497	160	362 668	222 083	140 585	–	168 706
	Total du portefeuille ministériel.....	23 809	7 933 225	1 996 614	1 899 541	11 853 189	11 296 731	532 162	24 296	9 696 616
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	4	586 172	126 643	2 406	715 225	544 115	171 075	35	443 838
5	Agriculture et Agroalimentaire									
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	15 831	3 253 367	318 202	102 062	3 689 462	3 606 545	65 863	17 054	3 461 925
	Commission canadienne du lait.....	–	4 153	–	393	4 546	4 543	3	–	4 291
	Commission canadienne des grains.....	146 430	13 210	–	(6 142)	153 498	23 088	123	130 287	16 046
	Total du portefeuille ministériel.....	162 261	3 270 730	318 202	96 313	3 847 506	3 634 176	65 989	147 341	3 482 262
6	Anciens Combattants									
	Ministère des Anciens Combattants.....	10	5 507 461	175 593	10 916	5 693 980	5 422 345	271 635	–	5 406 392
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	–	11 256	2 973	1 003	15 232	13 620	1 612	–	11 104
	Total du portefeuille ministériel.....	10	5 518 717	178 566	11 919	5 709 212	5 435 965	273 247	–	5 417 496

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général	36	23 988	–	2 053	26 077	25 240	837	–	23 854
8	Conseil du Trésor									
	Secrétariat du Conseil du Trésor.....	–	7 853 656	1 527 272	(3 880 064)	5 500 864	4 162 191	1 338 658	15	11 067 930
	École de la fonction publique du Canada.....	10 353	78 713	–	10 187	99 253	88 863	2 756	7 634	81 336
	Commissariat au lobbying.....	–	5 289	175	268	5 732	5 220	512	–	4 654
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	5 676	–	426	6 102	5 794	308	–	5 447
	Total du portefeuille ministériel	10 353	7 943 334	1 527 447	(3 869 183)	5 611 951	4 262 068	1 342 234	7 649	11 159 367
9	Conseil privé									
	Bureau du Conseil privé.....	–	192 419	43 205	13 962	249 586	242 937	6 634	15	203 615
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	4	35 761	–	2 434	38 199	36 814	1 383	2	35 937
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	28 250	–	1 124	29 374	18 289	11 085	–	17 290
	Bureau du commissaire au renseignement.....	–	2 536	–	183	2 719	2 485	234	–	2 052
	Commission de la fonction publique	–	92 801	1 781	6 272	100 854	98 874	1 980	–	86 050
	Total du portefeuille ministériel	4	351 767	44 986	23 975	420 732	399 399	21 316	17	344 944
10	Défense nationale									
	Ministère de la Défense nationale.....	17 722	25 950 347	1 641 801	891 163	28 501 033	26 930 160	1 554 668	16 205	24 126 145
	Centre de la sécurité des télécommunications.....	65	798 507	106 946	37 568	943 086	931 248	11 816	22	800 991
	Comité externe d'examen des griefs militaires.....	–	7 014	–	637	7 651	7 089	562	–	7 025
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	–	4 885	–	321	5 206	4 659	547	–	4 775
	Total du portefeuille ministériel	17 787	26 760 753	1 748 747	929 689	29 456 976	27 873 156	1 567 593	16 227	24 938 936
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	1 075	87 404 375	1 760 351	(300 823)	88 864 978	88 152 237	711 770	971	95 784 864
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité.....	–	20 877	–	702	21 579	19 067	2 512	–	16 501
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	9 363	11 541	–	498	21 402	13 155	698	7 549	13 093
	Total du portefeuille ministériel	10 438	87 436 793	1 760 351	(299 623)	88 907 959	88 184 459	714 980	8 520	95 814 458
12	Environnement et Changement climatique									
	Ministère de l'Environnement.....	972	1 968 217	200 390	68 670	2 238 249	1 929 682	307 460	1 107	1 712 888
	Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	–	80 071	1 000	(1 802)	79 269	72 506	6 763	–	72 001
	Agence Parcs Canada.....	100 522	988 583	115 933	172 998	1 378 036	1 156 609	126 670	94 757	1 163 959
	Total du portefeuille ministériel	101 494	3 036 871	317 323	239 866	3 695 554	3 158 797	440 893	95 864	2 948 848

13 Femmes, Égalité des genres et Jeunesse									
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	310 313	16 437	71	326 821	323 109	3 712	–	230 654
Total du portefeuille ministériel	–	310 313	16 437	71	326 821	323 109	3 712	–	230 654
14 Finances									
Ministère des Finances	68 591	110 665 743	7 493 962	(828 450)	117 399 846	117 314 990	16 284	68 572	106 388 052
Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	–	53 952	53 952	53 952	–	–	38 658
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	–	74 988	20 057	678	95 723	88 153	7 569	1	77 028
Bureau du vérificateur général	–	119 882	–	15 674	135 556	127 856	7 697	3	111 371
Bureau du surintendant des institutions financières	69 758	220 521	–	23 933	314 212	239 746	–	74 466	207 629
Total du portefeuille ministériel	138 349	111 081 134	7 514 019	(734 213)	117 999 289	117 824 697	31 550	143 042	106 822 738
15 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté									
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	613 220	3 907 737	1 995 493	(78 348)	6 438 102	5 209 117	933 482	295 503	3 451 273
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	282 478	2 029	15 395	299 902	285 478	14 424	–	264 252
Total du portefeuille ministériel	613 220	4 190 215	1 997 522	(62 953)	6 738 004	5 494 595	947 906	295 503	3 715 525
16 Innovation, Sciences et Industrie									
Ministère de l'Industrie	83 527	5 784 515	90 451	(68 194)	5 890 299	3 643 672	2 177 643	68 984	3 094 863
Agence de promotion économique du Canada atlantique	26	436 504	20 000	10 281	466 811	433 126	33 635	50	443 490
Agence canadienne de développement économique du Nord	–	92 835	14 783	1 123	108 741	105 077	3 664	–	88 372
Agence spatiale canadienne	172	388 278	202 526	24 455	615 431	498 236	117 195	–	368 108
Commission canadienne du tourisme	–	156 159	–	66	156 225	156 225	–	–	121 160
Commission du droit d'auteur	–	4 293	–	374	4 667	3 996	671	–	3 651
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	423 469	129 699	33 122	586 290	499 408	86 882	–	431 854
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	31	700 587	2 195	2 210	705 023	599 187	105 836	–	400 115
Conseil national de recherches du Canada	126 432	1 437 388	115 501	49 501	1 728 822	1 470 757	91 087	166 978	1 436 309
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	5	1 356 077	23 766	7 687	1 387 535	1 381 529	6 006	–	1 413 275
Conseil de recherches en sciences humaines	–	1 073 453	40 504	4 618	1 118 575	1 062 701	55 874	–	1 016 391
Conseil canadien des normes	–	15 648	1 773	547	17 968	17 968	–	–	19 272
Statistique Canada	–	576 694	34 184	95 178	706 056	682 679	23 377	–	883 383
Total du portefeuille ministériel	210 193	12 445 900	675 382	160 968	13 492 443	10 554 561	2 701 870	236 012	9 720 243
17 Justice									
Ministère de la Justice	1	921 757	53 690	36 276	1 011 724	983 323	28 400	1	907 417
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	1	72 378	4 094	8 309	84 782	82 595	2 187	–	72 271
Commission canadienne des droits de la personne	–	39 741	898	2 903	43 542	39 352	4 190	–	35 787
Service administratif des tribunaux judiciaires	–	99 307	7 132	6 114	112 553	108 055	4 498	–	100 373
Commission du droit du Canada	–	–	4 675	(304)	4 371	–	4 371	–	–
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	711 055	–	4 113	715 168	712 162	3 006	–	670 783
Bureau du directeur des poursuites pénales	11	212 377	7 119	9 583	229 090	208 726	20 364	–	201 380
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	1	45 130	278	3 512	48 921	47 346	1 573	2	48 642
Registraire de la Cour suprême du Canada	–	39 664	3 880	1 585	45 129	43 554	1 553	22	39 394
Total du portefeuille ministériel	14	2 141 409	81 766	72 091	2 295 280	2 225 113	70 142	25	2 076 047

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
18	Parlement									
	Chambre des communes.....	–	562 974	18 407	(7 911)	573 470	552 552	20 918	–	510 095
	Bibliothèque du Parlement.....	–	55 835	–	(515)	55 320	52 354	2 966	–	50 191
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	–	8 143	–	(55)	8 088	7 580	508	–	7 338
	Bureau du directeur parlementaire du budget.....	–	7 401	–	(110)	7 291	6 496	795	–	6 090
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	–	1 409	–	(33)	1 376	966	410	–	898
	Service de protection parlementaire.....	–	100 750	5 649	(1 349)	105 050	101 612	3 438	–	86 623
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	–	3 651	–	130	3 781	2 851	930	–	2 698
	Sénat.....	–	121 822	–	(3 256)	118 566	104 900	13 666	–	96 362
	Total du portefeuille ministériel.....	–	861 985	24 056	(13 099)	872 942	829 311	43 631	–	760 295
19	Patrimoine canadien									
	Ministère du Patrimoine canadien.....	20	2 184 365	211 220	9 255	2 404 860	2 300 555	104 291	14	2 006 534
	Conseil des Arts du Canada.....	–	414 189	9 200	34	423 423	423 423	–	–	510 389
	Société Radio-Canada.....	–	1 266 123	21 000	174	1 287 297	1 287 297	–	–	1 250 423
	Musée canadien des droits de la personne.....	–	25 437	5 300	80	30 817	30 817	–	–	29 337
	Musée canadien de l'histoire.....	–	73 224	4 056	279	77 559	77 559	–	–	84 700
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21.....	–	8 112	845	–	8 957	8 957	–	–	9 547
	Musée canadien de la nature.....	–	27 655	5 142	209	33 006	33 006	–	–	35 681
	Fondation canadienne des relations raciales.....	–	5 000	–	116	5 116	5 116	–	–	6 180
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	–	17 135	3 941	2 500	23 576	15 025	8 551	–	13 979
	Bibliothèque et Archives du Canada.....	17	222 323	17 833	7 347	247 520	200 501	47 016	3	131 803
	Société du Centre national des Arts.....	–	44 294	19 700	2 225	66 219	66 219	–	–	59 921
	Office national du film.....	11 413	65 649	5 298	5 927	88 287	72 448	2 959	12 880	69 337
	Musées des beaux-arts du Canada.....	–	45 756	4 500	117	50 373	50 373	–	–	52 002
	Musée national des sciences et de la technologie.....	–	31 515	8 050	172	39 737	39 737	–	–	43 173
	Téléfilm Canada.....	–	151 908	159 200	–	311 108	171 050	140 058	–	151 229
	Commission des champs de bataille nationaux.....	–	11 861	3 907	657	16 425	13 860	2 565	–	13 202
	Total du portefeuille ministériel.....	11 450	4 594 546	479 192	29 092	5 114 280	4 795 943	305 440	12 897	4 467 437
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
	Ministère des Pêches et des Océans.....	2 261	3 986 868	552 452	345 741	4 887 322	3 776 828	1 107 229	3 265	3 758 867
	Total du portefeuille ministériel.....	2 261	3 986 868	552 452	345 741	4 887 322	3 776 828	1 107 229	3 265	3 758 867

21	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord ...	–	5 807 583	7 799 679	793 955	14 401 217	9 132 581	5 268 636	–	4 832 143
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	570	32 366	3 000	628	36 564	34 135	1 528	901	27 335
	Total du portefeuille ministériel	570	5 839 949	7 802 679	794 583	14 437 781	9 166 716	5 270 164	901	4 859 478
22	Ressources naturelles									
	Ministère des Ressources naturelles	7 662	3 609 353	326 841	(4 244)	3 939 612	2 540 127	1 390 133	9 352	2 121 212
	Énergie atomique du Canada, Limitée.....	–	1 174 653	151 471	450	1 326 574	1 083 200	243 374	–	1 008 769
	Régie canadienne de l'énergie	–	100 267	14 585	3 290	118 142	112 417	5 725	–	109 369
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	4 406	143 682	10 120	10 128	168 336	152 966	10 986	4 384	143 540
	Administration du pipe-line du Nord.....	–	572	–	(26)	546	299	247	–	256
	Total du portefeuille ministériel	12 068	5 028 527	503 017	9 598	5 553 210	3 889 009	1 650 465	13 736	3 383 146
23	Revenu national									
	Agence du revenu du Canada	713 962	12 508 855	140 624	656 613	14 020 054	13 111 474	–	908 580	9 489 295
	Total du portefeuille ministériel	713 962	12 508 855	140 624	656 613	14 020 054	13 111 474	–	908 580	9 489 295
24	Santé									
	Ministère de la Santé.....	209	3 878 002	2 485 572	(747 040)	5 616 743	4 322 308	1 294 216	219	6 044 785
	Agence canadienne d'inspection des aliments.....	65 001	837 817	51 395	144 240	1 098 453	1 008 445	18 800	71 208	824 449
	Instituts de recherche en santé du Canada.....	–	1 242 485	112 178	7 674	1 362 337	1 336 912	25 425	–	1 384 299
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	17 003	–	699	17 702	12 022	5 680	–	12 339
	Agence de la santé publique du Canada.....	112	8 494 971	2 923 416	533 807	11 952 306	5 785 778	6 165 742	786	8 705 433
	Total du portefeuille ministériel	65 322	14 470 278	5 572 561	(60 620)	20 047 541	12 465 465	7 509 863	72 213	16 971 305
25	Sécurité publique									
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	4	883 472	2 636 963	(53 609)	3 466 830	3 311 573	155 250	7	1 067 660
	Agence des services frontaliers du Canada.....	178 643	2 344 086	282 569	54 361	2 859 659	2 594 542	117 460	147 657	2 478 718
	Service canadien du renseignement de sécurité	381	648 158	9 925	29 427	687 891	672 447	15 211	233	642 173
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	–	10 477	2 338	255	13 070	12 480	590	–	10 531
	Service correctionnel du Canada	14 314	3 050 727	113 958	153 160	3 332 159	3 015 437	291 872	24 850	2 909 923
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	5 478	–	521	5 999	5 762	237	–	5 153
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	39	65 496	3 975	5 421	74 931	68 776	6 131	24	58 753
	Gendarmerie royale du Canada	227	4 234 204	493 216	1 492 893	6 220 540	5 807 439	412 705	396	5 326 425
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	6 442	–	(111)	6 331	4 878	1 453	–	3 875
	Total du portefeuille ministériel	193 608	11 248 540	3 542 944	1 682 318	16 667 410	15 493 334	1 000 909	173 167	12 503 211
26	Services aux Autochtones									
	Ministère des Services aux Autochtones	33 881	39 601 620	5 218 932	8 725	44 863 158	22 556 362	22 273 920	32 876	18 351 810
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	123 823	9 466	1 875	135 164	132 078	3 085	1	89 221
	Total du portefeuille ministériel	33 881	39 725 443	5 228 398	10 600	44 998 322	22 688 440	22 277 005	32 877	18 441 031

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
27	Services publics et Approvisionnement									
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	397 656	4 639 613	208 407	22 833	5 268 509	4 449 791	381 725	436 993	4 172 352
	Société canadienne des postes	–	22 210	–	–	22 210	22 210	–	–	22 210
	Commission de la capitale nationale	–	154 216	33 000	7 012	194 228	194 228	–	–	191 714
	Services partagés Canada	–	2 618 896	104 161	166 872	2 889 929	2 538 101	351 828	–	2 162 154
	Total du portefeuille ministériel	397 656	7 434 935	345 568	196 717	8 374 876	7 204 330	733 553	436 993	6 548 430
28	Transports									
	Ministère des Transports	15 802	2 851 853	611 708	46 137	3 525 500	2 279 651	1 242 033	3 816	2 183 206
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	–	567 486	355 203	–	922 689	865 964	56 725	–	686 115
	Office des transports du Canada	–	31 029	10 467	1 027	42 523	41 130	1 393	–	42 888
	Marine Atlantique S.C.C.	–	40 756	117 765	–	158 521	132 121	26 400	–	130 810
	La Société des ponts fédéraux Limitée	–	–	5 303	–	5 303	4 423	880	–	9 124
	VIA Rail Canada Inc.	–	980 546	96 248	19 577	1 096 371	689 628	406 743	–	628 856
	Total du portefeuille ministériel	15 802	4 471 670	1 196 694	66 741	5 750 907	4 012 917	1 734 174	3 816	3 680 999
	Total du gouvernement	2 734 552	397 575 535	45 709 729	1 702 792	447 722 608	390 902 746	54 186 886	2 632 976	376 078 865

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités									
	Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	–	(164 413)	–	–	(164 413)	(164 413)	–	–	(168 383)
	Total Ministry	–	(164 413)	–	–	(164 413)	(164 413)	–	–	(168 383)
3	Affaires mondiales									
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	97 283 096	348 321	–	–	97 631 417	264 930	5 617	97 360 870	154 955
	Corporation commerciale canadienne	10 000	–	–	–	10 000	–	–	10 000	–
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	50 372 314	–	–	–	50 372 314	20 207 695	–	30 164 619	1 409 163
	Total du portefeuille ministériel.....	147 665 410	348 321	–	–	148 013 731	20 472 625	5 617	127 535 489	1 564 118
5	Agriculture et Agroalimentaire									
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	–	–	–	(21 427)	(21 427)	(21 427)	–	–	(2 336)
	Commission canadienne du lait.....	497 974	–	–	–	497 974	(2 026)	–	500 000	(48 154)
	Financement agricole Canada	64 994 090	–	–	(3 173 687)	61 820 403	(250 000)	–	62 070 403	–
	Total du portefeuille ministériel.....	65 492 064	–	–	(3 195 114)	62 296 950	(273 453)	–	62 570 403	(50 490)
6	Anciens Combattants									
	Ministère des Anciens Combattants	605 000	–	–	–	605 000	–	–	605 000	–
	Total du portefeuille ministériel.....	605 000	–	–	–	605 000	–	–	605 000	–
10	Défense nationale									
	Ministère de la Défense nationale	73 227	–	–	–	73 227	(1 248)	–	74 475	(1 248)
	Total du portefeuille ministériel.....	73 227	–	–	–	73 227	(1 248)	–	74 475	(1 248)
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	–	(205 644)	(2 951)	570 470	361 875	361 875	–	–	236 547
	Total du portefeuille ministériel.....	–	(205 644)	(2 951)	570 470	361 875	361 875	–	–	236 547

Tableau 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel – fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
14	Finances									
	Ministère des Finances.....	–	361 709	1 950 000	65 873 586	68 185 295	68 185 295	–	–	64 296 625
	Société d'assurance-dépôts du Canada.....	30 000 000	–	–	2 000 000	32 000 000	–	–	32 000 000	–
	Monnaie royale canadienne.....	75 000	–	–	–	75 000	–	–	75 000	–
	Total du portefeuille ministériel.....	30 075 000	361 709	1 950 000	67 873 586	100 260 295	68 185 295	–	32 075 000	64 296 625
15	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté									
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	47 510	–	–	123 400	170 910	70 867	–	100 043	5 086
	Total du portefeuille ministériel.....	47 510	–	–	123 400	170 910	70 867	–	100 043	5 086
16	Innovation, Sciences et Industrie									
	Ministère de l'Industrie.....	1 950	800	–	(4 657 000)	(4 654 250)	(4 657 000)	800	1 950	435 000
	Total du portefeuille ministériel.....	1 950	800	–	(4 657 000)	(4 654 250)	(4 657 000)	800	1 950	435 000
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce.....	50 000	–	–	–	50 000	–	–	50 000	–
	Total du portefeuille ministériel.....	50 000	–	–	–	50 000	–	–	50 000	–
21	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	11 856	25 903	–	–	37 759	15 031	10 872	11 856	12 511
	Total du portefeuille ministériel.....	11 856	25 903	–	–	37 759	15 031	10 872	11 856	12 511
25	Sécurité publique									
	Service correctionnel du Canada.....	44	–	–	–	44	–	–	44	–
	Total du portefeuille ministériel.....	44	–	–	–	44	–	–	44	–
26	Services aux Autochtones									
	Ministère des Services aux Autochtones.....	48 517	–	–	–	48 517	–	–	48 517	–
	Total du portefeuille ministériel.....	48 517	–	–	–	48 517	–	–	48 517	–
27	Services publics et Approvisionnement									
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	101 815	–	–	–	101 815	4 281	–	97 534	(6 177)
	Société canadienne des postes.....	500 000	–	–	–	500 000	–	–	500 000	–
	Total du portefeuille ministériel.....	601 815	–	–	–	601 815	4 281	–	597 534	(6 177)
	Total du gouvernement.....	244 672 393	366 676	1 947 049	60 715 342	307 701 460	84 013 860	17 289	223 670 311	66 323 589

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le « Budget principal des dépenses », et les demandes additionnelles sont intitulées « Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses ». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations « annuelles » ou « votées ». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations « législatives » pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui « ne s'annulent pas ».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Section	Portefeuille ministériel	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements ¹	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités									
	Budgétaires – Votées	–	11 927 653	912 039	23 628	12 863 320	9 194 373	3 668 947	–	9 296 410
	Budgétaires – Législatives	–	2 444 965	1 105 500	(512 040)	3 038 425	3 038 425	–	–	5 083 135
		–	14 372 618	2 017 539	(488 412)	15 901 745	12 232 798	3 668 947	–	14 379 545
	Non budgétaires – Législatives	–	(164 413)	–	–	(164 413)	(164 413)	–	–	(168 383)
3	Affaires mondiales									
	Budgétaires – Votées	–	7 548 605	1 907 571	168 728	9 624 904	9 092 742	532 162	–	8 016 710
	Budgétaires – Législatives	23 809	384 620	89 043	1 730 813	2 228 285	2 203 989	–	24 296	1 679 906
		23 809	7 933 225	1 996 614	1 899 541	11 853 189	11 296 731	532 162	24 296	9 696 616
	Non budgétaires – Votées	232 995	201 000	–	–	433 995	123 226	–	310 769	10 985
	Non budgétaires – Législatives	147 432 415	147 321	–	–	147 579 736	20 349 399	5 617	127 224 720	1 553 133
		147 665 410	348 321	–	–	148 013 731	20 472 625	5 617	127 535 489	1 564 118

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) – suite

(en milliers de dollars)

Section	Portefeuille ministériel	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements ¹		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec									
	Budgétaires – Votées	–	580 509	126 643	2 437	709 589	538 518	171 071	–	438 627
	Budgétaires – Législatives	4	5 663	–	(31)	5 636	5 597	4	35	5 211
		4	586 172	126 643	2 406	715 225	544 115	171 075	35	443 838
5	Agriculture et Agroalimentaire									
	Budgétaires – Votées	–	1 238 291	208 478	41 236	1 488 005	1 422 016	65 989	–	1 371 045
	Budgétaires – Législatives	162 261	2 032 439	109 724	55 077	2 359 501	2 212 160	–	147 341	2 111 217
		162 261	3 270 730	318 202	96 313	3 847 506	3 634 176	65 989	147 341	3 482 262
	Non budgétaires – Législatives	65 492 064	–	–	(3 195 114)	62 296 950	(273 453)	–	62 570 403	(50 490)
6	Anciens Combattants									
	Budgétaires – Votées	–	5 478 891	164 846	21 931	5 665 668	5 392 421	273 247	–	5 373 748
	Budgétaires – Législatives	10	39 826	13 720	(10 012)	43 544	43 544	–	–	43 748
		10	5 518 717	178 566	11 919	5 709 212	5 435 965	273 247	–	5 417 496
	Non budgétaires – Législatives	605 000	–	–	–	605 000	–	–	605 000	–
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général									
	Budgétaires – Votées	–	20 510	–	1 847	22 357	21 520	837	–	20 579
	Budgétaires – Législatives	36	3 478	–	206	3 720	3 720	–	–	3 275
		36	23 988	–	2 053	26 077	25 240	837	–	23 854
8	Conseil du Trésor									
	Budgétaires – Votées	–	7 891 103	1 525 609	(3 876 701)	5 540 011	4 197 777	1 342 234	–	3 301 389
	Budgétaires – Législatives	10 353	52 231	1 838	7 518	71 940	64 291	–	7 649	7 857 978
		10 353	7 943 334	1 527 447	(3 869 183)	5 611 951	4 262 068	1 342 234	7 649	11 159 367
9	Conseil privé									
	Budgétaires – Votées	–	313 630	41 692	26 337	381 659	360 343	21 316	–	309 951
	Budgétaires – Législatives	4	38 137	3 294	(2 362)	39 073	39 056	–	17	34 993
		4	351 767	44 986	23 975	420 732	399 399	21 316	17	344 944
10	Défense nationale									
	Budgétaires – Votées	–	25 048 610	1 707 758	883 771	27 640 139	26 088 207	1 551 932	–	23 256 390
	Budgétaires – Législatives	17 787	1 712 143	40 989	45 918	1 816 837	1 784 949	15 661	16 227	1 682 546
		17 787	26 760 753	1 748 747	929 689	29 456 976	27 873 156	1 567 593	16 227	24 938 936
	Non budgétaires – Votées	73 227	–	–	–	73 227	(1 248)	–	74 475	(1 248)

11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap									
	Budgétaires – Votées	–	11 422 616	976 868	1 208	12 400 692	11 685 712	714 980	–	6 217 046
	Budgétaires – Législatives	10 438	76 014 177	783 483	(300 831)	76 507 267	76 498 747	–	8 520	89 597 412
		10 438	87 436 793	1 760 351	(299 623)	88 907 959	88 184 459	714 980	8 520	95 814 458
	Non budgétaires – Législatives	–	(205 644)	(2 951)	570 470	361 875	361 875	–	–	236 547
12	Environnement et Changement climatique									
	Budgétaires – Votées	–	2 715 547	261 070	213 616	3 190 233	2 749 340	440 893	–	2 694 787
	Budgétaires – Législatives	101 494	321 324	56 253	26 250	505 321	409 457	–	95 864	254 061
		101 494	3 036 871	317 323	239 866	3 695 554	3 158 797	440 893	95 864	2 948 848
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse									
	Budgétaires – Votées	–	304 170	15 410	878	320 458	316 746	3 712	–	225 669
	Budgétaires – Législatives	–	6 143	1 027	(807)	6 363	6 363	–	–	4 985
		–	310 313	16 437	71	326 821	323 109	3 712	–	230 654
14	Finances									
	Budgétaires – Votées	–	314 457	211 645	31 425	557 527	525 977	31 550	–	300 072
	Budgétaires – Législatives	138 349	110 766 677	7 302 374	(765 638)	117 441 762	117 298 720	–	143 042	106 522 666
		138 349	111 081 134	7 514 019	(734 213)	117 999 289	117 824 697	31 550	143 042	106 822 738
	Non budgétaires – Législatives	30 075 000	361 709	1 950 000	67 873 586	100 260 295	68 185 295	–	32 075 000	64 296 625
15	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté									
	Budgétaires – Votées	–	3 951 489	1 946 303	55 908	5 953 700	5 005 794	947 906	–	3 321 406
	Budgétaires – Législatives	613 220	238 726	51 219	(118 861)	784 304	488 801	–	295 503	394 119
		613 220	4 190 215	1 997 522	(62 953)	6 738 004	5 494 595	947 906	295 503	3 715 525
	Non budgétaires – Législatives	47 510	–	–	123 400	170 910	70 867	–	100 043	5 086
16	Innovation, Sciences et Industrie									
	Budgétaires – Votées	–	11 812 596	664 459	271 054	12 748 109	10 046 317	2 701 792	–	9 164 562
	Budgétaires – Législatives	210 193	633 304	10 923	(110 086)	744 334	508 244	78	236 012	555 681
		210 193	12 445 900	675 382	160 968	13 492 443	10 554 561	2 701 870	236 012	9 720 243
	Non budgétaires – Votées	1 950	800	–	–	2 750	–	800	1 950	–
	Non budgétaires – Législatives	–	–	–	(4 657 000)	(4 657 000)	(4 657 000)	–	–	435 000
		1 950	800	–	(4 657 000)	(4 654 250)	(4 657 000)	800	1 950	435 000
17	Justice									
	Budgétaires – Votées	–	1 299 021	78 748	63 773	1 441 542	1 371 413	70 129	–	1 274 614
	Budgétaires – Législatives	14	842 388	3 018	8 318	853 738	853 700	13	25	801 433
		14	2 141 409	81 766	72 091	2 295 280	2 225 113	70 142	25	2 076 047
18	Parlement									
	Budgétaires – Votées	–	637 692	23 319	170	661 181	617 550	43 631	–	568 393
	Budgétaires – Législatives	–	224 293	737	(13 269)	211 761	211 761	–	–	191 902
		–	861 985	24 056	(13 099)	872 942	829 311	43 631	–	760 295

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) – fin

(en milliers de dollars)

Section	Portefeuille ministériel	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements ¹	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
19	Patrimoine canadien									
	Budgétaires – Votées	–	4 540 226	475 260	30 429	5 045 915	4 740 475	305 440	–	4 416 917
	Budgétaires – Législatives	11 450	54 320	3 932	(1 337)	68 365	55 468	–	12 897	50 520
		11 450	4 594 546	479 192	29 092	5 114 280	4 795 943	305 440	12 897	4 467 437
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
	Budgétaires – Votées	–	3 806 981	540 940	339 235	4 687 156	3 579 927	1 107 229	–	3 576 230
	Budgétaires – Législatives	2 261	179 887	11 512	6 506	200 166	196 901	–	3 265	182 637
		2 261	3 986 868	552 452	345 741	4 887 322	3 776 828	1 107 229	3 265	3 758 867
	Non budgétaires – Votées	50 000	–	–	–	50 000	–	–	50 000	–
21	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
	Budgétaires – Votées	–	5 806 373	7 796 878	177 594	13 780 845	8 510 681	5 270 164	–	4 824 398
	Budgétaires – Législatives	570	33 576	5 801	616 989	656 936	656 035	–	901	35 080
		570	5 839 949	7 802 679	794 583	14 437 781	9 166 716	5 270 164	901	4 859 478
	Non budgétaires – Votées	11 856	25 903	–	–	37 759	15 031	10 872	11 856	12 511
22	Ressources naturelles									
	Budgétaires – Votées	–	4 310 586	494 419	65 935	4 870 940	3 220 495	1 650 445	–	2 656 500
	Budgétaires – Législatives	12 068	717 941	8 598	(56 337)	682 270	668 514	20	13 736	726 646
		12 068	5 028 527	503 017	9 598	5 553 210	3 889 009	1 650 465	13 736	3 383 146
23	Revenu national									
	Budgétaires – Votées	713 962	4 119 779	531 000	96 052	5 460 793	4 552 213	–	908 580	4 108 247
	Budgétaires – Législatives	–	8 389 076	(390 376)	560 561	8 559 261	8 559 261	–	–	5 381 048
		713 962	12 508 855	140 624	656 613	14 020 054	13 111 474	–	908 580	9 489 295
24	Santé									
	Budgétaires – Votées	–	14 068 223	3 444 389	504 722	18 017 334	10 507 581	7 509 753	–	15 739 442
	Budgétaires – Législatives	65 322	402 055	2 128 172	(565 342)	2 030 207	1 957 884	110	72 213	1 231 863
		65 322	14 470 278	5 572 561	(60 620)	20 047 541	12 465 465	7 509 863	72 213	16 971 305
25	Sécurité publique									
	Budgétaires – Votées	178 490	10 167 460	3 489 802	514 076	14 349 828	13 201 835	1 000 836	147 157	11 306 830
	Budgétaires – Législatives	15 118	1 081 080	53 142	1 168 242	2 317 582	2 291 499	73	26 010	1 196 381
		193 608	11 248 540	3 542 944	1 682 318	16 667 410	15 493 334	1 000 909	173 167	12 503 211
	Non budgétaires – Votées	44	–	–	–	44	–	–	44	–

26	Services aux Autochtones									
	Budgétaires – Votées	–	39 588 015	5 211 893	32 193	44 832 101	22 555 096	22 277 005	–	18 287 315
	Budgétaires – Législatives	33 881	137 428	16 505	(21 593)	166 221	133 344	–	32 877	153 716
		33 881	39 725 443	5 228 398	10 600	44 998 322	22 688 440	22 277 005	32 877	18 441 031
	Non budgétaires – Votées	48 517	–	–	–	48 517	–	–	48 517	–
27	Services publics et Approvisionnement									
	Budgétaires – Votées	–	7 154 845	343 224	241 137	7 739 206	7 005 653	733 553	–	6 285 879
	Budgétaires – Législatives	397 656	280 090	2 344	(44 420)	635 670	198 677	–	436 993	262 551
		397 656	7 434 935	345 568	196 717	8 374 876	7 204 330	733 553	436 993	6 548 430
	Non budgétaires – Votées	16 628	–	–	–	16 628	(237)	–	16 865	1 684
	Non budgétaires – Législatives	585 187	–	–	–	585 187	4 518	–	580 669	(7 861)
		601 815	–	–	–	601 815	4 281	–	597 534	(6 177)
28	Transports									
	Budgétaires – Votées	–	4 244 706	1 172 217	67 386	5 484 309	3 750 135	1 734 174	–	3 394 651
	Budgétaires – Législatives	15 802	226 964	24 477	(645)	266 598	262 782	–	3 816	286 348
		15 802	4 471 670	1 196 694	66 741	5 750 907	4 012 917	1 734 174	3 816	3 680 999
	Total du gouvernement									
	Budgétaires – Votées	892 452	190 312 584	34 272 480	5	225 477 521	170 250 857	54 170 927	1 055 737	149 747 807
	Budgétaires – Législatives	1 842 100	207 262 951	11 437 249	1 702 787	222 245 087	220 651 889	15 959	1 577 239	226 331 058
		2 734 552	397 575 535	45 709 729	1 702 792	447 722 608	390 902 746	54 186 886	2 632 976	376 078 865
	Non budgétaires – Votées	435 217	227 703	–	–	662 920	136 772	11 672	514 476	23 932
	Non budgétaires – Législatives	244 237 176	138 973	1 947 049	60 715 342	307 038 540	83 877 088	5 617	223 155 835	66 299 657
		244 672 393	366 676	1 947 049	60 715 342	307 701 460	84 013 860	17 289	223 670 311	66 323 589
	Votées	1 327 669	190 540 287	34 272 480	5	226 140 441	170 387 629	54 182 599	1 570 213	149 771 739
	Législatives	246 079 276	207 401 924	13 384 298	62 418 129	529 283 627	304 528 977	21 576	224 733 074	292 630 715
	Total du gouvernement.....	247 406 945	397 942 211	47 656 778	62 418 134	755 424 068	474 916 606	54 204 175	226 303 287	442 402 454

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun montant n'a été rapporté.

¹ Les redressements, mandats et virements comprennent des éléments tels que :

- les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des crédateurs de l'exercice précédent
- les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles
- les redressements aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
2		Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités		
		Bureau de l'infrastructure du Canada		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	242 734 990	–
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	7 773 906
5		Dépenses en capital.....	13 804 540	–
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	6 805 353 663	–
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	1
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	7 279 352
		Société canadienne d'hypothèques et de logement		
1		Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :		
		a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ;		
		b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	3 548 649 641	–
1a		Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :		
		a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ;		
		b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	45 899 167
1b		Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :		
		a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ;		
		b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	694 622 759

1c	Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	11 800 000
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
1	Dépenses du programme.....	5 613 899	–
	Commission des débats des chefs		
1	Dépenses du programme.....	421 549	–
	Bureau du directeur général des élections		
1	Dépenses du programme.....	49 335 030	–
	Commissariat aux langues officielles		
1	Dépenses du programme.....	19 904 554	–
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.		
1	Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus – exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves – relativement à l'exploitation du pont Jacques-Cartier, de l'estacade du pont Champlain, du tunnel Melocheville, du pont de contournement de l'Île des Sœurs et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure et à la déconstruction du pont Champlain d'origine.....	280 004 519	–
1c	Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus – exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves – relativement à l'exploitation du pont Jacques-Cartier, de l'estacade du pont Champlain, du tunnel Melocheville, du pont de contournement de l'Île des Sœurs et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure et à la déconstruction du pont Champlain d'origine Paiements à la société pour la fourniture de services de soutien au Bureau de l'infrastructure du Canada à l'égard de projets au Québec	–	1
	Autorité du pont Windsor-Détroit		
1	Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan	961 830 406	–
1b	Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan	–	144 663 594
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	11 927 652 791	912 038 780
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

3

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

1	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés.		
---	--	--	--

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1b		<p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>.....</p> <p>Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux</p> <p>Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes</p> <p>Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale</p> <p>Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les foires commerciales et éducatives;</p> <p>b) les publications ministérielles;</p> <p>c) la prestation de services suivants :</p> <p>(i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur,</p> <p>(ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international,</p> <p>(iii) les services de développement des investissements,</p> <p>(iv) les services de télécommunication internationale,</p> <p>(v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales,</p> <p>(vi) les services consulaires spécialisés.</p>	1 890 294 771	–
1c		<p>Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>.....</p> <p>Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux</p> <p>Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes</p> <p>Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale</p> <p>Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes</p> <p>Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les foires commerciales et éducatives;</p> <p>b) les publications ministérielles;</p> <p>c) la prestation de services suivants :</p> <p>(i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur,</p> <p>(ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international,</p> <p>(iii) les services de développement des investissements,</p> <p>(iv) les services de télécommunication internationale,</p> <p>(v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales,</p> <p>(vi) les services consulaires spécialisés.</p>	–	36 727 848

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	34 198 538
5	Dépenses en capital	200 867 109	–
5b	Dépenses en capital.....	–	236 413
5c	Dépenses en capital.....	–	9 765 496
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :		
	a) la promotion du commerce et de l'investissement;		
	b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	4 904 813 670	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :		
	a) la promotion du commerce et de l'investissement;		
	b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	–	1 173 700 000
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :		
	a) la promotion du commerce et de l'investissement;		
	b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	–	545 159 267
15	Paiements effectués dans le cadre :		
	a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;		
	b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	91 817 000	–
20	Aide financière fournie par le ministère des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2022 à 2023, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , ne dépasse pas 257 361 748 \$.....	1	–
20b	Aide financière fournie par le ministère des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2022 à 2023, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , ne dépasse pas 335 601 748 \$.....	–	1
20c	Aide financière fournie par le ministère des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2022 à 2023, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , ne dépasse pas 338 181 748 \$.....	–	1
35b	Radiation, au titre du paragraphe 25 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de huit dettes relatives à des dépôts de garantie et à des prêts à l'affectation, dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 66 906 \$.....	–	1
L25	Achat d'actions d'institutions financières internationales pour l'exercice 2022 à 2023 pour une somme d'au plus 113 066 671 \$ US – estimée à 147 321 230 \$ CAN –, effectué en vertu du paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> et grâce à l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances	1	–
L30	Prêts effectués en vertu de l'alinéa 3(1)a) de la <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	201 000 000	–
	Corporation Commerciale Canadienne		
1	Paiements à la Corporation	13 000 000	–
	Centre de recherches pour le développement international		
1	Paiements au Centre	153 701 325	–
	Commission mixte internationale (section canadienne)		
1	Dépenses du programme		
	Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements		
	Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié		
	Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	8 243 811	–
1b	Dépenses du programme		
	Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements		
	Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié		
	Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	–	760 123

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Investir au Canada		
	1	Dépenses du programme.....	33 611 556	–
		Agence de développement économique du Pacifique Canada		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	26 202 522	–
	1c	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	2 181 334
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	226 052 644	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	85 535 883
	5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	19 305 223
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	7 548 604 409	1 907 570 128
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	201 000 001	–
4		Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
		Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	45 631 276	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	62 480
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	534 878 113	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	126 580 111
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	580 509 389	126 642 591
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

Agriculture et Agroalimentaire**Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire**

1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche;		
	b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires;		
	c) l'administration du programme « Agri-stabilité »;		
	d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	608 022 545	-
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche;		
	b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires;		
	c) l'administration du programme « Agri-stabilité »;		
	d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	-	2 732 006
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche;		
	b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires;		
	c) l'administration du programme « Agri-stabilité »;		
	d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	-	37 892 341
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche;		
	b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires;		
	c) l'administration du programme « Agri-stabilité »;		
	d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	-	1 228 492
5	Dépenses en capital	38 309 523	-
5a	Dépenses en capital	-	250 000
5b	Dépenses en capital	-	331 000

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	582 506 527	–
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	46 552 506
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	110 991 546
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	8 500 000
		Commission canadienne du lait		
1		Dépenses du programme.....	4 153 333	–
		Commission canadienne des grains		
1		Dépenses du programme.....	5 299 399	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	1 238 291 327	208 477 891
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
6		Anciens Combattants		
		Ministère des Anciens Combattants		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics		
		Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes :		
		a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables;		
		b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 248 089 396	–
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics		
		Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes :		
		a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables;		
		b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	62 894 446

1c	Dépenses de fonctionnement Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur y possède à l'égard de ces propriétés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1 410 999
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions.....	4 220 894 997	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions.....	–	2 000 000
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions.....	–	96 016 000
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
1	Dépenses du programme.....	9 906 136	–
1c	Dépenses du programme.....	–	2 524 732
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	5 478 890 529	164 846 177
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
1	Dépenses du programme Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice des attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général.....	20 510 231	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	20 510 231	–
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
8	Conseil du Trésor		
	Secrétariat du Conseil du Trésor		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	320 060 709	–
1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	36 222 157

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1c		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1 860 409
5		Dépenses éventuelles du gouvernement		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues – auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs –, notamment pour l'octroi de nouvelles subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées		
		Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	750 000 000	–
10		Initiatives pangouvernementales		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique.....	152 305 896	–
10b		Initiatives pangouvernementales		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique.....	–	1 200 000
10c		Initiatives pangouvernementales		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique.....	–	9 265 000
15b		Rajustements à la rémunération		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d'État</i> , au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	385 380 126
20		Assurances de la fonction publique		
		À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou ententes –, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
		Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes :		
		a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes;		
		b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> , pour l'excédent des primes retenues.....	3 195 856 257	–
20b		Assurances de la fonction publique		
		À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou ententes –, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
		Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes :		
		a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes;		
		b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> , pour l'excédent des primes retenues.....	–	536 506 604

25	Report du budget de fonctionnement		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent	2 100 000 000	–
25b	Report du budget de fonctionnement		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent	–	415 000 000
30	Besoins en matière de rémunération		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour :		
	a) des prestations parentales et de maternité;		
	b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi;		
	c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	600 000 000	–
30c	Besoins en matière de rémunération		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour :		
	a) des prestations parentales et de maternité;		
	b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi;		
	c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	–	140 000 000
35	Report du budget des dépenses en capital		
	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget des dépenses en capital de l'exercice précédent.....	700 000 000	–
	École de la fonction publique du Canada		
1	Dépenses du programme.....	62 991 464	–
	Commissariat au lobbying		
1	Dépenses du programme.....	4 767 252	–
1b	Dépenses du programme.....	–	175 000
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
1	Dépenses du programme		
	Contributions	5 121 624	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	7 891 103 202	1 525 609 296
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
9	Conseil privé		
	Bureau du Conseil privé		
1	Dépenses du programme, y compris :		
	a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues;		
	b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête;		
	c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la formation en matière d'analyse du renseignement;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	171 938 081	–
1a	Dépenses du programme, y compris :		
	a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues;		
	b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête;		
	c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la formation en matière d'analyse du renseignement;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	26 271 733
1b		Dépenses du programme, y compris :		
		a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues;		
		b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête;		
		c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la formation en matière d'analyse du renseignement;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	11 214 622
1c		Dépenses du programme, y compris :		
		a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues;		
		b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête;		
		c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la formation en matière d'analyse du renseignement;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	2 773 222
		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
1		Dépenses du programme.....	31 924 200	–
		Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
1		Dépenses du programme.....	26 523 008	–
		Bureau du commissaire au renseignement		
1		Dépenses du programme.....	2 368 788	–

Commission de la fonction publique		
1	Dépenses du programme	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de l'exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	80 875 554
1c	Dépenses du programme	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de l'exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–
		1 432 258
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	313 629 631
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	41 691 835
		–
		–
10	Défense nationale	
	Ministère de la Défense nationale	
1	Dépenses de fonctionnement	
	Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 52 571 272 691 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 28 418 149 125 \$ deviendra payable dans les années à venir)	
	Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom	
	Paiements effectués dans le cadre :	
	a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;	
	b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	17 574 151 036
1b	Dépenses de fonctionnement	
	Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 52 571 272 691 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 28 418 149 125 \$ deviendra payable dans les années à venir)	
	Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom	
	Paiements effectués dans le cadre :	
	a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;	
	b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–
		207 292 287
1c	Dépenses de fonctionnement	
	Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 52 571 272 691 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 28 418 149 125 \$ deviendra payable dans les années à venir)	

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom		
		Paiements effectués dans le cadre :		
		a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;		
		b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	616 779 045
5		Dépenses en capital	5 956 536 653	–
5c		Dépenses en capital.....	–	20 253 212
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris :		
		a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour :		
		(i) la fourniture de biens ou de services,		
		(ii) l'utilisation d'installations;		
		b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour :		
		(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense,		
		(ii) la fourniture de services aux fins de défense,		
		(iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	314 401 113	–
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris :		
		a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour :		
		(i) la fourniture de biens ou de services,		
		(ii) l'utilisation d'installations;		
		b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour :		
		(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense,		
		(ii) la fourniture de services aux fins de défense,		
		(iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	–	500 000 000
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris :		
		a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour :		
		(i) la fourniture de biens ou de services,		
		(ii) l'utilisation d'installations;		
		b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour :		
		(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense,		
		(ii) la fourniture de services aux fins de défense,		
		(iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	–	260 644 000
15		Paiements effectués dans le cadre :		
		a) de programmes d'assurance et d'avantages sociaux ou d'autres ententes pour les militaires de la force régulière et de la force de réserve des Forces canadiennes;		
		b) de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses engagés pour ces militaires et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.	446 727 532	–

Centre de la sécurité des télécommunications			
1	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	745 978 292	–
1b	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	98 590 174
1c	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	4 199 870
Comité externe d'examen des griefs militaires			
1	Dépenses du programme.....	6 377 030	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire			
1	Dépenses du programme.....	4 438 872	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		25 048 610 528	1 707 758 588
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....		–	–
<hr/>			
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap		
Ministère de l'Emploi et du Développement social			
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail;		
	b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi;		
	c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;		
	d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 077 997 107	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail;		
	b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi;		
	c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;		
	d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	77 283 900

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1b		Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	164 690 720
1c		Dépenses de fonctionnement Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	50 659 854
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	10 319 347 022	–
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	194 162 442
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	238 151 164
5c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	24 448 000
10c		Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de 23 142 dettes relatives à des prêts d'études octroyés au titre de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> , et de la <i>Loi sur les Prêts aux apprentis</i> dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 227 472 139 \$	–	227 472 139
		Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité		
1		Dépenses du fonctionnement.....	11 537 567	–

5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	8 500 000	–
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
1	Dépenses du programme.....	5 234 213	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	11 422 615 909	976 868 219
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
12	Environnement et Changement climatique		
	Ministère de l'Environnement		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment :		
	a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques;		
	b) les relevés hydrologiques;		
	c) les services de réglementation;		
	d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux;		
	e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux;		
	f) les permis;		
	g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	969 250 762	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment :		
	a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques;		
	b) les relevés hydrologiques;		
	c) les services de réglementation;		
	d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux;		
	e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux;		
	f) les permis;		
	g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	66 661 904
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment :		
		a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques;		
		b) les relevés hydrologiques;		
		c) les services de réglementation;		
		d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux;		
		e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux;		
		f) les permis;		
		g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	637 582
5		Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
		Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral.....	120 490 444	–
5b		Dépenses en capital		
		Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
		Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral.....	–	1 527 659
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	770 281 713	–
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	–	73 819 971
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	–	10 000 000
		Agence canadienne d'évaluation d'impact		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la réalisation d'évaluations par une commission;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	52 587 500	–

1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la réalisation d'évaluations par une commission;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	1 000 000
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	21 453 903	–
Agence Parcs Canada			
1	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, notamment :		
	a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
	b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.....	622 094 141	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, notamment :		
	a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
	b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.....	–	20 746 647
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, notamment :		
	a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
	b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.....	–	33 197 632
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, notamment :		
	a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;		
	b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.....	–	7 474 472
5	Dépenses en capital	138 130 184	–
5a	Dépenses en capital.....	–	6 062 991
5b	Dépenses en capital.....	–	39 941 450
10	Sommes créditées au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques pour les fins visées au paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	21 258 071	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 715 546 718	261 070 308
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

13 Femmes, Égalité des genres et Jeunesse

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

1	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	58 957 562	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	5 096 392

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1c		Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	439 250
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions.....	245 212 502	–
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions.....	–	9 874 536
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	304 170 064	15 410 178
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
14		Finances		
		Ministère des Finances		
1		Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	137 905 840	–
1a		Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	191 585 622
1b		Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	2 361 784
5	Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement, en vertu du paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , sous forme de paiements directs n'excédant pas, au total, 911 436 000 dollars canadiens pour l'exercice 2022-2023	1	–
15c	Aide financière fournie par le ministre des Finances, en vertu du paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , sous forme d'octroi de fonds pour le fonds fiduciaire multidonateurs de la Banque mondiale pour l'Ukraine constitué par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et l'Association internationale de développement, n'excédant pas, au total, 115 000 000 dollars canadiens pour l'exercice 2022-2023	–	1
L10	Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement par l'octroi de prêts qui, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , ne peut excéder 287 710 000 \$ US pour l'exercice 2022-2023	1	–
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
1	Dépenses du programme.....	68 293 703	–
1b	Dépenses du programme	–	17 697 707
	Bureau du vérificateur général		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs; b) les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>	107 012 784	–
	Bureau du surintendant des institutions financières		
1	Dépenses du programme.....	1 244 352	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	314 456 680	211 645 114
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	1	–
15	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 539 424 462	–
1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	195 139 180
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	560 308 238
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	114 258 179
5		Dépenses en capital.....	30 355 221	–
5b		Dépenses en capital.....	–	12 443 903
5c		Dépenses en capital.....	–	1 955 712
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris la fourniture de biens et de services.....	2 126 826 012	–
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris la fourniture de biens et de services.....	–	248 752 376
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris la fourniture de biens et de services.....	–	608 843 145
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, y compris la fourniture de biens et de services.....	–	202 699 000
		Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
1		Dépenses du programme.....	254 883 504	–
1b		Dépenses du programme.....	–	1 903 141
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	3 951 489 199	1 946 302 874
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
16		Innovation, Sciences et Industrie		
		Ministère de l'Industrie		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
		b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
		c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
		d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ;		
		e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	573 947 797	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
	b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
	c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
	d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ;		
	e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	23 855 206
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
	b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
	c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
	d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ;		
	e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	16 183 576
5	Dépenses en capital	67 250 100	–
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	4 884 272 981	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	1
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	35 459 451
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	8 900 000
L15	Paiements effectués en vertu du paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	–
L20	Prêts effectués en vertu de l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	–
	Agence de promotion économique du Canada atlantique		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	70 011 300	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	357 461 284	–
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	20 000 000
		Agence canadienne de développement économique du Nord		
1		Dépenses de fonctionnement	21 046 520	–
1b		Dépenses de fonctionnement	–	563 013
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	69 683 760	–
5a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	7 378 225
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	6 689 260
		Agence spatiale canadienne		
1		Dépenses de fonctionnement	217 471 684	–
5		Dépenses en capital	73 949 013	–
5a		Dépenses en capital	–	183 450 852
5b		Dépenses en capital	–	18 081 411
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	85 580 950	–
		Commission canadienne du tourisme		
1		Paiements à la Commission.....	156 159 703	–
		Commission du droit d'auteur		
1		Dépenses du programme	3 888 058	–
		Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	46 629 778	–
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1 568 787

5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	371 435 004	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	106 130 786
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	21 661 000
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario			
1	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	40 681 594	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1 200 000
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	827 893
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	655 183 426	–
Conseil national de recherches du Canada			
1	Dépenses de fonctionnement.....	494 507 445	–
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	9 783 801
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	34 142 906
5	Dépenses en capital.....	51 085 000	–
5b	Dépenses en capital.....	–	1 390 000
5c	Dépenses en capital.....	–	25 400 000
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres.....	641 080 184	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres.....	–	43 019 438
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres.....	–	1
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			
1	Dépenses de fonctionnement.....	54 351 176	–
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	942 107
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice.....	1 295 368 765	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice.....	–	994 000
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice.....	–	21 705 225
Conseil de recherches en sciences humaines			
1	Dépenses de fonctionnement.....	39 803 046	–
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 194 738
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 309 954

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice.....	1 029 372 709	–
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	25 714 000
5c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	11 960 022
Conseil canadien des normes				
1		Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	15 647 708	–
1c		Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	–	1 772 633
Statistique Canada				
1		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	496 727 478	–
1b		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	14 416 375
1c		Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	18 764 063
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			11 812 596 463	664 458 724
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....			800 000	–
17 Justice				
Ministère de la Justice				
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux;		
		b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
		c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	274 137 786	–
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux;		
		b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
		c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	413 591
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux;		
	b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
	c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	5 002 013
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	562 235 003	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	47 150 000
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	61 056 221	–
1a	Dépenses du programme		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	3 595 848
	Commission canadienne des droits de la personne		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	35 524 427	–
1b	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	898 286
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
1	Dépenses du programme.....	90 763 551	–
1b	Dépenses du programme	–	4 014 074
1c	Dépenses du programme.....	–	2 878 070
	Commission du droit du Canada ¹		
1a	Dépenses du programme.....	–	4 370 781
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de formations judiciaires		
	Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i>	11 384 358	–
5	Dépenses de fonctionnement – Conseil canadien de la magistrature.....	4 617 449	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
Bureau du directeur des poursuites pénales				
1		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les services de poursuites et les services connexes;		
		b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
		c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	191 959 680	–
1b		Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les services de poursuites et les services connexes;		
		b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;		
		c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	6 728 028
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
1		Dépenses du programme – Commissariat à l'information	14 125 695	–
1b		Dépenses du programme – Commissariat à l'information	–	152 630
5		Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée		
		Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	26 077 995	–
5b		Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée		
		Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	124 989
Registraire de la Cour suprême du Canada				
1		Dépenses du programme.....	27 139 017	–
1b		Dépenses du programme	–	3 419 692
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			1 299 021 182	78 748 002
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....			–	–

18	Parlement		
	Chambre des communes		
1	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		
	Contributions		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	395 255 315	—
1b	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		
	Contributions		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	—	18 407 187
	Bibliothèque du Parlement		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	49 778 944	—
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
1	Dépenses du programme.....	7 276 995	—
	Bureau du directeur parlementaire du budget		
1	Dépenses du programme.....	6 650 891	—
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
1	Dépenses du programme.....	1 278 498	—
	Service de protection parlementaire		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	89 504 130	—
1c	Dépenses du programme		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	—	4 911 703
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement		
1	Dépenses du programme.....	3 409 991	—
	Sénat		
1	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux des sénateurs et le versement d'une allocation de logement au président du Sénat au lieu de la mise à sa disposition d'une résidence		
	Contributions		
	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	84 536 860	—
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	637 691 624	23 318 890
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	—	—
19	Patrimoine canadien		
	Ministère du Patrimoine canadien		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;		
	b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	228 512 005	—

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1b		Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	7 105 094
1c		Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	25 650 068
5		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions.....	1 924 897 220	–
5b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions.....	–	168 098 366
5c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions.....	–	9 500 000
		Conseil des Arts du Canada		
1		Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>	414 189 080	–
1b		Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>	–	9 200 000
		Société Radio-Canada		
1		Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement.....	1 153 797 241	–
1b		Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	21 000 000
5		Paiements à la Société pour le fonds de roulement	4 000 000	–
10		Paiements à la Société pour les dépenses en capital	108 326 000	–
		Musée canadien des droits de la personne		
1		Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	25 436 716	–
1b		Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	5 300 000
		Musée canadien de l'histoire		
1		Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	73 223 111	–
1b		Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	4 056 000

Musée canadien de l'immigration du Quai 21			
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	8 111 694	–
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	845 000
Musée canadien de la nature			
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	27 655 236	–
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	5 142 000
Fondation canadienne des relations raciales			
1	Paiements à la Fondation pour ses activités, au titre de l'alinéa 5(1)c) de la <i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales</i>	5 000 000	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
1	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	8 779 059	–
1b	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor.....	–	3 372 031
Bibliothèque et Archives du Canada			
1	Dépenses de fonctionnement		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	116 664 333	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	15 336 625
5	Dépenses en capital	93 384 668	–
Société du Centre national des Arts			
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	44 294 459	–
1b	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	19 700 000
Office national du film			
1	Dépenses du programme.....	65 648 446	–
1b	Dépenses du programme	–	5 298 000
Musée des beaux-arts du Canada			
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	37 756 671	–
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	4 500 000
5	Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000	–
Musée national des sciences et de la technologie			
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	31 514 196	–
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	8 050 000

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
Téléfilm Canada				
1		Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	151 908 479	–
1a		Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	150 000 000
1b		Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	9 200 000
Commission des champs de bataille nationaux				
1		Dépenses du programme.....	9 127 247	–
1b		Dépenses du programme.....	–	3 907 300
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			4 540 225 861	475 260 484
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....			–	–
20 Pêches, Océans et Garde côtière canadienne				
Ministère des Pêches et des Océans				
1		Dépenses de fonctionnement		
		Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
		Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
		Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
		Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 945 555 178	–
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
		Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
		Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
		Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	86 793 760

1c	Dépenses de fonctionnement		
	Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
	Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
	Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
	Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	101 248 865
5	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
	Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer.....	1 241 313 712	–
5b	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
	Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer.....	–	5 702 998
5c	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
	Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer.....	–	146 000
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	620 111 679	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	1
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	344 798 357
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	2 250 000
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce		
1c	Il est entendu que, pour l'application de l'alinéa 101(1)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce est autorisé à contracter des emprunts auprès d'autres personnes que Sa Majesté.....	–	1
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	3 806 980 569	540 939 982
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–

21 Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

1	Dépenses de fonctionnement		
	Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	972 219 379	–
1a		Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
		Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
		Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
		Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	293 898 854
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
		Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
		Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
		Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	3 796 786 883
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
		Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		

	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	-	38 553 307
5	Dépenses en capital		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones.		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes.....	328 287	-
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	4 803 938 947	-
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	-	1 104 199 785
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	-	2 498 285 541
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	-	62 153 389
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais afférents aux revendications autochtones (recherche, négociation et élaboration de documents).....	25 903 000	-
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
1	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	29 886 748	-
1b	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	-	3 000 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	5 806 373 361	7 796 877 759
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	25 903 000	-
22	Ressources naturelles		
	Ministère des Ressources naturelles		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	722 418 907	–
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
		b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
		c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
		d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
		e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	45 989 393
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
		b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
		c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
		d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
		e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	15 501 667
5		Dépenses en capital	36 640 886	–
5b		Dépenses en capital.....	–	5 001 000
5c		Dépenses en capital.....	–	250 000
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	2 245 355 494	–
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	253 402 069
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	1 400 000
		Énergie atomique du Canada, Limitée		
1		Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 174 652 615	–
1b		Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	151 471 268

Régie canadienne de l'énergie		
1	Dépenses du programme	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	90 160 129
1b	Dépenses du programme	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–
1c	Dépenses du programme	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–
		2 924 280
		9 202 073
Commission canadienne de sûreté nucléaire		
1	Dépenses du programme	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	40 818 583
1b	Dépenses du programme	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	–
		5 696 447
1c	Dépenses du programme	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	–
		3 580 800
Administration du pipe-line du Nord		
1	Dépenses du programme	
	Contributions	540 000
		–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	4 310 586 614
		494 418 997
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
		–
23	Revenu national	
	Agence du revenu du Canada ²	
1	Dépenses de fonctionnement	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	4 054 307 311
1b	Dépenses de fonctionnement	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–
		188 364 257
1c	Dépenses de fonctionnement	
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	
	Contributions	
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–
		337 177 267

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
5		Dépenses en capital		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	65 471 318	–
5b		Dépenses en capital		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	5 458 136
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	4 119 778 629	530 999 660
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
24		Santé		
		Ministère de la Santé		
1		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit pendant l'exercice jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés :		
		a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice;		
		b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes;		
		c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> du ministère		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 215 459 268	–
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit pendant l'exercice jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés :		
		a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice;		
		b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes;		
		c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> du ministère		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	142 194 433
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		

Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit pendant l'exercice jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés :

- a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice;
- b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes;
- c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la Loi sur la gestion des finances publiques du ministère

Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*.....

5	Dépenses en capital	17 149 187	–	176 644 041
5c	Dépenses en capital.....	–	–	2 396 452
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice			
	Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	2 481 521 084	–	
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice			
	Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	–	20 000 000
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice			
	Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	–	28 201 095
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice			
	Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	–	1 220 000
	Agence canadienne d'inspection des aliments			
1	Dépenses de fonctionnement			
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice			
	Contributions.....	644 613 251	–	
1b	Dépenses de fonctionnement			
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice			
	Contributions.....	–	–	16 128 427
1c	Dépenses de fonctionnement			
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice			
	Contributions.....	–	–	27 615 848
5	Dépenses en capital	43 425 832	–	
	Instituts de recherche en santé du Canada			
1	Dépenses de fonctionnement	64 900 611	–	
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	6 377 773
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	152 000
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice.....	1 169 850 525	–	
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	–	92 357 334
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	–	11 831 131
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			
1	Dépenses du programme.....	15 677 393	–	
	Agence de la santé publique du Canada			
1	Dépenses de fonctionnement			
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	7 853 559 297	–	
1a	Dépenses de fonctionnement			
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	–	1 431 299 458

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
1b		Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	1 317 165 601
1c		Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.....	–	30 270 996
5		Dépenses en capital	23 300 000	–
5a		Dépenses en capital.....	–	850 000
5b		Dépenses en capital.....	–	11 150 000
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions.....	538 766 436	–
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions.....	–	91 687 060
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions.....	–	34 451 915
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions.....	–	2 395 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	14 068 222 884	3 444 388 564
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
25		Sécurité publique		
		Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
1		Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	201 130 701	–
1b		Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	40 515 101

1c	Dépenses de fonctionnement		
	Dépenses en capital		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	14 572 825
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	663 745 982	–
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	823 638 161
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	1 623 822 838
5c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	131 228 841
	Agence des services frontaliers du Canada ²		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège;		
	b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	1 958 648 984	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège;		
	b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	–	169 062 369
1c	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège;		
	b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	–	40 858 545
5	Dépenses en capital	173 061 244	–
5b	Dépenses en capital.....	–	48 784 417
	Service canadien du renseignement de sécurité		
1	Dépenses du programme.....	591 723 683	–
1b	Dépenses du programme.....	–	2 732 664
1c	Dépenses du programme.....	–	6 357 287
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
1	Dépenses du programme.....	9 376 774	–
1b	Dépenses du programme.....	–	2 133 425

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
Service correctionnel du Canada				
1		Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		
		Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus		
		Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :		
		a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;		
		b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		
		Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :		
		a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;		
		b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;		
		c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi....	2 578 846 421	–
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		
		Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus		
		Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :		
		a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;		
		b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		
		Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :		
		a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;		
		b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;		
		c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi....	–	105 017 134
5		Dépenses en capital, notamment les paiements :		
		a) aux corps dirigeants ou organismes autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels;		
		b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs	213 793 715	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada				
1		Dépenses du programme.....	4 880 918	–

Commission des libérations conditionnelles du Canada		
1	Dépenses du programme	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services visant le traitement des demandes de suspension du casier présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou règlements fédéraux	58 591 187
1b	Dépenses du programme	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services visant le traitement des demandes de suspension du casier présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou règlements fédéraux	– 3 300 000
Gendarmerie royale du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	3 016 856 037
1b	Dépenses de fonctionnement	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	– 40 052 785
1c	Dépenses de fonctionnement	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	– 151 022 586
5	Dépenses en capital	262 730 335
5b	Dépenses en capital	– 35 477 055
5c	Dépenses en capital	– 12 713 494
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	
	Contributions	428 273 483
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	
	Contributions	– 238 513 000
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	
	Contributions	– 1
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
1	Dépenses du programme	5 801 194
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		10 167 460 658 3 489 802 528
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		– –

26 **Services aux Autochtones**

Ministère des Services aux Autochtones

1	Dépenses de fonctionnement	
	Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel	
	Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci	
	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel	
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement	
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :	
	a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;	
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.	

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	24 714 136 043	–
1a		Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	1 005 069 323
1b		Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	156 483 849
1c		Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		

	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	72 083 091
5	Dépenses en capital		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones.		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	5 983 854	–
5b	Dépenses en capital		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones.		
	Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	–	1 602 325
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	14 745 696 586	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	1 213 456 500
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	2 062 408 402
10c	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services.....	–	692 039 922
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	12 580 878	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	4 149 397
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	109 618 074	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions.....	–	4 600 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	39 588 015 435	5 211 892 809
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
27		Services publics et Approvisionnement		
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
1		Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i>		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	2 866 815 792	–
1b		Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i>		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	192 728 830
1c		Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i>		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et des services communs et centraux		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	13 334 589
5		Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux		
		Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 610 416 555	–
L10		Somme, n'excédant pas 50 000 000 \$, qui peut être due, en tout temps au cours de la période commençant le 1 ^{er} avril 2022 et se terminant le 30 juin 2027, au titre du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> , tel qu'il a été modifié par le crédit L15b de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991</i> (Approvisionnements et Services), par le crédit L7c de la <i>Loi de crédits n° 5 pour 2017-2018</i> (ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux) et par le crédit L10b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2018-2019</i> (ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	1	

	Société canadienne des postes		
1	Paiements à la Société à des fins spéciales.....	22 210 000	–
	Commission de la capitale nationale		
1	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement.....	75 875 420	–
5	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital.....	78 341 049	–
5b	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	–	33 000 000
	Services partagés Canada		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	2 161 889 344	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	–	65 794 483
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	–	18 177 411
5	Dépenses en capital		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	339 296 808	–
5a	Dépenses en capital		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	–	20 189 092
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	7 154 844 968	343 224 405
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	1	–
28	Transports		
	Ministère des Transports		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique		
	Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	717 960 052	–
1a	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique		
	Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – fin

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	29 796 369
1b		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique		
		Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	118 237 121
1c		Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique		
		Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	27 109 553
5		Dépenses en capital.....	86 811 642	–
5a		Dépenses en capital.....	–	324 800
5b		Dépenses en capital.....	–	7 707 606
5c		Dépenses en capital.....	–	26 737 963
10		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	1 823 658 649	–
10a		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	334 439 600
10b		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	25 625 955
10c		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions.....	–	19 306 536
		Administration canadienne de la sûreté du transport aérien		
1		Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	567 485 819	–
1a		Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	329 734 920
1b		Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	25 468 387
		Office des transports du Canada		
1		Dépenses du programme.....	27 487 704	–
1a		Dépenses du programme.....	–	8 412 594

Marine Atlantique S.C.C.		
1	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion	
	Paiements à la société pour les dépenses en capital	
	Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes	40 755 438
1a	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion	
	Paiements à la société pour les dépenses en capital	
	Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes	–
1b	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion	
	Paiements à la société pour les dépenses en capital	
	Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes	–
		4 690 390
La Société des ponts fédéraux Limitée		
1a	Paiements à la Société	–
		5 303 000
VIA Rail Canada Inc.		
1	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion	
	Paiements à la société pour les dépenses en capital	
	Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	980 546 235
1b	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion	
	Paiements à la société pour les dépenses en capital	
	Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	–
		96 247 500
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		4 244 705 539
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....		–
Total du gouvernement – Budgétaire		190 312 584 394
Total du gouvernement – Non budgétaire		227 703 003

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Au cours de l'exercice, la Commission du droit du Canada a été créée et ajoutée sous le portefeuille ministériel de Justice.

² Pour cet organisme, les sommes accordées dans l'annexe 2 de la *Loi de crédits* peuvent être imputées à l'exercice en cours et à l'exercice suivant.

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ¹

L'appendice 2 fournit le détail des autorisations législatives (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités		
	Bureau de l'infrastructure du Canada		
	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>).....	2 268 966 610	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	18 828 909	–
	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
	Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	Paiement unique à titre de prestation pour logement locatif et à l'exécution et au contrôle d'application de la <i>Loi sur la prestation pour logement locatif</i>	–	1 105 500 000
	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11).....	(164 412 879)	–
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	442 767	–
	Commission des débats des chefs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	32 638	–
	Bureau du directeur général des élections		
	Dépenses électorales (<i>Loi électorale du Canada</i> et <i>Loi référendaire</i>)	133 675 262	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	13 592 033	–
	Dépenses en vertu de la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	6 546 500	–
	Traitement du directeur général des élections (<i>Loi électorale du Canada</i>)	361 100	–
	Commissariat aux langues officielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 334 957	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 444 965 776	1 105 500 000
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	(164 412 879)	–
3	Affaires mondiales		
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
	Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs (<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>).....	257 361 748	80 820 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	122 727 807	7 749 331
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2)	900 000	–
	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
	Ministre du Développement international – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
	(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital (<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>).....	147 321 230	–
	Commission mixte internationale (section canadienne)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	597 128	–

Agence de développement économique du Pacifique Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 756 096	473 706
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	384 620 279	89 043 037
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	147 321 230	–
<hr/>		
4 Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	5 662 207	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	5 662 207	–
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
<hr/>		
5 Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	623 000 000	–
Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	468 000 000	–
Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	434 938 961	–
Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	122 910 000	–
Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	118 513 335	108 000 000
Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. 1997, ch. C-34)	109 000 000	–
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	68 881 237	1 724 254
Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	48 221 419	–
Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	16 550 000	–
Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	13 111 013	–
Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	1 209 418	–
Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4).....	100 000	–
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
Commission canadienne des grains		
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (<i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>).....	7 215 143	–
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	695 408	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	2 032 438 434	109 724 254
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
<hr/>		
6 Anciens Combattants		
Ministère des Anciens Combattants		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	38 186 572	13 271 372
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	175 000	–
Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour au pays</i>)	10 000	–
Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4)	10 000	–
Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4)	2 000	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 350 518	448 338
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	39 826 590	13 719 710
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 201 856	–
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9).....	934 389	–
	Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9).....	341 776	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	3 478 021	–
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
8	Conseil du Trésor		
	Secrétariat du Conseil du Trésor		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	35 340 344	1 837 745
	Présidente du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	École de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	8 997 635	–
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	6 723 332	–
	Commissariat au lobbying		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	521 944	–
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	554 947	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	52 230 702	1 837 745
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
9	Conseil privé		
	Bureau du Conseil privé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	20 105 742	2 945 721
	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	189 500	–
	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 837 082	–
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 727 668	–
	Bureau du commissaire au renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	166 811	–

Commission de la fonction publique		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	11 925 175	348 387
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	38 136 978	3 294 108
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
10 Défense nationale		
Ministère de la Défense nationale		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 321 783 656	29 633 485
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	335 655 066	7 198 762
Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	800 000	–
Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3)	200 000	–
Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
Centre de la sécurité des télécommunications		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	52 528 180	4 156 388
Comité externe d'examen des griefs militaires		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	637 362	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	445 803	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	1 712 142 567	40 988 635
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
11 Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap		
Ministère de l'Emploi et du Développement social		
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	52 225 920 595	749 079 405
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	15 432 851 588	51 148 412
Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	3 414 307 523	–
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 296 269 205	(3 083 743)
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>).....	1 050 000 000	(18 000 000)
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	651 499 130	(107 499 130)
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	491 473 134	84 905 093
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	317 930 000	(176 889 000)
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	289 951 220	30 014 428
Dépenses des recettes conformément au paragraphe 5.2(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>	252 128 822	–
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	199 577 385	36 648 052
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>).....	181 000 000	(30 000 000)
Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	98 900 000	64 614 000
Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (<i>Loi sur le programme de protection des salariés</i>).....	49 250 000	–
Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6).....	31 444 511	–
Paiements pour la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</i>	17 760 000	(2 418 000)

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	4 405 285	139 970
	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	3 208 041	(258 114)
	Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (<i>Loi sur l'assurance du service civil</i>).....	145 000	–
	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
	Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	40 000	1 560 000
	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	31 855	–
	Ministre d'État (Ministre des Aînés) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	2 000	–
	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	103 582 000
	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(1 342 358)	(60 219)
	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	12 271 209	(2 951 205)
	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(217 914 739)	–
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	839 879	–
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	5 626 107	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	680 561	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	76 014 176 983	783 483 154
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	(205 643 530)	(2 951 205)
12	Environnement et Changement climatique		
	Ministère de l'Environnement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	108 101 652	6 677 262
	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
	Distribution des revenus provenant des redevances pour émissions excédentaires versées en vertu du Système de tarification fondé sur le rendement conformément à l'article 188 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	–	41 065 566
	Agence canadienne d'évaluation d'impact		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	6 028 714	–
	Agence Parcs Canada		
	Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	150 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	57 100 909	8 509 948
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	321 323 775	56 252 776
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse		
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	6 050 788	1 026 695

Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	6 143 288	1 026 695
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
14 Finances		
Ministère des Finances		
Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	45 207 608 000	–
Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	21 920 222 000	–
Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>).....	18 743 000 000	7 505 000 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	15 938 157 000	–
Autres frais d'intérêts.....	4 858 000 000	252 000 000
Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	4 552 785 221	–
Paiements à la Banque d'infrastructures du Canada.....	4 533 117 000	(2 463 470 000)
Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>).....	911 436 000	–
Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>).....	80 000 000	2 000 000
Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	53 424 144	–
Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....	47 772 000	–
Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives).....	42 639 341	–
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	14 951 134	36 914
Vice-première ministre et ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
Ministre d'État (ministre du Tourisme et ministre associé des Finances) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	2 000	–
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(1 151 097 000)	(170 450 970)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(5 224 272 000)	(830 101 000)
Paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (article 24.73 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	2 000 000 000
Paiements en matière de transport en commun et de logement (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2022</i>).....	–	750 000 000
Paiements à la Banque mondiale – Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'Ukraine.....	–	115 000 000
Paiements pour l'amélioration de la ventilation dans les écoles en vertu de la <i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>	–	100 000 000
Subvention en vertu du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8.1(2)).....	–	40 000 000
(L) Aide financière à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	361 709 000	–
(L) Assistance financière à l'Ukraine par l'intermédiaire du compte administré par le Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8.3).....	–	1 450 000 000
(L) Prêt bilatéral à l'Ukraine (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8.3).....	–	500 000 000
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	6 693 826	2 359 092
Bureau du vérificateur général		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	12 868 918	–
Bureau du surintendant des institutions financières		
Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	219 277 299	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	110 766 677 383	7 302 374 036
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	361 709 000	1 950 000 000
15 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
Fonds renouvelable de Passeport Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8)).....	109 952 279	–
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	101 086 126	51 093 537
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	27 594 243	126 210
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	238 725 148	51 219 747
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
16	Innovation, Sciences et Industrie		
	Ministère de l'Industrie		
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. 1998, ch. 36).....	134 271 103	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	71 592 262	6 052 860
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (<i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i>).....	40 648 920	–
	ICRA pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2017</i>)	12 437 350	–
	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Ministre d'État (Développement économique rural) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	2 000	–
	Agence de promotion économique du Canada atlantique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	9 029 061	–
	Ministre d'État (Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	2 000	–
	Agence canadienne de développement économique du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 104 936	152 014
	Agence spatiale canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	11 276 732	993 989
	Commission du droit d'auteur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	404 480	–
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	5 403 901	338 858
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 719 576	166 975
	Ministre d'État (Ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	2 000	–
	Conseil national de recherches du Canada		
	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1) e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15).....	182 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	68 715 595	1 764 841
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	6 154 213	124 879
	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	203 223	–
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 169 009	324 960
	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>	107 962	–

Statistique Canada			
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	79 966 771	1 003 409
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	633 303 594	10 922 785
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
17	Justice		
	Ministère de la Justice		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	85 291 786	1 123 905
	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	11 321 369	498 670
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 216 794	–
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	8 543 441	239 430
	Commission du droit du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	304 288
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	694 015 808	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 037 100	–
	Bureau du directeur des poursuites pénales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	20 418 098	391 178
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 925 970	–
	Registraire de la Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications).....	9 463 062	68 750
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 061 816	391 708
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	842 387 744	3 017 929
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
18	Parlement		
	Chambre des communes		
	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	102 222 243	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	45 696 710	–
	Députés – Contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires en vertu de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	19 800 000	–
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	6 056 095	–
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	866 044	–
	Bureau du directeur parlementaire du budget		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	750 231	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	130 350	–
	Service de protection parlementaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	11 245 736	736 756
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	241 265	–
	Sénat		
	Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R.C. (1985), ch. M-5).....	27 904 035	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	9 380 807	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	224 293 516	736 756
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
19	Patrimoine canadien		
	Ministère du Patrimoine canadien		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	28 755 564	866 252
	Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les salaires</i>).....	1 196 000	–
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8).....	637 000	–
	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>).....	182 000	–
	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	8 356 191	569 217
	Bibliothèque et Archives du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	12 274 023	2 496 288
	Commission des champs de bataille nationaux		
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	733 839	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	54 319 617	3 931 757
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–

20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
	Ministère des Pêches et des Océans		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	179 795 315	11 511 513
	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	179 887 815	11 511 513
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
21	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord		
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	24 904 931	5 801 657
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales.....	4 125 988	–
	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	1 865 718	–
	Ministre des Relations Couronne-Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 500	–
	Ministre des Affaires du Nord – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington [pollution par le mercure]</i>).....	15 000	–
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 747 292	–
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique</i>	732 099	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	33 576 028	5 801 657
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
22	Ressources naturelles		
	Ministère des Ressources naturelles		
	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>).....	526 799 780	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	64 165 380	5 296 914
	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>)	11 187 500	–
	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	2 692 690	–
	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Régie canadienne de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	10 106 930	2 459 004
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
	Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	98 382 602	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 480 968	842 391
	Administration du pipe-line du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	32 250	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	717 940 600	8 598 309
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
23	Revenu national		
	Agence du revenu du Canada		
	Distribution des redevances sur les combustibles (paiement de l'incitatif à agir pour le climat) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	7 088 000 000	(520 000 000)

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits¹ – suite

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	531 985 398	107 624 042
	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	384 998 324	–
	Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>).....	365 000 000	–
	Distribution des redevances sur les combustibles et pour émissions excédentaires (aux provinces et territoires) en vertu des articles 165 et 188 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	19 000 000	22 000 000
	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	8 389 076 222	(390 375 958)
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
24	Santé		
	Ministère de la Santé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	112 316 961	27 293 088
	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	51 462 891	–
	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Paiements pour les tests COVID-19 en vertu de la <i>Loi concernant certaines mesures liées à la COVID-19</i>	–	1 789 123 165
	Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la <i>Loi sur la prestation dentaire</i>	–	298 500 000
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	84 277 606	7 650 490
	Dépense des recettes conformément à l'article 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	53 000 000	–
	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. 1997, ch. 6).....	12 500 000	–
	Instituts de recherche en santé du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	7 733 516	1 460 161
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 325 820	–
	Agence de la santé publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	65 932 563	4 146 182
	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	13 412 742	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	402 054 599	2 128 173 086
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
25	Sécurité publique		
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	18 503 292	3 185 470
	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Agence des services frontaliers du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	212 375 680	23 864 146

Service canadien du renseignement de sécurité		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	56 433 902	834 916
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 099 875	204 323
Service correctionnel du Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	258 291 612	8 941 002
Fonds renouvelable CORCAN.....	(204 286)	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	597 364	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	6 904 740	675 000
Gendarmerie royale du Canada		
Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada.....	455 479 327	12 205 965
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	65 864 641	3 230 818
Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10).....	5 000 000	–
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	640 904	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	1 081 079 551	53 141 640
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
<hr/>		
26 Services aux Autochtones		
Ministère des Services aux Autochtones		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	100 577 869	15 788 582
Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>).....	31 033 391	–
Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>).....	2 100 000	–
Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>).....	2 000 000	–
Ministère des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 623 946	716 555
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	137 427 706	16 505 137
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
<hr/>		
27 Services publics et Approvisionnement		
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	156 455 973	2 343 941
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (<i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>).....	7 352 262	–
Fonds renouvelable des Services optionnels (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>).....	322 561	–
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (Ministère des Services publics et de l'Approvisionnement) – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
Fonds renouvelable des Services immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>).....	(1 842 496)	–
Services partagés Canada		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	117 709 463	–
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	280 090 263	2 343 941
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	–
<hr/>		

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ¹ – fin

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
28	Transports		
	Ministère des Transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	86 773 869	22 421 878
	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. 1993, ch. 43)	71 100 485	–
	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. 1998, ch. 10).....	62 156 000	–
	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , [L.C. (1963), ch. 42])	3 300 000	–
	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	92 500	–
	Office des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 541 587	2 054 843
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	226 964 441	24 476 721
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
	Total du gouvernement – Budgétaire.....	207 262 949 827	11 437 249 170
	Total du gouvernement – Non budgétaire	138 973 821	1 947 048 795

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Le détail des autorisations législatives non présentées dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit le détail des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
3		Affaires mondiales	
		Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
(S)		<i>Loi de crédits n° 5 pour 2009-2010</i>	
		Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	22 187 530
L11		<i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i>	
		Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 38 200 000 \$, établi par le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> , et modifié par le crédit L11 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 (Net)</i>	16 264 929
L12		<i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i>	
		Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 50 000 000 \$, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , et modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 (Net)</i>	2 230 176
L30		Prêts – <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	
		Conformément au paragraphe 3(1) a), sous réserve des règlements, en vue d'appuyer un programme fédéral de prêts souverains, le ministre compétent peut consentir des prêts à des pays étrangers ou à toute personne ou entité	214 500 000
(S)		(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 11	
		Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 15 000 000 000 \$ (Brut)	1 666 800 000
(S)		(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , autorisation selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14;	
		L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	95 383 300 284
		Corporation commerciale canadienne	
(S)		(L) <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11	
		Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, 10 000 000 \$, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000
		Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
(S)		(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 23	
		Autorisation selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 115 000 000 000 \$ (Net) (Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , l'autorisation maximale de 115 000 000 000 \$ consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.)	50 372 314 179
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	22 187 530
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	147 665 409 568

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
5		Agriculture et Agroalimentaire	
		Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
(S)		<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> , article 28 Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la Loi est de 1 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de l'exercice 1993 à 1994 au montant de 400 000 \$.....	600 000
(S)		Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 2 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 \$ en aucun temps.....	9 884 276
		Commission canadienne du lait	
(S)	(L)	<i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net).....	497 973 963
		Commission canadienne des grains	
(S)		Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Dépenser pour les besoins du Fonds, tous les revenus que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du Fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le Fonds de plus de 2 000 000 \$; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 36b, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>	146 429 804
		Financement agricole Canada	
(S)	(L)	<i>Loi sur Financement agricole Canada</i> Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 2 500 000 000 \$, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Net).....	791 667 000
		Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	64 202 423 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	156 914 080
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	65 492 063 963
6		Anciens Combattants	
		Ministère des Anciens Combattants	
(S)	(L)	<i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> . Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 605 000 000 \$ (Net).....	605 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	605 000 000

8	Conseil du Trésor		
	École de la fonction publique du Canada		
(S)	<i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> , paragraphe 18(2)		
	Conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> et sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'École peut, au cours de deux exercices consécutifs, dépenser à ses fins les recettes tirées de ses redevances d'exploitation perçues durant le premier de ceux-ci		10 348 817
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		10 348 817
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–
10	Défense nationale		
	Ministère de la Défense nationale		
L11b	<i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>		
	Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps tel qu'établi par le crédit L20b de la <i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> , et tel que modifié par le crédit L16c, <i>Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits</i> , la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1990-1991</i> , et le crédit L11b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i> ne devant pas dépasser 120 000 000 \$ (Net).....		73 226 289
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		–
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		73 226 289
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap		
	Ministère de l'Emploi et du Développement social		
(S)	<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i> , paragraphe 12(4)		
	Le ministre peut, avec l'approbation du ministre des Finances, conclure des accords avec tout gouvernement provincial en vue de l'administration de programmes provinciaux compatibles avec l'objet de la présente loi. Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, le ministre peut affecter à l'administration des programmes provinciaux visés au paragraphe (1) les sommes perçues pour la prestation des services		869 630
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(1)g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>		9 362 902
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		10 232 532
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–
12	Environnement et Changement climatique		
	Agence Parcs Canada		
(S)	Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>		100 522 161
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		100 522 161
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–
14	Finances		
	Ministère des Finances		
(S)	<i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i> , article 16		
	Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 \$ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins.....		68 571 831
	Société d'assurance-dépôts du Canada		
(S)	(L) <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1		
	À la demande de la Société, le ministre peut lui consentir, aux conditions qu'il fixe, des prêts sur le Trésor.....		30 000 000 000

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
		Bureau du surintendant des institutions financières	
(S)		<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> , articles 16 et 17 Le Ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 \$, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor.....	69 757 514
		Monnaie royale canadienne	
(S)	(L)	<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : paragraphe 20(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000 \$ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)	75 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	138 329 345
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	30 075 000 000
15		Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
		Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
(S)		Fonds renouvelable de Passeport Canada – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. La somme des dépenses ne peut pas dépasser de plus de 1 \$ la somme des recettes perçues.....	613 216 624
(S)	(L)	<i>Loi sur l'immigration de 1976</i> , article 119 Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ne pourra à aucun moment dépasser 126 600 000 \$ (Net).....	47 510 077
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	613 216 624
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	47 510 077
16		Innovation, Sciences et Industrie	
		Ministère de l'Industrie	
(S)		Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 15 000 000 \$ à 5 000 000 \$ en vertu du crédit 2b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>	83 452 421
L97b		<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 \$ (Net)	1 950 000
		Agence spatiale canadienne	
(S)		<i>Loi sur l'Agence spatiale canadienne</i> , sous-paragraphe 5(3) h) Dans le cadre de sa mission, l'Agence peut acquérir, par don ou legs, des meubles ou des biens personnels, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et les employer ou gérer ou en disposer, sous réserve des conditions dont sont assorties ces libéralités	156 566
		Conseil national de recherches du Canada	
(S)		<i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> , alinéa 5(1)e) Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	126 198 933
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	209 807 920
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	1 950 000

19	Patrimoine canadien		
	Office national du film		
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 12		
	Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorisation, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 15 000 000 \$ en aucun temps. Diminution de l'autorisation en vertu du crédit 86b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>		11 413 490
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		11 413 490
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		–
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce		
L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, 1968-1969</i> , afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses activités en vertu de la présente loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux :		
	a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et		
	b) à consentir des prêts à l'Office		
	Le crédit L30b, <i>Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits</i> et modifié en 2006. Le total non remboursé des montants ayant été, d'une part, empruntés par l'Office au titre de l'alinéa 7g) et, d'autre part, prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne peut, à aucun moment, dépasser 50 000 000 \$ (Net)		50 000 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		–
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		50 000 000
21	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord		
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
L40	<i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i>		
	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> . Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 \$ (Brut)		305 503
L55	<i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i>		
	Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Inuits duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Inuit afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> , ne doit pas dépasser 6 633 697 \$ (Net)		6 550 860
L81a	<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i>		
	Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon :		
	a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et		
	b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 \$ (Net)		5 000 000
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique</i>		569 532
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		569 532
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		11 856 363
22	Ressources naturelles		
	Ministère des Ressources naturelles		
(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada – <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i>		
	Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 3b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>		7 605 667

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – fin

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
		Commission canadienne de sûreté nucléaire	
(S)		Dépense des recettes conformément à l'article 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	4 386 263
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	11 991 930
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
23		Revenu national	
		Agence du revenu du Canada	
1		Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	670 373 788
5		Dépenses en capital; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	43 588 421
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	713 962 209
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
24		Santé	
		Agence canadienne d'inspection des aliments	
(S)		L'Agence peut employer à ses fins les sommes affectées par ses recettes d'exploitation conformément au paragraphe 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	64 972 898
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	64 972 898
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
25		Sécurité publique	
		Agence des services frontaliers du Canada	
1		Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisations de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	134 778 931
5		Dépenses en capital	43 710 612
		Service correctionnel du Canada	
(S)		Fonds renouvelable CORCAN – <i>Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992</i> (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 20 000 000 \$ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 10a, <i>Loi de crédits n° 3 pour 2020-2021</i>	13 224 718
L14b		<i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la <i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 \$ à 50 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, <i>Loi n° 3 de 1982-83 portant affectation de crédits</i> (Net)	44 959
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	191 714 261
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	44 959

26	Services aux Autochtones		
	Ministère des Services aux Autochtones		
(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$)		32 490 796
L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> . Limite de 48 550 835 \$ (Net)		48 517 156
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		32 490 796
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		48 517 156
27	Services publics et Approvisionnement		
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
(S)	Fonds renouvelable des services optionnels – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 35 000 000 \$ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 6b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i>		16 423 979
(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le Ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 10 000 000 \$ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 12b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002</i> ; radier un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>		29 248 529
(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers – <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 150 000 000 \$ en aucun temps		251 688 925
(S)	Fonds renouvelable de la production de défense – <i>Loi sur la production de défense</i> , article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 \$ moins les prêts et avances du Compte de prêts de la production de défense		100 000 000
L10b	<i>Loi de crédits n° 4 pour 2018-2019</i> Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> : a) remplacer les mots « des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables » suivant immédiatement « ministères et organismes » par les mots suivants : « des caisses d'avances fixes, des avances à justifier et des avances recouvrables »; et b) accroître de 36 000 000 \$ à 50 000 000 \$ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net)		16 627 704
(S)	(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis de 1993</i> , article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)		85 186 978
(S)	Société canadienne des postes (L) <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net)		500 000 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		397 361 433
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		601 814 682
	Total du gouvernement – Budgétaire		2 686 035 558
	Total du gouvernement – Non budgétaire		244 672 393 057

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

Appendice 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes qui ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ¹
3		Affaires mondiales	
		Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
(S)		(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , article 11	
		Augmentation de la limite à 15 000 000 000 \$ (Net)	12 000 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	12 000 000 000
8		Conseil du Trésor	
		École de la fonction publique du Canada	
(S)		Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	11 008 401
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	11 008 401
12		Environnement et Changement climatique	
		Agence Parcs Canada	
(S)		Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	94 756 969
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	94 756 969
14		Finances	
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
(S)		(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1	
		Augmentation de la limite à 32 000 000 000 \$ (Net)	2 000 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	2 000 000 000
15		Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
		Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
(S)		(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés en vertu du paragraphe 88 (1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	
		Augmentation de la limite à 250 000 000 \$ (Net)	123 400 000
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	123 400 000
16		Innovation, Sciences et Industrie	
		Conseil national de recherches du Canada	
(S)		Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1) e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	176 363 659
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	176 363 659
21		Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
		Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
(S)		Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique</i>	331 779
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	331 779

23	Revenu national		
	Agence du revenu du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	872 369 606	
5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	36 210 341	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	908 579 947	
25	Sécurité publique		
	Agence des services frontaliers du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	96 012 714	
5	Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	51 144 232	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	147 156 946	
	Total du gouvernement – Budgétaire.....	1 338 197 701	
	Total du gouvernement – Non budgétaire	14 123 400 000	

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement, le Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, le Bureau du directeur parlementaire du budget, le Bureau du conseiller sénatorial en éthique et le Service de protection parlementaire) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice et qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur, pour emploi dans cet exercice seulement.

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employés au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
2	Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités						
	Bureau du directeur général des élections.....	–	3 475	3 475	3 475	–	–
	Commissariat aux langues officielles	165	587	752	–	165	587
	Total du portefeuille ministériel	165	4 062	4 227	3 475	165	587
3	Affaires mondiales						
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	1 621 845	2 108 358	3 730 203	1 621 845	–	2 108 358
	Total du portefeuille ministériel	1 621 845	2 108 358	3 730 203	1 621 845	–	2 108 358
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	4 754	35 045	39 799	–	4 754	35 045
5	Agriculture et Agroalimentaire						
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	5 346 408	6 673 467	12 019 875	5 519 008	–	6 500 867
	Commission canadienne des grains	–	32 663	32 663	32 663	–	–
	Total du portefeuille ministériel	5 346 408	6 706 130	12 052 538	5 551 671	–	6 500 867
6	Anciens Combattants						
	Ministère des Anciens Combattants	9 682	5 656	15 338	15 338	–	–
	Total du portefeuille ministériel	9 682	5 656	15 338	15 338	–	–
7	Bureau du secrétaire du gouverneur général	35 605	–	35 605	35 605	–	–
8	Conseil du Trésor						
	Secrétariat du Conseil du Trésor.....	–	14 843	14 843	–	–	14 843
	École de la fonction publique du Canada.....	4 306	1 960	6 266	4 306	–	1 960
	Total du portefeuille ministériel	4 306	16 803	21 109	4 306	–	16 803

9	Conseil privé						
	Bureau du Conseil privé	–	14 360	14 360	–	–	14 360
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	4 306	2 286	6 592	4 307	–	2 285
	Commission de la fonction publique	–	141	141	141	–	–
	Total du portefeuille ministériel	4 306	16 787	21 093	4 448	–	16 645
10	Défense nationale						
	Ministère de la Défense nationale.....	17 721 640	16 205 120	33 926 760	2 126 319	15 595 321	16 205 120
	Centre de la sécurité des télécommunications.....	65 425	22 058	87 483	–	65 425	22 058
	Comité externe d'examen des griefs militaires.....	–	331	331	331	–	–
	Total du portefeuille ministériel	17 787 065	16 227 509	34 014 574	2 126 650	15 660 746	16 227 178
11	Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap						
	Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	205 468	78 291	283 759	205 468	–	78 291
	Total du portefeuille ministériel	205 468	78 291	283 759	205 468	–	78 291
12	Environnement et Changement climatique						
	Ministère de l'Environnement.....	972 150	1 248 218	2 220 368	1 113 586	–	1 106 782
	Total du portefeuille ministériel	972 150	1 248 218	2 220 368	1 113 586	–	1 106 782
13	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse						
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	886	886	797	–	89
	Total du portefeuille ministériel	–	886	886	797	–	89
14	Finances						
	Ministère des Finances	18 765	290	19 055	18 765	–	290
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	110	110	110	–	–
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	748	748	–	–	748
	Bureau du vérificateur général	613	2 670	3 283	613	–	2 670
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	2 860	2 860	2 860	–	–
	Total du portefeuille ministériel	19 378	6 678	26 056	22 348	–	3 708
15	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	3 355	4 424	7 779	5 017	–	2 762
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	732	732	732	–	–
	Total du portefeuille ministériel	3 355	5 156	8 511	5 749	–	2 762

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État – fin

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
16	Innovation, Sciences et Industrie						
	Ministère de l'Industrie.....	75 019	71 879	146 898	58 141	16 878	71 879
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	25 646	49 405	75 051	–	25 646	49 405
	Agence canadienne de développement économique du Nord	–	177	177	–	–	177
	Agence spatiale canadienne.....	15 236	618 497	633 733	633 733	–	–
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	180	180	180	–	–
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	30 913	48	30 961	–	30 913	48
	Conseil national de recherches du Canada.....	233 855	347 568	581 423	300 000	–	281 423
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	4 600	369	4 969	–	4 600	369
	Statistique Canada.....	–	16 766	16 766	16 766	–	–
	Total du portefeuille ministériel	385 269	1 104 889	1 490 158	1 008 820	78 037	403 301
17	Justice						
	Ministère de la Justice.....	963	925	1 888	963	–	925
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	1 214	36	1 250	–	1 214	36
	Commission canadienne des droits de la personne	–	349	349	349	–	–
	Service administratif des tribunaux judiciaires	307	159	466	307	–	159
	Bureau du directeur des poursuites pénales	10 948	–	10 948	–	10 948	–
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	740	1 723	2 463	479	261	1 723
	Registraire de la Cour suprême du Canada.....	30	22 072	22 102	30	–	22 072
	Total du portefeuille ministériel	14 202	25 264	39 466	2 128	12 423	24 915
19	Patrimoine canadien						
	Ministère du Patrimoine canadien	19 983	14 153	34 136	20 104	–	14 032
	Bibliothèque et Archives du Canada	16 514	2 573	19 087	16 514	–	2 573
	Total du portefeuille ministériel	36 497	16 726	53 223	36 618	–	16 605
20	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
	Ministère des Pêches et des Océans.....	2 260 601	3 266 029	5 526 630	2 261 339	–	3 265 291
	Total du portefeuille ministériel	2 260 601	3 266 029	5 526 630	2 261 339	–	3 265 291
22	Ressources naturelles						
	Ministère des Ressources naturelles	56 655	187 664	244 319	176 211	–	68 108
	Régie canadienne de l'énergie	–	199	199	–	–	199
	Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	19 837	3 720	23 557	–	19 837	3 720
	Total du portefeuille ministériel	76 492	191 583	268 075	176 211	19 837	72 027

23	Revenu national						
	Agence du revenu du Canada	–	179 457	179 457	179 457	–	–
	Total du portefeuille ministériel	–	179 457	179 457	179 457	–	–
24	Santé						
	Ministère de la Santé	208 898	622 722	831 620	612 780	–	218 840
	Agence canadienne d'inspection des aliments	29 079	307 515	336 594	309 868	–	26 726
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	231	231	–	–	231
	Agence de la santé publique du Canada	111 576	786 265	897 841	–	111 576	786 265
	Total du portefeuille ministériel	349 553	1 716 733	2 066 286	922 648	111 576	1 032 062
25	Sécurité publique						
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	3 907	6 755	10 662	–	3 907	6 755
	Agence des services frontaliers du Canada	153 731	1 017 996	1 171 727	672 329	–	499 398
	Service canadien du renseignement de sécurité	380 550	232 653	613 203	327 092	53 458	232 653
	Service correctionnel du Canada	1 089 436	2 319 261	3 408 697	1 089 436	–	2 319 261
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	39 486	24 065	63 551	24 065	15 421	24 065
	Gendarmerie royale du Canada	227 382	398 925	626 307	230 418	–	395 889
	Total du portefeuille ministériel	1 894 492	3 999 655	5 894 147	2 343 340	72 786	3 478 021
26	Services aux Autochtones						
	Ministère des Services aux Autochtones	1 389 901	385 202	1 775 103	1 389 902	–	385 201
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	1 260	1 260	–	–	1 260
	Total du portefeuille ministériel	1 389 901	386 462	1 776 363	1 389 902	–	386 461
27	Services publics et Approvisionnement						
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	294 594	508 036	802 630	662 558	–	140 072
	Services partagés Canada	–	52 866	52 866	52 866	–	–
	Total du portefeuille ministériel	294 594	560 902	855 496	715 424	–	140 072
28	Transports						
	Ministère des Transports	15 802 268	3 816 030	19 618 298	15 802 268	–	3 816 030
	Total du portefeuille ministériel	15 802 268	3 816 030	19 618 298	15 802 268	–	3 816 030
	Total du gouvernement	48 518 356	41 723 309	90 241 665	35 549 441	15 960 324	38 731 900

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 2

Comptes publics du Canada
2022-2023

Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités

Bureau de l'infrastructure du Canada

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Commission des débats des chefs

Bureau du directeur général des élections

Commissariat aux langues officielles

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Autorité du pont Windsor-Détroit

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	130
Sommaire du portefeuille ministériel	134
Détail budgétaire par affectation	138
Responsabilités essentielles	140
Paievements de transfert	142
Revenus	144

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Bureau de l'infrastructure du Canada**Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités**

Effectuer une surveillance pour s'assurer que les bénéficiaires respectent les exigences du projet et que les projets sont exécutés conformément aux ententes. Infrastructure Canada supervise les programmes et les projets ainsi que les grands ponts, les sociétés d'État et les ententes de financement alternatifs. Bien que les sociétés d'État fonctionnent sans lien de dépendance, le Ministère joue un rôle de secrétariat pour les appuyer. Une gamme d'activités de surveillance est utilisée pour superviser les projets et s'assurer qu'ils sont exécutés comme prévu pour les Canadiens.

Politique en matière d'infrastructure publique, de collectivités et de développement économique rural

Infrastructure Canada établit des politiques à la fois pour l'infrastructure publique et le développement économique rural qui ciblent les besoins des Canadiens et des intervenants (partenaires publics et privés) tout en tenant compte des ressources limitées. Les politiques sont établies au moyen de stratégies, de plans, d'examen de modèles de financement alternatifs et de programmes de financement, d'exigences d'admissibilité, entre autres outils, et leurs résultats sont surveillés afin d'éclairer la prise de décisions futures. Les solutions stratégiques déterminent la façon dont le gouvernement fédéral appuie le développement de l'infrastructure publique, les ponts, le transport en commun, l'eau potable et les eaux usées, l'atténuation des catastrophes, le développement économique rural, entre autres, qui ont des répercussions sur la qualité de vie des Canadiens.

Investissements dans l'infrastructure publique et les collectivités

Infrastructure Canada identifie les possibilités d'investissement dans un éventail de mécanismes de financement visant à maximiser l'optimisation des ressources au fur et à mesure que le gouvernement fédéral dirige les investissements dans l'infrastructure.

- Les programmes axés sur l'allocation offrent un financement stable pour les projets qui équilibrent les priorités nationales avec les besoins locaux des provinces et des territoires;
- Les programmes axés sur le mérite accordent du financement à des projets qui sont sélectionnés dans le cadre d'un processus de demande; et
- Les modes de financement alternatifs désignent les projets exécutés en partenariat avec le secteur privé ou une organisation non gouvernementale et Infrastructure Canada ou des sociétés d'État relevant du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.

Services internes

Voir le texte d'introduction

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Aide pour combler les besoins en matière de logement

La Société canadienne d'hypothèques et de logement verse des fonds fédéraux pour améliorer l'accès au logement abordable pour les Canadiens dans le besoin, y compris les peuples autochtones, les personnes ayant des besoins spéciaux ou particuliers et certains groupes vulnérables. Le financement offert permet notamment de construire des logements, de fournir une aide continue pour l'entretien et l'administration du portefeuille de logements subventionnés, de réaliser des travaux de conversion, de réhabilitation, de réparation et de rénovation visant à préserver la qualité des logements abordables existants, ainsi que de maintenir l'abordabilité des logements. Le financement est offert en vertu de diverses modalités de mise en œuvre (p. ex., versement direct) ainsi que dans le cadre de partenariats avec les provinces et territoires, les groupes autochtones et les secteurs privé et sans but lucratif.

Financement de l'habitation

La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre du financement pour les initiatives liées au logement, y compris les activités d'octroi de prêts, afin d'encourager la production de logements abordables, de soutenir les travaux de réparation et de rénovation de logements locatifs et de favoriser l'accès des ménages à revenu faible ou modeste à des logements locatifs abordables à revenus mixtes. Parmi les autres initiatives de financement, on compte celles pouvant être exigées par le gouvernement du Canada pour soutenir les infrastructures municipales liées au logement ou le secteur du financement de l'habitation afin de faciliter l'accès au crédit.

Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel

La Société canadienne d'hypothèques et de logement fournit des informations, des données et des analyses fondées sur les faits en temps opportun pour appuyer la prise de décisions éclairées par le gouvernement et les autres secteurs. Elle mène également des recherches et diffuse des renseignements sur un large éventail de questions qui soutiennent l'abordabilité et la variété des logements, notamment les technologies du logement durable. La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre des conseils stratégiques au gouvernement sur des questions telles que le financement de l'habitation, les besoins en matière de logement, les marchés financiers et les conditions de logement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement soutient les activités de développement du potentiel et des compétences dans le secteur de l'habitation, en aidant les personnes et les organisations à accéder aux ressources et à acquérir les connaissances dont elles ont besoin pour mettre au point des approches adaptées et novatrices visant à favoriser la production de logements abordables.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Services aux conférences intergouvernementales

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes assure la continuité des services de planification et d'archivage et offre du soutien administratif impartial en ce qui a trait aux conférences fédérales-provinciales-territoriales et provinciales-territoriales entre premiers ministres, ministres et sous-ministres, et ce, partout au Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Commission des débats des chefs****Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales**

Afin de s'acquitter de sa responsabilité essentielle consistant à organiser les débats des chefs, la Commission appliquera les critères requis pour confirmer la participation des chefs des partis admissibles aux débats des chefs lors des élections générales, négociera les exigences relatives à la diffusion avec les diffuseurs, s'assurera que les Canadiens aient accès aux débats diffusés et mènera des activités de communication auprès des Canadiens afin qu'ils sachent quand, où et comment accéder aux débats.

Bureau du directeur général des élections**Administration électorale**

Élections Canada conduit les élections générales, les élections partielles et les référendums fédéraux, s'y prépare et en fait rapport conformément au cadre législatif, tout en informant les électeurs, les électeurs votant pour la première fois et les futurs électeurs pour favoriser la participation des Canadiens à un processus électoral inclusif.

Révision des limites des circonscriptions électorales

Élections Canada offre des services financiers et administratifs aux commissions provinciales indépendantes pour soutenir la révision des limites des circonscriptions fédérales et permettre aux commissions de remplir leurs obligations prévues par la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*.

Surveillance réglementaire

Au sein du Bureau du directeur général des élections, deux organisations distinctes veillent à l'intégrité du processus électoral : Élections Canada et le Bureau du commissaire aux élections fédérales. Élections Canada administre le régime de financement politique, établit des politiques et formule des avis et des lignes directrices pour faciliter l'administration des élections conformément à la *Loi électorale du Canada*, et surveille la conformité des entités politiques aux exigences de la *Loi en matière de financement politique*. Le Bureau du commissaire aux élections fédérales veille au respect et à l'exécution de la *Loi électorale du Canada* et de la *Loi référendaire*.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat aux langues officielles**Protection des droits liés aux langues officielles**

Prendre les mesures nécessaires, dont le traitement des plaintes, les vérifications et les interventions, pour faire respecter la *Loi sur les langues officielles* et les droits linguistiques canadiens.

Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne

Susciter un intérêt accru pour les enjeux liés à l'avancement de l'égalité du français et de l'anglais dans les institutions fédérales et la société canadienne, tout en appuyant le développement et la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Gérer de manière systémique afin d'assurer la sécurité et la pérennité des infrastructures majeures qui lui sont confiées en préconisant une approche de développement durable.

Autorité du pont Windsor-Détroit

Selon les termes de ses Lettres Patentes et de l'Accord sur le Passage, l'autorité du pont Windsor-Détroit est responsable de l'exécution des obligations de l'Autorité du Passage en tant que partie de l'Accord sur le Passage, et de construire et / ou exploiter le Passage International de la Rivière Détroit.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	242 734 990	–	–	242 734 990				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	7 773 906	–	7 773 906				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	–	–	–	943 702	943 702				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 024	2 024				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 903 595	1 903 595				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	8 435 529	8 435 529				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(2 196 250)	(2 196 250)				
	crédit 1 (Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.).....	–	–	–	(510 000)	(510 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(15 000)	(15 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	242 734 990	7 773 906	8 563 600	259 072 496	248 856 189	10 216 307	–	204 692 792
5	Dépenses en capital.....	–	13 804 540	–	–	13 804 540				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	7 908 257	7 908 257				
	Total – Crédit 5.....	–	13 804 540	–	7 908 257	21 712 797	11 685 564	10 027 233	–	15 623 031
10	Subventions et contributions.....	–	6 805 353 663	–	–	6 805 353 663				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	1	–	1				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	7 279 352	–	7 279 352				
	Virement du CT, crédit 5.....	–	–	–	632 869	632 869				
	Total – Crédit 10.....	–	6 805 353 663	7 279 353	632 869	6 813 265 885	4 280 895 492	2 532 370 393	–	4 237 527 265
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	18 828 909	–	(458 547)	18 370 362	18 370 362	–	–	14 065 905
(S)	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	89 481
(S)	Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	–
(S)	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>).....	–	2 268 966 610	–	–	2 268 966 610	2 268 966 610	–	–	4 490 082 497
	Total du ministère – Budgétaire.....	–	9 349 873 712	15 053 259	16 645 979	9 381 572 950	6 828 959 017	2 552 613 933	–	8 962 080 971
Société canadienne d'hypothèques et de logement										
1	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	3 548 649 641	–	–	3 548 649 641				
1a	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	–	–	45 899 167	–	45 899 167				

1b	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	-	-	694 622 759	-	694 622 759				
1c	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	-	-	11 800 000	-	11 800 000				
	Virement du crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	-	-	-	1 317 245	1 317 245				
	Virement au crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	-	-	-	(1 191 138)	(1 191 138)				
	Total – Crédit 1	-	3 548 649 641	752 321 926	126 107	4 301 097 674	3 575 649 302	725 448 372	-	4 042 530 388
(S)	Paiement unique à titre de prestation pour logement locatif et à l'exécution et au contrôle d'application de la <i>Loi sur la prestation pour logement locatif</i>	-	-	1 105 500 000	(518 444 222)	587 055 778	587 055 778	-	-	-
	Total budgétaire	-	3 548 649 641	1 857 821 926	(518 318 115)	4 888 153 452	4 162 705 080	725 448 372	-	4 042 530 388
(S)	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11)	-	(164 412 879)	-	-	(164 412 879)	(164 412 879)	-	-	(168 383 473)
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	3 548 649 641	1 857 821 926	(518 318 115)	4 888 153 452	4 162 705 080	725 448 372	-	4 042 530 388
	Total de l'organisme – Non budgétaire	-	(164 412 879)	-	-	(164 412 879)	(164 412 879)	-	-	(168 383 473)
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes									
1	Dépenses du programme	-	5 613 899	-	-	5 613 899				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	93 422	93 422				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	279 812	279 812				
	Total – Crédit 1	-	5 613 899	-	373 234	5 987 133	5 870 746	116 387	-	4 538 500
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	442 767	-	(13 694)	429 073	429 073	-	-	355 275
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	6 056 666	-	359 540	6 416 206	6 299 819	116 387	-	4 893 775
	Commission des débats des chefs									
1	Dépenses du programme	-	421 549	-	-	421 549				
	Virement du :									
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	234 783	234 783				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	81 282	81 282				
	Total – Crédit 1	-	421 549	-	316 065	737 614	647 549	90 065	-	3 141 253
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	32 638	-	19 177	51 815	51 815	-	-	65 143
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	454 187	-	335 242	789 429	699 364	90 065	-	3 206 396

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du directeur général des élections										
1	Dépenses du programme	–	49 335 030	–	–	49 335 030				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	5 300	5 300				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 456 466	1 456 466				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 447 056	2 447 056				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	112 000	112 000				
	Total – Crédit 1	–	49 335 030	–	4 020 822	53 355 852	52 199 617	1 156 235	–	51 176 989
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	13 592 033	–	(239 525)	13 352 508	13 352 508	–	–	14 586 796
(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>(Loi sur la gestion des finances publiques)</i>	–	–	–	105	105	105	–	–	–
(S)	Dépenses électorales (<i>Loi électorale du Canada et Loi référendaire</i>)	–	133 675 262	–	4 152 010	137 827 272	137 827 272	–	–	557 874 140
(S)	Traitement du directeur général des élections (<i>Loi électorale du Canada</i>)	–	361 100	–	11 271	372 371	372 371	–	–	361 266
(S)	Dépenses en vertu de la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	–	6 546 500	–	2 831 525	9 378 025	9 378 025	–	–	3 287 562
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	3 476	3 476	3 476	–	–	1 095
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	203 509 925	–	10 779 684	214 289 609	213 133 374	1 156 235	–	627 287 848
Commissariat aux langues officielles										
1	Dépenses du programme	–	19 904 554	–	–	19 904 554				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 500	1 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	574 220	574 220				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	600 856	600 856				
	Total – Crédit 1	–	19 904 554	–	1 176 576	21 081 130	19 999 668	1 081 462	–	20 748 567
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 334 957	–	98 297	2 433 254	2 433 254	–	–	2 365 739
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	165	–	–	587	752	–	165	587	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	165	22 239 511	–	1 275 460	23 515 136	22 432 922	1 081 627	587	23 114 306
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.										
1	Paiements à la société	–	280 004 519	–	–	280 004 519				
1c	Paiements à la société	–	–	1	–	1				
	Virement du crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	–	–	–	510 000	510 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	280 004 519	1	510 000	280 514 520	205 277 430	75 237 090	–	235 144 062

Autorité du pont Windsor-Détroit										
1	Paiements à l'Autorité	-	961 830 406	-	-	961 830 406				
1b	Paiements à l'Autorité	-	-	144 663 594	-	144 663 594				
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	961 830 406	144 663 594	-	1 106 494 000	793 291 043	313 202 957	-	481 287 738
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	165	14 372 618 567	2 017 538 780	(488 412 210)	15 901 745 302	12 232 798 049	3 668 946 666	587	14 379 545 484
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	-	(164 412 879)	-	-	(164 412 879)	(164 412 879)	-	-	(168 383 473)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

- ¹ Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	259 037 870	248 856 189	10 181 681	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	34 626	–	34 626	–
	259 072 496	248 856 189	10 216 307	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	16 028 123	11 685 564	4 342 559	–
Affectations bloquées				
Report.....	5 684 674	–	5 684 674	–
	21 712 797	11 685 564	10 027 233	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	4 273 616 141	4 273 616 140	1	–
Fonds Partenariats public-privé Canada	7 279 352	7 279 352	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 432 778 122	–	2 432 778 122	–
Transfert/réaffectation	96 459 401	–	96 459 401	–
Réduction	2 500 000	–	2 500 000	–
Autre	632 869	–	632 869	–
	6 813 265 885	4 280 895 492	2 532 370 393	–
Montants législatifs.....	2 287 521 772	2 287 521 772	–	–
	9 381 572 950	6 828 959 017	2 552 613 933	–
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Crédit 1 – Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>				
Autre autorisation.....	3 742 133 040	3 575 649 302	166 483 738	–
Affectations bloquées				
Report.....	558 964 632	–	558 964 632	–
Autre	2	–	2	–
	4 301 097 674	3 575 649 302	725 448 372	–
Montants législatifs.....	587 055 778	587 055 778	–	–
	4 888 153 452	4 162 705 080	725 448 372	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	5 987 133	5 870 746	116 387	–
Montants législatifs.....	429 073	429 073	–	–
	6 416 206	6 299 819	116 387	–

Commission des débats des chefs

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	695 134	647 549	47 585	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	42 480	–	42 480	–
	737 614	647 549	90 065	–
Montants législatifs.....	51 815	51 815	–	–
	789 429	699 364	90 065	–

Bureau du directeur général des élections

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	53 355 852	52 199 617	1 156 235	–
Montants législatifs.....	160 933 757	160 933 757	–	–
	214 289 609	213 133 374	1 156 235	–

Commissariat aux langues officielles

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	21 018 518	19 999 668	1 018 850	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	62 612	–	62 612	–
	21 081 130	19 999 668	1 081 462	–
Montants législatifs.....	2 434 006	2 433 254	165	587
	23 515 136	22 432 922	1 081 627	587

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Crédit 1 – Paiements à la société

Paiements à la Société d'État	185 220 740	181 048 089	4 172 651	–
Paiements à la Société d'État – Capital	68 771 236	24 229 341	44 541 895	–
Affectations bloquées				
Report.....	26 522 544	–	26 522 544	–
	280 514 520	205 277 430	75 237 090	–

Autorité du pont Windsor-Détroit

Crédit 1 – Paiements à l'Autorité

Paiements à la Société d'État	225 273 695	198 788 529	26 485 166	–
Budget en capital	881 220 305	594 502 514	286 717 791	–
	1 106 494 000	793 291 043	313 202 957	–
Total du portefeuille ministériel.....	15 901 745 302	12 232 798 049	3 668 946 666	587

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau de l'infrastructure du Canada												
Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités	120 095 993	113 182 602	19 918 061	10 880 146	9 082 232 495	6 549 862 102	–	–	9 222 246 549	6 673 924 850	–	–
Politique d'infrastructure publique, de collectivités et de développement économique rural	54 789 761	52 628 294	250 000	45 000	–	–	–	–	55 039 761	52 673 294	–	–
Investissements dans l'infrastructure publique et les collectivités	36 432 175	35 290 726	–	–	–	–	–	–	36 432 175	35 290 726	–	–
Services internes	66 309 729	66 309 729	1 544 736	760 418	–	–	–	–	67 854 465	67 070 147	–	–
Total du ministère.....	277 627 658	267 411 351	21 712 797	11 685 564	9 082 232 495	6 549 862 102	–	–	9 381 572 950	6 828 959 017	–	–
Société canadienne d'hypothèques et de logement												
Aide pour combler les besoins en matière de logement	3 434 462 189	3 095 831 446	–	–	–	–	–	–	3 434 462 189	3 095 831 446	(164 412 879)	(164 412 879)
Financement de l'habitation	1 242 505 056	897 525 732	–	–	–	–	–	–	1 242 505 056	897 525 732	–	–
Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel.....	211 186 207	169 347 902	–	–	–	–	–	–	211 186 207	169 347 902	–	–
Total de l'organisme.....	4 888 153 452	4 162 705 080	–	–	–	–	–	–	4 888 153 452	4 162 705 080	(164 412 879)	(164 412 879)
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes												
Services aux conférences intergouvernementales	5 028 983	4 759 875	–	–	–	–	–	–	5 028 983	4 759 875	–	–
Services internes	1 387 223	1 539 944	–	–	–	–	–	–	1 387 223	1 539 944	–	–
Total de l'organisme.....	6 416 206	6 299 819	–	–	–	–	–	–	6 416 206	6 299 819	–	–
Commission des débats des chefs												
Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales....	789 429	699 364	–	–	–	–	–	–	789 429	699 364	–	–
Total de l'organisme.....	789 429	699 364	–	–	–	–	–	–	789 429	699 364	–	–

Bureau du directeur général des élections													
Administration électorales	104 793 315	104 296 960	-	-	-	-	-	-	-	104 793 315	104 296 960	-	-
Révision des limites des circonscriptions électorales	10 119 937	10 119 937	-	-	-	-	-	-	-	10 119 937	10 119 937	-	-
Surveillance réglementaire	23 515 648	23 251 699	-	-	7 350 314	7 350 314	-	-	-	30 865 962	30 602 013	-	-
Services internes	68 510 395	68 114 464	-	-	-	-	-	-	-	68 510 395	68 114 464	-	-
Total de l'organisme	206 939 295	205 783 060	-	-	7 350 314	7 350 314	-	-	-	214 289 609	213 133 374	-	-
Commissariat aux langues officielles													
Protection des droits liés aux langues officielles	8 230 298	7 510 619	-	-	-	-	-	-	-	8 230 298	7 510 619	-	-
Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne.....	7 759 995	6 934 354	-	-	-	-	-	-	-	7 759 995	6 934 354	-	-
Services internes	7 524 843	7 987 949	-	-	-	-	-	-	-	7 524 843	7 987 949	-	-
Total de l'organisme	23 515 136	22 432 922	-	-	-	-	-	-	-	23 515 136	22 432 922	-	-
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.													
Autorité du pont Windsor-Détroit...	225 273 695	198 788 529	881 220 305	594 502 514	-	-	-	-	-	1 106 494 000	793 291 043	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	5 824 058 155	5 045 168 214	988 104 338	630 417 419	9 089 582 809	6 557 212 416	-	-	-	15 901 745 302	12 232 798 049	(164 412 879)	(164 412 879)

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada									
Subventions									
Subvention pour la construction de communautés vertes et inclusives.....	–	50 979 826	–	(74 064)	50 905 762	501 506	50 404 256	–	–
Subventions fonds d'infrastructure naturelle.....	–	15 000 000	–	–	15 000 000	–	15 000 000	–	–
Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance.....	–	12 436 763	–	(1 247 406)	11 189 357	10 274 748	914 609	–	3 092 335
Subventions en vertu du Défi des villes intelligentes.....	–	6 250 000	–	–	6 250 000	–	6 250 000	–	–
Subventions pour le transport actif.....	–	4 000 000	2 000 001	632 869	6 632 870	6 632 870	–	–	–
Subventions pour des solutions de transport en commun en milieu rural.....	–	2 500 000	–	–	2 500 000	1 514 135	985 865	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	120 000 000
Total – Subventions.....	–	91 166 589	2 000 001	(688 601)	92 477 989	18 923 259	73 554 730	–	123 092 335
Contributions									
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada.....	–	2 453 518 524	–	1 058 143 074	3 511 661 598	1 894 973 848	1 616 687 750	–	1 543 486 307
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Projets nationaux et régionaux.....	–	1 497 444 332	–	(319 919 222)	1 177 525 110	701 132 142	476 392 968	–	1 192 693 013
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abris afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris.....	–	486 475 236	–	1 321 470	487 796 706	472 455 466	15 341 240	–	206 024 649
Fonds pour les infrastructures du transport en commun.....	–	468 815 032	–	(257 410 740)	211 404 292	76 832 595	134 571 697	–	303 994 202
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs.....	–	384 579 107	–	(300 920 104)	83 659 003	33 659 003	50 000 000	–	–
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes.....	–	336 430 545	–	(82 129 344)	254 301 201	227 796 552	26 504 649	–	43 340 988
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures nationales.....	–	224 622 460	–	782 105	225 404 565	225 404 565	–	–	228 924 894
Fonds pour l'eau potable et les eaux usées.....	–	159 459 744	–	(76 966 433)	82 493 311	18 778 624	63 714 687	–	69 865 354
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures.....	–	154 059 658	–	70 291 934	224 351 592	224 351 592	–	–	151 774 468
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités.....	–	150 239 018	–	4 983 455	155 222 473	155 222 473	–	–	161 828 287

Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	-	115 148 216	-	52 747 969	167 896 185	115 147 969	52 748 216	-	50 439 840
Programme permanent pour le transport en commun	-	79 573 000	(2 000 000)	(67 381 001)	10 191 999	1 209 777	8 982 222	-	-
Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte	-	60 585 149	-	(39 313 897)	21 271 252	21 271 252	-	-	24 334 000
Contributions en vertu du Défi des villes intelligentes.....	-	54 544 472	-	(27 015 628)	27 528 844	25 028 844	2 500 000	-	18 829 143
Fonds d'infrastructure naturelle	-	53 700 992	-	(43 700 992)	10 000 000	-	10 000 000	-	-
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités.....	-	22 398 186	-	(9 705 058)	12 693 128	12 693 128	-	-	1 161 072
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	-	5 593 403	-	(5 593 403)	-	-	-	-	-
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	-	4 200 000	-	15 992 035	20 192 035	20 192 035	-	-	5 657 410
Initiative de recherche et de connaissances.....	-	2 800 000	-	-	2 800 000	1 427 766	1 372 234	-	718 997
Paiements pour les engagements du Fonds Partenariats public-privé Canada au titre de Partenariats public-privé Canada.....	-	-	7 279 352	-	7 279 352	7 279 352	-	-	89 548 188
Initiative canadienne pour des collectivités en santé.....	-	-	-	27 115 250	27 115 250	27 115 250	-	-	11 555 750
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	10 258 368
Total – Contributions	-	6 714 187 074	5 279 352	1 321 470	6 720 787 896	4 261 972 233	2 458 815 663	-	4 114 434 930
Autres paiements de transfert									
(S) Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>)	-	2 268 966 610	-	-	2 268 966 610	2 268 966 610	-	-	4 490 082 497
Total du ministère.....	-	9 074 320 273	7 279 353	632 869	9 082 232 495	6 549 862 102	2 532 370 393	-	8 727 609 762
Bureau du directeur général des élections									
Autres paiements de transfert									
(S) Allocations aux vérificateurs des associations de circonscription	-	-	-	1 468 397	1 468 397	1 468 397	-	-	870 364
(S) Remboursement des dépenses électorales aux candidats et versement d'allocations aux vérificateurs des candidats concernant les élections partielles de l'année en cours	-	-	-	348 918	348 918	348 918	-	-	-
(S) Remboursement des dépenses électorales des candidats concernant la 44 ^e élection générale, versé au bénéficiaire désigné	-	-	-	779 136	779 136	779 136	-	-	25 605 015
(S) Paiement des subventions aux vérificateurs des candidats à l'investiture et à la direction pour la 44 ^e élection générale.....	-	-	-	63 144	63 144	63 144	-	-	1 285 506
(S) Remboursement des dépenses électorales aux parties politiques pour la 44 ^e élection générale.....	-	-	-	4 690 719	4 690 719	4 690 719	-	-	37 525 451
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	118 829
Total de l'organisme	-	-	-	7 350 314	7 350 314	7 350 314	-	-	65 405 165
Total du portefeuille ministériel.....	-	9 074 320 273	7 279 353	7 983 183	9 089 582 809	6 557 212 416	2 532 370 393	-	8 793 014 927

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Autres revenus					
Revenus de placements ¹			Revenus divers		
Autres comptes			Autres recouvrements de tiers	10 367 860	33 286 063
Dividendes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	1 580 000 000	1 390 000 000	Total de l'organisme.....	124 096 073	173 009 546
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	103 709	14 709	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Trop-payés de salaire	468 304	538 647	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 942	13 518
Avances salariales aux employés	47 262	18 981	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	12 153	11 968
Recouvrements de traitements, biens et services				23 095	25 486
Traitements et salaires de base pour le personnel civil – Temps régulier – Emploi continu	10 629	7 693	Revenus divers		
Recouvrements de biens et services	27 361	2 788 899	Contributions des gouvernements provinciaux	1 521 200	953 800
Transferts à d'autres ordres de gouvernement			Total de l'organisme.....	1 544 295	979 286
Autres paiements de transfert	3 991 666	2 391 741	Commission des débats des chefs		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent			Autres revenus		
Traitement et salaires	51 525	257 219	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	29 357	–
Dépenses de fonctionnement.....	42 108	148 567	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	73 377	19 280
Transferts à d'autres ordres de gouvernement			Total de l'organisme.....	102 734	19 280
Autres paiements de transfert	29 941 923	14 454 614	Bureau du directeur général des élections		
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	2 963 335	–	Autres revenus		
	37 647 822	20 621 070	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Ventes de biens et de services			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	219 892	170 748
Location et utilisation de biens publics			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	113	8 935
Location et utilisation de biens publics.....	2 441 299	2 419 146	Recouvrement de trop-payés	11 354	57 694
Revenus reportés.....	97 790	52 866		231 359	237 377
	2 539 089	2 472 012	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 476	1 095
Revenus divers			Revenus divers		
Revenus provenant de frais relatifs à l'accès à l'information	20	–	Excédent des dépenses électorales des candidats.....	31 328	96 804
Total du ministère.....	1 620 186 931	1 413 093 082	Dons anonymes aux candidats / partis politiques	54 061	24 201
Société canadienne d'hypothèques et de logement			Remboursement de contributions excédentaires	11 842	68 266
Autres revenus			Revenus provenant d'amendes.....	11 535	135 352
Revenus de placements ¹			Intérêts et pénalités		
Prêts, placements et avances			Intérêts sur les débiteurs en souffrance	625	1 102
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	113 728 213	128 793 779	Divers	21 803	206 816
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs				131 194	532 541
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	–	10 929 704	Total de l'organisme.....	366 029	771 013

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commissariat aux langues officielles		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	39 818	33 577
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	6 359	105
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	1 476	48 919
	<u>47 653</u>	<u>82 601</u>
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	–	10
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	587	165
Total de l'organisme	<u>48 240</u>	<u>82 776</u>
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	1 693 728 213	1 518 793 779
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	38 052 663	31 915 518
Ventes de biens et de services	2 539 089	2 472 022
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 063	1 260
Revenus divers	12 020 274	34 772 404
Total du portefeuille ministériel.....	<u>1 746 344 302</u>	<u>1 587 954 983</u>

¹ Intérêt sauf indication contraire

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 3

Comptes publics du Canada 2022-2023

Affaires mondiales

**Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du
Développement**

Corporation commerciale canadienne

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Centre de recherches pour le développement international

Commission mixte internationale (section canadienne)

Investir au Canada

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	148
Sommaire du portefeuille ministériel	151
Détail budgétaire par affectation	156
Responsabilités essentielles	158
Paiements de transfert	160
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	165
Revenus	165

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement**Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité**

La programmation d'Affaires mondiales Canada contribue à réduire la pauvreté et à offrir de meilleures possibilités aux peuples de la terre, en plus d'alléger la souffrance dans les crises humanitaires et de favoriser la paix et la sécurité et, ce faisant, contribuent à l'avancement des Objectifs de développement durable.

Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Affaires mondiales Canada gère et assure la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettant la présence du Canada à l'étranger, y compris par l'entremise d'ambassades, de hauts-commissariats et de consulats.

Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale

Affaires mondiales Canada fait valoir les intérêts et les valeurs du Canada grâce à l'élaboration de politiques, la diplomatie, la défense des intérêts et une mobilisation efficace.

Commerce et investissements

Affaires mondiales Canada appuie l'augmentation des investissements et du commerce de manière plus diversifiée afin de relever le niveau de vie pour l'ensemble des Canadiens et pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer à l'étranger et de créer des débouchés économiques.

Aide aux Canadiens à l'étranger

Affaires mondiales Canada offre au moment opportun des services consulaires adéquats aux Canadiens à l'étranger, ce qui contribue à assurer leur sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Corporation commerciale canadienne

Aider au développement des échanges commerciaux entre le Canada et d'autres pays en aidant les personnes au Canada à obtenir des biens et marchandises de pays étrangers en plus d'aider à l'exportation de biens et marchandises du Canada.

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Toutes les opérations portées au Compte du Canada doivent respecter le mandat d'Exportation et développement Canada, qui consiste à soutenir et à développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international. En recourant au Compte du Canada, le gouvernement du Canada peut appuyer des opérations qui dépassent la capacité financière ou la capacité de risque d'Exportation et développement Canada au titre du Compte de la Société, mais qui sont considérées comme servant l'intérêt national.

Centre de recherches pour le développement international

Le Centre de recherches pour le développement international aide les pays en développement à trouver des solutions à des problèmes qu'ils jugent cruciaux pour les habitants de leurs communautés. Pour remplir cette mission, le Centre de recherches pour le développement international investit dans le savoir, l'innovation et des solutions qui, ensemble, impulseront la recherche pour le développement et l'aideront à avoir un impact de taille. Il y parvient en aidant des chefs de file dans la sphère publique et dans le milieu de la recherche et des affaires des pays en développement, en renforçant les sociétés et en tissant des liens importants pour le Canada.

Commission mixte internationale (section canadienne)

Gestion des ressources communes en eau

La Commission mixte internationale se fonde sur des recherches scientifiques pour aider les gouvernements du Canada et des États-Unis à éviter et à résoudre les conflits liés aux ressources communes en eau, en servant le bien commun à titre de conseiller indépendant et objectif en vertu du Traité des eaux limitrophes. La Commission se prononce aussi sur les demandes d'approbation et la gestion des projets qui peuvent avoir une incidence sur les niveaux et les débits des eaux limitrophes et transfrontalières. Elle peut également, sur demande, surveiller la qualité de l'eau et fournir des conseils à cet égard.

Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs

En vertu de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, la Commission a la responsabilité clé d'évaluer les progrès réalisés par les gouvernements en vue de rétablir et de conserver l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux du bassin des Grands Lacs que se partagent le Canada et les États-Unis. En vertu de cet Accord, la Commission a aussi le mandat de fournir à ces gouvernements des conseils et des recommandations sur les enjeux actuels et émergents liés à la qualité de l'eau des Grands Lacs.

Investir au Canada

Attirer de l'investissement direct étranger

Diriger les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour attirer de l'investissement direct étranger en faisant du Canada une destination de choix pour les investisseurs étrangers et en offrant des services visant à faciliter la prise de décision des investisseurs d'élargir leurs activités en sol canadien.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Développement économique en Colombie-Britannique

Développement économique Canada pour le Pacifique encourage la croissance et la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique en favorisant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en encourageant l'adoption de technologies propres et en favorisant une croissance inclusive.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 890 294 771	–	–	1 890 294 771				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	36 727 848	–	36 727 848				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	34 198 538	–	34 198 538				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	–	–	–	425 838	425 838				
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments).....	–	–	–	16 647	16 647				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité).....	–	–	–	1 438 617	1 438 617				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	932 015	932 015				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	–	–	–	160 000	160 000				
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	120 000	120 000				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration).....	–	–	–	17 330 222	17 330 222				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	319 105	319 105				
	crédit 1 (Ministère de la Justice).....	–	–	–	256 301	256 301				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	318 927	318 927				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	297 291	297 291				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	160 000	160 000				
	crédit 1 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec).....	–	–	–	160 000	160 000				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	252 731	252 731				
	crédit 10	–	–	–	795 174	795 174				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	477 455	477 455				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	29 790 085	29 790 085				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	87 692 171	87 692 171				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	5 944 762	5 944 762				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	–	–	–	(157 802)	(157 802)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(248 189)	(248 189)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(20 000)	(20 000)				
	crédit 10	–	–	–	(400 000)	(400 000)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(1 035 000)	(1 035 000)				
	crédit 35	–	–	–	(66 906)	(66 906)				
	Total – Crédit 1	–	1 890 294 771	70 926 386	144 959 444	2 106 180 601	2 040 832 493	65 348 108	–	1 867 856 410

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
5	Dépenses en capital.....	–	200 867 109	–	–	200 867 109				
5b	Dépenses en capital	–	–	236 413	–	236 413				
5c	Dépenses en capital	–	–	9 765 496	–	9 765 496				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	300 000	300 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	29 596 821	29 596 821				
	Total – Crédit 5.....	–	200 867 109	10 001 909	29 896 821	240 765 839	117 230 329	123 535 510	–	113 303 487
10	Subventions et contributions	–	4 904 813 670	–	–	4 904 813 670				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	1 173 700 000	–	1 173 700 000				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	545 159 267	–	545 159 267				
	Virement du crédit 1	–	–	–	400 000	400 000				
	Virement au:									
	crédit 1	–	–	–	(795 174)	(795 174)				
	crédit 1 (Société canadienne d'hypothèques et de logement).....	–	–	–	(1 317 245)	(1 317 245)				
	crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(1 817 000)	(1 817 000)				
	crédit 10 (Ministère de l'Environnement).....	–	–	–	(11 000 000)	(11 000 000)				
	crédit 10 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	(660 500)	(660 500)				
	Total – Crédit 10.....	–	4 904 813 670	1 718 859 267	(15 189 919)	6 608 483 018	6 412 400 808	196 082 210	–	5 590 387 304
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	–	91 817 000	–	–	91 817 000	89 017 454	2 799 546	–	80 197 216
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	–	1	–	–	1				
20b	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	–	–	1	–	1				
20c	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	–	–	1	–	1				
	Total – Crédit 20.....	–	1	2	–	3	–	3	–	–
35b	Radiation de dettes – Prêts à l'affectation et les dépôts de garantie.....	–	–	1	–	1				
	Virement du crédit 1	–	–	–	66 906	66 906				
	Total – Crédit 35.....	–	–	1	66 906	66 907	–	66 907	–	–

(S)	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	22 187 530	–	–	–	22 187 530	–	–	22 187 530	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	122 727 807	7 749 331	5 385 298	135 862 436	135 862 436	–	–	125 639 709
(S)	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	89 237
(S)	Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Ministre du Développement international – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs (<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>).....	–	257 361 748	80 820 000	(614 754)	337 566 994	337 566 994	–	–	257 017 743
(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985) ch. D-2).....	–	900 000	–	(491 454)	408 546	408 546	–	–	795 791
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 621 845	–	–	2 108 358	3 730 203	1 621 845	–	2 108 358	1 300 869
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	1 155	1 155	1 155	–	–	14 062
(S)	Pertes sur opérations de change.....	–	–	–	118 984 367	118 984 367	118 984 367	–	–	37 427 533
	Total budgétaire.....	23 809 375	7 469 059 606	1 888 356 896	285 105 922	9 666 331 799	9 254 203 627	387 832 284	24 295 888	8 074 210 761
L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la <i>Loi n°1 de 1971 portant affectation de crédits</i> . Limite 38 200 000 \$ (Net)	16 264 929	–	–	–	16 264 929	(207 692)	–	16 472 621	4 457 891
L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la <i>Loi des subsides n°2 de 1954</i> , modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n°3 de 1989-1990</i> . Limite 50 000 000 \$ (Net).....	2 230 176	–	–	–	2 230 176	3 433 672	–	(1 203 496) ²	6 527 342
L25	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	–	1	–	–	1	–	1	–	–
L30	Prêts – <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	214 500 000	201 000 000	–	–	415 500 000	120 000 000	–	295 500 000	–
(S)	(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , article 11. Limite 15 000 000 000 \$ (Brut).....	1 666 800 000	–	–	–	1 666 800 000	–	–	1 666 800 000	–
(S)	(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	95 383 300 284	–	–	–	95 383 300 284	–	–	95 383 300 284	–

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital (<i>Loi d'aide au développement international [institutions financières]</i>)	–	147 321 230	–	–	147 321 230	141 704 503	5 616 727	–	143 970 105
	Total non budgétaire	97 283 095 389	348 321 231	–	–	97 631 416 620	264 930 483	5 616 728	97 360 869 409	154 955 338
	Total du ministère – Budgétaire	23 809 375	7 469 059 606	1 888 356 896	285 105 922	9 666 331 799	9 254 203 627	387 832 284	24 295 888	8 074 210 761
	Total du ministère – Non budgétaire	97 283 095 389	348 321 231	–	–	97 631 416 620	264 930 483	5 616 728	97 360 869 409	154 955 338
	Corporation commerciale canadienne									
1	Paiements à la Corporation	–	13 000 000	–	–	13 000 000	13 000 000	–	–	–
(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11. Limite 10 000 000 \$ (Net)	10 000 000	–	–	–	10 000 000	–	–	10 000 000	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	13 000 000	–	–	13 000 000	13 000 000	–	–	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	10 000 000	–	–	–	10 000 000	–	–	10 000 000	–
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)									
(S)	Frais administratifs	–	–	–	252 879 933	252 879 933	252 879 933	–	–	238 560 520
(S)	Renonciation de prêts non budgétaires en vertu de l'article 23(6) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i>	–	–	–	1 353 550 947	1 353 550 947	1 353 550 947	–	–	1 015 572 320
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 510 441
	Total budgétaire	–	–	–	1 606 430 880	1 606 430 880	1 606 430 880	–	–	1 255 643 281
(S)	(L) L'autorisation maximale de 115 000 000 000 \$ en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23	50 372 314 179	–	–	–	50 372 314 179	20 207 694 925	–	30 164 619 254	1 409 162 685
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	–	1 606 430 880	1 606 430 880	1 606 430 880	–	–	1 255 643 281
	Total de l'organisme – Non budgétaire	50 372 314 179	–	–	–	50 372 314 179	20 207 694 925	–	30 164 619 254	1 409 162 685
	Centre de recherches pour le développement international									
1	Paiements au Centre	–	153 701 325	–	–	153 701 325				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	1 345 200	1 345 200				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	3 884 203	3 884 203				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	105 812	105 812				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	153 701 325	–	5 335 215	159 036 540	159 036 540	–	–	155 251 325

Commission mixte internationale (section canadienne)									
1	Dépenses du programme	–	8 243 811	–	–	8 243 811			
1b	Dépenses du programme	–	–	760 123	–	760 123			
	Virement du :								
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	273 877	273 877			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	467 711	467 711			
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	36 544	36 544			
	Total – Crédit 1	–	8 243 811	760 123	778 132	9 782 066	8 322 564	1 459 502	– 7 723 488
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	597 128	–	33 506	630 634	630 634	–	595 110
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	8 840 939	760 123	811 638	10 412 700	8 953 198	1 459 502	– 8 318 598
Investir au Canada									
1	Dépenses du programme	–	33 611 556	–	–	33 611 556			
	Virement du CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 713 578	1 713 578			
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada).....	–	–	–	(16 100)	(16 100)			
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	33 611 556	–	1 697 478	35 309 034	33 024 123	2 284 911	– 34 487 041
Agence de développement économique du Pacifique Canada									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	26 202 522	–	–	26 202 522			
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	2 181 334	–	2 181 334			
	Virement du CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 184 288	1 184 288			
	Total – Crédit 1	–	26 202 522	2 181 334	1 184 288	29 568 144	25 137 220	4 430 924	– 10 767 219
5	Subventions et contributions	–	226 052 644	–	–	226 052 644			
5b	Subventions et contributions.....	–	–	85 535 883	–	85 535 883			
5c	Subventions et contributions.....	–	–	19 305 223	–	19 305 223			
	Total – Crédit 5	–	226 052 644	104 841 106	–	330 893 750	194 740 016	136 153 734	– 156 737 177
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 756 096	473 706	(1 026 573)	2 203 229	2 203 229	–	1 201 390
(S)	Agence de recouvrement.....	–	–	–	2 582	2 582	2 582	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	255 011 262	107 496 146	160 297	362 667 705	222 083 047	140 584 658	– 168 705 786
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	23 809 375	7 933 224 688	1 996 613 165	1 899 541 430	11 853 188 658	11 296 731 415	532 161 355	24 295 888 9 696 616 792
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	147 665 409 568	348 321 231	–	–	148 013 730 799	20 472 625 408	5 616 728 127 535 488 663	1 564 118 023

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

² *Crédit 630 de la Loi des subsides n° 2 de 1954*, modifié par le crédit L12 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990*. Les avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger ne doivent pas dépasser 50 000 000 \$, et ce, en tout temps. Au cours de l'exercice, le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement a dépassé sa limite d'autorisation de 1 203 496 \$ en raison d'une série de facteurs, notamment l'inflation et les besoins accrus de financement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	1 592 887 010	1 576 723 539	16 163 471	–
Participants au règlement des différends	620 000	121 117	498 883	–
Initiatives publicitaires	500 000	500 000	–	–
Enveloppe de l'aide internationale	343 247 048	343 247 048	–	–
Frais juridiques et de litige liés au bois d'œuvre-résineux.....	17 082 291	12 271 681	4 810 610	–
Bois d'œuvre résineux	4 652 386	3 779 437	872 949	–
Devoir de diligence à l'égard des missions canadiennes à l'étranger	163 219 528	154 019 528	9 200 000	–
Solutions innovatrices Canada	1 300 000	537 790	762 210	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	247 758	178 310	69 448	–
Affectations bloquées				
Report.....	12 057 188	–	12 057 188	–
Transfert/réaffectation	14 248 292	–	14 248 292	–
Réduction	1 310	–	1 310	–
Autre	6 663 747	–	6 663 747	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(50 545 957)	(50 545 957)	–	–
	2 106 180 601	2 040 832 493	65 348 108	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	97 944 676	83 022 184	14 922 492	–
Devoir de diligence à l'égard des missions canadiennes à l'étranger	34 208 145	34 208 145	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	106 925 024	–	106 925 024	–
Transfert/réaffectation	1 687 994	–	1 687 994	–
	240 765 839	117 230 329	123 535 510	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	483 887 073	452 450 443	31 436 630	–
Mécanisme de décaissement rapide de fonds du compte de crises.....	183 000 000	183 000 000	–	–
Enveloppe de l'aide internationale	5 826 790 843	5 776 950 365	49 840 478	–
Affectations bloquées				
Report.....	33 985 102	–	33 985 102	–
Transfert/réaffectation	80 820 000	–	80 820 000	–
	6 608 483 018	6 412 400 808	196 082 210	–
Crédit 15 – Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions				
Autre autorisation.....	90 642 335	89 017 454	1 624 881	–
Affectations bloquées				
Autre	1 174 665	–	1 174 665	–
	91 817 000	89 017 454	2 799 546	–
Crédit 20 – Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs				
Autre autorisation.....	3	–	3	–

Crédit 35 – Radiation de dettes – Prêts à l'affectation et les dépôts de garantie				
Radiation de dettes – Prêts à l'affectation et les dépôts de garantie.....	66 907	–	66 907	–
Montants législatifs.....	619 018 431	594 722 543	–	24 295 888
	9 666 331 799	9 254 203 627	387 832 284	24 295 888
Corporation commerciale canadienne				
Crédit 1 – Paiements à la Société d'État				
Paiements à la Société d'État.....	13 000 000	13 000 000	–	–
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
Montants législatifs.....	1 606 430 880	1 606 430 880	–	–
Centre de recherches pour le développement international				
Crédit 1 – Paiements au Centre				
Paiements à la Société d'État.....	159 036 540	159 036 540	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	9 782 066	8 322 564	1 459 502	–
Montants législatifs.....	630 634	630 634	–	–
	10 412 700	8 953 198	1 459 502	–
Investir au Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Dépenses de fonctionnement.....	35 309 034	33 024 123	2 284 911	–
Agence de développement économique du Pacifique Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	28 773 644	25 137 220	3 636 424	–
Affectations bloquées				
Report.....	794 500	–	794 500	–
	29 568 144	25 137 220	4 430 924	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	300 372 527	194 740 016	105 632 511	–
Affectations bloquées				
Report.....	30 521 223	–	30 521 223	–
	330 893 750	194 740 016	136 153 734	–
Montants législatifs.....	2 205 811	2 205 811	–	–
	362 667 705	222 083 047	140 584 658	–
Total du portefeuille ministériel.....	11 853 188 658	11 296 731 415	532 161 355	24 295 888

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paievements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement												
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité.....	293 599 860	268 445 950	–	–	6 274 421 440	6 143 414 000	–	–	6 568 021 300	6 411 859 950	562 821 231	261 704 503
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 143 343 896	1 114 974 245	191 585 387	76 963 407	–	–	45 000 957	48 411 332	1 289 928 326	1 143 526 320	18 495 105	–
Diplomatie et défense des intérêts internationales	391 644 529	378 831 439	4 797 270	4 502 952	609 481 529	547 217 896	–	–	1 005 923 328	930 552 287	–	–
Commerce et investissements	308 053 633	295 024 891	10 704 878	8 084 140	62 157 817	59 346 680	2 000 000	58 600	378 916 328	362 397 111	97 050 100 284	–
Aide aux Canadiens à l'étranger.....	61 467 571	59 673 266	765 854	765 854	–	–	2 400 000	1 401 416	59 833 425	59 037 704	–	–
Services internes.....	331 533 096	320 182 342	32 912 450	26 913 976	408 546	408 546	1 145 000	674 609	363 709 092	346 830 255	–	3 225 980
Total partiel	2 529 642 585	2 437 132 133	240 765 839	117 230 329	6 946 469 332	6 750 387 122	50 545 957	50 545 957	9 666 331 799	9 254 203 627	97 631 416 620	264 930 483
Revenus affectés aux dépenses	(50 545 957)	(50 545 957)	–	–	–	–	(50 545 957)	(50 545 957)	–	–	–	–
Total du ministère.....	2 479 096 628	2 386 586 176	240 765 839	117 230 329	6 946 469 332	6 750 387 122	–	–	9 666 331 799	9 254 203 627	97 631 416 620	264 930 483
Corporation commerciale canadienne.....	13 000 000	13 000 000	–	–	–	–	–	–	13 000 000	13 000 000	10 000 000	–
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	1 606 430 880	1 606 430 880	–	–	–	–	–	–	1 606 430 880	1 606 430 880	50 372 314 179	20 207 694 925
Centre de recherches pour le développement international.....	159 036 540	159 036 540	–	–	–	–	–	–	159 036 540	159 036 540	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)												
Gestion des ressources communes en eau	8 541 923	7 198 334	–	–	–	–	–	–	8 541 923	7 198 334	–	–
Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs	1 870 777	1 754 864	–	–	–	–	–	–	1 870 777	1 754 864	–	–
Total de l'organisme	10 412 700	8 953 198	–	–	–	–	–	–	10 412 700	8 953 198	–	–
Investir au Canada												
Attirer de l'investissement direct étranger	27 930 592	26 736 671	–	–	–	–	–	–	27 930 592	26 736 671	–	–
Services internes.....	7 378 442	6 287 452	–	–	–	–	–	–	7 378 442	6 287 452	–	–
Total de l'organisme	35 309 034	33 024 123	–	–	–	–	–	–	35 309 034	33 024 123	–	–

**Agence de développement
économique du Pacifique Canada**
Développement économique en

Colombie-Britannique.....	21 398 107	20 074 809	-	-	330 893 750	194 740 016	-	-	352 291 857	214 814 825	-	-
Services internes.....	10 375 848	7 268 222	-	-	-	-	-	-	10 375 848	7 268 222	-	-
Total de l'organisme.....	31 773 955	27 343 031	-	-	330 893 750	194 740 016	-	-	362 667 705	222 083 047	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	4 335 059 737	4 234 373 948	240 765 839	117 230 329	7 277 363 082	6 945 127 138	-	-	11 853 188 658	11 296 731 415	148 013 730 799	20 472 625 408

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
Subventions									
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale.....	–	2 592 669 559	1 231 450 000	(128 794 979)	3 695 324 580	3 565 823 105	129 501 475	–	3 069 395 614
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens.....	–	162 815 581	–	(93 020 622)	69 794 959	69 794 959	–	–	63 152 958
Subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix.....	–	95 915 738	47 200 000	(39 616 820)	103 498 918	103 456 892	42 026	–	82 336 166
Subventions à l'appui du Programme CanExport.....	–	28 880 181	6 912 391	(5 287 248)	30 505 324	28 570 725	1 934 599	–	26 235 654
Subventions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes.....	–	25 550 000	–	(2 226 870)	23 323 130	23 323 130	–	–	22 053 021
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	–	15 854 000	–	–	15 854 000	13 913 957	1 940 043	–	14 557 693
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité.....	–	13 250 000	4 500 000	(4 681 790)	13 068 210	13 028 733	39 477	–	7 246 786
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou des pays donnés	–	11 367 760	–	(5 767 760)	5 600 000	5 600 000	–	–	4 500 000
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes.....	–	9 470 000	19 059 159	(5 512 146)	23 017 013	23 017 013	–	–	20 250 934
Subventions dans le domaine des relations avec les universités.....	–	4 550 000	–	(2 249 856)	2 300 144	1 883 251	416 893	–	1 435 218
Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.....	–	1 569 172	–	–	1 569 172	1 569 171	1	–	1 554 270
Subventions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique.....	–	700 000	–	(344 085)	355 915	326 149	29 766	–	310 728
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	–	60 000	–	–	60 000	60 000	–	–	60 000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones.....	–	30 000	–	–	30 000	30 000	–	–	30 000
(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985) ch. D-2).....	–	900 000	–	(491 454)	408 546	408 546	–	–	795 791
Total – Subventions	–	2 963 581 991	1 309 121 550	(287 993 630)	3 984 709 911	3 850 805 631	133 904 280	–	3 313 914 833
Contributions									
Paiements de quote-parts aux organisations internationales									
Organisations :									
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (186 591 513 \$US)	–	217 253 398	–	–	217 253 398	198 675 780	18 577 618	–	204 037 933
Organisation des Nations Unies (84 754 000 \$US)	–	105 756 890	–	468 431	106 225 321	105 132 854	1 092 467	–	96 504 786

Organisation mondiale de la santé (7 098 368 francs suisses) (7 083 828 \$US).....	-	44 807 194	-	-	44 807 194	17 122 985	27 684 209	-	16 370 326
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Administration civile (16 557 047 euros).....	-	28 062 563	6 837 717	-	34 900 280	33 644 144	1 256 136	-	25 003 801
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (10 818 496 euros).....	-	18 666 547	-	-	18 666 547	10 739 408	7 927 139	-	16 650 472
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (7 600 000 \$US) (5 300 000 euros).....	-	17 343 521	-	172 499	17 516 020	17 516 020	-	-	16 972 554
Organisation internationale de la Francophonie (10 894 261 euros).....	-	16 399 061	-	70 713	16 469 774	16 469 774	-	-	17 157 999
Organisation panaméricaine de la santé (11 895 741 \$US)....	-	15 736 277	-	13 566	15 749 843	15 749 843	-	-	13 853 165
Organisation de coopération et de développement économiques (10 300 000 euros).....	-	15 275 416	-	286 729	15 562 145	15 562 145	-	-	13 452 051
Agence internationale de l'énergie atomique (8 783 871 euros) (1 444 656 \$US).....	-	15 217 722	-	(51 032)	15 166 690	15 166 690	-	-	14 814 105
Organisation internationale du travail (10 953 675 francs suisses).....	-	15 105 558	-	-	15 105 558	12 365 703	2 739 855	-	13 737 438
Organisation des États américains (9 597 807 \$US).....	-	12 826 417	-	620 923	13 447 340	13 447 340	-	-	11 783 161
Cour pénale internationale (7 981 578 euros).....	-	11 837 078	-	25 305	11 862 383	11 862 383	-	-	10 971 864
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (4 895 241 \$US) (3 902 616 euros).....	-	11 772 852	-	130 271	11 903 123	11 903 123	-	-	11 355 929
Organisation mondiale du commerce (4 972 217 francs suisses).....	-	6 619 393	-	(207 089)	6 412 304	6 412 304	-	-	6 443 296
Secrétariat du Commonwealth (3 421 981 livres sterling)....	-	6 154 853	-	-	6 154 853	5 238 453	916 400	-	5 787 182
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1 897 559 \$US) (1 599 818 euros).....	-	4 739 442	-	25 589	4 765 031	4 765 031	-	-	4 469 709
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (3 313 229 \$US).....	-	4 469 117	-	278 664	4 747 781	4 747 781	-	-	4 154 456
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (1 958 463 euros).....	-	2 919 354	-	(353 837)	2 565 517	2 565 517	-	-	2 705 252
Organisation de l'aviation civile internationale.....	-	2 822 746	-	(341 787)	2 480 959	2 480 959	-	-	2 780 004
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 657 897 \$US).....	-	2 110 115	-	146 187	2 256 302	2 256 302	-	-	2 124 545
Centre international de Recherche sur le Cancer (903 841 euros).....	-	1 327 568	-	(38 427)	1 289 141	1 289 141	-	-	1 256 307
Agence internationale de l'énergie (877 588 euros).....	-	1 301 506	-	43 634	1 345 140	1 345 140	-	-	1 249 790
Fondation du Commonwealth (702 210 livres sterling).....	-	1 281 248	-	(146 302)	1 134 946	1 134 946	-	-	1 214 302
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (814 886 euros).....	-	1 224 442	-	(330 869)	893 573	893 573	-	-	1 039 174
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (643 563 livres sterling).....	-	1 156 690	-	(172 220)	984 470	984 470	-	-	1 087 594
Agence internationale de l'énergie renouvelable (665 047 \$US).....	-	855 465	-	(134 823)	720 642	720 642	-	-	788 606
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (569 245 euros).....	-	836 428	-	(11 866)	824 562	824 562	-	-	787 017
Tribunal international du droit de la mer (490 890 euros)....	-	720 044	-	(190 887)	529 157	529 157	-	-	659 708
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (72 781 \$US) (650 283 SGD).....	-	690 821	-	73 273	764 094	764 094	-	-	705 555
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (455 790 francs suisses).....	-	628 553	-	26 246	654 799	654 799	-	-	632 213

Paiement de transfert – suite

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Convention sur la diversité biologique (496 203 \$US).....	–	506 684	–	64 591	571 275	571 275	–	–	482 761
Organisation mondiale des douanes (362 880 euros).....	–	474 577	–	(71 581)	402 996	402 996	–	–	482 577
Autorité internationale des fonds marins (316 383 \$US).....	–	449 795	–	(59 169)	390 626	390 626	–	–	339 137
Organisation maritime internationale (234 949 livres sterling).....	–	432 841	–	(95 768)	337 073	337 073	–	–	342 134
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (280 302 \$US)	–	359 370	–	52 511	411 881	411 881	–	–	74 652
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (202 080 euros)	–	319 317	–	(34 867)	284 450	284 450	–	–	–
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (186 229 \$US).....	–	285 027	–	(62 151)	222 876	222 876	–	–	230 041
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (161 427 euros).....	–	239 403	–	(26 404)	212 999	212 999	–	–	250 000
La Convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (182 452 \$US)	–	232 043	–	(91 755)	140 288	140 288	–	–	116 988
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (177 147 \$US)	–	221 048	–	(12 767)	208 281	208 281	–	–	212 299
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (137 535 euros)	–	203 970	–	(2 456)	201 514	201 514	–	–	185 975
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (113 484 \$US)	–	189 467	–	(48 308)	141 159	141 159	–	–	136 344
Entente de Wassenaar (74 862 euros).....	–	96 578	–	(7 593)	88 985	88 985	–	–	92 815
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (21 364 075 CFA) (25 773 euros)	–	91 544	–	(14 899)	76 645	76 645	–	–	84 890
Cour permanente d'arbitrage (53 981 euros).....	–	80 057	–	13 982	94 039	94 039	–	–	77 512
Organisations internationales de produits de base (27 315 euros)	–	40 985	–	3 956	44 941	44 941	–	–	39 362
Commission internationale d'établissement des faits (11 581 francs suisses).....	–	15 970	–	(10 212)	5 758	5 758	–	–	2 341
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou pays donnés.....	–	481 183 537	–	186 166 289	667 349 826	667 349 826	–	–	649 133 696
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	–	456 850 000	370 000 000	30 957 737	857 807 737	857 807 737	–	–	675 882 545

Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens.....	–	246 418 296	–	21 529 217	267 947 513	266 738 795	1 208 718	–	215 453 513
Fonds canadien d'initiatives locales.....	–	46 176 682	–	(2 249 301)	43 927 381	43 927 381	–	–	24 622 342
Contributions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes.....	–	37 940 000	25 500 000	(15 773 130)	47 666 870	47 505 035	161 835	–	60 272 434
Contributions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix.....	–	35 900 000	7 400 000	33 866 820	77 166 820	77 066 820	100 000	–	65 306 988
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes.....	–	8 996 800	–	5 512 146	14 508 946	14 508 946	–	–	16 639 627
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie.....	–	8 300 000	–	–	8 300 000	8 300 000	–	–	8 899 867
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité.....	–	7 601 782	–	4 681 790	12 283 572	12 229 665	53 907	–	13 604 975
Contributions dans le domaine des relations avec les universités.....	–	6 112 627	–	2 649 856	8 762 483	8 736 448	26 035	–	6 407 240
Contributions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique.....	–	5 450 000	–	344 085	5 794 085	5 794 085	–	–	3 074 256
Programme canadien à l'innovation internationale.....	–	4 620 000	–	(660 500)	3 959 500	3 525 889	433 611	–	3 488 990
Contributions volontaires annuelles.....	–	3 450 000	–	–	3 450 000	3 450 000	–	–	3 449 498
Contributions à l'appui du Programme CanExport.....	–	2 975 000	–	5 287 248	8 262 248	8 262 248	–	–	7 332 169
(S) Volet nordique de la politique étrangère du Canada.....	–	–	–	10 773	10 773	10 773	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	663 411
Total – Contributions.....	–	1 942 131 679	409 737 717	272 323 031	2 624 192 427	2 562 014 497	62 177 930	–	2 277 931 673
Autres paiements de transfert									
(S) Paiements aux institutions financières internationales – Paiement directs (<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>).....	–	257 361 748	80 820 000	(614 754)	337 566 994	337 566 994	–	–	257 017 743
Total du ministère.....	–	5 163 075 418	1 799 679 267	(16 285 353)	6 946 469 332	6 750 387 122	196 082 210	–	5 848 864 249
Agence de développement économique du Pacifique Canada									
Subventions									
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest.....	–	2 990 452	–	–	2 990 452	–	2 990 452	–	–
Subventions pour le Programme de reconstruction durable des habitations de Lytton.....	–	–	2 509 692	–	2 509 692	–	2 509 692	–	–
Total – Subventions.....	–	2 990 452	2 509 692	–	5 500 144	–	5 500 144	–	–

Paiement de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions									
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest.....	–	160 955 314	58 795 883	–	219 751 197	111 576 829	108 174 368	–	66 308 834
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	50 643 424	40 515 000	–	91 158 424	72 533 305	18 625 119	–	83 726 319
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	–	10 488 454	–	–	10 488 454	9 736 132	752 322	–	6 133 274
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	–	975 000	–	–	975 000	893 750	81 250	–	568 750
Contributions destinées au Programme de relance des entreprises de Lytton	–	–	3 020 531	–	3 020 531	–	3 020 531	–	–
Total – Contributions	–	223 062 192	102 331 414	–	325 393 606	194 740 016	130 653 590	–	156 737 177
Total de l'organisme	–	226 052 644	104 841 106	–	330 893 750	194 740 016	136 153 734	–	156 737 177
Total du portefeuille ministériel.....	–	5 389 128 062	1 904 520 373	(16 285 353)	7 277 363 082	6 945 127 138	332 235 944	–	6 005 601 426

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Soutien à la présence du Canada à l'étranger			
Services immobiliers à l'étranger.....	4 300 000	3 121 244	2 971 468
Services internationaux de télécommunication.....	1 125 000	185 750	177 550
Services immobiliers à l'étranger (co-location).....	39 575 957	45 104 338	40 724 750
	45 000 957	48 411 332	43 873 768
Commerce et investissements			
Edu-Canada.....	1 000 000	58 600	21 750
Foires commerciales et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement.....	1 000 000	–	–
	2 000 000	58 600	21 750
Aide aux Canadiens à l'étranger			
Services consulaires spécialisés.....	2 400 000	1 394 136	1 257 548
Services immobiliers à l'étranger (co-location).....	–	7 280	1 824
	2 400 000	1 401 416	1 259 372
Services internes			
Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur.....	1 145 000	674 609	825 460
Total budgétaire.....	50 545 957	50 545 957	45 980 350
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Services internes			
Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger.....	7 462 565	7 462 565	7 070 585
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	50 545 957	50 545 957	45 980 350
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	7 462 565	7 462 565	7 070 585

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Dividendes de Corporation commerciale canadienne.....	1 000 000	–
Intérêt sur les prêts et avances faites aux employés affectés à l'étranger.....	119 049	93 087
Intérêt sur les prêts aux pays en développement.....	442 743	(16 295 758)
Intérêt sur les contributions remboursables inconditionnelles et les placements de portefeuille.....	5 483 480	–
Autres comptes		
Intérêt sur les comptes de banque des délégations.....	25 504	16 557
	7 070 776	(16 186 114)
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres subventions et contributions.....	2 010 067	1 519 302
Fonctionnement.....	8 382 883	7 375 435
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	1 037 522	1 590 578
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.....	17 962	3 225 249
	11 448 434	13 710 564
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Co-location.....	48 232 861	43 698 042
Services de nature réglementaire		
Droits consulaires spécialisés.....	1 396 112	1 261 108
Achat de passeport.....	51 029 868	18 492 907
	52 425 980	19 754 015
Services de nature non réglementaire		
Services divers.....	733 209	849 351
Services de télécommunications.....	185 750	177 550
	918 959	1 026 901
	101 577 800	64 478 958
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	2 108 358	1 621 845
Revenus divers		
Gains de change.....	334 361 253	30 427 226
Ventes de biens immobiliers.....	7 041 871	2 484 955
Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance.....	329 133	176 732

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres permis d'importation/exportation.....	2 933 107	3 059 613	Agence de développement économique du Pacifique		
Revenus de location.....	26 092 807	23 162 774	Canada		
Services rendus à Passeport Canada	4 447 464	4 447 464	Autres revenus		
Prêts et avances sur transferts	49 518 635	61 231 850	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Divers.....	997 940	225 962 ²	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 312 247	52 890
	425 722 210	125 216 576	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 930 996	–
Total du ministère.....	547 927 578	188 841 829		4 243 243	52 890
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)			Revenus divers		
Autres revenus			Intérêt sur contributions remboursables	60 767	1 481
Revenus de placements			Contributions remboursables	21 256 437	9 212 144
Prêts, placements et avances			Divers	753	–
Expansion du commerce d'exportation – Intérêt.....	823 350 500	613 669 061		21 317 957	9 213 625
Revenus divers			Total de l'organisme	25 561 200	9 266 515
Gain net de change	69 264 739	3 650 065	Sommaire du portefeuille ministériel		
Total de l'organisme	892 615 239	617 319 126	Autres revenus		
Commission mixte internationale (section canadienne)			Revenus de placements.....	830 421 276	597 482 947
Autres revenus			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	16 329 125	13 845 117
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Ventes de biens et de services.....	101 577 800	64 478 958
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	3 660	17 412	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 108 358	1 621 845
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	–	38 804	Revenus divers.....	516 304 945	138 080 266
	3 660	56 216	Total du portefeuille ministériel.....	1 466 741 504	815 509 133
Revenus divers.....	39	–			
Total de l'organisme	3 699	56 216			
Investir au Canada					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	386 863	25 447			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	246 925	–			
Total de l'organisme	633 788	25 447			

¹ Intérêt sauf indication contraire.² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 4

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

**Agence de développement économique du Canada
pour les régions du Québec**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	168
Sommaire du portefeuille ministériel	169
Détail budgétaire par affectation	170
Responsabilités essentielles	171
Paiements de transfert	172
Revenus	173

Description des responsabilités essentielles

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Développer l'économie du Québec

Soutenir la croissance économique du Québec, la création d'emplois et la prospérité économique à l'aide d'une croissance propre et inclusive; aider les petites et moyennes entreprises à croître par le commerce et l'innovation; bâtir sur les forces concurrentielles régionales.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	45 631 276	–	–	45 631 276				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	62 480	–	62 480				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	7 507	7 507				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	903 728	903 728				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 596 197	1 596 197				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	88 857	88 857				
	Total – Crédit 1.....	–	45 631 276	62 480	2 596 289	48 290 045	46 954 999	1 335 046	–	47 490 086
5	Subventions et contributions.....	–	534 878 113	–	–	534 878 113				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	126 580 111	–	126 580 111				
	Virement au crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(160 000)	(160 000)				
	Total – Crédit 5.....	–	534 878 113	126 580 111	(160 000)	661 298 224	491 563 144	169 735 080	–	391 136 515
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	5 662 207	–	(65 630)	5 596 577	5 596 577	–	–	5 211 129
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	4 754	–	–	35 045	39 799	–	4 754	35 045	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	4 754	586 171 596	126 642 591	2 405 704	715 224 645	544 114 720	171 074 880	35 045	443 837 730

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	48 273 361	46 954 999	1 318 362	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	16 684	–	16 684	–
	48 290 045	46 954 999	1 335 046	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	613 798 224	491 563 144	122 235 080	–
Affectations bloquées				
Report.....	47 500 000	–	47 500 000	–
	661 298 224	491 563 144	169 735 080	–
Montants législatifs.....	5 636 376	5 596 577	4 754	35 045
Total du portefeuille ministériel.....	715 224 645	544 114 720	171 074 880	35 045

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec												
Développer l'économie du Québec.....	29 615 195	28 010 461	–	–	661 298 224	491 563 144	–	–	690 913 419	519 573 605	–	–
Services internes.....	24 311 226	24 541 115	–	–	–	–	–	–	24 311 226	24 541 115	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	53 926 421	52 551 576	–	–	661 298 224	491 563 144	–	–	715 224 645	544 114 720	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec									
Subventions									
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	4 040 768	–	(3 958 619)	82 149	82 149	–	–	73 489
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	3 716 000	–	(3 716 000)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	–	7 756 768	–	(7 674 619)	82 149	82 149	–	–	73 489
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	256 033 055	43 490 934	(36 707 791)	262 816 198	212 828 931	49 987 267	–	250 967 431
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	237 661 115	83 089 177	44 595 263	365 345 555	245 597 742	119 747 813	–	100 625 256
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	33 427 175	–	(372 853)	33 054 322	33 054 322	–	–	39 470 339
Total – Contributions	–	527 121 345	126 580 111	7 514 619	661 216 075	491 480 995	169 735 080	–	391 063 026
Total du portefeuille ministériel.....	–	534 878 113	126 580 111	(160 000)	661 298 224	491 563 144	169 735 080	–	391 136 515

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Dépenses de fonctionnement	80 486	182 241
Subventions et contributions	2 213 832	1 429 830
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	147 976	1 262 588
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	–	331
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	990 003	–
	<u>3 432 297</u>	<u>2 874 990</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	35 045	4 754
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur contributions remboursables	226 510	4 855 034
Contributions remboursables	121 343 427	102 020 507
	<u>121 569 937</u>	<u>106 875 541</u>
Total du portefeuille ministériel.....	125 037 279	109 755 285

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 5

Comptes publics du Canada
2022-2023

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Commission canadienne du lait

Commission canadienne des grains

Financement agricole Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	176
Sommaire du portefeuille ministériel	178
Détail budgétaire par affectation	181
Responsabilités essentielles	182
Paiements de transfert	183
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	186
Revenus	186

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire**Risques du secteur**

Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit des outils pour atténuer les répercussions financières des risques indépendants de la volonté des producteurs qui menacent la viabilité de leur exploitation. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également avec le secteur pour s'assurer que des systèmes, des normes et des outils sont élaborés pour soutenir sa capacité à prévenir et à maîtriser les risques et à répondre aux demandes du marché.

Marchés nationaux et internationaux

Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit des programmes et des services et travaille en collaboration avec le secteur pour soutenir sa compétitivité au pays et à l'étranger. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également à accroître les possibilités pour le secteur d'exporter ses produits en maintenant et en élargissant l'accès aux marchés et en faisant avancer les intérêts agricoles à l'échelle internationale.

Science et innovation

Agriculture et Agroalimentaire Canada mène des recherches scientifiques, développe de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies et transfère les résultats au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également avec l'industrie et d'autres partenaires pour renforcer la capacité du secteur à développer et à adopter des pratiques, des produits et des procédés novateurs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne du lait

De permettre aux producteurs de lait et de crème dont l'entreprise est efficace d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de qualité.

Commission canadienne des grains

Réglementation des grains

La Commission canadienne des grains réglemente la manutention du grain au Canada, en plus d'établir et de faire respecter des normes de qualité fondées sur la science pour le grain canadien.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Financement agricole Canada

Financement agricole Canada appuie la vision du gouvernement fédéral pour la croissance et la prospérité soutenues dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	608 022 545	–	–	608 022 545				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	2 732 006	–	2 732 006				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	37 892 341	–	37 892 341				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	1 228 492	–	1 228 492				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments).....	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	157 802	157 802				
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	200 500	200 500				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 221 702	1 221 702				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	6 291 323	6 291 323				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	25 951 758	25 951 758				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(160 000)	(160 000)				
	crédit 5.....	–	–	–	(13 922 000)	(13 922 000)				
	crédit 10 (Ministère de l'Environnement).....	–	–	–	(350 000)	(350 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	608 022 545	41 852 839	19 416 085	669 291 469	652 042 372	17 249 097	–	629 882 264
5	Dépenses en capital.....	–	38 309 523	–	–	38 309 523				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	250 000	–	250 000				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	331 000	–	331 000				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	13 922 000	13 922 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	6 928 475	6 928 475				
	Total – Crédit 5.....	–	38 309 523	581 000	20 850 475	59 740 998	47 768 204	11 972 794	–	49 361 746
10	Subventions et contributions.....	–	582 506 527	–	–	582 506 527				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	46 552 506	–	46 552 506				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	110 991 546	–	110 991 546				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	8 500 000	–	8 500 000				
	Virement au crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique).....	–	–	–	(500 000)	(500 000)				
	Total – Crédit 10.....	–	582 506 527	166 044 052	(500 000)	748 050 579	711 409 346	36 641 233	–	681 734 044
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	68 881 237	1 724 254	(2 168 694)	68 436 797	68 436 797	–	–	66 003 385
(S)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	–	623 000 000	–	429 520 171	1 052 520 171	1 052 520 171	–	–	719 839 291
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	–	434 938 961	–	(103 191 416)	331 747 545	331 747 545	–	–	201 679 478

(S)	Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (Loi sur la protection du revenu agricole).....	–	48 221 419	–	(35 763 313)	12 458 106	12 458 106	–	–	30 072 112
(S)	Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (Loi sur la protection du revenu agricole).....	–	122 910 000	–	19 502 528	142 412 528	142 412 528	–	–	135 203 070
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (Loi sur la protection du revenu agricole).....	–	16 550 000	–	4 922 556	21 472 556	21 472 556	–	–	21 223 376
(S)	Subventions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production	–	–	–	708	708	708	–	–	–
(S)	Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (Loi sur la protection du revenu agricole).....	–	118 513 335	108 000 000	(176 940 334)	49 573 001	49 573 001	–	–	443 726 742
(S)	Paiements relatifs à la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (L.C. (1997), ch. C-34).....	–	109 000 000	–	(49 487 642)	59 512 358	59 512 358	–	–	30 726 946
(S)	Prêts garantis en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles.....	–	13 111 013	–	(13 570 944)	(459 931)	(459 931)	–	–	113 157
(S)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine.....	–	–	–	(6 862 924)	(6 862 924)	(6 862 924)	–	–	(13 040 554)
(S)	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices des produits agricoles (L.R.C. (1985), ch. F-4).....	600 000	100 000	–	(100 000)	600 000	–	–	600 000	–
(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (Loi sur les fonds renouvelables).....	9 884 276	1 209 418	–	(1 209 418)	9 884 276	(68 499)	–	9 952 775	423 721
(S)	Paiements de subvention pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(8 317)	(8 317)	(8 317)	–	–	(9 050)
(S)	Subventions à l'appui du programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux.....	–	–	–	(149)	(149)	(149)	–	–	(8 720)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 346 408	–	–	6 673 467	12 019 875	5 519 008	–	6 500 867	4 615 444
(S)	Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(1 249)	(1 249)	(1 249)	–	–	(5 883)
(S)	Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (Loi sur la protection du revenu agricole).....	–	468 000 000	–	(9 019 113)	458 980 887	458 980 887	–	–	460 265 904
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	27 312
	Total budgétaire.....	15 830 684	3 253 366 478	318 202 145	102 062 377	3 689 461 684	3 606 544 918	65 863 124	17 053 642	3 461 924 485
(S)	(L) Prêts aux termes de l'article 17 (1) de la Loi sur la protection du revenu agricole.....	–	–	–	(21 426 811)	(21 426 811)	(21 426 811)	–	–	(2 336 283)
	Total du ministère – Budgétaire.....	15 830 684	3 253 366 478	318 202 145	102 062 377	3 689 461 684	3 606 544 918	65 863 124	17 053 642	3 461 924 485
	Total du ministère – Non budgétaire.....	–	–	–	(21 426 811)	(21 426 811)	(21 426 811)	–	–	(2 336 283)
Commission canadienne du lait										
1	Dépenses du programme.....	–	4 153 333	–	–	4 153 333				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	269 669	269 669				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	123 269	123 269				
	Total – Crédit 1.....	–	4 153 333	–	392 938	4 546 271	4 543 733	2 538	–	4 291 407
(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16 tel que modifié par le projet de loi C-16 qui a reçu la sanction royale le 15 mai 2020. Limite 500 000 000 \$ (Net)	497 973 963	–	–	1	497 973 964	(2 026 036)	–	500 000 000	(48 153 504)
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	4 153 333	–	392 938	4 546 271	4 543 733	2 538	–	4 291 407
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	497 973 963	–	–	1	497 973 964	(2 026 036)	–	500 000 000	(48 153 504)

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Commission canadienne des grains									
1	Dépenses du programme	–	5 299 399	–	–	5 299 399				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	248 006	248 006				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	621 877	621 877				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	206 190	206 190				
	Total – Crédit 1	–	5 299 399	–	1 076 073	6 375 472	6 252 362	123 110	–	5 775 465
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	695 408	–	(35 396)	660 012	660 012	–	–	664 770
(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995)	146 429 804	7 215 143	–	(7 215 143)	146 429 804	16 142 697	–	130 287 107	9 554 400
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	32 663	32 663	32 663	–	–	51 479
	Total de l'organisme – Budgétaire	146 429 804	13 209 950	–	(6 141 803)	153 497 951	23 087 734	123 110	130 287 107	16 046 114
	Financement agricole Canada									
(S)	Loi sur Financement agricole Canada									
	(L) Paiements de capital en vertu de la Loi sur Financement agricole Canada, paragraphe 11(1). Limite 2 500 000 000 \$ (Net)	791 667 000	–	–	–	791 667 000	(250 000 000)	–	1 041 667 000	–
	(L) Prêts à la Société en vertu de la Loi sur Financement agricole Canada, paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	64 202 423 000	–	–	(3 173 687 000)	61 028 736 000	–	–	61 028 736 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	64 994 090 000	–	–	(3 173 687 000)	61 820 403 000	(250 000 000)	–	62 070 403 000	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	162 260 488	3 270 729 761	318 202 145	96 313 512	3 847 505 906	3 634 176 385	65 988 772	147 340 749	3 482 262 006
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	65 492 063 963	–	–	(3 195 113 810)	62 296 950 153	(273 452 847)	–	62 570 403 000	(50 489 787)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	719 463 073	701 119 820	18 343 253	–
Solutions innovatrices Canada	1 170 000	675 055	494 945	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	158 396	–	158 396	–
Revenus affectés aux dépenses	(51 500 000)	(49 752 503)	(1 747 497)	–
	669 291 469	652 042 372	17 249 097	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	59 740 998	47 768 204	11 972 794	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	745 320 579	711 009 346	34 311 233	–
Solutions innovatrices Canada	2 730 000	400 000	2 330 000	–
	748 050 579	711 409 346	36 641 233	–
Montants législatifs	2 212 378 638	2 195 324 996	–	17 053 642
	3 689 461 684	3 606 544 918	65 863 124	17 053 642
Commission canadienne du lait				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	4 543 733	4 543 733	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	2 538	–	2 538	–
	4 546 271	4 543 733	2 538	–
Commission canadienne des grains				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 369 473	6 252 362	117 111	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	5 999	–	5 999	–
	6 375 472	6 252 362	123 110	–
Montants législatifs	147 122 479	16 835 372	–	130 287 107
	153 497 951	23 087 734	123 110	130 287 107
Total du portefeuille ministériel	3 847 505 906	3 634 176 385	65 988 772	147 340 749

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire												
Risques du secteur	53 552 536	49 077 771	4 812 675	3 886 317	1 725 552 126	1 715 913 562	1 000 000	229 054	1 782 917 337	1 768 648 596	(21 426 811)	(21 426 811)
Marchés nationaux et internationaux	109 309 884	86 287 017	3 352 165	1 599 718	784 375 626	777 414 997	8 590 259	9 065 445	888 447 416	856 236 287	–	–
Science et innovation	416 951 927	409 515 707	46 964 158	37 845 514	360 068 117	339 426 077	23 000 000	22 040 189	800 984 202	764 747 109	–	–
Services internes	240 000 729	239 959 531	4 612 000	4 436 655	–	–	27 500 000	27 483 260	217 112 729	216 912 926	–	–
Total partiel	819 815 076	784 840 026	59 740 998	47 768 204	2 869 995 869	2 832 754 636	60 090 259	58 817 948	3 689 461 684	3 606 544 918	(21 426 811)	(21 426 811)
Revenus affectés aux dépenses	(60 090 259)	(58 817 948)	–	–	–	–	(60 090 259)	(58 817 948)	–	–	–	–
Total du ministère.....	759 724 817	726 022 078	59 740 998	47 768 204	2 869 995 869	2 832 754 636	–	–	3 689 461 684	3 606 544 918	(21 426 811)	(21 426 811)
Commission canadienne du lait	4 546 271	4 543 733	–	–	–	–	–	–	4 546 271	4 543 733	497 973 964	(2 026 036)
Commission canadienne des grains												
Réglementation des grains	137 706 610	44 685 409	–	–	–	–	37 466 792	43 935 135	100 239 818	750 274	–	–
Services internes	77 243 788	22 359 191	–	–	–	–	23 985 655	21 731	53 258 133	22 337 460	–	–
Total partiel	214 950 398	67 044 600	–	–	–	–	61 452 447	43 956 866	153 497 951	23 087 734	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(61 452 447)	(43 956 866)	–	–	–	–	(61 452 447)	(43 956 866)	–	–	–	–
Total de l'organisme	153 497 951	23 087 734	–	–	–	–	–	–	153 497 951	23 087 734	–	–
Financement agricole Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	61 820 403 000	(250 000 000)
Total du portefeuille ministériel.....	917 769 039	753 653 545	59 740 998	47 768 204	2 869 995 869	2 832 754 636	–	–	3 847 505 906	3 634 176 385	62 296 950 153	(273 452 847)

Paievements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire									
Subventions									
Subventions pour favoriser les investissements dans les initiatives de la politique alimentaire	–	8 785 440	–	37 251	8 822 691	8 822 691	–	–	10 379 468
Défi de réduction du gaspillage alimentaire.....	–	7 400 000	–	–	7 400 000	7 399 996	4	–	2 200 000
Subventions à l'appui du programme de collaboration internationale.....	–	3 143 000	–	4 600 000	7 743 000	7 626 707	116 293	–	4 549 605
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	2 730 000	–	–	2 730 000	400 000	2 330 000	–	3 484 640
Subventions pour le renforcement des capacités pour les Solutions agricoles pour le climat.....	–	1 000 000	–	–	1 000 000	638 233	361 767	–	984 349
Paievements de subvention pour le programme des initiatives Agri-risques.....	–	300 000	–	300 000	600 000	494 376	105 624	–	505 853
Subventions à l'appui de l'industrie vinicole canadienne.....	–	–	79 553 849	–	79 553 849	79 553 839	10	–	–
(S) Paievements de subventions pour le Programme de paievements directs pour les producteurs laitiers (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	–	468 000 000	–	(9 019 113)	458 980 887	458 980 887	–	–	460 265 904
(S) Paievements de subvention pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	–	122 910 000	–	19 502 528	142 412 528	142 412 528	–	–	135 203 070
(S) Paievements de subvention pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	–	48 221 419	–	(35 763 313)	12 458 106	12 458 106	–	–	30 072 112
(S) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	600 000	100 000	–	(100 000)	600 000	–	–	600 000	–
(S) Paievements de subvention pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(8 317)	(8 317)	(8 317)	–	–	(9 050)
(S) Subventions à l'appui du programme de paievements relatifs aux céréales et oléagineux	–	–	–	(149)	(149)	(149)	–	–	(8 720)
(S) Subventions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production..	–	–	–	708	708	708	–	–	–
Total – Subventions	600 000	662 589 859	79 553 849	(20 450 405)	722 293 303	718 779 605	2 913 698	600 000	647 627 231
Contributions									
Contributions à l'appui des programmes à coûts partagés exécutés par les provinces et les territoires dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	206 480 000	22 593 993	(1 139 857)	227 934 136	217 923 524	10 010 612	–	217 052 541
Contributions à l'appui du volet Mesures à la ferme pour le climat du programme Solutions agricoles pour le climat	–	87 390 000	12 957 500	–	100 347 500	96 124 452	4 223 048	–	69 550
Paievements de contribution à l'appui du Programme à la ferme pour la volaille et les œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	–	80 000 000	–	(6 525 485)	73 474 515	73 474 515	–	–	38 418 573
Contributions à l'appui des investissements dans le secteur laitier...	–	–	–	12 580 574	12 580 574	12 335 138	245 436	–	–
Contributions à l'appui du programme Agri-science dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	–	33 565 162	1 491 932	1 435 890	36 492 984	34 905 836	1 587 148	–	44 344 588

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'appui du programme des technologies propres en agriculture	–	29 816 071	33 000 000	(1 610 000)	61 206 071	57 999 125	3 206 946	–	14 056 191
Contributions à l'appui du programme Agri-innovier dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	–	21 700 000	–	(3 980 525)	17 719 475	11 205 339	6 514 136	–	23 765 735
Contributions à l'appui du programme Agri-marketing dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	19 840 000	8 231 639	(5 683 668)	22 387 971	20 205 293	2 182 678	–	16 418 848
Paiements de contribution à l'appui du Fonds d'investissement dans la transformation des produits sous gestion de l'offre dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre.....	–	19 500 000	–	–	19 500 000	19 500 000	–	–	–
Contributions à l'appui du programme canadien des priorités stratégiques de l'agriculture	–	13 331 000	–	(1 417 326)	11 913 674	11 879 224	34 450	–	30 283 775
Contributions à l'appui du programme Agri-assurance dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	11 780 000	4 715 139	(2 715 001)	13 780 138	13 473 420	306 718	–	10 082 302
Contributions pour le programme des initiatives Agri-risques.....	–	8 300 000	–	(800 000)	7 500 000	5 955 444	1 544 556	–	5 670 725
Paiements de contribution à l'appui du Programme de développement des marchés de la volaille et des œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre.....	–	7 000 000	–	(1 000 000)	6 000 000	6 000 000	–	–	3 500 000
Contributions à l'appui du programme Agri-compétitivité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	6 674 780	–	(205 089)	6 469 691	6 408 230	61 461	–	3 875 046
Contributions pour soutenir les Solutions agricoles pour le climat	–	6 250 000	–	–	6 250 000	6 250 000	–	–	–
Stratégie emploi et compétences jeunesse	–	3 324 714	–	–	3 324 714	3 017 812	306 902	–	21 288 911
Contributions pour favoriser les investissements dans les initiatives de la politique alimentaire	–	1 696 360	–	3 095 632	4 791 992	4 788 549	3 443	–	140 331 883
Contributions à l'appui de l'Initiative des laboratoires vivants	–	1 500 000	–	900 000	2 400 000	2 399 999	1	–	2 399 999
Contributions à l'appui du programme Agri-diversité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture.....	–	1 000 000	–	57 035	1 057 035	1 057 035	–	–	999 888
Paiements de contribution pour le programme de préparation de l'industrie à la peste porcine africaine.....	–	–	3 500 000	–	3 500 000	–	3 500 000	–	–
Contributions à l'appui de l'Initiative sur les systèmes agricoles et alimentaires autochtones.....	–	–	–	1 570 569	1 570 569	1 570 569	–	–	–
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	–	623 000 000	–	429 520 171	1 052 520 171	1 052 520 171	–	–	719 839 291
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	–	434 938 961	–	(103 191 416)	331 747 545	331 747 545	–	–	201 679 478
(S) Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....	–	118 513 335	108 000 000	(176 940 334)	49 573 001	49 573 001	–	–	443 726 742

(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34)	-	109 000 000	-	(49 487 642)	59 512 358	59 512 358	-	-	30 726 946
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	-	16 550 000	-	4 922 556	21 472 556	21 472 556	-	-	21 223 376
(S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	-	13 111 013	-	(13 570 944)	(459 931)	(459 931)	-	-	113 157
(S) Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	-	-	-	(1 249)	(1 249)	(1 249)	-	-	-
(S) Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	-	-	-	(6 862 924)	(6 862 924)	(6 862 924)	-	-	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	74 025 137
Total – Contributions	-	1 874 261 396	194 490 203	78 950 967	2 147 702 566	2 113 975 031	33 727 535	-	2 063 892 682
Total du portefeuille ministériel	600 000	2 536 851 255	274 044 052	58 500 562	2 869 995 869	2 832 754 636	36 641 233	600 000	2 711 519 913

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Risques du secteur	1 000 000	229 054	276 874
Marchés nationaux et internationaux	8 590 259	9 065 445	8 312 190
Science et innovation	23 000 000	22 040 189	16 620 990
Services internes	27 500 000	27 483 260	23 734 238
Total budgétaire.....	60 090 259	58 817 948	48 944 292
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensés)			
Risques du secteur	–	21 426 811	2 336 283
Total du ministère – Budgétaire	60 090 259	58 817 948	48 944 292
Total du ministère – Non budgétaire.....	–	21 426 811	2 336 283
Commission canadienne des grains			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementation des grains	37 466 792	43 935 135	50 339 037
Services internes	23 985 655	21 731	18 686
Total de l'organisme – Budgétaire.....	61 452 447	43 956 866	50 357 723
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	121 542 706	102 774 814	99 302 015
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	21 426 811	2 336 283

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Financement agricole Canada – Dividendes	470 500 000	560 100 000
Commission canadienne du lait	232 078	111 539
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc.....	1 208 076	576 930
	471 940 154	560 788 469
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 589 503	10 038 552
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	30 384 937	10 433 552
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	8 116	15 101
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	2 198	382 157
	42 984 754	20 869 362
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges.....	5 669 061	6 232 488
Location et utilisation de biens publics	1 907 095	1 692 103
Services de nature réglementaire.....	8 928 406	8 131 636
Services de nature non réglementaire.....	21 830 519	16 886 917
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères		
Services de gestion des ressources humaines	6 215 852	5 254 880
Services de gestion financière	15 886 558	13 659 383
Services de gestion de l'information.....	1 553 452	1 492 493
Services de technologie de l'information.....	1 157 131	1 027 712
Services des biens immobiliers	2 637 846	2 274 083
Divers	569 444	732 572
	28 020 283	24 441 123
	66 355 364	57 384 267
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	6 673 467	5 365 061

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Sommaire du portefeuille ministériel		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers.....	670 685	1 073 945	Autres revenus		
Intérêts et pénalités			Revenus de placements.....	471 940 154	560 788 469
Intérêts sur débiteurs en souffrance.....	18 736 784	13 599 451	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	42 995 846	20 910 698
Divers.....	20 768 446	19 246 106	Ventes de biens et de services.....	113 832 241	102 806 390
	40 175 915	33 919 502	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	6 706 130	5 416 540
Total du ministère.....	628 129 654	678 326 661	Revenus divers.....	40 233 890	33 938 987
Commission canadienne du lait			Total du portefeuille ministériel.....	675 708 261	723 861 084
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	7 852	24 860			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	470	–			
Total de l'organisme.....	8 322	24 860			
Commission canadienne des grains					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	2 770	16 476			
Ventes de biens et de services					
Services de nature réglementaire					
Services de nature réglementaire.....	45 680 613	43 787 065			
Revenus reportés.....	1 875 807	1 873 606			
	47 556 420	45 660 671			
Services de nature non réglementaire.....	1 818 300	1 621 579			
Autres frais et droits					
Revenus reportés.....	(1 897 843)	(1 860 127)			
	47 476 877	45 422 123			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	32 663	51 479			
Revenus divers					
Intérêts et pénalités					
Intérêt sur débiteurs en souffrance.....	55 663	7 549			
Gain net de change					
Gain sur réévaluation de change.....	2 312	11 936			
	57 975	19 485			
Total de l'organisme.....	47 570 285	45 509 563			

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 6

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Anciens Combattants

Ministère des Anciens Combattants

**Tribunal des anciens combattants
(révision et appel)**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	190
Sommaire du portefeuille ministériel	191
Détail budgétaire par affectation	193
Responsabilités essentielles	194
Paievements de transfert	195
Revenus	197

Description des responsabilités essentielles**Ministère des Anciens Combattants****Avantages, services et soutien**

Assurer les soins de santé et le bien-être des vétérans, des personnes à charge ou des conjoints survivants par un éventail de services et d'avantages sociaux, la recherche, les partenariats et la défense de leurs intérêts.

Commémoration

Rendre hommage aux sacrifices et aux réalisations de ceux et celles qui ont participé aux efforts militaires du Canada.

Ombudsman des vétérans

Examiner de façon indépendante et impartiale les plaintes et les problèmes liés aux programmes et aux services offerts par le portefeuille d'Anciens Combattants et respecter la Déclaration des droits des anciens combattants.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)**Appels**

Fournir un programme de révision et d'appel indépendant pour les décisions rendues par Anciens Combattants Canada à l'égard des prestations d'invalidité; assurer que les vétérans, les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada et leur famille reçoivent les prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la loi pour des invalidités liées au service.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Anciens Combattants									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 248 089 396	–	–	1 248 089 396				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	62 894 446	–	62 894 446				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	1 410 999	–	1 410 999				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	98 847	98 847				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 550 522	3 550 522				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	17 007 167	17 007 167				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	(60 000)	(60 000)				
	crédit 5.....	–	–	–	(44 656 000)	(44 656 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	1 248 089 396	64 305 445	(24 059 464)	1 288 335 377	1 202 411 160	85 924 217	–	1 169 151 251
5	Subventions et contributions.....	–	4 220 894 997	–	–	4 220 894 997				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	2 000 000	–	2 000 000				
5c	Subventions et contributions.....	–	–	96 016 000	–	96 016 000				
	Virement du crédit 1.....	–	–	–	44 656 000	44 656 000				
	Total – Crédit 5.....	–	4 220 894 997	98 016 000	44 656 000	4 363 566 997	4 177 856 503	185 710 494	–	4 194 785 237
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	38 186 572	13 271 372	(9 488 855)	41 969 089	41 969 089	–	–	42 316 312
(S)	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>).....	–	175 000	–	(175 000)	–	–	–	–	–
(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour au pays</i>).....	–	10 000	–	(9 901)	99	99	–	–	607
(S)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4).....	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	–
(S)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4).....	–	2 000	–	(2 000)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	9 682	–	–	5 656	15 338	15 338	–	–	36 420

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	-	-	-	9	9	9	-	-
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	11 269
	Total budgétaire	9 682	5 507 460 465	175 592 817	10 916 345	5 693 979 309	5 422 344 598	271 634 711	- 5 406 391 796
(S)	(L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 605 000 000 \$ (Net)	605 000 000	-	-	-	605 000 000	-	-	605 000 000
	Total du ministère – Budgétaire	9 682	5 507 460 465	175 592 817	10 916 345	5 693 979 309	5 422 344 598	271 634 711	- 5 406 391 796
	Total du ministère – Non budgétaire	605 000 000	-	-	-	605 000 000	-	-	605 000 000
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)								
1	Dépenses du programme	-	9 906 136	-	-	9 906 136			
1c	Dépenses du programme	-	-	2 524 732	-	2 524 732			
	Virement du :								
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	895 673	895 673			
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	439 153	439 153			
	Total – Crédit 1	-	9 906 136	2 524 732	1 334 826	13 765 694	12 153 646	1 612 048	- 9 811 517
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	1 350 518	448 338	(332 321)	1 466 535	1 466 535	-	1 292 444
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	11 256 654	2 973 070	1 002 505	15 232 229	13 620 181	1 612 048	- 11 103 961
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	9 682	5 518 717 119	178 565 887	11 918 850	5 709 211 538	5 435 964 779	273 246 759	- 5 417 495 757
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	605 000 000	-	-	-	605 000 000	-	-	605 000 000

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Anciens Combattants				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	393 289 935	380 563 033	12 726 902	–
Autres services de santé achetés.....	793 740 000	740 013 486	53 726 514	–
L'Hôpital Sainte-Anne.....	1 045 707	17 500	1 028 207	–
Initiatives publicitaires.....	4 150 000	4 049 473	100 527	–
Services de soutien des anciens combattants.....	96 021 334	77 767 668	18 253 666	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	88 401	–	88 401	–
	1 288 335 377	1 202 411 160	85 924 217	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	4 363 566 997	4 177 856 503	185 710 494	–
Montants législatifs.....				
	42 076 935	42 076 935	–	–
	5 693 979 309	5 422 344 598	271 634 711	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	13 765 694	12 153 646	1 612 048	–
Montants législatifs.....	1 466 535	1 466 535	–	–
	15 232 229	13 620 181	1 612 048	–
Total du portefeuille ministériel.....	5 709 211 538	5 435 964 779	273 246 759	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Anciens Combattants												
Avantages, services et soutien	1 166 901 726	1 085 538 105	–	–	4 336 685 096	4 152 070 832	–	–	5 503 586 822	5 237 608 937	605 000 000	–
Commémoration	26 774 302	23 841 691	–	–	26 882 000	25 785 770	–	–	53 656 302	49 627 461	–	–
Ombudsman des vétérans	4 496 329	4 427 448	–	–	–	–	–	–	4 496 329	4 427 448	–	–
Services internes	132 239 856	130 680 752	–	–	–	–	–	–	132 239 856	130 680 752	–	–
Total du ministère.....	1 330 412 213	1 244 487 996	–	–	4 363 567 096	4 177 856 602	–	–	5 693 979 309	5 422 344 598	605 000 000	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)												
Appels	15 232 229	13 620 181	–	–	–	–	–	–	15 232 229	13 620 181	–	–
Total de l'organisme	15 232 229	13 620 181	–	–	–	–	–	–	15 232 229	13 620 181	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	1 345 644 442	1 258 108 177	–	–	4 363 567 096	4 177 856 602	–	–	5 709 211 538	5 435 964 779	605 000 000	–

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants									
Subventions									
Indemnité pour souffrance et douleur	-	1 313 254 000	63 784 000	129 119 000	1 506 157 000	1 387 239 972	118 917 028	-	1 543 024 533
Prestation de remplacement du revenu	-	1 123 491 000	-	(9 864 000)	1 113 627 000	1 085 507 075	28 119 925	-	962 850 512
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> , indemnités pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve....	-	1 091 706 000	-	(45 134 000)	1 046 572 000	1 020 948 285	25 623 715	-	1 064 578 587
Entretien ménager et entretien du terrain	-	299 656 000	-	(20 700 000)	278 956 000	276 831 568	2 124 432	-	270 659 880
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	-	202 779 000	25 181 000	-	227 960 000	224 640 132	3 319 868	-	180 304 714
Allocation pour études et formation	-	31 412 000	533 000	-	31 945 000	30 450 001	1 494 999	-	25 783 601
Allocation de reconnaissance pour aidant.....	-	17 444 000	-	(118 000)	17 326 000	16 108 480	1 217 520	-	13 129 980
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth.....	-	11 900 000	-	(500 000)	11 400 000	10 943 100	456 900	-	11 559 285
Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et leur famille	-	7 000 000	-	(1 591 706)	5 408 294	5 408 294	-	-	6 045 770
Fonds du Souvenir	-	6 440 000	-	(38 000)	6 402 000	5 837 533	564 467	-	5 752 470
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	-	5 000 000	1 500 000	-	6 500 000	6 465 846	34 154	-	7 737 018
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	-	3 161 000	-	(80 000)	3 081 000	2 985 335	95 665	-	3 271 543
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes.....	-	2 809 000	-	(411 000)	2 398 000	2 349 434	48 566	-	2 010 259
Subvention pour le Programme de financement de la recherche.....	-	2 000 000	-	(1 800 000)	200 000	200 000	-	-	-
Indemnité pour blessure grave.....	-	1 400 000	400 000	-	1 800 000	1 032 081	767 919	-	1 082 191
Subvention pour partenariats de commémoration.....	-	1 200 000	4 000 000	(463 131)	4 736 869	4 716 420	20 449	-	714 620
Fonds d'urgence pour les vétérans	-	1 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 530 885	469 115	-	1 309 524
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés.....	-	978 000	-	-	978 000	832 585	145 415	-	743 322
Paielements effectués en vertu du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation	-	975 000	-	-	975 000	498 818	476 182	-	531 834
Indemnités et allocations d'invalidité.....	-	888 000	618 000	-	1 506 000	1 167 518	338 482	-	1 741 075
Paielement de prestation de retraite supplémentaire.....	-	764 000	-	-	764 000	548 343	215 657	-	1 374 892
Allocation de traitement	-	625 000	-	-	625 000	120 229	504 771	-	207 197
Aide accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours.....	-	420 000	-	-	420 000	47 274	372 726	-	67 632
Allocation de sécurité du revenu de retraite.....	-	100 000	-	-	100 000	-	100 000	-	15 768
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	-	70 000	-	-	70 000	20 961	49 039	-	21 195
Aide aux anciens combattants canadiens – District d'outre-mer	-	35 000	-	(8 000)	27 000	16 651	10 349	-	20 141

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni	–	5 000	–	(5 000)	–	–	–	–	–
Paiements de prestations pour bravoure	–	4 500	–	–	4 500	1 272	3 228	–	1 710
(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	–	175 000	–	(175 000)	–	–	–	–	–
(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour au pays</i>).....	–	10 000	–	(9 901)	99	99	–	–	607
(S) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4)	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	–
(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4)....	–	2 000	–	(2 000)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	–	4 126 713 500	96 016 000	49 209 262	4 271 938 762	4 086 448 191	185 490 571	–	4 104 539 860
Contributions									
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux.....	–	77 740 000	–	(9 205 000)	68 535 000	68 512 291	22 709	–	69 701 335
Centre d'excellence sur le trouble de stress post-traumatique et les états de santé mentale connexes.....	–	9 200 000	–	–	9 200 000	9 008 161	191 839	–	8 918 164
Contribution pour le Programme de financement de la recherche....	–	5 028 497	–	2 000 000	7 028 497	7 028 497	–	–	6 806 984
Contributions, en vertu du Programme de partenariat pour la commémoration, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs.....	–	1 410 000	2 000 000	863 131	4 273 131	4 267 756	5 375	–	2 865 271
Contributions pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille.....	–	1 000 000	–	1 591 706	2 591 706	2 591 706	–	–	1 954 230
Total – Contributions	–	94 378 497	2 000 000	(4 750 163)	91 628 334	91 408 411	219 923	–	90 245 984
Total du portefeuille ministériel.....	–	4 221 091 997	98 016 000	44 459 099	4 363 567 096	4 177 856 602	185 710 494	–	4 194 785 844

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Allocations aux anciens combattants	34 464	932 305
Pensions	5 943 255	8 132 646
Autres subventions et contributions	19 013 604	18 521 892
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	7 174 939	5 460 476
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	682 076	8 224 787
	<u>32 848 338</u>	<u>41 272 106</u>
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Autres services aux malades hospitalisés	–	25 970
Autres frais et droits	25	–
	<u>25</u>	<u>25 970</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 656	14 102
Revenus divers		
Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers	190 026	236 784
Gain net de change	757	–
Divers	44 873	35 910
	<u>235 656</u>	<u>272 694</u>
Total du ministère.....	<u>33 089 675</u>	<u>41 584 872</u>
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	56 922	29 626
Total de l'organisme	<u>56 922</u>	<u>29 626</u>
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	32 905 260	41 301 732
Ventes de biens et de services	25	25 970
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 656	14 102
Revenus divers	235 656	272 694
Total du portefeuille ministériel.....	<u>33 146 597</u>	<u>41 614 498</u>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Bureau du secrétaire du gouverneur général

**Bureau du secrétaire du gouverneur
général**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	200
Sommaire du portefeuille ministériel	201
Détail budgétaire par affectation	202
Responsabilités essentielles	203
Paiements de transfert	204
Revenus	205

Description des responsabilités essentielles**Bureau du secrétaire du gouverneur général****Soutien du gouverneur général**

Le Bureau du secrétaire du gouverneur général offre un appui et des conseils au gouverneur général du Canada dans son rôle unique de représentant du Roi au Canada ainsi que de commandant en chef. Le Bureau aide le gouverneur général à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, à représenter le Canada à l'échelle internationale, et à encourager l'excellence et les réalisations par le biais de l'administration du Régime canadien de distinctions honorifiques et de la concession d'emblèmes héraldiques. Le Bureau aide également le gouverneur général à rapprocher les Canadiens. Il gère des programmes de visites guidées et d'interprétation aux deux résidences officielles du gouverneur général et supervise les activités quotidiennes de ces résidences. Le Bureau fournit aussi un soutien aux anciens gouverneurs généraux.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau du secrétaire du gouverneur général									
1	Dépenses du programme	–	20 510 231	–	–	20 510 231				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 000	2 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	651 576	651 576				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	880 265	880 265				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	312 851	312 851				
	Total – Crédit 1	–	20 510 231	–	1 846 692	22 356 923	21 519 650	837 273	–	20 578 952
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	2 201 856	–	182 173	2 384 029	2 384 029	–	–	2 122 183
(S)	Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9).....	–	341 776	–	2 699	344 475	344 475	–	–	227 785
(S)	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	934 389	–	21 862	956 251	956 251	–	–	924 909
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	35 605	–	–	–	35 605	35 605	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	35 605	23 988 252	–	2 053 426	26 077 283	25 240 010	837 273	–	23 853 829

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du secrétaire du gouverneur général				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	22 301 805	21 519 650	782 155	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	55 118	–	55 118	–
	22 356 923	21 519 650	837 273	–
Montants législatifs.....	3 720 360	3 720 360	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	26 077 283	25 240 010	837 273	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du secrétaire du gouverneur général												
Soutien du gouverneur général	15 993 983	15 480 887	–	–	956 251	956 251	–	–	16 950 234	16 437 138	–	–
Services internes.....	9 127 049	8 802 872	–	–	–	–	–	–	9 127 049	8 802 872	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	25 121 032	24 283 759	–	–	956 251	956 251	–	–	26 077 283	25 240 010	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employés au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du secrétaire du gouverneur général									
Subventions									
(S) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	934 389	–	21 862	956 251	956 251	–	–	924 909
Total du portefeuille ministériel.....	–	934 389	–	21 862	956 251	956 251	–	–	924 909

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du secrétaire du gouverneur général		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	24 598	37 287
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	–	119 966
	24 598	157 253
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	35 605
Revenus divers	36 540	15 225
Total du portefeuille ministériel.....	61 138	208 083

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 8

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Conseil du Trésor

Secrétariat du Conseil du Trésor

École de la fonction publique du Canada

Commissariat au lobbying

**Commissariat à l'intégrité du secteur
public**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	208
Sommaire du portefeuille ministériel	210
Détail budgétaire par affectation	214
Responsabilités essentielles	216
Paiements de transfert	217
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	218
Revenus	218

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Secrétariat du Conseil du Trésor**Surveillance des dépenses**

Revoir les propositions et les autorisations de dépenses; revoir les programmes gouvernementaux actuels et proposés quant à l'efficacité, l'efficacités et la pertinence; informer le Parlement et les Canadiens sur les dépenses du gouvernement.

Employeur

Élaborer des politiques et établir l'orientation stratégique sur la gestion des personnes dans la fonction publique; gérer la rémunération totale (comprenant les pensions et les avantages sociaux) et les relations de travail; entreprendre des projets d'amélioration du rendement à l'appui des objectifs de recrutement et de maintien en poste des employés.

Leadership administratif

Diriger des initiatives pangouvernementales; élaborer des politiques et établir l'orientation stratégique de l'administration publique sur la prestation de services et l'accès à l'information gouvernementale, et sur la gestion des actifs, des finances, de l'information et de la technologie.

Surveillance réglementaire

Élaborer et surveiller les politiques afin de promouvoir de bonnes pratiques réglementaires, revoir les projets de règlement afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences des politiques du gouvernement, et favoriser la coopération en matière de réglementation entre les différentes sphères de compétences.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

École de la fonction publique du Canada**Apprentissage commun dans la fonction publique**

L'École de la fonction publique du Canada fournit un apprentissage commun à tous les employés de la fonction publique centrale afin qu'ils servent la population canadienne avec excellence.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat au lobbying

Règlementation du lobbying

L'objet de la *Loi sur le lobbying* et du Code de déontologie des lobbyistes est de prévoir un régime de lobbying transparent et éthique auprès des titulaires d'une charge publique. Ce régime contribue à la confiance du public dans l'intégrité de la prise de décisions des titulaires d'une charge publique. Le mandat du Commissaire au lobbying est de créer et gérer le Registre des lobbyistes, d'assurer la conformité à la Loi et au Code et d'élaborer et mettre en œuvre des programmes d'éducation pour faire connaître la Loi et le Code.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public

Le Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada (Le Commissariat) améliore la surveillance de la gestion des activités du gouvernement en fournissant aux fonctionnaires et au grand public un processus pour recevoir et enquêter les divulgations d'actes répréhensibles au sein du secteur public fédéral. Il dépose des rapports sur les cas avérés au Parlement, ainsi que formule des recommandations de mesures correctives aux administrateurs généraux. Le Commissariat fournit également aux fonctionnaires et aux anciens fonctionnaires un mécanisme visant à traiter les plaintes de représailles. Il enquête et peut renvoyer des cas au Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor										
1	Dépenses du programme	–	320 060 709	–	–	320 060 709				
1b	Dépenses du programme	–	–	36 222 157	–	36 222 157				
1c	Dépenses du programme	–	–	1 860 409	–	1 860 409				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	–	–	–	30 000	30 000				
	crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	–	–	–	120 000	120 000				
	crédit 1 (Commission canadienne de sûreté nucléaire)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Service correctionnel du Canada)	–	–	–	20 000	20 000				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	20 000	20 000				
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	30 000	30 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	30 000	30 000				
	crédit 1 (Ministère des Finances)	–	–	–	18 056	18 056				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	20 000	20 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	30 000	30 000				
	crédit 1 (Ministère de la Justice)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	40 000	40 000				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	30 000	30 000				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	1 127 672	1 127 672				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	20 000	20 000				
	crédit 1 (Conseil national de recherches Canada)	–	–	–	235 000	235 000				
	crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	–	–	–	15 000	15 000				
	crédit 1 (Bureau du Conseil privé)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	20 000	20 000				
	crédit 1 (Commission de la fonction publique)	–	–	–	10 000	10 000				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	5 000	5 000				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	1 404 719	1 404 719				
	crédit 10	–	–	–	7 923 284	7 923 284				
	crédit 15	–	–	–	11 803 496	11 803 496				
	crédit 25	–	–	–	11 875 792	11 875 792				
	crédit 30	–	–	–	3 762 306	3 762 306				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	–	–	–	(40 000)	(40 000)				
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(419 000)	(419 000)				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	(246 955)	(246 955)				

	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	-	-	-	(510 000)	(510 000)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	-	-	-	(1 394 298)	(1 394 298)				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	-	-	-	(511 064)	(511 064)				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada)	-	-	-	(1 669 400)	(1 669 400)				
	crédit 1 (Agence Parcs Canada)	-	-	-	(550 000)	(550 000)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	-	-	-	(400 000)	(400 000)				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	-	-	-	(150 000)	(150 000)				
	crédit 5 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	-	-	-	(300 000)	(300 000)				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	-	-	-	(214 673)	(214 673)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	-	-	-	(127 930)	(127 930)				
	crédit 20	-	-	-	(159 851)	(159 851)				
	Total – Crédit 1	-	320 060 709	38 082 566	31 977 154	390 120 429		362 302 218	27 818 211	- 303 665 675
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	-	750 000 000	-	-	750 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	-	-	-	(58 540 898)	(58 540 898)				
	Total – Crédit 5	-	750 000 000	-	(58 540 898)	691 459 102		- 691 459 102	-	-
10	Initiatives pangouvernementales	-	152 305 896	-	-	152 305 896				
10b	Initiatives pangouvernementales	-	-	1 200 000	-	1 200 000				
10c	Initiatives pangouvernementales	-	-	9 265 000	-	9 265 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	-	-	-	(30 578 733)	(30 578 733)				
	Total – Crédit 10	-	152 305 896	10 465 000	(30 578 733)	132 192 163		- 132 192 163	-	-
15b	Rajustements à la rémunération	-	-	385 380 126	-	385 380 126				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	-	-	-	(385 380 126)	(385 380 126)				
	Total – Crédit 15	-	-	385 380 126	(385 380 126)	-		-	-	-
20	Assurances de la fonction publique	-	3 195 856 257	-	-	3 195 856 257				
20b	Assurances de la fonction publique	-	-	536 506 604	-	536 506 604				
	Virement du :									
	crédit 1	-	-	-	159 851	159 851				
	crédit 5	-	-	-	39 305 780	39 305 780				
	Total – Crédit 20	-	3 195 856 257	536 506 604	39 465 631	3 771 828 492		3 759 894 377	11 934 115	- 2 923 781 288
25	Report du budget de fonctionnement	-	2 100 000 000	-	-	2 100 000 000				
25b	Report du budget de fonctionnement	-	-	415 000 000	-	415 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	-	-	-	(2 512 030 520)	(2 512 030 520)				
	Total – Crédit 25	-	2 100 000 000	415 000 000	(2 512 030 520)	2 969 480		- 2 969 480	-	-
30	Besoins en matière de rémunération	-	600 000 000	-	-	600 000 000				
30c	Besoins en matière de rémunération	-	-	140 000 000	-	140 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	-	-	-	(270 580 942)	(270 580 942)				
	Total – Crédit 30	-	600 000 000	140 000 000	(270 580 942)	469 419 058		- 469 419 058	-	-

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
35	Report du budget des dépenses en capital	–	700 000 000	–	–	700 000 000				
	Virements à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(697 134 159)	(697 134 159)				
	Total – Crédit 35	–	700 000 000	–	(697 134 159)	2 865 841	–	2 865 841	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	35 340 344	1 837 745	2 722 486	39 900 575	39 900 575	–	–	35 390 017
(S)	Présidente du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33)	–	–	–	1 430	1 430	1 430	–	–	1 458
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	14 843	14 843	–	–	14 843	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	7 805 001 167
	Total du secrétariat – Budgétaire.....	–	7 853 655 706	1 527 272 041	(3 880 063 934)	5 500 863 813	4 162 191 000	1 338 657 970	14 843	11 067 930 305
École de la fonction publique du Canada										
1	Dépenses du programme	–	62 991 464	–	–	62 991 464				
	Virement du :									
	crédit 1 (Conseil des Arts du Canada).....	–	–	–	66 700	66 700				
	crédit 1 (Commission canadienne du tourisme)	–	–	–	29 440	29 440				
	crédit 1 (Investir au Canada).....	–	–	–	16 100	16 100				
	crédit 1 (Société du Centre national des Arts).....	–	–	–	73 140	73 140				
	crédit 1 (Musée national des sciences et de la technologie)	–	–	–	49 565	49 565				
	crédit 1 (Conseil canadien des normes)	–	–	–	32 200	32 200				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	508 568	508 568				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 752 241	1 752 241				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 738 811	2 738 811				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	175 627	175 627				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(120 000)	(120 000)				
	Total – Crédit 1	–	62 991 464	–	5 322 392	68 313 856	65 558 125	2 755 731	–	64 740 705
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 997 635	–	577 791	9 575 426	9 575 426	–	–	8 978 196
(S)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> –									
	Montant non dépensé au début de l'exercice.....	10 348 817	–	–	–	10 348 817				
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	6 723 332	–	4 285 069	11 008 401				
	Total – Dépense des recettes	10 348 817	6 723 332	–	4 285 069	21 357 218	13 724 882	–	7 632 336	7 617 327
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 306	–	–	1 960	6 266	4 306	–	1 960	193
	Total de l'organisme – Budgétaire	10 353 123	78 712 431	–	10 187 212	99 252 766	88 862 739	2 755 731	7 634 296	81 336 421

Commissariat au lobbying										
1	Dépenses du programme	–	4 767 252	–	–	4 767 252				
1b	Dépenses du programme	–	–	175 000	–	175 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	134 307	134 307				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	209 405	209 405				
	Total – Crédit 1	–	4 767 252	175 000	343 712	5 285 964	4 773 372	512 592	–	4 273 500
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	521 944	–	(75 534)	446 410	446 410	–	–	380 063
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	5 289 196	175 000	268 178	5 732 374	5 219 782	512 592	–	4 653 563
Commissariat à l'intégrité du secteur public										
1	Dépenses du programme	–	5 121 624	–	–	5 121 624				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	179 246	179 246				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	253 414	253 414				
	Total – Crédit 1	–	5 121 624	–	435 160	5 556 784	5 249 170	307 614	–	4 927 403
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	554 947	–	(9 918)	545 029	545 029	–	–	519 126
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	110
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	5 676 571	–	425 242	6 101 813	5 794 199	307 614	–	5 446 639
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	10 353 123	7 943 333 904	1 527 447 041	(3 869 183 302)	5 611 950 766	4 262 067 720	1 342 233 907	7 649 139	11 159 366 928

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Secrétariat du Conseil du Trésor				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	444 806 526	382 631 484	62 175 042	–
Budget en capital	3 408 528	3 408 528	–	–
Subventions et contributions	634 872	634 872	–	–
Entente de règlement du recours collectif White	60	60	–	–
Après-mise en œuvre du système de paye	15 698 206	15 698 206	–	–
Fonds centralisé pour un milieu de travail habilitant	2 527 061	2 527 061	–	–
Programme de la fonction de contrôleur numérique	11 119 784	10 950 343	169 441	–
Affectations bloquées				
Report	7 440 796	–	7 440 796	–
Transfert/réaffectation	5 087 964	–	5 087 964	–
Autre	883 500	–	883 500	–
Revenus affectés aux dépenses	(101 486 868)	(53 548 336)	(47 938 532)	–
	390 120 429	362 302 218	27 818 211	–
Crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement				
Budget de fonctionnement	691 459 102	–	691 459 102	–
Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales				
Budget de fonctionnement	131 541 152	–	131 541 152	–
Affectations bloquées				
Report	651 011	–	651 011	–
	132 192 163	–	132 192 163	–
Crédit 20 – Assurances de la fonction publique				
Coûts de programme non discrétionnaire pour le crédit 20	4 637 884 548	4 588 779 126	49 105 422	–
Budget de fonctionnement	5 697 791	3 969 168	1 728 623	–
Revenus affectés aux dépenses	(871 753 847)	(832 853 917)	(38 899 930)	–
	3 771 828 492	3 759 894 377	11 934 115	–
Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement				
Affectations bloquées				
Autre	2 969 480	–	2 969 480	–
Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération				
Budget de fonctionnement	469 419 058	–	469 419 058	–
Crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital				
Affectations bloquées				
Autre	2 865 841	–	2 865 841	–
Montants législatifs	40 009 248	39 994 405	–	14 843
	5 500 863 813	4 162 191 000	1 338 657 970	14 843

École de la fonction publique du Canada

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	67 438 045	65 558 125	1 879 920	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	875 811	–	875 811	–
	68 313 856	65 558 125	2 755 731	–
Montants législatifs.....	30 938 910	23 304 614	–	7 634 296
	99 252 766	88 862 739	2 755 731	7 634 296

Commissariat au lobbying

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	5 285 964	4 773 372	512 592	–
Montants législatifs.....	446 410	446 410	–	–
	5 732 374	5 219 782	512 592	–

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	5 506 784	5 203 745	303 039	–
Subventions et contributions	50 000	45 425	4 575	–
	5 556 784	5 249 170	307 614	–
Montants législatifs.....	545 029	545 029	–	–
	6 101 813	5 794 199	307 614	–
Total du portefeuille ministériel.....	5 611 950 766	4 262 067 720	1 342 233 907	7 649 139

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Secrétariat du Conseil du Trésor												
Surveillance des dépenses.....	1 341 149 110	43 942 224	2 887 505	–	134 731	134 731	–	–	1 344 171 346	44 076 955	–	–
Employeur	4 779 823 095	4 711 655 531	392 441	–	501 430	257 016	880 509 847	840 566 995	3 900 207 119	3 871 345 552	–	–
Leadership administratif	221 925 508	162 913 600	3 538 101	–	487 142	487 142	75 240 057	28 344 447	150 710 694	135 056 295	–	–
Surveillance réglementaire.....	11 682 629	11 948 210	456 688	–	13 000	13 000	–	–	12 152 317	11 961 210	–	–
Services internes.....	110 395 533	117 241 799	717 615	–	–	–	17 490 811	17 490 811	93 622 337	99 750 988	–	–
Total partiel	6 464 975 875	5 047 701 364	7 992 350	–	1 136 303	891 889	973 240 715	886 402 253	5 500 863 813	4 162 191 000	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(973 240 715)	(886 402 253)	–	–	–	–	(973 240 715)	(886 402 253)	–	–	–	–
Total du secrétariat	5 491 735 160	4 161 299 111	7 992 350	–	1 136 303	891 889	–	–	5 500 863 813	4 162 191 000	–	–
École de la fonction publique du Canada												
Apprentissage commun dans la fonction publique	74 439 574	64 915 500	–	–	–	–	–	–	74 439 574	64 915 500	–	–
Services internes.....	24 813 192	23 947 239	–	–	–	–	–	–	24 813 192	23 947 239	–	–
Total de l'organisme	99 252 766	88 862 739	–	–	–	–	–	–	99 252 766	88 862 739	–	–
Commissariat au lobbying												
Réglementation du lobbying	4 042 747	3 681 243	–	–	–	–	–	–	4 042 747	3 681 243	–	–
Services internes.....	1 689 627	1 538 539	–	–	–	–	–	–	1 689 627	1 538 539	–	–
Total de l'organisme	5 732 374	5 219 782	–	–	–	–	–	–	5 732 374	5 219 782	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public												
Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public.....	3 717 995	3 707 968	–	–	50 000	45 425	–	–	3 767 995	3 753 393	–	–
Services internes.....	2 333 818	2 040 806	–	–	–	–	–	–	2 333 818	2 040 806	–	–
Total de l'organisme	6 051 813	5 748 774	–	–	50 000	45 425	–	–	6 101 813	5 794 199	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	5 602 772 113	4 261 130 406	7 992 350	–	1 186 303	937 314	–	–	5 611 950 766	4 262 067 720	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor									
Contributions									
Contributions au Partenariat pour un gouvernement ouvert.....	–	281 690	–	(14 548)	267 142	267 142	–	–	255 382
Fédération internationale des comptables.....	–	200 000	–	–	200 000	200 000	–	–	200 000
Programme de soutien d'initiatives stratégiques et de recherche.....	–	–	–	167 731	167 731	167 731	–	–	136 040
Total – Contributions.....	–	481 690	–	153 183	634 873	634 873	–	–	591 422
Autres paiements de transfert									
Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions.....	–	495 000	–	–	495 000	255 586	239 414	–	255 587
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes.....	–	5 000	–	–	5 000	–	5 000	–	5 328
(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33).....	–	–	–	1 430	1 430	1 430	–	–	1 458
Total – Autres paiements de transfert.....	–	500 000	–	1 430	501 430	257 016	244 414	–	262 373
Total du secrétariat.....	–	981 690	–	154 613	1 136 303	891 889	244 414	–	853 795
Commissariat à l'intégrité du secteur public									
Contributions									
Contribution qui permet d'obtenir des services de consultation juridique en vertu de la <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	–	50 000	–	–	50 000	45 425	4 575	–	29 649
Total de l'organisme.....	–	50 000	–	–	50 000	45 425	4 575	–	29 649
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 031 690	–	154 613	1 186 303	937 314	248 989	–	883 444

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Employeur	880 509 847	840 566 995	837 621 740
Leadership administratif	75 240 057	28 344 447	–
Services internes	17 490 811	17 490 811	9 112 249
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	973 240 715	886 402 253	846 733 989

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de salaires et avantages sociaux	5 982 107	3 025 614
Recouvrements de biens et services	34 126	204 693
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 554 281	653 210
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	6 858	–
	7 577 372	3 883 517
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Recouvrements d'accès à l'information	61 155	64 265
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Salaires et coûts de fonctionnement	7 713 078	7 758 769
Recouvrements dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes	832 853 917	829 862 971
Recouvrement des services de soutien internes	17 158 399	9 112 249
Services fournis à d'autres ministères	28 676 860	–
	886 463 409	846 798 254
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 843	–
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	20 594	13 210
Intérêts perçus sur les avances	72 313	7
Frais de stationnement	861 335	932 846
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Avantages sociaux	1 100 138	1 101 813
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Locaux	692 679	693 734
Recouvrement des services de soutien internes	1 472 466	–
Services fournis à d'autres ministères	258 712	–
Divers	5 699	7 977
	4 483 936	2 749 587
Total du secrétariat	898 539 560	853 431 358
École de la fonction publique du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	173 311	158 215
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	11 008 401	10 348 817
Autres frais et droits	–	5
	11 008 401	10 348 822
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 960	4 306
Total de l'organisme	11 183 672	10 511 343

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commissariat au lobbying		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 393	20 879
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	7 242	38 795
Total de l'organisme	21 635	59 674
Commissariat à l'intégrité du secteur public		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 912	20 063
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	31 757	30 282
	33 669	50 345
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	110
Total de l'organisme	33 669	50 455
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 805 987	4 151 751
Ventes de biens et de services	897 471 810	857 147 076
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 803	4 416
Revenus divers	4 483 936	2 749 587
Total du portefeuille ministériel	909 778 536	864 052 830

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 9

Comptes publics du Canada 2022-2023

Conseil privé

Bureau du Conseil privé

**Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport
et de la sécurité des transports**

**Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière
de sécurité nationale et de renseignement**

Bureau du commissaire au renseignement

Commission de la fonction publique

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	222
Sommaire du portefeuille ministériel	225
Détail budgétaire par affectation	228
Responsabilités essentielles	229
Paievements de transfert	231
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	232
Revenus	232

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Bureau du Conseil privé**Servir le premier ministre et son Cabinet**

Offrir des analyses, des avis et du soutien au premier ministre et aux ministres du portefeuille, y compris des conseils et des renseignements impartiaux provenant de toute la fonction publique à la suite de consultations et de collaboration avec des sources internationales et nationales des secteurs public et privé. Agir comme secrétariat du Cabinet et de ses comités, ce qui comprend la gestion du système décisionnel du Cabinet, la coordination des propositions de politiques des ministères au Cabinet, des services de calendrier et de soutien pour les rencontres du Cabinet et de ses comités, la progression du programme du gouvernement dans l'ensemble des ministères et organismes fédéraux, et la prestation de services administratifs au Cabinet du premier ministre, aux ministres du portefeuille et aux commissions d'enquête. Assurer la direction et le renouvellement de la fonction publique afin de formuler des avis au gouvernement, de mettre en œuvre son programme et d'offrir des services et des résultats pour la population.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports**Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport**

L'unique objectif du Bureau de la sécurité des transports du Canada consiste à promouvoir la sécurité du transport aérien, maritime, ferroviaire et par pipeline. Il s'acquitte de son mandat en procédant à des enquêtes indépendantes sur les événements de transport choisis afin de déterminer les causes et les facteurs contributifs des événements, ainsi que les lacunes en matière de sécurité mises en évidence par de tels événements. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada formule ensuite des recommandations visant à réduire ou à éliminer les lacunes sur le plan de la sécurité et rend compte publiquement de ses enquêtes. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada assure ensuite le suivi auprès des parties intéressées pour s'assurer que les mesures de sécurité sont prises pour réduire les risques et améliorer la sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes

L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement surveille les activités du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement afin de déterminer si elles sont légales, raisonnables et nécessaires. Il enquête sur les plaintes du public qui se rapportent aux activités du Service canadien du renseignement de sécurité et au Centre de la sécurité des télécommunications Canada, ou aux activités de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada, ainsi que sur certaines autres plaintes liées à la sécurité nationale. Cet examen indépendant permet de renforcer le cadre de responsabilisation applicable aux activités de sécurité nationale et de renseignement qui sont réalisées par les institutions du gouvernement du Canada, en plus de préserver la confiance du public à cet égard.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire au renseignement

Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles

Le Bureau du commissaire au renseignement est un organe de surveillance indépendant. Aux termes de la *Loi sur le commissaire au renseignement*, le commissaire au renseignement est chargé d'effectuer l'examen quasi judiciaire des conclusions sur lesquelles reposent certaines autorisations accordées ou modifiées et certaines déterminations effectuées au titre de la *Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications* et de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*. Dans chaque cas, le commissaire au renseignement, avec l'appui du Bureau du commissaire au renseignement, effectue une analyse approfondie des dossiers afin de déterminer si les conclusions auxquelles est parvenu le décideur sont raisonnables. Si le commissaire au renseignement juge qu'elles le sont, il doit approuver l'autorisation ou la détermination dans une décision écrite qui expose ses motifs.

Conformément au rôle de surveillance du commissaire au renseignement, une autorisation ou une détermination n'est valable qu'après approbation du commissaire au renseignement. Les activités décrites dans les autorisations ou les déterminations ne peuvent être menées par les organismes de renseignement sans l'approbation du commissaire au renseignement.

La *Loi sur le commissaire au renseignement* exige que la décision du commissaire au renseignement soit rendue dans les 30 jours suivant la date à laquelle celui-ci a reçu l'avis d'autorisation ou de détermination, ou dans tout autre délai qui peut être convenu par le commissaire au renseignement et le décideur. Dans le cas d'une autorisation accordée par le directeur du Service canadien du renseignement de sécurité pour l'interrogation d'un ensemble de données en situation d'urgence, le commissaire au renseignement doit rendre une décision dès que possible.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Commission de la fonction publique****Impartialité et embauche dans la fonction publique**

La Commission de la fonction publique promeut et maintient une fonction publique fédérale non partisane, représentative de la population du pays et fondée sur le mérite, qui contribue à obtenir des résultats pour toute la population canadienne. Grâce à des orientations stratégiques, la Commission de la fonction publique aide les ministères et les organismes à embaucher des personnes qualifiées provenant de l'intérieur et de l'extérieur de la fonction publique, en contribuant à établir un effectif qui est le reflet de la diversité du Canada. Elle offre des programmes de recrutement et des services d'évaluation qui appuient les priorités de recrutement stratégique du gouvernement du Canada et le renouvellement de la fonction publique, en mettant à profit des outils modernes afin de réduire pour la population canadienne les obstacles à l'accès aux emplois de la fonction publique du Canada. La Commission de la fonction publique surveille les activités d'embauche à la fonction publique, en veillant à l'intégrité du processus d'embauche. Elle offre aux employés des orientations concernant leurs responsabilités et leurs droits légaux en matière d'activités politiques et elle rend des décisions sur les candidatures politiques; elle reconnaît aux employés leur droit de participer à des activités politiques tout en protégeant l'impartialité politique de la fonction publique.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau du Conseil privé									
1	Dépenses du programme	–	171 938 081	–	–	171 938 081				
1a	Dépenses du programme	–	–	26 271 733	–	26 271 733				
1b	Dépenses du programme	–	–	11 214 622	–	11 214 622				
1c	Dépenses du programme	–	–	2 773 222	–	2 773 222				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 649 545	1 649 545				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	6 442 789	6 442 789				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	7 101 457	7 101 457				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	500 000	500 000				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	Total – Crédit 1	–	171 938 081	40 259 577	15 668 791	227 866 449	221 231 924	6 634 525	–	184 049 746
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	20 105 742	2 945 721	(1 722 531)	21 328 932	21 328 932	–	–	19 063 377
(S)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	–	189 500	–	2 000	191 500	191 500	–	–	187 800
(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada)	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	39 255
(S)	Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	37 792
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	14 360	14 360	–	–	14 360	43 803
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	193 590
	Total du ministère – Budgétaire.....	–	192 418 323	43 205 298	13 962 420	249 586 041	242 937 156	6 634 525	14 360	203 615 363
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports									
1	Dépenses du programme	–	31 924 200	–	–	31 924 200				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	8 455	8 455				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	629 218	629 218				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 500 079	1 500 079				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	150 000	150 000				
	Total – Crédit 1	–	31 924 200	–	2 287 752	34 211 952	32 829 085	1 382 867	–	32 156 495

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 837 082	–	31 378	3 868 460	3 868 460	–	–	3 740 537
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État ...	4 306	–	–	2 286	6 592	4 307	–	2 285	23 865
(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	–	–	112 128	112 128	112 128	–	–	16 020
	Total de l'organisme – Budgétaire	4 306	35 761 282		2 433 544	38 199 132	36 813 980	1 382 867	2 285	35 936 917
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement									
1	Dépenses du programme	–	26 523 008	–	–	26 523 008				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	155 191	155 191				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 408 813	1 408 813				
	Virement au crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(12 900)	(12 900)				
	Total – Crédit 1	–	26 523 008	–	1 551 104	28 074 112	16 988 981	11 085 131	–	16 113 433
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 727 668	–	(427 502)	1 300 166	1 300 166	–	–	1 176 321
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	28 250 676	–	1 123 602	29 374 278	18 289 147	11 085 131	–	17 289 754
	Bureau du commissaire au renseignement									
1	Dépenses du programme	–	2 368 788	–	–	2 368 788				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	57 327	57 327				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	118 440	118 440				
	Total – Crédit 1	–	2 368 788	–	175 767	2 544 555	2 310 876	233 679	–	1 913 744
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	166 811	–	7 151	173 962	173 962	–	–	138 141
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	2 535 599	–	182 918	2 718 517	2 484 838	233 679	–	2 051 885
	Commission de la fonction publique									
1	Dépenses du programme	–	80 875 554	–	–	80 875 554				
1c	Dépenses du programme	–	–	1 432 258	–	1 432 258				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	18 983	18 983				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	2 210 129	2 210 129				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	4 434 827	4 434 827				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	Total – Crédit 1	–	80 875 554	1 432 258	6 653 939	88 961 751	86 982 144	1 979 607	–	75 717 706

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	11 925 175	348 387	(387 982)	11 885 580	11 885 580	–	–	10 331 198
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	141	141	141	–	–	475
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	6 324	6 324	6 324	–	–	410
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	92 800 729	1 780 645	6 272 422	100 853 796	98 874 189	1 979 607	–	86 049 789
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	4 306	351 766 609	44 985 943	23 974 906	420 731 764	399 399 310	21 315 809	16 645	344 943 708

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du Conseil privé				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	201 096 206	197 498 370	3 597 836	–
Communications mobiles sécurisées	1 518 646	1 518 633	13	–
Enquête publique conjointe concernant la tragédie en Nouvelle-Écosse.....	12 048 432	12 048 432	–	–
Commission sur l'état d'urgence	21 571 567	17 534 021	4 037 546	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	75 567	–	75 567	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 443 969)	(7 367 532)	(1 076 437)	–
	227 866 449	221 231 924	6 634 525	–
Montants législatifs.....	21 719 592	21 705 232	–	14 360
	249 586 041	242 937 156	6 634 525	14 360
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	34 204 696	32 829 085	1 375 611	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	7 256	–	7 256	–
	34 211 952	32 829 085	1 382 867	–
Montants législatifs.....	3 987 180	3 984 895	–	2 285
	38 199 132	36 813 980	1 382 867	2 285
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	27 749 319	16 674 949	11 074 370	–
Projet de modernisation de la gestion de l'information et technologie de l'information.....	314 032	314 032	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	10 761	–	10 761	–
	28 074 112	16 988 981	11 085 131	–
Montants législatifs.....	1 300 166	1 300 166	–	–
	29 374 278	18 289 147	11 085 131	–
Bureau du commissaire au renseignement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	2 544 555	2 310 876	233 679	–
Montants législatifs.....	173 962	173 962	–	–
	2 718 517	2 484 838	233 679	–
Commission de la fonction publique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	103 213 751	96 695 864	6 517 887	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(14 252 000)	(9 713 720)	(4 538 280)	–
	88 961 751	86 982 144	1 979 607	–
Montants législatifs.....	11 892 045	11 892 045	–	–
	100 853 796	98 874 189	1 979 607	–
Total du portefeuille ministériel.....	420 731 764	399 399 310	21 315 809	16 645

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du Conseil privé												
Servir le premier ministre et son Cabinet.....	130 943 332	125 544 531	–	–	3 077 346	2 835 746	824 129	779 361	133 196 549	127 600 916	–	–
Services internes.....	124 009 332	121 924 411	–	–	–	–	7 619 840	6 588 171	116 389 492	115 336 240	–	–
Total partiel.....	254 952 664	247 468 942	–	–	3 077 346	2 835 746	8 443 969	7 367 532	249 586 041	242 937 156	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 443 969)	(7 367 532)	–	–	–	–	(8 443 969)	(7 367 532)	–	–	–	–
Total du ministère.....	246 508 695	240 101 410	–	–	3 077 346	2 835 746	–	–	249 586 041	242 937 156	–	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports												
Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport.....	28 935 952	27 886 696	–	–	–	–	–	–	28 935 952	27 886 696	–	–
Services internes.....	9 263 180	8 927 284	–	–	–	–	–	–	9 263 180	8 927 284	–	–
Total de l'organisme.....	38 199 132	36 813 980	–	–	–	–	–	–	38 199 132	36 813 980	–	–
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement												
Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes.....	11 541 004	7 756 271	–	–	–	–	–	–	11 541 004	7 756 271	–	–
Services internes.....	17 833 274	10 532 876	–	–	–	–	–	–	17 833 274	10 532 876	–	–
Total de l'organisme.....	29 374 278	18 289 147	–	–	–	–	–	–	29 374 278	18 289 147	–	–
Bureau du commissaire au renseignement												
Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles.....	2 074 280	1 887 758	–	–	–	–	–	–	2 074 280	1 887 758	–	–
Services internes.....	644 237	597 080	–	–	–	–	–	–	644 237	597 080	–	–
Total de l'organisme.....	2 718 517	2 484 838	–	–	–	–	–	–	2 718 517	2 484 838	–	–

Responsabilités essentielles – fin

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Commission de la fonction publique												
Impartialité et embauche dans la fonction publique	73 184 182	70 793 521	–	–	–	–	14 252 000	9 713 720	58 932 182	61 079 801	–	–
Services internes	41 921 614	37 794 388	–	–	–	–	–	–	41 921 614	37 794 388	–	–
Total partiel	115 105 796	108 587 909	–	–	–	–	14 252 000	9 713 720	100 853 796	98 874 189	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(14 252 000)	(9 713 720)	–	–	–	–	(14 252 000)	(9 713 720)	–	–	–	–
Total de l'organisme	100 853 796	98 874 189	–	–	–	–	–	–	100 853 796	98 874 189	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	417 654 418	396 563 564	–	–	3 077 346	2 835 746	–	–	420 731 764	399 399 310	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé									
Contributions									
Programme de contribution pour les commissions d'enquête									
Enquête publique commune concernant la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse.....	-	443 250	1 949 539	-	2 392 789	2 151 189	241 600	-	1 396 927
Enquête publique sur l'urgence d'ordre public de février 2022....	-	-	-	684 557	684 557	684 557	-	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	-	443 250	1 949 539	684 557	3 077 346	2 835 746	241 600	-	1 396 927

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Servir le premier ministre et son Cabinet	824 129	779 361	737 833
Services internes			
Services de soutien interne	7 619 840	6 588 171	6 216 993
Total du ministère – Budgétaire	8 443 969	7 367 532	6 954 826
Commission de la fonction publique			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Impartialité et embauche dans la fonction publique	14 252 000	9 713 720	8 862 435
Total de l'organisme – Budgétaire	14 252 000	9 713 720	8 862 435
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	22 695 969	17 081 252	15 817 261

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du Conseil privé		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Traitements	182 133	220 024
Trop-payés de salaire	61 934	19 336
Achat de biens et services	30 447	225 771
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	281 348	2 027 698
	555 862	2 492 829
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	307 157	–
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de biens et de produits d'information	714 728	673 200
Services de soutien interne	64 633	64 633
	779 361	737 833
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères	6 281 014	6 216 993
	7 367 532	6 954 826
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 360	22 655
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	295	58
Autres revenus divers		
Frais relatifs à l'accès à l'information	35	35
Divers	182	626
Revenus divers	–	1 000
	512	1 719
Total du ministère	7 938 266	9 472 029
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	111 174	17 074
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	–	17 068
Trop-payés de salaire	–	825
	111 174	34 967

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services			Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres frais et droits			Autres revenus		
Programme d'accès à l'information – Frais	82	120	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 321 572	2 946 756
Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances</i>			Ventes de biens et de services	17 193 067	15 818 751
publiques – Remboursement par des provinces			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 787	27 593
pour diverses enquêtes	105 409	100	Revenus divers	1 906 490	1 392 558
	105 491	220	Total du portefeuille ministériel	20 437 916	20 185 658
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 286	4 463			
Revenus divers	6 637	15 800			
Total de l'organisme	225 588	55 450			
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en					
matière de sécurité nationale et de renseignement					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	31 671	6 063			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	4 894	39 427			
Total de l'organisme	36 565	45 490			
Commission de la fonction publique					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	617 971	336 321			
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés					
d'autres ministères	–	37 149			
	617 971	373 470			
Ventes de biens et de services					
Services de nature non réglementaire					
Services d'évaluation, de counselling et produits	9 720 044	8 863 705			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	141	475			
Revenus divers					
Services d'évaluation, d'analyse et d'orientation professionnelle					
Régime d'avantages sociaux imputé sur les services					
d'évaluation, de counselling et produits	1 895 064	1 371 959			
Divers	4 277	3 080			
	1 899 341	1 375 039			
Total de l'organisme	12 237 497	10 612 689			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 10

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Défense nationale

Ministère de la Défense nationale

**Centre de la sécurité des
télécommunications**

**Comité externe d'examen des griefs
militaires**

**Commission d'examen des plaintes
concernant la police militaire**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	236
Sommaire du portefeuille ministériel	238
Détail budgétaire par affectation	242
Responsabilités essentielles	244
Paiements de transfert	245
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	247
Revenus	248

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Défense nationale**Forces prêtes au combat**

Déployer des forces prêtes au combat et pouvant réussir dans un environnement de sécurité imprévisible et complexe en exécutant des opérations simultanées liées à toutes les missions confiées officiellement.

Acquisition de capacités

Acquérir des capacités avancées pour conserver un avantage sur les adversaires potentiels et suivre le rythme d'avancées des Alliés, tout en tirant pleinement parti de l'innovation et de la technologie de la défense. Des accords d'approvisionnement rationalisés et flexibles garantissent que la Défense est équipée pour mener ses missions.

Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables

Élaborer et gérer des bases et une infrastructure modernes, opérationnelles et durables. Contribuer à la réalisation des objectifs fédéraux en matière d'environnement.

Équipe de la Défense

Recruter, développer et appuyer une Équipe de la Défense souple et diversifiée dans un milieu de travail sain et exempt de comportements dommageables; appuyer les familles des militaires; et répondre aux besoins de tous les militaires partant à la retraite, y compris ceux qui sont malades ou blessés. Renforcer les collectivités canadiennes en investissant dans la jeunesse.

Concept de force de l'avenir

Élaborer et concevoir la force de l'avenir grâce à une compréhension approfondie de l'environnement opérationnel futur et des risques pour le Canada et ses intérêts en matière de sécurité. Renforcer la capacité de la Défense afin de cerner, de prévenir toute une gamme d'imprévus, de s'y adapter et d'y faire face par l'intermédiaire de réseaux d'innovation et de collaboration et grâce à la recherche de pointe.

Opérations

Détecter et dissuader les menaces ou les attaques visant le Canada et s'en défendre. Aider les autorités civiles et les organismes d'application de la Loi, y compris la lutte contre le terrorisme, en appui à la sécurité nationale, à de catastrophes nationales ou à de grandes situations d'urgence; et mener des opérations de recherche et de sauvetage (SAR). Détecter et dissuader les menaces et les attaques visant l'Amérique du Nord en collaboration avec les États-Unis, notamment par l'entremise du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et s'en défendre. Diriger des efforts de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou de coalitions visant à dissuader et à vaincre des adversaires, y compris des terroristes, à l'appui de la stabilité mondiale ou contribuer des forces à ces efforts. Diriger des opérations de paix internationales et des missions de stabilisation avec les Nations Unies, l'OTAN et d'autres partenaires multilatéraux ou y contribuer. S'engager dans le renforcement des capacités pour soutenir la sécurité des autres

nations et leur capacité à contribuer à la sécurité et à la sécurité des Canadiens à l'étranger tout en respectant les normes canadiennes sur les droits de la personne et le droit des conflits armés. Aider les autorités civiles et des partenaires non gouvernementaux pour répondre en cas de catastrophes internationales et nationales ou de situations d'urgence de grande envergure

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre de la sécurité des télécommunications

Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberspace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger

Acquérir et utiliser de l'information provenant de l'infrastructure mondiale d'information dans le but de fournir du renseignement étranger en fonction des priorités du gouvernement du Canada en matière de renseignement. Fournir des avis, des conseils et des services permettant de protéger les renseignements électroniques et les infrastructures essentielles d'information pour le gouvernement du Canada. Fournir une assistance technique et opérationnelle aux organismes fédéraux chargés de l'application de la loi et de la sécurité dans l'exercice des fonctions que la loi leur confère.

Comité externe d'examen des griefs militaires

Examen indépendant des griefs militaires

Les paragraphes 29.2 (1) et (2) de la *Loi sur la Défense nationale* prévoient que le Comité externe d'examen des griefs militaires examine tous les griefs qui lui sont renvoyés par l'autorité de dernière instance et rend des conclusions et recommandations par écrit à l'autorité de dernière instance et à l'officier ou au militaire du rang qui a soumis le grief.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Surveillance indépendante de la Police militaire

Promeut et assure les plus hautes normes de conduite de la Police militaire dans le cadre des fonctions policières, et dissuade toute ingérence dans les enquêtes de la Police militaire, grâce à des examens, des enquêtes et des audiences indépendants et impartiaux qui lui permet de formuler des conclusions et des recommandations solides en réponse aux plaintes déposées contre la Police militaire ou provenant de ses membres, et grâce à des activités de sensibilisation.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	17 574 151 036	–	–	–	17 574 151 036			
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	207 292 287	–	–	207 292 287			
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	616 779 045	–	–	616 779 045			
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	250 500	–	250 500			
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	7 700 000	–	7 700 000			
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	510 000	–	510 000			
	crédit 5	–	–	–	35 051 082	–	35 051 082			
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	280 000	–	280 000			
	crédit 5 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	300 000	–	300 000			
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	986 508	–	986 508			
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	505 742	–	505 742			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	31 910 981	–	31 910 981			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	819 313 947	–	819 313 947			
	Virement au :									
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(2 250 075)	–	(2 250 075)			
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(400 000)	–	(400 000)			
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	(4 697 434)	–	(4 697 434)			
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(318 927)	–	(318 927)			
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(420 000)	–	(420 000)			
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(2 811 040)	–	(2 811 040)			
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	(160 055)	–	(160 055)			
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(40 000)	–	(40 000)			
	crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique).....	–	–	–	(4 300 000)	–	(4 300 000)			
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(633 032)	–	(633 032)			
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(284 883)	–	(284 883)			
	crédit 10	–	–	–	(250 000 000)	–	(250 000 000)			
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(1 593 500)	–	(1 593 500)			
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(7 093 907)	–	(7 093 907)			
	Total – Crédit 1	–	17 574 151 036	824 071 332	621 805 907	19 020 028 275	18 505 782 387	514 245 888	–	17 026 335 819

5	Dépenses en capital.....	-	5 956 536 653	-	-	5 956 536 653				
5c	Dépenses en capital.....	-	-	20 253 212	-	20 253 212				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	-	-	-	214 673	214 673				
	crédit 5 (Agence spatiale canadienne).....	-	-	-	5 581 000	5 581 000				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	169 294	169 294				
	Virement au :									
	crédit 1.....	-	-	-	(35 051 082)	(35 051 082)				
	crédit 1 (Énergie atomique du Canada, Limitée).....	-	-	-	(450 000)	(450 000)				
	crédit 5 (Agence canadienne d'inspection des aliments).....	-	-	-	(58 000)	(58 000)				
	crédit 5 (Ministère de la Santé).....	-	-	-	(265 683)	(265 683)				
	crédit 5 (Ministère de l'Industrie).....	-	-	-	(598 084)	(598 084)				
	crédit 5 (Ministère des Ressources naturelles).....	-	-	-	(337 500)	(337 500)				
	crédit 5 (Ministère des Transports).....	-	-	-	(500 000)	(500 000)				
	crédit 5 (Conseil national de recherches du Canada).....	-	-	-	(340 000)	(340 000)				
	crédit 5 (Agence de la santé publique du Canada).....	-	-	-	(561 000)	(561 000)				
	crédit 5 (Gendarmerie royale du Canada).....	-	-	-	(457 393)	(457 393)				
	Total – Crédit 5.....	-	5 956 536 653	20 253 212	(32 653 775)	5 944 136 090	4 921 497 717	1 022 638 373	-	4 641 317 354
10	Subventions et contributions.....	-	314 401 113	-	-	314 401 113				
10a	Subventions et contributions.....	-	-	500 000 000	-	500 000 000				
10c	Subventions et contributions.....	-	-	260 644 000	-	260 644 000				
	Virement du :									
	crédit 1.....	-	-	-	250 000 000	250 000 000				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications).....	-	-	-	1 210 000	1 210 000				
	Total – Crédit 10.....	-	314 401 113	760 644 000	251 210 000	1 326 255 113	1 324 102 829	2 152 284	-	313 285 109
15	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes.....	-	446 727 532	-	-	446 727 532	446 691 634	35 898	-	517 142 045
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	335 655 066	7 198 762	(24 317 215)	318 536 613	318 536 613	-	-	307 511 604
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	-	1 321 783 656	29 633 485	8 563 457	1 359 980 598	1 359 980 598	-	-	1 312 114 523
(S)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	-	92 500	-	(100)	92 400	92 400	-	-	90 700
(S)	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	-	800 000	-	(259 392)	540 608	540 608	-	-	626 966
(S)	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3).....	-	200 000	-	(93 121)	106 879	106 879	-	-	135 276
(S)	Montants adjugés par une cour – <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>	-	-	-	40 000 000	40 000 000	40 000 000	-	-	-
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	17 721 640	-	-	16 205 120	33 926 760	2 126 319	15 595 321	16 205 120	1 951 409
(S)	Pertes d'opérations de change.....	-	-	-	10 702 111	10 702 111	10 702 111	-	-	5 625 336
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	8 820
	Total budgétaire.....	17 721 640	25 950 347 556	1 641 800 791	891 162 992	28 501 032 979	26 930 160 095	1 554 667 764	16 205 120	24 126 144 961
L11b	Autorisation d'un compte d'avance du fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, <i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> . Limite 120 000 000 \$ (Net).....	73 226 289	-	-	-	73 226 289	(1 248 125)	-	74 474 414	(1 248 045)
	Total du ministère – Budgétaire.....	17 721 640	25 950 347 556	1 641 800 791	891 162 992	28 501 032 979	26 930 160 095	1 554 667 764	16 205 120	24 126 144 961
	Total du ministère – Non budgétaire.....	73 226 289	-	-	-	73 226 289	(1 248 125)	-	74 474 414	(1 248 045)

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Centre de la sécurité des télécommunications										
1	Dépenses du programme	–	745 978 292	–	–	745 978 292				
1b	Dépenses du programme	–	–	98 590 174	–	98 590 174				
1c	Dépenses du programme	–	–	4 199 870	–	4 199 870				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	2 250 075	2 250 075				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	8 495 590	8 495 590				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	7 308	7 308				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 632 690	3 632 690				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	30 960 417	30 960 417				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(932 015)	(932 015)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(624 200)	(624 200)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	crédit 10 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(1 210 000)	(1 210 000)				
	Total – Crédit 1	–	745 978 292	102 790 044	42 569 865	891 338 201	879 587 488	11 750 713	–	747 691 004
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	52 528 180	4 156 388	(5 027 263)	51 657 305	51 657 305	–	–	53 292 334
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	65 425	–	–	22 058	87 483	–	65 425	22 058	–
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	3 101	3 101	3 101	–	–	415
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	6 953
	Total de l'organisme – Budgétaire	65 425	798 506 472	106 946 432	37 567 761	943 086 090	931 247 894	11 816 138	22 058	800 990 706
Comité externe d'examen des griefs militaires										
1	Dépenses du programme	–	6 377 030	–	–	6 377 030				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	208 109	208 109				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	297 986	297 986				
	Total – Crédit 1	–	6 377 030	–	506 095	6 883 125	6 321 398	561 727	–	6 282 615
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	637 362	–	130 109	767 471	767 471	–	–	742 446
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'état	–	–	–	331	331	331	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	7 014 392	–	636 535	7 650 927	7 089 200	561 727	–	7 025 061

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire										
1	Dépenses du programme	-	4 438 872	-	-	4 438 872				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	111 736	111 736				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	220 803	220 803				
	Total – Crédit 1	-	4 438 872	-	332 539	4 771 411	4 223 825	547 586	-	4 336 250
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	445 803	-	(11 135)	434 668	434 668	-	-	438 567
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	4 884 675	-	321 404	5 206 079	4 658 493	547 586	-	4 774 817
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	17 787 065	26 760 753 095	1 748 747 223	929 688 692	29 456 976 075	27 873 155 682	1 567 593 215	16 227 178	24 938 935 545
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	73 226 289	-	-	-	73 226 289	(1 248 125)	-	74 474 414	(1 248 045)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Défense nationale				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	18 673 097 733	18 422 400 832	250 696 901	–
Recours collectifs Heyder et Beattie.....	423 290 748	423 290 748	–	–
Solutions innovatrices Canada	10 939 942	10 939 942	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	182 694 624	–	182 694 624	–
Transfert/réaffectation	35 255 087	–	35 255 087	–
Autre	56 022 911	–	56 022 911	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(361 272 770)	(350 849 135)	(10 423 635)	–
	<i>19 020 028 275</i>	<i>18 505 782 387</i>	<i>514 245 888</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	4 921 497 717	4 921 497 717	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 022 638 373	–	1 022 638 373	–
	<i>5 944 136 090</i>	<i>4 921 497 717</i>	<i>1 022 638 373</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	<i>1 326 255 113</i>	<i>1 324 102 829</i>	<i>2 152 284</i>	–
Crédit 15 – Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes				
Régime d'assurance-revenu militaire	<i>446 727 532</i>	<i>446 691 634</i>	<i>35 898</i>	–
Montants législatifs.....	<i>1 763 885 969</i>	<i>1 732 085 528</i>	<i>15 595 321</i>	<i>16 205 120</i>
	28 501 032 979	26 930 160 095	1 554 667 764	16 205 120
Centre de la sécurité des télécommunications				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	785 491 020	778 007 995	7 483 025	–
Initiatives publicitaires	500 000	285 581	214 419	–
Projet lié à l'installation à long terme du Centre de la sécurité des télécommunications	118 034 609	117 993 485	41 124	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 992 092	–	1 992 092	–
Autre	2 020 053	–	2 020 053	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(16 699 573)	(16 699 573)	–	–
	<i>891 338 201</i>	<i>879 587 488</i>	<i>11 750 713</i>	–
Montants législatifs.....	<i>51 747 889</i>	<i>51 660 406</i>	<i>65 425</i>	<i>22 058</i>
	943 086 090	931 247 894	11 816 138	22 058

Comité externe d'examen des griefs militaires

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	6 590 656	6 321 398	269 258	–
Affectations bloquées				
Report.....	155 492	–	155 492	–
Transfert/réaffectation	136 977	–	136 977	–
	6 883 125	6 321 398	561 727	–
Montants législatifs.....	767 802	767 802	–	–
	7 650 927	7 089 200	561 727	–

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	4 559 328	4 223 825	335 503	–
Affectations bloquées				
Report.....	166 800	–	166 800	–
Transfert/réaffectation	45 283	–	45 283	–
	4 771 411	4 223 825	547 586	–
Montants législatifs.....	434 668	434 668	–	–
	5 206 079	4 658 493	547 586	–
Total du portefeuille ministériel.....	29 456 976 075	27 873 155 682	1 567 593 215	16 227 178

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Défense nationale												
Forces prêtes au combat.....	10 491 364 564	10 520 481 499	530 846 839	377 769 824	2 227 989	75 705	104 305 540	101 967 419	10 920 133 852	10 796 359 609	12 437 718	(3 475 854)
Acquisition de capacités	682 678 066	576 186 214	4 194 525 484	3 284 074 209	–	–	11 350	–	4 877 192 200	3 860 260 423	–	–
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables.....	3 590 919 680	3 301 822 534	837 275 370	934 334 509	34 232 069	34 232 069	174 414 545	173 134 012	4 288 012 574	4 097 255 100	46 070 080	3 887 954
Équipe de la Défense	3 940 605 136	3 946 903 313	25 937 758	24 600 420	4 813 387	4 813 387	69 284 867	61 624 670	3 902 071 414	3 914 692 450	2 962 841	(1 078 620)
Concept de force de l'avenir.....	587 666 403	566 902 844	278 508 631	245 877 032	22 817 574	22 817 574	365 217	237 308	888 627 391	835 360 142	–	–
Opérations	759 473 005	716 895 547	53 116 352	40 207 288	1 262 811 581	1 262 811 581	17 842	170 537	2 075 383 096	2 019 743 879	11 744 358	(632 616)
Services internes.....	1 538 560 205	1 405 569 247	23 925 656	14 634 435	–	–	12 873 409	13 715 190	1 549 612 452	1 406 488 492	11 292	51 011
Total partiel	21 591 267 059	21 034 761 198	5 944 136 090	4 921 497 717	1 326 902 600	1 324 750 316	361 272 770	350 849 136	28 501 032 979	26 930 160 095	73 226 289	(1 248 125)
Revenus affectés aux dépenses	(361 272 770)	(350 849 136)	–	–	–	–	(361 272 770)	(350 849 136)	–	–	–	–
Total du ministère.....	21 229 994 289	20 683 912 062	5 944 136 090	4 921 497 717	1 326 902 600	1 324 750 316	–	–	28 501 032 979	26 930 160 095	73 226 289	(1 248 125)
Centre de la sécurité des télécommunications												
Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberspace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger	959 785 663	947 947 467	–	–	–	–	16 699 573	16 699 573	943 086 090	931 247 894	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(16 699 573)	(16 699 573)	–	–	–	–	(16 699 573)	(16 699 573)	–	–	–	–
Total de l'organisme	943 086 090	931 247 894	–	–	–	–	–	–	943 086 090	931 247 894	–	–
Comité externe d'examen des griefs militaires												
Examen indépendant des griefs militaires	4 975 466	4 706 492	–	–	–	–	–	–	4 975 466	4 706 492	–	–
Services internes.....	2 675 461	2 382 708	–	–	–	–	–	–	2 675 461	2 382 708	–	–
Total de l'organisme	7 650 927	7 089 200	–	–	–	–	–	–	7 650 927	7 089 200	–	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire												
Surveillance indépendante de la Police militaire.....	2 982 443	2 650 641	–	–	–	–	–	–	2 982 443	2 650 641	–	–
Services internes.....	2 223 636	2 007 852	–	–	–	–	–	–	2 223 636	2 007 852	–	–
Total de l'organisme	5 206 079	4 658 493	–	–	–	–	–	–	5 206 079	4 658 493	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	22 185 937 385	21 626 907 649	5 944 136 090	4 921 497 717	1 326 902 600	1 324 750 316	–	–	29 456 976 075	27 873 155 682	73 226 289	(1 248 125)

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale									
Subventions									
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité...	–	5 000 000	–	(4 875 000)	125 000	125 000	–	–	25 023
Programme de Subventions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité.....	–	2 731 911	–	(102 000)	2 629 911	2 629 911	–	–	1 876 427
Subventions à l'appui du Programme de dédommagement des employeurs de réservistes.....	–	2 450 000	–	(222 011)	2 227 989	75 705	2 152 284	–	230 147
Programme des subventions pour le soutien communautaire pour les personnes survivantes d'inconduite sexuelle.....	–	2 000 000	–	(17 343)	1 982 657	1 982 657	–	–	–
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :									
Ligue navale du Canada.....	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Ligue des cadets de l'Armée du Canada.....	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Ligue des cadets de l'Air du Canada.....	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	8 820
Total – Subventions.....	–	13 681 911	–	(5 216 354)	8 465 557	6 313 273	2 152 284	–	3 640 417
Contributions									
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord :									
Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN).....	–	157 083 876	–	896 432	157 980 308	157 980 308	–	–	135 000 528
Programme de l'OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN).....	–	62 890 532	–	6 484 760	69 375 292	69 375 292	–	–	68 461 276
Autres activités de l'OTAN.....	–	4 200 000	–	(795 660)	3 404 340	3 404 340	–	–	5 311 464
Contributions à l'appui du Programme d'aide aux immobilisations..	–	35 450 000	–	(2 899 090)	32 550 910	32 550 910	–	–	31 132 623
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité...	–	22 000 000	–	(4 329 181)	17 670 819	17 670 819	–	–	16 518 711
Contributions à l'appui au Programme d'instruction et de coopération militaires.....	–	11 389 000	–	(4 065 491)	7 323 509	7 323 509	–	–	4 842 409
Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens.....	–	3 100 000	–	–	3 100 000	3 100 000	–	–	3 100 000
Programme de contributions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité.....	–	2 250 000	–	–	2 250 000	2 250 000	–	–	2 250 000
Assainissement du site de l'aéroport Jack Garland de North Bay....	–	1 488 950	–	192 209	1 681 159	1 681 159	–	–	237 742
Programme de contributions à l'appui de divers centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle au Canada.....	–	500 000	–	(41 757)	458 243	458 243	–	–	484 012
Programme de contributions des principes de Vancouver.....	–	225 000	–	–	225 000	225 000	–	–	225 000

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contribution au Comité d'examen du programme de défense biologique et chimique	–	141 844	–	–	141 844	141 844	–	–	139 747
Contributions à l'opération Ukraine.....	–	–	760 644 000	260 984 132	1 021 628 132	1 021 628 132	–	–	41 950 000
(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	–	800 000	–	(259 392)	540 608	540 608	–	–	626 966
(S) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3)	–	200 000	–	(93 121)	106 879	106 879	–	–	135 276
Total – Contributions	–	301 719 202	760 644 000	256 073 841	1 318 437 043	1 318 437 043	–	–	310 415 754
Total du portefeuille ministériel.....	–	315 401 113	760 644 000	250 857 487	1 326 902 600	1 324 750 316	2 152 284	–	314 056 171

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale				Services internes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Forces prêtes au combat				Forces prêtes au combat			
Recouvrements des membres	1 064 429	6 237 274	1 265 737	Recouvrements des membres	12 084 893	11 689 236	12 217 555
Recouvrements des autres ministères	986 126	1 693 694	2 275 137	Recouvrements des autres ministères	–	–	48
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	98 027 704	85 065 691	89 606 783	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	–	–	386 225
Autres recouvrements.....	4 227 281	8 970 760	6 298 304	Autres recouvrements.....	788 516	2 025 954	785 397
	104 305 540	101 967 419	99 445 961		12 873 409	13 715 190	13 389 225
Acquisition de capacités				Total budgétaire.....			
Recouvrements des membres	5 607	–	–		361 272 770	350 849 136	333 332 132
Autres recouvrements.....	5 743	–	–	Non budgétaire (retrées disponibles pour être dépensés)			
	11 350	–	–	Forces prêtes au combat.....	83 982 252	83 982 252	62 470 287
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables				Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables			
Recouvrements des membres	139 392 032	138 983 413	134 249 567	Équipe de la Défense	294 312 742	294 312 742	228 168 848
Recouvrements des autres ministères	11 312 952	10 887 852	9 597 276	Opérations	20 256 388	20 256 388	20 344 912
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	166 000	640 421	901 669		76 651 060	76 651 060	67 128 585
Autres recouvrements.....	23 543 561	22 622 326	19 554 293		475 202 442	475 202 442	378 112 632
	174 414 545	173 134 012	164 302 805	Total non budgétaire.....			
Équipe de la Défense				Total du ministère – Budgétaire.....			
Recouvrements des membres	10 880 885	10 593 335	7 108 582		361 272 770	350 849 136	333 332 132
Recouvrements des autres ministères	33 503	243 867	53 332	Total du ministère – Non budgétaire			
Autres recouvrements.....	58 370 479	50 787 468	48 471 494		475 202 442	475 202 442	378 112 632
	69 284 867	61 624 670	55 633 408	Centre de la sécurité des télécommunications			
Concept de force de l'avenir				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	–	–	30 317	Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberspace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger.....			
Autres recouvrements.....	365 217	237 308	314 564		16 699 573	16 699 573	15 107 270
	365 217	237 308	344 881		16 699 573	16 699 573	15 107 270
Opérations				Total de l'organisme – Budgétaire			
Recouvrements des membres	–	43 734	41 155		377 972 343	367 548 709	348 439 402
Recouvrements des autres ministères	–	23 312	–	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN.....	–	–	86 089		475 202 442	475 202 442	378 112 632
Autres recouvrements.....	17 842	103 491	88 608	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire			
	17 842	170 537	215 852				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Défense nationale					
Autres revenus					
Revenus de placements ¹			Ventes de biens et de services		
Autres comptes			Autres frais et droits		
Intérêt sur les prêts aux employés affectés à l'étranger	149 412	159 728	Autres frais et droits	18 130 057	16 587 994
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	790 184	2 680 003	Autres frais et droits relatifs aux services de soutien internes... ..	851 797	650 678
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	292	647		18 981 854	17 238 672
	939 888	2 840 378	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 058	65 425
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	77 458 948	99 980 529	Revenus divers		
			Gain net de change	3 384	1 091
Ventes de biens et de services			Location et utilisation de biens publics	1 035 640	1 005 786
Location et utilisation de biens publics	139 856 226	132 083 189	Divers	9 849	2 233
Services de nature réglementaire	9 395	10 915		1 048 873	1 009 110
Services de nature non réglementaire.....	143 027 262	153 586 247	Total de l'organisme	21 235 631	22 387 551
Ventes de biens et de produits d'information	67 145 887	44 480 586			
Autres frais et droits			Comité externe d'examen des griefs militaires		
Revenus reportés.....	–	(2 213 782)	Autres revenus		
Revenus provenant d'amendes.....	551 373	507 109	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Divers	2 482 761	1 828 995	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	28 267	18 450
	3 034 134	122 322	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	5 824	5 032
	353 072 904	330 283 259		34 091	23 482
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 205 120	19 230 353	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	331	–
Revenus divers			Total de l'organisme	34 422	23 482
Comprend les paiements reçus des Nations Unies	16 579 688	33 350 100			
Gain net de change	22 862	582 939	Sommaire du portefeuille ministériel		
	16 602 550	33 933 039	Autres revenus		
Total du ministère.....	464 279 410	486 267 558	Revenus de placements.....	939 888	2 840 378
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	78 675 885	104 078 355
Centre de la sécurité des télécommunications			Ventes de biens et de services.....	372 054 758	347 521 931
Autres revenus			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 227 509	19 295 778
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Revenus divers.....	17 651 423	34 942 149
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 061 284	3 803 303	Total du portefeuille ministériel.....	485 549 463	508 678 591
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	121 562	271 041			
	1 182 846	4 074 344			

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Section 11

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	250
Sommaire du portefeuille ministériel	252
Détail budgétaire par affectation	256
Responsabilités essentielles	257
Paievements de transfert	258
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	263
Revenus	263

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Emploi et du Développement social**Régimes de pension et prestations**

Aider les Canadiens à conserver un revenu à la retraite et verser une aide financière aux survivants, aux personnes handicapées et à leur famille.

Apprentissage, développement des compétences et emploi

Aider les Canadiens à accéder aux études postsecondaires, à obtenir les compétences et la formation nécessaires pour participer à un marché du travail en évolution et offrir une aide aux personnes qui sont temporairement sans emploi.

Développement social

Améliorer l'inclusion et les possibilités de participation des Canadiens dans leurs collectivités.

Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères

Fournir de l'information au public sur les programmes du gouvernement du Canada et du Ministère et offrir des services au nom d'autres ministères.

Conditions et relations de travail

Fait la promotion de conditions de travail sûres, saines, équitables et inclusives et de relations de travail fondées sur la coopération.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité**Normes d'accessibilité**

Normes d'accessibilité Canada :

- Élabore et révisé les normes d'accessibilité :
 - En établissant des comités techniques; et

- En leur fournissant un soutien et des recherches.
- Promeut, appuie et mène des recherches pour éclairer l'élaboration des normes;
- Partage des informations avec les organisations et le public sur les normes;
- Fournit des produits et des services sur les normes; et
- Fournit les pratiques exemplaires utilisées pour cerner, éliminer et prévenir les obstacles à l'accessibilité.

Les comités techniques reflètent la diversité et sont composés :

- De personnes en situation de handicap;
- D'Autochtones;
- De représentants d'industries qui devraient respecter les normes si elles étaient converties en règlement; et
- D'autres experts.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail a pour objet de faciliter l'accès à des renseignements fiables sur la santé et la sécurité au travail afin d'aider les travailleurs au Canada à être en sécurité au travail et d'appuyer les employeurs, les groupes syndicaux et les gouvernements dans leurs efforts visant à créer des milieux de travail sains et sécuritaires. En tant qu'organisme national, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail fournit des renseignements impartiaux au moyen de divers produits et services bilingues gratuits ou payants, selon le cas. Les travailleurs et les employeurs au Canada ont accès à un service d'information personnalisé gratuit et confidentiel sur l'hygiène et la sécurité, dispensé par téléphone, par courriel, par télécopieur, par courrier postal ou en personne. De plus, une vaste gamme de ressources en ligne et de documents imprimés sont disponibles pour répondre aux besoins d'information sur la santé et la sécurité des travailleurs et des milieux de travail. Ces produits et services sont financés par le recouvrement des coûts, des contributions du gouvernement du Canada et des contributions financières d'autres intervenants. Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail recueille, évalue, crée et publie des documents d'information qui font autorité en matière de santé et de sécurité au travail au profit de la population active du Canada. Cette information est utilisée pour les activités d'éducation et de formation, la recherche, l'élaboration de politiques et de pratiques exemplaires, l'amélioration des programmes de santé et de sécurité, la conformité aux exigences et divers usages personnels. Lorsque les produits ou services du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail sont fournis à des intervenants comme des particuliers, des groupes ou des organisations au Canada et à l'étranger et qu'ils comportent des avantages auxquels le contribuable moyen n'a pas accès, ces produits ou services sont intégrés au programme de recouvrement des coûts, et des frais d'utilisation sont imposés. Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail promeut et facilite la consultation et la collaboration entre les administrations fédérales, provinciales et territoriales, ainsi que la participation de travailleurs, d'employeurs et d'autres intervenants, pour l'établissement et le maintien de normes élevées et la mise en œuvre d'initiatives sur l'hygiène et la sécurité au travail adaptées au contexte canadien. L'échange des ressources conduit à l'élaboration coordonnée et mutuellement bénéfique de programmes, de produits et de services uniques. Les projets entrepris en collaboration sont habituellement soutenus par une combinaison d'appuis financiers et non financiers aux programmes provenant de partenaires et d'intervenants et assurent l'avancement d'initiatives relatives à la santé et à la sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 077 997 107	–	–	1 077 997 107				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	77 283 900	–	77 283 900				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	164 690 720	–	164 690 720				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	50 659 854	–	50 659 854				
	Virement du :									
	CT, crédit 5 ¹	–	–	–	18 602 249	18 602 249				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 029 549	1 029 549				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	8 736 555	8 736 555				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	56 552 373	56 552 373				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	12 269 225	12 269 225				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	(125 000)	(125 000)				
	crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada).....	–	–	–	(943 702)	(943 702)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(30 000)	(30 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	1 077 997 107	292 634 474	96 091 249	1 466 722 830	1 362 431 492	104 291 338	–	1 232 609 394
5	Subventions et contributions.....	–	10 319 347 022	–	–	10 319 347 022				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	194 162 442	–	194 162 442				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	238 151 164	–	238 151 164				
5c	Subventions et contributions.....	–	–	24 448 000	–	24 448 000				
	Virement du :									
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	16 847 017	16 847 017				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	757 901	757 901				
	Virement au :									
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(100 277 660)	(100 277 660)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(13 000 000)	(13 000 000)				
	Total – Crédit 5.....	–	10 319 347 022	456 761 606	(95 672 742)	10 680 435 886	10 079 866 411	600 569 475	–	4 793 596 083
10c	Radiation des dettes – Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis.....	–	–	227 472 139	–	227 472 139	220 563 466	6 908 673	–	168 772 499
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	289 951 220	30 014 428	98 560 726	418 526 374	418 526 374	–	–	364 367 136
(S)	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700

(S)	Ministre d'État (Ministre des Aînés) – Allocation pour automobile (Loi sur le Parlement du Canada)	–	2 000	–	–	2 000	2 000	–	–	2 005
(S)	Amélioration des avantages accordés au Compte des opérations de l'assurance-emploi conformément au paragraphe 153.111 de la l'assurance-emploi	–	–	–	(483 349 821)	(483 349 821)	(483 349 821)	–	–	(94 724 299)
(S)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9) ...	–	52 225 920 595	749 079 405	(237 716 588)	52 737 283 412	52 737 283 412	–	–	46 221 407 443
(S)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	15 432 851 588	51 148 412	616 638 016	16 100 638 016	16 100 638 016	–	–	14 004 834 366
(S)	Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants	–	3 414 307 523	–	(46 365 717)	3 367 941 806	3 367 941 806	–	–	3 154 531 140
(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (Loi canadienne sur l'épargne-études)	–	1 050 000 000	(18 000 000)	(204 269)	1 031 795 731	1 031 795 731	–	–	1 089 549 480
(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants	–	1 296 269 205	(3 083 742)	(11 490 325)	1 281 695 138	1 281 695 138	–	–	1 223 515 704
(S)	Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	651 499 130	(107 499 130)	31 161 168	575 161 168	575 161 168	–	–	528 908 824
(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (Loi canadienne sur l'épargne-invalidité)	–	491 473 134	84 905 093	(109 564 579)	466 813 648	466 813 648	–	–	469 040 662
(S)	Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (Loi canadienne sur l'épargne-invalidité)	–	199 577 385	36 648 052	(58 424 772)	177 800 665	177 800 665	–	–	185 520 238
(S)	Dépense des recettes perçues en vertu du paragraphe 5.2(2) de la Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social	–	252 128 822	–	150 814 291	402 943 113	402 943 029	84	–	225 932 000
(S)	Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (Loi canadienne sur l'épargne-études)	–	181 000 000	(30 000 000)	5 645 448	156 645 448	156 645 448	–	–	142 304 157
(S)	Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (Loi sur le programme de protection des salariés)	–	49 250 000	–	(30 099 159)	19 150 841	19 150 841	–	–	11 688 465
(S)	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	–	31 444 511	–	(6 947 853)	24 496 658	24 496 658	–	–	34 122 519
(S)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants	–	4 405 285	139 970	(446 804)	4 098 451	4 098 451	–	–	788 838

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	–	3 208 041	(258 113)	(66 801)	2 883 127	2 883 127	–	–	2 407 688
(S)	Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	–	40 000	1 560 000	(3 079 517)	(1 479 517)	(1 479 517)	–	–	3 699 991
(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (<i>Loi sur l'assurance du service civil</i>)	–	145 000	–	(145 000)	–	–	–	–	–
(S)	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	–	31 855	–	(29 893)	1 962	1 962	–	–	8 463
(S)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	–	(1 342 358)	(60 219)	(357 409)	(1 759 986)	(1 759 986)	–	–	(1 412 111)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	205 468	–	–	78 291	283 759	205 468	–	78 291	59 898
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	710 474	710 474	710 474	–	–	2 860 079
(S)	Dépenses en vertu du paragraphe 12(4) de la <i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>	869 630	–	–	892 456	1 762 086	869 630	–	892 456	879 608
(S)	Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la <i>Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19</i>	–	–	–	(52 700)	(52 700)	(52 700)	–	–	33 414 301
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	–	103 582 000	(216 817 624)	(113 235 624)	(113 235 624)	–	–	13 214 013 128
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	317 930 000	(176 889 000)	3 343 091	144 384 091	144 384 091	–	–	2 341 550 662
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	98 900 000	64 614 000	(8 116 940)	155 397 060	155 397 060	–	–	1 026 424 743
(S)	Paiement supplémentaire aux personnes âgées (Sécurité de la vieillesse 75 ans et plus) en vertu de la <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>	–	–	–	621 825	621 825	621 825	–	–	1 679 427 560
(S)	Paiements pour la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</i>	–	17 760 000	(2 418 000)	3 568 388	18 910 388	18 910 388	–	–	946 129 117
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 778 362 433
	Total budgétaire	1 075 098	87 404 374 565	1 760 351 375	(300 823 389)	88 864 977 649	88 152 237 331	711 769 571	970 747	95 784 864 314
(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (Net)	–	(217 914 739)	–	573 001 469	355 086 730	355 086 730	–	–	232 762 468

(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	–	12 271 209	(2 951 205)	(2 532 021)	6 787 983	6 787 983	–	–	3 574 862
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	210 000
	Total non budgétaire	–	(205 643 530)	(2 951 205)	570 469 448	361 874 713	361 874 713	–	–	236 547 330
	Total du ministère – Budgétaire	1 075 098	87 404 374 565	1 760 351 375	(300 823 389)	88 864 977 649	88 152 237 331	711 769 571	970 747	95 784 864 314
	Total du ministère – Non budgétaire	–	(205 643 530)	(2 951 205)	570 469 448	361 874 713	361 874 713	–	–	236 547 330
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité									
1	Dépenses de fonctionnement	–	11 537 567	–	–	11 537 567				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 959	2 959				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	209 148	209 148				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	536 842	536 842				
	Total – Crédit 1	–	11 537 567	–	748 949	12 286 516	9 775 776	2 510 740	–	7 344 635
5	Subventions et contributions	–	8 500 000	–	–	8 500 000	8 498 175	1 825	–	8 499 998
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	839 879	–	(47 229)	792 650	792 650	–	–	655 981
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	20 877 446	–	701 720	21 579 166	19 066 601	2 512 565	–	16 500 614
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail									
1	Dépenses du programme	–	5 234 213	–	–	5 234 213				
	Virement du CT, crédit 30 ¹	–	–	–	40 048	40 048				
	Total – Crédit 1	–	5 234 213	–	40 048	5 274 261	4 577 121	697 140	–	6 223 821
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	680 561	–	738 434	1 418 995	1 418 995	–	–	1 390 491
(S)	Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	9 362 902	5 626 107	–	(280 394)	14 708 615	7 159 253	–	7 549 362	5 478 720
	Total de l'organisme – Budgétaire	9 362 902	11 540 881	–	498 088	21 401 871	13 155 369	697 140	7 549 362	13 093 032
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	10 438 000	87 436 792 892	1 760 351 375	(299 623 581)	88 907 958 686	88 184 459 301	714 979 276	8 520 109	95 814 457 960
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	(205 643 530)	(2 951 205)	570 469 448	361 874 713	361 874 713	–	–	236 547 330

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Emploi et du Développement social				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	3 669 570 872	3 596 019 435	73 551 437	–
Initiatives publicitaires.....	7 500 000	7 405 081	94 919	–
Modernisation du versement des prestations.....	440 944 877	257 197 400	183 747 477	–
Solutions innovatrices Canada.....	2 200 000	207 660	1 992 340	–
Prestations d'urgence – Administration et intégrité.....	120 209 416	120 209 416	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 944 401	–	1 944 401	–
Transfert/réaffectation.....	5 503 286	–	5 503 286	–
Autre.....	1 336 681	–	1 336 681	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 782 486 703)	(2 618 607 500)	(163 879 203)	–
	<i>1 466 722 830</i>	<i>1 362 431 492</i>	<i>104 291 338</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	10 313 081 328	10 078 965 971	234 115 357	–
Prestation canadienne d'urgence.....	130 000 680	672 700	129 327 980	–
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants.....	6 274 597	227 740	6 046 857	–
Affectations bloquées				
Report.....	231 079 281	–	231 079 281	–
	<i>10 680 435 886</i>	<i>10 079 866 411</i>	<i>600 569 475</i>	–
Crédit 10 – Radiation des dettes – Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis				
Prêts canadiens aux étudiants et aux apprentis.....	227 472 139	220 563 466	6 908 673	–
Montants législatifs.....	76 490 346 793	76 489 375 962	84	970 747
	88 864 977 648	88 152 237 331	711 769 570	970 747
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	12 286 516	9 775 776	2 510 740	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	8 500 000	8 498 175	1 825	–
Montants législatifs.....	792 650	792 650	–	–
	21 579 166	19 066 601	2 512 565	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	4 577 121	4 577 121	–	–
Affectations bloquées				
Autre.....	697 140	–	697 140	–
	<i>5 274 261</i>	<i>4 577 121</i>	<i>697 140</i>	–
Montants législatifs.....	16 127 610	8 578 248	–	7 549 362
	21 401 871	13 155 369	697 140	7 549 362
Total du portefeuille ministériel.....	88 907 958 685	88 184 459 301	714 979 275	8 520 109

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Emploi et du Développement social												
Régimes de pension et prestations	917 905 063	788 845 570	–	–	70 805 818 734	70 789 146 984	358 327 649	325 567 475	71 365 396 148	71 252 425 079	–	–
Apprentissage, développement des compétences et emploi	2 637 356 305	2 501 033 590	–	–	8 797 010 507	8 248 137 690	1 559 173 419	1 432 608 653	9 875 193 393	9 316 562 627	361 874 713	361 874 713
Développement social.....	84 717 693	81 028 362	–	–	6 416 428 580	6 382 329 931	–	–	6 501 146 273	6 463 358 293	–	–
Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères.....	460 979 623	460 979 539	–	–	–	–	–	–	460 979 623	460 979 539	–	–
Conditions et relations de travail.....	126 876 061	126 129 569	–	–	31 353 841	30 427 582	1 800 000	1 213 858	156 429 902	155 343 293	–	–
Services internes.....	1 369 017 944	1 362 786 014	–	–	–	–	863 185 635	859 217 514	505 832 309	503 568 500	–	–
Total partiel	5 596 852 689	5 320 802 644	–	–	86 050 611 662	85 450 042 187	2 782 486 703	2 618 607 500	88 864 977 648	88 152 237 331	361 874 713	361 874 713
Revenus affectés aux dépenses	(2 782 486 703)	(2 618 607 500)	–	–	–	–	(2 782 486 703)	(2 618 607 500)	–	–	–	–
Total du ministère.....	2 814 365 986	2 702 195 144	–	–	86 050 611 662	85 450 042 187	–	–	88 864 977 648	88 152 237 331	361 874 713	361 874 713
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité												
Normes d'accessibilité	7 023 512	5 905 826	–	–	8 500 000	8 498 175	–	–	15 523 512	14 404 001	–	–
Services internes.....	6 055 654	4 662 600	–	–	–	–	–	–	6 055 654	4 662 600	–	–
Total de l'organisme	13 079 166	10 568 426	–	–	8 500 000	8 498 175	–	–	21 579 166	19 066 601	–	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail												
Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail.....	16 825 080	8 853 799	–	–	–	–	–	–	16 825 080	8 853 799	–	–
Services internes.....	4 576 791	4 301 570	–	–	–	–	–	–	4 576 791	4 301 570	–	–
Total de l'organisme	21 401 871	13 155 369	–	–	–	–	–	–	21 401 871	13 155 369	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	2 848 847 023	2 725 918 939	–	–	86 059 111 662	85 458 540 362	–	–	88 907 958 685	88 184 459 301	361 874 713	361 874 713

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social									
Subventions									
Paielement unique pour les bénéficiaires du Supplément de revenu garanti ayant reçu des prestations de pandémie.....	-	740 000 000	-	7 500 000	747 500 000	730 828 249	16 671 751	-	13 744 111
Prestation canadienne d'urgence.....	-	130 000 680	-	-	130 000 680	672 700	129 327 980	-	52 170 624
Subventions aux apprentis.....	-	112 204 322	-	(50 046 205)	62 158 117	57 271 000	4 887 117	-	86 581 000
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité.....	-	78 015 100	-	(216 204)	77 798 896	77 798 896	-	-	77 796 335
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés.....	-	64 340 000	10 000 000	(10 208 035)	64 131 965	61 085 755	3 046 210	-	61 317 688
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes.....	-	39 183 400	-	(39 183 400)	-	-	-	-	-
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social.....	-	23 728 540	650 000	(14 722 031)	9 656 509	9 656 509	-	-	82 631 012
Allocation canadienne aux parents de jeunes victimes de crimes.....	-	10 000 000	-	-	10 000 000	593 190	9 406 810	-	361 260
Programme de financement du travail.....	-	7 303 000	-	-	7 303 000	7 303 000	-	-	6 803 000
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants.....	-	6 274 597	-	-	6 274 597	227 740	6 046 857	-	47 811 212
Programme de financement des objectifs de développement durable.....	-	4 600 000	-	(4 499 402)	100 598	100 000	598	-	280 851
Subvention pour la formation et l'innovation en milieu syndical.....	-	2 300 000	-	(2 097 618)	202 382	2 382	200 000	-	1 397 547
Programme de préparation à l'investissement.....	-	2 000 000	-	(277 802)	1 722 198	1 722 198	-	-	1 772 888
Données sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et programme de recherche.....	-	1 250 000	152 500	(560 000)	842 500	240 000	602 500	-	272 500
Mesure de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada.....	-	1 100 000	-	115 000	1 215 000	1 215 000	-	-	1 100 000
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail.....	-	1 000 000	-	(1 000 000)	-	-	-	-	-
Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche.....	-	100 000	-	554 000	654 000	654 000	-	-	538 000
Stratégie canadienne en matière d'apprentissage.....	-	-	-	43 504 322	43 504 322	23 871 136	19 633 186	-	-
Subvention Passeport pour ma réussite Canada.....	-	-	9 500 000	-	9 500 000	9 500 000	-	-	9 500 000
(S) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	-	52 225 920 595	749 079 405	(237 716 588)	52 737 283 412	52 737 283 412	-	-	46 221 407 443
(S) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	-	15 432 851 588	51 148 412	616 638 016	16 100 638 016	16 100 638 016	-	-	14 004 834 367
(S) Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants.....	-	3 414 307 523	-	(46 365 717)	3 367 941 806	3 367 941 806	-	-	3 154 531 139

(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>).....	–	1 050 000 000	(18 000 000)	(204 269)	1 031 795 731	1 031 795 731	–	–	1 089 549 480
(S) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	–	651 499 130	(107 499 130)	31 161 168	575 161 168	575 161 168	–	–	528 908 824
(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>).....	–	491 473 134	84 905 093	(109 564 579)	466 813 648	466 813 648	–	–	469 040 663
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	303 000 000	(191 000 000)	(8 977 147)	103 022 853	103 022 853	–	–	2 288 081 206
(S) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>).....	–	199 577 385	36 648 052	(58 424 772)	177 800 665	177 800 665	–	–	185 520 238
(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>).....	–	181 000 000	(30 000 000)	5 645 448	156 645 448	156 645 448	–	–	142 304 157
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	85 500 000	30 500 000	334 783	116 334 783	116 334 783	–	–	960 888 323
(S) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (<i>Loi sur le programme de protection des salariés</i>).....	–	49 250 000	–	(30 099 159)	19 150 841	19 150 841	–	–	11 688 465
(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)....	–	5 000	–	(5 000)	–	–	–	–	–
(S) Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>).....	–	40 000	1 560 000	(3 079 517)	(1 479 517)	(1 479 517)	–	–	3 699 991
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	–	–	5 000 000	(203 662 964)	(198 662 964)	(198 662 964)	–	–	13 016 862 110
(S) Paiements pour la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</i>	–	–	3 000 000	38 371	3 038 371	3 038 371	–	–	910 429 878
(S) Paiement supplémentaire aux personnes âgées (Sécurité de la vieillesse 75 ans et plus) en vertu de la <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021</i>	–	–	–	621 825	621 825	621 825	–	–	1 679 427 560

Paiements de transfert – suite

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la <i>Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19</i>	–	–	–	(52 700)	(52 700)	(52 700)	–	–	26 703 600
(S) Amélioration des avantages accordés au Compte des opérations de l'assurance-emploi conformément au paragraphe 153.111 de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	–	(483 349 821)	(483 349 821)	(483 349 821)	–	–	(94 724 299)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	136 841 985
Total – Subventions	–	75 307 823 994	635 644 332	(598 199 997)	75 345 268 329	75 155 445 320	189 823 009	–	85 180 073 158
Contributions									
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	–	1 158 423 339	13 976 525	(44 757 165)	1 127 642 699	1 069 455 571	58 187 128	–	1 306 568 862
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord du Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences.....	–	907 980 281	9 633 486	189 504	917 803 271	668 883 117	248 920 154	–	552 911 144
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	–	399 629 207	26 198 000	21 673 679	447 500 886	447 500 886	–	–	41 049 723
Initiative de transformation de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones.....	–	299 362 645	1 885 963	(70 619 592)	230 629 016	225 451 743	5 177 273	–	170 270 386

Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale	-	130 826 508	4 356 106	277 802	135 460 416	135 460 416	-	-	13 472 696
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes.....	-	119 786 792	-	39 183 400	158 970 192	113 282 453	45 687 739	-	19 882 185
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, à des organismes et instituts de recherche et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour aider les jeunes Canadiens à acquérir une expérience de travail et de vie tout en soutenant le service aux collectivités	-	81 937 500	-	-	81 937 500	47 975 447	33 962 053	-	39 334 966
Programme des travailleurs étrangers temporaires – Réseau de soutien des travailleurs migrants.....	-	18 578 332	-	-	18 578 332	17 883 485	694 847	-	8 556 678
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	-	14 650 000	-	-	14 650 000	14 643 631	6 369	-	14 363 610
Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés.....	-	12 372 578	-	10 208 035	22 580 613	12 008 035	10 572 578	-	13 100 000
Contributions dans le but de compléter le Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants et le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones, pour favoriser des approches novatrices et améliorer les données et la recherche en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	-	11 702 668	4 270 357	(899 472)	15 073 553	9 780 878	5 292 675	-	163 810
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail.....	-	2 500 000	-	1 000 000	3 500 000	3 348 682	151 318	-	3 462 339
Programme de financement du travail	-	2 500 000	-	(1 100 000)	1 400 000	625 059	774 941	-	1 807 415
Fonds de dotation philanthropique dirigé par des Noirs.....	-	-	199 476 227	-	199 476 227	199 476 227	-	-	-
Stratégie canadienne en matière d'apprentissage	-	-	-	8 334 997	8 334 997	7 015 610	1 319 387	-	-
Contributions pour des projets de rénovation, de construction ou de réaménagement d'installations situés au Canada qui permettent aux organisations d'offrir de meilleurs services aux personnes handicapées dans le cadre du Fonds pour l'accessibilité	-	-	-	4 987 830	4 987 830	4 987 830	-	-	1 057 874
Programme de mobilisation stratégique des partenaires et de recherche	-	-	-	3 386 213	3 386 213	3 386 213	-	-	2 579 599
Programme de financement des objectifs de développement durable.....	-	-	-	3 599 402	3 599 402	3 599 401	1	-	3 418 540
(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ...	-	1 209 397 417	(6 801 691)	(9 495 272)	1 193 100 454	1 193 100 454	-	-	1 133 529 670
(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	-	4 405 285	139 970	(446 804)	4 098 451	4 098 451	-	-	788 838
(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	-	2 133 405	(190 110)	88 035	2 031 330	2 031 330	-	-	1 514 091
(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	-	31 855	-	(29 893)	1 962	1 962	-	-	8 463

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	–	(1 342 358)	(60 219)	(357 409)	(1 759 986)	(1 759 986)	–	–	(1 412 111)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	286 290 992
Total – Contributions	–	4 374 875 454	252 884 614	(34 776 710)	4 592 983 358	4 182 236 895	410 746 463	–	3 612 719 770
Autres paiements de transfert									
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.....	–	5 013 697 533	176 662 442	–	5 190 359 975	5 190 359 972	3	–	942 685 251
Ententes sur le développement de la main-d'œuvre	–	922 000 000	–	–	922 000 000	922 000 000	–	–	922 000 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 648 082 433
Total – Autres paiements de transfert	–	5 935 697 533	176 662 442	–	6 112 359 975	6 112 359 972	3	–	4 512 767 684
Total du ministère	–	85 618 396 981	1 065 191 388	(632 976 707)	86 050 611 662	85 450 042 187	600 569 475	–	93 305 560 612
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité									
Subventions									
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité.....	–	4 250 000	–	(2 916 505)	1 333 495	1 333 495	–	–	2 307 995
Contributions									
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité.....	–	4 250 000	–	2 916 505	7 166 505	7 164 680	1 825	–	6 192 003
Total de l'organisme	–	8 500 000	–	–	8 500 000	8 498 175	1 825	–	8 499 998
Total du portefeuille ministériel	–	85 626 896 981	1 065 191 388	(632 976 707)	86 059 111 662	85 458 540 362	600 571 300	–	93 314 060 610

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Régimes de pension et prestations			
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>			
	358 327 649	325 567 475	337 528 982
Apprentissage, développement des compétences et emploi			
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi			
	1 559 173 419	1 432 608 653	1 361 557 013
Conditions et relations de travail			
Remboursable par des organismes de l'État, d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux			
	1 800 000	1 213 858	900 000
Services internes			
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>			
	159 350 764	157 144 842	153 302 469
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi			
	703 834 871	702 072 672	711 842 456
	863 185 635	859 217 514	865 144 925
Total budgétaire	2 782 486 703	2 618 607 500	2 565 130 920
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Apprentissage, développement des compétences et emploi			
Remboursement de prêts en espèces.....			
	–	2 448 787 018	2 633 900 361
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 782 486 703	2 618 607 500	2 565 130 920
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	2 448 787 018	2 633 900 361

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Trésorerie et créances		
Intérêt des dépôts bancaires		
	262 306	53 297
Autres comptes		
Dividendes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	–	790 000 000
Intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants.....		
	13 006 590	12 228 409
Intérêts sur les prêts canadiens aux apprentis.....		
	554	108
Paiements reçus sur les prêts escomptés.....		
	1 289 589	1 154 435
	14 559 039	803 436 249
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	37 037 522	149 215 548
Recouvrement de trop-payés de salaire		
	24 224	60 964
Redressements des créateurs de l'exercice précédent		
	22 654 726	9 908 951
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu		
	249 979 590	119 723 920
	309 696 062	278 909 383
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Travailleurs étrangers temporaires.....		
	138 274 901	80 609 324
Divers		
	405 562	117 736
	138 680 463	80 727 060
Services de nature non réglementaire		
Passport.....		
	307 324 961	157 435 315
Services fournis aux autres ministères gouvernementaux en vertu de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>		
	95 590 593	68 530 061
Programme canadien pour l'épargne-études.....		
	1 123 158	892 456
Service fédéral d'indemnisation des accidentés du travail.....		
	3 656 222	3 521 163
Divers		
	264 627	120 352
	407 959 561	230 499 347
Autres frais et droits		
Divers		
	8 275	104 705
	546 648 299	311 331 112
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
Produits de la vente d'immobilisations		
	42 649	179 007
Gain sur disposition d'actifs non immobilisés		
	35 642	26 461
	78 291	205 468

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Intérêts sur comptes débiteurs.....	312 154	131 252	Autres revenus		
Gain sur devises étrangères.....	4 501	4 892	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Location des logements d'État.....	55 300	99 871	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	–	1 895
Autres revenus provenant des services de nature non réglementaires			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	–	9 203
Programme canadien pour l'épargne-études.....	17 140	–		–	11 098
Recouvrement des frais d'administration			Ventes de biens et de services		
Assurance-emploi.....	2 326 848 390	2 255 181 756	Ventes de biens et de produits d'information.....	5 761 213	6 976 998
Régime de pensions du Canada.....	532 906 588	539 702 754	Autres frais et droits.....	10 965	(218 774)
Recouvrement de coûts auprès d'autres ministères pour des services administratifs généraux				5 772 178	6 758 224
Passport.....	65 584 616	30 438 435	Total de l'organisme.....	5 772 178	6 769 322
Services fournis aux autres ministères gouvernementaux en vertu de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>	12 002 470	5 506 995	Sommaire du portefeuille ministériel		
Sanctions – Code canadien du travail.....	11 000	–	Autres revenus		
Amendes en vertu de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	107 221	52 436	Revenus de placements.....	14 559 039	803 436 249
Amendes en vertu du <i>Code canadien du travail</i>	–	450 000	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	309 795 929	278 948 479
Sanctions – Programme des travailleurs étrangers temporaires.....	1 507 500	2 845 440	Ventes de biens et de services.....	552 420 477	318 089 336
Compte de rentes – Surplus actuariel.....	6 613 213	8 462 456	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	78 291	205 468
Compte d'assurance du service civil – Surplus actuariel.....	61 634	1 461	Revenus divers.....	2 946 700 720	2 843 390 077
Frais légaux.....	301 910	355 795	Total du portefeuille ministériel.....	3 823 554 456	4 244 069 609
Petits soldes des comptes créditeurs et soldes créditeurs non remboursables.....	107	15 115			
Dons à l'État.....	–	1 000			
Divers.....	366 976	140 419			
	2 946 700 720	2 843 390 077			
Total du ministère.....	3 817 682 411	4 237 272 289			
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	43 599	919			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	55 201	27 079			
Recouvrement de trop-payés de salaire.....	1 067	–			
Total de l'organisme.....	99 867	27 998			

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Section 12

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Environnement et Changement climatique

Ministère de l'Environnement

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Agence Parcs Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	266
Sommaire du portefeuille ministériel	268
Détail budgétaire par affectation	271
Responsabilités essentielles	273
Paiements de transfert	274
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	277
Revenus	277

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Environnement**Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques**

Par une collaboration avec d'autres ministères et organismes fédéraux, les provinces, les territoires, les peuples autochtones, les parties prenantes et des experts externes, le Ministère soutiendra et coordonnera la mise en œuvre du cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques; s'employer à réduire les émissions de gaz à effet de serre; mener la croissance propre; élaborer des instruments réglementaires; soutenir les entreprises et les Canadiens pour s'adapter et devenir plus résilients aux changements climatiques; et contribuer aux mesures prises sur le plan international pour les changements climatiques pour augmenter les avantages globaux.

Prévention et gestion de la pollution

Collaborer avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones et d'autres entités afin de développer et de gérer des normes, lignes directrices et règlements liés à l'environnement, et d'autres mesures de gestion du risque, en vue de réduire les rejets et de surveiller les niveaux de contaminants dans l'air, l'eau et le sol; promouvoir les lois et les règlements environnementaux et veiller à leur application.

Préservation de la nature

Protéger et rétablir des espèces en péril et leurs habitats, assurer la conservation et la protection de populations saines d'oiseaux migrateurs; mobiliser les provinces, les territoires, les peuples autochtones, les parties prenantes et le public afin d'augmenter les aires protégées et contribuer aux activités de conservation et d'intendance; étendre et gérer les aires protégées du Ministère; et collaborer avec des partenaires du Canada et à l'international pour faire progresser la conservation de la biodiversité et du développement durable.

Prévisions des conditions météorologiques et environnementales

Surveiller les conditions météorologiques, l'eau, la qualité de l'air et les conditions climatiques, fournir à la population canadienne et aux secteurs ciblés des prévisions, de l'information et des avertissements au moyen d'un vaste éventail de modes de prestation de services, de réaliser des recherches, de concevoir et tenir à jour des modèles informatiques pour la prévision météorologique et d'autres conditions environnementales et de recueillir des données et en permettre l'échange avec d'autres services météorologiques nationaux et des organisations internationales.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Évaluation d'impact

L'Agence réalise des évaluations de grande qualité qui prennent en compte les effets sur l'environnement, la société, la santé et les genres afin d'appuyer le processus décisionnel du gouvernement. Les évaluations d'impact se fondent sur des données probantes et assurent la prise en compte des impacts positifs et négatifs ainsi que des impacts sur les groupes autochtones et sur leurs droits, afin de favoriser la durabilité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence Parcs Canada

Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada

Créer des parcs nationaux et des aires marines nationales de conservation; désigner des lieux, des personnes et des événements d'importance historique nationale; protéger et conserver le patrimoine naturel et culturel en se laissant guider par la science et le savoir autochtone; offrir des possibilités d'explorer le patrimoine naturel et culturel du Canada, d'en faire l'expérience et d'en profiter pleinement; assumer ces responsabilités avec le public, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires, les Autochtones et d'autres intervenants.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	969 250 762	–	–	969 250 762				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	66 661 904	–	66 661 904				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	637 582	–	637 582				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	268 613	268 613				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	1 260 293	1 260 293				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	817 506	817 506				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	8 750 913	8 750 913				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	47 487 213	47 487 213				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	13 723 211	13 723 211				
	Virement au:									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(400 000)	(400 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(160 000)	(160 000)				
	crédit 1 (Société du Centre national des Arts).....	–	–	–	(2 000 000)	(2 000 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(20 000)	(20 000)				
	crédit 1 (VIA Rail Canada Inc.).....	–	–	–	(5 177 062)	(5 177 062)				
	crédit 10.....	–	–	–	(110 000)	(110 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	969 250 762	67 299 486	64 440 687	1 100 990 935	1 084 948 723	16 042 212	–	940 437 924
5	Dépenses en capital.....	–	120 490 444	–	–	120 490 444				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	1 527 659	–	1 527 659				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	25 033 562	25 033 562				
	Total – Crédit 5.....	–	120 490 444	1 527 659	25 033 562	147 051 665	80 092 785	66 958 880	–	93 639 294
10	Subventions et contributions.....	–	770 281 713	–	–	770 281 713				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	73 819 971	–	73 819 971				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	10 000 000	–	10 000 000				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	110 000	110 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	–	–	–	350 000	350 000				
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	11 000 000	11 000 000				
	Total – Crédit 10.....	–	770 281 713	83 819 971	11 460 000	865 561 684	641 102 380	224 459 304	–	577 281 682
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	108 101 652	6 677 262	(4 497 078)	110 281 836	110 281 836	–	–	101 160 342
(S)	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700

(S)	Distribution des revenus provenant des redevances pour émissions excédentaires versées en vertu du Système de tarification fondé sur le rendement conformément à l'article 188 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	–	–	41 065 566	(29 015 258)	12 050 308	12 050 308	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	972 150	–	–	1 248 218	2 220 368	1 113 586	–	1 106 782	278 582
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	141
	Total du ministère – Budgétaire	972 150	1 968 217 071	200 389 944	68 670 031	2 238 249 196	1 929 682 018	307 460 396	1 106 782	1 712 888 665
	Agence canadienne d'évaluation d'impact									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	52 587 500	–	–	52 587 500				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 000 000	–	1 000 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	14 325	14 325				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	937 743	937 743				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 679 229	2 679 229				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(400 000)	(400 000)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(5 000)	(5 000)				
	Total – Crédit 1	–	52 587 500	1 000 000	3 226 297	56 813 797	51 664 818	5 148 979	–	48 831 292
5	Subventions et contributions	–	21 453 903	–	–	21 453 903				
	Virement au :									
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(150 000)	(150 000)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(5 000 000)	(5 000 000)				
	Total – Crédit 5.....	–	21 453 903	–	(5 150 000)	16 303 903	14 690 360	1 613 543	–	17 015 295
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 028 714	–	121 586	6 150 300	6 150 300	–	–	6 154 149
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	80 070 117	1 000 000	(1 802 117)	79 268 000	72 505 478	6 762 522	–	72 000 736
	Agence Parcs Canada									
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions.....	–	622 094 141	–	–	622 094 141				
1a	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	20 746 647	–	20 746 647				
1b	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	33 197 632	–	33 197 632				
1c	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	7 474 472	–	7 474 472				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	2 200 000	2 200 000				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	550 000	550 000				
	crédit 5	–	–	–	18 000 000	18 000 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	283 654	283 654				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 262 329	4 262 329				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	18 495 727	18 495 727				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	(93 000)	(93 000)				
	crédit 10	–	–	–	(34 078 327)	(34 078 327)				
	Total – Crédit 1	–	622 094 141	61 418 751	9 620 383	693 133 275	615 120 488	78 012 787	–	966 594 261

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
5	Dépenses en capital.....	–	138 130 184	–	–	138 130 184				
5a	Dépenses en capital	–	–	6 062 991	–	6 062 991				
5b	Dépenses en capital	–	–	39 941 450	–	39 941 450				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	377 000	377 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	88 529 780	88 529 780				
	Virement au crédit 1.....	–	–	–	(18 000 000)	(18 000 000)				
	Total – Crédit 5.....	–	138 130 184	46 004 441	70 906 780	255 041 405	206 383 836	48 657 569	–	–
10	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques.....	–	21 258 071	–	–	21 258 071				
	Virement du crédit 1.....	–	–	–	34 078 327	34 078 327				
	Total – Crédit 10.....	–	21 258 071	–	34 078 327	55 336 398	55 336 398	–	–	50 988 628
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	57 100 909	8 509 948	3 704 608	69 315 465	69 315 465	–	–	65 257 188
(S)	Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	100 522 161	150 000 000	–	54 687 662	305 209 823	210 452 854	–	94 756 969	80 818 318
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	300 300
	Total de l'organisme – Budgétaire	100 522 161	988 583 305	115 933 140	172 997 760	1 378 036 366	1 156 609 041	126 670 356	94 756 969	1 163 958 695
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	101 494 311	3 036 870 493	317 323 084	239 865 674	3 695 553 562	3 158 796 537	440 893 274	95 863 751	2 948 848 096

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Environnement				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	1 135 485 924	1 116 761 478	18 724 446	–
Enveloppe de l'aide internationale.....	532 447	76 693	455 754	–
Solutions innovatrices Canada.....	520 000	520 000	–	–
Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15).....	35 986 875	35 986 875	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	2 679 793	–	2 679 793	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(74 214 104)	(68 396 323)	(5 817 781)	–
	<i>1 100 990 935</i>	<i>1 084 948 723</i>	<i>16 042 212</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	109 409 969	80 092 785	29 317 184	–
Affectations bloquées				
Report.....	34 682 299	–	34 682 299	–
Autre.....	2 959 397	–	2 959 397	–
	<i>147 051 665</i>	<i>80 092 785</i>	<i>66 958 880</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	648 070 608	595 224 057	52 846 551	–
Enveloppe de l'aide internationale.....	42 732 500	42 732 500	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	1 080 000	1 024 148	55 852	–
Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15).....	3 000 000	2 121 675	878 325	–
Affectations bloquées				
Report.....	169 817 293	–	169 817 293	–
Autre.....	861 283	–	861 283	–
	<i>865 561 684</i>	<i>641 102 380</i>	<i>224 459 304</i>	–
Montants législatifs.....	124 644 912	123 538 130	–	1 106 782
	2 238 249 196	1 929 682 018	307 460 396	1 106 782
Agence canadienne d'évaluation d'impact				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	64 802 717	53 097 160	11 705 557	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	12 080	–	12 080	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 001 000)	(1 432 342)	(6 568 658)	–
	<i>56 813 797</i>	<i>51 664 818</i>	<i>5 148 979</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	16 303 903	14 690 360	1 613 543	–
Montants législatifs.....	6 150 300	6 150 300	–	–
	79 268 000	72 505 478	6 762 522	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence Parcs Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	547 917 614	536 480 894	11 436 720	–
Subventions et contributions	75 020 059	75 020 059	–	–
Initiatives publicitaires	3 625 000	3 619 535	5 465	–
Affectations bloquées				
Report.....	57 370 627	–	57 370 627	–
Transfert/réaffectation	9 199 975	–	9 199 975	–
	<i>693 133 275</i>	<i>615 120 488</i>	<i>78 012 787</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	250 973 134	206 383 836	44 589 298	–
Affectations bloquées				
Report.....	4 068 271	–	4 068 271	–
	<i>255 041 405</i>	<i>206 383 836</i>	<i>48 657 569</i>	–
Crédit 10 – Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques				
Autre autorisation.....	55 336 398	55 336 398	–	–
Montants législatifs.....				
	374 525 288	279 768 319	–	94 756 969
	1 378 036 366	1 156 609 041	126 670 356	94 756 969
Total du portefeuille ministériel.....	3 695 553 562	3 158 796 537	440 893 274	95 863 751

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Environnement												
Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques.....	127 351 536	125 470 530	17 785 657	2 293 945	444 454 300	279 609 909	–	–	589 591 493	407 374 384	–	–
Prévention et gestion de la pollution....	347 208 819	339 508 671	22 542 865	15 848 779	60 014 631	49 561 669	17 602 831	14 659 415	412 163 484	390 259 704	–	–
Préservation de la nature.....	264 296 071	254 893 955	12 563 219	5 345 226	371 358 423	320 196 472	4 234 572	4 234 572	643 983 141	576 201 081	–	–
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales	260 186 430	254 798 257	82 956 916	47 250 825	1 784 638	3 784 638	51 210 156	48 648 256	293 717 828	257 185 464	–	–
Services internes.....	288 756 787	290 161 455	11 203 008	9 354 010	–	–	1 166 545	854 080	298 793 250	298 661 385	–	–
Total partiel	1 287 799 643	1 264 832 868	147 051 665	80 092 785	877 611 992	653 152 688	74 214 104	68 396 323	2 238 249 196	1 929 682 018	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(74 214 104)	(68 396 323)	–	–	–	–	(74 214 104)	(68 396 323)	–	–	–	–
Total du ministère.....	1 213 585 539	1 196 436 545	147 051 665	80 092 785	877 611 992	653 152 688	–	–	2 238 249 196	1 929 682 018	–	–
Agence canadienne d'évaluation d'impact												
Évaluation d'impact	60 000 963	48 283 327	–	–	16 303 903	14 690 360	7 996 583	1 427 925	68 308 283	61 545 762	–	–
Services internes.....	10 964 134	10 964 133	–	–	–	–	4 417	4 417	10 959 717	10 959 716	–	–
Total partiel	70 965 097	59 247 460	–	–	16 303 903	14 690 360	8 001 000	1 432 342	79 268 000	72 505 478	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 001 000)	(1 432 342)	–	–	–	–	(8 001 000)	(1 432 342)	–	–	–	–
Total de l'organisme	62 964 097	57 815 118	–	–	16 303 903	14 690 360	–	–	79 268 000	72 505 478	–	–
Agence Parcs Canada												
Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada	840 536 847	725 317 265	272 673 685	204 237 382	111 283 109	75 020 059	–	–	1 224 493 641	1 004 574 706	–	–
Services internes.....	149 887 881	149 887 881	3 654 844	2 146 454	–	–	–	–	153 542 725	152 034 335	–	–
Total de l'organisme	990 424 728	875 205 146	276 328 529	206 383 836	111 283 109	75 020 059	–	–	1 378 036 366	1 156 609 041	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	2 266 974 364	2 129 456 809	423 380 194	286 476 621	1 005 199 004	742 863 107	–	–	3 695 553 562	3 158 796 537	–	–

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement									
Subventions									
Subventions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	–	10 282 500	–	1 000 000	11 282 500	11 282 500	–	–	6 175 000
Subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques.....	–	4 210 545	–	(3 585 000)	625 545	560 560	64 985	–	2 970 023
Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.....	–	3 517 500	–	–	3 517 500	3 517 500	–	–	2 849 912
Subventions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	–	2 500 000	–	–	2 500 000	–	2 500 000	–	–
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	700 000	380 000	–	1 080 000	1 024 148	55 852	–	400 000
Subvention à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens.....	–	44 000	–	(26 000)	18 000	18 000	–	–	23 000
Total – Subventions	–	21 254 545	380 000	(2 611 000)	19 023 545	16 402 708	2 620 837	–	12 417 935
Contributions									
Contributions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	–	291 034 709	63 726 213	(5 000 000)	349 760 922	190 825 185	158 935 737	–	243 351 621
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature.....	–	288 720 096	5 000 000	(364 174)	293 355 922	243 135 370	50 220 552	–	163 288 963
Contributions à l'appui de la préservation de la nature.....	–	75 760 916	3 900 000	(5 045 249)	74 615 667	73 674 267	941 400	–	57 103 485
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	–	27 518 487	10 763 758	6 045 722	44 327 967	33 930 857	10 397 110	–	26 521 747
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques.....	–	21 533 891	50 000	5 244 797	26 828 688	25 485 021	1 343 667	–	23 435 023
Contributions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	–	16 000 000	–	15 450 000	31 450 000	31 450 000	–	–	–
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	–	14 129 000	–	208 000	14 337 000	14 337 000	–	–	37 813 500
Contributions à l'appui des prévisions des conditions météorologiques et environnementales	–	4 945 753	–	(1 179 115)	3 766 638	3 766 638	–	–	2 411 644
Contribution obligatoire à la Commission de coopération environnementale	–	3 460 777	–	941 796	4 402 573	4 402 573	–	–	2 363 342
Contributions à l'appui du Système d'évaluation des impacts et de réglementation	–	2 970 400	–	412 000	3 382 400	3 382 400	–	–	3 127 400
Contribution obligatoire à l'Organisation météorologique mondiale.....	–	2 167 785	–	(2 167 785)	–	–	–	–	5 005 706
Contribution obligatoire à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	–	220 000	–	(215 565)	4 435	4 435	–	–	–

Contribution obligatoire à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar) ..	–	206 140	–	(206 140)	–	–	–	–	200 000
Contributions obligatoires du Canada à la Convention de Minamata sur le mercure	–	200 000	–	(51 177)	148 823	148 822	1	–	100 421
Contribution obligatoire à l'Organisation de coopération et de développement économiques	–	121 214	–	(373)	120 841	120 841	–	–	106 001
Contribution obligatoire au besoin international sur le bambou et le rotin	–	38 000	–	(1 737)	36 263	36 263	–	–	34 894
(S) Contributions dans le cadre du Fonds issu des produits du système de tarification fondé sur le rendement	–	–	41 065 566	(29 015 258)	12 050 308	12 050 308	–	–	–
Total – Contributions	–	749 027 168	124 505 537	(14 944 258)	858 588 447	636 749 980	221 838 467	–	564 863 747
Total du ministère.....	–	770 281 713	124 885 537	(17 555 258)	877 611 992	653 152 688	224 459 304	–	577 281 682
Agence canadienne d'évaluation d'impact									
Subventions									
Subventions pour appuyer la participation du public et des groupes autochtones aux évaluations d'impact, régionales ou stratégiques, et aux recherches liées aux évaluations	–	4 000 000	–	(150 000)	3 850 000	2 236 710	1 613 290	–	1 882 774
Contributions									
Contributions à l'appui de la participation du public et des groupes autochtones au processus d'évaluation et dialogue sur les politiques, et pour le soutien du développement des connaissances et capacités autochtones liées aux évaluations et aux activités connexes – composante de l'aide financière aux participants, composante du dialogue sur les politiques et composante du soutien des capacités autochtones.....	–	17 088 903	–	(4 980 500)	12 108 403	12 108 150	253	–	14 787 021
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	–	365 000	–	(19 500)	345 500	345 500	–	–	345 500
Total – Contributions	–	17 453 903	–	(5 000 000)	12 453 903	12 453 650	253	–	15 132 521
Total de l'organisme	–	21 453 903	–	(5 150 000)	16 303 903	14 690 360	1 613 543	–	17 015 295
Agence Parcs Canada									
Subventions									
Subvention pour la mise en œuvre des accords de réconciliation des droits au Canada atlantique.....	–	10 899 300	–	–	10 899 300	566 466	10 332 834	–	–
Subvention pour la mise en œuvre des ententes sur les répercussions et les avantages concernant la Réserve du parc national Nahanni.....	–	7 500 000	–	(500 000)	7 000 000	7 000 000	–	–	–
Subvention pour la mise en œuvre des avantages pour les Inuits liés à l'établissement et à la gestion du lieu historique national du Canada des Épaves du HMS Erebus et du HMS Terror	–	6 900 000	–	–	6 900 000	6 900 000	–	–	–
Subventions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques.....	–	5 550 000	150 000	(1 656 654)	4 043 346	1 628 346	2 415 000	–	196 000
Tallurutiup Imanga fonds de démarrage du programme d'intendance des Inuits.....	–	3 600 000	–	–	3 600 000	3 600 000	–	–	3 100 000
Subvention au Jardin international de la paix	–	22 700	–	–	22 700	22 700	–	–	22 700
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 750 000
Total – Subventions	–	34 472 000	150 000	(2 156 654)	32 465 346	19 717 512	12 747 834	–	6 068 700

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions									
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques.....	–	70 118 370	850 000	(2 845 316)	68 123 054	44 607 838	23 515 216	–	44 311 650
Contributions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	–	1 000 000	–	694 709	1 694 709	1 694 709	–	–	954 105
Soutien au Grand Sentier.....	–	–	10 000 000	(1 000 000)	9 000 000	9 000 000	–	–	7 500 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	19 394 986
Total – Contributions	–	71 118 370	10 850 000	(3 150 607)	78 817 763	55 302 547	23 515 216	–	72 160 741
Total de l'organisme	–	105 590 370	11 000 000	(5 307 261)	111 283 109	75 020 059	36 263 050	–	78 229 441
Total du portefeuille ministériel.....	–	897 325 986	135 885 537	(28 012 519)	1 005 199 004	742 863 107	262 335 897	–	672 526 418

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Prévention et gestion de la pollution			
Locations et utilisation de biens publics	409 777	409 777	237 536
Produits de la vente de biens et de produits d'information ..	125 060	125 060	125 000
Revenus provenant de services réglementaires	2 511 090	1 899 973	1 562 329
Revenus provenant de services non réglementaires	14 394 643	12 062 344	8 826 558
Services fournis aux autres ministères	–	–	55 800
Divers	162 261	162 261	190 792
	17 602 831	14 659 415	10 998 015
Préservation de la nature			
Locations et utilisation de biens publics	948 184	948 184	2 407 973
Revenus provenant de services réglementaires	1 447 442	1 447 442	85 615
Revenus provenant de services non réglementaires	1 838 946	1 838 946	512 243
	4 234 572	4 234 572	3 005 831
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales			
Locations et utilisation de biens publics	4 283 202	4 283 202	4 158 757
Produits de la vente de biens et de produits d'information ..	22 472 556	22 472 556	22 555 677
Revenus provenant de services réglementaires	–	–	82
Revenus provenant de services non réglementaires	23 065 825	20 503 925	20 932 120
Divers	1 388 573	1 388 573	1 299 157
	51 210 156	48 648 256	48 945 793
Services internes			
Locations et utilisation de biens publics	133 511	133 511	178 338
Revenus provenant de services réglementaires	167 287	167 287	134 328
Revenus provenant de services non réglementaires	140 966	–	–
Services fournis aux autres ministères	700 839	529 340	703 448
Divers	23 942	23 942	23 942
	1 166 545	854 080	1 040 056
Total du ministère – Budgétaire	74 214 104	68 396 323	63 989 695
Agence canadienne d'évaluation d'impact			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Évaluation d'impact			
7 996 583	1 427 925	2 397 015	
Services internes			
Formation, information et publications (Externe)	4 417	4 417	4 182
Total de l'organisme – Budgétaire	8 001 000	1 432 342	2 401 197
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	82 215 104	69 828 665	66 390 892

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Environnement		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de paiements de transfert	3 376 741	2 304 968
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	2 541 286	1 442 675
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	8 011 588	18 169 668
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	67 063	41 428
	13 996 678	21 958 739
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Baux de terrains	68 909	53 967
Location de machines et de matériel	21 987	28 429
Location de bâtiments résidentiels	257 607	357 073
Location de bâtiments non résidentiels	5 382 443	6 613 310
Divers	1 615	1 115
	5 732 561	7 053 894
Services de nature réglementaire		
Immersion en mer	1 726 064	1 377 740
Permis de chasse d'oiseaux	1 338 717	1 449 386
Amendes diverses	1 836 804	521 792
	4 901 585	3 348 918
Services de nature non réglementaire		
Ministère de la Défense nationale	2 400 511	1 839 420
Relevés hydrométriques	–	112 833
NAV Canada	360 281	355 005
Surveillance des sables bitumineux	9 038 159	8 599 778
Divers	5 028 332	3 420 241
	16 827 283	14 327 277
Ventes de biens et de produits d'information		
Garde côtière canadienne	5 370 748	4 998 788
Ministère de la Défense nationale	4 816 834	5 300 986
Recouvrements – Relevés hydrométriques	18 650 145	17 057 398
NAV Canada	11 008 674	11 106 325
Autres recouvrements relatifs à l'eau	1 206 903	1 592 907
Divers	2 276 759	2 248 449
	43 330 063	42 304 853
Autres frais et droits		
Services de technologie de l'information	340 998	525 257
Services des biens immobiliers	37 079	39 226
Services de gestion de l'information	151 263	194 765
Divers	1 575 044	1 517 754
	2 104 384	2 277 002
	72 895 876	69 311 944

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Sommaire du portefeuille ministériel		
Biens excédentaires d'État vendus	1 248 218	972 150	Autres revenus		
Revenus divers			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	19 911 678	25 437 934
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	43 227	7 942	Ventes de biens et de services.....	276 948 714	246 973 474
Redevance sur les émissions excédentaires.....	301 631 750	235 224 850	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 248 218	972 150
Autres.....	8 745 355	7 387 783	Revenus divers.....	310 524 447	243 353 910
	310 420 332	242 620 575	Total du portefeuille ministériel.....	608 633 057	516 737 468
Total du ministère.....	398 561 104	334 863 408			
Agence canadienne d'évaluation d'impact					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	308 484	277 337			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	527 729	226 215			
	836 213	503 552			
Ventes de biens et de services					
Services de nature non réglementaire.....	2 133 147	2 268 029			
Revenus divers.....	114	653 372			
Total de l'organisme.....	2 969 474	3 424 953			
Agence Parcs Canada					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 417 197	2 041 251			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	1 655 632	931 750			
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	5 958	2 642			
	5 078 787	2 975 643			
Ventes de biens et de services					
Location et utilisation de biens publics	36 310 363	27 141 151			
Services de nature non réglementaire					
Services de nature non réglementaire	146 525 195	111 754 971			
Revenus reportés.....	5 043 349	27 438 135			
	151 568 544	139 193 106			
Ventes de biens et de produits d'information	2 524 356	1 628 191			
Autres frais et droits	11 516 428	7 431 053			
	201 919 691	175 393 501			
Revenus divers.....	104 001	79 963			
Total de l'organisme.....	207 102 479	178 449 107			

Section 13

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Femmes, Égalité des genres et Jeunesse

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	280
Sommaire du portefeuille ministériel	281
Détail budgétaire par affectation	282
Responsabilités essentielles	283
Paievements de transfert	284
Revenus	285

Description des responsabilités essentielles**Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres****Faire avancer l'égalité des genres**

Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres fait avancer l'égalité des genres pour les femmes, notamment l'égalité sociale, économique et politique en ce qui touche aux sexes, à l'orientation sexuelle et à l'identité ou expression de genre. Le Ministère favorise une meilleure compréhension de l'interaction du sexe et du genre avec d'autres facteurs identitaires dont la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, la situation socioéconomique, le lieu de résidence et le handicap. Le Ministère élabore et coordonne des politiques et des programmes et entreprend des recherches ainsi que des collectes et analyses de données ayant trait à ces politiques et programmes, et il renseigne le public par des activités de sensibilisation. Le Ministère fournit des conseils au gouvernement pour parvenir aux résultats et aux objectifs que s'est fixés le Canada en matière d'égalité des genres, y compris la promotion de la budgétisation sensible aux genres, et il contribue – par son expertise, sa contribution à la recherche et son financement d'initiatives communautaires – à l'avancement de l'égalité des genres auprès d'autres partenaires et parties prenantes. Le Ministère agit comme axe central de la mise en commun de l'expertise au Canada et avec ses partenaires sur la scène internationale, et il s'appuie sur ses connaissances pour orienter les priorités du Canada en matière d'égalité des genres.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	58 957 562	–	–	58 957 562				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	5 096 392	–	5 096 392				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	439 250	–	439 250				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	361	361				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	383 013	383 013				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 984 382	1 984 382				
	Virement au:									
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(90 000)	(90 000)				
	crédit 5.....	–	–	–	(5 000 000)	(5 000 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(1 400 000)	(1 400 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	58 957 562	5 535 642	(4 122 244)	60 370 960	57 362 612	3 008 348	–	48 245 922
5	Subventions et contributions.....	–	245 212 502	–	–	245 212 502				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	9 874 536	–	9 874 536				
	Virement du crédit 1.....	–	–	–	5 000 000	5 000 000				
	Total – Crédit 5.....	–	245 212 502	9 874 536	5 000 000	260 087 038	259 383 052	703 986	–	177 423 093
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	6 050 788	1 026 695	(807 527)	6 269 956	6 269 956	–	–	4 892 951
(S)	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 944
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	–	–	–	886	886	797	–	89	962
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	–	310 313 352	16 436 873	71 015	326 821 240	323 108 817	3 712 334	89	230 653 872

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres				
Crédit 1 – Dépenses du fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	60 074 946	57 362 612	2 712 334	–
Affectations bloquées				
Report.....	296 014	–	296 014	–
	60 370 960	57 362 612	3 008 348	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	259 383 052	259 383 052	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	703 986	–	703 986	–
	260 087 038	259 383 052	703 986	–
Montants législatifs.....	6 363 242	6 363 153	–	89
Total du portefeuille ministériel.....	326 821 240	323 108 817	3 712 334	89

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres												
Faire avancer l'égalité des genres	43 377 231	41 026 201	–	–	260 087 038	259 383 052	–	–	303 464 269	300 409 253	–	–
Services internes	23 356 971	22 699 564	–	–	–	–	–	–	23 356 971	22 699 564	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	66 734 202	63 725 765	–	–	260 087 038	259 383 052	–	–	326 821 240	323 108 817	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres									
Subventions									
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	–	58 633 740	–	(34 205 374)	24 428 366	24 428 366	–	–	6 964 467
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale.....	–	22 319 559	–	(15 007 228)	7 312 331	7 312 331	–	–	1 836 831
Promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre.....	–	10 866 306	7 702 138	(14 484 745)	4 083 699	3 379 713	703 986	–	110 287
Total – Subventions	–	91 819 605	7 702 138	(63 697 347)	35 824 396	35 120 410	703 986	–	8 911 585
Contributions									
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	–	143 049 743	–	43 196 711	186 246 454	186 246 454	–	–	142 230 564
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Contributions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale.....	–	6 888 145	–	18 170 708	25 058 853	25 058 853	–	–	16 383 750
Promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre.....	–	3 455 009	2 172 398	7 329 928	12 957 335	12 957 335	–	–	9 897 194
Total – Contributions	–	153 392 897	2 172 398	68 697 347	224 262 642	224 262 642	–	–	168 511 508
Total du portefeuille ministériel.....	–	245 212 502	9 874 536	5 000 000	260 087 038	259 383 052	703 986	–	177 423 093

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	550 548	349 466
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	13 205	24 383
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.	39 143	917 222
	<u>602 896</u>	<u>1 291 071</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	886	962
Total du portefeuille ministériel.....	603 782	1 292 033

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 14

Comptes publics du Canada 2022-2023

Finances

Ministère des Finances

Société d'assurance-dépôts du Canada

**Agence de la consommation en matière
financière du Canada**

**Centre d'analyse des opérations et
déclarations financières du Canada**

Bureau du vérificateur général

**Bureau du surintendant des institutions
financières**

Monnaie royale canadienne

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	288
Sommaire du portefeuille ministériel	292
Détail budgétaire par affectation	296
Responsabilités essentielles	298
Paiements de transfert	300
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	302
Revenus	302

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Finances**Politiques économique et budgétaire**

Élaborer le budget fédéral et l'Énoncé économique de l'automne, de même que fournir des analyses et des conseils au gouvernement du Canada sur la politique économique, budgétaire et sociale, les relations fédérales-provinciales, y compris les paiements de transfert et d'impôt, le secteur financier, la politique fiscale, et les finances et les échanges internationaux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société d'assurance-dépôts du Canada

La Société d'assurance-dépôts du Canada a pour mandat de fournir une assurance contre les risques de perte totale ou partielle des dépôts détenus par ses institutions membres et d'encourager la stabilité du système financier au Canada. Elle poursuit ces fins à l'avantage des personnes qui détiennent des dépôts auprès d'institutions membres et de manière à réduire au minimum les possibilités de perte pour elle-même. Elle agit par ailleurs à titre d'autorité de règlement pour ses institutions membres.

Agence de la consommation en matière financière du Canada**Protection des consommateurs de produits et services financiers**

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada protège les consommateurs de produits et services financiers en surveillant la conduite sur le marché des institutions financières sous réglementation fédérale, notamment les banques canadiennes, les sociétés de fiducie et de prêt sous réglementation fédérale, les compagnies d'assurance, les coopératives de crédit, ainsi que les organismes externes de traitement des plaintes et les exploitants de réseaux de cartes de paiement, afin de s'assurer que les droits des consommateurs sont protégés. L'Agence surveille également les développements et les tendances dans le secteur financier, sensibilise le public à toutes les questions liées à la protection des consommateurs de produits et de services financiers et formule des recommandations, notamment des recommandations stratégiques, au gouvernement sur des questions pertinentes pour les consommateurs et le secteur financier. L'Agence mène également des recherches et crée et déploie du matériel éducatif relatif à la protection et à l'amélioration du bien-être des consommateurs de produits et services financiers.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Assurer la conformité avec la législation et la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada est responsable de veiller au respect de la partie 1 et de la partie 1.1 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et des règlements connexes (la Loi). Ce cadre juridique impose certaines obligations aux entités déclarantes, dont la mise en place d'un programme de conformité prévoyant la vérification de l'identité des clients, le contrôle des relations d'affaires, la tenue de documents et la déclaration de certains types d'opérations financières. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada exerce des activités d'habilitation et d'application de la loi pour s'assurer que les entités déclarantes actives au sein du système financier canadien respectent leurs obligations au titre de la Loi. Ces obligations constituent des mesures importantes qui contribuent à contrer les tendances et les comportements observés chez les criminels et les terroristes en vue de les empêcher d'infiltrer les voies légitimes de l'économie canadienne. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada maintient également un registre des entreprises de services monétaires au Canada.

Production et communication de renseignements financiers

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, produit des renseignements financiers exploitables, y compris des communications de cas, pour contribuer aux efforts de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et les menaces pour la sécurité du Canada déployés par les services policiers, les organismes d'application de la loi et de la sécurité nationale et d'autres organismes partenaires, tout en protégeant les renseignements personnels qui lui sont confiés. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada produit également des renseignements financiers stratégiques à l'intention des décideurs et des responsables de l'élaboration des politiques fédéraux, des entités déclarantes partout au pays, de partenaires internationaux et d'autres parties concernées. Les renseignements stratégiques du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada fournissent un vaste point de vue analytique sur la nature et la portée du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes et sur les menaces que représentent ces enjeux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Bureau du vérificateur général****Audit législatif**

Nos rapports d'audit fournissent de l'information objective et factuelle et des conseils experts sur les programmes et les activités du gouvernement. Nos audits aident le Parlement dans ses travaux liés à l'autorisation et à la surveillance des dépenses et des activités du gouvernement. Nos rapports d'audits sont aussi utilisés par les assemblées législatives, les conseils d'administration des sociétés d'État et les comités d'audit pour aider à surveiller les activités du gouvernement et tenir le gouvernement fédéral responsable de sa gestion des fonds publics. Les audits d'états financiers, vérifient si les états financiers annuels donnent une image fidèle de la situation financière du gouvernement et des sociétés d'État, conformément aux normes comptables applicables. Les audits de performance vérifient si les programmes gouvernementaux sont gérés de manière à accorder toute l'importance voulue à l'économie, à l'efficacité et aux effets sur l'environnement et peuvent mesurer leur efficacité. Les examens spéciaux visent à déterminer si les moyens et les méthodes de la société d'État lui fournissent l'assurance raisonnable que ses actifs sont protégés, que sa gestion des ressources est économique et efficace, et que le déroulement de ses activités est efficace.

Bureau du surintendant des institutions financières**Réglementation et surveillance – institutions financières et régimes de retraite**

Le Bureau du surintendant des institutions financières applique un cadre de réglementation visant à contrôler et à gérer les risques pour les institutions financières fédérales et les régimes de retraite privés et il évalue les faits nouveaux systémiques ou sectoriels qui peuvent nuire à leur situation financière. Il surveille également les institutions financières et les régimes de retraite pour déterminer s'ils sont en bonne santé financière et satisfont aux exigences de réglementation et de surveillance. Le Bureau avise sans délai les institutions financières et les administrateurs de régimes de retraite s'il y a des lacunes importantes, et prend des mesures correctives ou exige qu'elles soient prises rapidement. Il s'emploie à protéger les droits et les intérêts des déposants, des souscripteurs, des créanciers des institutions financières et des bénéficiaires des régimes de retraite, tout en tenant dûment compte de la nécessité de permettre aux institutions financières de faire face à la concurrence et de prendre des risques raisonnables.

Services actuariels aux organismes fédéraux

Le Bureau de l'actuaire en chef offre une gamme de services actuariels, ce qui comprend les évaluations actuarielles exigées par la loi et les vérifications des coûts futurs des programmes du Régime de pensions du Canada, de la Sécurité de la vieillesse, de l'Assurance-emploi et du Programme canadien de prêts aux étudiants, ainsi que des régimes de pension et d'avantages sociaux couvrant la fonction publique fédérale, les Forces canadiennes, la Gendarmerie royale du Canada, les juges nommés par le gouvernement fédéral et les parlementaires.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Monnaie royale canadienne

La Monnaie royale canadienne gère l'écosystème des pièces de circulation du Canada pour soutenir les échanges et le commerce dans tout le pays. Pour ce faire, elle redistribue les pièces qui sont déjà en circulation, assure le flux efficace dans l'écosystème des pièces générées par les kiosques de recyclage et, seulement lorsque cela est nécessaire, approvisionne les stocks nationaux en produisant de nouvelles pièces avec un grand souci de qualité et de rentabilité. La Monnaie célèbre avec fierté l'histoire, la diversité et les valeurs du Canada en émettant de magnifiques pièces de circulation commémoratives et numismatiques chargées de sens. À titre de société d'État faisant preuve d'une gouvernance solide, la Monnaie apporte une contribution financière durable au Canada tout en étant une bonne entreprise citoyenne. Elle crée de la valeur pour le Canada et sa population grâce à ses pratiques commerciales modernes et à ses normes rigoureuses en matière de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance. Elle crée aussi de la valeur pour ses clients au pays et à l'étranger en offrant des produits et services particulièrement pertinents et en assurant une excellente expérience client. La Monnaie fait constamment preuve d'excellence en matière de monnayage et de gestion des opérations, et tire profit des occasions qui se présentent dans les marchés et auprès de ses clients en mettant l'accent sur l'innovation, la productivité et l'agilité. Elle offre une variété d'activités, de formations, d'outils et de mesures d'appui pour permettre à ses employés de mettre en œuvre ses stratégies et ses objectifs d'entreprise. Les employés de la Monnaie sont fiers et mobilisés, et disposent des conditions nécessaires pour donner le meilleur d'eux-mêmes. La Monnaie fournit un milieu de travail positif et inclusif grâce à son engagement ferme envers la diversité, l'équité et l'inclusion ainsi qu'à son engagement à l'égard du travail d'équipe dans un milieu de travail sain et sécuritaire.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Finances										
1	Dépenses du programme	–	137 905 840	–	–	137 905 840				
1a	Dépenses du programme	–	–	191 585 622	–	191 585 622				
1b	Dépenses du programme	–	–	2 361 784	–	2 361 784				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	377 149	377 149				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	18 243	18 243				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	7 911 922	7 911 922				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	5 460 774	5 460 774				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(18 056)	(18 056)				
	Total – Crédit 1	–	137 905 840	193 947 406	13 750 032	345 603 278	329 319 150	16 284 128	–	128 778 407
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	–	1	–	–	1	–	1	–	–
15c	Autorisation pour le montant de l'aide sous forme d'octroi de fonds au fonds fiduciaire multidonateurs de la Banque mondiale pour l'Ukraine conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	–	–	1	–	1	–	1	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	14 951 134	36 914	(674 300)	14 313 748	14 313 748	–	–	13 310 274
(S)	Vice-première ministre et ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(2 100)	90 400	90 400	–	–	90 700
(S)	Subvention en vertu du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8.1(2))	–	–	40 000 000	144 062	40 144 062	40 144 062	–	–	–
(S)	Ministre d'État (ministre du Tourisme et ministre associé des Finances) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	2 000	–	2 000	4 000	4 000	–	–	1 167
(S)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	45 207 608 000	–	(66 951 479)	45 140 656 521	45 140 656 521	–	–	43 132 954 822
(S)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	21 920 222 000	–	–	21 920 222 000	21 920 222 000	–	–	20 910 789 000
(S)	Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>).....	–	18 743 000 000	7 505 000 000	(257 600 676)	25 990 399 324	25 990 399 324	–	–	17 865 672 922
(S)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	15 938 157 000	–	–	15 938 157 000	15 938 157 000	–	–	15 473 939 000
(S)	Autres frais d'intérêts	–	4 858 000 000	252 000 000	487 929 854	5 597 929 854	5 597 929 854	–	–	5 122 310 988
(S)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	4 552 785 221	–	–	4 552 785 221	4 552 785 221	–	–	4 379 878 578

(S)	Paiements à la Banque de l'infrastructure du Canada.....	–	4 533 117 000	(2 463 470 000)	(1 685 196 967)	384 450 033	384 450 033	–	–	210 950 457
(S)	Paiements à l'Association internationale de développement (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes).....	–	911 436 000	–	–	911 436 000	911 436 000	–	–	423 240 000
(S)	Achat de la monnaie canadienne (Loi sur la Monnaie royale canadienne).....	–	80 000 000	2 000 000	5 250 876	87 250 876	87 250 876	–	–	84 598 337
(S)	Paiements pour amélioration de la ventilation dans les écoles en vertu de la Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021.....	–	–	100 000 000	–	100 000 000	100 000 000	–	–	–
(S)	Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador).....	–	47 772 000	–	–	47 772 000	47 772 000	–	–	130 063 000
(S)	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la Loi sur la reprise économique.....	–	53 424 144	–	3 394 609	56 818 753	56 818 753	–	–	53 132 349
(S)	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 et autres autorisations législatives).....	–	42 639 341	–	–	42 639 341	42 639 341	–	–	42 639 342
(S)	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces).....	–	(5 224 272 000)	(830 101 000)	(26 408 000)	(6 080 781 000)	(6 080 781 000)	–	–	(5 132 774 000)
(S)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces).....	–	(1 151 097 000)	(170 450 970)	568 228 083	(753 319 887)	(753 319 887)	–	–	(1 699 300 953)
(S)	Paiement de dettes comptabilisées antérieurement à titre de revenus.....	–	–	–	15 799 914	15 799 914	15 799 914	–	–	10 366 758
(S)	Pertes sur opérations de change.....	–	–	–	13 194 601	13 194 601	13 194 601	–	–	73 855 365
(S)	Paiements aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières.....	68 571 831	–	–	–	68 571 831	–	–	68 571 831	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	18 765	–	–	290	19 055	18 765	–	290	–
(S)	Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières).....	–	–	–	(234 224)	(234 224)	(234 224)	–	–	–
(S)	Paiements des sommes nécessaires en vue d'octroyer une aide financière en vertu de l'article 8.3 de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes.....	–	–	–	190 079	190 079	190 079	–	–	–
(S)	Paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (l'article 24.73 – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces).....	–	–	2 000 000 000	–	2 000 000 000	2 000 000 000	–	–	4 000 000 000
(S)	Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia.....	–	–	–	100 733 215	100 733 215	100 733 215	–	–	100 555 856
(S)	Paiements en matière de transport en commun et de logement (Loi n° 1 d'exécution du budget de 2022).....	–	–	750 000 000	–	750 000 000	750 000 000	–	–	–
(S)	Paiement à la Banque du Canada en vertu de l'article 60.2 de la Loi sur la gestion des finances publiques).....	–	–	–	602	602	602	–	–	–
(S)	Paiements à la Banque mondiale – Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'Ukraine.....	–	–	115 000 000	–	115 000 000	115 000 000	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	1 063 000 000
	Total budgétaire.....	68 590 596	110 665 743 181	7 493 962 351	(828 449 529)	117 399 846 599	117 314 990 348	16 284 130	68 572 121	106 388 052 369

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
L10	Autorisation d'établir le montant maximal payable à l'Association internationale de développement pour fournir une aide financière (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	-	1	-	(1)	-	-	-	-	-
(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 12.2 de la <i>Loi sur le Financement agricole Canada</i> (Brut).....	-	-	-	13 319 000 000	13 319 000 000	-	-	-	18 210 000 000
(S)	(L) Avances aux termes de l'article 19 de la <i>Loi sur la Banque de développement du Canada</i> (Brut).....	-	-	-	37 996 000 000	37 996 000 000	-	-	-	29 116 000 000
(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 21(1) de la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> (Brut).....	-	-	-	11 214 546 896	11 214 546 896	-	-	-	13 701 128 000
(S)	(L) Avances aux termes de l'article 13.1 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i> (Brut).....	-	-	-	19 000 000	19 000 000	-	-	-	18 000 000
(S)	(L) Paiements au Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, du Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>) (Brut).....	-	-	-	400 000 000	400 000 000	-	-	-	-
(S)	(L) Aide financière à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	-	361 709 000	-	25 039 413	386 748 413	-	-	-	360 653 692
(S)	(L) Assistance financière à l'Ukraine par l'intermédiaire du compte administré par le Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8.3)...	-	-	1 450 000 000	2 900 000 000	4 350 000 000	-	-	-	-
(S)	(L) Prêt bilatéral à l'Ukraine (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods des accords connexes</i> , article 8.3).....	-	-	500 000 000	-	500 000 000	-	-	-	-
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	2 890 843 012
	Total non budgétaire.....	-	361 709 001	1 950 000 000	65 873 586 308	68 185 295 309	68 185 295 309	-	-	64 296 624 704
	Total du ministère – Budgétaire.....	68 590 596	110 665 743 181	7 493 962 351	(828 449 529)	117 399 846 599	117 314 990 348	16 284 130	68 572 121	106 388 052 369
	Total du ministère – Non budgétaire.....	-	361 709 001	1 950 000 000	65 873 586 308	68 185 295 309	68 185 295 309	-	-	64 296 624 704
	Société d'assurance-dépôts du Canada									
(S)	(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1.....	30 000 000 000	-	-	2 000 000 000	32 000 000 000	-	-	32 000 000 000	-
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	30 000 000 000	-	-	2 000 000 000	32 000 000 000	-	-	32 000 000 000	-
	Agence de la consommation en matière financière du Canada									
(S)	Paiements en vertu de l'article 13 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i>	-	-	-	53 951 273	53 951 273	53 951 273	-	-	38 654 643
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	-	-	-	110	110	110	-	-	3 694
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	-	-	53 951 383	53 951 383	53 951 383	-	-	38 658 337

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada										
1	Dépenses du programme.....	-	68 293 703	-	-	68 293 703				
1b	Dépenses du programme.....	-	-	17 697 707	-	17 697 707				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	1 689	1 689				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	2 088 907	2 088 907				
	Total – Crédit 1.....	-	68 293 703	17 697 707	2 090 596	88 082 006	80 513 411	7 568 595	-	70 289 694
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	6 693 826	2 359 092	(1 412 950)	7 639 968	7 639 968	-	-	6 738 581
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	-	-	-	748	748	-	-	748	-
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	74 987 529	20 056 799	678 394	95 722 722	88 153 379	7 568 595	748	77 028 275
Bureau du vérificateur général										
1	Dépenses du programme.....	-	107 012 784	-	-	107 012 784				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	3 044	3 044				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	11 279 377	11 279 377				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	4 301 977	4 301 977				
	Total – Crédit 1.....	-	107 012 784	-	15 584 398	122 597 182	114 899 556	7 697 626	-	99 759 594
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	12 868 918	-	86 642	12 955 560	12 955 560	-	-	11 610 933
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	613	-	-	2 670	3 283	613	-	2 670	445
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	613	119 881 702	-	15 673 710	135 556 025	127 855 729	7 697 626	2 670	111 370 972
Bureau du surintendant des institutions financières										
1	Dépenses du programme.....	-	1 244 352	-	-	1 244 352	1 244 352	-	-	1 244 352
(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	69 757 514	219 277 299	-	23 930 176	312 964 989	238 498 928	-	74 466 061	206 383 753
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	-	-	-	2 860	2 860	2 860	-	-	311
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	69 757 514	220 521 651	-	23 933 036	314 212 201	239 746 140	-	74 466 061	207 628 416
Monnaie royale canadienne										
(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 \$, le 11 mars 1999 (Net).....	75 000 000	-	-	-	75 000 000	-	-	75 000 000	-
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	75 000 000	-	-	-	75 000 000	-	-	75 000 000	-
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	138 348 723	111 081 134 063	7 514 019 150	(734 213 006)	117 999 288 930	117 824 696 979	31 550 351	143 041 600	106 822 738 369
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	30 075 000 000	361 709 001	1 950 000 000	67 873 586 308	100 260 295 309	68 185 295 309	-	32 075 000 000	64 296 624 704

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Finances				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	334 864 752	328 508 492	6 356 260	–
Subventions et contributions	50 000	50 000	–	–
Initiatives publicitaires	1 500 000	760 658	739 342	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	37 326	–	37 326	–
Réduction	8 500 000	–	8 500 000	–
Autre	801 200	–	801 200	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(150 000)	–	(150 000)	–
	345 603 278	329 319 150	16 284 128	–
Crédit 5 – Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>				
Autre autorisation.....	1	–	1	–
Crédit 15 – Autorisation pour le montant de l'aide sous forme d'octroi de fonds au fonds fiduciaire multidonateurs de la Banque mondiale pour l'Ukraine conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>				
Banque mondiale Bretton Woods – Ukraine	1	–	1	–
Montants législatifs.....	117 054 243 319	116 985 671 198	–	68 572 121
	117 399 846 599	117 314 990 348	16 284 130	68 572 121
Agence de la consommation en matière financière du Canada				
Montants législatifs.....	53 951 383	53 951 383	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	72 185 713	70 860 385	1 325 328	–
Renforcer la sensibilisation à la conformité et les examens de la conformité.....	770 800	768 848	1 952	–
Élargir les projets de partenariat public-privé.....	394 848	394 848	–	–
Systèmes et services d'infrastructure essentielle de la GI-TI.....	6 857 488	6 857 488	–	–
Suite logicielle de renseignements.....	1 631 842	1 631 842	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	326 329	–	326 329	–
Réduction	5 914 986	–	5 914 986	–
	88 082 006	80 513 411	7 568 595	–
Montants législatifs.....	7 640 716	7 639 968	–	748
	95 722 722	88 153 379	7 568 595	748

Bureau du vérificateur général

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	121 167 182	115 535 026	5 632 156	–
Affectations bloquées				
Report.....	4 090 000	–	4 090 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 660 000)	(635 470)	(2 024 530)	–
	122 597 182	114 899 556	7 697 626	–
Montants législatifs.....	12 958 843	12 956 173	–	2 670
	135 556 025	127 855 729	7 697 626	2 670

Bureau du surintendant des institutions financières

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	1 244 352	1 244 352	–	–
Montants législatifs.....	312 967 849	238 501 788	–	74 466 061
	314 212 201	239 746 140	–	74 466 061
Total du portefeuille ministériel.....	117 999 288 930	117 824 696 979	31 550 351	143 041 600

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisation employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisation employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Finances												
Politiques économique et budgétaire...	32 460 388 372	32 375 222 243	–	–	84 882 269 081	84 882 269 081	–	–	117 342 657 453	117 257 491 324	68 185 295 309	68 185 295 309
Services internes.....	57 339 146	57 499 024	–	–	–	–	150 000	–	57 189 146	57 499 024	–	–
Total partiel.....	32 517 727 518	32 432 721 267	–	–	84 882 269 081	84 882 269 081	150 000	–	117 399 846 599	117 314 990 348	68 185 295 309	68 185 295 309
Revenus affectés aux dépenses.....	(150 000)	–	–	–	–	–	(150 000)	–	–	–	–	–
Total du ministère.....	32 517 577 518	32 432 721 267	–	–	84 882 269 081	84 882 269 081	–	–	117 399 846 599	117 314 990 348	68 185 295 309	68 185 295 309
Société d'assurance-dépôts du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	32 000 000 000	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada												
Protection des consommateurs de produits et services financiers.....	16 390 579	16 390 579	–	–	–	–	–	–	16 390 579	16 390 579	–	–
Services internes.....	37 560 804	37 560 804	–	–	–	–	–	–	37 560 804	37 560 804	–	–
Total de l'organisme.....	53 951 383	53 951 383	–	–	–	–	–	–	53 951 383	53 951 383	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada												
Assurer la conformité avec la législation et la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes.....	30 946 697	27 692 974	–	–	–	–	–	–	30 946 697	27 692 974	–	–
Production et communication de renseignements financiers.....	21 564 986	22 877 752	–	–	–	–	–	–	21 564 986	22 877 752	–	–
Services internes.....	43 211 039	37 582 653	–	–	–	–	–	–	43 211 039	37 582 653	–	–
Total de l'organisme.....	95 722 722	88 153 379	–	–	–	–	–	–	95 722 722	88 153 379	–	–
Bureau du vérificateur général												
Audit législatif.....	138 216 025	128 491 199	–	–	–	–	2 660 000	635 470	135 556 025	127 855 729	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 660 000)	(635 470)	–	–	–	–	(2 660 000)	(635 470)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	135 556 025	127 855 729	–	–	–	–	–	–	135 556 025	127 855 729	–	–

**Bureau du surintendant des
institutions financières**

Réglementation et surveillance –

institutions financières et régimes de retraite	211 493 771	125 838 034	-	-	-	-	-	-	211 493 771	125 838 034	-	-
Services actuariels aux organismes fédéraux	8 838 537	10 042 756	-	-	-	-	-	-	8 838 537	10 042 756	-	-
Services internes	86 053 893	103 865 350	7 826 000	-	-	-	-	-	93 879 893	103 865 350	-	-
Total de l'organisme	306 386 201	239 746 140	7 826 000	-	-	-	-	-	314 212 201	239 746 140	-	-
Monnaie royale canadienne.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75 000 000	-
Total du portefeuille ministériel.....	33 109 193 849	32 942 427 898	7 826 000	-	84 882 269 081	84 882 269 081	-	-	117 999 288 930	117 824 696 979	100 260 295 309	68 185 295 309

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Finances									
Contributions									
Soutien à des initiatives stratégiques et de recherche.....	–	35 000	–	(35 000)	–	–	–	–	–
Programme d'aide financière aux participants autochtones.....	–	–	–	50 000	50 000	50 000	–	–	4 251 348
Total – Contributions	–	35 000	–	15 000	50 000	50 000	–	–	4 251 348
Autres paiements de transfert									
(S) Paiement effectué en 2020 en vertu de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia	–	–	–	100 733 215	100 733 215	100 733 215	–	–	100 555 856
(S) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	45 207 608 000	–	(66 951 479)	45 140 656 521	45 140 656 521	–	–	43 132 954 822
(S) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	21 920 222 000	–	–	21 920 222 000	21 920 222 000	–	–	20 910 789 000
(S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	15 938 157 000	–	–	15 938 157 000	15 938 157 000	–	–	15 473 939 000
(S) Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	4 552 785 221	–	–	4 552 785 221	4 552 785 221	–	–	4 379 878 578
(S) Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>).....	–	911 436 000	–	–	911 436 000	911 436 000	–	–	423 240 000
(S) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	–	53 424 144	–	3 394 609	56 818 753	56 818 753	–	–	53 132 349
(S) Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....	–	47 772 000	–	–	47 772 000	47 772 000	–	–	130 063 000
(S) Subventions législatives (Lois constitutionnelles, de 1967 à 1982 et autres autorisations législatives).....	–	42 639 341	–	–	42 639 341	42 639 341	–	–	42 639 342
(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	(1 151 097 000)	(170 450 970)	568 228 083	(753 319 887)	(753 319 887)	–	–	(1 699 300 953)
(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	–	(5 224 272 000)	(830 101 000)	(26 408 000)	(6 080 781 000)	(6 080 781 000)	–	–	(5 132 774 000)

(S) Paiements pour amélioration de la ventilation dans les écoles (<i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>).....	-	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000	-	-	-
(S) Paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (Article 24.7 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	-	-	2 000 000 000	-	2 000 000 000	2 000 000 000	-	-	4 000 000 000
(S) Paiements en matière de transport en commun et de logement (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2022</i>).....	-	-	750 000 000	-	750 000 000	750 000 000	-	-	-
(S) Subvention en vertu du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8.1(2)).....	-	-	40 000 000	144 062	40 144 062	40 144 062	-	-	-
(S) Paiements à la Banque mondiale – Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'Ukraine	-	-	115 000 000	-	115 000 000	115 000 000	-	-	-
(S) Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières	-	-	-	(234 224)	(234 224)	(234 224)	-	-	-
(S) Paiements des sommes nécessaires en vue d'octroyer une aide financière en vertu de l'article 8.3 de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	-	-	-	190 079	190 079	190 079	-	-	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	1 050 000 000
Total – Autres paiements de transfert	-	82 298 674 706	2 004 448 030	579 096 345	84 882 219 081	84 882 219 081	-	-	82 865 116 994
Total du portefeuille ministériel.....	-	82 298 709 706	2 004 448 030	579 111 345	84 882 269 081	84 882 269 081	-	-	82 869 368 342

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Finances			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Prestation de services de soutien internes à d'autres organisations conformément au paragraphe 29.1 (2) a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	150 000	–	–
Total du ministère – Budgétaire	150 000	–	–
Bureau du vérificateur général			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Audit législatif			
Services rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs.....	660 000	44 816	59 210
Audits et enquêtes effectués en vertu de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>	2 000 000	590 654	887 733
Total de l'organisme – Budgétaire	2 660 000	635 470	946 943
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	2 810 000	635 470	946 943

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Finances		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Trésorerie et créances		
Banques à charte	208 686 030	13 908 061
Dépôts à court terme	1 256 477	211 011
Solde du compte du receveur général à la Banque du Canada ..	177 622 876	256 904 953
Encaisse détenue à titre de dépôts en garantie	29 109 302	486 093
	416 674 685	271 510 118
Comptes d'opérations de change		
Réserves de liquidités internationales détenues dans le		
Compte du fonds des changes – Virement des bénéfices.....	835 923 357	709 321 002
Fonds monétaire international – Souscriptions – Virement des bénéfices.....	103 712 535	3 856 771
Fonds monétaire international – Prêts.....	1 544 854	130 606
Fonds monétaire international – Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité	5 352 920	–
	946 533 666	713 308 379
Prêts, placements et avances		
Banque du Canada – Virement des bénéfices	(520 299 118)	2 389 672 521
Corporation de développement des investissements du		
Canada – Dividendes	114 000 000	96 000 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	306 596 041	226 348 810
Financement agricole Canada.....	834 445 670	207 084 888
Banque de développement du Canada	505 511 363	91 820 057
Monnaie royale canadienne – Dividendes	40 700 000	78 900 000
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944
Fonds monétaire international – Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance	25 412 800	1 129 883
Association internationale de développement.....	5 532 496	910 000
Fonds renouvelable des Services optionnels.....	330 759	29 446
Fonds monétaire international	178 042	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada	128 181	19 481
	1 312 595 178	3 091 974 030
	2 675 803 529	4 076 792 527
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	484 571	438 931
Redressements des créateurs de l'exercice précédent	1 637 222	1 120 068
	2 121 793	1 558 999

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services			Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Autres frais et droits			Autres revenus		
Accès à l'information	–	90	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	290	18 765	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 889	81 390
Revenus divers			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	50 527	839
Pièces de monnaie canadienne.....	123 565 131	141 318 224		58 416	82 229
Gain net de change	557 376 317	198 426 355	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	748	–
Revenus divers provenant de sociétés d'État.....	220 000 000	240 000 000	Revenus divers		
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus – Compte d'avance fixe en circulation – Chèques non réclamés	84 044 402	87 638 117	Intérêts et pénalités		
Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte	1 151 761	1 276 849	Intérêts sur les pénalités monétaires administratives.....	42 449	26 868
Virement – Dette échue en circulation.....	951 362	528 404	Pénalité monétaire administrative	1 565 224	2 047 524
Frais de garantie	126 447 205	147 387 360	Divers	212 253	161 753
Indemnités d'assurance pour les pertes et dommages aux actifs	50 976	–		1 819 926	2 236 145
Divers.....	747	280	Total de l'organisme	1 879 090	2 318 374
	1 113 587 901	816 575 589	Bureau du vérificateur général		
Total du ministère	3 791 513 513	4 894 945 970	Autres revenus		
Agence de la consommation en matière financière du Canada			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres revenus			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	142 435	27 967
Ventes de biens et de services			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	60 674	195 700
Services de nature réglementaire	44 804 503	32 098 054	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères.....	11 599	16 276
Autres frais et droits				214 708	239 943
Revenus provenant d'amendes	5 600 000	650 000	Ventes de biens et de services		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	110	3 694	Autres frais et droits	1 367 465	855 967
Revenus divers			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	2 670	613
Gain net de change	48	53	Revenus divers		
Total de l'organisme.....	50 404 661	32 751 801	Gain net de change	25 369	801
			Total de l'organisme	1 610 212	1 097 324
			Bureau du surintendant des institutions financières		
			Autres revenus		
			Ventes de biens et de services		
			Services de nature réglementaire	227 171 224	199 287 069
			Services de nature non réglementaire.....	14 363 418	11 954 511
			Ventes de biens et de produits d'information.....	15	5

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes.....	4 700	68 650
Services aux autres ministères.....	11 700	12 000
	<i>16 400</i>	<i>80 650</i>
	241 551 057	211 322 235
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 860	311
Revenus divers		
Gain net de change	2 136	3 334
Total de l'organisme	241 556 053	211 325 880
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	2 675 803 529	4 076 792 527
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	2 394 917	1 881 171
Ventes de biens et de services	293 323 025	244 926 346
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 678	23 383
Revenus divers.....	1 115 435 380	818 815 922
Total du portefeuille ministériel.....	4 086 963 529	5 142 439 349

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Section 15

Comptes publics du Canada
2022-2023

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	306
Sommaire du portefeuille ministériel	308
Détail budgétaire par affectation	310
Responsabilités essentielles	311
Paievements de transfert	312
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	313
Revenus	313

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration**Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés**

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'admission et l'intégration économique et sociale des immigrants et des réfugiés qui souhaitent vivre en permanence au Canada, tout en protégeant la santé et en garantissant la sécurité des Canadiens. Le Ministère sélectionne les demandeurs d'immigration économique afin de contribuer à l'économie canadienne, traite les demandes des membres de familles afin de réunir les familles, et traite les demandes de réfugiés et de personnes protégées afin d'offrir un refuge aux victimes de persécution. Avec l'aide de partenaires, le Ministère s'assure que les demandeurs répondent aux critères d'admissibilité avant leur entrée au Canada. Pour aider les immigrants et les réfugiés à s'intégrer à la société canadienne, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada offre un éventail de services de soutien à l'établissement par l'intermédiaire d'un réseau de fournisseurs de services.

Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'entrée des migrants qui souhaitent vivre temporairement au Canada, tout en protégeant la santé et en garantissant la sécurité des Canadiens. Avec l'aide de partenaires, le Ministère s'assure que les individus répondent aux critères d'admissibilité. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada traite les demandes de visa, d'autorisation de voyage électronique, et de permis de travail et d'études de la part des touristes, des voyageurs commerciaux, des étudiants étrangers et des travailleurs temporaires, dont la présence et les dépenses au Canada sont bénéfiques à l'économie.

Citoyenneté et passeports

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada fait la promotion des droits et responsabilités liés à la citoyenneté canadienne, et délivre des documents sûrs et reconnus internationalement de citoyenneté canadienne et de voyage pour que les Canadiens puissent participer pleinement à la société civile et pour faciliter les passages aux frontières tout en contribuant à la sécurité internationale et nationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié rend des décisions de qualité et règle en temps opportun des cas en ce qui concerne l'immigration, les demandes de protection de réfugié. Cela comprend la détermination des demandes d'asile et d'appels, les demandes d'annulation ou de perte de l'asile. Cela comprend également les prises de décisions relatives aux enquêtes et à la détention, aux appels sur certains cas d'immigration (par exemple : les demandes de parrainage, certaines mesures de renvoi, les demandes liées à la non-conformité de l'obligation de résidence et les enquêtes).

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 539 424 462	–	–	1 539 424 462				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	195 139 180	–	195 139 180				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	560 308 238	–	560 308 238				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	114 258 179	–	114 258 179				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 085 085	1 085 085				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	9 594 656	9 594 656				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	43 524 567	43 524 567				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	679 084	679 084				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	–	–	–	(1 653 650)	(1 653 650)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(17 330 222)	(17 330 222)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(20 000)	(20 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	1 539 424 462	869 705 597	35 879 520	2 445 009 579	1 926 787 303	518 222 276	–	1 289 129 883
5	Dépenses en capital.....	–	30 355 221	–	–	30 355 221				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	12 443 903	–	12 443 903				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	1 955 712	–	1 955 712				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	472 204	472 204				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	8 206 213	8 206 213				
	Total – Crédit 5.....	–	30 355 221	14 399 615	8 678 417	53 433 253	21 929 275	31 503 978	–	22 662 237
10	Subventions et contributions.....	–	2 126 826 012	–	–	2 126 826 012				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	248 752 376	–	248 752 376				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	608 843 145	–	608 843 145				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	202 699 000	–	202 699 000				
	Virement au crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	(2 825 009)	(2 825 009)				
	Total – Crédit 10.....	–	2 126 826 012	1 060 294 521	(2 825 009)	3 184 295 524	2 800 540 103	383 755 421	–	1 771 143 168
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	101 086 126	51 093 537	(31 168 446)	121 011 217	121 011 217	–	–	100 440 720
(S)	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	1 363	93 863	93 863	–	–	90 700
(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8)).....	613 216 624	109 952 279	–	(109 952 279)	613 216 624	317 716 768	–	295 499 856	251 457 202
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État ...	3 355	–	–	4 424	7 779	5 017	–	2 762	28 762

(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	20 694 859	20 694 859	20 694 859	–	–	15 956 105
(S)	Montants adjugés par une cour.....	–	–	–	242 815	242 815	242 815	–	–	65 040
(S)	Remboursement de frais à l'égard de demande terminée	–	–	–	79 550	79 550	79 550	–	–	98 530
(S)	Remboursements de frais à l'égard de demande terminée dans les catégories fédérales des investisseurs et des entrepreneurs	–	–	–	16 200	16 200	16 200	–	–	26 630
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	174 303
	Total budgétaire	613 219 979	3 907 736 600	1 995 493 270	(78 348 586)	6 438 101 263	5 209 116 970	933 481 675	295 502 618	3 451 273 280
(S)	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 (1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> . Limite 250 000 000 \$ (Net)	47 510 077	–	–	123 400 000	170 910 077	70 866 692	–	100 043 385	5 086 214
	Total du ministère – Budgétaire.....	613 219 979	3 907 736 600	1 995 493 270	(78 348 586)	6 438 101 263	5 209 116 970	933 481 675	295 502 618	3 451 273 280
	Total du ministère – Non budgétaire	47 510 077	–	–	123 400 000	170 910 077	70 866 692	–	100 043 385	5 086 214
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié									
1	Dépenses du programme.....	–	254 883 504	–	–	254 883 504				
1b	Dépenses du programme	–	–	1 903 141	–	1 903 141				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	13 750	13 750				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 497 341	4 497 341				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	9 663 434	9 663 434				
	Total – Crédit 1	–	254 883 504	1 903 141	14 174 525	270 961 170	256 536 920	14 424 250	–	238 296 893
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	27 594 243	126 210	1 219 804	28 940 257	28 940 257	–	–	25 954 140
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	732	732	732	–	–	1 026
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	282 477 747	2 029 351	15 395 061	299 902 159	285 477 909	14 424 250	–	264 252 059
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	613 219 979	4 190 214 347	1 997 522 621	(62 953 525)	6 738 003 422	5 494 594 879	947 905 925	295 502 618	3 715 525 339
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	47 510 077	–	–	123 400 000	170 910 077	70 866 692	–	100 043 385	5 086 214

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	1 623 586 048	1 547 281 810	76 304 238	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	2 078 535	1 128 114	950 421	–
Programme fédéral de santé intérimaire.....	547 619 365	385 027 385	162 591 980	–
Initiatives publicitaires.....	2 000 000	1 924 304	75 696	–
Enveloppe de l'aide internationale.....	165 429	91 297	74 132	–
Affectations bloquées				
Report.....	148 479 795	–	148 479 795	–
Transfert/réaffectation.....	197 141	–	197 141	–
Réduction.....	1 752 031	–	1 752 031	–
Autre.....	129 069 047	–	129 069 047	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(9 937 812)	(8 665 607)	(1 272 205)	–
	<i>2 445 009 579</i>	<i>1 926 787 303</i>	<i>518 222 276</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	38 282 130	21 929 275	16 352 855	–
Affectations bloquées				
Report.....	15 151 123	–	15 151 123	–
	<i>53 433 253</i>	<i>21 929 275</i>	<i>31 503 978</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	2 831 482 054	2 795 924 953	35 557 101	–
Aide mondiale aux migrants irréguliers.....	3 000 000	2 365 150	634 850	–
Enveloppe de l'aide internationale.....	2 250 000	2 250 000	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	93 305 458	–	93 305 458	–
Autre.....	254 258 012	–	254 258 012	–
	<i>3 184 295 524</i>	<i>2 800 540 103</i>	<i>383 755 421</i>	–
Montants législatifs.....	<i>755 362 907</i>	<i>459 860 289</i>	–	<i>295 502 618</i>
	6 438 101 263	5 209 116 970	933 481 675	295 502 618
Commission de l'immigration et du statut de réfugié				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	260 230 076	246 846 134	13 383 942	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	1 293 320	1 119 359	173 961	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat).....	9 147 414	8 571 427	575 987	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	290 360	–	290 360	–
	<i>270 961 170</i>	<i>256 536 920</i>	<i>14 424 250</i>	–
Montants législatifs.....	<i>28 940 989</i>	<i>28 940 989</i>	–	–
	<i>299 902 159</i>	<i>285 477 909</i>	<i>14 424 250</i>	–
Total du portefeuille ministériel.....	6 738 003 422	5 494 594 879	947 905 925	295 502 618

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration												
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés.....	1 471 606 299	1 175 101 454	11 707 234	3 534 462	3 184 295 524	2 800 540 103	–	–	4 667 609 057	3 979 176 019	170 910 077	70 866 692
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires.....	488 216 510	382 177 265	–	–	–	–	9 937 812	8 665 607	478 278 698	373 511 658	–	–
Citoyenneté et passeports.....	1 081 804 427	816 119 407	–	–	–	–	373 922 544	404 148 047	707 881 883	411 971 360	–	–
Services internes.....	542 605 606	426 063 120	41 726 019	18 394 813	–	–	–	–	584 331 625	444 457 933	–	–
Total partiel.....	3 584 232 842	2 799 461 246	53 433 253	21 929 275	3 184 295 524	2 800 540 103	383 860 356	412 813 654	6 438 101 263	5 209 116 970	170 910 077	70 866 692
Revenus affectés aux dépenses.....	(383 860 356)	(412 813 654)	–	–	–	–	(383 860 356)	(412 813 654)	–	–	–	–
Total du ministère.....	3 200 372 486	2 386 647 592	53 433 253	21 929 275	3 184 295 524	2 800 540 103	–	–	6 438 101 263	5 209 116 970	170 910 077	70 866 692
Commission de l'immigration et du statut de réfugié												
Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié.....	224 157 537	212 091 057	–	–	–	–	–	–	224 157 537	212 091 057	–	–
Services internes.....	75 744 622	73 386 852	–	–	–	–	–	–	75 744 622	73 386 852	–	–
Total de l'organisme.....	299 902 159	285 477 909	–	–	–	–	–	–	299 902 159	285 477 909	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	3 500 274 645	2 672 125 501	53 433 253	21 929 275	3 184 295 524	2 800 540 103	–	–	6 738 003 422	5 494 594 879	170 910 077	70 866 692

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
Subventions									
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	–	697 030 000	29 699 000	–	726 729 000	726 729 000	–	–	697 030 000
Subvention pour le Programme d'aide pour le logement intérimaire	–	173 000 000	–	–	173 000 000	164 300 000	8 700 000	–	–
Subvention pour le Programme d'établissement	–	55 000 000	–	(37 531 080)	17 468 920	17 155 774	313 146	–	15 817 311
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés.....	–	25 433 896	543 601 562	–	569 035 458	495 718 572	73 316 886	–	29 000 000
Subvention pour le Programme de renforcement des capacités en matière de migration internationale	–	9 650 000	10 000 000	–	19 650 000	19 650 000	–	–	7 999 922
Total – Subventions	–	960 113 896	583 300 562	(37 531 080)	1 505 883 378	1 423 553 346	82 330 032	–	749 847 233
Contributions									
Programme d'établissement	–	971 022 398	71 664 454	3 498 044	1 046 184 896	956 360 675	89 824 221	–	832 413 887
Aide à la réinstallation	–	190 489 718	404 995 851	31 059 027	626 544 596	415 603 358	210 941 238	–	185 498 417
Aide mondiale aux migrants irréguliers.....	–	3 000 000	–	–	3 000 000	2 365 150	634 850	–	1 273 773
Organisation internationale pour les migrations	–	2 200 000	333 654	149 000	2 682 654	2 657 574	25 080	–	2 109 858
Total – Contributions	–	1 166 712 116	476 993 959	34 706 071	1 678 412 146	1 376 986 757	301 425 389	–	1 021 295 935
Total du portefeuille ministériel.....	–	2 126 826 012	1 060 294 521	(2 825 009)	3 184 295 524	2 800 540 103	383 755 421	–	1 771 143 168

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires			
Expérience internationale Canada	9 937 812	8 665 607	8 105 106
Citoyenneté et passeports			
Frais de passeport.....	373 922 544	404 148 047	179 700 355
Total budgétaire.....	383 860 356	412 813 654	187 805 461
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés			
Remboursements de prêts en vertu de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>			
	–	16 859 269	19 833 620
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	383 860 356	412 813 654	187 805 461
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	–	16 859 269	19 833 620

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 958 469	5 025 137
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	16 426 829	1 750 715
Services aux autres ministères		
Recouvrement de trop-payés de salaire	390 473	249 649
	24 775 771	7 025 501
Ventes de biens et services		
Droits et privilèges		
Frais liés au programme de résidence permanente.....	169 803 948	155 423 751
Frais relatif à la conformité de l'employeur	27 075 873	22 067 451
Permis de travail ouvert – Travailleurs étrangers exemptés.....	46 249 409	23 886 580
Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté.....	28 793 357	17 179 800
Revenus reportés.....	(48 675 738)	(36 780 007)
Frais liés au programme de passeport.....	403 881 888	179 466 238
	627 128 737	361 243 813
Services de nature réglementaire		
Frais pour les services de citoyenneté		
Attribution et preuve (Changement au statut de citoyenneté).....		
	159 888 914	97 532 115
Document relatif au statut de citoyenneté.....	5 800 144	3 436 200
Expérience internationale Canada		
Revenus non disponibles	4 224 143	264 440
Revenus disponibles	8 665 607	8 105 106
Catégorie du regroupement familial (incluant parrainage).....	54 710 694	74 027 207
Travailleurs qualifiés.....	110 501 669	113 875 303
Catégorie des gens d'affaires	3 801 865	4 507 250
Autres catégories.....	56 780 823	134 105 739
Catégorie des titulaires de permis.....	5 270	9 100
Carte de résident permanent	14 108 765	15 808 960
Visa de résident temporaire		
Entrée multiple	208 937 650	76 954 928 ¹
Maximum par famille	4 111 830	969 170
Permis de travail		
Permis de travail	119 059 067	70 535 479
Groupe d'artistes	9 840	23 240
Permis d'études.....	148 590 695	109 086 477

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Attestation et remplacement d'un document d'immigration –			Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
Sauf carte de résident permanent	505 163	307 740	Autres revenus		
Permis de séjour temporaire	754 705	479 355	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Rétablissement du statut de résident temporaire	7 691 785	7 667 170	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 268 628	571 138
Réadaptation			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 200 709	2 046 011
Criminalité	282 400	337 515		3 469 337	2 617 149
Grande criminalité	293 500	341 000	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	733	1 026
Autorisation de retour au Canada en vertu du paragraphe			Revenus divers	387	539
52 (1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des</i>			Total de l'organisme	3 470 457	2 618 714
<i>réfugiés</i>	255 085	243 060			
Document de voyage	1 255 215	1 055 850	Sommaire du portefeuille ministériel		
Biométrie	192 755 947	91 435 260	Autres revenus		
Autorisation de voyage électronique (AVE)	21 554 736	7 315 217 ¹	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	28 245 108	9 642 650
Revenus reportés	(42 896 179)	168 326 101	Ventes de biens et de services	1 709 097 916	1 348 241 505
	1 081 649 333	986 748 982	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 157	25 034
Ventes de biens et de produits d'information			Revenus divers	1 161 862	1 050 419
Données statistiques sur l'immigration	12 400	12 400	Total du portefeuille ministériel	1 738 510 043	1 358 959 608
Autres frais et droits					
Autres frais et droits	13 253	3 777			
Divers	294 193	232 533			
	307 446	236 310			
	1 709 097 916	1 348 241 505			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 424	24 008			
Revenus divers					
Intérêts et pénalités	107 461	52 298			
Gain/Perte sur change des paiements de transfert	7 686	2 170			
Frais de justice	6 623	24 046			
Accès à l'information	919 205	881 855			
Amendes	27 500	28 011			
Divers	93 000	61 500			
	1 161 475	1 049 880			
Total du ministère	1 735 039 586	1 356 340 894			

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 16

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Innovation, Sciences et Industrie

Ministère de l'Industrie

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Agence canadienne de développement économique du Nord

Agence spatiale canadienne

Commission canadienne du tourisme

Commission du droit d'auteur

**Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest
canadien**

**Agence fédérale de développement économique pour le Sud
de l'Ontario**

Conseil national de recherches du Canada

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Conseil de recherches en sciences humaines

Conseil canadien des normes

Statistique Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	316
Sommaire du portefeuille ministériel	321
Détail budgétaire par affectation	330
Responsabilités essentielles	334
Paievements de transfert	336
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	343
Revenus	343

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Industrie**Entreprises, investissement et croissance**

Appuyer la croissance des petites, moyennes et grandes entreprises canadiennes pour les aider à devenir des entreprises compétitives à impact élevé sur la scène internationale; assurer un marché équitable et concurrentiel; promouvoir des conditions favorables à la concurrence en ce qui a trait aux prix et aux choix de produits, y compris dans le secteur des télécommunications; simplifier les programmes gouvernementaux, promouvoir les efforts visant à réduire les démarches administratives pour les entreprises, mettre en place des conditions favorables à une innovation axée sur le marché et promouvoir une croissance et une économie dont tout le monde peut profiter; réduire les obstacles aux mouvements des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre; assurer la croissance du secteur du tourisme au Canada.

Sciences, technologie, recherche et commercialisation

Appuyer et faciliter les investissements pilotés par les entreprises et les collaborations stratégiques visant le développement et la commercialisation de technologies de pointe; entretenir et renforcer l'excellence du Canada en matière de recherche, notamment par le soutien à la recherche scientifique fondamentale, à l'expérimentation et à l'exploration pour apporter une réponse aux défis mondiaux.

Personnes, compétences et collectivités

Appuyer la création, le transfert et la diffusion des connaissances pour que les Canadiens, y compris les personnes appartenant à des groupes sous-représentés : soient dotés des compétences et des outils nécessaires pour prendre part à une économie de l'innovation en forte croissance; promeuvent une culture de l'innovation, où ils ont la motivation nécessaire pour s'attaquer aux défis locaux, régionaux, nationaux ou mondiaux; profitent de la croissance de la classe moyenne dans toutes les collectivités; bénéficient d'un accès accru à des services Internet à large bande et mobiles, y compris dans les régions rurales et éloignées; soient des consommateurs protégés et bien informés.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de promotion économique du Canada atlantique**Développement économique au Canada atlantique**

Soutenir la croissance économique, la création de richesse et la prospérité économique au Canada atlantique en misant sur la croissance propre et inclusive et sur les avantages concurrentiels régionaux. Favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises en leur offrant une aide financière directe ou indirecte par l'intermédiaire d'organismes de

soutien aux entreprises. Les petites et moyennes entreprises deviennent plus novatrices lorsqu'elles adoptent de nouvelles technologies et de nouveaux procédés et lorsqu'elles explorent de nouvelles possibilités d'expansion et de diversification des marchés afin de faire concurrence et de réussir sur un marché mondial.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne de développement économique du Nord

Développement économique dans les territoires

Travailler dans les trois territoires pour soutenir les conditions propices à une économie durable, diversifiée et novatrice en collaboration avec les collectivités nordiques et les Autochtones, les entreprises, les organisations et d'autres ministères fédéraux et paliers du gouvernement.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence spatiale canadienne

La présence du Canada dans l'espace

L'Agence spatiale canadienne coordonne les politiques et les programmes spatiaux du gouvernement du Canada; veille à ce que d'autres ministères et organismes gouvernementaux aient accès à des données, à de l'information et à des services spatiaux en vue de réaliser leur mandat; planifie, dirige et gère des projets ayant trait à la recherche spatiale scientifique ou industrielle et au développement des sciences et des technologies spatiales; promeut le transfert et la diffusion des technologies spatiales à l'échelle de l'industrie canadienne; et encourage l'exploitation commerciale des capacités, des installations et des systèmes spatiaux. L'Agence spatiale canadienne vise également à accroître la capacité spatiale canadienne, à intéresser la prochaine génération de scientifiques et d'ingénieurs du domaine spatial et à offrir des occasions inspirant les jeunes à acquérir les compétences requises, à poursuivre leurs études et à faire carrière en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne du tourisme

Veiller à la prospérité et à la rentabilité de l'industrie du tourisme au Canada. Promouvoir le Canada comme destination touristique de choix. Favoriser la collaboration entre le secteur privé et les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en ce qui concerne le tourisme au Canada. Fournir des renseignements sur le tourisme au Canada au secteur privé et aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Description des responsabilités essentielles – suite**Commission du droit d'auteur****Tarifs et licences liés au droit d'auteur**

La Commission du droit d'auteur est un organisme de réglementation économique et un tribunal administratif indépendant habilité à fixer des tarifs qui déterminent les redevances à payer pour l'utilisation d'œuvres protégées par des droits d'auteur, lorsque ceux-ci sont gérés collectivement par une société. La Commission octroie aussi des licences qui fixent les redevances à payer pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur lorsque le titulaire du droit est introuvable. En délivrant des tarifs et des licences justes et équitables, la Commission veille à ce que les titulaires de droits soient rémunérés en temps opportun, tout en soutenant la prospérité et l'innovation dans l'économie canadienne.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**Développement économique dans les Prairies**

Développement économique Canada pour les Prairies promeut la croissance et la diversification de l'économie des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba) en encourageant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en promouvant l'adoption de technologies propres et d'une croissance inclusive.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario**Développement économique dans le Sud de l'Ontario**

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario travaille à renforcer la capacité du Sud de l'Ontario en matière d'innovation, de développement économique et de croissance.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil national de recherches du Canada

Science et innovation

Faire croître et favoriser la prospérité du Canada comme suit : entreprendre, appuyer et promouvoir la recherche-développement axée sur l'innovation; faire progresser la science fondamentale et l'excellence du Canada dans le domaine de la recherche à l'échelle mondiale; permettre au gouvernement, aux entreprises et aux communautés de la recherche d'accéder à l'infrastructure, aux services et à l'information scientifiques et technologiques; et appuyer la main-d'œuvre qualifiée et les capacités du Canada dans les domaines des sciences et de l'innovation.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, favorise et appuie la recherche et la formation de chercheurs en sciences naturelles et en génie au moyen de subventions et de bourses afin de développer le talent, de stimuler les découvertes et d'appuyer l'innovation en vue de retombées économiques et sociales pour les Canadiens.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de recherches en sciences humaines

Financement de la recherche et formation en sciences humaines

Par l'entremise de subventions et de bourses d'études et de recherche, le Conseil de recherches en sciences humaines s'emploie à promouvoir et à appuyer la recherche et la formation en recherche dans le domaine des sciences humaines afin de cultiver le talent, de produire des connaissances et d'établir des liens en vue de retombées économiques, culturelles et sociales pour les Canadiens.

Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche

Au nom du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et des Instituts de recherche en santé du Canada, et en son propre nom, le Conseil de recherches en sciences humaines fournit un soutien financier à des universités, à des collèges, à des hôpitaux et à des instituts de recherche affiliés afin de rembourser une partie des coûts indirects associés à la recherche financée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin

Conseil canadien des normes

Gérer le système national de normes du Canada en encourageant une normalisation volontaire efficiente et efficace au Canada, lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative. Les travaux de normalisation visent à faire progresser l'économie nationale, à contribuer au développement durable, à améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public. Ces activités ont également pour but d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur ainsi que de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

Statistique Canada

Renseignements statistiques

Statistique Canada produit des renseignements statistiques objectifs de grande qualité pour l'ensemble du Canada. Les renseignements statistiques produits portent sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques, environnementales et générales de la population et sur l'état de celle-ci.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de l'Industrie									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	573 947 797	–	–	573 947 797				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	23 855 206	–	23 855 206				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	16 183 576	–	16 183 576				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence spatiale canadienne).....	–	–	–	80 000	80 000				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	80 000	80 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	420 000	420 000				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	80 000	80 000				
	crédit 1 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile).....	–	–	–	80 000	80 000				
	crédit 1 (Ministère des Transports).....	–	–	–	80 000	80 000				
	crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada).....	–	–	–	2 196 250	2 196 250				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	116 116	116 116				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	634 642	634 642				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	12 064 241	12 064 241				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	31 054 177	31 054 177				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	7 842 587	7 842 587				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Finances).....	–	–	–	(377 149)	(377 149)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(319 105)	(319 105)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	(3 014 271)	(3 014 271)				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement).....	–	–	–	(1 260 293)	(1 260 293)				
	crédit 1 (Conseil canadien des normes).....	–	–	–	(314 358)	(314 358)				
	crédit 1 (Statistique Canada).....	–	–	–	(3 676 500)	(3 676 500)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(30 000)	(30 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	573 947 797	40 038 782	45 736 337	659 722 916	624 428 938	35 293 978	–	564 606 696
5	Dépenses en capital.....	–	67 250 100	–	–	67 250 100				
	Virement du :									
	crédit 1 (Bibliothèque et Archives du Canada).....	–	–	–	25 369	25 369				
	crédit 5 (Agence spatiale canadienne).....	–	–	–	263 464	263 464				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	598 084	598 084				
	crédit 5 (Conseil national de recherches du Canada).....	–	–	–	866	866				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	6 097 082	6 097 082				
	Virement au crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(400 000)	(400 000)				
	Total – Crédit 5.....	–	67 250 100	–	6 584 865	73 834 965	13 586 687	60 248 278	–	16 594 785

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
10	Subventions et contributions.....	–	4 884 272 981	–	–	4 884 272 981				
10a	Subventions et contributions	–	–	1	–	1				
10b	Subventions et contributions	–	–	35 459 451	–	35 459 451				
10c	Subventions et contributions	–	–	8 900 000	–	8 900 000				
	Total – Crédit 10	–	4 884 272 981	44 359 452	–	4 928 632 433	2 846 548 325	2 082 084 108	–	2 321 941 169
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	71 592 262	6 052 860	(3 839 314)	73 805 808	73 805 808	–	–	65 875 947
(S)	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Ministre du Développement économique rural – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	–	–	2 000	2 000	2 000	–	–	39 254
(S)	Ministre d'État (Développement économique rural) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	2 000	–	(2 000)	–	–	–	–	–
(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36).....	–	134 271 103	–	(73 901 493)	60 369 610	60 369 610	–	–	82 146 609
(S)	Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2017</i>)	–	12 437 350	–	(2 699 481)	9 737 869	9 737 869	–	–	25 849 032
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (<i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i>)	83 452 421	40 648 920	–	(40 648 920)	83 452 421	14 540 312	–	68 912 109	17 128 598
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	75 019	–	–	71 879	146 898	58 141	16 878	71 879	86 809
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	503 617	503 617	503 617	–	–	411 982
(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	–	–	–	(1 785)	(1 785)	(1 785)	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	92 163
	Total budgétaire.....	83 527 440	5 784 515 013	90 451 094	(68 194 395)	5 890 299 152	3 643 671 922	2 177 643 242	68 983 988	3 094 863 744
(S)	(L) Paiements au titre des placements dans des sociétés d'État entreprises.....	–	–	–	(4 657 000 000)	(4 657 000 000)	(4 657 000 000)	–	–	435 000 000
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	–	300 000	–	–	300 000	–	300 000	–	–
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	–	500 000	–	–	500 000	–	500 000	–	–
L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Limite 1 950 000 \$ (Net)</i>	1 950 000	–	–	–	1 950 000	–	–	1 950 000	–
	Total non budgétaire.....	1 950 000	800 000	–	(4 657 000 000)	(4 654 250 000)	(4 657 000 000)	800 000	1 950 000	435 000 000
	Total du ministère – Budgétaire	83 527 440	5 784 515 013	90 451 094	(68 194 395)	5 890 299 152	3 643 671 922	2 177 643 242	68 983 988	3 094 863 744
	Total du ministère – Non budgétaire.....	1 950 000	800 000	–	(4 657 000 000)	(4 654 250 000)	(4 657 000 000)	800 000	1 950 000	435 000 000

Agence de promotion économique du Canada atlantique										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	70 011 300	–	–	70 011 300				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	16 114	16 114				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 922 344	1 922 344				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	3 257 908	3 257 908				
	Total – Crédit 1	–	70 011 300	–	5 196 366	75 207 666	72 473 291	2 734 375	–	70 687 244
5	Subventions et contributions	–	357 461 284	–	–	357 461 284				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	20 000 000	–	20 000 000				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	4 300 000	4 300 000				
	crédit 10 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	–	–	–	500 000	500 000				
	Total – Crédit 5	–	357 461 284	20 000 000	4 800 000	382 261 284	351 386 494	30 874 790	–	363 964 211
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	9 029 061	–	235 182	9 264 243	9 264 243	–	–	8 838 758
(S)	Ministre d'État (Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	2 000	–	–	2 000	2 000	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	25 646	–	–	49 405	75 051	–	25 646	49 405	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	25 646	436 503 645	20 000 000	10 280 953	466 810 244	433 126 028	33 634 811	49 405	443 490 213
Agence canadienne de développement économique du Nord										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	21 046 520	–	–	21 046 520				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	563 013	–	563 013				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	510 187	510 187				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 008 438	1 008 438				
	Total – Crédit 1	–	21 046 520	563 013	1 518 625	23 128 158	21 134 939	1 993 219	–	20 018 430
5	Subventions et contributions	–	69 683 760	–	–	69 683 760				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	7 378 225	–	7 378 225				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	6 689 260	–	6 689 260				
	Total – Crédit 5	–	69 683 760	14 067 485	–	83 751 245	82 080 790	1 670 455	–	66 516 573
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	2 104 936	152 014	(395 336)	1 861 614	1 861 614	–	–	1 836 511
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	–	–	177	177	–	–	177	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	92 835 216	14 782 512	1 123 466	108 741 194	105 077 343	3 663 674	177	88 371 514
Agence spatiale canadienne										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	217 471 684	–	–	217 471 684				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	18 358	18 358				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 331 466	1 331 466				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	10 483 702	10 483 702				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	1 472 757	1 472 757				
	Virement au crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(80 000)	(80 000)				
	Total – Crédit 1	–	217 471 684	–	13 226 283	230 697 967	225 124 291	5 573 676	–	225 675 396

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
5	Dépenses en capital.....	–	73 949 013	–	–	73 949 013				
5a	Dépenses en capital	–	–	183 450 852	–	183 450 852				
5b	Dépenses en capital	–	–	18 081 411	–	18 081 411				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	16 320 910	16 320 910				
	Virement au :									
	crédit 5 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(263 464)	(263 464)				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(5 581 000)	(5 581 000)				
	Total – Crédit 5.....	–	73 949 013	201 532 263	10 476 446	285 957 722	174 852 077	111 105 645	–	44 745 858
10	Subventions et contributions	–	85 580 950	–	–	85 580 950	85 064 526	516 424	–	86 833 743
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	11 276 732	993 989	133 582	12 404 303	12 404 303	–	–	10 851 896
(S)	Dépense des recettes perçues en vertu du sous-paragraphe 5 (3)h de la <i>Loi sur l'Agence spatiale canadienne</i>	156 566	–	–	–	156 566	156 565	–	1	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	15 236	–	–	618 497	633 733	633 733	–	–	1 256
	Total de l'organisme – Budgétaire	171 802	388 278 379	202 526 252	24 454 808	615 431 241	498 235 495	117 195 745	1	368 108 149
	Commission canadienne du tourisme									
1	Paiements à la Commission	–	156 159 703	–	–	156 159 703				
	Virement du CT, crédit 15 ¹	–	–	–	95 231	95 231				
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada).....	–	–	–	(29 440)	(29 440)				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	156 159 703	–	65 791	156 225 494	156 225 494	–	–	121 159 703
	Commission du droit d'auteur									
1	Dépenses du programme.....	–	3 888 058	–	–	3 888 058				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	117 824	117 824				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	194 083	194 083				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	57 299	57 299				
	Total – Crédit 1.....	–	3 888 058	–	369 206	4 257 264	3 586 402	670 862	–	3 297 681
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	404 480	–	4 906	409 386	409 386	–	–	352 991
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	4 292 538	–	374 112	4 666 650	3 995 788	670 862	–	3 650 672

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	46 629 778	-	-	46 629 778				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	1 568 787	-	1 568 787				
	Virement du :									
	crédit 10 (Ministère des Transports).....	-	-	-	238 676	238 676				
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	1 000	1 000				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	1 114 601	1 114 601				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	2 199 588	2 199 588				
	Total – Crédit 1.....	-	46 629 778	1 568 787	3 553 865	51 752 430	47 838 162	3 914 268	-	45 963 645
5	Subventions et contributions.....	-	371 435 004	-	-	371 435 004				
5b	Subventions et contributions.....	-	-	106 130 786	-	106 130 786				
5c	Subventions et contributions.....	-	-	21 661 000	-	21 661 000				
	Virement du crédit 10 (Ministère des Transports).....	-	-	-	30 000 000	30 000 000				
	Total – Crédit 5.....	-	371 435 004	127 791 786	30 000 000	529 226 790	446 259 521	82 967 269	-	380 798 549
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	5 403 901	338 858	(432 600)	5 310 159	5 310 159	-	-	5 087 300
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	-	-	-	180	180	180	-	-	1 110
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	3 316
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	-	423 468 683	129 699 431	33 121 445	586 289 559	499 408 022	86 881 537	-	431 853 920
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	40 681 594	-	-	40 681 594				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	1 200 000	-	1 200 000				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	-	-	827 893	-	827 893				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	2 375	2 375				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	673 133	673 133				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	1 468 086	1 468 086				
	Total – Crédit 1.....	-	40 681 594	2 027 893	2 143 594	44 853 081	41 144 584	3 708 497	-	38 868 660
5	Subventions et contributions.....	-	655 183 426	-	-	655 183 426	553 086 928	102 096 498	-	356 644 871
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	-	4 719 576	166 975	66 633	4 953 184	4 953 184	-	-	4 601 083
(S)	Ministre d'État (Ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	-	2 000	-	-	2 000	2 000	-	-	866
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	30 913	-	-	48	30 961	-	30 913	48	-
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	30 913	700 586 596	2 194 868	2 210 275	705 022 652	599 186 696	105 835 908	48	400 115 480

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Conseil national de recherches du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	494 507 445	–	–	494 507 445				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	9 783 801	–	9 783 801				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	34 142 906	–	34 142 906				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	43 840	43 840				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	160 055	160 055				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	1 669 400	1 669 400				
	crédit 10.....	–	–	–	3 845 238	3 845 238				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	167 451	167 451				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	7 970 523	7 970 523				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	18 953 887	18 953 887				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(235 000)	(235 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	494 507 445	43 926 707	32 575 394	571 009 546	560 673 079	10 336 467	–	506 241 585
5	Dépenses en capital.....	–	51 085 000	–	–	51 085 000				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	1 390 000	–	1 390 000				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	25 400 000	–	25 400 000				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	340 000	340 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	26 834 606	26 834 606				
	Virement au crédit 5 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(866)	(866)				
	Total – Crédit 5.....	–	51 085 000	26 790 000	27 173 740	105 048 740	92 886 033	12 162 707	–	110 269 115
10	Subventions et contributions.....	–	641 080 184	–	–	641 080 184				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	43 019 438	–	43 019 438				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	1	–	1				
	Virement du crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	660 500	660 500				
	Virement au crédit 1.....	–	–	–	(3 845 238)	(3 845 238)				
	Total – Crédit 10.....	–	641 080 184	43 019 439	(3 184 738)	680 914 885	612 326 230	68 588 655	–	590 805 854
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	68 715 595	1 764 841	(1 774 614)	68 705 822	68 705 822	–	–	65 844 964
(S)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)									
	Montant non dépensé au début de l'exercice.....	126 198 933	–	–	–	126 198 933				
	Montant reçu au cours de l'exercice.....	–	182 000 000	–	(5 636 341)	176 363 659				
	Total – Dépense des recettes.....	126 198 933	182 000 000	–	(5 636 341)	302 562 592	135 865 814	–	166 696 778	163 061 922
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	233 855	–	–	347 568	581 423	300 000	–	281 423	35 959
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	49 916
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	126 432 788	1 437 388 224	115 500 987	49 501 009	1 728 823 008	1 470 756 978	91 087 829	166 978 201	1 436 309 315

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	54 351 176	–	–	54 351 176			
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	942 107	–	942 107			
Virement du :									
	crédit 1 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	1 140 433	1 140 433			
	crédit 1 (Commission canadienne de sûreté nucléaire)	–	–	–	168 750	168 750			
	crédit 1 (Agence canadienne d'évaluation d'impact)	–	–	–	5 000	5 000			
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	497 112	497 112			
	crédit 5	–	–	–	1 100 000	1 100 000			
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	325 700	325 700			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 098 268	1 098 268			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 888 896	1 888 896			
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	668 455	668 455			
Virement au :									
	crédit 1 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(91 203)	(91 203)			
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(39 755)	(39 755)			
Total – Crédit 1		–	54 351 176	942 107	6 761 656	62 054 939	58 643 444	3 411 495	– 63 610 425
5	Subventions	–	1 295 368 765	–	–	1 295 368 765			
5b	Subventions	–	–	994 000	–	994 000			
5c	Subventions	–	–	21 705 225	–	21 705 225			
Virement du :									
	crédit 1 (Commission canadienne de sûreté nucléaire)	–	–	–	1 406 250	1 406 250			
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	633 032	633 032			
	crédit 5 (Agence canadienne d'évaluation d'impact)	–	–	–	150 000	150 000			
Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(1 100 000)	(1 100 000)			
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(280 000)	(280 000)			
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(753 445)	(753 445)			
Total – Crédit 5		–	1 295 368 765	22 699 225	55 837	1 318 123 827	1 315 533 566	2 590 261	– 1 341 785 484
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 154 213	124 879	1 072 532	7 351 624	7 351 624	–	– 7 670 298
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 600	–	–	369	4 969	–	4 600	369 33 734
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	–	203 223	–	(203 223)	–	–	–	– 174 979
Total de l'organisme – Budgétaire		4 600	1 356 077 377	23 766 211	7 687 171	1 387 535 359	1 381 528 634	6 006 356	369 1 413 274 920
Conseil de recherches en sciences humaines									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	39 803 046	–	–	39 803 046			
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 194 738	–	1 194 738			
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 309 954	–	1 309 954			
Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres)	–	–	–	90 000	90 000			
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	10 000	10 000			
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	39 755	39 755			
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	3 039	3 039			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 841 379	1 841 379			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 423 222	1 423 222			
Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(116 116)	(116 116)			
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(497 112)	(497 112)			
Total – Crédit 1		–	39 803 046	2 504 692	2 794 167	45 101 905	42 934 952	2 166 953	– 40 972 861

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
5	Subventions	–	1 029 372 709	–	–	1 029 372 709				
5b	Subventions	–	–	25 714 000	–	25 714 000				
5c	Subventions	–	–	11 960 022	–	11 960 022				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres)	–	–	–	1 400 000	1 400 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	284 883	284 883				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	559 353	559 353				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	753 445	753 445				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(986 508)	(986 508)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(485 174)	(485 174)				
	Total – Crédit 5	–	1 029 372 709	37 674 022	1 525 999	1 068 572 730	1 014 866 402	53 706 328	–	970 617 959
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 169 009	324 960	299 685	4 793 654	4 793 654	–	–	4 680 149
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>	–	107 962	–	(1 693)	106 269	106 269	–	–	102 766
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	16 903
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 073 452 726	40 503 674	4 618 158	1 118 574 558	1 062 701 277	55 873 281	–	1 016 390 638
	Conseil canadien des normes									
1	Paiements au Conseil	–	15 647 708	–	–	15 647 708				
1c	Paiements au Conseil	–	–	1 772 633	–	1 772 633				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	314 358	314 358				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	265 429	265 429				
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	–	–	–	(32 200)	(32 200)				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	15 647 708	1 772 633	547 587	17 967 928	17 967 928	–	–	19 271 621
	Statistique Canada									
1	Dépenses du programme	–	496 727 478	–	–	496 727 478				
1b	Dépenses du programme	–	–	14 416 375	–	14 416 375				
1c	Dépenses du programme	–	–	18 764 063	–	18 764 063				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	283 333	283 333				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	1 300 000	1 300 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	3 676 500	3 676 500				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	1 938 774	1 938 774				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	1 100 000	1 100 000				

	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	410 343	410 343				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	4 288 374	4 288 374				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	40 792 210	40 792 210				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	25 343 357	25 343 357				
	Total – Crédit 1	-	496 727 478	33 180 438	79 132 891	609 040 807	585 663 752	23 377 055	-	792 669 655
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	79 966 771	1 003 409	16 028 482	96 998 662	96 998 662	-	-	90 695 210
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	-	-	-	16 766	16 766	16 766	-	-	18 310
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	576 694 249	34 183 847	95 178 139	706 056 235	682 679 180	23 377 055	-	883 383 175
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	210 193 189	12 445 900 057	675 381 509	160 968 519	13 492 443 274	10 554 560 785	2 701 870 300	236 012 189	9 720 243 064
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	1 950 000	800 000	-	(4 657 000 000)	(4 654 250 000)	(4 657 000 000)	800 000	1 950 000	435 000 000

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Industrie				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	762 210 491	734 552 288	27 658 203	–
Solutions innovatrices Canada	121 020	121 020	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	6 700 872	–	6 700 872	–
Transfert/réaffectation	175 177	–	175 177	–
Autre	759 726	–	759 726	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(110 244 370)	(110 244 370)	–	–
	659 722 916	624 428 938	35 293 978	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	19 100 937	13 586 687	5 514 250	–
Affectations bloquées				
Report.....	54 634 389	–	54 634 389	–
Transfert/réaffectation	99 639	–	99 639	–
	73 834 965	13 586 687	60 248 278	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	3 368 470 383	2 845 348 325	523 122 058	–
Solutions innovatrices Canada	1 200 000	1 200 000	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 551 438 174	–	1 551 438 174	–
Transfert/réaffectation	7 523 876	–	7 523 876	–
	4 928 632 433	2 846 548 325	2 082 084 108	–
Montants législatifs.....	228 108 838	159 107 972	16 878	68 983 988
	5 890 299 152	3 643 671 922	2 177 643 242	68 983 988
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	75 207 666	72 473 291	2 734 375	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	351 718 284	351 386 494	331 790	–
Affectations bloquées				
Report.....	30 543 000	–	30 543 000	–
	382 261 284	351 386 494	30 874 790	–
Montants législatifs.....	9 341 294	9 266 243	25 646	49 405
	466 810 244	433 126 028	33 634 811	49 405

Agence canadienne de développement économique du Nord

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement.....	23 122 454	21 134 939	1 987 515	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	5 704	–	5 704	–
	23 128 158	21 134 939	1 993 219	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	82 731 555	82 080 790	650 765	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 019 690	–	1 019 690	–
	83 751 245	82 080 790	1 670 455	–
Montants législatifs.....	1 861 791	1 861 614	–	177
	108 741 194	105 077 343	3 663 674	177

Agence spatiale canadienne

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement.....	227 414 335	224 765 994	2 648 341	–
Solutions innovatrices Canada	1 300 000	358 297	941 703	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 983 632	–	1 983 632	–
	230 697 967	225 124 291	5 573 676	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	274 449 722	174 852 077	99 597 645	–
Affectations bloquées				
Report.....	11 508 000	–	11 508 000	–
	285 957 722	174 852 077	111 105 645	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	85 580 950	85 064 526	516 424	–
Montants législatifs.....	13 194 602	13 194 601	–	1
	615 431 241	498 235 495	117 195 745	1

Commission canadienne du tourisme

Crédit 1 – Paiements à la Commission

Paiements à la Société d'État	156 225 494	156 225 494	–	–
-------------------------------------	-------------	-------------	---	---

Commission du droit d'auteur

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	4 257 264	3 586 402	670 862	–
Montants législatifs.....	409 386	409 386	–	–
	4 666 650	3 995 788	670 862	–

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement.....	55 752 430	50 069 328	5 683 102	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(4 000 000)	(2 231 166)	(1 768 834)	–
	51 752 430	47 838 162	3 914 268	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	494 341 914	446 259 521	48 082 393	–
Affectations bloquées				
Report.....	34 884 876	–	34 884 876	–
	529 226 790	446 259 521	82 967 269	–
Montants législatifs.....	5 310 339	5 310 339	–	–
	586 289 559	499 408 022	86 881 537	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	42 316 158	41 144 584	1 171 574	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 523 501	–	2 523 501	–
Transfert/réaffectation	13 422	–	13 422	–
	44 853 081	41 144 584	3 708 497	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	558 622 106	553 086 928	5 535 178	–
Affectations bloquées				
Report.....	96 561 320	–	96 561 320	–
	655 183 426	553 086 928	102 096 498	–
Montants législatifs.....	4 986 145	4 955 184	30 913	48
	705 022 652	599 186 696	105 835 908	48
Conseil national de recherches du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	565 905 884	556 524 688	9 381 196	–
Solutions innovatrices Canada	4 954 762	4 148 391	806 371	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	148 900	–	148 900	–
	571 009 546	560 673 079	10 336 467	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	105 048 740	92 886 033	12 162 707	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	678 902 785	611 517 175	67 385 610	–
Solutions innovatrices Canada	2 012 100	809 055	1 203 045	–
	680 914 885	612 326 230	68 588 655	–
Montants législatifs.....	371 849 837	204 871 636	–	166 978 201
	1 728 823 008	1 470 756 978	91 087 829	166 978 201

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	61 287 974	58 643 444	2 644 530	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	766 965	–	766 965	–
	62 054 939	58 643 444	3 411 495	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions et contributions	1 316 159 352	1 315 533 566	625 786	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 964 475	–	1 964 475	–
	1 318 123 827	1 315 533 566	2 590 261	–
Montants législatifs.....	7 356 593	7 351 624	4 600	369
	1 387 535 359	1 381 528 634	6 006 356	369

Conseil de recherches en sciences humaines

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	44 547 879	42 934 952	1 612 927	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	554 026	–	554 026	–
	45 101 905	42 934 952	2 166 953	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions et contributions	1 031 072 730	1 014 866 402	16 206 328	–
Affectations bloquées				
Report.....	37 500 000	–	37 500 000	–
	1 068 572 730	1 014 866 402	53 706 328	–
Montants législatifs.....	4 899 923	4 899 923	–	–
	1 118 574 558	1 062 701 277	55 873 281	–

Conseil canadien des normes

Crédit 1 – Paiements versés au Conseil				
Paiements à la Société d'État	17 967 928	17 967 928	–	–

Statistique Canada

Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	755 273 928	744 984 733	10 289 195	–
Règlement des Opérations des enquêtes statistiques	28 032	28 032	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	13 087 860	–	13 087 860	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(159 349 013)	(159 349 013)	–	–
	609 040 807	585 663 752	23 377 055	–
Montants législatifs.....	97 015 428	97 015 428	–	–
	706 056 235	682 679 180	23 377 055	–
Total du portefeuille ministériel.....	13 492 443 274	10 554 560 785	2 701 870 300	236 012 189

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Industrie												
Entreprises, investissement et croissance.....	793 882 740	715 054 293	71 912 839	12 714 830	2 563 018 095	1 763 881 276	268 249 737	278 719 006	3 160 563 937	2 212 931 393	(4 654 250 000)	(4 657 000 000)
Sciences, technologie, recherche et commercialisation.....	17 142 529	15 665 854	–	–	1 080 310 981	705 833 706	–	–	1 097 453 510	721 499 560	–	–
Personnes, compétences et collectivités.....	31 836 410	32 071 040	–	–	1 355 409 051	446 939 037	–	–	1 387 245 461	479 010 077	–	–
Services internes.....	273 192 118	257 481 222	1 922 126	871 857	–	–	30 078 000	28 122 187	245 036 244	230 230 892	–	–
Total partiel.....	1 116 053 797	1 020 272 409	73 834 965	13 586 687	4 998 738 127	2 916 654 019	298 327 737	306 841 193	5 890 299 152	3 643 671 922	(4 654 250 000)	(4 657 000 000)
Revenus affectés aux dépenses.....	(298 327 737)	(306 841 193)	–	–	–	–	(298 327 737)	(306 841 193)	–	–	–	–
Total du ministère.....	817 726 060	713 431 216	73 834 965	13 586 687	4 998 738 127	2 916 654 019	–	–	5 890 299 152	3 643 671 922	(4 654 250 000)	(4 657 000 000)
Agence de promotion économique du Canada atlantique												
Développement économique au Canada atlantique.....	54 132 673	51 366 697	–	–	382 261 284	351 386 494	–	–	436 393 957	402 753 191	–	–
Services internes.....	30 416 287	30 372 837	–	–	–	–	–	–	30 416 287	30 372 837	–	–
Total de l'organisme.....	84 548 960	81 739 534	–	–	382 261 284	351 386 494	–	–	466 810 244	433 126 028	–	–
Agence canadienne de développement économique du Nord												
Développement économique dans les territoires.....	16 789 589	14 422 301	–	–	83 751 245	82 080 790	–	–	100 540 834	96 503 091	–	–
Services internes.....	8 200 360	8 574 252	–	–	–	–	–	–	8 200 360	8 574 252	–	–
Total de l'organisme.....	24 989 949	22 996 553	–	–	83 751 245	82 080 790	–	–	108 741 194	105 077 343	–	–
Agence spatiale canadienne												
La présence du Canada dans l'espace..	186 574 443	169 251 262	274 890 751	170 756 259	85 580 950	85 064 526	–	–	547 046 144	425 072 047	–	–
Services internes.....	57 318 126	69 067 630	11 066 971	4 095 818	–	–	–	–	68 385 097	73 163 448	–	–
Total de l'organisme.....	243 892 569	238 318 892	285 957 722	174 852 077	85 580 950	85 064 526	–	–	615 431 241	498 235 495	–	–
Commission canadienne du tourisme.....												
156 225 494	156 225 494	–	–	–	–	–	–	–	156 225 494	156 225 494	–	–
Commission du droit d'auteur												
Tarifs et licences liés au droit d'auteur	3 733 320	3 196 653	–	–	–	–	–	–	3 733 320	3 196 653	–	–
Services internes.....	933 330	799 135	–	–	–	–	–	–	933 330	799 135	–	–
Total de l'organisme.....	4 666 650	3 995 788	–	–	–	–	–	–	4 666 650	3 995 788	–	–

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien												
Développement économique dans les												
Prairies	34 268 491	36 560 457	-	-	529 226 790	446 259 521	-	-	563 495 281	482 819 978	-	-
Services internes	26 794 278	18 819 210	-	-	-	-	4 000 000	2 231 166	22 794 278	16 588 044	-	-
Total partiel	61 062 769	55 379 667	-	-	529 226 790	446 259 521	4 000 000	2 231 166	586 289 559	499 408 022	-	-
Revenus affectés aux dépenses	(4 000 000)	(2 231 166)	-	-	-	-	(4 000 000)	(2 231 166)	-	-	-	-
Total de l'organisme	57 062 769	53 148 501	-	-	529 226 790	446 259 521	-	-	586 289 559	499 408 022	-	-
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario												
Développement économique dans le												
Sud de l'Ontario	32 354 780	28 817 105	-	-	655 183 426	553 086 928	-	-	687 538 206	581 904 033	-	-
Services internes	17 484 446	17 282 663	-	-	-	-	-	-	17 484 446	17 282 663	-	-
Total de l'organisme	49 839 226	46 099 768	-	-	655 183 426	553 086 928	-	-	705 022 652	599 186 696	-	-
Conseil national de recherches du Canada												
Science et innovation	782 914 517	606 733 167	100 048 740	87 895 080	680 914 885	612 326 230	-	-	1 563 878 142	1 306 954 477	-	-
Services internes	159 944 866	158 811 548	5 000 000	4 990 953	-	-	-	-	164 944 866	163 802 501	-	-
Total de l'organisme	942 859 383	765 544 715	105 048 740	92 886 033	680 914 885	612 326 230	-	-	1 728 823 008	1 470 756 978	-	-
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie												
Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie												
	43 641 323	42 672 834	-	-	1 318 123 827	1 315 533 566	-	-	1 361 765 150	1 358 206 400	-	-
Services internes	25 770 209	23 322 234	-	-	-	-	-	-	25 770 209	23 322 234	-	-
Total de l'organisme	69 411 532	65 995 068	-	-	1 318 123 827	1 315 533 566	-	-	1 387 535 359	1 381 528 634	-	-
Conseil de recherches en sciences humaines												
Financement de la recherche et formation en sciences humaines												
	30 415 431	27 423 399	-	-	617 071 148	563 379 758	-	-	647 486 579	590 803 157	-	-
Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche	969 406	874 513	-	-	451 501 582	451 486 644	-	-	452 470 988	452 361 157	-	-
Services internes	18 616 991	19 536 963	-	-	-	-	-	-	18 616 991	19 536 963	-	-
Total de l'organisme	50 001 828	47 834 875	-	-	1 068 572 730	1 014 866 402	-	-	1 118 574 558	1 062 701 277	-	-
Conseil canadien des normes	17 967 928	17 967 928	-	-	-	-	-	-	17 967 928	17 967 928	-	-
Statistique Canada												
Renseignements statistiques	754 356 616	731 447 169	-	-	-	-	159 349 013	159 349 013	595 007 603	572 098 156	-	-
Services internes	111 048 632	110 581 024	-	-	-	-	-	-	111 048 632	110 581 024	-	-
Total partiel	865 405 248	842 028 193	-	-	-	-	159 349 013	159 349 013	706 056 235	682 679 180	-	-
Revenus affectés aux dépenses	(159 349 013)	(159 349 013)	-	-	-	-	(159 349 013)	(159 349 013)	-	-	-	-
Total de l'organisme	706 056 235	682 679 180	-	-	-	-	-	-	706 056 235	682 679 180	-	-
Total du portefeuille ministériel	3 225 248 583	2 895 977 512	464 841 427	281 324 797	9 802 353 264	7 377 258 476	-	-	13 492 443 274	10 554 560 785	(4 654 250 000)	(4 657 000 000)

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie									
Subventions									
Subventions au Programme canadien d'adoption du numérique :									
Volet 2.....	–	249 488 612	–	–	249 488 612	48 970 053	200 518 559	–	15 000
Subvention à l'Union internationale des télécommunications									
Genève (Suisse).....	–	4 808 000	–	–	4 808 000	4 808 000	–	–	4 808 000
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques.....	–	632 000	–	(292 820)	339 180	335 051	4 129	–	447 911
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	600 000	1	1 192 000	1 792 001	1 792 000	1	–	400 000
Subvention pour la Corporation du secrétariat du commerce intérieur	–	375 000	100 000	–	475 000	475 000	–	–	375 000
Subvention dans le cadre du Programme de cliniques juridiques en matière de propriété intellectuelle.....	–	200 000	50 000	–	250 000	191 979	58 021	–	156 200
Subventions au programme de propriété intellectuelle autochtone ..	–	150 000	–	–	150 000	147 597	2 403	–	116 665
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	–	140 000	–	(1 000)	139 000	111 000	28 000	–	111 000
Total – Subventions	–	256 393 612	150 001	898 180	257 441 793	56 830 680	200 611 113	–	6 429 776
Contributions									
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	–	1 365 698 198	–	(1 045 253)	1 364 652 945	1 039 391 069	325 261 876	–	625 384 331
Contributions en vertu du Fonds pour la large bande universelle.....	–	921 297 164	–	33 884 985	955 182 149	248 230 982	706 951 167	–	302 466 744
Contributions à la Fondation canadienne pour l'innovation	–	623 309 615	–	(23 400 000)	599 909 615	443 750 000	156 159 615	–	339 050 000
Contributions au titre de l'Initiative des supergrappes d'innovation .	–	318 844 198	–	(125 000)	318 719 198	164 044 856	154 674 342	–	228 235 499
Contributions sous la Stratégie pour l'infrastructure de recherche numérique.....	–	226 887 005	–	–	226 887 005	34 340 809	192 546 196	–	25 617 073
Contributions à Mitacs Inc.	–	177 500 000	–	23 400 000	200 900 000	195 085 294	5 814 706	–	103 380 038
Contributions à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	–	173 064 265	–	–	173 064 265	149 214 750	23 849 515	–	100 175 408
Contributions en vertu du programme Brancher pour innover.....	–	132 426 029	–	(33 884 985)	98 541 044	60 276 778	38 264 266	–	140 189 101
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique :									
Volet 1.....	–	111 003 433	–	–	111 003 433	51 056 120	59 947 313	–	1 149 364
Contributions à Génome Canada	–	79 300 000	–	–	79 300 000	79 300 000	–	–	61 410 000
Contributions en vertu du programme de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat.....	–	61 650 000	–	–	61 650 000	42 361 720	19 288 280	–	–
Contributions en vertu de la capacité satellitaire en orbite basse									
Télesat	–	60 000 000	–	–	60 000 000	–	60 000 000	–	–
Contributions à CANARIE Inc.....	–	47 570 000	–	–	47 570 000	37 500 000	10 070 000	–	28 700 000
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique :									
Volet 2.....	–	44 234 952	–	–	44 234 952	6 242 732	37 992 220	–	–
Contributions à adMare BioInnovations.....	–	27 700 000	–	–	27 700 000	27 700 000	–	–	10 300 000
Contributions dans le cadre du programme CodeCan.....	–	25 856 509	10 958 070	–	36 814 579	35 243 628	1 570 951	–	4 119 818

Contributions en vertu du Programme de développement de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat.....	–	24 992 600	3 239 400	–	28 232 000	9 101 674	19 130 326	–	200 000
Contributions à l'initiative de perfectionnement pour l'industrie.....	–	23 879 766	–	–	23 879 766	1 732 402	22 147 364	–	–
Contribution pour le Réseau d'innovation pour la cybersécurité.....	–	19 118 535	–	–	19 118 535	744 767	18 373 768	–	–
Contributions au Réseau de cellules souches.....	–	15 000 000	–	–	15 000 000	15 000 000	–	–	6 000 000
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle.....	–	13 600 000	–	–	13 600 000	10 031 302	3 568 698	–	–
Contributions en vertu du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires : Le Carrefour du savoir et le Fonds de prêts.....	–	11 500 000	510 264	–	12 010 264	11 646 544	363 720	–	20 191 345
Contributions aux instituts nationaux d'intelligence artificielle.....	–	11 000 000	429 412	–	11 429 412	11 429 412	–	–	5 700 657
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées.....	–	10 800 000	–	–	10 800 000	10 800 000	–	–	8 900 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes.....	–	10 800 000	–	420 983	11 220 983	11 220 982	1	–	64 218 441
Contributions en vertu du Programme de démonstration de technologies.....	–	10 750 991	–	(955 629)	9 795 362	9 795 362	–	–	17 759 202
Contributions à l'Institut Perimeter pour la physique théorique.....	–	10 000 000	–	–	10 000 000	10 000 000	–	–	10 000 000
Contributions au titre du Programme d'économie diversifiée et inclusive.....	–	9 494 000	2 749 373	–	12 243 373	7 718 432	4 524 941	–	1 181 255
Contributions en vertu du Fonds d'aide au tourisme.....	–	9 001 489	5 998 511	–	15 000 000	11 615 338	3 384 662	–	–
Contributions dans le cadre des capacités informatiques dédiées à l'intelligence artificielle.....	–	7 800 000	–	–	7 800 000	618 628	7 181 372	–	–
Contributions à Futurpreneur Canada.....	–	7 675 000	–	–	7 675 000	7 675 000	–	–	7 675 000
Contributions à l'Université de Victoria aux fins d'un centre national pour le droit autochtone.....	–	7 462 900	–	(1 000 000)	6 462 900	1 515 636	4 947 264	–	280 216
Contributions à l'Université de Waterloo aux fins de l'Institut de l'informatique quantique.....	–	5 000 000	–	–	5 000 000	5 000 000	–	–	5 000 000
Contributions à Parlons sciences.....	–	5 000 000	–	–	5 000 000	5 000 000	–	–	5 000 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme de stages des Ordinateurs pour les écoles.....	–	4 797 085	–	(60 000)	4 737 085	4 734 149	2 936	–	7 341 932
Contributions dans le cadre du programme des Ordinateurs pour les écoles.....	–	4 663 157	–	–	4 663 157	4 663 156	1	–	4 675 532
Contributions en vertu du programme de soutien aux femmes entrepreneures.....	–	2 800 000	–	–	2 800 000	2 800 000	–	–	2 800 000
Contributions au Conseil des académies canadiennes.....	–	2 750 000	–	1 000 000	3 750 000	3 750 000	–	–	4 075 000
Contributions en vertu du Programme pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles.....	–	1 690 000	–	–	1 690 000	1 689 412	588	–	1 689 800
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.....	–	1 535 145	–	1 298 214	2 833 359	2 833 359	–	–	10 236 218
Contributions en vertu du Programme d'activités stratégiques.....	–	427 333	–	260 668	688 001	688 001	–	–	6 808 988
Contributions à la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur.....	–	–	5 323 627	–	5 323 627	4 356 856	966 771	–	6 861 558
Contributions à Praxis Institut de la moelle épinière.....	–	–	4 900 000	–	4 900 000	4 900 000	–	–	–
Contributions au Réseau de santé coordonné, accessible, national..	–	–	4 000 000	–	4 000 000	2 507 437	1 492 563	–	–
Contributions en vertu du programme ÉleverlaPI.....	–	–	4 000 000	–	4 000 000	1 002 427	2 997 573	–	–
Contributions dans le cadre du programme d'accès abordable.....	–	–	900 000	–	900 000	900 000	–	–	1 803 397
Contributions dans le cadre du programme d'échange en matière de littératie numérique.....	–	–	646 833	(138 202)	508 631	508 631	–	–	7 840 799
Contributions pour le programme de développement de la technologie accessible.....	–	–	553 961	(553 961)	–	–	–	–	6 761 117

Paielements de transfert – suite

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36)	–	134 271 103	–	(73 901 493)	60 369 610	60 369 610	–	–	82 146 609
(S) ICRA Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (<i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2017</i>).....	–	12 437 350	–	(2 699 481)	9 737 869	9 737 869	–	–	25 849 032
(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11).....	–	–	–	(1 785)	(1 785)	(1 785)	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	132 356 060
Total – Contributions	–	4 774 587 822	44 209 451	(77 500 939)	4 741 296 334	2 859 823 339	1 881 472 995	–	2 423 529 534
Total du ministère.....	–	5 030 981 434	44 359 452	(76 602 759)	4 998 738 127	2 916 654 019	2 082 084 108	–	2 429 959 310
Agence de promotion économique du Canada atlantique									
Subventions									
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique.....	–	1 500 000	–	–	1 500 000	497 432	1 002 568	–	240 189
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	1 000 000	–	–	1 000 000	439 233	560 767	–	178 012
Total – Subventions	–	2 500 000	–	–	2 500 000	936 665	1 563 335	–	418 201
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	142 103 086	20 000 000	4 300 000	166 403 086	213 969 375	(47 566 289)	–	254 487 286
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	–	86 438 555	–	–	86 438 555	62 014 085	24 424 470	–	39 842 568
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	–	73 177 643	–	500 000	73 677 643	51 092 389	22 585 254	–	27 146 061
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	–	40 000 000	–	–	40 000 000	8 206 885	31 793 115	–	14 446 516
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	12 642 000	–	–	12 642 000	14 630 531	(1 988 531)	–	27 058 199
Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	–	600 000	–	–	600 000	536 564	63 436	–	565 380
Total – Contributions	–	354 961 284	20 000 000	4 800 000	379 761 284	350 449 829	29 311 455	–	363 546 010
Total de l'organisme	–	357 461 284	20 000 000	4 800 000	382 261 284	351 386 494	30 874 790	–	363 964 211
Agence canadienne de développement économique du Nord									
Subventions									
Centre régional de formation à Pond Inlet pour l'Association inuite du Qikiqtani.....	–	2 000 000	–	–	2 000 000	2 000 000	–	–	6 434 000
Subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord	–	1 000 000	–	–	1 000 000	145 000	855 000	–	56 825

Subventions pour des investissements effectués dans le cadre du Fonds pour les initiatives communautaires dans les collectivités du Nord	-	500 000	-	-	500 000	-	500 000	-	-
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	-	168 168	-	-	168 168	-	168 168	-	-
Total – Subventions	-	3 668 168	-	-	3 668 168	2 145 000	1 523 168	-	6 490 825
Contributions									
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	-	35 237 000	7 378 225	18 958 951	61 574 176	60 927 653	646 523	-	40 204 220
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	-	19 978 592	-	(18 958 951)	1 019 641	1 518 884	(499 243)	-	4 555 243
Programme de possibilités économiques pour les autochtones du Nord (anciennement Contributions à l'appui de la participation des Autochtones à l'économie du Nord)	-	10 800 000	-	2 400 000	13 200 000	13 199 993	7	-	10 728 988
Contributions pour faire progresser l'éducation de base des adultes dans les territoires.....	-	-	4 289 260	-	4 289 260	4 289 260	-	-	4 537 297
Programme de possibilités économiques pour les Autochtones du Nord	-	-	2 400 000	(2 400 000)	-	-	-	-	-
Total – Contributions	-	66 015 592	14 067 485	-	80 083 077	79 935 790	147 287	-	60 025 748
Total de l'organisme	-	69 683 760	14 067 485	-	83 751 245	82 080 790	1 670 455	-	66 516 573
Agence spatiale canadienne									
Subventions									
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	-	14 975 000	-	(916 309)	14 058 691	14 058 689	2	-	10 961 530
Contributions									
Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	-	37 672 000	-	10 283 601	47 955 601	47 439 179	516 422	-	50 152 192
Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	-	32 933 950	-	(9 367 292)	23 566 658	23 566 658	-	-	25 720 021
Total – Contributions	-	70 605 950	-	916 309	71 522 259	71 005 837	516 422	-	75 872 213
Total de l'organisme	-	85 580 950	-	-	85 580 950	85 064 526	516 424	-	86 833 743
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien									
Subventions									
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	-	7 381 281	-	(7 381 281)	-	-	-	-	-
Programme Croissance économique régionale par l'innovation.....	-	2 458 176	-	(2 458 176)	-	-	-	-	-
Total – Subventions	-	9 839 457	-	(9 839 457)	-	-	-	-	-

Paielements de transfert – suite

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	176 557 926	65 365 925	28 236 079	270 159 930	212 916 520	57 243 410	–	220 315 484
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest.....	–	164 444 753	62 425 861	11 603 378	238 473 992	212 750 133	25 723 859	–	120 774 875
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	–	17 667 868	–	–	17 667 868	17 667 868	–	–	32 978 791
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	–	2 925 000	–	–	2 925 000	2 925 000	–	–	6 729 399
Total – Contributions	–	361 595 547	127 791 786	39 839 457	529 226 790	446 259 521	82 967 269	–	380 798 549
Total de l'organisme	–	371 435 004	127 791 786	30 000 000	529 226 790	446 259 521	82 967 269	–	380 798 549
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario									
Subventions									
Subventions en vertu du Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario.....	–	3 345 299	–	(3 345 299)	–	–	–	–	–
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	1 290 240	–	(1 290 240)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	–	4 635 539	–	(4 635 539)	–	–	–	–	–
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	323 491 789	–	(27 153 017)	296 338 772	240 822 254	55 516 518	–	211 624 932
Contributions pour le Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario.....	–	315 770 106	–	31 788 556	347 558 662	300 978 682	46 579 980	–	133 733 947
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	11 285 992	–	–	11 285 992	11 285 992	–	–	11 285 992
Total – Contributions	–	650 547 887	–	4 635 539	655 183 426	553 086 928	102 096 498	–	356 644 871
Total de l'organisme	–	655 183 426	–	–	655 183 426	553 086 928	102 096 498	–	356 644 871
Conseil national de recherches du Canada									
Subventions									
Subvention au titre du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	–	28 600 000	–	564 506	29 164 506	28 592 497	572 009	–	24 159 401
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	5 500 000	8 754 568	(3 845 238)	10 409 330	9 566 552	842 778	–	9 697 295
Affiliations internationales	–	560 000	–	50 000	610 000	609 608	392	–	564 958
Total – Subventions	–	34 660 000	8 754 568	(3 230 732)	40 183 836	38 768 657	1 415 179	–	34 421 654

Contributions

Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises.....	–	438 473 050	26 689 052	(21 316 308)	443 845 794	429 220 846	14 624 948	–	370 211 099
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux.....	–	64 704 472	6 227 100	4 798 751	75 730 323	26 647 171	49 083 152	–	27 537 242
Contribution à TRIUMF (Laboratoire national canadien pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules).....	–	63 925 183	–	(1 976 628)	61 948 555	59 325 000	2 623 555	–	62 225 000
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organisations.....	–	16 365 000	1 348 719	13 505 582	31 219 301	31 219 301	–	–	24 651 202
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi et compétence jeunesse.....	–	14 254 000	–	5 121 228	19 375 228	19 375 228	–	–	63 419 443
Contributions en vertu du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation.....	–	8 039 479	–	(1 031 764)	7 007 715	6 165 894	841 821	–	7 731 419
Paiement de la quote-part versée au Bureau international des poids et mesures.....	–	659 000	–	(30 167)	628 833	628 833	–	–	608 795
Programme de contribution du Centre de production de produits biologiques.....	–	–	–	975 300	975 300	975 300	–	–	–
Total – Contributions.....	–	606 420 184	34 264 871	45 994	640 731 049	573 557 573	67 173 476	–	556 384 200
Total de l'organisme.....	–	641 080 184	43 019 439	(3 184 738)	680 914 885	612 326 230	68 588 655	–	590 805 854

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie**Subventions**

Subventions et bourses.....	–	999 759 837	294 000	809 282	1 000 863 119	1 000 297 998	565 121	–	996 521 377
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada.....	–	108 439 290	21 705 225	–	130 144 515	130 144 510	5	–	137 135 497
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	–	97 019 294	–	(753 445)	96 265 849	96 265 849	–	–	94 727 325
Bourses d'études supérieures du Canada.....	–	48 985 000	700 000	–	49 685 000	49 643 780	41 220	–	50 413 322
Chaires d'excellence en recherche du Canada.....	–	11 200 000	–	–	11 200 000	9 800 000	1 400 000	–	11 549 999
Chaires de recherche Canada 150.....	–	9 450 000	–	–	9 450 000	8 866 085	583 915	–	9 275 000
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier.....	–	8 350 000	–	–	8 350 000	8 350 000	–	–	8 320 836
Réseaux de centres d'excellence.....	–	8 035 344	–	–	8 035 344	8 035 344	–	–	25 706 128
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.....	–	2 480 000	–	–	2 480 000	2 480 000	–	–	5 409 000
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise.....	–	1 650 000	–	–	1 650 000	1 650 000	–	–	2 727 000
Total de l'organisme.....	–	1 295 368 765	22 699 225	55 837	1 318 123 827	1 315 533 566	2 590 261	–	1 341 785 484

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Conseil de recherches en sciences humaines									
Subventions									
Fonds de soutien à la recherche.....	–	427 638 090	24 720 000	(856 508)	451 501 582	451 486 644	14 938	–	426 827 871
Subventions et bourses.....	–	340 729 851	294 000	2 029 062	343 052 913	343 052 904	9	–	340 797 085
Fonds Nouvelles frontières en recherche.....	–	107 647 780	–	–	107 647 780	91 813 561	15 834 219	–	72 999 184
Bourses d'études supérieures du Canada.....	–	74 566 000	700 000	–	75 266 000	75 260 845	5 155	–	80 007 539
Fonds de recherche biomédicale du Canada.....	–	39 000 000	–	–	39 000 000	1 500 000	37 500 000	–	–
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada.....	–	16 975 702	11 960 022	–	28 935 724	28 935 717	7	–	18 455 544
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier.....	–	8 300 000	–	–	8 300 000	8 300 000	–	–	8 295 830
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	–	4 950 270	–	353 445	5 303 715	5 303 715	–	–	7 248 587
Chaires d'excellence en recherche du Canada.....	–	2 800 000	–	–	2 800 000	2 800 000	–	–	2 800 000
Réseaux de centres d'excellence.....	–	2 304 016	–	–	2 304 016	2 304 016	–	–	7 154 819
Chaires de recherche Canada 150.....	–	2 100 000	–	–	2 100 000	1 750 000	350 000	–	2 100 000
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.....	–	1 159 000	–	–	1 159 000	1 159 000	–	–	2 357 000
Programme de Subvention de la mobilisation des informations en matière de défense et sécurité.....	–	602 000	–	–	602 000	600 000	2 000	–	597 500
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise.....	–	600 000	–	–	600 000	600 000	–	–	977 000
Total de l'organisme.....	–	1 029 372 709	37 674 022	1 525 999	1 068 572 730	1 014 866 402	53 706 328	–	970 617 959
Total du portefeuille ministériel.....	–	9 536 147 516	309 611 409	(43 405 661)	9 802 353 264	7 377 258 476	2 425 094 788	–	6 587 926 554

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Entreprises, investissement et croissance			
Office de la propriété intellectuelle du Canada – Fonds renouvelable	181 073 491	196 596 822	181 278 322
Centre de recherches sur les communications	12 519 000	7 291 621	6 951 562
Bureau du surintendant des faillites Canada	46 846 809	47 961 541	48 130 137
Corporations Canada	12 690 437	14 514 574	12 439 669
Bureau de la concurrence	15 120 000	12 354 448	15 609 954
	268 249 737	278 719 006	264 409 644
Services internes	30 078 000	28 122 187	25 929 393
Total du ministère – Budgétaire	298 327 737	306 841 193	290 339 037
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes	4 000 000	2 231 166	1 384 298
Total de l'organisme – Budgétaire	4 000 000	2 231 166	1 384 298
Statistique Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Renseignements statistiques	159 349 013	159 349 013	127 583 773
Total de l'organisme – Budgétaire	159 349 013	159 349 013	127 583 773
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	461 676 750	468 421 372	419 307 108

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Industrie		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Banque de développement du Canada – Dividendes	–	735 000 000
Intérêts sur les prêts à recevoir	12 987 971	8 323 671
	12 987 971	743 323 671
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement et d'entretien	2 727 009	1 343 064
Recouvrements de paiements de transfert	8 871 039	1 938 393
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	34 793 707	40 666 721
	46 391 755	43 948 178
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur	169 578 588	156 665 892
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur – Revenus reportés	26 899 308	24 624 543
Redevances	1 471 592	1 500 703
Droits de permis	58 160 899	84 246 029
Droits de permis – Revenus reportés	314 155 256	9 159 485 596
	570 265 643	9 426 522 763
Services de nature réglementaire		
Droits d'inspection	81 138	58 889
Autres services	70 524 086	72 856 492
Autres services – Revenus reportés	1 828 744	1 722 000
	72 433 968	74 637 381
Services de nature non réglementaire	2 532 206	2 656 717
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de produits d'information	352 230	366 154
Autres frais et droits		
Frais provenant de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>		
Services aux autres ministères	86 286 413	77 193 562
Divers	28 122 187	25 929 393
	7 259 611	6 933 535
	121 668 211	110 056 490
	767 252 258	9 614 239 505
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	71 879	80 979

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	177	–
Amendes – <i>Loi sur la concurrence</i> et produits pour consommateur (diverses lois).....	3 493 335	4 961 615	Revenus divers		
Prêts	33 225 187	36 996 702	Intérêts sur débiteurs en souffrance.....	15 093	13 509 ²
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	73 994 065	40 944 433	Revenus divers.....	–	1 809 ²
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	1 313 046	1 657 580	Contributions remboursables	20 000	–
Divers.....	35 126 186	40 912 180		35 093	15 318
	147 151 819	125 472 510	Total de l'organisme	2 607 934	6 380 214
Total du ministère.....	973 855 682	10 527 064 843	Agence spatiale canadienne		
Agence de promotion économique du Canada atlantique			Autres revenus		
Autres revenus			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Revenus de placements			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	62 189	71 676
Prêts, placements et avances			Avances comptables	49 114	120 511
Dividendes sur investissements.....	–	4 876	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	255 659	905 325
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes.....	8 187	–
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	18 216 667	18 911 197		375 149	1 097 512
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	46 259	63 750	Vente de biens et de services		
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	1 134	41 819	Droits et privilèges		
	18 264 060	19 016 766	Revenus de redevances.....	46 716	26 776
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	49 405	25 646	Services de nature non réglementaire		
Revenus divers			Revenus tirés de services d'essais fournis par le Laboratoire David Florida.....	632 382	582 514
Gain sur les réévaluations de change en fin d'exercice.....	1 025	353		679 098	609 290
Recouvrements de contribution (prêts, avances et comptes débiteurs)	74 113 725	71 362 445	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	618 497	15 236
Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients	339 300	145 000	Revenus divers		
Produit de la vente d'investissement de portefeuille.....	13 850	2 341	Intérêts et pénalités	3 950	790
Divers.....	3 349	2 189	Gain net de change	25 871	45 012
	74 471 249	71 512 328	Dons à l'État disponibles pour être dépensés en vertu du paragraphe 5(3)h) de la <i>Loi sur l'Agence spatiale canadienne</i> ..	–	156 566
Total de l'organisme	92 784 714	90 559 616	Divers	612 483	706 680
Agence canadienne de développement du Nord				642 304	909 048
Autres revenus			Total de l'organisme	2 315 048	2 631 086
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Commission du droit d'auteur		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 606 613	3 106 305	Autres revenus		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	951 447	3 002 997	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	14 604	255 594	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 414	13 464
	2 572 664	6 364 896	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	–	1 549
			Total de l'organisme	3 414	15 013

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			Conseil national de recherches du Canada		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 762 054	320 802	Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements.....	2 774 704	2 221 196
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	2 720 847	2 004 695	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	483 484	1 456 160
Recouvrement de salaire payé en trop, montant transféré d'autres ministères.....	–	1 223	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	48 332	–
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.....	–	7 562 096	Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	–	2 513
	5 482 901	9 888 816		3 306 520	3 679 869
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits	2 666 542	1 384 298	Droits et privilèges		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	180	1 110	Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	5 297 006	5 343 805
Revenus divers			Location et utilisation de biens publics		
Intérêt sur contributions remboursables	426 951	172 977	Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	5 687 180	6 286 385
Contributions remboursables	52 184 724	16 727 070	Services de nature non réglementaire		
Contributions à remboursement conditionnel.....	–	20 563	Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	147 774 590	149 184 780
Divers	14 584	116	Revenus reportés.....	9 130 220	5 726 710
	52 626 259	16 920 726		156 904 810	154 911 490
Total de l'organisme	60 775 882	28 194 950	Ventes de biens et de produits d'information		
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario			Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	3 375 994	3 405 487
Autres revenus			Autres frais et droits		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	5 439 027	4 434 108
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	150 199	232 283		176 704 017	174 381 275
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	122 285	1 643 508	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	347 568	233 855
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	20 535 221	3 574 821	Revenus divers		
	20 807 705	5 450 612	Intérêts et pénalités	77 110	39 736
Ventes de biens et de services			Divers	57 196	–
Autres frais et droits	–	5		134 306	39 736
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	48	30 913	Total de l'organisme	180 492 411	178 334 735
Revenus divers					
Prêts	62 614 690	70 839 396			
Intérêts.....	432 440	172 575			
	63 047 130	71 011 971			
Total de l'organisme	83 854 883	76 493 501			

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			Statistique Canada		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	40 864	4 786	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 039 198	1 048 645
Remboursement de subventions et de bourses d'études.....	4 177 011	4 129 691	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	74 342	1 993 286
Remboursement de trop payés de salaire	89 806	62 847		1 113 540	3 041 931
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	162 258	111 567	Ventes de biens et de services		
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	1 114 351	2 870 228	Ventes de biens et de produits d'information.....	194 709 862	150 045 221
	5 584 290	7 179 119	Autres frais et droits.....	(25)	(25)
Ventes de biens et de services				194 709 837	150 045 196
Autres frais et droits – SharePoint	159 408	174 984	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	16 766	18 310
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	369	38 198	Revenus divers		
Revenus divers			Intérêts et pénalités	3 027	1 766
Divers	4 053	2 101	Total de l'organisme	195 843 170	153 107 203
Total de l'organisme	5 748 120	7 394 402	Sommaire du portefeuille ministériel		
Conseil de recherches en sciences humaines			Autres revenus		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Revenus de placements.....	12 987 971	743 328 547
Recouvrements – Dépenses de fonctionnement	29 987	320	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	106 025 316	164 797 922
Recouvrements – Paiements de transfert.....	1 562 557	1 602 472	Ventes de biens et de services.....	1 142 277 429	9 940 937 319
Remboursement de trop payés de salaire	37 460	14 404	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 104 889	461 150
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent.....	67 622	81 562	Revenus divers.....	338 119 040	285 896 175
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	425 692	63 416 452	Total du portefeuille ministériel.....	1 600 514 645	11 135 421 113
	2 123 318	65 115 210			
Ventes de biens et de services					
Autres frais et droits	106 269	102 766			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	16 903			
Revenus divers					
Divers	3 800	10 671			
Total de l'organisme	2 233 387	65 245 550			

¹ Intérêt sauf indication contraire.² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant

Section 17

Comptes publics du Canada 2022-2023

Justice

Ministère de la Justice

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Commission canadienne des droits de la personne

Service administratif des tribunaux judiciaires

Commission du droit du Canada

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Bureau du directeur des poursuites pénales

**Commissariats à l'information et à la protection
de la vie privée du Canada**

Registraire de la Cour suprême du Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	348
Sommaire du portefeuille ministériel	352
Détail budgétaire par affectation	356
Responsabilités essentielles	359
Paiements de transfert	362
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	364
Revenus	365

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Justice**Support au système de justice**

Le Ministère joue un rôle essentiel afin d'assurer un système de justice canadien juste, pertinent et accessible. Il s'agit d'une responsabilité partagée entre une vaste gamme d'intervenants, dont le Parlement, le pouvoir judiciaire, les ministères et organismes fédéraux, les partenaires des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, un large éventail d'organisations et d'intervenants non gouvernementaux et, en fin de compte, tous les Canadiens.

Services juridiques

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada fournit des services juridiques au gouvernement fédéral et à ses ministères et organismes. Le Ministre est responsable de s'assurer que l'administration des affaires publiques est effectuée en vertu de la loi. Le Ministre est également responsable de l'examen de tous les projets de loi du gouvernement et de tous les règlements du gouvernement pour en assurer la conformité avec la Charte canadienne des droits et libertés. De plus, le procureur général est responsable de la formulation de conseils pour les administrateurs généraux sur toutes les questions de droit et de la direction de tous les procès pour les ministères et organismes fédéraux qui sont en lien avec tous les sujets portant sur des matières de compétence fédérale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs**Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres**

Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs est chargé de fournir des services de soutien dont a besoin chacun des tribunaux par l'entremise d'une seule organisation intégrée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne des droits de la personne

Plaintes

Fournir à la population Canadienne un mécanisme permettant de déposer et résoudre des plaintes en vertu de la *Loi canadienne des droits de la personne*, de la *Loi sur l'équité salariale* et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, et de représenter l'intérêt public dans l'atteinte de l'égalité au Canada.

Conformité proactive

Veiller à ce que les entités réglementées se conforment aux exigences de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, de la *Loi sur l'équité salariale* et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, et rendre imputables celles qui ne les respectent pas.

Mobilisation et promotion des intérêts

Offrir une voix nationale fiable pour l'égalité au Canada en sensibilisant le public aux enjeux liés aux droits de la personne; en engageant la société civile, les gouvernements, les employeurs et le public afin d'influencer le changement à l'égard des droits de la personne; en surveillant la mise en œuvre du gouvernement du Canada quant à ses obligations en vertu de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Services administratifs pour les tribunaux fédéraux Fournir en temps opportun et de façon efficace des services judiciaires, des services du greffe, des services de sécurité et des services électroniques à la CAF, à la CF, à la CACM et à la CCI; coordonner et mettre en équilibre la prestation de services entre les quatre Cours; préserver l'indépendance des Cours en assurant, en tant qu'organisme indépendant du gouvernement du Canada, les services administratifs des Cours.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission du droit du Canada

Examen du droit

La Commission du droit du Canada fournit des conseils indépendants sur les améliorations, la modernisation et la réforme en vue d'un système juridique juste qui répond aux besoins changeants de la société canadienne. Le ministre de la Justice et procureur général du Canada est responsable de cette organisation.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Bureau du commissaire à la magistrature fédérale****Soutien administratif aux juges de nomination fédérale**

Fournir des services et un soutien à la magistrature fédérale de manière à contribuer à l'indépendance de la magistrature et à promouvoir la confiance des Canadiens et Canadiennes dans notre système judiciaire.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du directeur des poursuites pénales**Services de poursuite**

Le Bureau du directeur des poursuites pénales poursuit les infractions criminelles et les infractions réglementaires prévues aux lois fédérales d'une manière indépendante, impartiale et équitable. De même, il fournit des conseils juridiques en matière de poursuites aux organismes d'enquête.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada**Protection du droit à la vie privée**

Assurer la protection du droit à la vie privée des Canadiens; faire respecter les obligations en matière de protection de la vie privée des organisations du gouvernement fédéral et du secteur privé; conseiller le Parlement sur les implications potentielles sur la vie privée des lois et des programmes proposés; promouvoir une meilleure compréhension des obligations découlant de la législation fédérale sur la protection de la vie privée.

Transparence gouvernementale

La commissaire à l'information représente le premier niveau d'examen indépendant des décisions du gouvernement en ce qui concerne les demandes d'accès à l'information relevant des institutions fédérales en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. Le deuxième niveau d'examen indépendant est exercé par la Cour fédérale.

Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée

Voir le texte d'introduction.

Services internes – Commissariat à l'information

Voir le texte d'introduction.

Registraire de la Cour suprême du Canada

L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada

Fournir les services et l'appui nécessaires au tribunal d'appel de dernier ressort du Canada pour traiter, entendre et trancher des causes. Appuyer les communications et la sensibilisation auprès des intéressés.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Justice										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	274 137 786	–	–	274 137 786				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	413 591	–	413 591				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	5 002 013	–	5 002 013				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	141 667	141 667				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	560 559	560 559				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	2 864 287	2 864 287				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	28 044 630	28 044 630				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(531 698)	(531 698)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(256 301)	(256 301)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	(6 500)	(6 500)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(247 500)	(247 500)				
	Total – Crédit 1.....	–	274 137 786	5 415 604	30 559 144	310 112 534	288 744 938	21 367 596	–	292 054 845
5	Subventions et contributions.....	–	562 235 003	–	–	562 235 003				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	47 150 000	–	47 150 000				
	Total – Crédit 5.....	–	562 235 003	47 150 000	–	609 385 003	602 352 133	7 032 870	–	529 544 281
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	85 291 786	1 123 905	5 716 447	92 132 138	92 132 138	–	–	85 726 293
(S)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	963	–	–	925	1 888	963	–	925	1 234
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	250
	Total du ministère – Budgétaire.....	963	921 757 075	53 689 509	36 276 416	1 011 723 963	983 322 572	28 400 466	925	907 417 603
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs										
1	Dépenses du programme.....	–	61 056 221	–	–	61 056 221				
1a	Dépenses du programme.....	–	–	3 595 848	–	3 595 848				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	4 551	4 551				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	3 913 724	3 913 724				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	4 349 981	4 349 981				
	Total – Crédit 1.....	–	61 056 221	3 595 848	8 268 256	72 920 325	70 734 220	2 186 105	–	62 225 829

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	11 321 369	498 670	41 167	11 861 206	11 861 206	–	–	10 044 861
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 214	–	–	36	1 250	–	1 214	36	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	1 214	72 377 590	4 094 518	8 309 459	84 782 781	82 595 426	2 187 319	36	72 270 690
Commission canadienne des droits de la personne										
1	Dépenses du programme	–	35 524 427	–	–	35 524 427				
1b	Dépenses du programme.....	–	–	898 286	–	898 286				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	400	400				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	779 717	779 717				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 590 766	1 590 766				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	486 855	486 855				
	Total – Crédit 1	–	35 524 427	898 286	2 857 738	39 280 451	35 090 580	4 189 871	–	31 955 241
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	4 216 794	–	44 937	4 261 731	4 261 731	–	–	3 831 609
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	–	–	349	349	349	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	39 741 221	898 286	2 903 024	43 542 531	39 352 660	4 189 871	–	35 786 850
Service administratif des tribunaux judiciaires										
1	Dépenses du programme	–	90 763 551	–	–	90 763 551				
1b	Dépenses du programme.....	–	–	4 014 074	–	4 014 074				
1c	Dépenses du programme.....	–	–	2 878 070	–	2 878 070				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	10 000	10 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	756 343	756 343				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	4 002 908	4 002 908				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	641 437	641 437				
	Virement au crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	(61 700)	(61 700)				
	Total – Crédit 1	–	90 763 551	6 892 144	5 348 988	103 004 683	98 506 490	4 498 193	–	91 601 562
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	8 543 441	239 430	764 993	9 547 864	9 547 864	–	–	8 755 694
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	307	–	–	159	466	307	–	159	10 135
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	5 125
	Total de l'organisme – Budgétaire	307	99 306 992	7 131 574	6 114 140	112 553 013	108 054 661	4 498 193	159	100 372 516
Commission du droit du Canada ²										
1b	Dépenses du programme	–	–	4 370 781	–	4 370 781	–	4 370 781	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	–	304 288	(304 288)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	4 675 069	(304 288)	4 370 781	–	4 370 781	–	–
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale										
1	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement	–	11 384 358	–	–	11 384 358				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	218 916	218 916				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	528 865	528 865				
	Total – Crédit 1	–	11 384 358	–	747 781	12 132 139	11 990 191	141 948	–	10 499 476
5	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement... Virement du :	–	4 617 449	–	–	4 617 449				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	91 406	91 406				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	105 586	105 586				
	Total – Crédit 5	–	4 617 449	–	196 992	4 814 441	1 950 162	2 864 279	–	2 820 453

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 037 100	–	(111 332)	925 768	925 768	–	–	965 077
(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1).....	–	694 015 808	–	3 279 823	697 295 631	697 295 631	–	–	656 497 928
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	711 054 715	–	4 113 264	715 167 979	712 161 752	3 006 227	–	670 782 934
	Bureau du directeur des poursuites pénales									
1	Dépenses du programme	–	191 959 680	–	–	191 959 680				
1b	Dépenses du programme	–	–	6 728 028	–	6 728 028				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	13 345	13 345				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	415 307	415 307				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	10 124 245	10 124 245				
	Total – Crédit 1	–	191 959 680	6 728 028	10 552 897	209 240 605	188 888 572	20 352 033	–	182 504 427
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	20 418 098	391 178	(971 288)	19 837 988	19 837 988	–	–	18 875 806
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 948	–	–	–	10 948	–	10 948	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	10 948	212 377 778	7 119 206	9 581 609	229 089 541	208 726 560	20 362 981	–	201 380 233
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
1	Dépenses du programme – Commissariat à l'information du Canada.....	–	14 125 695	–	–	14 125 695				
1b	Dépenses du programme – Commissariat à l'information du Canada.....	–	–	152 630	–	152 630				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	325 338	325 338				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	711 693	711 693				
	Total – Crédit 1	–	14 125 695	152 630	1 039 531	15 317 856	14 673 725	644 131	–	16 150 614
5	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada.....	–	26 077 995	–	–	26 077 995				
5b	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	124 989	–	124 989				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	648 843	648 843				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 141 077	1 141 077				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	478 994	478 994				
	Total – Crédit 5	–	26 077 995	124 989	2 268 914	28 471 898	27 543 531	928 367	–	27 581 381

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 925 970	–	201 988	5 127 958	5 127 958	–	–	4 902 242
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	740	–	–	1 723	2 463	479	261	1 723	8 198
	Total de l'organisme – Budgétaire	740	45 129 660	277 619	3 512 156	48 920 175	47 345 693	1 572 759	1 723	48 642 435
Registraire de la Cour suprême du Canada										
1	Dépenses du programme	–	27 139 017	–	–	27 139 017				
1b	Dépenses du programme	–	–	3 419 692	–	3 419 692				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	9 000	9 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	420 003	420 003				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 261 248	1 261 248				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	241 892	241 892				
	Total – Crédit 1	–	27 139 017	3 419 692	1 932 143	32 490 852	30 937 835	1 553 017	–	27 676 600
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 061 816	391 708	(254 353)	3 199 171	3 199 171	–	–	3 037 893
(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	–	9 463 062	68 750	(115 466)	9 416 346	9 416 346	–	–	8 679 233
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	350	350	350	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	30	–	–	22 072	22 102	30	–	22 072	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	30	39 663 895	3 880 150	1 584 746	45 128 821	43 553 732	1 553 017	22 072	39 393 726
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	14 202	2 141 408 926	81 765 931	72 090 526	2 295 279 585	2 225 113 056	70 141 614	24 915	2 076 046 987

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

² Conformément à la *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021*, la Commission du droit du Canada a été rétablie depuis sa suspension en décembre 2006.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Justice				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	742 594 434	725 634 070	16 960 364	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	2 420 160	1 032 318	1 387 842	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 906 152	–	2 906 152	–
Transfert/réaffectation.....	113 238	–	113 238	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(437 921 450)	(437 921 450)	–	–
	<i>310 112 534</i>	<i>288 744 938</i>	<i>21 367 596</i>	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	608 860 476	602 258 231	6 602 245	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	400 000	93 902	306 098	–
Affectations bloquées				
Report.....	124 527	–	124 527	–
	<i>609 385 003</i>	<i>602 352 133</i>	<i>7 032 870</i>	–
Montants législatifs.....	92 226 426	92 225 501	–	925
	1 011 723 963	983 322 572	28 400 466	925
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	111 133 274	100 093 397	11 039 877	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat).....	120 000	120 000	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	22 163	–	22 163	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(38 355 112)	(29 479 177)	(8 875 935)	–
	<i>72 920 325</i>	<i>70 734 220</i>	<i>2 186 105</i>	–
Montants législatifs.....	11 862 456	11 861 206	1 214	36
	84 782 781	82 595 426	2 187 319	36
Commission canadienne des droits de la personne				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	38 947 169	37 130 345	1 816 824	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 413 282	–	2 413 282	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 080 000)	(2 039 765)	(40 235)	–
	<i>39 280 451</i>	<i>35 090 580</i>	<i>4 189 871</i>	–
Montants législatifs.....	4 262 080	4 262 080	–	–
	43 542 531	39 352 660	4 189 871	–

Service administratif des tribunaux judiciaires

Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	96 480 571	93 917 087	2 563 484	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	3 775 044	3 771 190	3 854	–
Système de gestion des cours et du greffe.....	843 880	818 213	25 667	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	1 281 035	–	1 281 035	–
Autre.....	624 153	–	624 153	–
	103 004 683	98 506 490	4 498 193	–
Montants législatifs.....	9 548 330	9 548 171	–	159
	112 553 013	108 054 661	4 498 193	159

Commission du droit du Canada

Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	218 540	–	218 540	–
Affectations bloquées				
Report.....	4 152 241	–	4 152 241	–
	4 370 781	–	4 370 781	–

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Crédit 1 – Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	12 407 139	12 014 935	392 204	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(275 000)	(24 744)	(250 256)	–
	12 132 139	11 990 191	141 948	–
Crédit 5 – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	2 754 504	1 950 162	804 342	–
Affectations bloquées				
Autre.....	2 059 937	–	2 059 937	–
	4 814 441	1 950 162	2 864 279	–
Montants législatifs.....	698 221 399	698 221 399	–	–
	715 167 979	712 161 752	3 006 227	–

Bureau du directeur des poursuites pénales

Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	217 290 710	203 738 498	13 552 212	–
Coûts liés au recouvrement des amendes.....	3 595 000	1 450 831	2 144 169	–
Affectations bloquées				
Report.....	9 165 707	–	9 165 707	–
Transfert/réaffectation.....	670 034	–	670 034	–
Autre.....	1 261 154	–	1 261 154	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(22 742 000)	(16 300 757)	(6 441 243)	–
	209 240 605	188 888 572	20 352 033	–
Montants législatifs.....	19 848 936	19 837 988	10 948	–
	229 089 541	208 726 560	20 362 981	–

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Crédit 1 – Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	15 240 120	14 673 725	566 395	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	77 736	–	77 736	–
	15 317 856	14 673 725	644 131	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Crédit 5 – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	28 180 935	27 254 062	926 873	–
Subventions et contributions	500 000	498 506	1 494	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(209 037)	(209 037)	–	–
	28 471 898	27 543 531	928 367	–
Montants législatifs.....	5 130 421	5 128 437	261	1 723
	48 920 175	47 345 693	1 572 759	1 723
Registraire de la Cour suprême du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	31 476 149	30 937 835	538 314	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 004 577	–	1 004 577	–
Transfert/réaffectation	10 126	–	10 126	–
	32 490 852	30 937 835	1 553 017	–
Montants législatifs.....	12 637 969	12 615 897	–	22 072
	45 128 821	43 553 732	1 553 017	22 072
Total du portefeuille ministériel.....	2 295 279 585	2 225 113 056	70 141 614	24 915

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paievements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Justice												
Support au système de justice	61 341 212	60 491 531	–	–	609 385 003	602 352 133	–	–	670 726 215	662 843 664	–	–
Services juridiques.....	613 099 640	588 359 368	–	–	–	–	383 711 705	383 711 705	229 387 935	204 647 663	–	–
Services internes.....	165 819 558	170 040 990	–	–	–	–	54 209 745	54 209 745	111 609 813	115 831 245	–	–
Total partiel	840 260 410	818 891 889	–	–	609 385 003	602 352 133	437 921 450	437 921 450	1 011 723 963	983 322 572	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(437 921 450)	(437 921 450)	–	–	–	–	(437 921 450)	(437 921 450)	–	–	–	–
Total du ministère.....	402 338 960	380 970 439	–	–	609 385 003	602 352 133	–	–	1 011 723 963	983 322 572	–	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs												
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres.....	96 392 477	86 912 578	–	–	–	–	35 409 315	27 320 225	60 983 162	59 592 353	–	–
Services internes.....	26 745 416	25 162 025	–	–	–	–	2 945 797	2 158 952	23 799 619	23 003 073	–	–
Total partiel	123 137 893	112 074 603	–	–	–	–	38 355 112	29 479 177	84 782 781	82 595 426	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(38 355 112)	(29 479 177)	–	–	–	–	(38 355 112)	(29 479 177)	–	–	–	–
Total de l'organisme	84 782 781	82 595 426	–	–	–	–	–	–	84 782 781	82 595 426	–	–
Commission canadienne des droits de la personne												
Plaintes	13 051 198	12 113 006	–	–	–	–	–	–	13 051 198	12 113 006	–	–
Conformité proactive.....	9 763 289	8 127 231	–	–	–	–	–	–	9 763 289	8 127 231	–	–
Mobilisation et promotion des intérêts	8 027 183	6 793 072	–	–	–	–	–	–	8 027 183	6 793 072	–	–
Services internes.....	14 780 861	14 359 116	–	–	–	–	2 080 000	2 039 765	12 700 861	12 319 351	–	–
Total partiel	45 622 531	41 392 425	–	–	–	–	2 080 000	2 039 765	43 542 531	39 352 660	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 080 000)	(2 039 765)	–	–	–	–	(2 080 000)	(2 039 765)	–	–	–	–
Total de l'organisme	43 542 531	39 352 660	–	–	–	–	–	–	43 542 531	39 352 660	–	–
Service administratif des tribunaux judiciaires												
Services administratifs pour les tribunaux fédéraux	78 017 012	73 044 929	–	–	–	–	–	–	78 017 012	73 044 929	–	–
Services internes.....	34 536 001	35 009 732	–	–	–	–	–	–	34 536 001	35 009 732	–	–
Total de l'organisme	112 553 013	108 054 661	–	–	–	–	–	–	112 553 013	108 054 661	–	–

Responsabilités essentielles – fin

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Commission du droit du Canada												
Examen du droit	1 602 306	–	–	–	–	–	–	–	–	1 602 306	–	–
Services internes	2 768 475	–	–	–	–	–	–	–	–	2 768 475	–	–
Total de l'organisme	4 370 781	–	–	–	–	–	–	–	–	4 370 781	–	–
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale												
Soutien administratif aux juges de nomination fédérale.....												
	714 716 179	711 459 696	–	–	–	–	275 000	24 744	714 441 179	711 434 952	–	–
Services internes	726 800	726 800	–	–	–	–	–	–	726 800	726 800	–	–
Total partiel	715 442 979	712 186 496	–	–	–	–	275 000	24 744	715 167 979	712 161 752	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(275 000)	(24 744)	–	–	–	–	(275 000)	(24 744)	–	–	–	–
Total de l'organisme	715 167 979	712 161 752	–	–	–	–	–	–	715 167 979	712 161 752	–	–
Bureau du directeur des poursuites pénales												
Services de poursuite	221 033 531	186 191 370	–	–	–	–	22 542 000	16 207 725	198 491 531	169 983 645	–	–
Services internes	30 798 010	38 835 948	–	–	–	–	200 000	93 033	30 598 010	38 742 915	–	–
Total partiel	251 831 541	225 027 318	–	–	–	–	22 742 000	16 300 758	229 089 541	208 726 560	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(22 742 000)	(16 300 758)	–	–	–	–	(22 742 000)	(16 300 758)	–	–	–	–
Total de l'organisme	229 089 541	208 726 560	–	–	–	–	–	–	229 089 541	208 726 560	–	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada												
Protection du droit à la vie privée	22 394 960	21 725 619	–	–	500 000	498 506	–	–	22 894 960	22 224 125	–	–
Transparence gouvernementale.....	11 584 492	11 149 529	–	–	–	–	–	–	11 584 492	11 149 529	–	–
Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée	9 066 583	8 807 531	–	–	–	–	209 037	209 037	8 857 546	8 598 494	–	–
Services internes – Commissariat à l'information.....	5 583 177	5 373 545	–	–	–	–	–	–	5 583 177	5 373 545	–	–
Total partiel	48 629 212	47 056 224	–	–	500 000	498 506	209 037	209 037	48 920 175	47 345 693	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(209 037)	(209 037)	–	–	–	–	(209 037)	(209 037)	–	–	–	–
Total de l'organisme	48 420 175	46 847 187	–	–	500 000	498 506	–	–	48 920 175	47 345 693	–	–

**Registraire de la Cour suprême du
Canada**

L'administration de la juridiction

d'appel de dernier ressort du													
Canada	29 738 874	28 864 505	-	-	-	-	-	-	-	29 738 874	28 864 505	-	-
Services internes.....	15 389 947	14 689 227	-	-	-	-	-	-	-	15 389 947	14 689 227	-	-
Total de l'organisme	45 128 821	43 553 732	-	-	-	-	-	-	-	45 128 821	43 553 732	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	1 685 394 582	1 622 262 417	-	-	609 885 003	602 850 639	-	-	-	2 295 279 585	2 225 113 056	-	-

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Justice									
Subventions									
Subventions versées en vertu du programme de justice autochtone .	–	4 550 000	–	–	4 550 000	4 511 258	38 742	–	3 050 000
Subvention à l'appui du programme juridique de partenariats et d'innovation	–	3 656 943	–	–	3 656 943	3 431 943	225 000	–	3 216 943
Subventions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	–	3 450 000	–	–	3 450 000	2 568 348	881 652	–	3 427 024
Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.....	–	600 000	–	–	600 000	287 975	312 025	–	596 337
Subventions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	–	79 655	–	(17 250)	62 405	61 300	1 105	–	40 800
Total – Subventions	–	12 336 598	–	(17 250)	12 319 348	10 860 824	1 458 524	–	10 331 104
Contributions									
Contributions versées en vertu du programme de financement des services de justice pour les jeunes.....	–	184 972 994	–	–	184 972 994	184 972 994	–	–	184 972 994
Contributions pour l'aide juridique en matière pénale.....	–	165 327 507	–	–	165 327 507	165 327 507	–	–	146 327 507
Contributions versées en vertu du programme de justice autochtone	–	30 071 829	–	(1 212 602)	28 859 227	28 700 422	158 805	–	17 994 583
Contributions versées en vertu du programme juridique de partenariats et d'innovation	–	29 377 850	150 000	450 061	29 977 911	29 977 911	–	–	12 964 672
Contributions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	–	28 453 000	–	500 000	28 953 000	28 446 134	506 866	–	24 935 929
Contributions au financement du Fonds canadien de justice familiale	–	25 700 000	–	(3 893 304)	21 806 696	21 243 654	563 042	–	17 073 435
Contributions versées en vertu du programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones.....	–	13 211 363	–	(150 989)	13 060 374	13 060 374	–	–	10 278 998
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.....	–	12 842 845	–	(19 822)	12 823 023	11 625 221	1 197 802	–	10 819 391
Contributions pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés .	–	11 500 000	43 500 000	6 815 000	61 815 000	61 815 000	–	–	52 156 386
Contributions versées en vertu du programme de placement et de surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	–	11 048 000	–	1 100 000	12 148 000	12 148 000	–	–	11 048 000
Contributions pour les services d'accès à la justice dans les territoires (dans les domaines de l'aide juridique, de l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et des services de vulgarisation et de l'information juridique)	–	9 086 593	–	428 620	9 515 213	9 515 211	2	–	8 415 213
Contributions à la mise en application des exigences de la <i>Loi sur les contraventions</i> en matière de langues officielles.....	–	8 594 900	–	(932 538)	7 662 362	5 895 594	1 766 768	–	4 579 471
Contributions pour les conseils juridiques pour les plaignants de harcèlement sexuel en milieu de travail	–	5 717 558	–	(222 857)	5 494 701	5 029 973	464 728	–	5 230 482

Contributions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	–	4 425 345	–	17 250	4 442 595	4 442 595	–	–	4 528 150
Contributions versées en vertu du programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	–	3 746 000	3 500 000	(500 000)	6 746 000	6 746 000	–	–	5 882 900
Contributions versées en vertu du programme d'avocats payés par l'État	–	3 247 621	–	(1 833 182)	1 414 439	654 204	760 235	–	616 027
Contributions pour les évaluations de l'incidence de l'origine ethnique et culturelle	–	1 185 000	–	107 360	1 292 360	1 292 360	–	–	788 010
Contributions versées en vertu du Fonds de réserve des équipes intégrées de la police des marchés financiers	–	550 000	–	(550 000)	–	–	–	–	–
Quotes-parts versées à la Conférence de la Haye de droit international privé	–	315 000	–	(29 965)	285 035	285 035	–	–	315 376
Contributions versées en vertu du programme des avocats spéciaux	–	250 000	–	–	250 000	93 902	156 098	–	35 259
Quotes-parts versées à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	–	190 000	–	(58 795)	131 205	131 205	–	–	131 469
Quotes-parts versées à la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)	–	85 000	–	3 013	88 013	88 013	–	–	118 925
Total – Contributions	–	549 898 405	47 150 000	17 250	597 065 655	591 491 309	5 574 346	–	519 213 177
Total du ministère	–	562 235 003	47 150 000	–	609 385 003	602 352 133	7 032 870	–	529 544 281
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
Contributions									
Programme de contributions relatif à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i>	–	500 000	–	–	500 000	498 506	1 494	–	493 251
Total de l'organisme	–	500 000	–	–	500 000	498 506	1 494	–	493 251
Total du portefeuille ministériel	–	562 735 003	47 150 000	–	609 885 003	602 850 639	7 034 364	–	530 037 532

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Justice				Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services juridiques.....	383 711 705	383 711 705	338 972 434	Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée.....	209 037	209 037	179 733
Services internes.....	54 209 745	54 209 745	54 295 987	Total de l'organisme – Budgétaire	209 037	209 037	179 733
Total du ministère – Budgétaire	437 921 450	437 921 450	393 268 421	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	501 582 599	485 974 931	435 947 122
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres							
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	19 631 609	14 816 599	13 183 123				
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi.....	15 777 706	12 503 626	10 083 880				
	35 409 315	27 320 225	23 267 003				
Services internes							
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	1 598 643	1 177 757	1 098 238				
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi.....	1 347 154	981 195	935 154				
	2 945 797	2 158 952	2 033 392				
Total de l'organisme – Budgétaire	38 355 112	29 479 177	25 300 395				
Commission canadienne des droits de la personne							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Services internes							
Services de soutien interne.....	2 080 000	2 039 765	1 818 641				
Total de l'organisme – Budgétaire	2 080 000	2 039 765	1 818 641				
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Soutien administratif aux juges de nomination fédérale.....	275 000	24 744	40 200				
Total de l'organisme – Budgétaire	275 000	24 744	40 200				
Bureau du directeur des poursuites pénales							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Services de poursuite.....	22 542 000	16 207 725	15 246 699				
Services internes.....	200 000	93 033	93 033				
Total de l'organisme – Budgétaire	22 742 000	16 300 758	15 339 732				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Justice					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Revenus divers		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrement des frais d'administration		
Autres ministères du gouvernement	11 779	38 758	Assurance-emploi	16 422 511	13 631 562
Divers	2 368 783	1 970 222	<i>Régimes de pension du Canada</i>	19 424 033	17 540 228
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 464 390	12 071 991	Divers	71	24
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés				35 846 615	31 171 814
d'autres ministères	11 451	–	Total de l'organisme	36 063 556	31 544 535
	9 856 403	14 080 971	Commission canadienne des droits de la personne		
Ventes de biens et de services			Autres revenus		
Services de nature réglementaire			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Enregistrement de divorces	560 015	670 089	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	120 304	91 601
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	17 666	63 652
ententes familiales	6 207 724	6 550 124		137 970	155 253
	6 767 739	7 220 213	Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire			Autres frais et droits		
Crédit net/Revenus des services juridiques	23 367 668	22 310 008	Services de soutien internes	2 039 765	1 818 641
Autres frais et droits			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	349	–
Revenus reportés	507 233 661	423 467 652	Revenus divers	440 599	307 248
	537 369 068	452 997 873	Total de l'organisme	2 618 683	2 281 142
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	925	963	Service administratif des tribunaux judiciaires		
Revenus divers			Autres revenus		
Amendes et confiscations	1 078 182	382 755	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Location de résidences et services publics	53 752	38 864	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	169 030	116 835
Facturation de sociétés d'État	52 680	80 948	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	172 456	554 839
Produits d'autres montants adjugés par une cour	79 751	739 876		341 486	671 674
Divers	75	10	Ventes de biens et de services		
	1 264 440	1 242 453	Services de nature réglementaire		
Total du ministère	548 490 836	468 322 260	Droits de dépôt	1 732 222	1 450 135
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs			Dépenses de la Cour	4 077	57 131
Autres revenus				1 736 299	1 507 266
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Ventes de biens et de produits d'information		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	151 822	157 675	Ventes de photocopies et d'enregistrements audio	9 194	6 366
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	65 083	211 492		1 745 493	1 513 632
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	159	307
d'autres ministères	–	2 340			
	216 905	371 507			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	36	1 214			

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Amendes de la Cour	17 775	51 000	Autres revenus		
Recouvrement des frais d'administration – Assurance-emploi	1 666 684	837 797	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Divers	1 050	–	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	126 951	143 628
	1 685 509	888 797	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	6 221	17 971
Total de l'organisme	3 772 647	3 074 410		133 172	161 599
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale			Ventes de biens et de services		
Autres revenus			Autres frais et droits		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	3 064	–	Recette sur le crédit		
Ventes de biens et de services			Frais d'utilisation relatifs aux services de soutien		
Services de nature non réglementaire.....	24 744	40 200	internes	209 037	179 733
Revenus divers			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	1 723	7 309
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction			Revenus divers	–	15
publique – Juges.....	19 319 078	19 072 680	Total de l'organisme	343 932	348 656
Total de l'organisme	19 346 886	19 112 880	Registraire de la Cour suprême du Canada		
Bureau du directeur des poursuites pénales			Autres revenus		
Autres revenus			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	49 786	47 685
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	547 320	1 577 903	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	133 721	12 469
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	1 667 575	137 834	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés		
	2 214 895	1 715 737	d'autres ministères	7 621	634
Ventes de biens et de services				191 128	60 788
Services de nature non réglementaire			Ventes de biens et de services		
Charge de revenus affectés au crédit	19 225 160	16 915 530	Services de nature non réglementaire		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	10 948	Autres revenus de services non réglementaires.....	6 690	–
Revenus divers			Ventes de biens et de produits d'information		
Amendes et confiscations	77 945 876	56 363 912	Revenus reportés	700	700
Location de résidences et services publics	745 742	703 472	Vente de motifs de jugement.....	775	700
Facturation de société d'État	352	20 410		1 475	1 400
Divers	–	5	Autres frais et droits		
	78 691 970	57 087 799	Photocopies.....	2 909	2 930
Total de l'organisme	100 132 025	75 730 014	Frais d'enregistrement	47 925	46 910
			Divers	24 592	21 371
			Revenus reportés.....	(700)	(700)
				74 726	70 511
				82 891	71 911

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	22 072	30
Revenus divers		
Contributions des juges pour des rentes.....	121 880	93 194
Autres produits divers.....	2 054	–
Divers.....	1 801	–
	125 735	93 194
Total de l'organisme	421 826	225 923
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	13 095 023	17 217 529
Ventes de biens et de services.....	560 696 158	473 537 520
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	25 264	20 771
Revenus divers	137 373 946	109 864 000
Total du portefeuille ministériel.....	711 190 391	600 639 820

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 18

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Parlement

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

**Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts
et à l'éthique**

Bureau du directeur parlementaire du budget

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Service de protection parlementaire

**Secrétariat du Comité des parlementaires sur
la sécurité nationale et le renseignement**

Sénat

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	370
Sommaire du portefeuille ministériel	374
Détail budgétaire par affectation	376
Responsabilités essentielles	378
Paiements de transfert	380
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	381
Revenus	381

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Chambre des communes**Députés et agents supérieurs de la Chambre**

Les députés assument les rôles de législateurs et de représentants élus de leur circonscription. Dans leur circonscription, les députés participent à des événements et à des activités, et discutent avec les électeurs de ce qui les préoccupe. À la Chambre, les députés participent aux débats, et étudient et votent les projets de loi. Les députés siègent aux comités permanents et aux comités spéciaux ou mixtes, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie des projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et des politiques du gouvernement. Ils font également partie d'associations parlementaires et de groupes interparlementaires et se joignent à des délégations dans le cadre d'échanges parlementaires. Finalement, en caucus, les députés élaborent des stratégies, discutent des politiques et examinent d'importants dossiers en collaboration avec les autres députés de leur parti, et dirigent le travail du bureau de recherche de leur parti. Les agents supérieurs de la Chambre sont des députés élus ou nommés à des postes au sein du caucus national d'un parti reconnu qui assument des fonctions parlementaires supplémentaires.

Administration de la Chambre

Les employés de l'Administration de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature. De plus, ils sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution, assurant la continuité d'une législature à l'autre, l'accès aux archives parlementaires et la stabilité de l'infrastructure à l'appui des députés dans le processus démocratique. Ils offrent des conseils et du soutien dans une vaste gamme de domaines tels que : les services procéduraux, législatifs et juridiques; la gestion et les technologies de l'information; la gestion des immeubles; la sécurité; les services de restauration; les finances; les ressources humaines; et la santé et sécurité au travail. Les employés de l'Administration de la Chambre des communes s'efforcent de toujours bien soutenir l'institution et le travail des députés dans leur rôle de législateur et de représentant de leur circonscription, à la Chambre, en comité et en caucus.

Bibliothèque du Parlement**Services d'information aux parlementaires**

Cette activité de programme offre aux parlementaires des services d'information, de documentation, de recherche et d'analyse pour les aider à remplir leurs rôles de législateur et de représentant et les soutenir dans leurs efforts visant à rendre le Parlement et l'information à son propos accessibles au public.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Application et interprétation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés

Sous la direction du commissaire, le Commissariat donne des conseils confidentiels aux titulaires de charge publique et aux députées et députés sur l'observation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés. Le Commissariat reçoit et examine les rapports confidentiels et diffuse des renseignements devant être rendus publics. Le commissaire peut mener une étude pour déterminer si une ou un titulaire ou ex-titulaire de charge publique a contrevenu ou non à la Loi et peut mener une enquête pour déterminer si une députée ou un député a contrevenu ou non au Code. Le commissaire a également pour mandat de fournir des avis confidentiels au premier ministre sur les questions de conflits d'intérêts et d'éthique. Cette activité de programme profite à la population canadienne en réduisant au minimum les possibilités de conflit entre les intérêts personnels des titulaires de charge publique ou des membres de la députation et leurs fonctions officielles, en prévoyant les moyens de régler de tels conflits, le cas échéant, dans l'intérêt public, et en démontrant au public que les titulaires de charge publique et les membres de la députation sont tenus de respecter des normes qui placent l'intérêt public au-dessus de leurs intérêts personnels.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du directeur parlementaire du budget

Analyse financière et économique

Le directeur parlementaire du budget fournit, de façon indépendante, pertinente, opportune et impartiale des analyses afin d'aider les parlementaires à remplir leur rôle constitutionnel consistant à demander des comptes au gouvernement. Le directeur parlementaire du budget fournit au Parlement, de façon indépendante, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et de l'économie canadienne, et, à la demande de tout comité ou parlementaire, d'évaluer le coût financier de toute mesure proposée relevant des domaines de compétence du Parlement. De plus, le directeur parlementaire du budget est responsable de la préparation de l'estimation des coûts des engagements énoncés dans les plateformes des divers partis politiques durant les élections. De plus amples renseignements sur le Bureau du directeur parlementaire du budget se trouvent dans les rapports annuels, que l'on peut consulter sur le site Web de l'organisation. Les présidents du Sénat et de la Chambre des communes sont les ministres compétents pour cette organisation.

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts

Le mandat du conseiller sénatorial en éthique consiste à administrer et à interpréter le Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs qui établit des normes de conduite pour les sénateurs. Voici les principales fonctions du conseiller sénatorial en éthique : fournir des conseils et des avis confidentiels sur toute question relative aux obligations des sénateurs en vertu du Code; examiner les déclarations confidentielles annuelles (liste des sources de revenus, éléments d'actif, éléments de passif, contrats avec le gouvernement, intérêts financiers et autres), aviser les sénateurs des conflits d'intérêts possibles et des mesures de conformité; préparer des résumés publics; enquêter, au besoin, sur la conformité au Code.

Description des responsabilités essentielles – fin**Service de protection parlementaire****Sécurité physique**

Le Service de protection parlementaire est responsable de la sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline parlementaire. Ceci inclut la sécurité physique de la Cité parlementaire, des parlementaires, de leur personnel et des invités du Parlement, ainsi que tout visiteur de la Colline parlementaire et/ou de la Cité parlementaire, y compris les biens qui y sont situés ou les événements qui s'y déroulent.

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement**Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement**

La responsabilité essentielle du Secrétariat est de veiller à l'examen des activités de sécurité nationale et de renseignement au Canada, contribuant ainsi à une transparence et à une responsabilisation accrues du cadre de sécurité nationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sénat**Sénateurs, hauts fonctionnaires, et bureaux des sénateurs**

Assure la prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies. Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs et cotisations aux régimes de retraite et allocations de retraite; frais de déplacement et de télécommunication; rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses du personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs; fonds de recherche pour les caucus.

Soutien administratif

Offre le soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les deux autres activités de programme du Sénat. Le programme Soutien administratif fournit des locaux et de l'équipement, des outils, de l'information, des biens et services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités. Les dépenses liées à ce programme sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité institutionnelle; services d'information; gestion de la technologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports; amélioration de la gouvernance au moyen notamment de vérifications internes et d'une gestion stratégique.

Chambre, comités et associations

Assure la prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs qui font partie des comités permanents, spéciaux ou mixtes, ainsi qu'aux associations parlementaires, c'est-à-dire les produits liés à la procédure, aux mesures législatives et à l'information, tels que les décisions du Président, la rédaction des mesures législatives, les publications officielles et la télédiffusion; les services administratifs tels que les budgets et la logistique des réunions. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : salaires du greffier du Sénat et aux secteurs législatifs; journaux, comptes rendus des débats et les publications; comités, associations et échanges parlementaires; télédiffusion; communications; programme des pages du Sénat.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Chambre des communes										
1	Dépenses du programme	–	395 255 315	–	–	395 255 315				
1a	Dépenses du programme	–	–	18 407 187	–	18 407 187				
	Total – Crédit 1	–	395 255 315	18 407 187	–	413 662 502	392 743 896	20 918 606	–	363 734 409
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	45 696 710	–	(3 296 790)	42 399 920	42 399 920	–	–	40 719 541
(S)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	–	102 222 243	–	(870 922)	101 351 321	101 351 321	–	–	–
(S)	Députés – Contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires en vertu de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	–	19 800 000	–	(3 743 354)	16 056 646	16 056 646	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	105 640 979
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	562 974 268	18 407 187	(7 911 066)	573 470 389	552 551 783	20 918 606	–	510 094 929
Bibliothèque du Parlement										
1	Dépenses du programme	–	49 778 944	–	–	49 778 944	46 812 940	2 966 004	–	45 069 415
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	6 056 095	–	(515 149)	5 540 946	5 540 946	–	–	5 121 531
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	55 835 039	–	(515 149)	55 319 890	52 353 886	2 966 004	–	50 190 946
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique										
1	Dépenses du programme	–	7 276 995	–	–	7 276 995	6 768 932	508 063	–	6 567 669
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	866 044	–	(54 446)	811 598	811 598	–	–	770 535
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	8 143 039	–	(54 446)	8 088 593	7 580 530	508 063	–	7 338 204
Bureau du directeur parlementaire du budget										
1	Dépenses du programme	–	6 650 891	–	–	6 650 891	5 855 876	795 015	–	5 494 267
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	750 231	–	(110 177)	640 054	640 054	–	–	595 951
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	7 401 122	–	(110 177)	7 290 945	6 495 930	795 015	–	6 090 218
Bureau du conseiller sénatorial en éthique										
1	Dépenses du programme	–	1 278 498	–	–	1 278 498	868 183	410 315	–	802 217
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	130 350	–	(32 789)	97 561	97 561	–	–	95 938
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 408 848	–	(32 789)	1 376 059	965 744	410 315	–	898 155

Service de protection parlementaire										
1	Dépenses du programme	–	89 504 130	–	–	89 504 130				
1c	Dépenses du programme	–	–	4 911 703	–	4 911 703				
	Total – Crédit 1	–	89 504 130	4 911 703	–	94 415 833	90 978 341	3 437 492	–	77 910 546
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	11 245 736	736 756	(1 348 719)	10 633 773	10 633 773	–	–	8 711 770
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	100 749 866	5 648 459	(1 348 719)	105 049 606	101 612 114	3 437 492	–	86 622 316
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement										
1	Dépenses du programme	–	3 409 991	–	–	3 409 991				
	Virement du CT, crédit 25 ¹	–	–	–	170 500	170 500				
	Total – Crédit 1	–	3 409 991	–	170 500	3 580 491	2 650 347	930 144	–	2 530 086
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	241 265	–	(40 234)	201 031	201 031	–	–	167 916
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	3 651 256	–	130 266	3 781 522	2 851 378	930 144	–	2 698 002
Sénat										
1	Dépenses du programme	–	84 536 860	–	–	84 536 860	70 871 493	13 665 367	–	66 282 797
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	9 380 807	–	(757 660)	8 623 147	8 623 147	–	–	7 967 693
(S)	Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (R.S.C. (1985), ch. M-5).....	–	27 904 035	–	(2 498 575)	25 405 460	25 405 460	–	–	22 111 804
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	121 821 702	–	(3 256 235)	118 565 467	104 900 100	13 665 367	–	96 362 294
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	–	861 985 140	24 055 646	(13 098 315)	872 942 471	829 311 465	43 631 006	–	760 295 064

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Chambre des communes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	442 939 676	422 021 070	20 918 606	–
Subventions et contributions	1 425 007	1 425 007	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(30 702 181)	(30 702 181)	–	–
	413 662 502	392 743 896	20 918 606	–
Montants législatifs	159 807 887	159 807 887	–	–
	573 470 389	552 551 783	20 918 606	–
Bibliothèque du Parlement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	50 778 944	47 363 722	3 415 222	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(550 782)	(449 218)	–
	49 778 944	46 812 940	2 966 004	–
Montants législatifs	5 540 946	5 540 946	–	–
	55 319 890	52 353 886	2 966 004	–
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	7 276 995	6 768 932	508 063	–
Montants législatifs	811 598	811 598	–	–
	8 088 593	7 580 530	508 063	–
Bureau du directeur parlementaire du budget				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 650 891	5 855 876	795 015	–
Montants législatifs	640 054	640 054	–	–
	7 290 945	6 495 930	795 015	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	1 278 498	868 183	410 315	–
Montants législatifs	97 561	97 561	–	–
	1 376 059	965 744	410 315	–
Service de protection parlementaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	95 915 833	92 146 231	3 769 602	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 500 000)	(1 167 890)	(332 110)	–
	94 415 833	90 978 341	3 437 492	–
Montants législatifs	10 633 773	10 633 773	–	–
	105 049 606	101 612 114	3 437 492	–

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	3 579 810	2 650 347	929 463	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	681	–	681	–
	<i>3 580 491</i>	<i>2 650 347</i>	<i>930 144</i>	–
Montants législatifs.....	201 031	201 031	–	–
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	3 781 522	2 851 378	930 144	–
Sénat				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	83 924 954	70 259 587	13 665 367	–
Subventions et contributions	611 906	611 906	–	–
	<i>84 536 860</i>	<i>70 871 493</i>	<i>13 665 367</i>	–
Montants législatifs.....	34 028 607	34 028 607	–	–
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	118 565 467	104 900 100	13 665 367	–
Total du portefeuille ministériel.....	872 942 471	829 311 465	43 631 006	–

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Chambre des communes												
Députés et agents supérieurs de la												
Chambre.....	332 730 332	318 758 889	–	–	1 381 751	1 381 751	3 183 847	3 183 847	330 928 236	316 956 793	–	–
Administration de la Chambre	270 017 231	263 070 068	–	–	43 256	43 256	27 518 334	27 518 334	242 542 153	235 594 990	–	–
Total partiel	602 747 563	581 828 957	–	–	1 425 007	1 425 007	30 702 181	30 702 181	573 470 389	552 551 783	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(30 702 181)	(30 702 181)	–	–	–	–	(30 702 181)	(30 702 181)	–	–	–	–
Total de l'organisme	572 045 382	551 126 776	–	–	1 425 007	1 425 007	–	–	573 470 389	552 551 783	–	–
Bibliothèque du Parlement												
Services d'information aux												
parlementaires	43 043 117	39 250 807	–	–	–	–	1 000 000	550 782	42 043 117	38 700 025	–	–
Services internes	13 276 773	13 653 861	–	–	–	–	–	–	13 276 773	13 653 861	–	–
Total partiel	56 319 890	52 904 668	–	–	–	–	1 000 000	550 782	55 319 890	52 353 886	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(550 782)	–	–	–	–	(1 000 000)	(550 782)	–	–	–	–
Total de l'organisme	55 319 890	52 353 886	–	–	–	–	–	–	55 319 890	52 353 886	–	–
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêt et à l'éthique												
Application et interprétation de la <i>Loi sur les conflits d'intérêts</i>												
et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés.....	5 611 666	4 912 654	–	–	–	–	–	–	5 611 666	4 912 654	–	–
Services internes.....	2 476 927	2 667 876	–	–	–	–	–	–	2 476 927	2 667 876	–	–
Total de l'organisme	8 088 593	7 580 530	–	–	–	–	–	–	8 088 593	7 580 530	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget												
Analyse financière et économique	7 290 945	6 495 930	–	–	–	–	–	–	7 290 945	6 495 930	–	–
Total de l'organisme	7 290 945	6 495 930	–	–	–	–	–	–	7 290 945	6 495 930	–	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique												
Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts	1 376 059	965 744	–	–	–	–	–	–	1 376 059	965 744	–	–
Total de l'organisme	1 376 059	965 744	–	–	–	–	–	–	1 376 059	965 744	–	–

Service de protection parlementaire												
Sécurité physique.....	106 549 606	102 780 004	-	-	-	-	1 500 000	1 167 890	105 049 606	101 612 114	-	-
Revenus affectés aux dépenses	(1 500 000)	(1 167 890)	-	-	-	-	(1 500 000)	(1 167 890)	-	-	-	-
Total de l'organisme	105 049 606	101 612 114	-	-	-	-	-	-	105 049 606	101 612 114	-	-
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement												
Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement												
	3 002 445	2 003 821	-	-	-	-	-	-	3 002 445	2 003 821	-	-
Services internes.....	779 077	847 557	-	-	-	-	-	-	779 077	847 557	-	-
Total de l'organisme	3 781 522	2 851 378	-	-	-	-	-	-	3 781 522	2 851 378	-	-
Sénat												
Sénateurs, hauts fonctionnaires, et bureaux des sénateurs.....												
	59 689 786	51 258 578	-	-	10 378	10 378	-	-	59 700 164	51 268 956	-	-
Soutien administratif.....	35 165 905	31 979 665	-	-	10 000	10 000	-	-	35 175 905	31 989 665	-	-
Chambre, comités et associations	23 087 492	21 039 573	-	-	601 906	601 906	-	-	23 689 398	21 641 479	-	-
Total de l'organisme	117 943 183	104 277 816	-	-	622 284	622 284	-	-	118 565 467	104 900 100	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	870 895 180	827 264 174	-	-	2 047 291	2 047 291	-	-	872 942 471	829 311 465	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Chambre des communes									
Contributions									
Paiements aux associations parlementaires et de procédure.....	–	1 283 627	–	141 380	1 425 007	1 425 007	–	–	1 069 257
Total de l'organisme	–	1 283 627	–	141 380	1 425 007	1 425 007	–	–	1 069 257
Sénat									
Subventions									
(S) Versements venant du trésor pour les pensions des veuves d'anciens membres	–	40 000	–	(29 622)	10 378	10 378	–	–	25 977
Contributions									
Contributions aux associations parlementaires et groupe(s) parlementaire(s).....	–	570 195	–	41 711	611 906	611 906	–	–	449 680
Total de l'organisme	–	610 195	–	12 089	622 284	622 284	–	–	475 657
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 893 822	–	153 469	2 047 291	2 047 291	–	–	1 544 914

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Chambre des communes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Députés et agents supérieurs de la Chambre			
Produits de la vente de biens	505	505	30 100
Droits d'affiliation à des associations parlementaires.....	35 510	35 510	28 300
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	2 515 207	2 515 207	97 585
Autres recouvrements.....	632 625	632 625	453 396
	3 183 847	3 183 847	609 381
Administration de la Chambre			
Produits de la vente de biens	50 641	50 641	160 598
Produits des Services de restauration.....	3 472 213	3 472 213	1 131 267
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	23 709 633	23 709 633	24 600 889
Autres recouvrements.....	285 847	285 847	172 930
	27 518 334	27 518 334	26 065 684
Total de l'organisme – Budgétaire	30 702 181	30 702 181	26 675 065
Bibliothèque du Parlement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services d'information aux parlementaires.....	1 000 000	550 782	78 240
Total de l'organisme – Budgétaire	1 000 000	550 782	78 240
Service de protection parlementaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité physique			
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	1 500 000	1 167 890	997 038
Total de l'organisme – Budgétaire	1 500 000	1 167 890	997 038
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	33 202 181	32 420 853	27 750 343

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Chambre des communes		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	508 327	792 665
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	307 667	214 878
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	–	6 533
	815 994	1 014 076
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire.....	15 695 333	19 215 845
Ventes de biens et de produits d'information.....	14 830 906	7 218 401
Autres frais et droits		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau.....	59 217	30 980
Divers	65 580	19 141
	124 797	50 121
	30 651 036	26 484 367
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	51 146	229 509
Revenus divers		
Divers	(15 197)	22 246
Total de l'organisme	31 502 979	27 750 198
Bibliothèque du Parlement		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	105 109	14 218
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	–	7 920
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	3 586	–
	108 695	22 138
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information.....	551 188	78 301
Total de l'organisme	659 883	100 439
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	809
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	3 647	–
	3 647	809
Revenus divers		
Revenus provenant de pénalités.....	1 700	4 550
Total de l'organisme	5 347	5 359

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du directeur parlementaire du budget			Sénat		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 120	2 451	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	73 971	601 801
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	16	7 104	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	11 212	274 145
Total de l'organisme	3 136	9 555	Total de l'organisme	85 183	875 946
Bureau du conseiller sénatorial en éthique			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 217	5 339
Autres revenus			Revenus divers		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Dons à l'État	530	1 590
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	477	14 055	Divers	880	38 055
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	10 545	–	Total de l'organisme	1 410	1 590
Total de l'organisme	11 022	14 055	Total de l'organisme	93 810	920 930
Service de protection parlementaire			Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 369 664	2 355 111
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	191 526	358 983	Ventes de biens et de services	32 370 114	27 559 706
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	136 722	25 592	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	60 140	239 131
Total de l'organisme	328 248	384 575	Revenus divers	(12 087)	66 441
Ventes de biens et de services			Total du portefeuille ministériel	33 787 831	30 220 389
Services de nature non réglementaire	951 760	961 431			
Ventes de biens et de produits d'information	107 074	26 487			
Autres frais et droits					
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	109 056	9 120			
Total de l'organisme	1 167 890	997 038			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 777	4 283			
Total de l'organisme	1 497 915	1 385 896			
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Achat de biens et services	2 422	4 678			
Traitements	3	2 625			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent					
Achat de biens et services	–	3 027			
Traitements	11 314	23 627			
Total de l'organisme	13 739	33 957			

Section 19

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Patrimoine canadien

Ministère du Patrimoine canadien
Conseil des Arts du Canada
Société Radio-Canada
Musée canadien des droits de la personne
Musée canadien de l'histoire
Musée canadien de l'immigration du Quai 21
Musée canadien de la nature
Fondation canadienne des relations raciales
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Bibliothèque et Archives du Canada
Société du Centre national des Arts
Office national du film
Musée des beaux-arts du Canada
Musée national des sciences et de la technologie
Téléfilm Canada
Commission des champs de bataille nationaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	384
Sommaire du portefeuille ministériel	390
Détail budgétaire par affectation	396
Responsabilités essentielles	399
Paievements de transfert	402
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	405
Revenus	405

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère du Patrimoine canadien**Créativité, arts et culture**

Veiller à ce qu'un large éventail de contenu artistique et culturel canadien soit accessible au pays et à l'étranger. Offrir aux Canadiens des occasions de s'engager et de participer à la vie créative du Canada, en créant un sentiment d'appartenance et d'inclusion. Contribuer au succès des activités qui favorisent la créativité, les possibilités d'innovation, de croissance et d'emploi dans le secteur culturel et pour l'économie créative du Canada. Appuyer les politiques et les mesures législatives et réglementaires; gérer des programmes de financement appuyant la création, la formation professionnelle, l'infrastructure culturelle et la diffusion des arts; le développement des affaires et d'initiatives de commercialisation; et l'établissement de partenariats au Canada et à l'étranger.

Langues officielles

Appuyer la promotion des deux langues officielles dans la société canadienne et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire en collaborant avec des organismes bénévoles et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Favorise une approche concertée pour assurer la participation de l'ensemble des institutions fédérales à la mise en œuvre des engagements de la *Loi sur les langues officielles* ainsi que la coordination d'initiatives horizontales.

Sport

Favorise et améliore la participation sportive au Canada, depuis l'introduction au sport jusqu'aux plus hauts échelons grâce aux paiements de transfert et au leadership en matière de politiques. Veille à ce que tous les Canadiens aient accès à des programmes sportifs de qualité dans un environnement sécuritaire et accueillant, sans discrimination liée à la race, au sexe ou aux limitations physiques. Favoriser le développement d'athlètes de haut niveau, d'entraîneurs, d'officiels, de dirigeants et d'organisations au sein du système sportif canadien. Aide les collectivités canadiennes à accueillir les Jeux du Canada et des manifestations sportives internationales.

Diversité et inclusion

Visé à célébrer la diversité, l'identité et le patrimoine multiculturels du Canada, favoriser le développement de collectivités résilientes et renforcer les droits des Canadiens, afin d'encourager la diversité et l'inclusion. Appuyer la législation sur le multiculturalisme. Promouvoir et appuyer l'application à l'échelle nationale des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, les droits constitutionnels et quasi constitutionnels au Canada. Travailler en collaboration avec une multitude d'organisations gouvernementales et non gouvernementales à l'appui de l'exécution de programmes et de la prestation de services portant sur la diversité et l'inclusion. Appuyer l'engagement, la participation et l'inclusion des jeunes Canadiens dans leur collectivité et dans le cadre d'activités d'échange. Revitaliser, préserver et promouvoir les langues et les cultures autochtones et célébrer les réalisations et renforcer les communautés autochtones au moyen d'investissements dans diverses initiatives.

Patrimoine et célébrations

Donner l'occasion aux Canadiens de participer aux célébrations et aux commémorations d'intérêt national, à des festivals locaux et à des activités liées au patrimoine. Investir dans le développement de matériel didactique et d'activités d'apprentissage qui offrent aux Canadiens la possibilité d'améliorer leur compréhension de l'histoire du Canada. Faciliter l'accès au patrimoine et aider les établissements du patrimoine à préserver et à présenter des collections patrimoniales à tous les Canadiens. Offrir des projets, des programmes et des services, et des subventions, des contributions et d'incitations fiscales; mener des recherches; fournir des informations et des compétences qui font autorité; et appuyer la mise en application d'une législation en matière de patrimoine.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil des Arts du Canada

Favoriser et promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

Société Radio-Canada

Renseigner, éclairer et divertir; contribuer au développement et au partage d'une conscience et d'une identité nationales; traduire la diversité régionale et culturelle du Canada et contribuer au développement de la culture et du talent au Canada.

Musée canadien des droits de la personne

Explorer le thème des droits de la personne en mettant un accent particulier sur le Canada en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue.

Musée canadien de l'histoire

D'accroître la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'événements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures.

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Explorer le thème de l'immigration au Canada en vue d'accroître la compréhension du public à l'égard des expériences vécues par les immigrants au moment de leur arrivée au Canada, du rôle essentiel que l'immigration a joué dans le développement du Canada et de la contribution des immigrants à la culture, à l'économie et au mode de vie canadiens.

Description des responsabilités essentielles – suite**Musée canadien de la nature**

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada, ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Fondation canadienne des relations raciales

Faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en œuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale au Canada.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes**Réglementer et surveiller le système de communication**

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes est un tribunal administratif. Il est chargé de réglementer et de superviser le système de communication du Canada dans l'intérêt du public. Établi pour développer, mettre en œuvre et appliquer des politiques réglementaires concernant le système de communication canadien, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes s'acquitte d'un large éventail de fonctions, y compris l'établissement de règles et l'élaboration de politiques, mais il a aussi les pouvoirs quasi-judiciaires d'un tribunal supérieur en ce qui touche la production et l'examen des preuves, de même que l'application de ses décisions. En tant que tribunal administratif, il fonctionne en toute indépendance du gouvernement fédéral. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes élabore des politiques réglementaires pour le système de communication du Canada; approuve les fusions, les acquisitions et les changements de propriété des entreprises de radiodiffusion; approuve les tarifs et les ententes concernant certains services de télécommunication; attribue, renouvelle et modifie les licences des entreprises de distribution de radiodiffusion et des entreprises de programmation; règle les différends liés à certaines ententes commerciales. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes intervient précisément dans des situations où le libre jeu du marché ne permet pas à lui seul d'atteindre les objectifs stratégiques de son mandat législatif.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bibliothèque et Archives du Canada**Acquérir et préserver le patrimoine documentaire**

Bibliothèque et Archives du Canada acquiert du patrimoine documentaire ayant un intérêt historique et le préserve pour les générations actuelles et futures, en vertu du mandat que lui confère la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*. Sa collection se compose de ressources en divers formats conservés sur une gamme de supports. Bibliothèque et Archives du Canada prodigue des conseils au gouvernement du Canada et à ses institutions sur la gestion des renseignements et veille au transfert des documents présentant un intérêt historique vers sa collection. Au moyen du dépôt légal, tous les documents soumis par des éditeurs canadiens ainsi que des échantillons de contenu Internet sont intégrés à sa collection. D'autres documents d'importance nationale sont acquis afin de documenter la société canadienne. Bibliothèque et Archives du Canada utilise des techniques et une

infrastructure de pointe pour restaurer la collection et assurer des conditions optimales de préservation à long terme. Bibliothèque et Archives du Canada développe aussi sa capacité et son expertise afin d'assurer l'accessibilité des documents numériques.

Donner accès au patrimoine documentaire

Bibliothèque et Archives du Canada rend accessible sa collection, tout en respectant ses obligations découlant de lois, de politiques et de contrats. Au moyen de technologies de pointe, Bibliothèque et Archives du Canada permet aux Canadiens d'accéder à sa collection et de la consulter pour qu'ils puissent approfondir leur connaissance du patrimoine documentaire du Canada. Bibliothèque et Archives du Canada rend le contenu numérique accessible par son site Web et les médias sociaux afin d'améliorer l'accès à sa collection. Il offre des services en ligne et en personne à ses quatre points de service. Au moyen de stratégies novatrices, comme l'outil de production participative Co-Lab et le Numéri-Lab, il enrichit le contenu numérique de sa collection. En outre, Bibliothèque et Archives du Canada favorise l'accès au patrimoine canadien en créant des expositions, afin de permettre au public de découvrir sa collection dans des lieux culturels situés à l'échelle du pays. Au moyen de son Programme pour les collectivités du patrimoine documentaire, Bibliothèque et Archives du Canada appuie les organismes de mémoire en augmentant leur capacité de préserver leurs collections et de les rendre accessibles.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société du Centre national des Arts

Exploiter et administrer le Centre national des Arts, développer les arts d'interprétation dans la région de la capitale nationale et aider le Conseil des Arts du Canada à développer ceux-ci ailleurs au Canada.

Office national du film

Programmation et production audiovisuelles

L'Office national du film a le mandat de créer des œuvres audiovisuelles pertinentes et innovatrices qui font connaître le Canada et ses diverses perspectives au peuple canadien et au reste du monde. L'Office national du film travaille avec des cinéastes, des créateurs et des créatrices provenant de toutes les régions du pays pour produire des documentaires, des animations, des œuvres interactives et immersives d'exception enracinés dans les expériences et les réalités canadiennes. L'Office national du film se doit d'être un milieu propice à l'innovation technologique et cinématographique, et ce, sur la scène tant nationale qu'internationale. L'Office national du film se donne l'objectif de refléter les points de vue et les expériences de communautés qui sont systématiquement sous-représentées dans le paysage médiatique, et d'innover dans la création de nouvelles formes et approches pour raconter des histoires.

Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires

L'Office national du film travaille pour que les Canadiens et Canadiennes de toutes les régions du pays aient accès à ses œuvres sous diverses formes. Comprendre les auditoires et leurs habitudes de consommation, rendre les contenus accessibles sur une variété de plateformes et porter les productions de l'Office national du film à leur attention fait ainsi intrinsèquement partie du mandat de l'institution. L'Office national du film est riche d'une collection qui compte au-delà de 13 000 titres et qui constitue un pilier central du patrimoine culturel du Canada. La *Loi sur le cinéma* confère à l'Office national du film le mandat de conserver cette collection afin d'assurer sa pérennité et son accessibilité à la population du Canada et sur l'échelle internationale, aujourd'hui et à l'avenir.

Description des responsabilités essentielles – fin**Services internes**

Voir le texte d'introduction.

Musée des beaux-arts du Canada

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Musée national des sciences et de la technologie

Promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur les plans économique, social et culturel.

Téléfilm Canada**Financement à la production de contenus canadiens**

Téléfilm soutient le développement et la production de longs métrages canadiens par l'entremise de programmes de financement. Nos programmes financent et appuient, entre autres, les projets de sociétés de production canadiennes ayant du succès sur les plans commercial, culturel et industriel (incluant celles comprenant des talents émergents), les projets de coproductions internationales, la diversité sous toutes ses formes (incluant, entre autres, la parité hommes-femmes dans les postes clés de création, genre de films, tailles des budgets, régions, points de vue, Autochtones) et les projets innovateurs. Le financement octroyé permet aux sociétés canadiennes de produire des contenus au Canada et renforce l'écosystème culturel canadien. De plus, Téléfilm évalue et recommande au ministère du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus à titre de coproductions audiovisuelles régies par les traités de coproduction officielle.

Promotion des talents et des contenus canadiens

Téléfilm fait rayonner la culture canadienne, fidélise les auditoires, favorise la découverte et la notoriété des talents et permet la commercialisation des contenus canadiens au Canada et à l'étranger par l'entremise de programmes de financement et d'activités promotionnelles. Au Canada, Téléfilm soutient financièrement la mise en marché de longs métrages ainsi que les festivals de films et autres événements et activités promotionnels mettant en valeur l'identité canadienne et la diversité, en terme de talents et de contenus. À l'international, Téléfilm appuie les sociétés canadiennes dans la commercialisation et l'exportation de leurs contenus, principalement par la mise en œuvre de centres d'affaires canadiens, de campagnes de promotion et de séances de visionnement et de réseautage. Téléfilm soutient aussi financièrement la présence aux festivals, marchés et événements internationaux des talents canadiens et la mise en marché de longs métrages canadiens dans les territoires étrangers.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des champs de bataille nationaux

Conservation

Assurer la conservation et la protection des biens naturels, culturels et patrimoniaux du parc des Champs-de-Bataille en aménageant, en entretenant et en remettant en bon état le territoire et les infrastructures. Assurer un accès sécuritaire au parc.

Promotion du patrimoine

Faire connaître l'histoire et faire découvrir le patrimoine et les richesses du parc des Champs-de-Bataille en organisant, par le biais du centre d'accueil du Musée des plaines d'Abraham, des expositions, des activités pédagogiques et récréatives, et des visites guidées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	228 512 005	–	–	228 512 005				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	7 105 094	–	7 105 094				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	25 650 068	–	25 650 068				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Anciens Combattants).....	–	–	–	60 000	60 000				
	crédit 1 (Agence Parcs Canada).....	–	–	–	93 000	93 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	38 707	38 707				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 887 627	4 887 627				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	8 741 895	8 741 895				
	Virement au :									
	crédit 1 (Fondation canadienne des relations raciales).....	–	–	–	(115 542)	(115 542)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(120 000)	(120 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Justice).....	–	–	–	(141 667)	(141 667)				
	crédit 1 (Commission de la capitale nationale).....	–	–	–	(3 929 660)	(3 929 660)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	crédit 1 (Statistique Canada).....	–	–	–	(283 333)	(283 333)				
	Total – Crédit 1.....	–	228 512 005	32 755 162	9 221 027	270 488 194	263 694 463	6 793 731	–	235 891 268
5	Subventions et contributions.....	–	1 924 897 220	–	–	1 924 897 220				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	168 098 366	–	168 098 366				
5c	Subventions et contributions.....	–	–	9 500 000	–	9 500 000				
	Virement du crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	310 000	310 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Société du Centre national des Arts).....	–	–	–	(190 000)	(190 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines).....	–	–	–	(559 353)	(559 353)				
	Total – Crédit 5.....	–	1 924 897 220	177 598 366	(439 353)	2 102 056 233	2 004 559 020	97 497 213	–	1 741 121 909
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	28 755 564	866 252	(456 208)	29 165 608	29 165 608	–	–	26 503 027
(S)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	15 300	107 800	107 800	–	–	92 163
(S)	Ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(15 500)	77 000	77 000	–	–	39 255
(S)	Traitement des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les salaires</i>).....	–	1 196 000	–	502 956	1 698 956	1 698 956	–	–	1 616 001
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	23 674	23 674	23 674	–	–	–

(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	–	–	619	619	619	–	–	–
(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8).....	–	637 000	–	339 697	976 697	976 697	–	–	1 010 318
(S)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>) ..	–	182 000	–	49 096	231 096	231 096	–	–	219 874
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	19 983	–	–	14 153	34 136	20 104	–	14 032	38 359
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 005
	Total du ministère – Budgétaire	19 983	2 184 364 789	211 219 780	9 255 461	2 404 860 013	2 300 555 037	104 290 944	14 032	2 006 534 179
	Conseil des Arts du Canada									
1	Paiements au Conseil.....	–	414 189 080	–	–	414 189 080				
1b	Paiements au Conseil.....	–	–	9 200 000	–	9 200 000				
	Virement du CT, crédit 15 ¹	–	–	–	100 521	100 521				
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada).....	–	–	–	(66 700)	(66 700)				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	414 189 080	9 200 000	33 821	423 422 901	423 422 901	–	–	510 389 080
	Société Radio-Canada									
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	1 153 797 241	–	–	1 153 797 241				
1b	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement.....	–	–	21 000 000	–	21 000 000				
	Virement du CT, crédit 15 ¹	–	–	–	173 701	173 701				
	Total – Crédit 1	–	1 153 797 241	21 000 000	173 701	1 174 970 942	1 174 970 942	–	–	1 139 694 241
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement.....	–	4 000 000	–	–	4 000 000	4 000 000	–	–	4 000 000
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	–	108 326 000	–	–	108 326 000	108 326 000	–	–	106 729 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 266 123 241	21 000 000	173 701	1 287 296 942	1 287 296 942	–	–	1 250 423 241
	Musée canadien des droits de la personne									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	25 436 716	–	–	25 436 716				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	5 300 000	–	5 300 000				
	Virement du CT, crédit 15 ¹	–	–	–	80 083	80 083				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	25 436 716	5 300 000	80 083	30 816 799	30 816 799	–	–	29 336 716
	Musée canadien de l'histoire									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	73 223 111	–	–	73 223 111				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	4 056 000	–	4 056 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	105 812	105 812				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	173 711	173 711				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	73 223 111	4 056 000	279 523	77 558 634	77 558 634	–	–	84 700 406

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Musée canadien de l'immigration du Quai 21										
1	Paiement au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	8 111 694	–	–	8 111 694				
1b	Paiement au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	845 000	–	845 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	8 111 694	845 000	–	8 956 694	8 956 694	–	–	9 546 694
Musée canadien de la nature										
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	27 655 236	–	–	27 655 236				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	5 142 000	–	5 142 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	117 928	117 928				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	91 211	91 211				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	27 655 236	5 142 000	209 139	33 006 375	33 006 375	–	–	35 681 183
Fondation canadienne des relations raciales										
1	Paiement à la Fondation	–	5 000 000	–	–	5 000 000				
	Virement du crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	115 542	115 542				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	5 000 000	–	115 542	5 115 542	5 115 542	–	–	6 180 001
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes										
1	Dépenses du programme	–	8 779 059	–	–	8 779 059				
1b	Dépenses du programme	–	–	3 372 031	–	3 372 031				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	15 553	15 553				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	45 859	45 859				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	3 073 559	3 073 559				
	Total – Crédit 1	–	8 779 059	3 372 031	3 134 971	15 286 061	6 734 942	8 551 119	–	6 142 914
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	2	2	2	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 356 191	569 217	(634 783)	8 290 625	8 290 625	–	–	7 836 167
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	17 135 250	3 941 248	2 500 190	23 576 688	15 025 569	8 551 119	–	13 979 081

Bibliothèque et Archives du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	116 664 333	–	–	116 664 333				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	15 336 625	–	15 336 625				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	12 967	12 967				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 400 112	1 400 112				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	5 213 695	5 213 695				
	Virement au :									
	crédit 5.....	–	–	–	(6 400 000)	(6 400 000)				
	crédit 5 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(25 369)	(25 369)				
	Total – Crédit 1.....	–	116 664 333	15 336 625	201 405	132 202 363	126 232 442	5 969 921	–	106 306 184
5	Dépenses en capital.....	–	93 384 668	–	–	93 384 668				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	6 400 000	6 400 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	3 680 192	3 680 192				
	Total – Crédit 5.....	–	93 384 668	–	10 080 192	103 464 860	62 418 848	41 046 012	–	14 773 239
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	12 274 023	2 496 288	(2 937 200)	11 833 111	11 833 111	–	–	10 721 911
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	16 514	–	–	2 573	19 087	16 514	–	2 573	1 938
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	16 514	222 323 024	17 832 913	7 346 970	247 519 421	200 500 915	47 015 933	2 573	131 803 272
Société du Centre national des Arts										
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement.....	–	44 294 459	–	–	44 294 459				
1b	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement.....	–	–	19 700 000	–	19 700 000				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement).....	–	–	–	2 000 000	2 000 000				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	190 000	190 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	107 958	107 958				
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada).....	–	–	–	(73 140)	(73 140)				
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	44 294 459	19 700 000	2 224 818	66 219 277	66 219 277	–	–	59 920 409
Office national du film										
1	Dépenses du programme.....	–	65 648 446	–	–	65 648 446				
1b	Dépenses du programme.....	–	–	5 298 000	–	5 298 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	2 053 643	2 053 643				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 400 177	2 400 177				
	Total – Crédit 1.....	–	65 648 446	5 298 000	4 453 820	75 400 266	72 441 400	2 958 866	–	69 247 110
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	11 413 490	–	–	1 473 000	12 886 490	6 470	–	12 880 020	89 589
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	11 413 490	65 648 446	5 298 000	5 926 820	88 286 756	72 447 870	2 958 866	12 880 020	69 336 699

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Musée des beaux-arts du Canada										
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	37 756 671	–	–	37 756 671				
1b	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	4 500 000	–	4 500 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	81 247	81 247				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	35 390	35 390				
	Total – Crédit 1	–	37 756 671	4 500 000	116 637	42 373 308	42 373 308	–	–	44 002 341
5	Paiement au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	–	8 000 000	–	–	8 000 000	8 000 000	–	–	8 000 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	45 756 671	4 500 000	116 637	50 373 308	50 373 308	–	–	52 002 341
Musée national des sciences et de la technologie										
1	Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	31 514 196	–	–	31 514 196				
1b	Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	8 050 000	–	8 050 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	88 233	88 233				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	133 848	133 848				
	Virement au crédit 1 (École de la fonction publique du Canada)	–	–	–	(49 565)	(49 565)				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	31 514 196	8 050 000	172 516	39 736 712	39 736 712	–	–	43 173 183
Téléfilm Canada										
1	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	151 908 479	–	–	151 908 479				
1a	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	–	150 000 000	–	150 000 000				
1b	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	–	–	9 200 000	–	9 200 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	151 908 479	159 200 000	–	311 108 479	171 050 470	140 058 009	–	151 228 599

Commission des champs de bataille nationaux										
1	Dépenses du programme	–	9 127 247	–	–	–	9 127 247			
1b	Dépenses du programme	–	–	3 907 300	–	–	3 907 300			
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	–	39 757	39 757			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	–	331 133	331 133			
	Total – Crédit 1	–	9 127 247	3 907 300	–	370 890	13 405 437	10 840 251	2 565 186	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	733 839	–	–	(109 315)	624 524	624 524	–	–
(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	–	2 000 000	–	–	395 340	2 395 340	2 395 340	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	11 861 086	3 907 300	–	656 915	16 425 301	13 860 115	2 565 186	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	11 449 987	4 594 545 478	479 192 241	29 092 136	5 114 279 842	4 795 943 160	305 440 057	12 896 625	4 467 436 615

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- ¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère du Patrimoine canadien				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	278 057 933	272 996 300	5 061 633	–
Coûts liés à la sûreté et à la sécurité des célébrations de la fête du Canada.....	2 200 000	1 148 309	1 051 691	–
Coûts pour les initiatives commémoratives en l'honneur de la reine Elizabeth II.....	1 190 084	717 964	472 120	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	80 912	–	80 912	–
Autre.....	127 375	–	127 375	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(11 168 110)	(11 168 110)	–	–
	270 488 194	263 694 463	6 793 731	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	2 006 751 257	2 004 559 020	2 192 237	–
Affectations bloquées				
Report.....	94 260 020	–	94 260 020	–
Autre.....	1 044 956	–	1 044 956	–
	2 102 056 233	2 004 559 020	97 497 213	–
Montants législatifs.....	32 315 586	32 301 554	–	14 032
	2 404 860 013	2 300 555 037	104 290 944	14 032
Conseil des Arts du Canada				
Crédit 1 – Paiements au Conseil				
Paiements à la Société d'État.....	423 422 901	423 422 901	–	–
Société Radio-Canada				
Crédit 1 – Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État.....	1 174 970 942	1 174 970 942	–	–
Crédit 5 – Paiements à la Société pour le fonds de roulement				
Paiements à la Société d'État.....	4 000 000	4 000 000	–	–
Crédit 10 – Paiements à la Société pour les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État.....	108 326 000	108 326 000	–	–
	1 287 296 942	1 287 296 942	–	–
Musée canadien des droits de la personne				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État.....	30 816 799	30 816 799	–	–
Musée canadien de l'histoire				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État.....	75 058 634	75 058 634	–	–
Budget en capital.....	2 500 000	2 500 000	–	–
	77 558 634	77 558 634	–	–

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital

Paiements à la Société d'État	8 956 694	8 956 694	–	–
-------------------------------------	-----------	-----------	---	---

Musée canadien de la nature

Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital

Paiements à la Société d'État	33 006 375	33 006 375	–	–
-------------------------------------	------------	------------	---	---

Fondation canadienne des relations raciales

Crédit 1 – Paiements à la Fondation

Paiements à la Fondation	5 115 542	5 115 542	–	–
--------------------------------	-----------	-----------	---	---

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	77 867 887	68 771 502	9 096 385	–
Affectations bloquées				
Report.....	6 667 105	–	6 667 105	–
Transfert/réaffectation	8 917	–	8 917	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(69 257 848)	(62 036 560)	(7 221 288)	–
Montants législatifs.....	15 286 061	6 734 942	8 551 119	–
	8 290 627	8 290 627	–	–
	23 576 688	15 025 569	8 551 119	–

Bibliothèque et Archives du Canada

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement.....	128 586 340	126 162 922	2 423 418	–
Subventions et contributions	2 550 000	2 520 304	29 696	–
Affectations bloquées				
Report.....	5 266 023	–	5 266 023	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(4 200 000)	(2 450 784)	(1 749 216)	–
	132 202 363	126 232 442	5 969 921	–

Crédit 5 – Dépenses en capital

Budget en capital.....	76 620 673	62 418 848	14 201 825	–
Affectations bloquées				
Report.....	26 844 187	–	26 844 187	–
Montants législatifs.....	103 464 860	62 418 848	41 046 012	–
	11 852 198	11 849 625	–	2 573
	247 519 421	200 500 915	47 015 933	2 573

Société du Centre national des Arts

Crédit 1 – Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement

Paiements à la Société d'État	63 779 527	63 779 527	–	–
Modernisation de l'infrastructure numérique du Centre national des Arts.....	2 439 750	2 439 750	–	–
	66 219 277	66 219 277	–	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Office national du film				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	73 787 115	67 995 056	5 792 059	–
Régime d'avantages sociaux des employés.....	8 581 708	8 581 708	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	10 889	–	10 889	–
Autre	1 473 000	–	1 473 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 452 446)	(4 135 364)	(4 317 082)	–
	75 400 266	72 441 400	2 958 866	–
Montants législatifs.....	12 886 490	6 470	–	12 880 020
	88 286 756	72 447 870	2 958 866	12 880 020
Musée des beaux-arts du Canada				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	41 373 308	41 373 308	–	–
Budget en capital.....	1 000 000	1 000 000	–	–
	42 373 308	42 373 308	–	–
Crédit 5 – Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes				
Paiements à la Société d'État	8 000 000	8 000 000	–	–
	50 373 308	50 373 308	–	–
Musée national des sciences et de la technologie				
Crédit 1 – Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	38 936 712	38 936 712	–	–
Budget en capital.....	800 000	800 000	–	–
	39 736 712	39 736 712	–	–
Téléfilm Canada				
Crédit 1 – Paiements à la Société devant servir aux fins prévues par la Loi sur Téléfilm Canada				
Paiements à la Société d'État	161 108 479	160 870 185	238 294	–
Fonds d'indemnisation à court terme pour productions audiovisuelles canadiennes.....	150 000 000	10 180 285	139 819 715	–
	311 108 479	171 050 470	140 058 009	–
Commission des champs de bataille nationaux				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	11 302 140	10 840 251	461 889	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 103 297	–	2 103 297	–
	13 405 437	10 840 251	2 565 186	–
Montants législatifs.....	3 019 864	3 019 864	–	–
	16 425 301	13 860 115	2 565 186	–
Total du portefeuille ministériel.....	5 114 279 842	4 795 943 160	305 440 057	12 896 625

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère du Patrimoine canadien												
Créativité, arts et culture.....	62 353 945	57 135 253	–	–	732 059 022	726 649 504	7 650 152	7 650 152	786 762 815	776 134 605	–	–
Langues officielles.....	22 831 090	23 376 546	–	–	644 398 236	602 275 551	–	–	667 229 326	625 652 097	–	–
Sport.....	15 445 778	14 293 664	–	–	327 013 653	322 313 989	–	–	342 459 431	336 607 653	–	–
Diversité et inclusion.....	26 962 465	28 199 861	–	–	253 410 906	209 431 683	–	–	280 373 371	237 631 544	–	–
Patrimoine et célébrations.....	79 897 326	76 459 164	–	–	146 382 209	145 096 086	849 896	849 896	225 429 639	220 705 354	–	–
Services internes.....	105 273 493	106 491 846	–	–	–	–	2 668 062	2 668 062	102 605 431	103 823 784	–	–
Total partiel.....	312 764 097	305 956 334	–	–	2 103 264 026	2 005 766 813	11 168 110	11 168 110	2 404 860 013	2 300 555 037	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(11 168 110)	(11 168 110)	–	–	–	–	(11 168 110)	(11 168 110)	–	–	–	–
Total du ministère.....	301 595 987	294 788 224	–	–	2 103 264 026	2 005 766 813	–	–	2 404 860 013	2 300 555 037	–	–
Conseil des Arts du Canada.....	423 422 901	423 422 901	–	–	–	–	–	–	423 422 901	423 422 901	–	–
Société Radio-Canada.....	1 178 970 942	1 178 970 942	108 326 000	108 326 000	–	–	–	–	1 287 296 942	1 287 296 942	–	–
Musée canadien des droits de la personne.....	30 816 799	30 816 799	–	–	–	–	–	–	30 816 799	30 816 799	–	–
Musée canadien de l'histoire.....	77 558 634	77 558 634	–	–	–	–	–	–	77 558 634	77 558 634	–	–
Musée canadien de l'immigration du Quai 21.....	8 956 694	8 956 694	–	–	–	–	–	–	8 956 694	8 956 694	–	–
Musée canadien de la nature.....	33 006 375	33 006 375	–	–	–	–	–	–	33 006 375	33 006 375	–	–
Fondation canadienne des relations raciales.....	5 115 542	5 115 542	–	–	–	–	–	–	5 115 542	5 115 542	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes												
Réglementer et surveiller le système de communication.....	70 555 572	58 713 881	–	–	–	–	52 640 392	46 480 251	17 915 180	12 233 630	–	–
Services internes.....	22 278 964	18 348 248	–	–	–	–	16 617 456	15 556 309	5 661 508	2 791 939	–	–
Total partiel.....	92 834 536	77 062 129	–	–	–	–	69 257 848	62 036 560	23 576 688	15 025 569	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(69 257 848)	(62 036 560)	–	–	–	–	(69 257 848)	(62 036 560)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	23 576 688	15 025 569	–	–	–	–	–	–	23 576 688	15 025 569	–	–

Responsabilités essentielles – fin

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bibliothèque et Archives du Canada												
Acquérir et préserver le patrimoine												
documentaire.....	67 140 152	66 210 114	51 852 789	42 293 082	–	–	515 000	504 741	118 477 941	107 998 455	–	–
Donner accès au patrimoine												
documentaire.....	34 765 067	29 553 820	51 184 525	19 698 220	2 550 000	2 520 304	3 585 000	1 874 370	84 914 592	49 897 974	–	–
Services internes.....	43 799 342	42 248 613	427 546	427 546	–	–	100 000	71 673	44 126 888	42 604 486	–	–
Total partiel.....	145 704 561	138 012 547	103 464 860	62 418 848	2 550 000	2 520 304	4 200 000	2 450 784	247 519 421	200 500 915	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(4 200 000)	(2 450 784)	–	–	–	–	(4 200 000)	(2 450 784)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	141 504 561	135 561 763	103 464 860	62 418 848	2 550 000	2 520 304	–	–	247 519 421	200 500 915	–	–
Société du Centre national des Arts.	66 219 277	66 219 277	–	–	–	–	–	–	66 219 277	66 219 277	–	–
Office national du film												
Programmation et production												
audiovisuelles.....	46 779 269	39 073 339	–	–	–	–	799 000	695 687	45 980 269	38 377 652	–	–
Accessibilité des œuvres et interaction												
avec les auditoires.....	36 185 090	26 639 265	–	–	–	–	7 603 446	3 349 801	28 581 644	23 289 464	–	–
Services internes.....	13 774 843	10 870 630	–	–	–	–	50 000	89 876	13 724 843	10 780 754	–	–
Total partiel.....	96 739 202	76 583 234	–	–	–	–	8 452 446	4 135 364	88 286 756	72 447 870	–	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(8 452 446)	(4 135 364)	–	–	–	–	(8 452 446)	(4 135 364)	–	–	–	–
Total de l'organisme.....	88 286 756	72 447 870	–	–	–	–	–	–	88 286 756	72 447 870	–	–
Musée des beaux-arts du Canada	42 373 308	50 373 308	8 000 000	–	–	–	–	–	50 373 308	50 373 308	–	–
Musée national des sciences et de la technologie.....	39 736 712	39 736 712	–	–	–	–	–	–	39 736 712	39 736 712	–	–
Téléfilm Canada												
Financement à la production de												
contenus canadiens.....	246 394 550	106 054 137	–	–	–	–	–	–	246 394 550	106 054 137	–	–
Promotion des talents et des contenus												
canadiens.....	49 286 868	50 374 028	–	–	–	–	–	–	49 286 868	50 374 028	–	–
Services internes.....	15 427 061	14 622 305	–	–	–	–	–	–	15 427 061	14 622 305	–	–
Total de l'organisme.....	311 108 479	171 050 470	–	–	–	–	–	–	311 108 479	171 050 470	–	–

**Commission des champs de bataille
nationaux**

Conservation.....	5 896 625	2 979 469	-	-	-	-	-	-	-	5 896 625	2 979 469	-	-
Promotion du patrimoine	1 544 240	1 885 534	-	-	-	-	-	-	-	1 544 240	1 885 534	-	-
Services internes	8 984 436	8 995 112	-	-	-	-	-	-	-	8 984 436	8 995 112	-	-
Total de l'organisme	16 425 301	13 860 115	-	-	-	-	-	-	-	16 425 301	13 860 115	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	2 788 674 956	2 616 911 195	219 790 860	170 744 848	2 105 814 026	2 008 287 117	-	-	-	5 114 279 842	4 795 943 160	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien									
Subventions									
Subventions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	–	72 775 054	12 039 029	(987 365)	83 826 718	83 719 283	107 435	–	104 126 890
Subventions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones.....	–	70 950 000	–	(67 645 810)	3 304 190	3 304 190	–	–	2 035 155
Subventions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	–	70 595 181	1 337 730	(48 351 609)	23 581 302	20 505 117	3 076 185	–	18 074 687
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	–	44 206 958	4 000 000	(5 322 440)	42 884 518	42 849 018	35 500	–	58 202 334
Subventions au Fonds du livre du Canada	–	44 000 000	1 293 683	(5 491 028)	39 802 655	39 448 988	353 667	–	34 210 212
Subventions au Programme d'aide aux athlètes	–	33 000 000	–	(1 261 117)	31 738 883	31 738 882	1	–	31 938 847
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	–	29 016 137	–	(3 661 041)	25 355 096	25 127 348	227 748	–	28 100 590
Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	–	28 000 000	–	(8 539 976)	19 460 024	19 371 907	88 117	–	5 592 946
Subventions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	–	20 100 000	–	–	20 100 000	20 100 000	–	–	20 000 000
Subventions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles.....	–	15 194 842	–	(12 000 000)	3 194 842	1 805 257	1 389 585	–	1 449 535
Subventions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	–	12 000 000	619 916	(8 229 302)	4 390 614	4 390 611	3	–	13 323 422
Subventions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	–	10 191 277	3 000 000	(1 597 575)	11 593 702	10 848 278	745 424	–	5 441 564
Subventions en vertu du Programme d'aide aux musées.....	–	9 563 680	14 980 000	(2 299 497)	22 244 183	21 617 240	626 943	–	38 338 351
Subvention à TV5 Monde	–	8 000 000	–	(703 564)	7 296 436	7 296 435	1	–	7 043 225
Subventions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	–	1 150 060	–	(1 150 060)	–	–	–	–	–
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :									
Québec.....	–	147 372	–	–	147 372	147 372	–	–	147 372
Ontario.....	–	105 627	–	–	105 627	105 627	–	–	105 627
Colombie-Britannique.....	–	97 814	–	–	97 814	97 814	–	–	97 814
Terre-Neuve-et-Labrador.....	–	77 590	–	–	77 590	77 590	–	–	77 590
Alberta.....	–	75 940	–	–	75 940	75 940	–	–	75 940
Manitoba.....	–	73 762	–	–	73 762	73 762	–	–	73 762
Saskatchewan.....	–	73 758	–	–	73 758	73 758	–	–	73 758
Nouvelle-Écosse	–	64 199	–	–	64 199	64 199	–	–	64 199
Nouveau-Brunswick	–	62 947	–	–	62 947	62 947	–	–	62 947
Île-du-Prince-Édouard.....	–	57 071	–	–	57 071	57 071	–	–	57 071
Subventions à l'appui du programme Échanges Canada	–	100 000	–	(45 000)	55 000	55 000	–	–	67 510
Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent.....	–	100 000	–	(55 000)	45 000	45 000	–	–	34 000
Subvention pour appuyer l'initiative « Muslims in Canada Archives »	–	–	4 000 000	–	4 000 000	4 000 000	–	–	–

Fonds dédiés à la chaire Jean Augustine en matière d'éducation, de communauté et de diaspora.....	-	-	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	-	-	-
(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8).....	-	637 000	-	339 697	976 697	976 697	-	-	1 010 318
(S) Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>).....	-	182 000	-	49 096	231 096	231 096	-	-	219 874
Total – Subventions	-	470 598 269	42 770 358	(166 951 591)	346 417 036	339 766 427	6 650 609	-	370 045 540

Contributions

Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	-	331 560 986	12 426 940	46 798 405	390 786 331	359 029 471	31 756 860	-	315 796 990
Contributions au Programme de soutien au sport	-	236 695 679	9 454 225	7 662 773	253 812 677	249 163 014	4 649 663	-	212 819 735
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles.....	-	183 004 133	30 335 424	13 496 204	226 835 761	220 935 706	5 900 055	-	135 392 752
Contributions pour soutenir le Fonds des médias du Canada.....	-	156 553 550	33 470 000	770 000	190 793 550	190 604 033	189 517	-	196 650 839
Contributions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones.....	-	108 507 346	11 313 746	67 945 810	187 766 902	151 817 536	35 949 366	-	103 038 153
Contributions à l'appui du Fonds pour la résilience des travailleurs du secteur des spectacles sur scène du Canada.....	-	60 000 000	-	2 069 398	62 069 398	62 069 398	-	-	-
Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels..	-	51 535 289	3 897 789	14 587 581	70 020 659	70 014 374	6 285	-	68 221 136
Contributions au Fonds de la musique du Canada	-	43 399 231	14 000 000	500 000	57 899 231	57 899 231	-	-	101 399 231
Contributions au Programme d'accueil	-	42 995 833	4 580 750	(6 114 490)	41 462 093	41 412 093	50 000	-	27 726 191
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	-	39 794 367	-	(3 393 976)	36 400 391	36 292 814	107 577	-	7 235 904
Contributions pour le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	-	22 779 440	2 500 000	-	25 279 440	25 277 000	2 440	-	25 352 350
Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts.....	-	20 427 300	-	6 112 082	26 539 382	26 539 381	1	-	19 429 383
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées.....	-	18 744 228	-	6 306 824	25 051 052	24 965 259	85 793	-	25 531 115
Contributions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	-	18 316 316	4 661 104	(3 928 457)	19 048 963	11 960 935	7 088 028	-	1 325 140
Contributions à l'appui du programme Échanges Canada	-	18 086 359	-	(5 925 179)	12 161 180	12 142 679	18 501	-	7 585 187
Contributions au Fonds du livre du Canada.....	-	17 042 611	451 722	5 289 183	22 783 516	21 758 101	1 025 415	-	14 170 252
Contributions à l'appui de l'Initiative de journalisme local	-	15 000 000	-	-	15 000 000	15 000 000	-	-	15 000 000
Contributions à l'appui du Programme Exportation Créative Canada.....	-	13 000 000	-	(168 739)	12 831 261	12 810 411	20 850	-	8 500 000
Contribution pour le Programme du Bureau de l'écran autochtone..	-	13 000 000	-	-	13 000 000	13 000 000	-	-	13 000 000
Contribution au Harbourfront Centre	-	11 500 000	3 000 000	-	14 500 000	14 500 000	-	-	18 500 000
Contributions pour le Programme d'action et de lutte contre le racisme	-	5 130 700	236 308	5 570 482	10 937 490	10 837 043	100 447	-	17 028 348
Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	-	4 979 734	-	(905 150)	4 074 584	4 074 584	-	-	4 979 734
Contributions à TV5.....	-	4 960 900	-	703 564	5 664 464	5 651 654	12 810	-	5 173 616
Contributions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	-	4 372 205	-	733 958	5 106 163	5 106 163	-	-	4 616 622
Contributions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	-	3 564 678	500 000	(375 924)	3 688 754	3 460 161	228 593	-	4 270 493
Contributions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada.....	-	3 387 330	-	2 279 219	5 666 549	5 522 434	144 115	-	5 581 642
Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	-	3 300 000	-	2 861 041	6 161 041	6 155 211	5 830	-	8 726 807
Contributions pour le Programme de contributions à la citoyenneté numérique.....	-	2 082 263	4 000 000	2 500 000	8 582 263	5 155 262	3 427 001	-	2 072 323

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent.....	–	1 353 023	–	1 570 872	2 923 895	2 846 438	77 457	–	3 139 408
Contributions à l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste.....	–	44 450	–	(44 450)	–	–	–	–	43 210
Total – Contributions	–	1 455 117 951	134 828 008	166 901 031	1 756 846 990	1 666 000 386	90 846 604	–	1 372 306 561
Total du ministère.....	–	1 925 716 220	177 598 366	(50 560)	2 103 264 026	2 005 766 813	97 497 213	–	1 742 352 101
Bibliothèque et Archives du Canada									
Contributions									
Patrimoine documentaire autochtone – l'initiative Écoutez pour entendre nos voix.....	–	2 020 500	–	(970 500)	1 050 000	1 020 418	29 582	–	719 565
Programme d'appui aux collectivités du patrimoine documentaire ..	–	1 500 000	–	–	1 500 000	1 499 886	114	–	1 495 883
Total de l'organisme	–	3 520 500	–	(970 500)	2 550 000	2 520 304	29 696	–	2 215 448
Total du portefeuille ministériel.....	–	1 929 236 720	177 598 366	(1 021 060)	2 105 814 026	2 008 287 117	97 526 909	–	1 744 567 549

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Créativité, arts et culture	7 650 152	7 650 152	5 787 819
Patrimoine et célébrations	849 896	849 896	745 925
Services internes	2 668 062	2 668 062	314 623
Total du ministère – Budgétaire	11 168 110	11 168 110	6 848 367
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementer et surveiller le système de communication			
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I, droits de télécommunication et droits relatifs aux télécommunications non sollicitées.....	52 640 392	46 480 251	44 935 036
Services internes			
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I, droits de télécommunication et droits relatifs aux télécommunications non sollicitées.....	16 617 456	15 556 309	14 432 889
Total de l'organisme – Budgétaire	69 257 848	62 036 560	59 367 925
Bibliothèque et Archives du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire.....	515 000	504 741	455 697
Donner accès au patrimoine documentaire.....	3 585 000	1 874 370	1 711 793
Services internes.....	100 000	71 673	159 776
Total de l'organisme – Budgétaire	4 200 000	2 450 784	2 327 266
Office national du film			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Programmation et production audiovisuelles	799 000	695 687	2 647 053
Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires.....	7 603 446	3 349 801	3 347 153
Services internes	50 000	89 876	42 407
Total de l'organisme – Budgétaire	8 452 446	4 135 364	6 036 613
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	93 078 404	79 790 818	74 580 171

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 330 940	1 061 564
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 104 372	4 610 520
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	–	319 240
	3 435 312	5 991 324
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	19 524	10 014
Services de nature non réglementaire	7 826 531	5 788 071
Ventes de biens et de produits d'information.....	10 295	12 434
Autres frais et droits.....	3 332 224	1 028 777
	11 188 574	6 839 296
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	14 153	44 387
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	103 662	55 402
Produits des loteries fédérales/provinciales.....	86 279 397	80 810 050
Divers	133 803	83 525
	86 516 862	80 948 977
Total du ministère.....	101 154 901	93 823 984
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	143 694	176 808
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 213	77 314
	145 907	254 122
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges.....	123 709 535	119 641 709
Services de nature réglementaire		
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I	34 021 486	33 871 567
Droits de télécommunication	47 519 996	38 270 849
Droits relatifs aux télécommunications non sollicitées	3 300 000	3 300 000
Revenus reportés	146 673	–
	84 988 155	75 442 416
	208 697 690	195 084 125

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Commission des champs de bataille nationaux		
Intérêts et pénalités	83 266	58 711	Autres revenus		
Gains sur les opérations de change	1 328	–	Ventes de biens et de services		
Autres revenus divers	682 605	845 354	Autres frais et droits		
	767 199	904 065	Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 395 340	1 723 071
Total de l'organisme	209 610 796	196 242 312	Total de l'organisme	2 395 340	1 723 071
Bibliothèque et Archives du Canada			Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 736 039	6 428 748
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	81 749	167 497	Ventes de biens et de services	229 346 165	212 651 947
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	8 650	13 462	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 726	60 901
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés			Revenus divers	87 297 997	81 904 271
d'autres ministères et organismes	43 369	–	Total du portefeuille ministériel	320 396 927	301 045 867
	133 768	180 959			
Ventes de biens et de services					
Ventes de biens et de produits d'information	402 568	151 699			
Autres frais et droits					
Autres revenus générés par les services de reproduction	2 614 138	2 737 441			
	3 016 706	2 889 140			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 573	16 514			
Revenus divers	13 509	51 229			
Total de l'organisme	3 166 556	3 137 842			
Office national du film					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	21 052	2 343			
Ventes de biens et de services					
Droits et privilèges	1 211 105	1 090 174			
Services de nature non réglementaire	28 848	3 297			
Ventes de biens et de produits d'information					
Ventes de biens et de produits d'information	2 867 383	4 896 959			
Revenus reportés	(87 509)	79 702			
	2 779 874	4 976 661			
Autres frais et droits					
Gains sur les réévaluations de change en fin d'exercice	28 028	46 183			
	4 047 855	6 116 315			
Revenus divers					
Intérêts et pénalités	427	–			
Total de l'organisme	4 069 334	6 118 658			

Section 20

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Pêches, Océans et Garde côtière canadienne

Ministère des Pêches et des Océans

**Office de commercialisation du poisson
d'eau douce**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	408
Sommaire du portefeuille ministériel	409
Détail budgétaire par affectation	411
Responsabilités essentielles	412
Paievements de transfert	413
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	415
Revenus	415

Description des responsabilités essentielles

Ministère des Pêches et des Océans

Opérations maritimes et intervention

Offrir des services d'intervention en milieu marin et exploiter la flotte civile du Canada.

Pêches

Gérer les pêches, l'aquaculture et les programmes de pêche autochtone du Canada, ainsi que soutenir les ports de pêche commerciale tout en appliquant les lois pertinentes.

Écosystèmes aquatiques

Conserver et protéger les océans et les autres écosystèmes aquatiques ainsi que les espèces aquatiques du Canada des répercussions humaines et des espèces envahissantes.

Navigation maritime

Fournir de l'information et des services pour faciliter la navigation dans les eaux canadiennes.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Acheter, transformer et distribuer du poisson pêché légalement.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans										
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	1 945 555 178	-	-	1 945 555 178				
1b	Dépenses de fonctionnement	-	-	86 793 760	-	86 793 760				
1c	Dépenses de fonctionnement	-	-	101 248 865	-	101 248 865				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	-	-	-	4 697 434	4 697 434				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	-	-	-	1 596 847	1 596 847				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	-	-	-	246 955	246 955				
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	250 012	250 012				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	12 812 955	12 812 955				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	80 220 734	80 220 734				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	16 398 915	16 398 915				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	-	-	-	(400 000)	(400 000)				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	-	-	-	(80 000)	(80 000)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	-	-	-	(88 262)	(88 262)				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	-	-	-	(268 613)	(268 613)				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada).....	-	-	-	(43 840)	(43 840)				
	crédit 10	-	-	-	(840 400)	(840 400)				
	Total – Crédit 1	-	1 945 555 178	188 042 625	114 502 737	2 248 100 540	2 191 701 194	56 399 346	-	2 059 763 936
5	Dépenses en capital.....	-	1 241 313 712	-	-	1 241 313 712				
5b	Dépenses en capital	-	-	5 702 998	-	5 702 998				
5c	Dépenses en capital	-	-	146 000	-	146 000				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	-	-	-	224 487 639	224 487 639				
	Total – Crédit 5	-	1 241 313 712	5 848 998	224 487 639	1 471 650 349	986 124 249	485 526 100	-	835 175 814
10	Subventions et contributions	-	620 111 679	-	-	620 111 679				
10a	Subventions et contributions.....	-	-	1	-	1				
10b	Subventions et contributions.....	-	-	344 798 357	-	344 798 357				
10c	Subventions et contributions.....	-	-	2 250 000	-	2 250 000				
	Virement du crédit 1	-	-	-	840 400	840 400				
	Virement au crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	-	-	-	(595 918)	(595 918)				
	Total – Crédit 10	-	620 111 679	347 048 358	244 482	967 404 519	402 101 250	565 303 269	-	681 289 122
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	179 795 315	11 511 513	3 154 274	194 461 102	194 461 102	-	-	179 026 403
(S)	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	-	92 500	-	(100)	92 400	92 400	-	-	80 370

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 260 601	–	–	3 266 029	5 526 630	2 261 339	–	3 265 291	1 147 376
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	86 215	86 215	86 215	–	–	2 384 500
	Total du ministère – Budgétaire.....	2 260 601	3 986 868 384	552 451 494	345 741 276	4 887 321 755	3 776 827 749	1 107 228 715	3 265 291	3 758 867 521
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce									
1c	Autorisation à contracter des emprunts auprès d'autres personnes que Sa Majesté.....	–	–	1	–	1	–	1	–	–
L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> . Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 50 000 000 \$ (Net).....	50 000 000	–	–	–	50 000 000	–	–	50 000 000	–
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	–	1	–	1	–	1	–	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	50 000 000	–	–	–	50 000 000	–	–	50 000 000	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	2 260 601	3 986 868 384	552 451 495	345 741 276	4 887 321 756	3 776 827 749	1 107 228 716	3 265 291	3 758 867 521
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	50 000 000	–	–	–	50 000 000	–	–	50 000 000	–

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Pêches et des Océans				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	2 285 141 239	2 234 120 314	51 020 925	–
Pêcheurs autonomes touchés par la COVID-19.....	3 671 688	3 306 699	364 989	–
Solutions innovatrices Canada.....	1 500 000	1 324 726	175 274	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 050 000	–	1 050 000	–
Transfert/réaffectation.....	2 291 431	–	2 291 431	–
Réduction.....	125 610	–	125 610	–
Autre.....	1 371 117	–	1 371 117	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(47 050 545)	(47 050 545)	–	–
	2 248 100 540	2 191 701 194	56 399 346	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	1 267 398 515	986 124 249	281 274 266	–
Affectations bloquées				
Report.....	204 251 834	–	204 251 834	–
	1 471 650 349	986 124 249	485 526 100	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	409 615 763	402 101 250	7 514 513	–
Affectations bloquées				
Report.....	502 588 756	–	502 588 756	–
Réduction.....	55 200 000	–	55 200 000	–
	967 404 519	402 101 250	565 303 269	–
Montants législatifs.....	200 166 347	196 901 056	–	3 265 291
	4 887 321 755	3 776 827 749	1 107 228 715	3 265 291
Office de commercialisation du poisson d'eau douce				
Crédit 1 – Autorisation à contracter des emprunts auprès d'autres personnes que Sa Majesté				
Paiements à la société d'État.....	1	–	1	–
Total du portefeuille ministériel.....	4 887 321 756	3 776 827 749	1 107 228 716	3 265 291

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Pêches et des Océans												
Opérations maritimes et intervention ..	696 364 833	693 920 596	810 798 131	649 871 568	27 163 140	17 869 660	–	–	1 534 326 104	1 361 661 824	–	–
Pêches.....	646 303 524	645 127 913	275 669 465	161 778 950	776 300 654	270 357 691	–	–	1 698 273 643	1 077 264 554	–	–
Écosystèmes aquatiques.....	309 439 523	285 828 591	10 692 900	7 106 115	163 410 725	113 696 399	–	–	483 543 148	406 631 105	–	–
Navigation maritime	295 837 827	295 718 451	174 727 756	104 018 655	30 000	30 000	47 050 545	47 050 545	423 545 038	352 716 561	–	–
Services internes.....	547 371 725	515 057 244	199 762 097	63 348 961	500 000	147 500	–	–	747 633 822	578 553 705	–	–
Total partiel	2 495 317 432	2 435 652 795	1 471 650 349	986 124 249	967 404 519	402 101 250	47 050 545	47 050 545	4 887 321 755	3 776 827 749	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(47 050 545)	(47 050 545)	–	–	–	–	(47 050 545)	(47 050 545)	–	–	–	–
Total du ministère.....	2 448 266 887	2 388 602 250	1 471 650 349	986 124 249	967 404 519	402 101 250	–	–	4 887 321 755	3 776 827 749	–	–
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1	–	–	–	–	–	–	–	1	–	50 000 000	–
Total du portefeuille ministériel.....	2 448 266 888	2 388 602 250	1 471 650 349	986 124 249	967 404 519	402 101 250	–	–	4 887 321 756	3 776 827 749	50 000 000	–

Paielements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans									
Subventions									
Subventions à l'appui des espèces et de l'habitat aquatiques	–	4 447 087	–	(284 316)	4 162 771	1 112 008	3 050 763	–	–
Subventions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	–	1 550 000	525 000	–	2 075 000	65 200	2 009 800	–	–
Subventions à l'appui de la programmation d'aliénation des actifs... ..	–	1 500 000	2 233 001	(73 618)	3 659 383	2 920 400	738 983	–	–
Subventions en appui aux accords de réconciliation avec les Autochtones.....	–	745 860	1 843 520	–	2 589 380	–	2 589 380	–	–
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	–	270 500	–	–	270 500	123 000	147 500	–	123 000
Subventions pour soutenir les pêcheurs autonomes touchés par la pandémie de COVID-19 au Canada.....	–	–	6 600 001	(1 600 000)	5 000 001	701 539	4 298 462	–	32 835 382
Subventions à l'appui du cadre de gestion de programme intégrée de la Garde côtière canadienne	–	–	1 150 000	(1 150 000)	–	–	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 280 599
Total – Subventions	–	8 513 447	12 351 522	(3 107 934)	17 757 035	4 922 147	12 834 888	–	34 238 981
Contributions									
Contributions à l'appui des accords de réconciliation avec les Autochtones.....	–	142 063 188	193 971 460	(14 098 531)	321 936 117	9 006 985	312 929 132	–	302 981 299
Contributions à l'appui des espèces et l'habitat aquatiques.....	–	127 812 299	86 298 185	(5 473 622)	208 636 862	109 281 814	99 355 048	–	67 971 494
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes de contributions autochtones	–	125 790 712	6 686 821	19 838 868	152 316 401	137 032 072	15 284 329	–	108 604 815
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes du secteur des produits de la pêche.....	–	116 000 778	12 447 241	–	128 448 019	55 226 364	73 221 655	–	63 041 952
Contributions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	–	53 394 000	15 854 764	221 645	69 470 409	29 901 106	39 569 303	–	24 034 518
Contributions à l'appui du cadre de gestion de programme intégrée de la Garde côtière canadienne	–	21 603 140	4 870 000	690 000	27 163 140	17 875 660	9 287 480	–	18 573 230
Contributions à l'appui de la recherche scientifique sur les écosystèmes et les océans	–	14 134 398	14 000 000	3 175 213	31 309 611	28 492 074	2 817 537	–	35 955 892
Contributions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	–	5 041 000	318 365	(752 382)	4 606 983	4 606 983	–	–	3 902 715
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	–	2 696 217	–	(1 255 257)	1 440 960	1 440 960	–	–	2 223 371
Contribution à l'appui de la Fondation du saumon du Pacifique	–	1 590 633	–	(186 207)	1 404 426	1 404 426	–	–	1 195 367
Contributions à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	–	1 150 000	250 000	1 118 247	2 518 247	2 514 351	3 896	–	1 890 415

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contribution au Sous-comité du saumon et de la faune du Yukon	–	300 500	–	–	300 500	300 500	–	–	291 300
Contribution à l'appui de la Fondation environnementale de T Buck Suzuki	–	21 367	–	(3 058)	18 309	18 308	1	–	21 024
Contributions pour la gestion des océans pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'activités de conservation et de gestion des océans.....	–	–	–	77 500	77 500	77 500	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	16 362 749
Total – Contributions	–	611 598 232	334 696 836	3 352 416	949 647 484	397 179 103	552 468 381	–	647 050 141
Total du portefeuille ministériel.....	–	620 111 679	347 048 358	244 482	967 404 519	402 101 250	565 303 269	–	681 289 122

Détails des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Navigation maritime			
Droits de tonnage pour les services de dragage d'entretien dans le chenal maritime du Saint-Laurent....	6 713 602	6 713 602	4 764 409
Droits des services maritimes	34 871 469	34 871 469	29 705 478
Droits des services de déglçage	5 465 474	5 465 474	6 470 492
	47 050 545	47 050 545	40 940 379
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	47 050 545	47 050 545	40 940 379

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 519 031	8 871 896
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	13 897 185	10 042 098
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu .	3 175 802	4 797 735
	26 592 018	23 711 729
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Permis	38 711 570	30 411 775 ¹
Permis de transfert de technologie	1 701 117	1 756 420
Enregistrements des bateaux et des pêcheurs.....	4 215 160	5 607 517
Ports pour petits bateaux		
Baux, droits d'amarrage et droits de quaiage	845 675	1 220 217
	45 473 522	38 995 929
Location et utilisation de biens publics	654 586	523 375
Services de nature non réglementaire		
Revenus disponibles pour être dépensés – Revenus tirés d'une activité de crédit net – Facture		
Services de déglçage	5 241 588	4 742 361
Droits des services maritimes	33 572 934	30 138 773
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge.....	6 898 845	6 696 815
Divers	–	399 600
	45 713 367	41 977 549
Ventes de biens et de produits d'information		
Produits des ventes de publications	627 392	507 162
Autres frais et droits		
Services/Frais en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>	135	130
	92 469 002	82 004 145
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	3 266 029	2 260 601
Revenus divers		
Gains sur les opérations de change.....	11 507	17 157
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	1	319 755
Saisies et confiscations	212 140	145 682

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Amendes.....	4 345 662	45 533
Activités d'intervention en lien à la pollution par les hydrocarbures	2 348 809	660 022
Remboursements de contributions remboursables sans condition..	1 717 925	–
Divers.....	909 836	748 380
	9 545 880	1 936 529
Total du portefeuille ministériel.....	131 872 929	109 913 004

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 21

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

**Ministère des Relations Couronne-Autochtones
et des Affaires du Nord**

**Station canadienne de recherche dans
l'Extrême-Arctique**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	418
Sommaire du portefeuille ministériel	420
Détail budgétaire par affectation	423
Responsabilités essentielles	424
Paiements de transfert	425
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	428
Revenus	428

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord**Relations Couronne-Autochtones**

Aider les organismes, les individus, les collectivités et les gouvernements autochtones à mener à bien la réconciliation et à faire progresser l'autodétermination en renforçant les relations Couronne-Autochtones fondées sur le respect, la coopération, le partenariat, la reconnaissance et la mise en œuvre des droits autochtones ainsi que la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Les activités comprennent la négociation et la mise en œuvre des traités, des ententes sur l'autonomie gouvernementale et des revendications particulières, la consultation et la mobilisation sur des enjeux d'importance pour les peuples autochtones, la prestation de cadres législatifs et institutionnels pour l'exercice de la compétence des Premières Nations sur l'imposition locale et la gestion financière, ainsi que la résolution des griefs historiques.

Affaires du Nord

Appuyer les organismes, les individus, les collectivités et les gouvernements de l'Arctique et du Nord canadiens dans la poursuite d'un Nord solide, inclusif, vibrant, prospère et autosuffisant, soit la vision du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada. Cela inclut la coordination fédérale, le leadership scientifique, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, la prestation efficace des programmes fédéraux et les relations territoriales.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique**Science et savoir polaires**

Savoir polaire Canada est l'agence des sciences polaires du Canada qui mène ses activités à partir du campus de calibre mondial de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique à Cambridge Bay, au Nunavut. Savoir polaire Canada effectue des recherches polaires multidisciplinaires et les publie. Grâce à notre programme de subventions et de contributions, nous aidons financièrement des partenaires externes tels que le milieu universitaire, des communautés nordiques et des organisations qui effectuent des recherches et qui ont des projets connexes. Savoir polaire Canada vise à inclure dans la mesure du possible le savoir autochtone et local, et à accroître la coordination et la collaboration nationale et internationale en matière de recherche en tirant parti des ressources avec nos partenaires. Au moyen d'ateliers, de conférences, des médias sociaux et autres outils, Savoir polaire Canada favorise et promeut l'échange de connaissances avec les communautés de chercheurs en sciences polaires et de décideurs politiques ainsi qu'avec le grand public. Au travers de ses activités principales, Savoir polaire Canada vise à aider financièrement et à former la prochaine génération de professionnels de la recherche polaire, avec un accent particulier mis sur la jeunesse du Nord.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	972 219 379	–	–	972 219 379				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	293 898 854	–	293 898 854				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	3 796 786 883	–	3 796 786 883				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	38 553 307	–	38 553 307				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	400 000	400 000				
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	1 460 838	1 460 838				
	crédit 1 (Ministère de la Justice).....	–	–	–	531 698	531 698				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	400 000	400 000				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	400 000	400 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	400 000	400 000				
	crédit 1 (Ministère des Transports).....	–	–	–	400 000	400 000				
	crédit 1 (Agence canadienne d'évaluation d'impact)	–	–	–	400 000	400 000				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	419 000	419 000				
	crédit 5 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	400 000	400 000				
	crédit 10	–	–	–	279 295	279 295				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	115 018	115 018				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 551 688	4 551 688				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	15 476 122	15 476 122				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	1 449 503	1 449 503				
	Virement au :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(30 000)	(30 000)				
	crédit 5	–	–	–	(3 773 662)	(3 773 662)				
	Total – Crédit 1	–	972 219 379	4 129 239 044	23 279 500	5 124 737 923	1 365 907 004	3 758 830 919	–	1 873 249 356
5	Dépenses en capital.....	–	328 287	–	–	328 287				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	3 773 662	3 773 662				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	218 383	218 383				
	Total – Crédit 5	–	328 287	–	3 992 045	4 320 332	3 953 067	367 265	–	1 422 055

10	Subventions et contributions	-	4 803 938 947	-	-	4 803 938 947			
10a	Subventions et contributions.....	-	-	1 104 199 785	-	1 104 199 785			
10b	Subventions et contributions.....	-	-	2 498 285 541	-	2 498 285 541			
10c	Subventions et contributions.....	-	-	62 153 389	-	62 153 389			
	Virement du :								
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	-	-	-	1 035 000	1 035 000			
	crédit 1 (Ministère de la Justice).....	-	-	-	247 500	247 500			
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	-	-	-	1 593 500	1 593 500			
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	-	-	-	127 930	127 930			
	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	-	-	-	100 277 660	100 277 660			
	crédit 5 (Agence canadienne d'évaluation d'impact)	-	-	-	5 000 000	5 000 000			
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	-	-	-	39 840 274	39 840 274			
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	-	-	-	2 100 117	2 100 117			
	Virement au :								
	crédit 1	-	-	-	(279 295)	(279 295)			
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	-	-	-	(1 000 000)	(1 000 000)			
	Total – Crédit 10.....	-	4 803 938 947	3 664 638 715	148 942 686	8 617 520 348	7 108 082 582	1 509 437 766	- 2 923 086 145
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	24 904 931	5 801 657	(2 145 054)	28 561 534	28 561 534	-	- 26 505 895
(S)	Ministre des Relations Couronne-Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	-	92 500	-	(100)	92 400	92 400	-	- 90 700
(S)	Ministre des Affaires du Nord – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	-	92 500	-	(100)	92 400	92 400	-	- 90 700
(S)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	-	4 125 988	-	1 075 042	5 201 030	5 201 030	-	- 5 063 955
(S)	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	-	1 865 718	-	(1 865 718)	-	-	-	-
(S)	Montants adjugés par une cour.....	-	-	-	620 559 207	620 559 207	620 559 207	-	- 1 550 000
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	-	-	-	131 815	131 815	131 815	-	- 572 928
(S)	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington [pollution par le mercure]</i>)	-	15 000	-	(15 000)	-	-	-	-
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	- 511 243
	Total budgétaire.....	-	5 807 583 250	7 799 679 416	793 954 323	14 401 216 989	9 132 581 039	5 268 635 950	- 4 832 142 977
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones.....	-	25 903 000	-	-	25 903 000	15 030 979	10 872 021	- 12 510 719
L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et de la <i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 320 000 \$ (Brut).....	305 503	-	-	-	305 503	-	-	305 503
L55	Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> et telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> . Limite 6 633 697 \$ (Net)	6 550 860	-	-	-	6 550 860	-	-	6 550 860

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon (Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits). Limite 5 000 000 \$ (Net)	5 000 000	–	–	–	5 000 000	–	–	5 000 000	–
	Total non budgétaire	11 856 363	25 903 000	–	–	37 759 363	15 030 979	10 872 021	11 856 363	12 510 719
	Total du ministère – Budgétaire.....	–	5 807 583 250	7 799 679 416	793 954 323	14 401 216 989	9 132 581 039	5 268 635 950	–	4 832 142 977
	Total du ministère – Non budgétaire	11 856 363	25 903 000	–	–	37 759 363	15 030 979	10 872 021	11 856 363	12 510 719
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique									
1	Dépenses du programme	–	29 886 748	–	–	29 886 748				
1b	Dépenses du programme	–	–	3 000 000	–	3 000 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	280 683	280 683				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 098 251	1 098 251				
	Total – Crédit 1	–	29 886 748	3 000 000	1 378 934	34 265 682	32 738 001	1 527 681	–	26 135 762
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 747 292	–	(350 373)	1 396 919	1 396 919	–	–	1 199 536
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique									
	Montant non dépensé au début de l'exercice	569 532	–	–	–	569 532				
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	732 099	–	(400 320)	331 779				
	Total – Dépense des recettes	569 532	732 099	–	(400 320)	901 311	–	–	901 312	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	569 532	32 366 139	3 000 000	628 241	36 563 912	34 134 920	1 527 681	901 312	27 335 298
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	569 532	5 839 949 389	7 802 679 416	794 582 564	14 437 780 901	9 166 715 959	5 270 163 631	901 312	4 859 478 275
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	11 856 363	25 903 000	–	–	37 759 363	15 030 979	10 872 021	11 856 363	12 510 719

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	420 380 221	406 111 073	14 269 148	–
Affectation des règlements.....	500 020	500 020	–	–
Réaménagement des effectifs.....	99 761	98 568	1 193	–
Entente ayant trait à la rafle des années 1960.....	33 137 581	33 137 581	–	–
Règlement relatif aux pensionnats indiens.....	3 423 360	3 423 360	–	–
Entente de règlement litige à l'enfance.....	680 583 963	680 583 963	–	–
Programme de remise en état des mines abandonnées du Nord.....	215 806 216	215 806 216	–	–
Règlement du litige Gottfriedson.....	59 588 620	59 588 620	–	–
Règlement collectif de la bande de Gottfriedson.....	500 000	500 000	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	3 738 820 839	–	3 738 820 839	–
Transfert/réaffectation.....	2 425 263	–	2 425 263	–
Autre.....	3 314 476	–	3 314 476	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(33 842 397)	(33 842 397)	–	–
	5 124 737 923	1 365 907 004	3 758 830 919	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	4 320 332	3 953 067	367 265	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	7 097 481 567	7 097 469 126	12 441	–
Programme de remise en état des mines abandonnées du Nord.....	10 613 456	10 613 456	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 509 425 325	–	1 509 425 325	–
	8 617 520 348	7 108 082 582	1 509 437 766	–
Montants législatifs.....	654 638 386	654 638 386	–	–
	14 401 216 989	9 132 581 039	5 268 635 950	–
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	24 954 680	24 954 679	1	–
Budget en capital.....	568 003	–	568 003	–
Subventions et contributions.....	7 796 000	7 783 322	12 678	–
Affectations bloquées				
Report.....	946 999	–	946 999	–
	34 265 682	32 738 001	1 527 681	–
Montants législatifs.....	2 298 230	1 396 919	–	901 312
	36 563 912	34 134 920	1 527 681	901 312
Total du portefeuille ministériel.....	14 437 780 901	9 166 715 959	5 270 163 631	901 312

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paievements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord												
Relations Couronne-Autochtones	5 206 937 116	1 538 956 798	–	–	8 111 560 664	6 655 158 672	–	–	13 318 497 780	8 194 115 470	37 759 363	15 030 979
Affaires du Nord.....	365 882 096	292 144 593	3 937 243	3 905 803	511 160 714	458 124 940	–	–	880 980 053	754 175 336	–	–
Services internes.....	235 198 464	218 085 366	383 089	47 264	–	–	33 842 397	33 842 397	201 739 156	184 290 233	–	–
Total partiel	5 808 017 676	2 049 186 757	4 320 332	3 953 067	8 622 721 378	7 113 283 612	33 842 397	33 842 397	14 401 216 989	9 132 581 039	37 759 363	15 030 979
Revenus affectés aux dépenses	(33 842 397)	(33 842 397)	–	–	–	–	(33 842 397)	(33 842 397)	–	–	–	–
Total du ministère.....	5 774 175 279	2 015 344 360	4 320 332	3 953 067	8 622 721 378	7 113 283 612	–	–	14 401 216 989	9 132 581 039	37 759 363	15 030 979
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique												
Science et savoir polaires.....	9 561 852	7 831 870	–	–	7 796 000	7 783 322	–	–	17 357 852	15 615 192	–	–
Services internes.....	17 106 060	18 519 728	2 100 000	–	–	–	–	–	19 206 060	18 519 728	–	–
Total de l'organisme	26 667 912	26 351 598	2 100 000	–	7 796 000	7 783 322	–	–	36 563 912	34 134 920	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	5 800 843 191	2 041 695 958	6 420 332	3 953 067	8 630 517 378	7 121 066 934	–	–	14 437 780 901	9 166 715 959	37 759 363	15 030 979

Paievements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord									
Subventions									
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	-	2 327 853 678	2 578 193 263	(1 284 602)	4 904 762 339	3 556 998 173	1 347 764 166	-	386 908 348
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	-	1 282 469 570	630 475 005	(3 890 320)	1 909 054 255	1 878 534 219	30 520 036	-	1 166 299 840
Subventions pour le remboursement de prêts relatifs aux négociations des traités aux groupes autochtones ayant conclu une entente sur les revendications territoriales globales	-	98 173 878	-	(4 038 627)	94 135 251	94 135 251	-	-	94 135 251
Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	-	61 226 000	-	-	61 226 000	61 226 000	-	-	60 025 000
Subventions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles ainsi que le développement scientifique dans le Nord	-	16 940 000	-	(4 325 482)	12 614 518	9 314 450	3 300 068	-	-
Subvention pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	-	8 500 036	95 801	(1)	8 595 836	8 238 468	357 368	-	71 104 224
Subventions aux organisations chargées des revendications territoriales, aux signataires d'accords sur l'autonomie gouvernementale et aux organisations des Premières Nations pour soutenir la récolte d'aliments traditionnels et Subventions aux collectivités du Nord à l'appui de l'accès aux aliments offerts sur le marché	-	8 000 000	64 526 000	-	72 526 000	71 507 434	1 018 566	-	8 000 000
Subvention à la Nation Métisse de la Colombie-Britannique provenant du Fonds d'infrastructure aux communautés autochtones	-	6 905 793	-	-	6 905 793	6 905 793	-	-	2 693 904
Subventions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les habitants du Nord	-	3 000 000	75 000 000	-	78 000 000	78 000 000	-	-	30 000 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	-	1 169 295	-	-	1 169 295	-	1 169 295	-	-
Subvention pour appuyer le Conseil de surveillance de la mine Giant ainsi que la recherche sur le trioxyde d'arsenic	-	1 045 819	-	(40 067)	1 005 752	1 005 752	-	-	958 771
Subvention accordée à l'Administration financière des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la gestion financière et statistique des Premières Nations</i>	-	1 000 000	-	-	1 000 000	1 000 000	-	-	500 000

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Subventions aux Premières Nations participantes et à l'Autorité scolaire des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la compétence des Premières Nations en matière d'éducation en Colombie-Britannique</i>	–	600 000	–	(600 000)	–	–	–	–	1 532 200
Subvention à l'Université du Manitoba pour appuyer la construction du nouveau siège social du Centre national pour la vérité et la réconciliation	–	–	59 665 068	–	59 665 068	59 665 068	–	–	–
Subventions aux universités et aux établissements autochtones aux fins de la recherche sur la sécurité alimentaire et ses facteurs causaux.....	–	–	700 000	–	700 000	700 000	–	–	–
(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	–	4 125 988	–	1 075 042	5 201 030	5 201 030	–	–	5 063 955
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	25 000 000
Total – Subventions	–	3 821 010 057	3 408 655 137	(13 104 057)	7 216 561 137	5 832 431 638	1 384 129 499	–	1 852 221 493
Contributions									
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	–	351 179 519	66 675 983	73 303 088	491 158 590	481 785 963	9 372 627	–	456 226 546
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	–	132 166 898	5 416 184	16 539 548	154 122 630	154 122 630	–	–	61 925 414
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	–	110 342 123	41 000 000	(96 000)	151 246 123	133 781 970	17 464 153	–	137 127 828
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	–	102 300 883	38 394 533	(4 491 600)	136 203 816	132 938 465	3 265 351	–	80 282 517
Contributions visant à soutenir la création et la revitalisation d'espaces culturels dans les communautés autochtones	–	86 400 000	20 000 000	5 735 583	112 135 583	112 135 583	–	–	8 350 588
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, ainsi que le développement scientifique.....	–	61 114 151	13 122 571	7 127 459	81 364 181	80 943 061	421 120	–	125 349 062
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et la gestion de la fermeture des sites contaminés au Yukon	–	34 396 644	–	(2 220 103)	32 176 541	1 702 044	30 474 497	–	2 882 306
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	–	33 785 531	–	(2 387 284)	31 398 247	31 398 246	1	–	31 708 875
Contributions servant à la prestation de services publics dans le cadre des programmes de Soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation.....	–	31 562 954	9 760 889	7 151 217	48 475 060	48 475 060	–	–	76 271 532
Contributions pour appuyer l'initiative de reconstruction des nations autochtones	–	20 000 000	–	(1 818 605)	18 181 395	13 728 875	4 452 520	–	12 908 052

Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	-	11 219 000	-	-	11 219 000	11 219 000	-	-	11 923 728
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord.....	-	10 101 053	2 669 000	3 457 057	16 227 110	16 227 110	-	-	16 285 100
Contributions pour le bien-être des familles et des survivants et survivants des femmes, des filles et des personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queer, en questionnement, intersexes, androgynes et asexuelles+ autochtones disparues et assassinées.....	-	2 486 122	-	3 715 285	6 201 407	6 201 407	-	-	3 587 059
Contributions visant à aborder l'héritage des pensionnats indiens....	-	-	54 001 858	5 856 140	59 857 998	-	59 857 998	-	-
Contributions pour appuyer le logement des Métis.....	-	-	4 942 560	51 250 000	56 192 560	56 192 560	-	-	51 100 000
Total – Contributions	-	987 054 878	255 983 578	163 121 785	1 406 160 241	1 280 851 974	125 308 267	-	1 075 928 607
Total du Ministère	-	4 808 064 935	3 664 638 715	150 017 728	8 622 721 378	7 113 283 612	1 509 437 766	-	2 928 150 100
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique									
Subventions									
Subventions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	-	1 356 734	-	-	1 356 734	1 348 453	8 281	-	1 355 814
Subventions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires.....	-	399 266	-	-	399 266	395 179	4 087	-	399 266
Total – Subventions	-	1 756 000	-	-	1 756 000	1 743 632	12 368	-	1 755 080
Contributions									
Contributions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	-	6 040 000	-	-	6 040 000	6 039 690	310	-	4 969 645
Total de l'organisme	-	7 796 000	-	-	7 796 000	7 783 322	12 678	-	6 724 725
Total du portefeuille ministériel.....	-	4 815 860 935	3 664 638 715	150 017 728	8 630 517 378	7 121 066 934	1 509 450 444	-	2 934 874 825

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services internes fournis à d'autres ministères.....	33 842 397	33 842 397	30 953 431
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	33 842 397	33 842 397	30 953 431

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Fonds de prêts aux Inuit	3 930	3 930
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursements de paiements de transfert	3 067 097	345 857
Remboursements de frais de fonctionnement et d'entretien.....	1 143 614	1 172 368
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Paiements de transfert	1 986 254	4 684 869
Fonctionnement et entretien	61 667	364 020
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	–	16
	6 258 632	6 567 130
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Exploitation minière du Canada		
Droits de permis	70 506	95 550
Autres revenus provenant de droits et redevances		
Redevances – Carrières.....	572 188	530 662
	642 694	626 212
Services de nature non réglementaire.....	5 238	4 740
Autres frais et droits		
Services internes fournis à d'autres ministères.....	33 842 397	30 953 431
	34 490 329	31 584 383
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance.....	56 118	35 319
Location et utilisation de biens publics	1 581 447	1 459 310
Ventes de biens et de produits d'information.....	8	447
Divers	8 147 952	7 161 633
	9 785 525	8 656 709
Total du ministère.....	50 538 416	46 812 152

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	143 166	163 515
Remboursement de paiements de transfert.....	2 887	24 840
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	149 579	104 946
	<u>295 632</u>	<u>293 301</u>
Vente de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	331 780	276 469
Total de l'organisme	<u>627 412</u>	<u>569 770</u>
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements.....	3 930	3 930
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 554 264	6 860 431
Ventes de biens et de services.....	34 822 109	31 860 852
Revenus divers	9 785 525	8 656 709
Total du portefeuille ministériel.....	<u>51 165 828</u>	<u>47 381 922</u>

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 22

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Ressources naturelles

Ministère des Ressources naturelles

Énergie atomique du Canada, Limitée

Régie canadienne de l'énergie

**Commission canadienne de sûreté
nucléaire**

Administration du pipe-line du Nord

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	432
Sommaire du portefeuille ministériel	435
Détail budgétaire par affectation	438
Responsabilités essentielles	440
Paiements de transfert	442
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	446
Revenus	446

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Ressources naturelles**Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles**

Diriger la transformation vers une économie à faible carbone en améliorant le rendement environnemental des secteurs canadiens des ressources naturelles avec l'innovation ainsi qu'une valorisation et une utilisation durables.

Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale

Renforcer et promouvoir l'accès aux marchés, l'intégration et la compétitivité des secteurs canadiens des ressources naturelles à l'appui de la création d'emplois et de la croissance économique. Inclut également les paiements législatifs pour le pétrole extracôtier.

Science des ressources naturelles et atténuation des risques

Diriger des travaux de science fondamentale et partager le savoir-faire en matière de gestion des ressources naturelles du Canada, réduisant les répercussions des changements climatiques et atténuant les risques posés par les désastres naturels et les explosifs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Énergie atomique du Canada, Limitée**Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs**

Énergie atomique du Canada, Limitée gère les responsabilités en matière de déclassement des installations nucléaires et de gestion des déchets radioactifs à ses sites et à d'autres sites pour lesquels le gouvernement du Canada a accepté la responsabilité. L'objectif est de réduire de façon sûre et efficace les responsabilités en matière de gestion des déchets radioactifs, en décontaminant et en déclassant les infrastructures qui ne sont plus nécessaires, en assainissant les sites et en entreposant et éliminant les déchets radioactifs de manière à protéger le public, les travailleurs et l'environnement.

Laboratoires nucléaires

Énergie atomique du Canada, Limitée facilite les travaux en science et technologie nucléaires dans les domaines de l'énergie nucléaire, de la science des matériaux, de la santé, de la préparation aux situations d'urgence, de la sûreté et de l'environnement. L'objectif est de tirer profit des Laboratoires de Chalk River, le plus grand complexe scientifique et technologique du Canada, afin de fournir des produits et services en science et technologie nucléaires au gouvernement du Canada et à des tiers.

Régie canadienne de l'énergie

Surveillance de la sécurité et de l'environnement

Fixer des attentes réglementaires pour les sociétés réglementées et veiller à l'exécution tout le long du cycle de vie des activités liées à l'énergie – de la construction à l'exploitation, puis à la cessation d'exploitation. Les activités concernent des pipelines et des installations connexes, des lignes internationales de transport d'électricité, l'énergie renouvelable extracôtière, de droits et tarifs, les exportations et les importations d'énergie, l'exploration pétrolière et gazière et le forage dans certaines zones situées dans le Nord et au large des côtes du Canada.

Processus décisionnel

Rendre des décisions ou formuler des recommandations à l'intention du gouverneur en conseil à l'égard de demandes, ce qui comprend la réalisation d'évaluations d'impact, au moyen de processus justes, transparents, rapides et accessibles. Les demandes concernent des pipelines et des installations connexes, des lignes internationales de transport d'électricité, l'énergie renouvelable extracôtière, les droits et tarifs, la résolution des différends concernant l'indemnisation, les exportations et les importations d'énergie, l'exploration pétrolière et gazière et le forage dans certaines zones situées dans le Nord et au large des côtes du Canada.

Mobilisation

Mener des activités de mobilisation nationales et régionales auprès des peuples autochtones et des parties prenantes par la forme d'un dialogue ouvert, des questions, d'un partage de points de vue et d'une collaboration. Ces activités portent sur l'ensemble des décisions et des actions qui ont trait au mandat conféré par la loi.

Information sur l'énergie

Recueillir, surveiller, analyser et publier des renseignements sur les marchés et la demande d'énergie, les sources d'énergie, la sécurité et la sûreté des pipelines et des lignes internationales de transport d'électricité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Commission canadienne de sûreté nucléaire****Réglementation nucléaire**

La Commission réglemente l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la sûreté, la santé et la sécurité des personnes, de protéger l'environnement, de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et d'informer objectivement le public sur les plans scientifique ou technique ou en ce qui concerne la réglementation du domaine de l'énergie nucléaire. La Commission tient à jour un cadre de réglementation, réalise des activités de délivrance de permis (y compris des examens de la protection de l'environnement), vérifie la conformité et fait appliquer la loi. La Commission s'est engagée à établir et à préserver la confiance du public et des Autochtones au moyen de processus de réglementation transparents, ouverts et inclusifs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration du pipe-line du Nord**Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska**

Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	722 418 907	–	–	722 418 907				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	45 989 393	–	45 989 393				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	15 501 667	–	15 501 667				
	Virement du :									
	crédit 1 (Société canadienne d'hypothèques et de logement).....	–	–	–	1 191 138	1 191 138				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	–	–	–	125 000	125 000				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	88 262	88 262				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	3 014 271	3 014 271				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	2 811 040	2 811 040				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	1 394 298	1 394 298				
	crédit 10.....	–	–	–	2 187 584	2 187 584				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	90 909	90 909				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	7 101 970	7 101 970				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	35 997 288	35 997 288				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	4 400 000	4 400 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(400 000)	(400 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(297 291)	(297 291)				
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(148 784)	(148 784)				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(80 000)	(80 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	(250 500)	(250 500)				
	crédit 1 (Agence Parcs Canada).....	–	–	–	(2 200 000)	(2 200 000)				
	crédit 1 (Statistique Canada).....	–	–	–	(1 938 774)	(1 938 774)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(30 000)	(30 000)				
	crédit 5.....	–	–	–	(4 550 000)	(4 550 000)				
	crédit 5 (Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario).....	–	–	–	(2 500 000)	(2 500 000)				
	crédit 10.....	–	–	–	(819 999)	(819 999)				
	Total – Crédit 1.....	–	722 418 907	61 491 060	45 186 412	829 096 379	784 007 337	45 089 042	–	645 384 245
5	Dépenses en capital.....	–	36 640 886	–	–	36 640 886				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	5 001 000	–	5 001 000				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	250 000	–	250 000				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	4 550 000	4 550 000				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	337 500	337 500				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	5 541 639	5 541 639				
	Total – Crédit 5.....	–	36 640 886	5 251 000	10 429 139	52 321 025	34 104 856	18 216 169	–	20 564 097

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
10	Subventions et contributions.....	–	2 245 355 494	–	–	2 245 355 494				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	253 402 069	–	253 402 069				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	1 400 000	–	1 400 000				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	819 999	819 999				
	crédit 10 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	2 825 009	2 825 009				
	crédit 10 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	595 918	595 918				
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	1 817 000	1 817 000				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(2 187 584)	(2 187 584)				
	Total – Crédit 10	–	2 245 355 494	254 802 069	3 870 342	2 504 027 905	1 177 199 846	1 326 828 059	–	848 056 583
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	64 165 380	5 296 914	(459 593)	69 002 701	69 002 701	–	–	60 726 193
(S)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>)	–	526 799 780	–	(71 608 468)	455 191 312	455 191 312	–	–	438 146 366
(S)	Paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse.....	–	–	–	19 597 921	19 597 921	19 597 921	–	–	105 999 556
(S)	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>).....	–	11 187 500	–	(10 668 988)	518 512	518 512	–	–	148 521
(S)	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>).....	–	2 692 690	–	(778 481)	1 914 209	1 914 209	–	–	1 289 603
(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	7 605 667	–	–	–	7 605 667	(1 678 544)	–	9 284 211	183 742
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	56 655	–	–	187 664	244 319	176 211	–	68 108	162 509
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	459 311
	Total du ministère – Budgétaire.....	7 662 322	3 609 353 137	326 841 043	(4 244 152)	3 939 612 350	2 540 126 761	1 390 133 270	9 352 319	2 121 211 426
	Énergie atomique du Canada, Limitée									
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	1 174 652 615	–	–	1 174 652 615				
1b	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	151 471 268	–	151 471 268				
	Virement du crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	450 000	450 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 174 652 615	151 471 268	450 000	1 326 573 883	1 083 200 000	243 373 883	–	1 008 769 322

Régie canadienne de l'énergie									
1	Dépenses du programme	–	90 160 129	–	–	90 160 129			
1b	Dépenses du programme.....	–	–	2 924 280	–	2 924 280			
1c	Dépenses du programme.....	–	–	9 202 073	–	9 202 073			
Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	7 941	7 941			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 938 144	1 938 144			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 876 189	1 876 189			
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	419 819	419 819			
	Total – Crédit 1	–	90 160 129	12 126 353	4 242 093	106 528 575	100 803 350	5 725 225	– 98 366 011
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	10 106 930	2 459 004	(952 309)	11 613 625	11 613 625	–	– 11 003 342
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	–	–	–	199	199	–	–	199 –
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	100 267 059	14 585 357	3 289 983	118 142 399	112 416 975	5 725 225	199 109 369 353
Commission canadienne de sûreté nucléaire									
1	Dépenses du programme	–	40 818 583	–	–	40 818 583			
1b	Dépenses du programme.....	–	–	5 696 447	–	5 696 447			
1c	Dépenses du programme.....	–	–	3 580 800	–	3 580 800			
Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	8 132	8 132			
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 367 951	1 367 951			
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 965 566	1 965 566			
Virement au :									
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(168 750)	(168 750)			
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(10 000)	(10 000)			
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(1 406 250)	(1 406 250)			
	Total – Crédit 1	–	40 818 583	9 277 247	1 756 649	51 852 479	40 887 209	10 965 270	– 35 111 799
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	4 480 968	842 391	9 440 424	14 763 783	14 763 783	–	– 13 379 324
(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	4 386 263	98 382 602	–	(1 073 183)	101 695 682	97 315 173	–	4 380 509 94 980 845
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	19 837	–	–	3 720	23 557	–	19 837	3 720 68 330
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	4 406 100	143 682 153	10 119 638	10 127 610	168 335 501	152 966 165	10 985 107	4 384 229 143 540 298
Administration du pipe-line du Nord									
1	Dépenses du programme	–	540 000	–	–	540 000	292 788	247 212	– 248 085
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	32 250	–	(25 940)	6 310	6 310	–	– 7 607
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	–	572 250	–	(25 940)	546 310	299 098	247 212	– 255 692
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire.....	12 068 422	5 028 527 214	503 017 306	9 597 501	5 553 210 443	3 889 008 999	1 650 464 697	13 736 747 3 383 146 091

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Ressources naturelles				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	815 807 891	780 951 900	34 855 991	–
Commission d'établissement de soldats – Manitoba	37 317	37 316	1	–
Commission de la frontière internationale	1 854 129	1 833 558	20 571	–
Frais juridiques et de litige liés au bois d'œuvre résineux	1 730 606	1 668 379	62 227	–
Solutions innovatrices Canada	961 617	780 000	181 617	–
Évaluation ÉnerGuide de l'efficacité énergétique	6 534 117	5 769 794	764 323	–
Programme de reconnaissance des travailleurs atomiques	18 398 879	10 663 788	7 735 091	–
Affectations bloquées				
Report.....	4 082 216	–	4 082 216	–
Transfert/réaffectation	11 107 128	–	11 107 128	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(31 417 521)	(17 697 398)	(13 720 123)	–
	829 096 379	784 007 337	45 089 042	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	41 497 801	34 054 801	7 443 000	–
Commission de la frontière internationale – Section canadienne	55 000	50 055	4 945	–
Affectations bloquées				
Report.....	10 759 587	–	10 759 587	–
Transfert/réaffectation	8 637	–	8 637	–
	52 321 025	34 104 856	18 216 169	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	2 196 361 501	1 140 486 153	1 055 875 348	–
Solutions innovatrices Canada	523 036	523 036	–	–
Évaluation ÉnerGuide de l'efficacité énergétique	74 638 178	36 190 657	38 447 521	–
Affectations bloquées				
Report.....	232 505 190	–	232 505 190	–
	2 504 027 905	1 177 199 846	1 326 828 059	–
Montants législatifs.....	554 167 041	544 814 722	–	9 352 319
	3 939 612 350	2 540 126 761	1 390 133 270	9 352 319
Énergie atomique du Canada, Limitée				
Crédit 1 – Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	1 144 055 263	935 750 000	208 305 263	–
Budget en capital.....	147 450 000	147 450 000	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	35 068 620	–	35 068 620	–
	1 326 573 883	1 083 200 000	243 373 883	–

Régie canadienne de l'énergie

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	103 791 088	99 265 007	4 526 081	–
Subventions et contributions	2 364 067	1 263 848	1 100 219	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	343 455	274 495	68 960	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	29 965	–	29 965	–
	106 528 575	100 803 350	5 725 225	–
Montants législatifs.....	11 613 824	11 613 625	–	199
	118 142 399	112 416 975	5 725 225	199

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	45 327 086	36 558 936	8 768 150	–
Subventions et contributions	4 328 273	4 328 273	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 155 025	–	2 155 025	–
Transfert/réaffectation	42 095	–	42 095	–
	51 852 479	40 887 209	10 965 270	–
Montants législatifs.....	116 483 022	112 078 956	19 837	4 384 229
	168 335 501	152 966 165	10 985 107	4 384 229

Administration du pipe-line du Nord

Crédit 1 – Dépenses du programme

Budget de fonctionnement.....	540 000	292 788	247 212	–
Montants législatifs.....	6 310	6 310	–	–
	546 310	299 098	247 212	–
Total du portefeuille ministériel.....	5 553 210 443	3 889 008 999	1 650 464 697	13 736 747

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Ressources naturelles												
Valorisation novatrice et durable												
des ressources naturelles	389 431 565	349 202 691	15 704 847	13 970 841	2 001 034 236	870 934 895	23 827 366	13 626 959	2 382 343 282	1 220 481 468	–	–
Secteurs des ressources naturelles												
concurrentiels à l'échelle mondiale	77 039 161	71 939 324	1 057 971	1 057 971	709 122 022	674 779 149	307 200	5 919	786 911 954	747 770 525	–	–
Science des ressources naturelles et												
atténuation des risques	257 937 800	237 050 772	29 253 614	15 928 904	271 093 601	108 707 756	13 855 972	10 832 016	544 429 043	350 855 416	–	–
Services internes	219 806 539	218 055 272	6 304 593	3 147 140	–	–	183 061	183 060	225 928 071	221 019 352	–	–
Total partiel	944 215 065	876 248 059	52 321 025	34 104 856	2 981 249 859	1 654 421 800	38 173 599	24 647 954	3 939 612 350	2 540 126 761	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(38 173 599)	(24 647 954)	–	–	–	–	(38 173 599)	(24 647 954)	–	–	–	–
Total du ministère.....	906 041 466	851 600 105	52 321 025	34 104 856	2 981 249 859	1 654 421 800	–	–	3 939 612 350	2 540 126 761	–	–
Énergie atomique du Canada, Limitée												
Déclassement nucléaire et gestion des												
déchets radioactifs	978 150 000	778 700 000	–	–	–	–	–	–	978 150 000	778 700 000	–	–
Laboratoires nucléaires	348 423 883	304 500 000	–	–	–	–	–	–	348 423 883	304 500 000	–	–
Total de l'organisme	1 326 573 883	1 083 200 000	–	–	–	–	–	–	1 326 573 883	1 083 200 000	–	–
Régie canadienne de l'énergie												
Surveillance de la sécurité et												
de l'environnement	26 946 258	25 420 546	–	–	–	–	–	–	26 946 258	25 420 546	–	–
Processus décisionnel	20 241 417	22 468 236	–	–	2 364 067	1 263 848	–	–	22 605 484	23 732 084	–	–
Mobilisation	10 747 904	8 463 769	–	–	–	–	–	–	10 747 904	8 463 769	–	–
Information sur l'énergie	9 094 696	7 502 034	–	–	–	–	–	–	9 094 696	7 502 034	–	–
Services internes	48 748 057	47 298 542	–	–	–	–	–	–	48 748 057	47 298 542	–	–
Total de l'organisme	115 778 332	111 153 127	–	–	2 364 067	1 263 848	–	–	118 142 399	112 416 975	–	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire												
Réglementation nucléaire	109 375 370	98 263 013	–	–	5 928 273	4 328 273	–	–	115 303 643	102 591 286	–	–
Services internes	53 031 858	50 374 879	–	–	–	–	–	–	53 031 858	50 374 879	–	–
Total de l'organisme	162 407 228	148 637 892	–	–	5 928 273	4 328 273	–	–	168 335 501	152 966 165	–	–

**Administration du pipe-line
du Nord**

Surveiller et réglementer la
planification et la construction de
la partie canadienne du projet de
gazoduc de la route de l'Alaska

	546 310	299 098	-	-	-	-	-	-	-	546 310	299 098	-	-
Total de l'organisme	546 310	299 098	-	-	-	-	-	-	-	546 310	299 098	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	2 511 347 219	2 194 890 222	52 321 025	34 104 856	2 989 542 199	1 660 013 921	-	-	-	5 553 210 443	3 889 008 999	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles									
Subventions									
Subventions à l'appui de rénovations maisons	–	531 550 178	–	–	531 550 178	241 451 457	290 098 721	–	53 610 498
Subventions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	–	7 500 000	–	–	7 500 000	2 593 715	4 906 285	–	12 166 000
Subventions à l'appui de la sensibilisation et l'engagement, l'efficacité énergétique et l'innovation énergétique.....	–	3 390 000	50 000	1 500 000	4 940 000	4 856 576	83 424	–	4 124 215
Subventions pour le renforcement des capacités pour Accroître les forêts canadiennes	–	2 000 000	–	–	2 000 000	1 996 240	3 760	–	312 000
Subventions à l'appui de la géoscience	–	1 245 000	–	–	1 245 000	1 244 631	369	–	1 200 062
Subventions à l'appui de solutions innovatrices Canada	–	1 000 001	353 250	819 999	2 173 250	523 036	1 650 214	–	2 000 000
Subventions pour appuyer les technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures sous le programme intitulé Incitatifs pour le développement de technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	–
Subventions en soutien au Programme d'innovation énergétique.....	–	1 000 000	–	–	1 000 000	673 299	326 701	–	–
Subventions à l'appui du Centre Interservices des feux de forêt du Canada	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	1 000 000
Subventions à l'appui de l'engagement et de renforcement des capacités, des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification.....	–	200 000	200 000	–	400 000	292 299	107 701	–	100 000
Subventions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	–	–	19 546 061	–	19 546 061	–	19 546 061	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	21 400 000
Total — Subventions	–	549 885 179	20 149 311	2 319 999	572 354 489	255 631 253	316 723 236	–	74 512 775
Contributions									
Contributions à l'appui du Fonds de réduction des émissions	–	384 000 000	–	–	384 000 000	48 107 947	335 892 053	–	127 146 617
Contributions en soutien au Programme relatif au Fonds pour les combustibles propres et au Programme de codification et de normalisation des combustibles propres	–	348 400 000	–	(600 000)	347 800 000	4 150 456	343 649 544	–	860 000
Contributions à l'appui de projets d'énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	–	283 137 475	15 832 252	–	298 969 727	318 254 923	(19 285 196)	–	100 081 596
Contributions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	–	96 433 812	77 531 000	–	173 964 812	71 123 023	102 841 789	–	27 470 228
Contribution à l'appui du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière.....	–	77 805 268	12 465 087	–	90 270 355	84 225 759	6 044 596	–	47 449 263
Contributions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	–	60 397 864	–	–	60 397 864	49 581 346	10 816 518	–	33 593 405
Contributions à l'appui du programme d'innovation énergétique	–	56 302 709	–	600 000	56 902 709	26 843 935	30 058 774	–	41 332 565

Contribution à l'appui de la gestion du dendroctone du pin ponderosa en Alberta	-	25 873 044	13 856 855	-	39 729 899	11 544 114	28 185 785	-	11 936 189
Contributions à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie.....	-	24 813 000	-	-	24 813 000	23 450 435	1 362 565	-	23 059 584
Contributions à l'appui de l'efficacité énergétique.....	-	22 974 962	900 000	(687 584)	23 187 378	9 644 090	13 543 288	-	13 167 971
Contributions pour appuyer le développement des marchés	-	17 850 000	-	317 000	18 167 000	14 627 587	3 539 413	-	14 997 306
Contributions pour appuyer le programme des énergies renouvelables émergentes	-	14 769 353	-	-	14 769 353	24 941 976	(10 172 623)	-	21 600 290
Contributions à l'appui du programme de construction verte en bois.....	-	13 500 000	3 500 000	-	17 000 000	11 482 705	5 517 295	-	9 635 754
Contributions à l'appui de la phase de nettoyage de l'installation minière d'uranium de Gunnar.....	-	11 170 000	-	-	11 170 000	-	11 170 000	-	-
Contributions à l'appui de projets de pré-développement d'interconnexions stratégiques	-	10 000 000	-	-	10 000 000	7 616 407	2 383 593	-	-
Programme de réseaux électriques intelligents	-	9 385 007	962 016	-	10 347 023	11 822 663	(1 475 640)	-	17 041 921
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétence jeunesse	-	8 958 000	-	2 825 009	11 783 009	11 748 172	34 837	-	41 531 267
Contributions à l'appui des minéraux critiques	-	7 000 000	-	-	7 000 000	1 515 768	5 484 232	-	-
Contributions à l'appui des mesures d'accommodement pour le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain	-	6 000 000	6 458 471	595 918	13 054 389	6 578 191	6 476 198	-	23 676 244
Contributions à l'appui des alertes sismiques précoces	-	5 000 000	-	(1 500 000)	3 500 000	2 858 227	641 773	-	3 210 143
Contributions à l'appui du développement économique des Autochtones.....	-	4 334 000	2 863 268	-	7 197 268	7 490 372	(293 104)	-	1 469 732
Contributions à l'appui de rénovations maisons	-	3 500 000	-	-	3 500 000	47 752 826	(44 252 826)	-	-
Contributions à l'appui de la recherche	-	3 389 893	-	-	3 389 893	5 436 429	(2 046 536)	-	3 185 544
Contributions à l'appui de l'initiative des instituts de recherche forestière.....	-	2 368 000	-	-	2 368 000	3 759 420	(1 391 420)	-	2 368 000
Contributions à l'appui de résilience aux feux de forêt.....	-	2 050 000	-	-	2 050 000	1 887 112	162 888	-	2 387 421
Contributions pour appuyer les technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures sous le programme intitulé Incitatifs pour le développement de technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures.....	-	900 000	-	-	900 000	-	900 000	-	-
Programme GéoConnexions	-	500 000	-	-	500 000	437 500	62 500	-	500 000
Contribution en appui à la cybersécurité et à la protection de l'infrastructure énergétique essentielle	-	312 928	-	-	312 928	139 541	173 387	-	523 032
Contributions pour appuyer la participation autochtone aux dialogues.....	-	300 000	-	-	300 000	774 492	(474 492)	-	683 895
Contributions à l'appui de l'engagement des Autochtones sur la cartographie des risques d'incendie de forêt dans la communauté	-	45 000	-	-	45 000	-	45 000	-	-
Contributions en soutien au Programme de pré-développement en matière d'électricité.....	-	-	34 000 000	-	34 000 000	-	34 000 000	-	-
Contributions pour appuyer les comités autochtones de consultation et de surveillance de projets d'infrastructure énergétique	-	-	19 506 833	-	19 506 833	16 912 148	2 594 685	-	9 204 656
Contributions à l'appui des Partenariats pour les ressources naturelles autochtones.....	-	-	16 894 820	-	16 894 820	9 336 494	7 558 326	-	4 860 388

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'appui de l'initiative Combattre et gérer les feux de forêt dans un climat en changement	–	–	15 600 000	–	15 600 000	10 989 564	4 610 436	–	–
Contributions pour appuyer la stratégie d'intervention précoce contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette – Phase II	–	–	10 100 000	–	10 100 000	10 100 000	–	–	28 796 255
Initiative de recherche multipartenaire de Ressources naturelles Canada	–	–	2 800 000	–	2 800 000	–	2 800 000	–	–
Contributions permettant le déploiement responsable de petits modulaires et l'innovation nucléaire	–	–	882 156	–	882 156	–	882 156	–	–
Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques	–	–	500 000	–	500 000	–	500 000	–	4 984 508
Contributions pour accroître les forêts canadiennes	–	194 000 000	–	–	194 000 000	65 996 065	128 003 935	–	–
Contributions à l'appui du Fonds d'aide financière aux participants pour les consultations auprès des Autochtones	–	–	–	–	–	438 906	(438 906)	–	–
(S) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>)	–	526 799 780	–	(71 608 468)	455 191 312	455 191 312	–	–	438 146 366
(S) Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>)	–	11 187 500	–	(10 668 988)	518 512	518 512	–	–	148 521
(S) Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	–	2 692 690	–	(778 481)	1 914 209	1 914 209	–	–	1 289 603
(S) Paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	–	–	–	19 597 921	19 597 921	19 597 921	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	241 848 901
Total – Contributions	–	2 236 150 285	234 652 758	(61 907 673)	2 408 895 370	1 398 790 547	1 010 104 823	–	1 298 187 165
Total du ministère	–	2 786 035 464	254 802 069	(59 587 674)	2 981 249 859	1 654 421 800	1 326 828 059	–	1 372 699 940
Régie canadienne de l'énergie									
Subventions									
Programme d'aide financière aux participants									
Subventions aux participants est d'encourager une participation publique efficace afin d'assurer que les préoccupations et les valeurs du public sont considérées dans le cadre du processus d'audience de l'Office national de l'énergie									
	–	750 000	–	–	750 000	229 634	520 366	–	228 000

Contributions

Programme d'aide financière aux participants									
Contribution pour encourager une participation publique efficace afin d'assurer que les préoccupations et les valeurs du public sont considérées dans le cadre du processus d'audience de l'Office national de l'énergie	–	1 614 067	–	–	1 614 067	1 034 214	579 853	–	814 825
Total de l'organisme	–	2 364 067	–	–	2 364 067	1 263 848	1 100 219	–	1 042 825
Commission canadienne de sûreté nucléaire									
Subventions									
Subventions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien	–	75 000	–	(5 419)	69 581	69 581	–	–	63 000
Subventions pour soutenir les capacités des autochtones et des prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	–	–	200 000	–	200 000	–	200 000	–	–
Total — Subventions	–	75 000	200 000	(5 419)	269 581	69 581	200 000	–	63 000
Contributions									
Programme d'aide financière aux participants	–	925 000	1 340 000	(122 314)	2 142 686	2 142 686	–	–	1 042 518
Contributions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien ainsi que du Programme canadien à l'appui des garanties	–	770 000	–	1 346 006	2 116 006	2 116 006	–	–	1 809 949
Contributions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	–	–	1 400 000	–	1 400 000	–	1 400 000	–	–
Total – Contributions	–	1 695 000	2 740 000	1 223 692	5 658 692	4 258 692	1 400 000	–	2 852 467
Total de l'organisme	–	1 770 000	2 940 000	1 218 273	5 928 273	4 328 273	1 600 000	–	2 915 467
Total du portefeuille ministériel.....	–	2 790 169 531	257 742 069	(58 369 401)	2 989 542 199	1 660 013 921	1 329 528 278	–	1 398 058 232

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles			
Vente de biens et de services.....	23 529 766	13 339 927	13 184 414
Revenus divers.....	297 600	287 032	83 265
	23 827 366	13 626 959	13 267 679
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale			
Vente de biens et de services.....	20 000	5 919	19 291
Revenus divers.....	287 200	–	–
	307 200	5 919	19 291
Science des ressources naturelles et atténuation des risques			
Vente de biens et de services.....	9 399 894	9 342 737	9 649 830
Revenus divers.....	4 456 078	1 489 279	1 405 687
	13 855 972	10 832 016	11 055 517
Services internes			
Vente de biens et de services.....	183 061	183 060	151 119
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	38 173 599	24 647 954	24 493 606

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement	1 796 193	1 447 807
Recouvrements de paiements de transfert	1 586 497	902 659
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	15 928 095	10 678 607
	19 310 785	13 029 073
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	370 704 466	326 492 387
Licences et permis.....	1 817 908	1 645 735
	372 522 374	328 138 122
Location et utilisation de biens publics	1 502 140	1 131 810
Services de nature réglementaire	1 800 551	1 752 177
Services de nature non réglementaire.....	16 007 801	17 665 959
Ventes de biens et de produits d'information		
Graphiques, cartes et plans.....	472 930	1 074 356
Ventes d'autres produits	1 026 023	963 698
	1 498 953	2 038 054
Autres frais et droits		
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	183 060	151 118
Divers	59 209 129	220 123 090
	59 392 189	220 274 208
	452 724 008	571 000 330
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	187 664	133 321
Revenus divers		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	60 405	30 137
Frais pour garanties de prêts	–	14 423 974
Remboursements de contributions remboursables sans condition ..	1 546 319	–
Divers	2 000	–
	1 608 724	14 454 111
Total du ministère.....	473 831 181	598 616 835

Revenus – fin

(in dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Régie canadienne de l'énergie			Administration du pipe-line du Nord		
Autres revenus			Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Ventes de biens et de services		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 720	41 524	Droits et privilèges.....	–	27 594
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	292 694	110 156	Services de nature réglementaire	299 098	255 692
	305 414	151 680	Total de l'organisme	299 098	283 286
Ventes de biens et de services			Sommaire du portefeuille ministériel		
Droits et privilèges	175	250	Autres revenus		
Services de nature réglementaire	124 925 553	121 268 812	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20 161 804	13 853 729
Autres frais et droits			Ventes de biens et de services.....	704 586 798	808 356 669
Autres frais et droits.....	168 000	100 000	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	191 583	202 321
Revenus reportés.....	–	14 752	Revenus divers	1 728 009	14 519 515
	168 000	114 752	Total du portefeuille ministériel.....	726 668 194	836 932 234
	125 093 728	121 383 814			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	199	–			
Revenus divers					
Autres revenus divers	23 905	32 302			
Total de l'organisme	125 423 246	121 567 796			
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Autres revenus					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	362 726	491 912			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	182 879	181 064			
	545 605	672 976			
Ventes de biens et de services					
Services de nature réglementaire					
Revenus reportés.....	(5 754)	54 464			
Recouvrement de frais	126 475 718	115 634 775			
	126 469 964	115 689 239			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 720	69 000			
Revenus divers					
Intérêts et pénalités	38 885	33 071			
Autres revenus divers	56 495	31			
	95 380	33 102			
Total de l'organisme	127 114 669	116 464 317			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 23

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Revenu national

Agence du revenu du Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	450
Sommaire du portefeuille ministériel	451
Détail budgétaire par affectation	453
Responsabilités essentielles	454
Paievements de transfert	455
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	456
Revenus	456

Description des responsabilités essentielles**Agence du revenu du Canada****Prestations**

S'assurer que les Canadiens obtiennent le soutien et les renseignements dont ils ont besoin pour obtenir l'appui et les renseignements nécessaires pour savoir quelles sont les prestations auxquels ils pourraient avoir droit, pour qu'ils reçoivent leurs paiements de prestations en temps opportun, et qu'ils aient des moyens de recours lorsqu'ils sont en désaccord avec une décision sur leur admissibilité aux prestations.

Impôt

S'assurer que le système fiscal d'autocotisation du Canada est maintenu en fournissant aux contribuables le soutien et les renseignements nécessaires pour comprendre et pour respecter leurs obligations fiscales, et prendre des mesures d'observation et d'exécution au besoin pour maintenir l'intégrité du système, en offrant des moyens de recours lorsque les contribuables pourraient être en désaccord avec une cotisation ou une décision.

Ombudsman des contribuables

Les Canadiens ont accès à un examen crédible et indépendant des plaintes liées au service au sujet de l'Agence du revenu du Canada.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	670 373 788	4 054 307 311	–	–	4 724 681 099				
1b	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	188 364 257	–	188 364 257				
1c	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	337 177 267	–	337 177 267				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	40 000	40 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 434 238	1 434 238				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	22 512 574	22 512 574				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	5 567 634	5 567 634				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	66 527 893	66 527 893				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(30 000)	(30 000)				
	Total – Crédit 1	670 373 788	4 054 307 311	525 541 524	96 052 339	5 346 274 962	4 473 905 356	–	872 369 606	4 038 060 959
5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	43 588 421	65 471 318	–	–	109 059 739				
5b	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	–	–	5 458 136	–	5 458 136				
	Total – Crédit 5	43 588 421	65 471 318	5 458 136	–	114 517 875	78 307 534	–	36 210 341	70 185 516
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	531 985 398	107 624 042	39 012 582	678 622 022	678 622 022	–	–	597 673 249
(S)	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Montants adjugés par une cour – Cour canadienne de l'impôt	–	–	–	4 670 827	4 670 827	4 670 827	–	–	12 222 013
(S)	Montants adjugés par la Cour suprême du Canada	–	–	–	28 402	28 402	28 402	–	–	8 682
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	14 348	14 348	14 348	–	–	1 418
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	27 909	27 909	27 909	–	–	4 413
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles (paiement de l'incitatif à agir pour le climat) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	–	7 088 000 000	(520 000 000)	255 776 253	6 823 776 253	6 823 776 253	–	–	3 761 940 968
(S)	Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>)	–	365 000 000	–	3 192 202	368 192 202	368 192 202	–	–	372 417 276

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	–	384 998 324	–	128 670 897	513 669 221	513 669 221	–	–	584 204 517
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	179 457	179 457	179 457	–	–	62 658
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles et pour émissions excédentaires (aux provinces et territoires) en vertu des articles 165 et 188 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	–	19 000 000	22 000 000	(376 928)	40 623 072	40 623 072	–	–	52 422 245
(S)	Retour des produits de la redevance sur les combustibles aux entreprises agricoles	–	–	–	129 365 039	129 365 039	129 365 039	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	713 962 209	12 508 854 851	140 623 702	656 613 227	14 020 053 989	13 111 474 042	–	908 579 947	9 489 294 614

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence du revenu du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>				
Budget de fonctionnement.....	5 285 699 662	4 420 984 015	–	864 715 647
Subventions et contributions	4 853 729	2 976 230	–	1 877 499
Enveloppe de l'aide internationale	1 592 726	1 131 239	–	461 487
Initiatives publicitaires	7 109 416	7 109 416	–	–
Fiducies non-résidentes et biens d'un fonds de placement non-résident.....	17 916 675	16 322 256	–	1 594 419
Locaux et services de biens immobiliers	318 832 386	318 832 386	–	–
Paiements au Québec pour l'administration de la TPS	150 837 740	147 117 186	–	3 720 554
Revenus affectés aux dépenses.....	(440 567 372)	(440 567 372)	–	–
	5 346 274 962	4 473 905 356	–	872 369 606
Crédit 5 – Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>				
Budget en capital.....	112 603 542	76 393 201	–	36 210 341
Enveloppe de l'aide internationale	1 914 333	1 914 333	–	–
	114 517 875	78 307 534	–	36 210 341
Montants législatifs.....	8 559 261 152	8 559 261 152	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	14 020 053 989	13 111 474 042	–	908 579 947

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Agence du revenu du Canada												
Prestations	332 200 034	297 723 186	45 987	101 421	7 366 810 294	7 364 932 795	924 737	924 737	7 698 131 578	7 661 832 665	–	–
Impôt	5 120 566 408	4 628 450 387	94 052 138	69 045 097	–	–	353 205 733	353 205 733	4 861 412 813	4 344 289 751	–	–
Ombudsman des contribuables	4 706 486	4 551 186	–	–	–	–	–	–	4 706 486	4 551 186	–	–
Services internes	1 521 820 264	1 178 076 326	20 419 750	9 161 016	–	–	86 436 902	86 436 902	1 455 803 112	1 100 800 440	–	–
Total partiel	6 979 293 192	6 108 801 085	114 517 875	78 307 534	7 366 810 294	7 364 932 795	440 567 372	440 567 372	14 020 053 989	13 111 474 042	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(440 567 372)	(440 567 372)	–	–	–	–	(440 567 372)	(440 567 372)	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	6 538 725 820	5 668 233 713	114 517 875	78 307 534	7 366 810 294	7 364 932 795	–	–	14 020 053 989	13 111 474 042	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employés au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada									
Autres paiements de transfert									
Subvention du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt	1 756 571	3 097 158	–	–	4 853 729	2 976 230	–	1 877 499	936 610
(S) Distribution des redevances sur les combustibles (paiement de l'incitatif à agir pour le climat) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	–	7 088 000 000	(520 000 000)	255 776 253	6 823 776 253	6 823 776 253	–	–	3 761 940 968
(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>).....	–	365 000 000	–	3 192 202	368 192 202	368 192 202	–	–	372 417 276
(S) Distribution des redevances sur les combustibles et pour émissions excédentaires (aux provinces et territoires) en vertu des articles 165 et 188 de la <i>Loi sur la tarification de la causée par les gaz à effet de serre</i>	–	19 000 000	22 000 000	(376 929)	40 623 071	40 623 071	–	–	52 422 245
(S) Retour des produits de la redevance sur les combustibles aux entreprises agricoles	–	–	–	129 365 039	129 365 039	129 365 039	–	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	1 756 571	7 475 097 158	(498 000 000)	387 956 565	7 366 810 294	7 364 932 795	–	1 877 499	4 187 717 099

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Prestations	924 737	924 737	928 906
Impôt	353 205 733	353 205 733	355 738 635
Services internes	86 436 902	86 436 902	86 850 879
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	440 567 372	440 567 372	443 518 420

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence du revenu du Canada		
Revenus fiscaux		
Impôt sur le revenu		
Particuliers	179 725 211 321	169 640 667 240
Sociétés		
Sociétés	91 027 428 244	76 457 846 892
Subvention salariale d'urgence du Canada	256 715 297	(22 290 562 456)
Subvention d'urgence du Canada pour le loyer	11 081 795	(3 701 803 810)
Programme d'embauche pour la relance économique du Canada	(362 220 558)	(1 067 802 270)
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (salaire – industrie)	(302 059 549)	(1 502 972 755)
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (salaire – confinement)	(39 652 793)	(146 558 333)
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (loyer – industrie)	(132 409 174)	(510 815 194)
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (loyer – confinement)	(19 726 333)	(53 385 224)
Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées (salaire)	(28 740 381)	(135 622 584)
Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées (loyer)	(109 944 056)	(390 053 499)
	90 300 472 492	46 658 270 767
Non-résidents	13 187 443 369	10 788 887 783
	283 213 127 182	227 087 825 790
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente		
harmonisée (TVH)	26 124 917 932	26 655 872 474
Décret de remise de la taxe gouvernementale	(3 036 668 638)	(2 924 160 723)
Crédit aux particuliers	(9 737 878 981)	(5 073 094 348)
	13 350 370 313	18 658 617 403
Taxe d'accise – Carburant moteur – Essence	4 246 057 130	4 064 881 369
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel		
Essence d'aviation et carboréacteur	116 848 422	87 947 417
Combustible diesel	1 204 654 419	1 180 009 930
	1 321 502 841	1 267 957 347

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Droits d'accise			Ventes de biens et de produits d'information		
Spiritueux.....	991 825 212	920 217 787	Publications, cartes géographiques et marines de l'État.....	131 782	92 552
Bière.....	610 117 065	589 405 051	Autres frais et droits		
Spiritueux rafraîchissants.....	79 514 434	89 771 052	Frais d'administration pour titres non payés.....	165	225
Vin.....	277 588 991	311 015 175	Régime d'avantages sociaux des employés – Recouvrements		
Cigarettes.....	1 532 166 388	1 763 686 952	de coûts non disponibles pour être dépensés.....	95 837 714	89 432 023
Cigares.....	5 571 862	6 053 570	Divers.....	13 598	12 241
Tabac manufacturé.....	204 401 244	50 398 097		95 851 477	89 444 489
Produits du cannabis.....	227 059 146	160 243 306		1 049 483 526	1 115 988 306
Produits de vapotage.....	146 278 207	–	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	179 457	62 658
	4 074 522 549	3 890 790 990	Revenus divers		
Droits d'exportation de produits de bois d'œuvre.....	–	8	Intérêts et pénalités		
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien.....	758 068 340	412 743 007	Impôt sur le revenu des particuliers.....	4 647 408 950	3 021 564 777
Autres taxes et droits d'accise – Taxes à la fabrication			Impôt sur le revenu des sociétés.....	4 161 078 383	1 660 400 928
Climatiseurs pour automobiles.....	148 586 615	129 576 698	Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente		
Primes d'assurance.....	20 801 999	17 779 731	harmonisée (TVH), taxe d'accise, droits de douane		
Écoprélèvement.....	8 692 718	6 649 973	et autres droits pour la sécurité des passagers		
Taxe de luxe.....	136 976 182	–	du transport aérien.....	1 754 401 184	983 105 954
	315 057 514	154 006 402		10 562 888 517	5 665 071 659
Total des revenus fiscaux.....	307 278 705 869	255 536 822 316	Intérêts payés sur les remboursements		
Autres revenus			Impôt sur le revenu des particuliers.....	(176 316 578)	(119 464 331)
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Impôt sur le revenu des sociétés.....	(282 574 976)	(347 830 017)
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	7 155 821	5 953 285	Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	1 751 820	1 269 708	harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation		
	8 907 641	7 222 993	et taxe d'accise.....	(117 336 186)	(61 869 696)
Ventes de biens et de services				(576 227 740)	(529 164 044)
Droits et privilèges.....	461 250	225 000	Dons à l'État.....	724 696	215 215
Services de nature réglementaire			Autres revenus divers		
Frais de perception d'assurance-emploi et du Régime			Gain net de change.....	12 386	6 810
<i>de pensions du Canada</i>	440 567 372	443 518 420	Amendes imposées par le tribunal.....	2 786 009	2 599 937
Frais d'entente anticipée en matière de prix.....	2 122 592	1 716 989	Redevance sur les combustibles.....	7 739 867 664	6 105 962 627
Divers.....	5 000	–	Recouvrement d'avantages sociaux des employés.....	61 045 525	59 806 007
Revenus reportés.....	(360 546)	(152 467)	Autres.....	2 542 701	2 015 785
	442 334 418	445 082 942		7 806 254 285	6 170 391 166
Services de nature non réglementaire				17 793 639 758	11 306 513 996
Frais administratifs des programmes provinciaux.....	103 218 473	117 318 020	Total des autres revenus.....	18 852 210 382	12 429 787 953
Autres ministères du gouvernement – Recouvrements			Total du portefeuille ministériel.....	326 130 916 251	267 966 610 269
de coûts.....	311 360 602	463 585 864			
Divers.....	96 125 524	239 439			
	510 704 599	581 143 323			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 24

Comptes publics du Canada 2022-2023

Santé

Ministère de la Santé

Agence canadienne d'inspection des aliments

Instituts de recherche en santé du Canada

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Agence de la santé publique du Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	460
Sommaire du portefeuille ministériel	462
Détail budgétaire par affectation	467
Responsabilités essentielles	470
Paiements de transfert	472
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	475
Revenus	475

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Santé**Systèmes de soins de santé**

Santé Canada joue un rôle de chef de file à l'échelle nationale pour ce qui est d'appuyer et de promouvoir des systèmes de soins de santé flexibles et durables, qui assurent aux Canadiens l'accès à des services de soins de santé adéquats et efficaces.

Protection et promotion de la santé

Santé Canada collabore avec ses partenaires nationaux et internationaux à l'évaluation, à la gestion et à la communication des risques et des avantages pour la santé et la sécurité associés aux produits de santé et de consommation, aux aliments, aux produits chimiques, aux pesticides, aux facteurs environnementaux, au tabac et aux produits de vapotage, au cannabis, et aux substances contrôlées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'inspection des aliments**Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains**

Protéger les Canadiens en préservant le système alimentaire canadien et les ressources animales et végétales sur lesquels nous nous fions et en soutenant l'économie canadienne par le commerce de biens canadiens.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Instituts de recherche en santé du Canada**Financement de la recherche et de la formation en santé**

Les Instituts de recherche en santé du Canada sont l'organisme chargé d'investir dans la recherche en santé. En finançant l'excellence en recherche, les Instituts de recherche en santé du Canada appuient la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé des Canadiens, d'offrir de meilleurs produits et services de santé, et de

renforcer le système de santé au Canada. Pour ce faire, ils fournissent des subventions qui financent la recherche en santé ainsi que la formation et le soutien professionnel de la génération actuelle de chercheurs et de la suivante.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Réglementer les prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés réglemente les prix des médicaments brevetés en établissant les prix plafonds non excessifs et en prenant des mesures d'application de la loi devant le Conseil en cas de non-conformité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de la santé publique du Canada

Prévention et contrôle des maladies infectieuses

Protéger les Canadiens et les Canadiennes contre les maladies infectieuses en prévoyant, en détectant, en évaluant et en traitant les éclosions et les nouvelles menaces; contribuer à la prévention, au contrôle et à la réduction de la propagation des maladies infectieuses chez les Canadiens et les Canadiennes.

Sécurité sanitaire

Se préparer aux événements de santé publique et aux urgences et les traiter; aborder les risques pour la santé et la sécurité associés à l'utilisation d'agents pathogènes et de toxines; aborder les risques en santé publique associés aux voyages.

Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques

Promouvoir la santé et le bien-être des Canadiens et des Canadiennes de tous âges en effectuant des activités de surveillance et de recherche en santé publique en appuyant les projets communautaires qui s'attaquent aux causes profondes des inégalités en matière de santé ainsi qu'aux facteurs de risque ou de protection qui sont essentiels à la promotion d'une meilleure santé et à la prévention des maladies chroniques.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Santé										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	1 215 459 268	–	–	1 215 459 268				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	142 194 433	–	142 194 433				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	176 644 041	–	176 644 041				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	552 497	552 497				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	406 660	406 660				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	153 114	153 114				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	8 855 672	8 855 672				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	65 617 576	65 617 576				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	–	–	–	(200 500)	(200 500)				
	crédit 1 (Statistique Canada).....	–	–	–	(1 300 000)	(1 300 000)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada).....	–	–	–	(5 245 500)	(5 245 500)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(735 804)	(735 804)				
	Total – Crédit 1.....	–	1 215 459 268	318 838 474	68 103 715	1 602 401 457	1 022 880 846	579 520 611	–	1 748 040 957
5	Dépenses en capital.....	–	17 149 187	–	–	17 149 187				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	2 396 452	–	2 396 452				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	265 683	265 683				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	4 216 884	4 216 884				
	Total – Crédit 5.....	–	17 149 187	2 396 452	4 482 567	24 028 206	19 021 854	5 006 352	–	16 665 249
10	Subventions et contributions.....	–	2 481 521 084	–	–	2 481 521 084				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	20 000 000	–	20 000 000				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	28 201 095	–	28 201 095				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	1 220 000	–	1 220 000				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	54 000	54 000				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	645 000	645 000				
	Virement au :									
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada).....	–	–	–	(332 500)	(332 500)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(13 100 213)	(13 100 213)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	(2 201 542)	(2 201 542)				
	Total – Crédit 10.....	–	2 481 521 084	49 421 095	(14 935 255)	2 516 006 924	1 806 317 621	709 689 303	–	3 250 849 610

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	112 316 961	27 293 088	(3 497 266)	136 112 783	136 112 783	–	–	128 043 607
(S)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	–	92 500	–	92 300	184 800	184 800	–	–	128 492
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	208 898	–	–	622 722	831 620	612 780	–	218 840	88 808
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement.....	–	–	–	64 594	64 594	64 594	–	–	6 923
(S)	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la Loi sur le ministère de la Santé.....	–	51 462 891	–	128 465 218	179 928 109	179 928 109	–	–	189 819 220
(S)	Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la Loi sur la prestation dentaire.....	–	–	298 500 000	(141 592 860)	156 907 140	156 907 140	–	–	–
(S)	Paiements pour les tests COVID-19 en vertu de la Loi concernant certaines mesures liées à la COVID-19.....	–	–	1 789 123 165	(788 845 503)	1 000 277 662	1 000 277 662	–	–	710 876 835
	Crédits non requis pour l'exercice en cours.....	–	–	–	–	–	–	–	–	265 000
	Total du ministère – Budgétaire.....	208 898	3 878 001 891	2 485 572 274	(747 039 768)	5 616 743 295	4 322 308 189	1 294 216 266	218 840	6 044 784 701
	Agence canadienne d'inspection des aliments									
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions.....	–	644 613 251	–	–	644 613 251				
1b	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions.....	–	–	16 128 427	–	16 128 427				
1c	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions.....	–	–	27 615 848	–	27 615 848				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	312 673	312 673				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	7 495 144	7 495 144				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	19 876 322	19 876 322				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	3 600 000	3 600 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).....	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(16 647)	(16 647)				
	Total – Crédit 1.....	–	644 613 251	43 744 275	31 242 492	719 600 018	708 264 795	11 335 223	–	672 493 842
5	Dépenses en capital.....	–	43 425 832	–	–	43 425 832				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	58 000	58 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	60 000	60 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	6 720 141	6 720 141				
	Total – Crédit 5.....	–	43 425 832	–	6 838 141	50 263 973	42 798 554	7 465 419	–	23 874 546
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	84 277 606	7 650 490	(5 537 594)	86 390 502	86 390 502	–	–	79 876 542
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 30 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.....	64 972 898	53 000 000	–	4 334 156	122 307 054	51 126 341	–	71 180 713	44 186 355
(S)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux et autorisés en vertu de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments (L.C. 1997, ch. 6).....	–	12 500 000	–	106 882 097	119 382 097	119 382 097	–	–	3 816 364
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	29 079	–	–	307 515	336 594	309 868	–	26 726	102 400
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	173 081	173 081	173 081	–	–	98 763
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement.....	–	–	–	212	212	212	–	–	22
	Total de l'organisme – Budgétaire.....	65 001 977	837 816 689	51 394 765	144 240 100	1 098 453 531	1 008 445 450	18 800 642	71 207 439	824 448 834

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Instituts de recherche en santé du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	64 900 611	–	–	64 900 611				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	6 377 773	–	6 377 773				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	152 000	–	152 000				
	Virement du :									
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	91 203	91 203				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 000	2 000				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	914 832	914 832				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	3 143 599	3 143 599				
	Virement au crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie).....	–	–	–	(1 140 433)	(1 140 433)				
	Total – Crédit 1	–	64 900 611	6 529 773	3 011 201	74 441 585	70 194 453	4 247 132	–	61 439 597
5	Subventions	–	1 169 850 525	–	–	1 169 850 525				
5b	Subventions	–	–	92 357 334	–	92 357 334				
5c	Subventions	–	–	11 831 131	–	11 831 131				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	5 245 500	5 245 500				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	3 479 235	3 479 235				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	485 174	485 174				
	crédit 10 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	332 500	332 500				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	100 000	100 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international).....	–	–	–	(3 884 203)	(3 884 203)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(200 000)	(200 000)				
	Total – Crédit 5	–	1 169 850 525	104 188 465	5 558 206	1 279 597 196	1 258 419 241	21 177 955	–	1 315 234 184
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	7 733 516	1 460 161	(895 463)	8 298 214	8 298 214	–	–	7 625 483
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	1 242 484 652	112 178 399	7 673 944	1 362 336 995	1 336 911 908	25 425 087	–	1 384 299 264
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés										
1	Dépenses du programme	–	15 677 393	–	–	15 677 393				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	246 983	246 983				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	565 124	565 124				
	Total – Crédit 1	–	15 677 393	–	812 107	16 489 500	10 808 957	5 680 543	–	11 180 049
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 325 820	–	(140 749)	1 185 071	1 185 071	–	–	1 159 360
(S)	Montants adjugés par une cour - <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>	–	–	–	27 500	27 500	27 500	–	–	–

(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	-	-	-	231	231	-	-	231	-
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	17 003 213	-	699 089	17 702 302	12 021 528	5 680 543	231	12 339 409
	Agence de la santé publique du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	7 853 559 297	-	-	7 853 559 297				
1a	Dépenses de fonctionnement	-	-	1 431 299 458	-	1 431 299 458				
1b	Dépenses de fonctionnement	-	-	1 317 165 601	-	1 317 165 601				
1c	Dépenses de fonctionnement	-	-	30 270 996	-	30 270 996				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	31 990	31 990				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	3 495 922	3 495 922				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	394 248 620	394 248 620				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	423 936	423 936				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	-	-	-	(1 078 000)	(1 078 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	-	-	-	(406 660)	(406 660)				
	crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international).....	-	-	-	(1 345 200)	(1 345 200)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	-	-	-	(20 000)	(20 000)				
	crédit 5	-	-	-	(16 000 000)	(16 000 000)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	-	-	-	(3 479 235)	(3 479 235)				
	crédit 10	-	-	-	(18 698 122)	(18 698 122)				
	crédit 10 (Ministère de la Santé).....	-	-	-	(54 000)	(54 000)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	-	-	-	(50 000)	(50 000)				
	Total – Crédit 1	-	7 853 559 297	2 778 736 055	357 069 251	10 989 364 603	5 040 889 896	5 948 474 707	-	8 093 113 853
5	Dépenses en capital.....	-	23 300 000	-	-	23 300 000				
5a	Dépenses en capital	-	-	850 000	-	850 000				
5b	Dépenses en capital	-	-	11 150 000	-	11 150 000				
	Virement du :									
	crédit 1	-	-	-	16 000 000	16 000 000				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	-	-	-	561 000	561 000				
	CT, crédit 35 ¹	-	-	-	7 846 181	7 846 181				
	Total – Crédit 5.....	-	23 300 000	12 000 000	24 407 181	59 707 181	28 653 428	31 053 753	-	17 377 726
10	Subventions et contributions	-	538 766 436	-	-	538 766 436				
10a	Subventions et contributions.....	-	-	91 687 060	-	91 687 060				
10b	Subventions et contributions.....	-	-	34 451 915	-	34 451 915				
10c	Subventions et contributions.....	-	-	2 395 000	-	2 395 000				
	Virement du :									
	crédit 1	-	-	-	18 698 122	18 698 122				
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	-	-	-	735 804	735 804				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	-	-	-	200 000	200 000				
	crédit 10 (Ministère de la Santé).....	-	-	-	2 201 542	2 201 542				
	Virement au :									
	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	-	-	-	(757 901)	(757 901)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	-	-	-	(2 100 117)	(2 100 117)				
	crédit 10 (Ministère de la Santé).....	-	-	-	(645 000)	(645 000)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	-	-	-	(200 000)	(200 000)				
	Total – Crédit 10.....	-	538 766 436	128 533 975	18 132 450	685 432 861	499 331 449	186 101 412	-	529 172 022

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	65 932 563	4 146 182	(9 422 177)	60 656 568	60 656 568	–	–	55 616 969
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	111 576	–	–	786 265	897 841	–	111 576	786 265	26 541
(S)	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	–	13 412 742	–	(3 142 777)	10 269 965	10 269 965	–	–	10 125 387
(S)	Paiements reliés en application de la <i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>	–	–	–	145 976 410	145 976 410	145 976 410	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	111 576	8 494 971 038	2 923 416 212	533 806 603	11 952 305 429	5 785 777 716	6 165 741 448	786 265	8 705 432 498
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	65 322 451	14 470 277 483	5 572 561 650	(60 620 032)	20 047 541 552	12 465 464 791	7 509 863 986	72 212 775	16 971 304 706

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Santé				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	1 761 542 561	1 217 689 604	543 852 957	–
Solutions innovatrices Canada	300 000	116 562	183 438	–
Financement dentaire provisoire	50 678 037	18 051 018	32 627 019	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	6 833 069	–	6 833 069	–
Autre	200 000	–	200 000	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(217 152 210)	(212 976 338)	(4 175 872)	–
	<i>1 602 401 457</i>	<i>1 022 880 846</i>	<i>579 520 611</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	24 028 206	19 021 854	5 006 352	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 815 678 334	1 756 923 644	58 754 690	–
Stratégie canadienne de lutte contre le cancer	47 500 000	47 429 007	70 993	–
Solutions innovatrices Canada	2 000 000	1 964 970	35 030	–
Affectations bloquées				
Report.....	650 828 590	–	650 828 590	–
	<i>2 516 006 924</i>	<i>1 806 317 621</i>	<i>709 689 303</i>	–
Montants législatifs.....	1 474 306 708	1 474 087 868	–	218 840
	5 616 743 295	4 322 308 189	1 294 216 266	218 840
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions				
Budget de fonctionnement.....	716 906 521	706 385 759	10 520 762	–
Subventions et contributions	600 000	568 542	31 458	–
Solutions innovatrices Canada	1 913 779	1 310 494	603 285	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	179 718	–	179 718	–
	<i>719 600 018</i>	<i>708 264 795</i>	<i>11 335 223</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	49 265 588	42 798 554	6 467 034	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	998 385	–	998 385	–
	<i>50 263 973</i>	<i>42 798 554</i>	<i>7 465 419</i>	–
Montants législatifs.....	328 589 540	257 382 101	–	71 207 439
	1 098 453 531	1 008 445 450	18 800 642	71 207 439
Instituts de recherche en santé du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	73 580 184	70 194 453	3 385 731	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	861 401	–	861 401	–
	<i>74 441 585</i>	<i>70 194 453</i>	<i>4 247 132</i>	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Crédit 5 – Subventions				
Subventions.....	1 279 533 196	1 258 419 241	21 113 955	–
Affectations bloquées				
Report.....	64 000	–	64 000	–
	<i>1 279 597 196</i>	<i>1 258 419 241</i>	<i>21 177 955</i>	–
Montants législatifs.....	8 298 214	8 298 214	–	–
	1 362 336 995	1 336 911 908	25 425 087	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	12 023 158	10 412 884	1 610 274	–
Audiences d'intérêt public.....	4 457 061	396 073	4 060 988	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	9 281	–	9 281	–
	<i>16 489 500</i>	<i>10 808 957</i>	<i>5 680 543</i>	–
Montants législatifs.....	1 212 802	1 212 571	–	231
	17 702 302	12 021 528	5 680 543	231
Agence de la santé publique du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	9 336 617 860	4 655 418 955	4 681 198 905	–
Écllosion de la maladie à virus Ebola.....	3 470 258	1 014 345	2 455 913	–
Initiatives publicitaires.....	500 000	–	500 000	–
Medicom.....	37 200 000	35 076 082	2 123 918	–
Solutions innovatrices Canada.....	650 000	347 080	302 920	–
Approvisionnement de masques N95 de marque 3M.....	25 679 250	19 782 044	5 897 206	–
Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19.....	13 146 536	11 673 316	1 473 220	–
Entretien pour l'entreposage et la Réserve nationale stratégique d'urgence.....	166 257 986	102 776 061	63 481 925	–
Laboratoire national de microbiologie – Laboratoire pour contre-mesures médicales.....	38 416 344	6 785 854	31 630 490	–
Préparation à la pandémie de grippe.....	73 309 091	43 761 588	29 547 503	–
Vaccins pédiatriques contre la COVID-19.....	369 000 000	165 155 186	203 844 814	–
Affectations bloquées				
Report.....	925 225 909	–	925 225 909	–
Transfert/réaffectation.....	791 984	–	791 984	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(900 615)	(900 615)	–	–
	<i>10 989 364 603</i>	<i>5 040 889 896</i>	<i>5 948 474 707</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	49 257 181	28 262 404	20 994 777	–
Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19.....	850 000	166 926	683 074	–
Laboratoire national de microbiologie - Laboratoire pour contre-mesures médicales.....	9 000 000	91 865	8 908 135	–
Entretien pour l'entreposage et la Réserve nationale stratégique d'urgence.....	600 000	132 233	467 767	–
	<i>59 707 181</i>	<i>28 653 428</i>	<i>31 053 753</i>	–

Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	540 662 049	447 638 137	93 023 912	–
Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19	75 285 542	51 243 312	24 042 230	–
Solutions innovatrices Canada	450 000	450 000	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	69 035 270	–	69 035 270	–
	685 432 861	499 331 449	186 101 412	–
Montants législatifs.....	217 800 784	216 902 943	111 576	786 265
	11 952 305 429	5 785 777 716	6 165 741 448	786 265
Total du portefeuille ministériel.....	20 047 541 552	12 465 464 791	7 509 863 986	72 212 775

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Santé												
Systèmes de soins de santé	1 685 720 110	1 136 430 864	–	–	2 489 900 673	1 817 217 281	–	–	4 175 620 783	2 953 648 145	–	–
Protection et promotion de la santé	935 242 622	893 174 455	5 486 135	12 073 286	183 013 391	146 007 480	190 612 151	188 409 737	933 129 997	862 845 484	–	–
Services internes	515 990 503	523 432 593	18 542 071	6 948 568	–	–	26 540 059	24 566 601	507 992 515	505 814 560	–	–
Total partiel	3 136 953 235	2 553 037 912	24 028 206	19 021 854	2 672 914 064	1 963 224 761	217 152 210	212 976 338	5 616 743 295	4 322 308 189	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(217 152 210)	(212 976 338)	–	–	–	–	(217 152 210)	(212 976 338)	–	–	–	–
Total du ministère.....	2 919 801 025	2 340 061 574	24 028 206	19 021 854	2 672 914 064	1 963 224 761	–	–	5 616 743 295	4 322 308 189	–	–
Agence canadienne d'inspection des aliments												
Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains.....	717 972 350	671 326 363	39 409 205	31 943 787	120 699 375	120 667 917	–	–	878 080 930	823 938 067	–	–
Services internes	209 385 111	173 519 893	10 854 768	10 854 768	132 722	132 722	–	–	220 372 601	184 507 383	–	–
Total de l'organisme	927 357 461	844 846 256	50 263 973	42 798 555	120 832 097	120 800 639	–	–	1 098 453 531	1 008 445 450	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada												
Financement de la recherche et de la formation en santé.....	44 433 800	38 384 648	–	–	1 279 597 196	1 258 419 241	–	–	1 324 030 996	1 296 803 889	–	–
Services internes	38 305 999	40 108 019	–	–	–	–	–	–	38 305 999	40 108 019	–	–
Total de l'organisme	82 739 799	78 492 667	–	–	1 279 597 196	1 258 419 241	–	–	1 362 336 995	1 336 911 908	–	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés												
Réglementer les prix des médicaments brevetés	14 229 198	8 687 581	–	–	–	–	–	–	14 229 198	8 687 581	–	–
Services internes	3 473 104	3 333 947	–	–	–	–	–	–	3 473 104	3 333 947	–	–
Total de l'organisme	17 702 302	12 021 528	–	–	–	–	–	–	17 702 302	12 021 528	–	–

**Agence de la santé publique du
Canada**

Prévention et contrôle des maladies													
infectieuses	9 889 688 583	4 155 121 153	51 794 247	27 519 462	488 603 207	331 992 583	–	–	10 430 086 037	4 514 633 198	–	–	–
Sécurité sanitaire	804 063 851	623 111 912	7 264 751	485 783	2 140 199	1 751 737	900 615	900 615	812 568 186	624 448 817	–	–	–
Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques	100 697 972	95 280 657	–	–	338 829 012	311 563 539	–	–	439 526 984	406 844 196	–	–	–
Services internes	267 639 186	239 203 322	648 183	648 183	1 836 853	–	–	–	270 124 222	239 851 505	–	–	–
Total partiel	11 062 089 592	5 112 717 044	59 707 181	28 653 428	831 409 271	645 307 859	900 615	900 615	11 952 305 429	5 785 777 716	–	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(900 615)	(900 615)	–	–	–	–	(900 615)	(900 615)	–	–	–	–	–
Total de l'organisme	11 061 188 977	5 111 816 429	59 707 181	28 653 428	831 409 271	645 307 859	–	–	11 952 305 429	5 785 777 716	–	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	15 008 789 564	8 387 238 454	133 999 360	90 473 837	4 904 752 628	3 987 752 500	–	–	20 047 541 552	12 465 464 791	–	–	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Santé									
Subventions									
Fonds d'investissement-santé pour les territoires	–	27 000 000	–	–	27 000 000	27 000 000	–	–	27 000 000
Solutions innovatrices Canada	–	2 000 000	–	–	2 000 000	1 964 970	35 030	–	1 964 970
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	42 087
Total – Subventions	–	29 000 000	–	–	29 000 000	28 964 970	35 030	–	29 007 057
Contributions									
Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	–	170 638 118	11 989 773	(332 500)	182 295 391	145 289 504	37 005 887	–	97 662 938
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé	–	97 324 479	1 000 000	1 190 000	99 514 479	99 014 979	499 500	–	101 373 979
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	–	85 875 248	4 638 138	(4 624 475)	85 888 911	51 411 494	34 477 417	–	26 787 112
Contribution à Inforoute Santé du Canada	–	47 580 000	220 000	699 000	48 499 000	38 508 646	9 990 354	–	91 242 085
Contribution au Partenariat canadien contre le cancer	–	47 500 000	–	–	47 500 000	47 429 007	70 993	–	52 453 123
Programme de contribution pour les langues officielles en santé	–	37 600 000	–	–	37 600 000	37 585 000	15 000	–	38 785 000
Programme du fonds canadien de recherche sur le cerveau	–	31 682 739	–	–	31 682 739	20 282 787	11 399 952	–	11 616 271
Contribution à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé	–	31 284 352	–	–	31 284 352	28 467 897	2 816 455	–	29 058 769
Contribution au financement pour améliorer la qualité des soins de santé et la sécurité des patients	–	24 600 000	–	500 000	25 100 000	25 100 000	–	–	28 400 000
Programme de paiements de transfert des Accords sur la relance sécuritaire liés à la COVID-19	–	22 500 000	20 000 000	(13 594 902)	28 905 098	22 393 560	6 511 538	–	152 741 563
Programme de contributions aux survivants de la thalidomide	–	17 128 148	756 184	–	17 884 332	12 610 282	5 274 050	–	11 747 776
Programme de contribution de la Commission de la santé mentale du Canada	–	14 250 000	–	–	14 250 000	14 250 000	–	–	14 250 000
Programme d'amélioration de l'accès abordable aux médicaments sur ordonnance	–	10 700 000	–	–	10 700 000	10 700 000	–	–	2 900 000
Programme d'organes, de tissus et de sang	–	8 580 000	10 817 000	255 000	19 652 000	19 652 000	–	–	8 780 000
Programme de lutte contre le racisme et la discrimination dans les systèmes de santé du Canada	–	4 300 000	–	922 622	5 222 622	3 643 346	1 579 276	–	–
Programme de contribution pour l'engagement et la sensibilisation dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques	–	418 000	–	50 000	468 000	468 000	–	–	–
Programme de contribution à la sensibilisation au radon	–	250 000	–	–	250 000	249 976	24	–	243 480
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 202 830
Total – Contributions	–	652 211 084	49 421 095	(14 935 255)	686 696 924	577 056 478	109 640 446	–	669 244 926
Autres paiements de transfert									
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins des soins à domicile et de la santé mentale	–	1 800 310 000	–	–	1 800 310 000	1 200 296 173	600 013 827	–	–
(S) Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la <i>Loi sur la prestation dentaire</i>	–	–	298 500 000	(141 592 860)	156 907 140	156 907 140	–	–	–

Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	2 552 597 627
Total du ministère.....	-	2 481 521 084	347 921 095	(156 528 115)	2 672 914 064	1 963 224 761	709 689 303	-	3 250 849 610
Agence canadienne d'inspection des aliments									
Subventions									
Subventions au programme Solutions innovatrices Canada.....	-	613 779	236 221	-	850 000	850 000	-	-	300 000
Contributions									
Contributions à l'appui du Programme d'aide fédéral.....	-	600 000	-	-	600 000	568 542	31 458	-	820 653
(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. (1997), ch. 6).....	-	12 500 000	-	106 882 097	119 382 097	119 382 097	-	-	3 816 364
Total – Contributions	-	13 100 000	-	106 882 097	119 982 097	119 950 639	31 458	-	4 637 017
Total de l'organisme	-	13 713 779	236 221	106 882 097	120 832 097	120 800 639	31 458	-	4 937 017
Instituts de recherche en santé du Canada									
Subventions									
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel.....	-	1 061 973 057	92 857 334	4 408 498	1 159 238 889	1 139 511 929	19 726 960	-	1 182 821 346
Bourses d'études supérieures du Canada.....	-	35 547 500	700 000	-	36 247 500	36 226 076	21 424	-	28 582 495
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada.....	-	28 117 817	10 631 131	-	38 748 948	38 748 944	4	-	43 803 272
Subventions d'appui aux instituts	-	14 722 450	-	1 149 708	15 872 158	15 872 158	-	-	15 216 400
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier.....	-	8 350 000	-	-	8 350 000	8 320 833	29 167	-	8 291 667
Chaires d'excellence en recherche du Canada.....	-	5 600 000	-	-	5 600 000	4 200 000	1 400 000	-	5 250 000
Réseaux de centres d'excellence.....	-	5 575 440	-	-	5 575 440	5 575 040	400	-	17 702 049
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	-	4 133 000	-	-	4 133 000	4 133 000	-	-	7 206 000
Chaires de recherche Canada 150.....	-	2 700 000	-	-	2 700 000	2 700 000	-	-	2 700 000
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	-	1 634 927	-	-	1 634 927	1 634 927	-	-	1 228 579
Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	-	1 496 334	-	-	1 496 334	1 496 334	-	-	2 432 376
Total de l'organisme	-	1 169 850 525	104 188 465	5 558 206	1 279 597 196	1 258 419 241	21 177 955	-	1 315 234 184
Agence de la santé publique du Canada									
Subventions									
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	-	67 953 882	19 282 362	6 400 000	93 636 244	21 041 953	72 594 291	-	28 043 418
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique.....	-	54 100 000	82 547 542	-	136 647 542	10 455 952	126 191 590	-	110 406 202
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé.....	-	2 347 119	-	1 115 804	3 462 923	3 006 816	456 107	-	2 262 852
Défi prévention du diabète	-	633 179	-	-	633 179	-	633 179	-	-
Subventions à des étudiants diplômés, à des étudiants au niveau postdoctoral et à des établissements d'enseignement postsecondaire pour augmenter les compétences et capacités professionnelles afin de renforcer le domaine de la santé publique.....	-	460 000	-	-	460 000	-	460 000	-	-

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	–	–	450 000	450 000	450 000	–	–	–
Total – Subventions	–	125 494 180	101 829 904	7 965 804	235 289 888	34 954 721	200 335 167	–	140 712 472
Contributions									
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielle	–	158 361 497	825 126	9 674 664	168 861 287	201 729 178	(32 867 891)	–	115 078 446
Contributions à des organismes à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	–	83 978 000	–	–	83 978 000	83 088 065	889 935	–	83 363 320
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	–	75 500 000	5 859 789	–	81 359 789	71 753 627	9 606 162	–	122 339 276
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce familles	–	58 221 001	2 400 000	(2 258 018)	58 362 983	52 990 576	5 372 407	–	33 636 492
Programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	–	19 000 000	9 619 156	–	28 619 156	14 200 000	14 419 156	–	9 380 844
Contributions pour appuyer l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	–	16 061 758	–	2 750 000	18 811 758	30 879 026	(12 067 268)	–	22 869 015
Contributions à la Société canadienne du sang et/ou à d'autres organismes de transfusion et/ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	–	2 150 000	–	–	2 150 000	1 736 256	413 744	–	1 792 157
Centre pour le vieillissement et l'innovation en santé du cerveau	–	–	8 000 000	–	8 000 000	8 000 000	–	–	–
Total—Contributions	–	413 272 256	26 704 071	10 166 646	450 142 973	464 376 728	(14 233 755)	–	388 459 550
Autres paiements de transfert									
(S) Paiements pour preuve de vaccination en vertu de la <i>Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021</i>	–	–	–	145 976 410	145 976 410	145 976 410	–	–	–
Total de l'organisme	–	538 766 436	128 533 975	164 108 860	831 409 271	645 307 859	186 101 412	–	529 172 022
Total du portefeuille ministériel	–	4 203 851 824	580 879 756	120 021 048	4 904 752 628	3 987 752 500	917 000 128	–	5 100 192 833

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Santé			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Protection et promotion de la santé	190 612 151	188 409 737	188 809 957
Services internes	26 540 059	24 566 601	21 857 609
Total du ministère – Budgétaire	217 152 210	212 976 338	210 667 566
Agence de la santé publique du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité sanitaire	900 615	900 615	738 676
Total de l'organisme – Budgétaire	900 615	900 615	738 676
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	218 052 825	213 876 953	211 406 242

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Santé		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrement d'autres paiements	25 353	–
Recouvrements des achats de biens et de services.....	40 910 070	4 354 437
Recouvrements des paiements de transfert.....	654 441	615 925
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	130 816	82 506
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 529 644	4 542 683
	49 250 324	9 595 551
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Revenus provenant de la vente de médicaments	36 351 913	25 549 357
Matériel médical	11 004 501	11 052 681
Réglementation de la lutte antiparasitaire	8 203 646	7 737 829
Revenus provenant de la vente de cannabis.....	60 802 120	58 435 808
	<i>116 362 180</i>	<i>102 775 675</i>
Location et utilisation de biens publics	900	750
Services de nature réglementaire		
Revenus provenant de la vente de médicaments.....	82 525 234	96 508 914
Matériel médical	19 697 961	26 068 110
Réglementation de la lutte antiparasitaire.....	5 903 163	5 812 818
Revenus provenant de la vente de cannabis.....	4 184 989	4 371 350
Revenus reportés	13 576 865	(8 581 596)
Divers	(3 276 692)	79 569
	<i>122 611 520</i>	<i>124 259 165</i>
Services de nature non réglementaire		
Service de dosimétrie	6 834 568	6 616 139
Programme d'aide aux employés	29 577 051	29 820 212
Revenus provenant de la vente de médicaments.....	1 027 320	988 041
Services aux autres ministères.....	199 573 650	204 413 476
Revenus reportés	(15 406)	46 068
Divers	47 410	45 414
	<i>237 044 593</i>	<i>241 929 350</i>
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes.....	750 731	682 893
Services aux autres ministères.....	4 422 249	4 489 330
Divers	33 809 543	23 670 775
	<i>38 982 523</i>	<i>28 842 998</i>
	515 001 716	497 807 938
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	622 722	215 223

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers			Revenus divers	3 468	50
Produits de la vente de biens immobiliers	250 000	5 750 000	Total de l'organisme	6 696 206	3 502 246
Intérêts sur débiteurs en souffrance	1 098 504	438 543	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Location et utilisation de biens publics	53 082	53 196	Autres revenus		
Divers	654 559	138 808	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	2 056 145	6 380 547	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	61 433	17 529
Total du ministère	566 930 907	513 999 259	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	21 790	17 946
Agence canadienne d'inspection des aliments			Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés		
Autres revenus			d'autres ministères	561	233
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 843 374	4 275 167		83 784	35 708
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	15 370	13 142	Autres frais et droits		
Services de nature réglementaire	50 701 310	56 833 019	Engagements de conformité volontaire	9 214 570	38 309
Autres frais et droits			Divers	22 018 977	–
Autres frais et droits	1 562 716	1 292 114		31 233 547	38 309
Revenus reportés	89 372	647 238	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	231	–
	1 652 088	1 939 352	Total de l'organisme	31 317 562	74 017
	52 368 768	58 785 513	Agence de la santé publique du Canada		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	307 515	103 728	Autres revenus		
Revenus divers			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers (Intérêts et pénalités)	68 147	40 147	Recouvrements des achats de biens et de services	9 533 768	1 379 506
Divers	375 155	38 216	Recouvrements des paiements de transfert	4 659 367	5 667 911
	443 302	78 363	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés		
Total de l'organisme	55 962 959	63 242 771	d'autres ministères	54 970	43 397
Instituts de recherche en santé du Canada			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	12 655 245	7 598 043
Autres revenus			Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	–	4 126 802
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs				26 903 350	18 815 659
Recouvrements de subventions et bourses d'exercices antérieurs	6 508 787	3 178 450	Ventes de biens et de services		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement d'exercices antérieurs	117 694	56 253	Droits et privilèges		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	66 257	265 718	Redevances	1 884 009	338 368
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés			Location et utilisation de biens publics	21 990	22 946
d'autres ministères	–	1 775	Services de nature réglementaire		
	6 692 738	3 502 196	Revenus reportés	(700)	27
			Services de nature non réglementaire		
			Autres services de nature non réglementaire	955 053	842 739
			Services aux autres ministères	13 219 947	13 039 002
			Divers	5	5
				14 175 005	13 881 746

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres frais et droits (Divers)	179 824	147 848
	16 260 128	14 390 935
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	786 265	114 144
Revenus divers		
Dons à l'État	–	6 183 696
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	7 488	3 256
Divers	2 656	12 533
	10 144	6 199 485
Total de l'organisme	43 959 887	39 520 223
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	85 773 570	36 224 281
Ventes de biens et de services	614 864 159	571 022 695
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 716 733	433 095
Revenus divers	2 513 059	12 658 445
Total du portefeuille ministériel	704 867 521	620 338 516

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 25

Comptes publics du Canada
2022-2023

Sécurité publique

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Agence des services frontaliers du Canada

Service canadien du renseignement de sécurité

**Commission civile d'examen et de traitement des plaintes
relatives à la Gendarmerie royale du Canada**

Service correctionnel du Canada

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Gendarmerie royale du Canada

**Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale
du Canada**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	480
Sommaire du portefeuille ministériel	485
Détail budgétaire par affectation	490
Responsabilités essentielles	494
Paievements de transfert	496
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	499
Revenus	500

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile**Sécurité communautaire**

À l'échelle nationale, Sécurité publique assume la coordination pour aider les collectivités canadiennes et les intervenants à réprimer le crime et à renforcer la résilience communautaire partout au pays, à promouvoir la sécurité des collectivités et des institutions canadiennes, à améliorer l'intégrité des frontières du Canada, et à appuyer la prestation des services de police dans les collectivités autochtones.

Gestion des urgences

Sécurité publique s'emploie à renforcer la gestion des urgences à l'échelle nationale pour aider aux mesures de prévention, d'atténuation, de préparation, d'intervention et de rétablissement en cas d'incidents de toutes sortes. Sécurité publique fournit des ressources et de l'expertise aux collectivités canadiennes dans leurs efforts de préparation aux urgences, d'atténuation et de rétablissement en cas de catastrophe.

Sécurité nationale

Sécurité publique élabore des politiques, des mesures législatives et des programmes qui appuieront la capacité du gouvernement du Canada à réagir à une gamme de menaces à la sécurité nationale visant ses citoyens, ses infrastructures essentielles et ses cybersystèmes, et fait progresser les efforts nationaux de lutte contre le terrorisme.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence des services frontaliers du Canada**Gestion de la frontière**

L'Agence des services frontaliers du Canada évalue le risque et gère la libre circulation des personnes et des marchandises admissibles qui entrent au Canada, passent par le pays et en sortent.

Exécution de la loi frontalière

L'Agence des services frontaliers du Canada contribue à la sécurité du Canada en soutenant le système d'immigration et de protection des réfugiés lorsqu'elle détermine l'admissibilité d'une personne au Canada, en prenant les mesures appropriées pour faire respecter les lois en matière d'immigration, et en soutenant les poursuites des personnes qui enfreignent nos lois.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien du renseignement de sécurité

Sécurité et renseignement

Le Service canadien du renseignement de sécurité mène des activités de renseignement dans le but d'assurer la protection des intérêts liés à la sécurité et à la prospérité du Canada, au pays et à l'étranger, et la sécurité des Canadiens. Pour ce faire, il recueille, analyse et fait état des informations liées à la menace, conformément aux lois et aux instructions du ministre. Les renseignements et les conseils que le Service canadien du renseignement de sécurité fournit au gouvernement du Canada et à ses partenaires éclairent la prise de décisions concernant les politiques et les programmes, les enquêtes liées à la sécurité nationale, les activités de filtrage de sécurité pour le gouvernement et relatives aux demandes d'immigration, et la défense du Canada. Lorsque le Service canadien du renseignement de sécurité a des motifs raisonnables de croire qu'une menace pèse sur la sécurité du Canada, il peut également prendre des mesures pour réduire la menace.

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

Examen indépendant de la Gendarmerie royale du Canada

Le rôle fondamental de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes consiste à fournir une surveillance civile de la conduite des membres de la Gendarmerie royale du Canada dans l'exercice de leurs fonctions, afin de garantir que la Gendarmerie royale du Canada est redevable au public. La Commission civile d'examen et de traitement des plaintes s'assure que les plaintes déposées par le public concernant la conduite des membres de la Gendarmerie royale du Canada sont examinées de manière équitable et objective. Ses conclusions et ses recommandations permettent de relever et de corriger des problèmes liés aux services de police qui découlent de la conduite de membres de la Gendarmerie royale du Canada ou de lacunes dans les politiques et les méthodes de l'organisme. En outre, la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes examine des activités précises de la Gendarmerie royale du Canada, fournit des rapports aux provinces qui utilisent les services de police de la Gendarmerie royale du Canada à forfait, effectue des recherches, mène des activités de sensibilisation et d'information auprès du public, et fournit des observateurs indépendants aux fins d'enquêtes sur des incidents graves impliquant des membres de la Gendarmerie royale du Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – suite**Service correctionnel du Canada****Prise en charge et garde**

Le Service correctionnel du Canada s'assure de la sécurité et du traitement humain des détenus, et répond à leurs besoins quotidiens, comme l'alimentation, les vêtements, le logement, les services de santé mentale et les soins de santé. Cela comprend aussi les mesures de sécurité en établissement, comme la répression des drogues, et les mesures de contrôle appropriées pour prévenir les incidents.

Interventions correctionnelles

Le Service correctionnel du Canada réalise des activités d'évaluation et des interventions de programme pour aider les délinquants sous responsabilité fédérale à se réadapter et faciliter leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois. Le Service correctionnel du Canada mobilise aussi les citoyens canadiens pour en faire des partenaires dans la réalisation de son mandat correctionnel et offre des services aux victimes d'actes criminels.

Surveillance dans la collectivité

Le Service correctionnel du Canada surveille les délinquants dans la collectivité et fournit une structure et des services pour appuyer leur réinsertion sécuritaire et réussie dans la collectivité. Il offre des possibilités de logement, des services de santé dans la collectivité et des partenariats avec des organismes communautaires. Le Service correctionnel du Canada s'occupe des délinquants faisant l'objet d'une libération conditionnelle, d'une libération d'office et d'une ordonnance de surveillance de longue durée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada**Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux**

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel mène des enquêtes sur les plaintes individuelles visant le Service correctionnel du Canada de la part des délinquants en institution fédérale ou sous supervision et effectue des examens systémiques d'enjeux qui touchent un nombre important de délinquants en institution fédérale. Le Bureau de l'enquêteur correctionnel effectue des examens de toutes les enquêtes du Service correctionnel du Canada dans les cas de décès en établissement et de blessures graves afin de déterminer si le Service correctionnel du Canada a agi conformément aux lois et aux politiques et examine tous les incidents de recours à la force. Les enquêtes du Bureau de l'enquêteur correctionnel visent à assurer que la pratique correctionnelle fédérale est sécuritaire, humaine et respectueuse de la loi afin de veiller à ce que les décisions et pratiques soient respectueuses des droits de la personne, conformes à la loi et aux politiques et sont justes.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Décisions relatives à la mise en liberté sous condition

La mise en liberté sous condition est fondée sur le principe et soutenue par la recherche selon lequel la sécurité de la collectivité est assurée par la mise en liberté graduelle et en temps opportun, supervisée des délinquants au sein de la collectivité. Divers éléments contribuent au processus de mise en liberté, notamment la qualité des décisions en matière de liberté sous condition fondées sur le risque de récidive, l'efficacité des programmes et des traitements, et la surveillance efficace dans la collectivité. Dans le cadre de cette responsabilité essentielle, la Commission des libérations conditionnelles du Canada fournit des renseignements à jour et exacts aux commissaires pour les aider à prendre des décisions, et crée des formations et des politiques qui constituent des outils essentiels pour l'évaluation du risque et la prise de décisions qui sont conformes à la loi.

Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence

Une suspension du casier/un pardon vise à appuyer la réinsertion sociale sûre et durable d'une personne. C'est une action administrative dont l'objet est d'effacer la honte rattachée au fait d'avoir un casier judiciaire aux personnes condamnées d'une infraction à une loi fédérale, qui ont purgé leur peine, ayant satisfait aux critères de la *Loi sur le casier judiciaire* et se conduisent en citoyens respectueux des lois depuis un nombre d'années déterminées. Les suspensions du casier/les pardons peuvent être révoqués ou cesser d'avoir effet si une nouvelle infraction est commise ou si une personne n'est plus de bonne conduite. Dans le cadre de cette responsabilité essentielle, la Commission des libérations conditionnelles du Canada vérifie l'admissibilité des demandes, réunit les renseignements nécessaires pour la prise de décisions des commissaires et élabore des politiques qui orientent les processus décisionnels.

De plus, en vertu de la *Loi sur la radiation*, la Commission des libérations conditionnelles du Canada ordonnera la radiation des dossiers judiciaires admissibles qui constituerait aujourd'hui des infractions légales. Les personnes reconnues coupables d'une infraction énumérée dans l'annexe de la *Loi sur la radiation* peuvent demander une ordonnance de radiation, de même que les personnes autorisées dans le cas d'une personne décédée. La différence entre une suspension de casier/un pardon et une radiation est que dans le cas d'une suspension de casier/un pardon, le casier judiciaire est tenu séparément des autres dossiers, alors qu'une radiation détruirait complètement le casier. La Commission des libérations conditionnelles du Canada est aussi responsable d'évaluer les demandes et de fournir des recommandations en vertu de la Prérogative royale de clémence (c.-à-d. clémence) ainsi qu'à donner des avis au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile sur le bien-fondé de chaque cas.

Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition

Cette responsabilité essentielle permet de s'assurer que la Commission des libérations conditionnelles du Canada exerce ses activités de manière transparente et responsable, conformément aux dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Elle inclut le fait de travailler avec les victimes d'actes criminels, les délinquants et le public, en leur fournissant de l'information à propos de nos politiques et de nos programmes, notamment l'accès au Registre des décisions de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, ainsi qu'à offrir de l'aide aux personnes qui assistent aux audiences à titre d'observateurs. La responsabilité essentielle inclut également le fait d'encourager la participation des citoyens, d'améliorer l'éducation et la sensibilisation du public, de mener des enquêtes sur des incidents survenus dans la collectivité (c.-à-d. lorsqu'il y a une nouvelle infraction), de surveiller le rendement de la Commission des libérations conditionnelles du Canada et de rendre compte des résultats liés au processus de mise en liberté sous condition.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – fin**Gendarmerie royale du Canada****Services de police contractuels et autochtones**

Dans le cadre des ententes de services de police, la Gendarmerie royale du Canada fournit des services de police pour répondre aux besoins des provinces (à l'exception de l'Ontario et du Québec) et des territoires, ainsi qu'aux besoins des municipalités et des collectivités autochtones, notamment par l'intermédiaire du Programme des services de police des Premières Nations. Ces services englobent l'administration générale de la justice, soit le maintien de la paix, la prévention de la criminalité et l'accomplissement de toutes les tâches énoncées en vertu des lois du Canada ou des lois des provinces et des territoires respectifs.

Police fédérale

La Police fédérale s'attaque aux menaces criminelles les plus graves et les plus complexes pour la sécurité des Canadiens ainsi que pour les intérêts du Canada, notamment pour les institutions démocratiques, l'intégrité économique et les infrastructures matérielles et cybernétiques. Dans le cadre des Services de police fédérale, la Gendarmerie royale du Canada prévient et détecte les crimes liés à la sécurité nationale, la cybercriminalité, le crime organisé transnational et les crimes graves, y compris les crimes financiers, et mène des enquêtes sur ces crimes. De plus, elle applique les lois fédérales, mène des activités policières internationales et veille à l'intégrité des frontières du Canada et à la sécurité des grands événements pilotés par le gouvernement, des représentants désignés et des dignitaires.

Services nationaux de police

À l'externe, la Gendarmerie royale du Canada fournit à tous les organismes canadiens d'application de la loi des services techniques et spécialisés, notamment une formation avancée concernant l'application de la loi, des dépôts nationaux de données criminelles; l'accès à la réglementation et la délivrance des permis touchant les armes à feu; des outils et des services d'enquête entre autres dans les domaines des sciences judiciaires, de l'identification, des armes à feu et de l'exploitation des enfants. À l'interne, un éventail de services techniques sont fournis pour faire avancer les opérations de la Gendarmerie royale du Canada, telles que la collecte de preuves numériques, la prestation d'outils de technologie de l'information policière et la mise en œuvre des normes de sécurité touchant le personnel et le Ministère.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada**Examen indépendant de questions d'emploi concernant la Gendarmerie royale du Canada**

Effectuer des examens et formuler des conclusions et des recommandations en toute indépendance et impartialité en vue de décisions définitives sur des appels interjetés contre des décisions rendues à la Gendarmerie royale du Canada concernant des plaintes de harcèlement, des cas de déontologie, des licenciements ou des rétrogradations ainsi que des cessations de versement de la solde et des indemnités.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	201 130 701	–	–	201 130 701				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	40 515 101	–	40 515 101				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	14 572 825	–	14 572 825				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	9 600	9 600				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	4 147 291	4 147 291				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	8 788 718	8 788 718				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	2 208 985	2 208 985				
	Virement au crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(80 000)	(80 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	201 130 701	55 087 926	15 074 594	271 293 221	245 135 365	26 157 856	–	174 572 784
5	Subventions et contributions.....	–	663 745 982	–	–	663 745 982				
5a	Subventions et contributions.....	–	–	823 638 161	–	823 638 161				
5b	Subventions et contributions.....	–	–	1 623 822 838	–	1 623 822 838				
5c	Subventions et contributions.....	–	–	131 228 841	–	131 228 841				
	Virement au crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	(68 244 284)	(68 244 284)				
	Total – Crédit 5.....	–	663 745 982	2 578 689 840	(68 244 284)	3 174 191 538	3 045 103 138	129 088 400	–	875 077 570
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	18 503 292	3 185 470	(446 234)	21 242 528	21 242 528	–	–	17 918 757
(S)	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	3 907	–	–	6 755	10 662	–	3 907	6 755	–
	Total du ministère – Budgétaire.....	3 907	883 472 475	2 636 963 236	(53 609 269)	3 466 830 349	3 311 573 431	155 250 163	6 755	1 067 659 811
Agence des services frontaliers du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	134 778 931	1 958 648 984	–	–	2 093 427 915				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	169 062 369	–	169 062 369				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	40 858 545	–	40 858 545				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration).....	–	–	–	1 653 650	1 653 650				
	crédit 1 (Ministère de l'Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	1 078 000	1 078 000				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	1 700 000	1 700 000				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	6 724 574	6 724 574				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 828 734	1 828 734				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	11 753 763	11 753 763				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	24 654 356	24 654 356				

Sommaire du portefeuille ministériel – suite

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(425 838)	(425 838)				
	crédit 5	–	–	–	(1 328 960)	(1 328 960)				
	Total – Crédit 1	134 778 931	1 958 648 984	209 920 914	47 638 279	2 350 987 108	2 182 831 319	72 143 075	96 012 714	2 107 469 835
5	Dépenses en capital.....	43 710 612	173 061 244	–	–	216 771 856				
5b	Dépenses en capital	–	–	48 784 417	–	48 784 417				
	Virement du crédit 1	–	–	–	1 328 960	1 328 960				
	Total – Crédit 5	43 710 612	173 061 244	48 784 417	1 328 960	266 885 233	170 423 612	45 317 389	51 144 232	143 527 489
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	212 375 680	23 864 146	4 372 213	240 612 039	240 612 039	–	–	226 975 525
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	153 731	–	–	1 017 996	1 171 727	672 329	–	499 398	727 147
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	3 153	3 153	3 153	–	–	17 995
	Total de l'organisme – Budgétaire	178 643 274	2 344 085 908	282 569 477	54 360 601	2 859 659 260	2 594 542 452	117 460 464	147 656 344	2 478 717 991
	Service canadien du renseignement de sécurité									
1	Dépenses du programme.....	–	591 723 683	–	–	591 723 683				
1b	Dépenses du programme	–	–	2 732 664	–	2 732 664				
1c	Dépenses du programme	–	–	6 357 287	–	6 357 287				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	15 710	15 710				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	6 216 013	6 216 013				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	29 648 624	29 648 624				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	(1 438 617)	(1 438 617)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	Total – Crédit 1	–	591 723 683	9 089 951	34 416 730	635 230 364	620 073 823	15 156 541	–	593 505 144
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	56 433 902	834 916	(5 222 857)	52 045 961	52 045 961	–	–	48 667 683
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	380 550	–	–	232 653	613 203	327 092	53 458	232 653	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	380 550	648 157 585	9 924 867	29 426 526	687 889 528	672 446 876	15 209 999	232 653	642 172 827
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada									
1	Dépenses du programme.....	–	9 376 774	–	–	9 376 774				
1b	Dépenses du programme	–	–	2 133 425	–	2 133 425				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	256 274	256 274				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	16 135	16 135				
	Total – Crédit 1	–	9 376 774	2 133 425	272 409	11 782 608	11 192 826	589 782	–	9 395 423

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 099 875	204 323	(17 363)	1 286 835	1 286 835	–	–	1 135 212
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	10 476 649	2 337 748	255 046	13 069 443	12 479 661	589 782	–	10 530 635
	Service correctionnel du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	2 578 846 421	–	–	2 578 846 421				
1b	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	105 017 134	–	105 017 134				
	Virement du :									
	crédit 5	–	–	–	4 618 534	4 618 534				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 444 825	1 444 825				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	11 007 998	11 007 998				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	108 231 703	108 231 703				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	753 782	753 782				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(20 000)	(20 000)				
	Total – Crédit 1	–	2 578 846 421	105 017 134	126 036 842	2 809 900 397	2 574 170 748	235 729 649	–	2 522 384 399
5	Dépenses en capital.....	–	213 793 715	–	–	213 793 715				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	46 324 211	46 324 211				
	Virement au crédit 1.....	–	–	–	(4 618 534)	(4 618 534)				
	Total – Crédit 5.....	–	213 793 715	–	41 705 677	255 499 392	199 357 363	56 142 029	–	146 976 291
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	258 291 612	8 941 002	(17 120 296)	250 112 318	250 112 318	–	–	241 600 477
(S)	Fonds renouvelable CORCAN (<i>Loi de crédits n° 4 de 1991-1992</i>)	13 224 718	(204 286)	–	204 286	13 224 718	(9 307 193)	–	22 531 911	(1 258 221)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 089 436	–	–	2 319 261	3 408 697	1 089 436	–	2 319 261	219 460
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	14 141	14 141	14 141	–	–	847
	Total budgétaire.....	14 314 154	3 050 727 462	113 958 136	153 159 911	3 332 159 663	3 015 436 813	291 871 678	24 851 172	2 909 923 253
L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> . Limite 50 000 \$ (Net).....		44 959	–	–	44 959	100	–	44 859	(32)
	Total de l'organisme – Budgétaire	14 314 154	3 050 727 462	113 958 136	153 159 911	3 332 159 663	3 015 436 813	291 871 678	24 851 172	2 909 923 253
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	44 959	–	–	–	44 959	100	–	44 859	(32)
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada									
1	Dépenses du programme.....	–	4 880 918	–	–	4 880 918				
	Virement du :									
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	291 954	291 954				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	243 976	243 976				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	8 630	8 630				
	Total – Crédit 1	–	4 880 918	–	544 560	5 425 478	5 188 105	237 373	–	4 614 535
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	597 364	–	(23 755)	573 609	573 609	–	–	538 459
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	5 478 282	–	520 805	5 999 087	5 761 714	237 373	–	5 152 994

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Commission des libérations conditionnelles du Canada										
1	Dépenses du programme	–	58 591 187	–	–	58 591 187				
1b	Dépenses du programme	–	–	3 300 000	–	3 300 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	16 300	16 300				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	2 822 659	2 822 659				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	2 748 426	2 748 426				
	Total – Crédit 1	–	58 591 187	3 300 000	5 587 385	67 478 572	61 362 981	6 115 591	–	52 272 398
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 904 740	675 000	(195 226)	7 384 514	7 384 514	–	–	6 446 644
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	39 486	–	–	24 065	63 551	24 065	15 421	24 065	24 406
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	–	–	–	658	658	658	–	–	645
(S)	Montants adjugés par une cour – <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>	–	–	–	4 260	4 260	4 260	–	–	8 725
	Total de l'organisme – Budgétaire	39 486	65 495 927	3 975 000	5 421 142	74 931 555	68 776 478	6 131 012	24 065	58 752 818
Gendarmerie royale du Canada										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	3 016 856 037	–	–	3 016 856 037				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	40 052 785	–	40 052 785				
1c	Dépenses de fonctionnement	–	–	151 022 586	–	151 022 586				
	Virement du :									
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	624 200	624 200				
	crédit 1 (Service administratif des tribunaux judiciaires).....	–	–	–	61 700	61 700				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	–	–	–	248 189	248 189				
	crédit 1 (Ministère de la Justice).....	–	–	–	6 500	6 500				
	crédit 1 (Ministère des Transports).....	–	–	–	430 804	430 804				
	crédit 1 (Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement).....	–	–	–	12 900	12 900				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	400 000	400 000				
	crédit 5 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile).....	–	–	–	68 244 284	68 244 284				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	191 529	191 529				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	23 632 717	23 632 717				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	84 848 867	84 848 867				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	59 348 539	59 348 539				

Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	-	-	-	(1 700 000)	(1 700 000)			
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).....	-	-	-	(252 731)	(252 731)			
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	-	-	-	(5 000)	(5 000)			
	crédit 10	-	-	-	(2 139 000)	(2 139 000)			
	Total – Crédit 1	-	3 016 856 037	191 075 371	233 953 498	3 441 884 906	3 267 126 325	174 758 581	- 3 955 115 401
5	Dépenses en capital.....	-	262 730 335	-	-	262 730 335			
5b	Dépenses en capital	-	-	35 477 055	-	35 477 055			
5c	Dépenses en capital	-	-	12 713 494	-	12 713 494			
Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	-	-	-	457 393	457 393			
	CT, crédit 35 ¹	-	-	-	73 413 268	73 413 268			
	Virement au crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	-	-	-	(300 000)	(300 000)			
	Total – Crédit 5	-	262 730 335	48 190 549	73 570 661	384 491 545	288 234 933	96 256 612	- 235 865 869
10	Subventions et contributions	-	428 273 483	-	-	428 273 483			
10b	Subventions et contributions.....	-	-	238 513 000	-	238 513 000			
10c	Subventions et contributions.....	-	-	1	-	1			
	Virement du crédit 1	-	-	-	2 139 000	2 139 000			
	Total – Crédit 10.....	-	428 273 483	238 513 001	2 139 000	668 925 484	527 235 621	141 689 863	- 482 559 706
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	65 864 641	3 230 818	37 417 747	106 513 206	106 513 206	-	- 96 677 002
(S)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada.....	-	455 479 327	12 205 965	1 146 875 325	1 614 560 617	1 614 560 617	-	- 545 556 213
(S)	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10)	-	5 000 000	-	(1 488 396)	3 511 604	3 511 604	-	- 4 326 758
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs.....	-	-	-	26 357	26 357	26 357	-	- 75 280
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	227 382	-	-	398 925	626 307	230 418	-	395 889 6 249 437
	Total de l'organisme – Budgétaire	227 382	4 234 203 823	493 215 704	1 492 893 117	6 220 540 026	5 807 439 081	412 705 056	395 889 5 326 425 666
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada									
1	Dépenses du programme.....	-	5 801 194	-	-	5 801 194			
	Virement du CT, crédit 15 ¹	-	-	-	51 237	51 237			
	Total – Crédit 1	-	5 801 194	-	51 237	5 852 431	4 398 975	1 453 456	- 3 493 016
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	-	640 904	-	(162 259)	478 645	478 645	-	- 381 688
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	6 442 098	-	(111 022)	6 331 076	4 877 620	1 453 456	- 3 874 704
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	193 608 753	11 248 540 209	3 542 944 168	1 682 316 857	16 667 409 987	15 493 334 126	1 000 908 983	173 166 878 12 503 210 699
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	44 959	-	-	-	44 959	100	-	44 859 (32)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	207 792 535	204 161 858	3 630 677	–
Budget en capital.....	22 531 062	21 926 632	604 430	–
Initiatives publicitaires.....	5 000 000	1 748 761	3 251 239	–
Projet pilote de l'Équipe d'action, de coordination et d'exécution pour la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité.....	4 761 330	3 616 733	1 144 597	–
Règlement litige du Conseil Mushkegowk.....	16 000 000	16 000 000	–	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	371 546	224 756	146 790	–
Affectations bloquées				
Report.....	14 313 425	–	14 313 425	–
Transfert/réaffectation.....	1 543 842	–	1 543 842	–
Réduction.....	114 924	–	114 924	–
Autre.....	1 564 557	–	1 564 557	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 700 000)	(2 543 375)	(156 625)	–
	271 293 221	245 135 365	26 157 856	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	3 036 839 294	2 996 299 791	40 539 503	–
Mesures d'urgence de la Croix-Rouge canadienne.....	1 024 800	1 024 800	–	–
Programme des installations policières pour les Premières Nations et les Inuits.....	47 778 547	47 778 547	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	88 548 897	–	88 548 897	–
	3 174 191 538	3 045 103 138	129 088 400	–
Montants législatifs.....	21 345 590	21 334 928	3 907	6 755
	3 466 830 349	3 311 573 431	155 250 163	6 755
Agence des services frontaliers du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	2 072 402 261	2 051 887 398	–	20 514 863
Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada.....	64 747 935	27 007 484	–	37 740 451
Fonds continus du Manifeste électronique.....	96 456 461	82 506 321	–	13 950 140
Centre d'expertise sur la fraude commerciale et le recyclage des produits criminels de nature commerciale de l'Agence des services frontaliers du Canada.....				
Projet de poste frontalier terrestre.....	6 807 224	6 807 224	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	3 212 648	3 212 648	–	–
Initiative de modernisation des programmes pour les voyageurs.....	1 396 032	1 396 032	–	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	41 694 893	33 648 842	–	8 046 051
Affectations bloquées	3 463 640	3 463 640	–	–
Report.....	66 744 465	–	66 744 465	–
Transfert/réaffectation.....	2 869 453	–	2 869 453	–
Autre.....	18 290 366	–	2 529 157	15 761 209
Revenus affectés aux dépenses.....	(27 098 270)	(27 098 270)	–	–
	2 350 987 108	2 182 831 319	72 143 075	96 012 714

Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	113 837 246	98 187 318	–	15 649 928
Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada.....	58 105 044	58 105 044	–	–
Projet de postes frontaliers terrestres.....	43 084 336	10 968 744	–	32 115 592
Initiative de modernisation des programmes pour les voyageurs.....	5 786 218	3 162 506	–	2 623 712
Affectations bloquées				
Report.....	36 326 823	–	36 326 823	–
Transfert/réaffectation.....	681 800	–	681 800	–
Autre.....	9 063 766	–	8 308 766	755,000
	266 885 233	170 423 612	45 317 389	51 144 232
Montants législatifs.....	241 786 919	241 287 521	–	499 398
	2 859 659 260	2 594 542 452	117 460 464	147 656 344
Service canadien du renseignement de sécurité				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	574 797 850	567 737 893	7 059 957	–
Budget en capital.....	52 883 343	49 207 416	3 675 927	–
<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.....</i>	4 771 418	3 128 514	1 642 904	–
Affectations bloquées				
Autre.....	2 777 753	–	2 777 753	–
	635 230 364	620 073 823	15 156 541	–
Montants législatifs.....	52 659 164	52 373 053	53 458	232 653
	687 889 528	672 446 876	15 209 999	232 653
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	11 658 807	11 192 826	465 981	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	123 801	–	123 801	–
	11 782 608	11 192 826	589 782	–
Montants législatifs.....	1 286 835	1 286 835	–	–
	13 069 443	12 479 661	589 782	–
Service correctionnel du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions				
Budget de fonctionnement.....	2 614 930 907	2 550 354 448	64 576 459	–
Subventions et contributions.....	4 961 935	4 961 935	–	–
Recours collectifs.....	21 740 466	21 740 466	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	2 455 234	1 447 382	1 007 852	–
Affectations bloquées				
Report.....	158 723 464	–	158 723 464	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(4 333 483)	(4 333 483)	–	–
	2 809 900 397	2 574 170 748	235 729 649	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	249 833 007	199 357 363	50 475 644	–
Affectations bloquées				
Report.....	2 545 208	–	2 545 208	–
Transfert/réaffectation.....	3 121 177	–	3 121 177	–
	255 499 392	199 357 363	56 142 029	–
Montants législatifs.....	266 759 874	241 908 702	–	24 851 172
	3 332 159 663	3 015 436 813	291 871 678	24 851 172

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	5 424 306	5 188 105	236 201	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 172	–	1 172	–
	5 425 478	5 188 105	237 373	–
Montants législatifs.....	573 609	573 609	–	–
	5 999 087	5 761 714	237 373	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement.....	66 751 995	62 018 264	4 733 731	–
Affectations bloquées				
Report.....	1 664 077	–	1 664 077	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(937 500)	(655 283)	(282 217)	–
	67 478 572	61 362 981	6 115 591	–
Montants législatifs.....	7 452 983	7 413 497	15 421	24 065
	74 931 555	68 776 478	6 131 012	24 065
Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	2 056 771 418	2 007 709 219	49 062 199	–
Dépenses directes des services de police contractuels	3 074 735 546	3 074 562 617	172 929	–
Opérations internationales de maintien et de soutien de la paix.....	16 210 569	16 210 569	–	–
Rétablissement de l'efficacité de la police fédérale.....	153 500 000	153 500 000	–	–
Ententes sur les analyses biologiques	15 088 637	15 088 637	–	–
Règlement de recours collectif	24 301 869	124 525	24 177 344	–
Renouvellement des systèmes radio – Nouveau-Brunswick	1 165 800	1 165 800	–	–
Service de police contre la cybercriminalité	18 682 661	13 415 578	5 267 083	–
Systèmes radio – Ontario – Québec – Région de la capitale nationale.....	2 645 394	2 645 394	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 800 000	1 752 790	47 210	–
Affectations bloquées				
Report.....	60 847 100	–	60 847 100	–
Transfert/réaffectation	11 210 001	–	11 210 001	–
Réduction	15 855 580	–	15 855 580	–
Autre	9 582 717	–	9 582 717	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 020 512 386)	(2 019 048 804)	(1 463 582)	–
	3 441 884 906	3 267 126 325	174 758 581	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	157 653 650	89 300 778	68 352 872	–
Rétablissement de l'efficacité de la police fédérale.....	2 938 000	2 938 000	–	–
Dépenses directes des services de police contractuels	197 232 956	185 115 107	12 117 849	–
Service de police contre la cybercriminalité	935 300	371 500	563 800	–

Systèmes radio – Ontario – Québec – Région de la capitale nationale	10 509 548	10 509 548	–	–
Affectations bloquées				
Report	14 152 948	–	14 152 948	–
Transfert/réaffectation	1 069 143	–	1 069 143	–
	<i>384 491 545</i>	<i>288 234 933</i>	<i>96 256 612</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	587 299 484	527 235 621	60 063 863	–
Affectations bloquées				
Report	81 626 000	–	81 626 000	–
	<i>668 925 484</i>	<i>527 235 621</i>	<i>141 689 863</i>	–
Montants législatifs	<i>1 725 238 091</i>	<i>1 724 842 202</i>	–	<i>395 889</i>
	6 220 540 026	5 807 439 081	412 705 056	395 889
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 852 431	4 398 975	1 453 456	–
Montants législatifs	478 645	478 645	–	–
	6 331 076	4 877 620	1 453 456	–
Total du portefeuille ministériel	16 667 409 987	15 493 334 126	1 000 908 983	173 166 878

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire												Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire					
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice				
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile														
Sécurité communautaire	100 916 662	93 573 223	–	–	606 932 407	511 365 094	–	–	707 849 069	604 938 317	–	–	–	–
Gestion des urgences	84 544 451	66 805 608	–	–	2 564 305 139	2 530 802 170	–	–	2 648 849 590	2 597 607 778	–	–	–	–
Sécurité nationale	28 603 564	27 622 761	–	–	2 953 992	2 935 874	–	–	31 557 556	30 558 635	–	–	–	–
Services internes	81 274 134	81 012 076	–	–	–	–	2 700 000	2 543 375	78 574 134	78 468 701	–	–	–	–
Total partiel	295 338 811	269 013 668	–	–	3 174 191 538	3 045 103 138	2 700 000	2 543 375	3 466 830 349	3 311 573 431	–	–	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 700 000)	(2 543 375)	–	–	–	–	(2 700 000)	(2 543 375)	–	–	–	–	–	–
Total du ministère	292 638 811	266 470 293	–	–	3 174 191 538	3 045 103 138	–	–	3 466 830 349	3 311 573 431	–	–	–	–
Agence des services frontaliers du Canada														
Gestion de la frontière	1 777 189 193	1 570 410 326	246 528 382	150 210 966	–	–	27 098 270	27 098 270	1 996 619 305	1 693 523 022	–	–	–	–
Exécution de la loi frontalière	363 533 893	356 124 143	109 232	547 778	–	–	–	–	363 643 125	356 671 921	–	–	–	–
Services internes	479 149 211	524 682 641	20 247 619	19 664 868	–	–	–	–	499 396 830	544 347 509	–	–	–	–
Total partiel	2 619 872 297	2 451 217 110	266 885 233	170 423 612	–	–	27 098 270	27 098 270	2 859 659 260	2 594 542 452	–	–	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(27 098 270)	(27 098 270)	–	–	–	–	(27 098 270)	(27 098 270)	–	–	–	–	–	–
Total de l'organisme	2 592 774 027	2 424 118 840	266 885 233	170 423 612	–	–	–	–	2 859 659 260	2 594 542 452	–	–	–	–
Service canadien du renseignement de sécurité														
Sécurité et renseignement	687 889 528	672 446 876	–	–	–	–	–	–	687 889 528	672 446 876	–	–	–	–
Total de l'organisme	687 889 528	672 446 876	–	–	–	–	–	–	687 889 528	672 446 876	–	–	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada														
Examen indépendant de la														
Gendarmerie royale du Canada	8 664 073	8 074 291	–	–	–	–	–	–	8 664 073	8 074 291	–	–	–	–
Services internes	4 405 370	4 405 370	–	–	–	–	–	–	4 405 370	4 405 370	–	–	–	–
Total de l'organisme	13 069 443	12 479 661	–	–	–	–	–	–	13 069 443	12 479 661	–	–	–	–
Service correctionnel du Canada														
Prise en charge et garde	1 958 828 652	1 768 633 565	215 287 173	171 910 111	1 293 879	1 293 879	–	–	2 175 409 704	1 941 837 555	–	–	–	–
Interventions correctionnelles	617 053 496	582 899 782	1 360 710	1 360 710	600 000	148 101	109 730 972	114 235 248	509 283 234	470 173 345	44 959	100	–	–
Surveillance dans la collectivité	175 607 436	175 607 436	5 477 271	3 906 114	3 519 955	3 519 955	–	–	184 604 662	183 033 505	–	–	–	–
Services internes	433 431 225	402 545 463	33 374 238	22 180 428	–	–	3 943 400	4 333 483	462 862 063	420 392 408	–	–	–	–
Total partiel	3 184 920 809	2 929 686 246	255 499 392	199 357 363	5 413 834	4 961 935	113 674 372	118 568 731	3 332 159 663	3 015 436 813	44 959	100	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(113 674 372)	(118 568 731)	–	–	–	–	(113 674 372)	(118 568 731)	–	–	–	–	–	–
Total de l'organisme	3 071 246 437	2 811 117 515	255 499 392	199 357 363	5 413 834	4 961 935	–	–	3 332 159 663	3 015 436 813	44 959	100	–	–

**Bureau de l'enquêteur
correctionnel du Canada**

Surveillance indépendante des

services correctionnels fédéraux.....	4 410 640	4 200 573	-	-	-	-	-	-	-	4 410 640	4 200 573	-	-
Services internes.....	1 588 447	1 561 141	-	-	-	-	-	-	-	1 588 447	1 561 141	-	-
Total de l'organisme.....	5 999 087	5 761 714	-	-	-	-	-	-	-	5 999 087	5 761 714	-	-

**Commission des libérations
conditionnelles du Canada**

Décisions relatives à la mise en liberté
sous condition.....

42 801 139	42 264 222	-	-	-	-	-	-	-	-	42 801 139	42 264 222	-	-
Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 545 370	9 016 265	-	-	-	-	937 500	655 283	12 607 870	8 360 982	-	-	-	-
Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition.....	4 697 576	4 450 821	-	-	-	-	-	4 697 576	4 450 821	-	-	-	-
14 824 970	13 700 453	-	-	-	-	-	-	14 824 970	13 700 453	-	-	-	-
Total partiel.....	75 869 055	69 431 761	-	-	-	937 500	655 283	74 931 555	68 776 478	-	-	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(937 500)	(655 283)	-	-	-	(937 500)	(655 283)	-	-	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	74 931 555	68 776 478	-	-	-	-	-	74 931 555	68 776 478	-	-	-	-

Gendarmerie royale du Canada

Services de police contractuels

et autochtones.....	4 477 699 914	4 364 940 593	198 189 997	202 837 621	443 915 042	402 604 174	1 977 977 454	1 977 977 454	3 141 827 499	2 992 404 934	-	-
Police fédérale.....	1 224 127 637	1 222 065 334	15 073 572	26 785 626	115 411 968	104 738 967	2 000 000	293 840	1 352 613 177	1 353 296 087	-	-
Services nationaux de police.....	688 487 932	657 488 017	43 594 373	40 107 168	113 110 078	23 404 084	24 729 637	29 090 174	820 462 746	691 909 095	-	-
Services internes.....	793 808 296	763 011 783	127 633 603	18 504 518	-	-	15 805 295	11 687 336	905 636 604	769 828 965	-	-
Total partiel.....	7 184 123 779	7 007 505 727	384 491 545	288 234 933	672 437 088	530 747 225	2 020 512 386	2 019 048 804	6 220 540 026	5 807 439 081	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(2 020 512 386)	(2 019 048 804)	-	-	-	-	(2 020 512 386)	(2 019 048 804)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	5 163 611 393	4 988 456 923	384 491 545	288 234 933	672 437 088	530 747 225	-	-	6 220 540 026	5 807 439 081	-	-

**Comité externe d'examen de la
Gendarmerie royale du Canada**

Examen indépendant de questions

d'emploi concernant la Gendarmerie royale du Canada.....	6 331 076	4 877 620	-	-	-	-	-	-	6 331 076	4 877 620	-	-
Total de l'organisme.....	6 331 076	4 877 620	-	-	-	-	-	-	6 331 076	4 877 620	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	11 908 491 357	11 254 505 920	906 876 170	658 015 908	3 852 042 460	3 580 812 298	-	-	16 667 409 987	15 493 334 126	44 959	100

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile									
Subventions									
Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants	–	21 600 000	20 100 000	–	41 700 000	41 700 000	–	–	21 600 000
Fonds pour la résilience communautaire.....	–	3 500 000	–	(1 500 000)	2 000 000	119 929	1 880 071	–	378 563
Programme de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd	–	3 100 000	–	(63 500)	3 036 500	2 932 250	104 250	–	2 314 000
Subventions pour les organismes bénévoles nationaux.....	–	1 796 144	–	–	1 796 144	1 796 144	–	–	–
Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	–	1 760 000	–	–	1 760 000	699 857	1 060 143	–	1 132 137
Subventions aux partenaires provinciaux pour le Système national de repérage afin de repérer et de surveiller les délinquants violents à risque élevé qui mettent en péril la sécurité publique ..	–	1 000 000	–	–	1 000 000	891 961	108 039	–	1 000 000
Programme de coopération en matière de cybersécurité	–	1 000 000	–	(698 900)	301 100	301 100	–	–	287 020
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 796 144
Total – Subventions	–	33 756 144	20 100 000	(2 262 400)	51 593 744	48 441 241	3 152 503	–	28 507 864
Contributions									
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières Nations.....	–	263 864 517	–	(67 931 463)	195 933 054	178 500 462	17 432 592	–	131 371 947
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	–	100 000 000	2 323 638 161	–	2 423 638 161	2 423 638 161	–	–	445 750 181
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	–	75 586 023	–	(1 520 726)	74 065 297	74 065 297	–	–	59 677 769
Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires	–	58 750 000	–	–	58 750 000	15 728 172	43 021 828	–	–
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	–	43 582 899	4 000 000	(12 212 266)	35 370 633	34 206 927	1 163 706	–	36 613 828
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits	–	29 501 577	20 534 486	–	50 036 063	32 554 416	17 481 647	–	12 712 840
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé.....	–	23 667 222	4 663 567	(1 584 221)	26 746 568	19 449 184	7 297 384	–	20 600 437
Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage.....	–	7 386 000	–	1 827 393	9 213 393	8 226 254	987 139	–	5 788 254
Programme de contributions pour les analyses biologiques	–	6 900 000	6 100 837	(649 250)	12 351 587	12 175 837	175 750	–	6 900 000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile....	–	4 612 000	–	1 039 340	5 651 340	5 567 155	84 185	–	4 249 691

Fonds pour la résilience communautaire.....	-	3 500 000	3 571 969	1 500 000	8 571 969	4 608 034	3 963 935	-	5 867 222
Programme de contribution pour les coûts extraordinaires des services de police de la capitale nationale	-	3 000 000	83 600 000	-	86 600 000	86 600 000	-	-	3 000 000
Contributions pour les organismes bénévoles nationaux	-	3 000 000	-	(143 023)	2 856 977	2 174 286	682 691	-	-
Programme de contributions à l'amélioration de la sécurité des collectivités autochtones	-	2 200 000	500 000	(14 225)	2 685 775	1 401 142	1 284 633	-	1 884 690
Programme de contribution visant à combattre l'exploitation sexuelle des enfants et la traite de personnes.....	-	2 035 600	-	1 271 400	3 307 000	3 307 000	-	-	2 757 000
Programme de coopération en matière de cybersécurité.....	-	1 000 000	-	1 652 892	2 652 892	2 634 774	18 118	-	3 032 088
Programme de contribution de l'Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage.....	-	714 000	-	86 000	800 000	800 000	-	-	692 580
Association internationale des pompiers, Canada	-	500 000	-	-	500 000	500 000	-	-	500 000
Programme de contribution au Secrétariat de COSPAS-SARSAT ...	-	190 000	-	286 000	476 000	476 000	-	-	272 000
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	-	-	35 537 192	-	35 537 192	27 567 365	7 969 827	-	47 229 337
Indemnisation des accidents du travail.....	-	-	-	422 523	422 523	422 084	439	-	-
Appuyer une main-d'œuvre humanitaire pour répondre à la COVID-19 et à d'autres urgences de grande envergure.....	-	-	76 443 628	-	76 443 628	52 071 605	24 372 023	-	-
Aide financière à la province de Québec pour l'aider à assumer les coûts d'intervention et de rétablissement engagés à la suite de l'explosion découlant du déraillement de train survenu à Lac-Mégantic, au Québec	-	-	-	9 987 742	9 987 742	9 987 742	-	-	-
Éléments non requis pour l'exercice en cours.....	-	-	-	-	-	-	-	-	57 669 842
Total – Contributions.....	-	629 989 838	2 558 589 840	(65 981 884)	3 122 597 794	2 996 661 897	125 935 897	-	846 569 706
Total du ministère.....	-	663 745 982	2 578 689 840	(68 244 284)	3 174 191 538	3 045 103 138	129 088 400	-	875 077 570
Service correctionnel du Canada									
Subventions									
Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour le Centre de recherche judiciaire.....	-	120 000	-	-	120 000	120 000	-	-	120 000
Contributions									
Programme de contributions pour la réinsertion des délinquants autochtones	-	600 000	-	-	600 000	148 101	451 899	-	-
Programme national de contributions pour les infrastructures du Service correctionnel du Canada	-	-	-	4 693 834	4 693 834	4 693 834	-	-	3 351 322
Total – Contributions.....	-	600 000	-	4 693 834	5 293 834	4 841 935	451 899	-	3 351 322
Total de l'organisme.....	-	720 000	-	4 693 834	5 413 834	4 961 935	451 899	-	3 471 322
Gendarmerie royale du Canada									
Subventions									
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11).....	-	407 200 000	170 000 000	-	577 200 000	523 620 448	53 579 552	-	470 629 568
Plan de prestations des survivants de la GRC	-	2 586 483	300 001	-	2 886 484	2 610 676	275 808	-	2 929 123
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques.....	-	1 000 000	375 000	-	1 375 000	916 239	458 761	-	642 015

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10)	–	5 000 000	–	(1 488 396)	3 511 604	3 511 604	–	–	4 326 758
Total – Subventions	–	415 786 483	170 675 001	(1 488 396)	584 973 088	530 658 967	54 314 121	–	478 527 464
Contributions									
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	–	17 487 000	67 838 000	2 139 000	87 464 000	88 258	87 375 742	–	8 359 000
Total de l'organisme	–	433 273 483	238 513 001	650 604	672 437 088	530 747 225	141 689 863	–	486 886 464
Total du portefeuille ministériel	–	1 097 739 465	2 817 202 841	(62 899 846)	3 852 042 460	3 580 812 298	271 230 162	–	1 365 435 356

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent	Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile				Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes				Services de police contractuels et autochtones	1 977 977 454	1 977 977 454	1 771 171 416
Services de soutien internes fournis à d'autres ministères	2 700 000	2 543 375	2 692 687	Police fédérale	2 000 000	293 840	444 765
Total de l'organisme – Budgétaire	2 700 000	2 543 375	2 692 687	Services nationaux de police	24 729 637	29 090 174	26 271 709
				Services internes	15 805 295	11 687 336	10 617 382
				Total de l'organisme – Budgétaire	2 020 512 386	2 019 048 804	1 808 505 272
Agence des services frontaliers du Canada				Total du portefeuille ministériel – Budgétaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				2 164 922 528			
Gestion de la frontière	27 098 270	27 098 270	17 789 712	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire			
Total de l'organisme – Budgétaire	27 098 270	27 098 270	17 789 712	–			
				202			
Service correctionnel du Canada							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Interventions correctionnelles							
CORCAN (organisme de service spécial)	109 730 972	114 235 248	96 988 897				
Services internes							
Services de gestion de l'information autorisés en vertu de de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	3 943 400	4 333 483	3 638 921				
Total budgétaire	113 674 372	118 568 731	100 627 818				
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)							
Interventions correctionnelles							
Compte des prêts aux libérés conditionnels	–	–	202				
Total de l'organisme – Budgétaire	113 674 372	118 568 731	100 627 818				
Total de l'organisme – Non budgétaire	–	–	202				
Commission des libérations conditionnelles du Canada							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence							
Frais de service	937 500	655 283	2 792 378				
Total de l'organisme – Budgétaire	937 500	655 283	2 792 378				

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile			Autres revenus		
Autres revenus			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 688 990	3 909 254
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 366 857	7 343 970	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	153 050	586 767
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	9 025 514	17 471 460			
	17 392 371	24 815 430		6 842 040	4 496 021
Ventes de biens et de services			Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire			Droits et privilèges.....	389 355	342 195
Revenu disponible	2 543 375	2 692 687	Location et utilisation de biens publics	–	397
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 755	3 907	Services de nature réglementaire.....	20 473 743	11 735 399
Revenus divers	467 484	26 296	Services de nature non réglementaire.....	8 482 067	6 945 452
Total du ministère	20 409 985	27 538 320	Autres frais et droits.....	15 765	40 263
Agence des services frontaliers du Canada				29 360 930	19 063 706
Revenus fiscaux			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....		
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH).....	32 637 619 571	27 530 887 877		1 017 996	727 964
Décret de remise de la taxe gouvernementale.....	(26 069 504)	(24 617 777)	Revenus divers		
	32 611 550 067	27 506 270 100	Intérêts et pénalités	66 112 670	98 735 905
Taxe d'accise – Carburant moteur – Essence.....	89 009 349	22 239 302	Autres revenus divers		
Droits de douane à l'importation	6 057 224 412	5 236 875 471	Amendes imposées par le tribunal	399 055	276 533
Droits d'accise			Saisies	7 094 896	4 214 134
Spiritueux.....	408 510	248 211	Divers	2 813 279	1 664 594
Bière	86 048 171	79 995 786		76 419 900	104 891 166
Cigarettes	1 091 634 929	1 213 057 399	Total des autres revenus	113 640 866	129 178 857
Cigares.....	44 511 441	52 630 520	Total de l'organisme	40 271 694 208	34 360 402 754
Tabac naturel canadien en feuilles.....	83 719 557	92 883 443	Service canadien du renseignement de sécurité		
Produits de vapotage	37 845 979	–	Autres revenus		
	1 344 168 587	1 438 815 359	Revenus de placements		
Autres taxes et droits d'accise – Taxes à la fabrication			Autres comptes		
Automobiles.....	4 358 181	2 996 077	Intérêts des dépôts bancaires		
Climatiseurs pour automobiles	22 183 673	18 590 734		7 856	–
Vins	4 357 433	3 676 595	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Taxe de luxe.....	9 230 920	–	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 202 405	390 425
Divers	15 970 719	1 760 259	Ajustement des crédateurs d'exercice précédents	2 127 999	1 676 020
	56 100 926	27 023 665	Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes.....	18 063	–
Total des revenus fiscaux	40 158 053 341	34 231 223 897		3 348 467	2 066 445
			Ventes de biens et de services		
			Services de nature réglementaire.....	852 860	848 495
			Autres frais et droits.....	2 329 641	2 248 666
				3 182 501	3 097 161

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	232 653	380 550	Revenus divers		
Revenus divers	10 073	9 996	Amendes et confiscations	193 640	130 666
Total de l'organisme	6 781 550	5 554 152	Intérêts provenant de comptes débiteurs échus.....	5	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada			Commandes téléphoniques	54	545
Autres revenus			Réclamations de l'État.....	3 537	10 177
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Produits d'autres montants adjugés par une cour.....	57 852	47 705
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	12 370	18 521	Divers	101 895	80 883
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	12 732	71 976		356 983	269 976
	25 102	90 497	Total de l'organisme	134 081 127	114 879 527
Revenus divers.....	–	5	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
Total de l'organisme	25 102	90 502	Autres revenus		
Service correctionnel du Canada			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres revenus			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	51 429	20 709
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	407	–
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	7 334 121	6 725 411		51 836	20 709
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	2 918 432	2 149 164	Revenus divers	–	15
	10 252 553	8 874 575	Total de l'organisme	51 836	20 724
Ventes de biens et de services			Commission des libérations conditionnelles du Canada		
Location et utilisation de biens publics			Autres revenus		
Locations	523 688	1 356 790	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Services de nature non réglementaire			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	98 812	289 490
Services psychiatriques – Contrat	801 707	843 890	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	12 514	121 802
Entretien des détenus – Contrat (accords fédéraux- provinciaux)	974 712	1 194 569		111 326	411 292
Frais d'accès à l'information	605	1 365	Ventes de biens et de services		
Vente CORCAN – Frais de formation.....	35 726 010	35 383 207	Services de nature réglementaire		
	37 503 034	37 423 031	Recettes générées pour services visant le traitement des demandes de suspension du casier.....	655 283	3 670 746
Ventes de biens et de produits d'information			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	24 065	63 892
Vente CORCAN – Vente de produits manufacturés.....	78 332 958	60 983 076	Revenus divers		
Autres frais et droits			Accès à l'information	10	31
Revenus reportés.....	(125 203)	619 793	Total de l'organisme	790 684	4 145 961
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	4 917 853	4 248 450	Gendarmerie royale du Canada		
	4 792 650	4 868 243	Autres revenus		
	121 152 330	104 631 140	Revenus de placements		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 319 261	1 103 836	Autres comptes		
			Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger – Intérêt	12 161	13 206

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs			Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 090 269	6 183 614	Autres revenus		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	61 432 956	267 603	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	68 523 225	6 451 217	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12	–
			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	45 037	–
Ventes de biens et de services			Total de l'organisme	45 049	–
Services de nature réglementaire					
Droits applicables aux armes à feu	32 817 354	30 596 245	Sommaire du portefeuille ministériel		
Dactylogrammes	4 618 748	4 405 501	Revenus fiscaux	40 158 053 342	34 231 223 897
Accès à l'information	25 490	27 907	Autres revenus		
Revenus reportés	2 499 664	2 566 504	Revenus de placements	20 017	13 206
	39 961 256	37 596 157	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	106 591 969	47 226 186
Services de nature non réglementaire			Ventes de biens et de services	3 105 123 924	3 395 648 523
Services de police – municipal	1 013 327 210	1 163 462 650	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 999 655	2 507 531
Services de police – provincial	1 771 371 553	1 942 735 253	Revenus divers	80 862 449	108 366 606
Services de police – autochtone	57 665 549	63 018 014	Total des autres revenus	3 296 598 014	3 553 762 052
Services de protection parlementaire	460 507	2 098 611	Total du portefeuille ministériel	43 454 651 356	37 784 985 949
Analyses biologiques	17 765 865	17 765 865			
Location de bâtiments résidentiels	11 935 184	12 293 066			
Ventes d'autres biens	4 887 743	3 223 626			
Divers	20 210 999	14 678 970			
Revenus reportés	9 356 323	5 116 042			
	2 906 980 933	3 224 392 097			
Autres frais et droits					
Divers	1 287 316	504 829			
	2 948 229 505	3 262 493 083			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	398 925	227 382			
Revenus divers					
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	3 116 500	2 754 610			
Divers	491 499	414 511			
	3 607 999	3 169 121			
Total de l'organisme	3 020 771 815	3 272 354 009			

Section 26

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Services aux Autochtones

Ministère des Services aux Autochtones

**Agence fédérale de développement économique
pour le Nord de l'Ontario**

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	504
Sommaire du portefeuille ministériel	506
Détail budgétaire par affectation	509
Responsabilités essentielles	511
Paievements de transfert	512
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	515
Revenus	515

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Services aux Autochtones**Services de santé et services sociaux**

Ces services sont principalement offerts en partenariat avec les collectivités et organisations autochtones, les provinces/territoires et agences. Ensemble, ces services sont axés sur la santé et le mieux-être des Autochtones. Ils comprennent des services de santé visant à renforcer les collectivités autochtones dans des domaines comme les modes de vie sains, la lutte contre les maladies transmissibles, le développement sain des enfants et les soins communautaires. Ils comprennent également des services sociaux qui mettent l'accent sur les enfants et les familles, incluant des services d'éducation de la maternelle à l'enseignement postsecondaire.

Services de gouvernance et de développement communautaire

Ces services sont généralement offerts en partenariat avec les collectivités et les établissements autochtones et sont axés sur une solide gouvernance communautaire et des fondations physiques. Ils comprennent des mesures de soutien à la capacité de gouvernance dans des domaines comme la planification communautaire et la gestion financière. Ils comprennent également le soutien aux investissements dans l'infrastructure communautaire, la gestion des terres et des ressources et le développement économique.

Services autodéterminés par les Autochtones

Ces services sont conçus et livrés par les Autochtones à l'intention des Autochtones. Il s'agit de services pour lesquels le contrôle, l'autorité et/ou la compétence ont été officiellement transférés aux collectivités ou organisations autochtones, tel que soutenu par le biais de financement ministériel.

Services et prestations aux individus

Ces services et prestations sont majoritairement offerts directement aux Autochtones par le Ministère. Les services et les avantages comprennent, entre autres, les prestations de soins cliniques et liées à la santé des Premières Nations et des Inuits, comme les soins pharmaceutiques, les soins dentaires et les soins de la vue. Le Ministère a également la responsabilité de déterminer l'admissibilité au registre des Indiens et de délivrer différentes preuves d'inscription, telles que les certificats sécurisés de statut indien, pouvant être utilisés pour accéder à divers programmes et services.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

Développement économique du Nord de l'Ontario

L'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario favorise une économie novatrice, diversifiée et inclusive dans le Nord de l'Ontario en investissant dans la croissance régionale, notamment la commercialisation et l'adoption de technologies, ainsi que la diversification des collectivités.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	24 714 136 043	–	–	24 714 136 043				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	1 005 069 323	–	1 005 069 323				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	156 483 849	–	156 483 849				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	72 083 091	–	72 083 091				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles).....	–	–	–	148 784	148 784				
	crédit 10.....	–	–	–	12 000 000	12 000 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	769 343	769 343				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	8 162 115	8 162 115				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	40 632 725	40 632 725				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(1 460 838)	(1 460 838)				
	crédit 1 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	(552 497)	(552 497)				
	crédit 5.....	–	–	–	(2 236 031)	(2 236 031)				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien).....	–	–	–	(310 000)	(310 000)				
	crédit 10.....	–	–	–	(15 000 000)	(15 000 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	24 714 136 043	1 233 636 263	42 153 601	25 989 925 907	4 748 340 722	21 241 585 185	–	2 408 082 431
5	Dépenses en capital.....	–	5 983 854	–	–	5 983 854				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	1 602 325	–	1 602 325				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	2 236 031	2 236 031				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	1 231 100	1 231 100				
	Total – Crédit 5.....	–	5 983 854	1 602 325	3 467 131	11 053 310	3 474 448	7 578 862	–	4 757 983
10	Subventions et contributions.....	–	14 745 696 586	–	–	14 745 696 586				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	1 213 456 500	–	1 213 456 500				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	2 062 408 402	–	2 062 408 402				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	692 039 922	–	692 039 922				
	Virement du :									
	crédit 1.....	–	–	–	15 000 000	15 000 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	7 093 907	7 093 907				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux).....	–	–	–	2 000 000	2 000 000				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	50 000	50 000				
	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	–	–	–	13 000 000	13 000 000				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	1 000 000	1 000 000				
	crédit 10 (Ministère de la Santé).....	–	–	–	13 100 213	13 100 213				
	crédit 10 (Ministère des Transports).....	–	–	–	1 084 502	1 084 502				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada).....	–	–	–	200 000	200 000				

Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(12 000 000)	(12 000 000)			
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(100 000)	(100 000)			
	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	–	–	–	(16 847 017)	(16 847 017)			
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires et du Nord)	–	–	–	(39 840 274)	(39 840 274)			
	Total – Crédit 10.....	–	14 745 696 586	3 967 904 824	(16 258 669)	18 697 342 741	17 672 587 165	1 024 755 576	– 15 786 101 021
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	100 577 869	15 788 582	(20 995 711)	95 370 740	95 370 740	–	– 89 439 348
(S)	Ministre des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	– 90 700
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 389 901	–	–	385 202	1 775 103	1 389 902	–	385 201 1 473 353
(S)	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>)	–	31 033 391	–	(1)	31 033 390	31 033 390	–	– 60 717 505
(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>).....	32 490 796	2 000 000	–	(2 000 000)	32 490 796	–	–	32 490 796 –
(S)	Montants adjugés par une cour (<i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>)	–	–	–	821 700	821 700	821 700	–	– 584 996
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	1 390	1 390	1 390	–	– –
(S)	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>)	–	2 100 000	–	1 150 421	3 250 421	3 250 421	–	– 562 255
	Total budgétaire.....	33 880 697	39 601 620 243	5 218 931 994	8 724 964	44 863 157 898	22 556 362 278	22 273 919 623	32 875 997 18 351 809 592
L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> . Limite de 48 550 835 \$ (Net).	48 517 156	–	–	–	48 517 156	–	–	48 517 156 –
	Total du ministère – Budgétaire.....	33 880 697	39 601 620 243	5 218 931 994	8 724 964	44 863 157 898	22 556 362 278	22 273 919 623	32 875 997 18 351 809 592
	Total du ministère – Non budgétaire.....	48 517 156	–	–	–	48 517 156	–	–	48 517 156 –
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario									
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	12 580 878	–	–	12 580 878			
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	4 149 397	–	4 149 397			
	Virement du CT, crédit 25 ¹	–	–	–	330 493	330 493			
	Virement au crédit 5.....	–	–	–	(2 500 000)	(2 500 000)			
	Total – Crédit 1.....	–	12 580 878	4 149 397	(2 169 507)	14 560 768	12 955 734	1 605 034	– 8 071 688
5a	Subventions et contributions	–	109 618 074	–	–	109 618 074			
5b	Subventions et contributions.....	–	–	4 600 000	–	4 600 000			
	Virement du :								
	crédit 1	–	–	–	2 500 000	2 500 000			
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	2 500 000	2 500 000			
	Total – Crédit 5.....	–	109 618 074	4 600 000	5 000 000	119 218 074	117 737 927	1 480 147	– 80 300 881

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 623 946	716 555	(956 296)	1 384 205	1 384 205	–	–	848 382
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	1 260	1 260	–	–	1 260	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	123 822 898	9 465 952	1 875 457	135 164 307	132 077 866	3 085 181	1 260	89 220 951
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	33 880 697	39 725 443 141	5 228 397 946	10 600 421	44 998 322 205	22 688 440 144	22 277 004 804	32 877 257	18 441 030 543
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	48 517 156	–	–	–	48 517 156	–	–	48 517 156	–

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Services aux Autochtones				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	3 145 685 725	3 042 969 834	102 715 891	–
Services de santé non assurés.....	1 645 369 276	1 543 303 448	102 065 828	–
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens.....	34 330 491	34 330 491	–	–
Principe de Jordan et Inuits.....	167 474 995	167 474 995	–	–
Iniquités fondées sur le sexe.....	8 075 886	8 075 886	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	354 302	354 302	–	–
Infrastructure et sites pour remédier aux séquelles des pensionnats.....	1 411 310	276 367	1 134 943	–
Affectations bloquées				
Report.....	21 044 033 315	–	21 044 033 315	–
Transfert/réaffectation.....	168 208	–	168 208	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(56 977 601)	(48 444 600)	(8 533 001)	–
	25 989 925 907	4 748 340 723	21 241 585 184	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	5 154 895	3 474 448	1 680 447	–
Affectations bloquées				
Report.....	5 898 415	–	5 898 415	–
	11 053 310	3 474 448	7 578 862	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	16 099 342 205	16 013 691 499	85 650 706	–
Services de santé non assurés.....	449 385 406	394 238 714	55 146 692	–
Programme d'assistance de gestion des urgences.....	266 593 132	266 593 131	1	–
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens.....	58 000 000	57 912 229	87 771	–
Principe de Jordan et Inuits.....	868 093 588	868 093 588	–	–
Les marchés de l'État, y compris les baux immobiliers, dans la région du Nunavut.....	1 125 942	1 125 110	832	–
Frais de déplacement pour raison médicale au Nunavut.....	66 400 000	66 000 000	400 000	–
Infrastructure et sites pour remédier aux séquelles des pensionnats.....	4 932 894	4 932 893	1	–
Affectations bloquées				
Report.....	622 414 816	–	622 414 816	–
Réduction.....	97 748 495	–	97 748 495	–
Autre.....	163 306 263	–	163 306 263	–
	18 697 342 741	17 672 587 164	1 024 755 577	–
Montants législatifs.....	164 835 940	131 959 943	–	32 875 997
	44 863 157 898	22 556 362 278	22 273 919 623	32 875 997

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	14 558 725	12 955 734	1 602 991	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	2 043	–	2 043	–
	14 560 768	12 955 734	1 605 034	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	119 218 074	117 737 927	1 480 147	–
Montants législatifs.....	1 385 465	1 384 205	–	1 260
	135 164 307	132 077 866	3 085 181	1 260
Total du portefeuille ministériel.....	44 998 322 205	22 688 440 144	22 277 004 804	32 877 257

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Services aux Autochtones												
Services de santé et services sociaux ..	21 485 953 289	437 417 529	2 805 036	435 208	10 815 606 700	10 232 415 625	–	–	32 304 365 025	10 670 268 362	–	–
Services de gouvernance et de développement communautaire.....	2 340 980 537	2 286 514 486	3 996 103	1 973 852	5 506 351 883	5 130 213 614	–	–	7 851 328 523	7 418 701 952	48 517 156	–
Services autodéterminés par les Autochtones	7 452 904	6 363 042	–	–	1 736 184 495	1 729 697 752	–	–	1 743 637 399	1 736 060 794	–	–
Services et prestations aux individus...	1 963 171 209	1 826 485 355	1 101 614	1 020 292	673 483 474	614 543 985	6 335 710	6 335 709	2 631 420 587	2 435 713 923	–	–
Services internes.....	379 897 699	337 681 042	3 150 557	45 096	–	–	50 641 892	42 108 891	332 406 364	295 617 247	–	–
Total partiel	26 177 455 638	4 894 461 454	11 053 310	3 474 448	18 731 626 552	17 706 870 976	56 977 602	48 444 600	44 863 157 898	22 556 362 278	48 517 156	–
Revenus affectés aux dépenses	(56 977 602)	(48 444 600)	–	–	–	–	(56 977 602)	(48 444 600)	–	–	–	–
Total du ministère.....	26 120 478 036	4 846 016 854	11 053 310	3 474 448	18 731 626 552	17 706 870 976	–	–	44 863 157 898	22 556 362 278	48 517 156	–
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario												
Développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	10 863 425	7 272 038	–	–	119 218 074	117 737 927	–	–	130 081 499	125 009 965	–	–
Services internes.....	5 082 808	7 067 901	–	–	–	–	–	–	5 082 808	7 067 901	–	–
Total de l'organisme	15 946 233	14 339 939	–	–	119 218 074	117 737 927	–	–	135 164 307	132 077 866	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	26 136 424 269	4 860 356 793	11 053 310	3 474 448	18 850 844 626	17 824 608 903	–	–	44 998 322 205	22 688 440 144	48 517 156	–

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones									
Subventions									
Subvention à l'appui de la nouvelle relation financière avec les Premières Nations régies par la <i>Loi sur les Indiens</i>	–	1 582 555 602	18 729 529	(491 742 032)	1 109 543 099	1 108 145 193	1 397 906	–	910 624 235
Subvention pour le financement du soutien des bandes.....	–	168 348 961	–	1 073 941	169 422 902	169 422 902	–	–	163 892 159
Subvention pour la mise en œuvre de l'accord-cadre de la Gestion des terres des Premières Nations.....	–	47 647 247	–	(16 392 640)	31 254 607	31 207 389	47 218	–	30 172 849
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon.....	–	17 000 000	–	(7 718 358)	9 281 642	9 268 438	13 204	–	8 078 304
Subventions pour les règlements des revendications de l'Opération retour au foyer.....	–	13 817 311	–	(13 817 311)	–	–	–	–	–
Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés.....	–	12 214 325	–	–	12 214 325	12 214 325	–	–	11 974 828
Subventions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations.....	–	977 000	–	(552 000)	425 000	425 000	–	–	418 819
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant.....	–	300 000	–	–	300 000	300 000	–	–	300 000
Subventions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations.....	–	150 000	–	(150 000)	–	–	–	–	–
Subventions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail.....	–	45 000	–	(15 000)	30 000	30 000	–	–	30 000
Subventions pour appuyer les ententes de coordination des services à l'enfance et à la famille et les arrangements fiscaux connexes.....	–	–	264 536 606	–	264 536 606	127 884 553	136 652 053	–	–
(S) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>).....	–	2 100 000	–	1 150 421	3 250 421	3 250 421	–	–	562 255
Total – Subventions.....	–	1 845 155 446	283 266 135	(528 162 979)	1 600 258 602	1 462 148 221	138 110 381	–	1 126 053 449
Contributions									
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires.....	–	2 740 571 983	465 450 347	127 888 782	3 333 911 112	3 228 463 767	105 447 345	–	2 643 198 947
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations.....	–	2 322 352 523	117 631 300	(15 498 287)	2 424 485 536	2 388 377 648	36 107 888	–	2 323 290 064
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits.....	–	1 902 928 889	570 715 640	39 526 632	2 513 171 161	2 371 749 723	141 421 438	–	2 258 360 449
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants et aux familles.....	–	1 662 139 158	–	(1 662 139 158)	–	–	–	–	1 383 476 475

Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	-	1 186 169 249	118 158 840	138 838 404	1 443 166 493	1 441 142 564	2 023 929	-	1 465 463 606
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits.....	-	1 094 445 480	54 395 698	80 477 756	1 229 318 934	1 197 655 889	31 663 045	-	1 098 556 197
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits.....	-	449 385 406	-	-	449 385 406	394 238 714	55 146 692	-	357 685 202
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	-	368 671 304	-	66 130 649	434 801 953	434 801 952	1	-	463 424 320
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	-	278 523 556	46 739 428	(39 974 130)	285 288 854	276 108 964	9 179 890	-	387 347 077
Contributions visant à appuyer les Initiatives de bien-être communautaire et en matière de compétence à l'intention des enfants et des familles.....	-	256 318 118	1 182 531 361	(939 249 311)	499 600 168	360 524 608	139 075 560	-	384 431 164
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones.....	-	153 300 075	99 830 589	63 122 603	316 253 267	259 793 599	56 459 668	-	364 709 303
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves.....	-	101 401 822	608 356 846	(59 922 336)	649 836 332	486 310 959	163 525 373	-	660 201 902
Contributions pour améliorer la sûreté et la sécurité des femmes, des enfants, des familles et les personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queer, en questionnement, intersexes, androgynes et asexuelles + autochtones.....	-	85 374 489	36 121 188	(4 243 246)	117 252 431	105 683 086	11 569 345	-	65 872 100
Contributions servant à la prestation de services publics dans le domaine du soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation.....	-	81 675 677	48 834 073	73 726 571	204 236 321	202 052 817	2 183 504	-	194 483 390
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	-	63 003 605	16 700 000	13 103 327	92 806 932	92 806 932	-	-	93 656 686
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire de la Nation métisse.....	-	47 009 816	-	-	47 009 816	47 009 816	-	-	43 120 054
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones.....	-	34 698 662	-	13 296 018	47 994 680	47 780 306	214 374	-	399 491 955
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion des sites contaminés.....	-	34 471 716	73 864 300	16 401 862	124 737 878	53 863 025	70 874 853	-	41 607 508
Contributions à l'initiative des Voies pour la sécurité des communautés autochtones	-	14 997 734	15 059 788	-	30 057 522	30 056 932	590	-	1 391 216
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Inuits	-	12 274 062	-	(323 242)	11 950 820	11 950 820	-	-	13 466 115
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	-	7 627 175	-	1 664 118	9 291 293	9 016 293	275 000	-	9 088 477
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription.....	-	5 300 641	-	2 431 132	7 731 773	7 730 531	1 242	-	8 287 620
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés.....	-	-	209 000 000	2 597 796 587	2 806 796 587	2 753 369 429	53 427 158	-	-
Contributions pour appuyer les transferts de services et transformation	-	-	21 249 291	-	21 249 291	13 200 991	8 048 300	-	-

Paiements de transfert – fin

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada</i>)	–	31 033 391	–	(1)	31 033 390	31 033 390	–	–	60 717 505
Total – Contributions	–	12 933 674 531	3 684 638 689	513 054 730	17 131 367 950	16 244 722 755	886 645 195	–	14 721 327 332
Total du ministère	–	14 778 829 977	3 967 904 824	(15 108 249)	18 731 626 552	17 706 870 976	1 024 755 576	–	15 847 380 781
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario									
Subventions									
Subventions en vertu du programme de développement du Nord de l'Ontario	–	–	1 000 000	–	1 000 000	–	1 000 000	–	–
Contributions									
Contributions en vertu du programme de développement du Nord de l'Ontario	–	57 475 827	3 600 000	–	61 075 827	67 066 949	(5 991 122)	–	44 574 607
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	–	42 982 239	–	5 000 000	47 982 239	41 394 313	6 587 926	–	27 535 673
Contributions au titre du programme de développement des collectivités	–	8 360 008	–	–	8 360 008	8 447 089	(87 081)	–	7 585 849
Contributions en vertu de l'Initiative de développement économique – Langues officielles.....	–	800 000	–	–	800 000	829 576	(29 576)	–	604 752
Total – Contributions	–	109 618 074	3 600 000	5 000 000	118 218 074	117 737 927	480 147	–	80 300 881
Total de l'organisme	–	109 618 074	4 600 000	5 000 000	119 218 074	117 737 927	1 480 147	–	80 300 881
Total du portefeuille ministériel	–	14 888 448 051	3 972 504 824	(10 108 249)	18 850 844 626	17 824 608 903	1 026 235 723	–	15 927 681 662

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services et prestations aux individus.....	6 335 710	6 335 709	5 469 551
Services internes.....	50 641 892	42 108 891	39 378 417
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	56 977 602	48 444 600	44 847 968

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Programme de prêts garantis pour le Développement économique des Indiens.....	17 771	10 787
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves.....	91 718	88 891
	<u>109 489</u>	<u>99 678</u>
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursements de frais de fonctionnement et d'entretien	9 175 491	5 905 650
Remboursements de paiements de transfert.....	21 815 910	9 955 240
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu.....	8 117	– ²
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Paiements de transfert	6 085 594	46 871 021
Fonctionnement et entretien	12 519 330	8 081 987
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes.....	–	965 ²
	<u>49 604 442</u>	<u>70 814 863</u>
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Droits de permis.....	870	1 700
Services de nature non réglementaire		
Revenus reportés.....	917 737	–
Services de santé.....	79 759	9 753
Services d'hospitalisation	6 008 245	5 643 157
Autres frais et droits.....	6 050	23 250
	<u>7 011 791</u>	<u>5 676 160</u>
Autres frais et droits		
Divers	42 108 891	39 378 417
	<u>49 121 552</u>	<u>45 056 277</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	385 202	1 391 931
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance.....	513 902	335 384
Contributions remboursables	46 836 918	3 763 223
Divers.....	5 846 104	5 514 375
	<u>53 196 924</u>	<u>9 612 982</u>
Total du ministère.....	152 417 609	126 975 731

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	498 391	–
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	25 217	–
	<u>523 608</u>	<u>–</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 260	–
Revenus divers		
Prêts	2 984 754	1 542 794
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	64 893	271 833
	<u>3 049 647</u>	<u>1 814 627</u>
Total de l'organisme	<u>3 574 515</u>	<u>1 814 627</u>
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	109 489	99 678
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	50 128 050	70 814 863
Ventes de biens et de services	49 121 552	45 056 277
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	386 462	1 391 931
Revenus divers	56 246 571	11 427 609
Total du portefeuille ministériel	<u>155 992 124</u>	<u>128 790 358</u>

¹ Intérêt sauf indication contraire.² Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 27

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Services publics et Approvisionnement

**Ministère des Travaux publics et des Services
gouvernementaux**

Société canadienne des postes

Commission de la capitale nationale

Services partagés Canada

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	518
Sommaire du portefeuille ministériel	520
Détail budgétaire par affectation	523
Responsabilités essentielles	525
Paiements de transfert	526
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	527
Revenus	527

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux**Biens et infrastructure**

Services publics et Approvisionnement Canada fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Paiements et comptabilité

Services publics et Approvisionnement Canada perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pension du gouvernement du Canada.

Achat de biens et de services

Services publics et Approvisionnement Canada achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Soutien à l'échelle du gouvernement

Services publics et Approvisionnement Canada fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et fournir des services de règlement des différends.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société canadienne des postes

La Société a pour mission de créer et d'exploiter un service postal comportant le relevage, la transmission et la distribution de messages, renseignements, fonds ou marchandises, dans le régime intérieur et dans le régime international et de veiller à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

Commission de la capitale nationale

Établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale du Canada et concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

Services partagés Canada

Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada

En utilisant une approche à l'échelle du gouvernement, Services partagés Canada offre des opérations de TI, une infrastructure de TI ainsi que des services de communication et de technologie en milieu de travail fiables et sécurisés, qui soutiennent et permettent l'exécution de programmes à l'échelle du gouvernement et de services numériques pour la fonction publique.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	2 866 815 792	–	–	2 866 815 792				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	192 728 830	–	192 728 830				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	13 334 589	–	13 334 589				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	511 064	511 064				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	2 952 492	2 952 492				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	12 225 374	12 225 374				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	58 013 954	58 013 954				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	8 010 886	8 010 886				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans).....	–	–	–	(1 596 847)	(1 596 847)				
	crédit 1 (Services partagés Canada).....	–	–	–	(488 896)	(488 896)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	–	–	–	(1 127 672)	(1 127 672)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(2 000 000)	(2 000 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	2 866 815 792	206 063 419	76 500 355	3 149 379 566	2 852 865 460	296 514 106	–	2 828 024 438
5	Dépenses en capital.....	–	1 610 416 555	–	–	1 610 416 555	1 525 205 756	85 210 799	–	1 198 251 199
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	–	156 455 973	2 343 941	6 396 454	165 196 368	165 196 368	–	–	156 928 543
(S)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement) – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Fonds renouvelable des Services optionnels (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>).....	16 423 979	322 561	–	(322 561)	16 423 979	(22 178 976)	–	38 602 955	2 109 984
(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (<i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>).....	29 248 529	7 352 262	–	(7 352 262)	29 248 529	(2 091 624)	–	31 340 153	11 135 137
(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>).....	251 688 925	(1 842 496)	–	1 842 496	251 688 925	(15 221 103)	–	266 910 028	(26 816 398)
(S)	Fonds renouvelable de la production de défense (<i>Loi sur la production de défense</i>).....	100 000 000	–	–	–	100 000 000	–	–	100 000 000	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État....	294 594	–	–	508 036	802 630	662 558	–	140 072	240 504
(S)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices en vertu de la <i>Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts</i>									
	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	–	–	–	557 325 806	557 325 806	557 325 806	–	–	582 912 253
	Recouvrements des ministères responsables.....	–	–	–	(612 065 895)	(612 065 895)	(612 065 895)	–	–	(580 524 221)
	Total – Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	–	–	–	(54 740 089)	(54 740 089)	(54 740 089)	–	–	2 388 032

(S)	Pertes sur opérations de change.....	-	-	-	298	298	298	-	-	73
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	19
	Total budgétaire.....	397 656 027	4 639 613 147	208 407 360	22 832 627	5 268 509 161	4 449 791 048	381 724 905	436 993 208	4 172 352 231
L10	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables.									
	Limite 50 000 000 \$ (Net)	16 627 704	1	-	-	16 627 705	(236 578)	-	16 864 283	1 683 870
(S)	(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis de 1993</i> , article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	85 186 978	-	-	-	85 186 978	4 517 939	-	80 669 039	(7 861 361)
	Total non budgétaire	101 814 682	1	-	-	101 814 683	4 281 361	-	97 533 322	(6 177 491)
	Total du ministère – Budgétaire.....	397 656 027	4 639 613 147	208 407 360	22 832 627	5 268 509 161	4 449 791 048	381 724 905	436 993 208	4 172 352 231
	Total du ministère – Non budgétaire.....	101 814 682	1	-	-	101 814 683	4 281 361	-	97 533 322	(6 177 491)
	Société canadienne des postes									
1	Paiements à la Société à des fins spéciales	-	22 210 000	-	-	22 210 000	22 210 000	-	-	22 210 000
(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 \$ (Net)	500 000 000	-	-	-	500 000 000	-	-	500 000 000	-
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	22 210 000	-	-	22 210 000	22 210 000	-	-	22 210 000
	Total de l'organisme – Non budgétaire.....	500 000 000	-	-	-	500 000 000	-	-	500 000 000	-
	Commission de la capitale nationale									
1	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	-	75 875 420	-	-	75 875 420				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	-	-	-	3 929 660	3 929 660				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	1 528 947	1 528 947				
	CT, crédit 30 ¹	-	-	-	1 553 356	1 553 356				
	Total – Crédit 1	-	75 875 420	-	7 011 963	82 887 383	82 887 383	-	-	74 768 128
5	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	-	78 341 049	-	-	78 341 049				
5b	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital.....	-	-	33 000 000	-	33 000 000				
	Total – Crédit 5	-	78 341 049	33 000 000	-	111 341 049	111 341 049	-	-	116 945 549
	Total de l'organisme – Budgétaire	-	154 216 469	33 000 000	7 011 963	194 228 432	194 228 432	-	-	191 713 677
	Services partagés Canada									
1	Dépenses de fonctionnement.....	-	2 161 889 344	-	-	2 161 889 344				
1a	Dépenses de fonctionnement	-	-	65 794 483	-	65 794 483				
1b	Dépenses de fonctionnement	-	-	18 177 411	-	18 177 411				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	-	-	-	488 896	488 896				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	-	-	-	150 000	150 000				
	crédit 5	-	-	-	75 642 633	75 642 633				
	CT, crédit 10 ¹	-	-	-	70 624	70 624				
	CT, crédit 15 ¹	-	-	-	6 166 219	6 166 219				
	CT, crédit 25 ¹	-	-	-	106 288 421	106 288 421				

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada).....	–	–	–	(6 724 574)	(6 724 574)				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(8 495 590)	(8 495 590)				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(7 700 000)	(7 700 000)				
	crédit 1 (Statistique Canada).....	–	–	–	(1 100 000)	(1 100 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(1 404 719)	(1 404 719)				
	Total – Crédit 1	–	2 161 889 344	83 971 894	163 381 910	2 409 243 148	2 166 826 879	242 416 269	–	1 822 076 368
5	Dépenses en capital.....	–	339 296 808	–	–	339 296 808				
5a	Dépenses en capital	–	–	20 189 092	–	20 189 092				
	Virement du CT, crédit 35 ¹	–	–	–	69 885 260	69 885 260				
	Virement au crédit 1.....	–	–	–	(75 642 633)	(75 642 633)				
	Total – Crédit 5.....	–	339 296 808	20 189 092	(5 757 373)	353 728 527	244 316 917	109 411 610	–	223 603 161
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	117 709 463	–	4 793 833	122 503 296	122 503 296	–	–	111 632 038
(S)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	–	4 400 935	4 400 935	4 400 935	–	–	4 827 451
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	52 866	52 866	52 866	–	–	15 162
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	2 618 895 615	104 160 986	166 872 171	2 889 928 772	2 538 100 893	351 827 879	–	2 162 154 180
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	397 656 027	7 434 935 231	345 568 346	196 716 761	8 374 876 365	7 204 330 373	733 552 784	436 993 208	6 548 430 088
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	601 814 682	1	–	–	601 814 683	4 281 361	–	597 533 322	(6 177 491)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	1 269 310 326	1 191 337 418	77 972 908	–
Fonction d'administration de rémunération centrale et du receveur général	115 246 648	103 097 989	12 148 659	–
Services immobiliers	2 512 414 575	2 423 923 539	88 491 036	–
Services linguistiques	46 750 026	46 725 290	24 736	–
Initiatives publicitaires	1 000 000	–	1 000 000	–
Opérations du Cap-Breton	20 405 899	20 177 887	228 012	–
Après-mise en œuvre du système de paye	331 775 799	331 775 799	–	–
Planification préalable pour les projets de dépenses en capital, réaménagements et projets spécifiques non amortissables.....	160 142 094	160 058 794	83 300	–
Solution d'achats électroniques.....	37 541 436	37 541 436	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	419 487	419 487	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	102 518 444	–	102 518 444	–
Transfert/réaffectation	8 514 473	–	8 514 473	–
Autre.....	5 657 215	–	5 657 215	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 462 316 856)	(1 462 192 179)	(124 677)	–
	3 149 379 566	2 852 865 460	296 514 106	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	1 252 914 471	1 183 453 341	69 461 130	–
Biens immobiliers – Contrat de location-acquisition	137 869 327	132 257 022	5 612 305	–
Biens immobiliers – Réaménagement / aménagement	166 882 804	166 882 804	–	–
Après-mise en œuvre du système de paye	42 612 589	42 612 589	–	–
Solutions innovatrices Canada.....	8 380 513	–	8 380 513	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 756 851	–	1 756 851	–
	1 610 416 555	1 525 205 756	85 210 799	–
Montants législatifs.....	508 713 040	71 719 832	–	436 993 208
	5 268 509 161	4 449 791 048	381 724 905	436 993 208
Société canadienne des postes				
Crédit 1 – Paiements à la Société à des fins spéciales				
Paiements à la Société d'État	22 210 000	22 210 000	–	–
Commission de la capitale nationale				
Crédit 1 – Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État	82 887 383	82 887 383	–	–
Crédit 5 – Paiements à la Commission pour les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	111 341 049	111 341 049	–	–
	194 228 432	194 228 432	–	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Services partagés Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement.....	3 083 685 736	3 002 148 121	81 537 615	–
Gérer et protéger l'information et l'infrastructure de technologie de l'information du gouvernement du Canada.....	714 151	714 151	–	–
Communications mobiles sécurisées	2 815 294	–	2 815 294	–
Solutions innovatrices Canada	6 711 712	6 711 712	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	138 219 442	–	138 219 442	–
Transfert/réaffectation	19 843 918	–	19 843 918	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(842 747 105)	(842 747 105)	–	–
	2 409 243 148	2 166 826 879	242 416 269	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital.....	351 926 266	295 089 938	56 836 328	–
Gérer et protéger l'information et l'infrastructure de technologie de l'information du gouvernement du Canada.....	77 776	77 776	–	–
Affectations bloquées				
Report.....	71 024 181	–	71 024 181	–
Transfert/réaffectation	700 304	–	700 304	–
Revenus affectés aux dépenses.....	(70 000 000)	(50 850 797)	(19 149 203)	–
	353 728 527	244 316 917	109 411 610	–
Montants législatifs.....	126 957 097	126 957 097	–	–
	2 889 928 772	2 538 100 893	351 827 879	–
Total du portefeuille ministériel.....	8 374 876 365	7 204 330 373	733 552 784	436 993 208

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux												
Biens et infrastructure.....	5 544 240 337	4 886 740 990	1 484 488 576	1 434 231 147	-	-	3 404 684 666	3 123 478 801	3 624 044 247	3 197 493 336	-	-
Paiements et comptabilité.....	743 182 288	730 999 896	57 302 971	50 805 180	(54 740 089)	(54 740 089)	163 021 429	163 021 429	582 723 741	564 043 558	-	-
Achat de biens et de services.....	856 050 769	604 535 136	3 362 597	3 362 597	-	-	400 996 469	423 033 837	458 416 897	184 863 896	-	-
Soutien à l'échelle du gouvernement...	508 598 361	478 611 273	14 476 058	6 280 768	-	-	334 304 425	340 527 657	188 769 994	144 364 384	-	-
Ombudsman de l'approvisionnement..	4 790 594	4 630 094	-	-	-	-	-	-	4 790 594	4 630 094	-	-
Services internes.....	430 948 204	395 840 588	50 786 353	30 526 064	-	-	71 970 869	71 970 872	409 763 688	354 395 780	-	-
Caisse d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16 627 705	(236 578)
Administration des biens saisis.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	85 186 978	4 517 939
Total partiel.....	8 087 810 553	7 101 357 977	1 610 416 555	1 525 205 756	(54 740 089)	(54 740 089)	4 374 977 858	4 122 032 596	5 268 509 161	4 449 791 048	101 814 683	4 281 361
Revenus affectés aux dépenses.....	(4 374 977 858)	(4 122 032 596)	-	-	-	-	(4 374 977 858)	(4 122 032 596)	-	-	-	-
Total du ministère.....	3 712 832 695	2 979 325 381	1 610 416 555	1 525 205 756	(54 740 089)	(54 740 089)	-	-	5 268 509 161	4 449 791 048	101 814 683	4 281 361
Société canadienne des postes.....	22 210 000	22 210 000	-	-	-	-	-	-	22 210 000	22 210 000	500 000 000	-
Commission de la capitale nationale	82 887 383	82 887 383	111 341 049	111 341 049	-	-	-	-	194 228 432	194 228 432	-	-
Services partagés Canada												
Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada.....	3 040 136 270	2 797 720 001	412 702 256	284 141 443	-	-	912 747 105	893 597 902	2 540 091 421	2 188 263 542	-	-
Services internes.....	338 811 080	338 811 080	11 026 271	11 026 271	-	-	-	-	349 837 351	349 837 351	-	-
Total partiel.....	3 378 947 350	3 136 531 081	423 728 527	295 167 714	-	-	912 747 105	893 597 902	2 889 928 772	2 538 100 893	-	-
Revenus affectés aux dépenses.....	(842 747 105)	(842 747 105)	(70 000 000)	(50 850 797)	-	-	(912 747 105)	(893 597 902)	-	-	-	-
Total de l'organisme.....	2 536 200 245	2 293 783 976	353 728 527	244 316 917	-	-	-	-	2 889 928 772	2 538 100 893	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	6 354 130 323	5 378 206 740	2 075 486 131	1 880 863 722	(54 740 089)	(54 740 089)	-	-	8 374 876 365	7 204 330 373	601 814 683	4 281 361

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux									
Subventions									
(S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	557 325 806	557 325 806	557 325 806	–	–	582 912 253
(S) Recouvrements de paiement en remplacement d'impôts fonciers des ministères responsables	–	–	–	(612 065 895)	(612 065 895)	(612 065 895)	–	–	(580 524 221)
Total du ministère	–	–	–	(54 740 089)	(54 740 089)	(54 740 089)	–	–	2 388 032

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Biens et infrastructure	3 404 684 666	3 123 478 801	2 898 848 129
Paiements et comptabilité	163 021 429	163 021 429	162 031 438
Achat de biens et de services	400 996 469	423 033 837	759 704 416
Soutien à l'échelle du gouvernement	334 304 425	340 527 657	352 395 907
Services internes	71 970 869	71 970 872	78 950 370
Total budgétaire.....	4 374 977 858	4 122 032 596	4 251 930 260
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensés)			
Recouvrement – Caisse d'avance fixe	16 627 705	236 578	–
Administration des biens saisis	–	30 358 170	35 828 975
Total Non budgétaire.....	16 627 705	30 594 748	35 828 975
Total du ministère – Budgétaire	4 374 977 858	4 122 032 596	4 251 930 260
Total du ministère – Non budgétaire.....	16 627 705	30 594 748	35 828 975
Services partagés Canada			
Opérations communes de technologie de l'information (TI)			
du gouvernement du Canada	912 747 105	893 597 902	946 957 950
Total de l'organisme – Budgétaire.....	912 747 105	893 597 902	946 957 950
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	5 287 724 963	5 015 630 498	5 198 888 210
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire.....	16 627 705	30 594 748	35 828 975

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Société immobilière du Canada limitée – Dividendes.....	10 000 000	10 000 000
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	31 390 550	40 342 767
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	18 150 365	16 111 768
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	170 879	–
	49 711 794	56 454 535
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Location et utilisation de biens publics.....	867 085 140	848 859 150
Revenus reportés	(127 934)	83 451
	866 957 206	848 942 601
Services de nature réglementaire		
Revenus provenant de cales sèches	10 203 758	9 473 159
Divers	164 879 189	161 046 242
	175 082 947	170 519 401
Services de nature non réglementaire		
Location, licences, permis, services d'approvisionnement et de traduction		
	839 581 239	1 224 743 294
Autres revenus	1 370 730	13 028 347
	840 951 969	1 237 771 641
Ventes de biens et de produits d'information		
Publications.....	2 757 704	2 826 684
Vente d'autres biens	–	1 711 469
Autres revenus provenant des services non réglementaires.....	220 445 757	207 505 607
Divers	1 640 795 804	1 443 049 801
	1 863 999 265	1 655 093 561
Autres frais et droits		
Autres frais et droits	348 416 612	341 795 993
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		
	16 624 806	16 566 305
	365 041 418	358 362 298
	4 112 032 805	4 270 689 502
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	508 036	294 594

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Dons à l'État	1 784	76 752
Produits de l'aliénation des biens immobiliers	36 343 365	2 815 193
Gains sur les opérations de change	285	214
Intérêts sur débiteurs en souffrance.....	722 780	43 473
Divers	124 021 013	91 895 442
	161 089 227	94 831 074
Total du ministère.....	4 333 341 862	4 432 269 705
Direction des opérations de la paye et de la gestion des services		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Paye en arriérés.....	22 504 131	26 141 980
Total de la direction.....	22 504 131	26 141 980
Services partagés Canada		
Autres revenus		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	3 149 270	5 629 248
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent.....	4 383 841	4 716 509
	7 533 111	10 345 757
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Services de nature non réglementaire	891 720 945	947 262 541
Ventes de biens et de produits d'information	12 441	(8 802)
	891 733 386	947 253 739
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	52 866	15 113
Revenus divers		
Intérêts et pénalités.....	1 344	(25 072)
Autres revenus divers	40 149 097	41 420 144
	40 150 441	41 395 072
Total de l'organisme	939 469 804	999 009 681
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements.....	10 000 000	10 000 000
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	79 749 036	92 942 272
Ventes de biens et de services.....	5 003 766 191	5 217 943 241
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	560 902	309 707
Revenus divers	201 239 668	136 226 146
Total du portefeuille ministériel.....	5 295 315 797	5 457 421 366

Section 28

*Comptes publics du Canada
2022-2023*

Transports

Ministère des Transports

**Administration canadienne de la sûreté
du transport aérien**

Office des transports du Canada

Marine Atlantique S.C.C.

La Société des ponts fédéraux Limitée

VIA Rail Canada Inc.

Table des matières

	<i>Page</i>
Description des responsabilités essentielles	530
Sommaire du portefeuille ministériel	532
Détail budgétaire par affectation	535
Responsabilités essentielles	537
Paiements de transfert	538
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	540
Revenus	540

Description des responsabilités essentielles**Services internes**

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Transports**Réseau de transport efficace**

Appuie le transport efficace des produits vers les marchés grâce à des investissements dans les corridors commerciaux du Canada; adopte et met en œuvre des règles et des politiques pour s'assurer que les passagers aériens canadiens et les expéditeurs ont accès à suffisamment d'options et à un meilleur service; et gère les biens de transport de manière à en garantir la valeur pour les Canadiens.

Réseau de transport sûr et sécuritaire

Veiller à ce que le réseau de transport canadien soit sûr et sécuritaire au moyen des lois, des règlements, des politiques et des activités de surveillance.

Réseau de transport écologique et novateur

Faire progresser le programme environnemental lié au secteur des transports du gouvernement du Canada par la réduction des émissions atmosphériques nocives; protéger les milieux océanique et marin du Canada par la réduction des répercussions du transport maritime; confirmer un engagement envers l'innovation dans le secteur des transports.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien est responsable de prendre des mesures en vue de fournir un contrôle efficace et efficient des personnes – ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à une compagnie aérienne en vue de leur transport – qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. De plus, la *Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien* stipule que la prestation des services de contrôle doit être uniforme et se faire dans l'intérêt du public. L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien a le mandat d'assurer la sûreté dans les quatre secteurs suivants de la sûreté du transport aérien : Contrôle préembarquement, Contrôle des bagages enregistrés, Contrôle des non-passagers, Carte d'identité pour les zones réglementées. De plus, aux termes d'une entente conclue avec Transports Canada en 2010, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien est autorisée à effectuer le contrôle du fret dans 49 petits aéroports, lorsque la capacité existe.

Office des transports du Canada

Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport

Fixer et mettre en application des règles liées à l'économie, à l'accessibilité et à la protection des voyageurs aériens dans le cadre du système de transport national; régler les différends entre les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport au moyen de la facilitation, de la médiation, de l'arbitrage et du processus formel de règlement des différends, et fournir des renseignements aux intervenants et aux Canadiens en général sur le système de transport et sur leurs droits et leurs responsabilités en matière de transport.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Marine Atlantique S.C.C.

Fournir un service de traversier sûr, écologique et de qualité entre l'île de Terre-Neuve et la province de la Nouvelle-Écosse de manière fiable, courtoise et rentable.

La Société des ponts fédéraux Limitée

Gestion de ponts internationaux

Surveiller les intérêts canadiens à l'égard de l'administration des ponts suivants en tant qu'entreprise : le pont international de Sault Ste. Marie, le pont international des Mille-Îles, le pont Blue Water et le pont international de la voie maritime. Administrer les ponts internationaux en assumant une excellente gestion, en adoptant les meilleures pratiques à l'égard du portefeuille de ponts, en optimisant les processus et en établissant de solides partenariats avec les intervenants. Assurer la sûreté et la sécurité des voies internationales commerciales et faciliter le transport efficace des personnes et des biens.

VIA Rail Canada Inc.

Offrir un service de transport ferroviaire voyageur national sécuritaire, sûr, efficace, fiable et respectueux de l'environnement, et qui répond aux besoins des voyageurs du Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Transports										
1	Dépenses de fonctionnement.....	–	717 960 052	–	–	717 960 052				
1a	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	29 796 369	–	29 796 369				
1b	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	118 237 121	–	118 237 121				
1c	Dépenses de fonctionnement.....	–	–	27 109 553	–	27 109 553				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	258 250	258 250				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	8 586 758	8 586 758				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	38 587 931	38 587 931				
	CT, crédit 30 ¹	–	–	–	4 720 760	4 720 760				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord).....	–	–	–	(400 000)	(400 000)				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie).....	–	–	–	(80 000)	(80 000)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada).....	–	–	–	(430 804)	(430 804)				
	crédit 1 (VIA Rail Canada Inc.).....	–	–	–	(14 400 000)	(14 400 000)				
	crédit 10.....	–	–	–	(20 000 000)	(20 000 000)				
	Total – Crédit 1.....	–	717 960 052	175 143 043	16 842 895	909 945 990	857 710 962	52 235 028	–	786 991 132
5	Dépenses en capital.....	–	86 811 642	–	–	86 811 642				
5a	Dépenses en capital.....	–	–	324 800	–	324 800				
5b	Dépenses en capital.....	–	–	7 707 606	–	7 707 606				
5c	Dépenses en capital.....	–	–	26 737 963	–	26 737 963				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale).....	–	–	–	500 000	500 000				
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 499 000	1 499 000				
	CT, crédit 35 ¹	–	–	–	38 113 555	38 113 555				
	Total – Crédit 5.....	–	86 811 642	34 770 369	40 112 555	161 694 566	100 986 121	60 708 445	–	104 942 113
10	Subventions et contributions.....	–	1 823 658 649	–	–	1 823 658 649				
10a	Subventions et contributions.....	–	–	334 439 600	–	334 439 600				
10b	Subventions et contributions.....	–	–	25 625 955	–	25 625 955				
10c	Subventions et contributions.....	–	–	19 306 536	–	19 306 536				
	Virement du crédit 1.....	–	–	–	20 000 000	20 000 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien).....	–	–	–	(238 676)	(238 676)				
	crédit 5 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien).....	–	–	–	(30 000 000)	(30 000 000)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones).....	–	–	–	(1 084 502)	(1 084 502)				
	Total – Crédit 10.....	–	1 823 658 649	379 372 091	(11 323 178)	2 191 707 562	1 062 618 063	1 129 089 499	–	1 009 359 062

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	86 773 869	22 421 878	(16 688 450)	92 507 297	92 507 297	–	–	87 857 517
(S)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile (Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada).....	–	92 500	–	(100)	92 400	92 400	–	–	90 700
(S)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du déroit de Northumberland selon la Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland (L.C. (1993), ch. 43).....	–	71 100 485	–	1 765 291	72 865 776	72 865 776	–	–	69 305 533
(S)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la Loi maritime du Canada (L.C. (1998), ch. 10)	–	62 156 000	–	11 611 597	73 767 597	73 767 597	–	–	77 106 388
(S)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963, L.C. (1963), ch. 42) ...	–	3 300 000	–	–	3 300 000	3 300 000	–	–	3 300 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	15 802 268	–	–	3 816 030	19 618 298	15 802 268	–	3 816 030	3 286 585
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	40 967 652
	Total du ministère – Budgétaire.....	15 802 268	2 851 853 197	611 707 381	46 136 640	3 525 499 486	2 279 650 484	1 242 032 972	3 816 030	2 183 206 682
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien									
1	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	567 485 819	–	–	567 485 819				
1a	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	–	329 734 920	–	329 734 920				
1b	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	–	–	25 468 387	–	25 468 387				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	567 485 819	355 203 307	–	922 689 126	865 964 449	56 724 677	–	686 115 078
	Office des transports du Canada									
1	Dépenses du programme.....	–	27 487 704	–	–	27 487 704				
1a	Dépenses du programme	–	–	8 412 594	–	8 412 594				
	Virement du :									
	CT, crédit 10 ¹	–	–	–	1 600	1 600				
	CT, crédit 15 ¹	–	–	–	1 040 051	1 040 051				
	CT, crédit 25 ¹	–	–	–	1 135 237	1 135 237				
	Total – Crédit 1	–	27 487 704	8 412 594	2 176 888	38 077 186	36 683 294	1 393 892	–	38 453 775
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 541 587	2 054 843	(1 149 407)	4 447 023	4 447 023	–	–	4 434 112
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	31 029 291	10 467 437	1 027 481	42 524 209	41 130 317	1 393 892	–	42 887 887
	Marine Atlantique S.C.C.									
1	Paiements à la Société.....	–	40 755 438	–	–	40 755 438				
1a	Paiements à la Société.....	–	–	113 074 941	–	113 074 941				
1b	Paiements à la Société.....	–	–	4 690 390	–	4 690 390				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	40 755 438	117 765 331	–	158 520 769	132 120 769	26 400 000	–	130 809 588

Sommaire du portefeuille ministériel – fin

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
La Société des ponts fédéraux Limitée										
1a	Paiements à la Société.....	–	–	5 303 000	–	5 303 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	–	5 303 000	–	5 303 000	4 423 000	880 000	–	9 123 879
VIA Rail Canada Inc.										
1	Paiements à la Société.....	–	980 546 235	–	–	980 546 235				
1b	Paiements à la Société.....	–	–	96 247 500	–	96 247 500				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	5 177 062	5 177 062				
	crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	14 400 000	14 400 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	–	980 546 235	96 247 500	19 577 062	1 096 370 797	689 627 801	406 742 996	–	628 856 038
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	15 802 268	4 471 669 980	1 196 693 956	66 741 183	5 750 907 387	4 012 916 820	1 734 174 537	3 816 030	3 680 999 152

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- ¹ Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Transports				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	923 071 588	917 285 232	5 786 356	–
Train à grande fréquence.....	30 006 310	30 006 310	–	–
Affectations bloquées				
Report	41 548 672	–	41 548 672	–
Réduction	4 900 000	–	4 900 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(89 580 580)	(89 580 580)	–	–
	<i>909 945 990</i>	<i>857 710 962</i>	<i>52 235 028</i>	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	130 615 514	100 986 121	29 629 393	–
Affectations bloquées				
Report	30 379 381	–	30 379 381	–
Transfert/réaffectation.....	699 671	–	699 671	–
	<i>161 694 566</i>	<i>100 986 121</i>	<i>60 708 445</i>	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions.....	1 062 673 156	1 062 618 063	55 093	–
Affectations bloquées				
Report	1 129 034 406	–	1 129 034 406	–
	<i>2 191 707 562</i>	<i>1 062 618 063</i>	<i>1 129 089 499</i>	–
Montants législatifs	262 151 368	258 335 338	–	3 816 030
	3 525 499 486	2 279 650 484	1 242 032 972	3 816 030
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
Crédit 1 – Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État.....	859 013 816	849 513 366	9 500 450	–
Budget en capital	63 675 310	16 451 083	47 224 227	–
	922 689 126	865 964 449	56 724 677	–
Office des transports du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	38 018 220	36 683 294	1 334 926	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation.....	8 757	–	8 757	–
Autre	50 209	–	50 209	–
	<i>38 077 186</i>	<i>36 683 294</i>	<i>1 393 892</i>	–
Montants législatifs	4 447 023	4 447 023	–	–
	42 524 209	41 130 317	1 393 892	–

Détail budgétaire par affectation – fin

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Marine Atlantique S.C.C.				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	104 419 679	92 119 679	12 300 000	–
Budget en capital.....	54 101 090	40 001 090	14 100 000	–
	158 520 769	132 120 769	26 400 000	–
La Société des ponts fédéraux Limitée				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	880 000	–	880 000	–
Budget en capital.....	4 423 000	4 423 000	–	–
	5 303 000	4 423 000	880 000	–
VIA Rail Canada Inc.				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	365 496 857	353 336 245	12 160 612	–
Budget en capital.....	730 873 940	336 291 556	394 582 384	–
	1 096 370 797	689 627 801	406 742 996	–
Total du portefeuille ministériel.....	5 750 907 387	4 012 916 820	1 734 174 537	3 816 030

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Transports												
Réseau de transport efficace	232 451 213	224 716 399	78 650 122	45 853 915	1 691 104 046	797 724 283	18 905 003	18 905 003	1 983 300 378	1 049 389 594	-	-
Réseau de transport sûr et sécuritaire..	506 894 009	478 352 184	45 492 936	21 580 652	56 916 802	41 317 636	69 733 876	69 733 876	539 569 871	471 516 596	-	-
Réseau de transport écologique et novateur	186 939 925	167 341 895	27 528 519	23 528 566	519 852 490	299 741 920	716 882	716 882	733 604 052	489 895 499	-	-
Services internes	259 227 015	259 050 626	10 022 989	10 022 988	-	-	224 819	224 819	269 025 185	268 848 795	-	-
Total partiel	1 185 512 162	1 129 461 104	161 694 566	100 986 121	2 267 873 338	1 138 783 839	89 580 580	89 580 580	3 525 499 486	2 279 650 484	-	-
Revenus affectés aux dépenses	(89 580 580)	(89 580 580)	-	-	-	-	(89 580 580)	(89 580 580)	-	-	-	-
Total du ministère.....	1 095 931 582	1 039 880 524	161 694 566	100 986 121	2 267 873 338	1 138 783 839	-	-	3 525 499 486	2 279 650 484	-	-
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	922 689 126	865 964 449	-	-	-	-	-	-	922 689 126	865 964 449	-	-
Office des transports du Canada												
Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport	32 219 252	29 219 423	-	-	-	-	-	-	32 219 252	29 219 423	-	-
Services internes	10 304 957	11 910 894	-	-	-	-	-	-	10 304 957	11 910 894	-	-
Total de l'organisme	42 524 209	41 130 317	-	-	-	-	-	-	42 524 209	41 130 317	-	-
Marine Atlantique S.C.C.....	158 520 769	132 120 769	-	-	-	-	-	-	158 520 769	132 120 769	-	-
La Société des ponts fédéraux Limitée												
Gestion de ponts internationaux	5 303 000	4 423 000	-	-	-	-	-	-	5 303 000	4 423 000	-	-
VIA Rail Canada Inc.	1 096 370 797	689 627 801	-	-	-	-	-	-	1 096 370 797	689 627 801	-	-
Total du portefeuille ministériel.....	3 321 339 483	2 773 146 860	161 694 566	100 986 121	2 267 873 338	1 138 783 839	-	-	5 750 907 387	4 012 916 820	-	-

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Transports									
Subventions									
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	–	92 919 522	320 239 600	–	413 159 122	269 784 720	143 374 402	–	264 722 488
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	–	32 658 432	275 970	409 865	33 344 267	33 344 267	–	–	32 182 708
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones.....	–	6 600 000	2 944 300	(513 637)	9 030 663	2 020 333	7 010 330	–	331 585
Subvention pour Solutions innovatrices Canada.....	–	2 100 000	–	–	2 100 000	–	2 100 000	–	1 015 329
Programme de financement de la participation communautaire.....	–	2 000 000	–	(1 374 307)	625 693	625 692	1	–	253 577
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire.....	–	800 000	–	–	800 000	155 000	645 000	–	68 000
Subventions à l'appui des transports propres	–	600 000	130 808	120 000	850 808	850 808	–	–	954 432
Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité de l'Organisation de l'aviation civile internationale	–	130 000	–	(37 676)	92 324	92 324	–	–	31 625
Programme d'atténuation des perturbations liées au trafic maritime	–	100 000	–	–	100 000	100 000	–	–	100 000
Fonds de commémoration pour les victimes de la tragédie d'Ethiopian Airlines	–	–	1 000 000	(520 475)	479 525	479 525	–	–	–
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada.....	–	–	–	530 100	530 100	517 964	12 136	–	1 430 874
Subventions pour appuyer l'initiative d'évaluation des risques liés aux actifs de transport	–	–	50 379	(379)	50 000	50 000	–	–	174 040
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	6 250
Total – Subventions	–	137 907 954	324 641 057	(1 386 509)	461 162 502	308 020 633	153 141 869	–	301 270 908
Contributions									
Fonds national des corridors commerciaux	–	1 101 555 469	–	(30 768 776)	1 070 786 693	219 257 054	851 529 639	–	232 955 956
Programme des infrastructures essentielles des aéroports.....	–	269 813 900	–	–	269 813 900	263 217 326	6 596 574	–	26 260 735
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires.....	–	130 122 700	–	2 240 000	132 362 700	120 767 029	11 595 671	–	107 243 487
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada.....	–	79 102 006	–	6 857 588	85 959 594	18 754 803	67 204 791	–	20 772 020
Programme de contributions aux services de traversier	–	35 587 824	7 306 536	9 970 039	52 864 399	52 864 399	–	–	45 940 083
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire.....	–	20 500 000	11 000 000	–	31 500 000	18 767 964	12 732 036	–	13 351 623
Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées	–	14 150 000	22 603 400	–	36 753 400	17 190 439	19 562 961	–	23 469 137
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière.....	–	10 569 431	12 000 000	–	22 569 431	19 981 342	2 588 089	–	18 109 467
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	–	8 436 915	–	(2 853 495)	5 583 420	1 488 503	4 094 917	–	4 283 677

Importants travaux de réhabilitation du pont Victoria	-	5 467 850	-	2 853 495	8 321 345	8 321 344	1	-	1 903 051
Programme de lutte contre les perturbations causées par le trafic	-	3 150 000	-	(448 680)	2 701 320	2 658 371	42 949	-	995 017
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones.....	-	1 900 000	600 000	30 357	2 530 357	2 530 356	1	-	553 688
Programme pour l'exploitation et l'entretien des aéroports	-	1 600 000	-	729 951	2 329 951	2 329 951	-	-	1 978 356
Contribution à l'appui de la sécurité nautique.....	-	1 300 000	-	1 155 047	2 455 047	2 455 046	1	-	3 175 621
Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador	-	1 000 000	-	360 000	1 360 000	1 360 000	-	-	1 360 000
Contributions pour appuyer l'initiative d'évaluation des risques liés aux actifs de transport	-	536 290	1 221 098	(221 061)	1 536 327	1 536 327	-	-	895 392
Association des transports du Canada	-	425 310	-	(116 934)	308 376	308 376	-	-	203 170
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada.....	-	259 000	-	(188 706)	70 294	70 294	-	-	90 903
Contributions à l'appui des transports propres	-	150 000	-	-	150 000	150 000	-	-	150 000
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes ..	-	100 000	-	(100 000)	-	-	-	-	27 616
Programme de bourses pour le Groupe de recherches sur les transports au Canada.....	-	24 000	-	-	24 000	24 000	-	-	24 000
Soutien aux communautés à distance	-	-	-	500 000	500 000	500 000	-	-	-
Fonds pour le Programme de transfert des installations portuaires ..	-	-	-	60 000	60 000	60 000	-	-	44 816 732
Contribution à l'avancement de l'innovation dans les transports	-	-	-	4 506	4 506	4 506	-	-	206 505
(S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43)	-	71 100 485	-	1 765 291	72 865 776	72 865 776	-	-	69 305 533
(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i>)	-	3 300 000	-	-	3 300 000	3 300 000	-	-	3 300 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	159 321 918
Total – Contributions	-	1 760 151 180	54 731 034	(8 171 378)	1 806 710 836	830 763 206	975 947 630	-	780 693 687
Total du portefeuille ministériel.....	-	1 898 059 134	379 372 091	(9 557 887)	2 267 873 338	1 138 783 839	1 129 089 499	-	1 081 964 595

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Transports			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réseau de transport efficace			
Revenus provenant des prévisions fournies par les services aériens	37 948	37 948	37 584
Revenus des aéroports provenant des frais d'utilisation et des contrats de service	7 042 341	7 042 341	6 440 259
Revenus des ports publics provenant des frais d'utilisation et des permis d'utilisation de quais.....	5 497 116	5 497 116	3 532 877
Inspections et certifications	28 768	28 768	18 318
Revenus provenant de locations et concessions	6 130 974	6 130 974	5 811 525
Produit des ventes et de la formation.....	147 244	147 244	142 490
Divers	20 612	20 612	25 834
	18 905 003	18 905 003	16 008 887
Réseau de transport sûr et sécuritaire			
Frais d'utilisation en vertu du Règlement de l'aviation canadien	5 909 215	5 909 215	5 902 132
Entretien des aéronefs et services de vol	49 419 329	49 419 329	47 002 276
Frais d'utilisation en vertu des divers règlements de la sûreté maritime	9 936 226	9 936 226	9 323 625
Inspections et certifications	1 643 806	1 643 806	915 391
Revenus provenant de locations et concessions	174 471	174 471	187 945
Produit des ventes et de la formation.....	642 008	642 008	545 898
Revenus provenant du Programme du registraire des véhicules importés.....	925 481	925 481	1 196 638
Divers	1 083 340	1 083 340	2 062 800
	69 733 876	69 733 876	67 136 705
Réseau de transport écologique et novateur			
Revenus provenant de locations et concessions	31 634	31 634	28 367
Frais d'utilisation en vertu des divers règlements de la sûreté maritime	62 975	62 975	–
Revenus de location – Centre d'essais pour véhicules automobiles	622 273	622 273	602 846
Divers	–	–	712
	716 882	716 882	631 925
Services internes			
Revenus provenant de locations et concessions	224 099	224 099	127 933
Produit des ventes et de la formation.....	661	661	1 399
Divers	59	59	230
	224 819	224 819	129 562
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	89 580 580	89 580 580	83 907 079

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Transports		
Autres revenus		
Revenus de placements ¹		
Prêts, placements et avances		
Administration portuaire de Belledune	178 502	168 887
Administration portuaire de Halifax	2 261 870	2 187 806
Administration portuaire de Hamilton-Oshawa	1 820 777	1 643 645
Administration portuaire de Montréal	4 739 523	4 386 939
Administration portuaire de Nanaimo	228 987	178 274
Administration portuaire de Port Alberni	97 913	93 186
Administration portuaire de Prince Rupert	3 233 849	3 168 905
Administration portuaire de Québec	2 383 378	2 171 073
Administration portuaire du Saguenay	112 520	119 637
Administration portuaire de Saint John	1 049 591	760 986
Administration portuaire de Sept-Îles	1 098 883	886 193
Administration portuaire de St John's	166 854	151 975
Administration portuaire de Thunder Bay	81 777	74 212
Administration portuaire de Toronto	3 215 300	830 960
Administration portuaire de Trois-Rivières	385 072	287 731
Administration portuaire Vancouver Fraser.....	8 123 641	7 515 838
Administration portuaire de Windsor	45 770	36 596
Ridley Terminals Inc. – Intérêt	–	57 367
	29 224 207	24 720 210
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Northumberland Ferries Limited	481 794	–
Traversier C.T.M.A.	212 439	713 756
Administration portuaire de Hamilton-Oshawa	4 400 000	–
Divers	2 445 050	4 260 076
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1 354 870	562 628
Divers	4 526 718	4 081 691
	13 420 871	9 618 151
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent		
	8 638 851	7 109 643

Revenus – suite

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent	Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Location et utilisation de biens publics			Autres frais et droits		
Revenus reportés – Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	26 230	(114 067)	Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	35	280
Revenus reportés – Administrations aéroportuaires – Paiements de loyer.....	2043 471	974 736	Revenus pour les règlements des dommages aux Compagnies des chemins de fer nationaux du Canada.....	2 915 979	1 545 441
Location à bail de wagons-trémies – Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	1 936 132	986 002	Revenus pour les règlements des dommages aux Chemins de fer Canadien Pacifique Limitée.....	95 267	3 256 980
Location à bail de wagons-trémies – Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée.....	728 844	3 988 678	Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats – opérations de change.....	(16)	(91)
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau.....	2 021 048	1 628 504	Revenus indirects générés par les services des aéronefs	32 880	34 033
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	5 501 935	5 447 297		<u>3 044 145</u>	<u>4 836 643</u>
Administrations aéroportuaires – Paiements de loyer.....	419 199 393	204 191 966		526 924 903	306 130 741
	<u>431 457 053</u>	<u>217 103 116</u>	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	3 816 030	15 802 268
Services de nature réglementaire			Revenus divers		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères – Frais d'utilisation imposés	18 788 444	18 683 698	Amendes, pénalités et produits d'autres montants adjugés par une cour	2 056 111	1 757 353
Services de nature non réglementaire			Produits de cession des ventes de biens immobiliers.....	3 591 441	866 777
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères – Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères – Frais d'utilisation imposés	14 349 547	10 090 283	Produit de vente de société d'État.....	58 278	5 000
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	169 319	132 619	Divers	6 321 853	49 335
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats	49 621 573	47 445 723		<u>12 027 683</u>	<u>2 678 465</u>
	<u>64 140 439</u>	<u>57 668 625</u>	Total du ministère.....	585 413 694	358 949 835
Ventes de biens et de produits d'information			Office des transports du Canada		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères – Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	53 388	82 574	Autres revenus		
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	802 583	646 442	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
	<u>855 971</u>	<u>729 016</u>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	33 420	57 677
			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	3 360	86 993
				<u>36 780</u>	<u>144 670</u>
			Revenus divers		
			Divers	323 315	605 433
			Total de l'organisme	360 095	750 103

Revenus – fin

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements.....	29 224 207	24 720 210
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs.....	13 457 651	9 762 821
Ventes de biens et de services.....	526 924 903	306 130 741
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État.....	3 816 030	15 802 268
Revenus divers	12 350 998	3 283 898
Total du portefeuille ministériel.....	585 773 789	359 699 938

¹ Intérêt sauf indication contraire.

Section 29

Comptes publics du Canada
2022-2023

Index

	<i>Page</i>			<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>		<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
A					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	529	475	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	249	177
Administration du pipe-line du Nord	431	389	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	287	207
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités	129	331	Centre de la sécurité des télécommunications	235	367
Affaires mondiales.....	147	235	Centre de recherches pour le développement international	147	235
Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	265	193	Chambre des communes.....	369	413
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	459	255	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	479	439
Agence canadienne de développement économique du Nord	315	299	Comité externe d'examen des griefs militaires.....	235	367
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	167	169	Commissariat à l'intégrité du secteur public	207	489
Agence de développement économique du Pacifique Canada	147	235	Commissariat au lobbying.....	207	489
Agence de la consommation en matière financière du Canada	287	207	Commissariat aux langues officielles	129	331
Agence de la santé publique du Canada.....	459	255	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	347	347
Agence de promotion économique du Canada atlantique	315	299	Commission canadienne de sûreté nucléaire	431	389
Agence des services frontaliers du Canada	479	439	Commission canadienne des droits de la personne.....	347	347
Agence du revenu du Canada	449	379	Commission canadienne des grains.....	175	123
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	503	285	Commission canadienne du lait.....	175	123
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	315	299	Commission canadienne du tourisme	315	299
Agence Parcs Canada	265	193	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la		
Agence spatiale canadienne	315	299	Gendarmerie royale du Canada	479	439
Agriculture et Agroalimentaire.....	175	123	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	235	367
Anciens Combattants.....	189	503	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	305	275
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	54	54	Commission de la capitale nationale	517	463
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	102	97	Commission de la fonction publique.....	221	427
Autorisations disponibles des exercices antérieurs	115	110	Commission des champs de bataille nationaux	383	135
Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice	122	117	Commission des débats des chefs.....	129	331
Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens			Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	479	439
excédentaires de l'État	124	119	Commission du droit d'auteur	315	299
Autorité du pont Windsor-Détroit.....	129	331	Commission du droit du Canada	347	347
B					
Bibliothèque du Parlement	369	413	Commission mixte internationale (section canadienne)	147	235
Bibliothèque et Archives du Canada.....	383	135	Conseil canadien des normes	315	299
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des			Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	459	255
transports	221	427	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	383	135
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	479	439	Conseil de recherches en sciences humaines.....	315	299
Bureau de l'infrastructure du Canada	129	331	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	315	299
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	347	347	Conseil des Arts du Canada	383	135
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	369	413	Conseil du Trésor.....	207	489
Bureau du commissaire au renseignement.....	221	427	Conseil national de recherches du Canada	315	299
Bureau du Conseil privé	221	427	Conseil privé	221	427
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	369	413	Corporation commerciale canadienne	147	235
Bureau du directeur des poursuites pénales	347	347	D		
Bureau du directeur général des élections.....	129	331	Défense nationale.....	235	367
Bureau du directeur parlementaire du budget	369	413	Dépenses ministérielles par article courant	21	21
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	199	405	Dépenses ministérielles par catégorie.....	12	12
Bureau du surintendant des institutions financières	287	207			
Bureau du vérificateur général.....	287	207			
C					

	<u>Page</u>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
D – fin		
Description des responsabilités essentielles – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Détail budgétaire par affectation – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel	20	20
Détail des montants disponibles pour être dépensés – Se référer à la section ministérielle appropriée		
E		
École de la fonction publique du Canada	207	489
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap.....	249	177
Énergie atomique du Canada, Limitée	431	389
Environnement et Changement climatique.....	265	193
État consolidé des revenus et charges	11	11
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	147	235
F		
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse.....	279	513
Financement agricole Canada	175	123
Finances	287	207
Fondation canadienne des relations raciales.....	383	135
G		
Gendarmerie royale du Canada	479	439
I		
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté.....	305	275
Innovation, Sciences et Industrie.....	315	299
Instituts de recherche en santé du Canada	459	255
Investir au Canada.....	147	235
J		
Justice	347	347
M		
Marine Atlantique S.C.C.....	529	475
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	175	123
Ministère de l'Emploi et du Développement social	249	177
Ministère de l'Environnement	265	193

	<u>Page</u>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
M – fin		
Ministère de l'Industrie	315	299
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	305	275
Ministère de la Défense nationale.....	235	367
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	315	299
Ministère de la Justice	347	347
Ministère de la Santé	459	255
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	479	439
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	147	235
Ministère des Anciens Combattants.....	189	503
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	279	513
Ministère des Finances	287	207
Ministère des Pêches et des Océans.....	407	225
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	417	157
Ministère des Ressources naturelles	431	389
Ministère des Services aux Autochtones.....	503	285
Ministère des Transports.....	529	475
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	517	463
Ministère du Patrimoine canadien	383	135
Monnaie royale canadienne	287	207
Musée canadien de l'histoire	383	135
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	383	135
Musée canadien de la nature	383	135
Musée canadien des droits de la personne	383	135
Musée des beaux-arts du Canada.....	383	135
Musée national des sciences et de la technologie.....	383	135
O		
Office de commercialisation du poisson d'eau douce.....	407	225
Office des transports du Canada	529	475
Office national du film	383	135
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	249	177
P		
Paiements de transfert – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Parlement	369	413
Patrimoine canadien	383	135
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	407	225
Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc., Les.....	129	331
Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille		
ministériel	41	41
Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille		
ministériel	47	47
Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives).....		
	49	49

	<u>Page</u>			<u>Page</u>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>		<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
R			T		
Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges.....	30	29	Tableaux sommaires et appendices.....	9	9
Récapitulation des charges externes par catégorie.....	18	18	Téléfilm Canada.....	383	135
Récapitulation des revenus externes par provenance.....	36	35	Transports.....	529	475
Régie canadienne de l'énergie.....	431	389	Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	189	503
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	347	347			
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord.....	417	157	V		
Responsabilités essentielles – Se référer à la section ministérielle appropriée			Ventes de biens et de services.....	38	37
Ressources naturelles.....	431	389	VIA Rail Canada Inc.	529	475
Revenu national.....	449	379			
Revenus – Se référer à la section ministérielle appropriée					
Revenus ministériels.....	31	30			
S					
Santé.....	459	255			
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement.....	221	427			
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	129	331			
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	369	413			
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	207	489			
Sécurité publique.....	479	439			
Sénat.....	369	413			
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	347	347			
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	347	347			
Service canadien du renseignement de sécurité.....	479	439			
Service correctionnel du Canada.....	479	439			
Service de protection parlementaire.....	369	413			
Services aux Autochtones.....	503	285			
Services partagés Canada.....	517	463			
Services publics et Approvisionnement.....	517	463			
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	129	331			
Société canadienne des postes.....	517	463			
Société d'assurance-dépôts du Canada.....	287	207			
Société des ponts fédéraux Limitée, La.....	529	475			
Société du Centre national des Arts.....	383	135			
Société Radio-Canada.....	383	135			
Sommaire du portefeuille ministériel – Se référer à la section ministérielle appropriée					
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	417	157			
Statistique Canada.....	315	299			